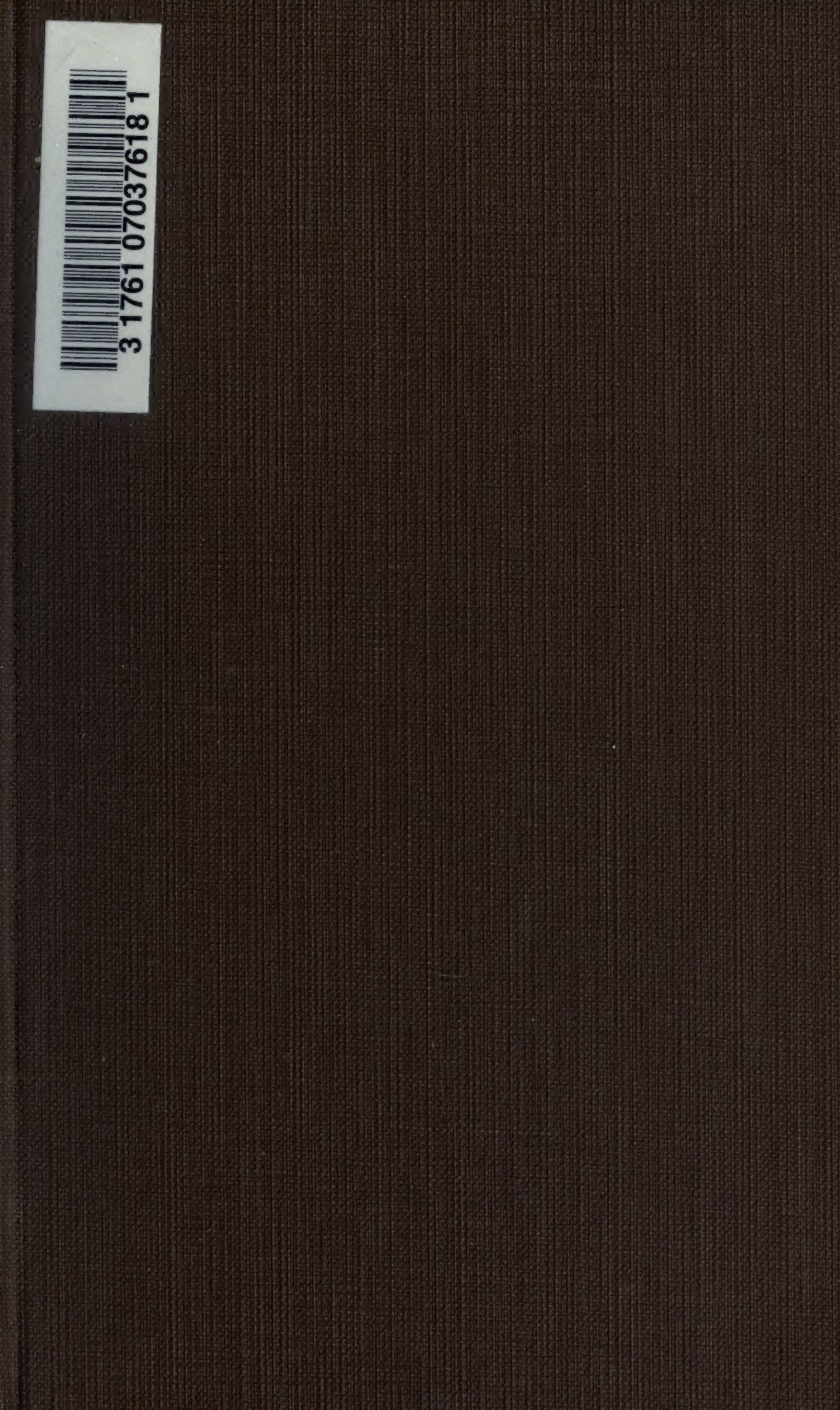

3 1761 07037618 1

HISTOIRE DE LA POLOGNE

DES ORIGINES A 1922

HISTOIRE DE LA POLOGNE

DES ORIGINES A 1922

PAR

HENRI GRAPPIN
PROFESSEUR A L'ÉCOLE NATIONALE DES LANGUES ORIENTALES



PARIS. — LIBRAIRIE LAROUSSE
RUE MONTPARNASSE, 13-17. — SUCC[le] : RUE DES ÉCOLES, 58 (SORBONNE)



R. BOLZÉ . Cartographe



Les frontières de 1922 sont figurées par un pointillé large

AVANT-PROPOS

Les trois premières parties de cet ouvrage reproduisent, avec un certain nombre d'additions, plusieurs chapitres d'une courte *Histoire de la Pologne des origines à 1900* que j'ai publiée en 1916 et qui est épuisée.

Les trois autres parties, c'est-à-dire à peu près les trois quarts du volume, sont entièrement nouvelles. Je n'ai pas craint de leur donner une certaine étendue, en raison de l'intérêt qu'offre la connaissance exacte des conditions dans lesquelles a évolué la question polonaise depuis le démembrement de l'ancienne République jusqu'à la formation de la nouvelle.

Étant donné le caractère général de l'exposé, les indications bibliographiques et l'appareil des références en ont été exclus.

Il m'est agréable de remercier ici l'Association France-Pologne, et particulièrement M. Kozakiewicz, qui ont bien voulu faciliter la publication de cette *Histoire*.

H. G.

HISTOIRE DE LA POLOGNE

DES ORIGINES A 1922

PREMIÈRE PARTIE

LA FORMATION DE LA POLOGNE

(Xe — XIVe SIÈCLES)

L'histoire de la Pologne au Moyen Age est analogue, dans ses caractères généraux, à celle des autres pays à la même époque. C'est un monde en formation, une sorte de nébuleuse politique et sociale. Autorité violente, puis anarchie; flux et reflux de frontières; masse sociale confuse et homogène avec tendances de plus en plus accentuées à la différenciation des classes et des fonctions; instinct d'unification aux prises avec des ambitions locales et des intérêts de castes: tout cela, c'est le Moyen Age même, et ce sont les épreuves de la Pologne, ses péripéties d'élaboration, jusqu'au jour où elle trouvera finalement ses limites, son équilibre et sa stabilité.

Organisation intérieure progressive, lutte extérieure avec les éléments étrangers antagonistes, tel est le double travail qu'il s'agit de suivre et qui se résume d'un mot: constitution de l'individualité nationale polonaise.

I. — LA POLOGNE ET LE MONDE SLAVE

Les rameaux slaves. — Domaine primitif des Polonais. — Slaves et Germains. — Othon le Grand et le margrave Géro.

Les premiers faits strictement historiques intéressant cette nationalité ne remontent pas au delà de la seconde moitié du xe siècle.

A cette époque, et dans les siècles antérieurs, d'immenses domaines, entre le Dniepr, la Mer Noire, l'Adriatique, l'Elbe et la Baltique, étaient occupés par les différents rameaux de la race slave: *Slaves du Sud* (tels que Serbes et Bulgares), *Slaves d'Orient* (tels que les Russiens de la haute Duna et du Dniepr), *Slaves d'Occident*.

Ces derniers constituaient le groupe le plus riche. Sous le nom de Croates, de Slovènes, de Slovaques, de Tchèques, de Moraves, ils couvraient de leurs tribus une partie considérable de l'Europe Centrale. D'autres branches s'étendaient sur le territoire de l'Allemagne actuelle, entre l'Elbe et l'Oder: Serbes de Lusace, Polabes, Obotrites, Lutitses ou Vélètes, etc. Tout au nord, la côte même de la Baltique était habitée par la forte tribu des Ranes, dont la capitale Arkona, dans l'île de Rügen, devait rester jusqu'au xiie siècle la ville sainte de la Slavie polabe.

Or, dans cette masse slave amorphe, on voit peu à peu, entre l'Oder et la Vistule, se former des noyaux d'où devait sortir la nation polonaise: dans la fertile région du lac Goplo et de la Warta, les *Polanes*; sur la Vistule moyenne, entre la Pilica et la Bzoura, les *Mazures* ou Mazoviens; au sud, dans la vallée de l'Oder, les *Silésiens*; sur la haute Vistule, jusque vers Sandomir, les *Vislanes*.

Autant qu'on puisse l'inférer des documents anciens, ces fractions diverses, établies toutes sur des points spécialement favorables du grand couloir qui s'étend entre les Karpathes et la Baltique, constituaient des groupements assez

vagues, définis uniquement par des bornes naturelles, telles que les rivières et les forêts. C'étaient des espèces de petites républiques agricoles, pacifiques, sans esprit de conquête, dotées d'institutions libérales, avec une religion sans théocratie et un gouvernement patriarcal. Les agressions étrangères seules les déterminaient à se rapprocher et à s'unir sous la direction de quelque chef. Le danger passé, elles reprenaient leur indépendance.

Le moment vint, cependant, où il fallut autre chose que ces sortes de ligues ou fédérations temporaires. Le monde slave se trouvait menacé de toutes parts. Au VIe siècle, les *Avars* établissaient leur empire du bas Dniepr au haut Danube. Au VIIIe, les Slaves de Pannonie commencent à tomber sous la domination des *Hongrois*, et ceux d'Occident sont inquiétés gravement par la race germanique. Au IXe, les *Normands* scandinaves soumettent une partie des Slaves d'Orient et fondent l'empire de Novgorod-Kiev, en même temps que les Prussiens s'établissent en Prusse Orientale.

Diverses tentatives, plus ou moins heureuses, furent faites pour résister à la pression des races rivales. C'est ainsi qu'au VIIe siècle *Samon* secoua le joug des Avars, domina de la Bohême à l'Adriatique, et tint heureusement tête aux Francs. Mais son empire s'écroula à sa mort.

Plus tard, au IXe siècle, une tentative analogue est faite par *Swientopelk*, qui constitue un État grand-morave, avec la Bohème, la Moravie, le pays des Slovaques et celui des Vislanes. Mais son État, également, disparaît avec lui. Allemands et Hongrois s'en partagèrent les morceaux. Ces systèmes slaves étaient factices; ils juxtaposaient des éléments disparates que ne rapprochait aucune communauté véritable de tendances et d'intérêts. Du moins manifestaient-ils, de la part de la famille slave dispersée, un vague instinct de faire face aux dangers multiples dont elle était menacée.

Le plus grave de ces dangers, au Xe siècle, était peut-être du côté de la Germanie. C'est l'époque d'*Henri l'Oiseleur*,

qui extermine les Slaves Polabes et fonde la Marche Orientale. Après lui, *Othon le Grand*, qui rêve la monarchie universelle, étend sa domination sur le Danemark, la Norvège, les Tchèques et les Obotrites. Il confie la Marche Orientale au féroce et actif margrave *Géro*. Géro achève la conquête des Polabes, amène des colons et des missionnaires, écrase les Serbes de Lusace et les Obotrites révoltés. Le germanisme vainqueur apparaît sur l'Oder, et se dispose à le franchir. Nous sommes aux environs de l'an 950. C'est à ce moment que la Pologne se dresse et qu'elle entre dans l'histoire.

Que pouvaient, contre un Géro méthodique, implacable, contre les moines et les soldats de l'Empereur, les pacifiques tribus polonaises qu'ils allaient maintenant rencontrer? Il leur fallait, pour échapper au destin des tribus slaves de l'Elbe, pour n'être pas à leur tour anéanties ou refoulées vers l'est, se grouper en un corps de nation et s'organiser en État, avec un pouvoir fort et des moyens sérieux de défense. Auraient-elles tout cela? Et l'auraient-elles à temps? Autrement dit, seraient-elles, comme les Obotrites et les Lutitses, englouties par le flot germanique, ou réussiraient-elles à vivre et à se maintenir? La Pologne aurait-elle ou n'aurait-elle pas une histoire?

Cette question, qui se posait vers le milieu du xe siècle, une famille vint y apporter une réponse, et ce fut la *dynastie des Piasts*.

A la Pologne les Piasts donneront une histoire. Non seulement ils la feront vivre, mais ils la feront prospérer, ils l'élargiront, ils lui assureront sa place au milieu de vingt peuples hostiles, Tchèques, Hongrois, Russiens, Lithuaniens, Prussiens, Allemands. Entre les rudes mains de ces princes, et surtout des trois Boleslas, la Pologne deviendra le plus grand État slave de l'Europe.

II. — PREMIER ESSAI DE MONARCHIE INDÉPENDANTE (966—1025)

L'histoire légendaire. Krakus, Lech et Popiel. — La famille des Piasts. — Mieszko Ier et Dombrowka. La Pologne chrétienne. — Boleslas Ier roi de Pologne.

Fables des Vislanes et des Polanes. — Les Piasts

Deux foyers très distincts de résistance et d'organisation apparaissent à l'origine en terres polonaises, le pays des *Polanes* au nord, avec Gniezno, et celui des *Vislanes*, au sud, avec Cracovie.

Quand ils commencent à se révéler à l'histoire, ils semblent exister déjà depuis un temps assez long et avoir un développement assez avancé. Comment ce développement s'était-il opéré? On n'en sait rien. Il faut se contenter là-dessus de chroniques allemandes et de traditions indigènes, dont l'interprétation est difficile.

Les légendes des Vislanes nous laissent entrevoir une histoire très agitée, avec *Krakus*, fondateur mythique de Cracovie, qui tua un dragon et éleva un château sur le Mont Wawel, et avec sa fille *Wanda*, qui refusa la main du Teuton *Rytigier* et finit ses jours en se précipitant dans la Vistule. La ville de Cracovie semble être arrivée de bonne heure à une prospérité remarquable. Un voyageur arabe, Ibrahim-Ibn-Jacob, la donne, vers le xe siècle, comme « le plus grand marché commercial en terre slave ».

L'autre foyer, celui des Polanes, offre à cette époque un intérêt plus grand, et il est aussi plus riche en légendes. Les Polanes, se trouvant à peu près au milieu de la Slavie polonaise, étaient dans les meilleures conditions géographiques pour y jouer, dès l'origine, un rôle marquant. D'autre part, leurs territoires s'étendaient sur le chemin naturel d'expansion de la race germanique, ce qui les destinait à une fonction particulièrement importante dans l'œuvre de résistance nationale. Aussi n'est-il pas étonnant qu'ils aient eu la première capitale du pays, Gniezno, et

qu'ils aient donné le jour à la première famille régnante, celle des Piasts.

Les chroniques et traditions nous parlent d'un certain *Lech* qui, vers le VIe siècle, aurait fondé la ville de *Gniezno* et pris un aigle blanc comme emblême de ses armes; d'une série de successeurs très turbulents qui combattirent les Germains et étendirent leurs possessions; puis d'une famille des *Popiels*, dont le dernier représentant, époux d'une princesse allemande, fut dévoré par des rats, au *château de Kruszwica* (à l'est de Gniezno), avec sa femme et ses enfants, en expiation du meurtre de ses oncles. Cette fable semble enregistrer, en le défigurant, un fait politique extrêmement important, qui est l'expulsion d'une famille apparentée à l'étranger et en rapports avec lui, et l'avènement d'une dynastie purement nationale.

On estime que cette révolution se produisit dans la seconde moitié du IXe siècle. A cette époque, disent les chroniqueurs, vivait à Kruszwica un brave paysan qui s'appelait *Piast*. Un jour deux étrangers, chassés du château de Popiel, vinrent frapper à la porte de Piast, qui était en train de fêter la naissance d'un fils. Il les reçut avec cordialité. En reconnaissance, ils baptisèrent l'enfant et lui donnèrent le nom de *Ziemowit*. A dater de ce jour, les caves de Piast ne manquèrent jamais d'hydromel, et ses granges regorgèrent de blé. Les deux étrangers étaient des anges, à moins qu'ils ne fussent, comme certains l'affirment, les martyrs saint Jean et saint Paul.

Quoi qu'il en soit, et en laissant de côté les diverses interprétations conjecturales de ces fables, voici le laboureur Piast au pouvoir, lequel est remplacé par *Ziemowit*, à qui succède *Leszek*, père de *Ziemomysl*, père de *Mieszko* ou *Mieczyslas Ier*. Avec ce nom, nous sortons de l'âge légendaire.

Miesko Ier. — Conversion de la Pologne

Mieszko régnait vers le milieu du Xe siècle, au temps même où le margrave Géro poursuit déjà très vigoureusement, aux ordres de l'Empereur d'Allemagne, le *Drang*

nach Osten. En 959, Géro le force à reconnaître la suzeraineté de l'Empereur et à lui payer un tribut annuel.

Mieszko sut comprendre qu'il ne pouvait être question, pour l'instant, de résister par les armes aux Allemands, et qu'il s'agissait de trouver d'autres moyens d'échapper à leur conquête. Il s'avisa donc de conclure un traité avec un autre vassal de l'Empereur, le prince de Bohême Boleslas, dont il épousa la sœur *Dombrowka* (966). En même temps, il embrassa le christianisme.

Il savait que les Allemands couvraient de religion leurs appétits d'envahissement et que c'était au nom de la foi qu'ils détruisaient les tribus slaves qui leur barraient la route vers l'est.

Il avait pu voir qu'immédiatement après avoir imposé leur suzeraineté aux Polanes ils s'étaient empressés de créer chez eux un évêché et de nommer le moine Jordan au siège de Posen. Il devinait toutes les menaces que contenait cette première mesure. Peut-être désarmerait-il l'envahisseur en lui enlevant le prétexte de l'évangélisation et en acceptant spontanément le baptême.

Au surplus, il se rendait compte que son pays, désormais en contact permanent avec l'Occident, par la Bohême et par l'Empire, ne pouvait s'attarder plus longtemps dans le paganisme et se priver par là des bénéfices que les États chrétiens retiraient, au point de vue politique, de la protection du Saint-Siège.

Ainsi fut consommé, en 966, cet acte d'une importance considérable. Mieszko reçut le baptême avec tous ses compagnons et ordonna d'abattre les idoles dans tout le pays. Les Polanes ne résistèrent pas. Le pouvoir du prince était déjà très fort. La cour de la pieuse Dombrowka était un centre actif de prosélytisme. Enfin, le peuple ne se montrait pas hostile au Dieu nouveau, protecteur des redoutables Allemands.

Une double conséquence devait sortir de ces événements. Une conséquence politique : la dynastie des Piasts, tributaire de l'Allemagne, faisait son premier pas sur la voie de l'émancipation. Elle entrait, par le christianisme, dans

la société européenne. Elle s'assurait le premier moyen de réaliser l'État qu'elle aspirait à organiser pour garantir, contre l'ennemi du dehors, le libre développement de la nationalité polonaise.

Une conséquence morale et sociale: la Pologne, quoique reléguée aux confins de l'Europe orientale, devenait un peuple d'Occident. Tandis que les pays de la plaine danubienne et ceux du Dniepr recevaient le christianisme de Byzance, elle le recevait, elle, de Rome, et elle allait ainsi participer directement à la civilisation du monde latin. Dès maintenant, par le baptême de Mieszko, elle est investie de cette mission spéciale de représenter, par delà le germanisme, en plein pays slave, face à l'Orient barbare, les idées et les tendances mêmes qui président au développement des pays les plus éclairés, tels que la France et l'Italie. La civilisation latine, implantée au xe siècle dans les terres vierges des bords de la Vistule, devait y acquérir, avec le temps, un éclat extraordinaire.

Il est à noter que l'Allemagne ne joua pas, dans cette conversion de la Pologne, le rôle qui lui est parfois attribué, et dont il n'est pas douteux, d'ailleurs, qu'elle essaya de se charger. Ce sont bien des missionnaires de Bohême qui apportèrent la foi nouvelle. C'est bien un prêtre de Bohême, Bohowid, qui bénit le mariage de Mieszko et de Dombrowka. Ce fut le cardinal Gilles (Idzi), nonce du pape Jean XIII et évêque de Tusculum, qui présida à l'établissement de l'Église romaine. Si Mieszko accepta des ecclésiastiques allemands, il en fit venir aussi de France et d'Italie. Il est à croire qu'il résista le plus possible au prosélytisme intéressé des Teutons, car c'est seulement en 968 que l'évêque *Jordan* put prendre possession de son siège de Posnanie, dépendant de l'archevêché de Magdebourg. Le successeur de Mieszko, Boleslas le Grand, fera venir des moines d'Italie, et fondera différents couvents de Bénédictins: tous seront étrangers à l'Allemagne. Si plus tard, à force d'obstination, l'église germanique réussira à s'infiltrer en terre polonaise et même à y conquérir une place importante, du moins l'État des Piasts, à ses origines,

ne lui doit-il rien d'essentiel. Ce n'est pas l'Allemagne qui a baptisé la Pologne.

Les conséquences politiques et morales de l'introduction du christianisme sont déjà bien apparentes au temps même de Mieszko. On le voit tout de suite, après avoir reçu le baptême, entreprendre, sur ces bases nouvelles, une œuvre active à l'extérieur comme à l'intérieur.

Après la mort de Géro, l'empereur Othon avait découpé la Marche d'Orient en plusieurs margraviats, tous plus faibles que la Pologne. Le moment était favorable pour une offensive. Mieszko s'engagea ainsi dans une série interminable de luttes contre les comtes saxons, et se rendit maître de différentes provinces sur la rive gauche de la Warta. Othon, inquiet, revint d'Italie où il se trouvait. Il convoqua à *Quedlimbourg*, dans le cercle de Saxe, les membres du corps germanique et le prince de Pologne (973). Celui-ci fut obligé de reconnaître tributaires de l'Empire toutes ses conquêtes de la rive gauche de la Warta.

Il n'en restait pas moins le maître, et à ce titre il avait droit d'intervenir dans les affaires d'Allemagne. Aussi, après la mort d'Othon le Grand, prit-il part avec Boleslas de Bohême aux luttes qui s'engagèrent autour du trône impérial. La jeune dynastie, adroite et hardie, commençait à jouer un rôle. Elle réussit même, pour un temps, à secouer le joug de la suzeraineté impériale. L'effort était encore prématuré. La Pologne avait, à certains égards, besoin de cette tutelle dont elle était impatiente. Aussi l'accepta-t-elle de nouveau, quelques années plus tard, quand elle entra en guerre avec la Bohême. La mort de Dombrowka et les intérêts contraires en Silésie et sur la haute Vistule avaient affaibli l'alliance du début. Les Tchèques étant plus forts, Mieszko se fit appuyer de l'Empereur et conquit la Silésie au delà de l'Oder.

Au nord et au sud de ses États, Mieszko compléta son œuvre d'élargissement en amorçant la conquête de la Poméranie, c'est-à-dire en occupant, d'accord avec les Wikings, les bouches de l'Oder et le rivage de la Baltique, puis en s'étendant sur les deux rives du San et jusqu'à la terre de

Lublin. De ce côté, il se heurtait aux princes de Kiev, qui réussirent, vers la fin de son règne, à le refouler vers ses anciennes frontières.

En même temps que le territoire de la Pologne commençait à prendre corps et à se définir, la structure interne de son peuple se dessinait déjà avec une certaine netteté, sous l'influence évidente de la civilisation occidentale. L'État et la société se constituent avec leurs organes essentiels.

La politique conquérante de Mieszko ne permet pas de douter qu'il eût à sa disposition un système militaire, financier et administratif approprié à ses desseins. Il a sa cour, à l'image des cours d'Occident. Il a ses *comites*, choisis dans cette cour, qui l'assistent ou le remplacent en différentes affaires, et auxquels il confie certaines fonctions permanentes (trésorier, échanson, etc.).

Dans le pays, les villages se groupent en *opoles* et les opoles en *grods*, où s'établissent des représentants du prince qui, sous le nom de castellans, accaparent peu à peu tous les pouvoirs.

Le clergé régulier et séculier s'organise également. Mieszko fonde des cloîtres, fait bâtir des églises, qu'il dote de domaines considérables, institue des diocèses et établit la dîme.

Quand Mieszko mourut, en 992, il fut regretté de son peuple. Il avait fait entrer la Pologne dans la famille chrétienne. Il lui avait donné des terres importantes sur l'Oder et l'avait fait triompher des Tchèques. Enfin, il avait posé les fondements de l'ordre politique et social. Son successeur recevait un bel héritage. Il allait fructifier en ses mains.

Boleslas Ier le Grand (992—1025)

Boleslas Ier, dit le Grand ou le Vaillant, fut le Charlemagne de la Pologne. Son règne témoigne d'un sens politique, d'une énergie et d'une sagesse véritablement extraordinaires. Son père avait commis la faute, explicable par les coutumes slaves, de partager le pays entre ses trois

frères et lui. Il déchira le testament, accapara le pouvoir, rendit hommage, par prudence, à son suzerain l'Empereur, puis il entreprit de continuer l'œuvre de son père.

Habilement, il se fait aider par les Allemands contre les Poméraniens et achève de conquérir les bords de la Baltique entre l'Oder et la Vistule. Il achève de même d'enlever aux Tchèques la Silésie et la haute Vistule. En 999, il s'enhardit, attaque les Hongrois et leur arrache une partie de la Slavie au delà des Karpathes. En l'an 1000, la Pologne était pour l'époque un vaste État, comprenant 200.000 habitants, appuyé à la Baltique, et dépassant la Vistule, l'Oder et les Karpathes.

C'est à ce moment que se place la fameuse *entrevue de Gniezno*, où Boleslas, dans toute sa gloire de conquérant, se rencontra avec l'empereur *Othon III*. Le prétexte en fut une visite au tombeau d'Adalbert, évêque de Prague, martyrisé deux ou trois ans auparavant en pays prussien. Les causes réelles sont moins certaines. Sans doute Othon voulait-il connaître l'auteur de tant d'exploits déjà célèbres. Peut-être aussi, rêvant la constitution d'une sorte de fédération chrétienne sous son sceptre, voulait-il tâter Boleslas et l'attirer à ses desseins.

La réception fut magnifique. Les Allemands restèrent émerveillés. On échangea des cadeaux. Othon fit présent à Boleslas d'une flèche de Saint-Maurice, d'un clou de la Vraie Croix et d'un fameux sabre, le « sabre ébréché » qui devait figurer dans le trésor royal jusqu'à la fin de la Pologne. Boleslas, de son côté, offrit à son hôte un bras de saint Adalbert.

Quelques historiens, interprétant mal certaines paroles d'Othon, ont cru qu'il avait couronné Boleslas. La vérité est autre, mais non moins importante. Les deux princes conclurent une alliance, scellée par le mariage de Ryxa, nièce de l'Empereur, avec Mieszko, fils de Boleslas. Boleslas fut dégagé de toutes les charges imposées à son père Mieszko en vertu des traités qui l'avaient rendu tributaire pour les pays situés sur la rive gauche de l'Oder. L'Empereur lui délégua son droit de souveraineté sur les Slaves transodé-

riens, et reconnut ce pays comme une dépendance directe de la Pologne; il lui concédait par avance toutes les conquêtes qu'il y pourrait faire dans la suite.

Ainsi se trouvait atteint un des objectifs de Boleslas: se rendre indépendant de l'Allemagne au point de vue politique. Il avait une autre ambition: émanciper l'Église de Pologne. Il réussit aussi complètement de ce côté. Il arracha à Othon le droit des investitures et de la nomination des évêques. Le siège de Posen demeura encore sous la dépendance de Magdebourg, mais Gniezno fut érigé en archevêché et devint ville métropolitaine; il eut désormais sous son obédience trois évêchés polonais: Kolberg, Cracovie et Breslau. Boleslas reçut le titre de patricien romain.

Ces résultats précieux n'allaient pas tarder à être remis en question. Quand Othon III mourut (1002), la dynastie saxonne s'éteignit, et les prétendants en vinrent aux mains. Boleslas profita des troubles pour occuper la Lusace et la Misnie et se proclamer prince de Bohême. L'arrivée de *Henri de Bavière* sur le trône impérial (1003) modifia la situation. Il voulait déchirer les conventions d'Othon, briser la Pologne, lui imposer à nouveau sa suzeraineté politique et religieuse. La guerre, acharnée, dura treize ans. Les Allemands s'aidèrent des Tchèques, qu'ils avaient réussi à soulever contre Boleslas, et même des Polabes païens, ce qui donna sujet à la Pologne de protester auprès du pape. Au reste, rien n'y fit, et Boleslas, quoique occupé en même temps par d'autres guerres, imposa la paix à ses ennemis. Le *traité de Bautzen* (1018) lui laissait la Lusace et la Moravie. La Pologne, maintenant, s'étendait jusqu'à la haute vallée de l'Elbe. Henri de Bavière ne reconnaissait pas encore formellement son indépendance, mais il n'avait pas réussi à la lui arracher.

L'échec était d'autant plus humiliant pour lui qu'il avait cherché et obtenu un appui du côté de ces princes de Kiev avec lesquels Mieszko Ier avait déjà eu à lutter. L'activité prodigieuse de Boleslas n'avait pas négligé les intérêts de la Pologne sur ses frontières orientales. Il avait eu soin de donner sa fille à *Swientopelk,* fils aîné du duc

Wladimir. A la mort de celui-ci (1015), Swientopelk essaya d'accaparer les domaines de ses frères, échoua et s'enfuit auprès de Boleslas. Un de ses frères, *Iaroslaw*, monta sur le trône. C'est à lui que s'adressa Henri de Bavière.

Tant que Boleslas fut occupé contre les Allemands, il dut supporter les incursions répétées d'Iaroslaw. Mais dès qu'il eut les mains libres, après Bautzen, il se jeta sur lui avec une rapidité foudroyante et enleva la riche ville de Kiev. Swientopelk fut établi sur le trône. La Pologne s'étendit jusqu'au *Dniestr*.

Cette suite de campagnes toujours heureuses fit donner à Boleslas le surnom de *Chrobry*, ce qui signifie le Vaillant. La merveille est qu'entre tant de soucis guerriers il ait pu trouver le temps de donner ses soins à l'organisation intérieure de son État. Il perfectionna ses moyens militaires en créant une véritable armée régulière, divisée en fractions de mille, cent et dix hommes, qui correspondent aux régiments, bataillons, compagnies, pelotons et escadrons. Il forma deux corps de cavalerie, la grosse cavalerie armée de cuirasses et la cavalerie légère armée de boucliers. Un embryon d'école militaire apparaît même dans le corps de jeunes gens dont il s'entourait, qu'il exerçait spécialement et qu'il proposait en modèle aux autres troupes.

Comprenant merveilleusement les vues de son père, il mit tous ses soins à développer le christianisme, brisant impitoyablement les traditions païennes, protégeant les moines et les couvents, organisant l'Église polonaise indépendante.

Comme Charlemagne, il eut son conseil de règne, composé de douze personnages éclairés qui l'aidaient à rendre la justice et avec lesquels il parcourut le pays entier.

Il perfectionna l'administration en établissant des districts *(powiaty)* groupés eux-mêmes en provinces, sous les ordres de ses lieutenants. Il se préoccupa de l'instruction, qu'il confia aux monastères richement dotés. Toutes ces réformes rencontraient des résistances. Il passa outre.

Ses rêves n'étaient pas encore accomplis. Il lui fallait une couronne. Depuis longtemps, dans ce dessein, il avait

noué des rapports directs avec Rome. Mais ses efforts y avaient toujours été contrecarrés par l'Empereur. Il s'obstinait à cette idée par haut esprit dynastique. La dignité royale consacrerait l'indépendance de la Pologne par rapport à l'Empire. Elle aurait aussi pour effet de la soustraire aux usages slaves qui considéraient le pouvoir comme un héritage divisible.

Boleslas fatigua vainement le pape Sylvestre II de ses sollicitations. Finalement, il prit son parti. Profitant de la mort de l'empereur Henri de Bavière et des troubles de l'interrègne, il réunit ses évêques à Gniezno, et là, au jour de la Nativité de l'an 1024, il plaça lui-même sur sa tête la couronne royale. Quelques mois après, ayant achevé son œuvre, Boleslas le Grand mourait, et son corps était inhumé dans la cathédrale de Posen, capitale nouvelle du royaume.

III. — SECOND ESSAI DE MONARCHIE (1025—1080)

Ruine de l'œuvre de Boleslas Ier. Mieszko II et Ryxa. — Casimir Ier restaure le pays. — Boleslas II obtient la couronne. — L'évêque Szczepanowski. — Excommunication et fuite de Boleslas.

Mieszko II (1025—1034). L'interrègne

Il y avait dans l'œuvre de Boleslas Ier, comme dans toutes celles, ou à peu près, des monarques de génie, quelque chose de hâtif et qui devançait son temps. Par la force, il avait réalisé à l'intérieur de la Pologne une unité qui ne correspondait pas à l'état réel de la nationalité. Par la force aussi il l'avait enrichie de territoires trop considérables pour sa faculté actuelle d'absorption. Il l'avait arrachée à sa paix et à ses traditions pour l'engager vers des destinées auxquelles elle n'était pas encore prête. Le pays, enfin, était peuplé de prisonniers de guerre, attachés à la terre, disposés à la révolte, et qui ne se mélangeaient que lentement à la population. Il était à craindre, dans ces

conditions, que tout vînt à se rompre s'il ne se trouvait pas quelque nouveau prince capable d'assumer la lourde charge de cette succession.

Le malheur voulut précisément qu'il en fût ainsi. Le fils de Boleslas, *Mieszko II*, fantasque, dominé par sa femme l'Allemande *Ryxa*, destiné enfin à mourir fou, fut appelé par son peuple l'Indolent. Toutes les frontières polonaises se rompirent. Les Russiens envahirent les provinces orientales, les Danois avec Kanut occupèrent la Poméranie, tandis que les Tchèques et les Hongrois reprenaient les territoires du sud. A peine couronné Empereur, Conrad de Franconie se jeta sur la Silésie et la Lusace. Mieszko tenta vainement de résister. Il dut finalement reconnaître à nouveau la suzeraineté de l'Empereur et l'archevêché de Gniezno fut suspendu. En moins de huit ans, l'œuvre de Boleslas le Grand était à peu près ruinée.

Par surcroît, la Pologne fut affligée, après ce règne désastreux, d'un *interrègne* qui se prolongea jusqu'en 1040. La régente Ryxa, odieuse aux Polonais, s'enfuit avec les trésors de la couronne. Le pays, privé de chef, se désagrégea rapidement. Les impôts exorbitants établis par Mieszko, l'insolence du parti allemand groupé autour de la régente et comblé de ses faveurs, les premiers essais de régime féodal déterminés par l'influence germanique, enfin la misère générale, provoquèrent une révolte de ces masses rurales hétéroclites où dominait l'élément étranger. Elles firent d'épouvantables massacres. L'industrie, très prospère sous Boleslas le Grand, fut anéantie. Le christianisme même se trouva menacé. Le peuple incendia les cloîtres, égorgea les prêtres. Une partie du pays revint au paganisme. La Mazovie tout entière abandonna la foi nouvelle et se détacha en se donnant à un ancien *comes* de Mieszko, *Maslaw*.

Les circonstances étaient encourageantes pour les ambitions des voisins. Le duc de Bohême, Bretyslav, se souvenait des humiliations que Boleslas le Grand avait imposées à son père. Le moment était venu de les venger. Il envahit la Pologne en 1038, ravageant tout sur son pas-

sage, pilla Posen la capitale, brûla Gniezno et enleva les reliques de saint Adalbert.

Son ambition était de fonder un grand État slave, et à ce titre elle inquiétait fort l'Allemagne. Durant ces sombres siècles du Moyen Age, la politique des empereurs à l'égard des Slaves, quoiqu'elle ait parfois des apparences de confusion, s'inspire en réalité d'un principe très simple: elle pratique un jeu de bascule entre les deux puissances voisines et rivales, attisant leur antagonisme, les mettant aux prises quand l'occasion s'en présente, et se jetant aux côtés de l'une quand l'autre menace d'acquérir une prépondérance dangereuse. Elle avait contrecarré de tout son pouvoir les progrès de l'État de Boleslas. Maintenant elle s'alarmait de sa décadence rapide. Aussi l'empereur Henri III seconda-t-il les efforts de la Pologne pour sortir de son anarchie. Il s'entendit avec les délégués de Cracovie, marcha contre la Bohême, et envoya à la Pologne un prince nouveau, fils de Mieszko II. Ce fut *Casimir Ier* (1040-1058), à qui l'histoire a donné le nom de « Rénovateur ».

Casimir Ier le Rénovateur (1040—1058)

La tâche qui s'offrait à Casimir était énorme, mais il ne s'en découragea point. Reprenant les traditions de son grand-père, il refoula à nouveau le paganisme, fonda des ordres et veilla à l'instruction de son peuple. Il étouffa les germes de féodalité introduits par les Allemands et qui, profondément antipathiques à l'esprit slave, avaient été une des grandes causes des désordres antérieurs. Il ne craignit pas, pour rétablir la tranquillité, de recourir aux lois les plus sévères.

A l'extérieur, son activité ne fut pas moins remarquable. Pour s'assurer du côté de l'Est, il épousa une princesse russienne. Henri III l'aida à vaincre les Tchèques, qui durent restituer la Silésie. Il réduisit les Prussiens et les Poméraniens. Enfin, il voulut ressaisir la Mazovie, qui s'était détachée et où Maslaw avait consolidé son pouvoir. Il lui fallut six ans de guerre et l'appui de l'Empereur. Maslaw fut vaincu et pendu.

Casimir n'avait réussi à restaurer son pays que par le concours des seigneurs laïques et ecclésiastiques et par celui de l'Empereur. De tels services ne pouvaient être gratuits. Casimir les avait même payés fort cher.

D'une part, en prenant la défense de la Pologne, l'Empereur l'avait de plus en plus subordonnée à sa politique; sous couleur de bons offices, il l'avait insensiblement réduite à un état de vassalité analogue à celui où elle se trouvait avant Boleslas le Grand. Elle lui payait maintenant un tribut annuel, qui s'élevait à 300 marcs.

D'autre part, c'était l'aristocratie qui ayait appelé Casimir au trône. Il lui devait tout. Les premiers Piasts s'étaient faits eux-mêmes, à coup d'autorité. Lui, Casimir, se trouva dépendre dans une certaine mesure de ces seigneurs qui n'avaient mis le pouvoir en ses mains que pour sauvegarder leurs intérêts propres. Effrayés par les récents soulèvements des masses populaires, ils voulaient maintenant les dominer et les comprimer violemment. Ainsi se produisit un fait nouveau de haute importance pour l'histoire ultérieure de la nation: les grands, tant laïques qu'ecclésiastiques, accrurent leur influence et tendirent à devenir un élément prépondérant dans la vie publique. Ils réussirent à établir auprès du roi, graduellement, un Conseil permanent en qui il faut reconnaître la forme primitive du Sénat de la République. C'est à ce Conseil que Casimir, à sa mort, confia la tutelle de son fils et successeur Boleslas.

Boleslas II le Hardi (1058—1080) — Son couronnement et sa fuite

Boleslas II se trouvait donc, le jour où il monta sur le trône, en présence d'une situation entièrement nouvelle, créée par la politique de son père. Il vit les deux éléments saillants de cette situation, restauration de la suzeraineté impériale, empiètements de l'aristocratie. Tout son règne n'est qu'une suite d'efforts extrêmement vigoureux en vue de résoudre ces deux difficultés.

Il eut tôt fait, une fois arrivé à sa majorité, de se débarrasser de la tutelle aristocratique. Mais il comprit qu'il devait attendre des circonstances meilleures pour secouer

le joug de l'Empire. Entre temps il se mit à couvert le mieux possible du côté de la Bohême, de la Hongrie et des Russiens.

Le nom de ces voisins turbulents revient souvent dans l'histoire de Pologne. On les a vus déjà mêlés plus d'une fois aux affaires du jeune État. Le moment est venu de définir la nature de leurs relations, les éléments à peu près constants qui apparaissent dans l'infinie complexité de leurs péripéties.

Séparée de la Hongrie par la chaîne des Karpathes, et de la Bohême par celle des Sudètes, la Pologne se contenta en général d'une attitude défensive dans ses rapports avec ces deux États. Cependant la trouée de l'Oder, ou Porte de Moravie, ouvrait aux Tchèques l'accès de la riche vallée silésienne, dépendance naturelle de la Pologne, et qui devait, après la Moravie, rester pendant plusieurs siècles un objet de contestations entre les deux pays. J'ai dit déjà que l'Empire avait pour méthode d'exploiter savamment cet antagonisme.

Du côté de l'Est, les choses avaient un caractère tout autre. On a reproché à la Pologne de s'être laissé entraîner par l'ambition vers l'immensité des pays russiens. On a même accusé expressément Boleslas le Hardi d'avoir, par la conquête de la Ruthénie rouge, éloigné son peuple de « ses véritables intérêts ». Réfléchissons qu'en réalité, si la Pologne était fournie de frontières naturelles à l'ouest, au nord et au sud, elle était, vers l'Est, complètement à découvert. De ce côté, elle faisait face à la haute mer, aux espaces insondables de la plaine asiatique, où remuaient cent peuples inconnus, et d'où pouvaient surgir des dangers de toute sorte. Son histoire ultérieure n'en donnera que trop de preuves. Aussi n'est-il pas surprenant que l'instinct politique des Piasts les ait de bonne heure poussés à des entreprises qui peuvent sembler aventureuses, mais qui, au lieu de trahir les intérêts de leur pays, tendaient à lui trouver une frontière dans la région la plus instable et la plus exposée. Entre la Baltique et la mer Noire, la Duna et le Dniepr formaient une ligne à peu près continue bar-

rant la vaste plaine de l'Orient européen. C'est cette ligne, en définitive, qu'ils visaient à atteindre. Quand leurs successeurs y seront arrivés, et aussi longtemps qu'ils pourront s'y maintenir, la Pologne sera un grand État et se développera dans une sécurité relative.

Boleslas, en soutenant *Jaromir,* prince de Bohême, et *Bela,* prince de Hongrie, n'avait réellement aucun objectif intéressé. L'histoire de Pologne offre des exemples nombreux de politique généreuse, inspirée de la pitié et de l'amour du droit. Il n'en fut pas de même quand il profita de l'anarchie des pays russiens pour entreprendre cette célèbre campagne qui aboutit à la prise et à l'occupation prolongée de Kiev (1069), où il établit son parent *Izaslaw.* Il avait ses raisons profondes. « Quelque respect que je doive à la mémoire de mon aïeul, disait-il dans un ordre du jour à ses troupes, je ne puis lui pardonner la perte des pays qu'il avait reçus avec la couronne. Aujourd'hui nous devons les reprendre, les conquérir, et nous saisir de la prépondérance que nous avions jadis sur les Russiens. Polonais, votre mission est grande et sainte, vous saurez l'accomplir. » Les conquêtes réalisées ne furent pas durables et ne pouvaient pas l'être, mais elles exercèrent une influence profonde sur les Russiens, et la frontière polonaise vint s'appuyer au Styr.

L'occasion surgit enfin de secouer la tutelle impériale. *Henri IV* venait d'engager la lutte avec *Grégoire VII.* Boleslas soutint les Saxons révoltés et se rangea aux côtés du pape. Ce qu'il voulait en retour, c'était la couronne royale. Il l'obtint, et fut couronné solennellement en 1076.

Le coup était rude pour Henri IV. Empêché par les affaires d'Italie et d'Allemagne, il se tourna, suivant les bons principes, vers la Bohême et la chargea de ses affaires. En même temps il brouillait la situation intérieure de la Pologne en s'abouchant avec les mécontents, qui étaient nombreux. L'aristocratie, dont le roi avait tenté de briser l'influence, s'était organisée et groupée autour du wojewode *Sieciech.* Le haut clergé, irrité des réformes grégoriennes que Boleslas avait acceptées du pape lors de son cou-

ronnement, et en partie ruiné par elles, fit cause commune avec les seigneurs laïques et se groupa autour de Stanislas *Szczepanowski*, évêque de Cracovie.

Boleslas se trouva ainsi aux prises simultanément avec les deux difficultés qu'il avait pour objet de vaincre, les ambitions de l'Empereur et celles des seigneurs. Les choses en vinrent à la révolte ouverte, et les seigneurs appelèrent *Wratyslav*, prince de Bohême et instrument d'Henri IV. C'est dans ces conditions que l'évêque Szczepanowski fut tué, après avoir excommunié le roi. Il paraît certain qu'au lieu d'avoir été assassiné par Boleslas, comme on l'a cru longtemps, il fut régulièrement condamné à mort comme chef d'une conspiration qui devait livrer Cracovie aux Bohémiens.

Cet incident, de toutes façons, fut désastreux pour Boleslas et la Pologne. Le pape excommunia le roi, fit fermer toutes les églises du pays et retira le titre de roi à ses souverains. Tandis que Boleslas s'enfuyait en Hongrie (1080), Wratyslav se proclamait roi de Bohême et de Hongrie. Il est vrai que peu après un fils de Boleslas lui reprit les provinces conquises, mais la Pologne n'en resta pas moins obligée de payer aux Tchèques un tribut annuel pour la Silésie et Cracovie. Ainsi finissait lamentablement, par une conspiration d'éléments hostiles à l'extérieur comme à l'intérieur, le second effort des Piasts pour constituer une Pologne forte et indépendante.

IV. — LE TESTAMENT DE BOLESLAS III BOUCHE-TORSE (1080—1138)

Ladislas Ier et le wojewode Sieciech. — Boleslas III rétablit l'unité des terres polonaises. — Bataille de Hundsfeld (1110) et traité de Bamberg. — Incorporation de la Poméranie. — Le régime du séniorat.

Ladislas Ier Hermann (1080—1102)

L'héritage de Boleslas Ier avait été lourd. Celui de Boleslas II était écrasant. Son frère cadet, *Ladislas Ier*

Hermann, avait reçu en 1080 la partie nord de la Pologne. En 1089, il fut appelé par les notables de Cracovie. Il devenait prince de Pologne, mais il n'osa pas prendre le titre de roi. Faible de santé, indolent, amateur de livres, il n'avait rien de ce qu'il eût fallu pour briser la caste aristocrate qui avait abattu son frère, et qu'il avait lui-même favorisée. Le wojewode *Sieciech*, meneur des grands, devint le maître véritable du pays. Il n'eut souci que de s'enrichir et d'élever sa famille, et porta même ses ambitions jusqu'à songer à renverser la dynastie des Piasts. En même temps, il abandonna complètement tous les intérêts extérieurs de la Pologne, évitant toute occasion de guerre, déterminant Ladislas à renoncer en Ruthénie Rouge aux conquêtes de Boleslas-le-Hardi et à se montrer vassal très obéissant de l'Empereur.

C'en était fait de la Pologne si elle abandonnait la dynastie déjà vénérable des Piasts qui avait assuré à peu près jusqu'à ce jour la continuité de sa politique, si elle abdiquait aux mains d'une aristocratie turbulente et ambitieuse, si enfin elle se résignait à accepter sans résistance la suzeraineté du germanisme.

Un prince vint, qui ne le permit pas, un nouveau Boleslas, troisième du nom, appelé *Krzywousty*, ou Bouche-Torse. Nous allons retrouver en lui la rude et clairvoyante vigueur de ses aïeux.

Boleslas III Bouche-Torse (1102—1138)

Les conditions dans lesquelles il arrivait au pouvoir étaient bien propres à l'éclairer sur les dangers de la situation. L'aristocratie s'immisçait dans les querelles de la famille régnante. On avait vu un fils de Ladislas, *Zbigniew*, relégué grâce aux intrigues de Sieciech dans un couvent de Saxe, puis mis à la tête d'un complot contre le wojewode. Celui-ci une fois chassé, il avait fallu satisfaire les intérêts contraires en procédant à un partage de l'État. Tandis que Ladislas-Hermann restait en Mazovie, où il devait mourir en 1102, Zbigniew recevait la Silésie et la Posnanie, Boleslas le pays de Cracovie et celui de Sandomir.

Ce démembrement mettait en question l'existence même de la Pologne, et Boleslas ne voulut pas s'y résigner. Appuyé par les Russiens et les Hongrois, il engagea la lutte contre son frère qui ne craignit point de faire alliance avec les Poméraniens, les Tchèques et l'Empire. Zbigniew fut vaincu, et toutes les terres polonaises furent réunies.

L'empereur *Henri V*, à qui Zbigniew était allé demander secours, exigea non seulement l'hommage, mais la moitié des terres polonaises. « J'aime mieux, répondit Boleslas, perdre la Pologne en sauvant son indépendance que de la posséder au prix d'une paix ignominieuse. » Henri V, qui se croyait encore au temps de Ladislas-Hermann, entra en campagne. Aux environs de Breslau, son armée fut mise en déroute à la mémorable *bataille de Hundsfeld* ou *Champ des Chiens* (1110), ainsi nommée à cause de la quantité de cadavres allemands qui y furent, dit-on, la proie des chiens et des corbeaux. L'Empereur vaincu traita. Boleslas se rencontra avec lui à *Bamberg* en Franconie et fut reçu avec le plus grand faste. Une alliance fut conclue, scellée par des mariages. Boleslas Bouche-Torse désarmait Henri V à Bamberg comme Boleslas le Grand, cent dix ans plus tôt, avait désarmé Othon à Gniezno. Le germanisme, une fois encore, était refoulé.

Boleslas ne se borna pas à la défensive. Sa lutte avec Zbigniew fut pour lui l'occasion de conquérir la Poméranie entre la Vistule et l'Oder, par la sanglante *bataille de Naklo* (1109). Obligé de lutter en même temps contre l'Empire et les Tchèques, il avait dû interrompre son œuvre et donner le gouvernement du pays, doté d'une large autonomie, à un certain Swientopelk. Celui-ci, à la longue, chercha à s'émanciper. Boleslas prit ses terres et les incorpora à la Pologne (1119). Puis il imposa sa suzeraineté à Stettin, qui l'avait soutenu, soumit les Lutitses, les Obotrites et l'île de Rügen. Ainsi, vers 1120–5, la Pologne s'étendait jusqu'à l'Elbe. Malheureusement elle ne sut pas profiter de ses victoires remarquables sur le germanisme. Elle laissa les Allemands se jeter sur la Poméranie maintenant désarmée et y prendre pied, suivant leur invariable sys-

tème, à l'aide de commis-voyageurs et de moines. Otto, évêque de Bamberg, dirigea la conversion du pays. Les Allemands, qui ne faisaient que recueillir sans risques le fruit des expéditions de Boleslas, revendiqueront dès lors la Poméranie comme conquête de leur civilisation.

Après avoir réussi brillamment à assurer la Pologne contre les menaces de l'impérialisme, il restait à Boleslas à la garantir, s'il était possible, contre les risques très graves qui menaçaient la continuité et l'unité du pouvoir, risques qui avaient failli, sous Ladislas-Hermann, entraîner la dislocation de l'État.

Ici la difficulté était extrême. La Pologne souffrait d'un vice particulier aux nationalités slaves, et qui était l'incertitude des *lois relatives à la succession au trône*. La tradition voulait que le pouvoir fût considéré comme une propriété analogue aux autres, et que chaque héritier eût ainsi droit à une part égale. Ce principe était en contradiction absolue avec les conditions élémentaires de tout gouvernement et de toute stabilité politique. Dans la pratique, il était demeuré longtemps sans action néfaste, l'un des frères chassant généralement les autres et accaparant leur héritage. Mais avec les progrès de la société et le développement des classes, ces discordes périodiques, outre qu'elles ruinaient le pays, devenaient singulièrement alarmantes. L'aristocratie prenait assez de force pour intervenir dans ces démêlés et constituer des partis, lesquels cédaient presque toujours à la tentation d'invoquer l'appui de l'étranger. Tandis que le pouvoir central était perpétuellement remis en question, les seigneurs en profitaient pour consolider leur influence et augmenter leurs richesses. Ainsi le régime existant avait pour effet de désarmer la Pologne en face des voisins et d'accentuer de plus en plus le déséquilibre social au détriment de l'autorité.

Pour échapper à ces inconvénients, un des princes tchèques, Bretyslav, avait, au milieu du XIe siècle, institué dans la famille des Prémyslides le principe du séniorat, sorte de compromis en vertu duquel chaque fils devait recevoir sa part d'héritage, mais avec primauté de l'aîné.

Boleslas III, s'inspirant de ce principe qu'il croyait propre à sauvegarder l'unité de l'État et à prévenir les troubles, rédigea un testament, qu'il fit confirmer solennellement par le pape, et qui distribuait les territoires de la Pologne entre ses quatre fils majeurs. L'aîné, *Ladislas*, était constitué suzerain des autres et recevait les territoires de Cracovie, de Sieradz et de Lenczyca. *Boleslas* obtenait la Mazovie, *Mieczyslaw* les terres des Polanes, et *Henri* celles de Sandomir. Le cadet, *Casimir*, à titre de mineur, resta sans héritage.

Les deux premiers Boleslas, à la fois pour consolider et rendre visibles l'unité et l'indépendance de la Pologne, avaient mis la couronne royale sur leur tête. Le troisième Boleslas, par une voie différente, tendait au même but. Cette tentative allait-elle être plus heureuse que les précédentes ? Le séniorat allait-il pouvoir concilier dans la réalité les deux éléments qu'il juxtaposait, unité et fédéralisme ?

V. — LA POLOGNE MORCELÉE (1139—1305)

Un siècle et demi de convulsions. L'assemblée de Lenczyca (1180) et l'abrogation du testament de Bouche-Torse. — Un Tchèque sur le trône. — Puissance croissante des grands et de l'Église. — La poussée germanique. Albert l'Ours et la Marche du Nord. Conrad de Mazovie appelle les Teutoniques (1225). La colonisation allemande. — Formation de l'État de Galicie (XIIe siècle). — L'État lithuanien. Baptême de Mindove (1251). — Invasions tatares. Bataille de Lignica (1241).

Les querelles des Piasts

Les faits ne devaient pas tarder à répondre. Le système inauguré par Boleslas III eût demandé, pour réussir, des conditions intérieures et extérieures qui n'existaient pas. La Pologne était trop jeune. L'esprit national n'était pas encore élaboré. Une fédération était un régime trop lâche pour un État dont les différentes parties étaient mal soudées, et qui ne représentait toujours, malgré la communauté

de gloires et malgré la puissante action des Boleslas, qu'une agglomération de provinces. Mazovie, Silésie, Kujavie, Poméranie, Grande-Pologne, Petite-Pologne n'avaient pas perdu, les unes à côté des autres, leurs tendances propres. L'innovation de Boleslas va faire qu'elles auront chacune maintenant leur histoire particulière. La Pologne va s'effriter. Elle aurait sombré définitivement dans l'anarchie si ses voisins, par une heureuse fortune, ne s'étaient pas trouvés eux-mêmes aux prises avec de graves difficultés qui ne leur permirent pas de mettre l'aubaine à profit.

Nous entrons ici dans une sinistre et lamentable période qu'inaugure le fils aîné de Boleslas, Ladislas II, et qui se prolonge jusqu'à la fin du XIVe siècle. C'est un chassé-croisé de princes, un embrouillement d'intrigues et de compétitions, une tourmente d'invasions et de guerres civiles où vingt fois la Pologne semble sur le point de disparaître. Et c'est miracle qu'à travers tout cela la lignée des Piasts n'ait pas été brisée et qu'elle soit demeurée, parmi les pires errements, comme le fil conducteur d'une nation obstinée à vivre et jalouse quand même de son indépendance. Au reste, le malheureux pays devait, comme on le verra, tirer profit de ses épreuves.

A considérer l'ensemble des huit à dix règnes qui se succèdent depuis la mort de Boleslas III jusqu'à l'avènement de Ladislas Lokietek en 1305, on discerne trois faits dominants qui peuvent servir de guides dans leur extraordinaire confusion: progrès continu de l'élément aristocratique et clérical, succès croissant du germanisme, effondrement sur un grand nombre de points des frontières polonaises.

L'impuissance du séniorat fut apparente dès la mort de Boleslas Bouche-Torse. Son fils aîné, *Ladislas II* (1139-1146), investi de la primauté par le testament, s'empressa de revenir à la politique traditionnelle et tenta, à l'instigation de sa femme Agnès, de dépouiller ses frères. D'où guerre civile, à laquelle l'aristocratie et le clergé prennent naturellement part. Il s'enfuit auprès de l'Empereur. Les grands appellent à sa place son frère Boleslas, prince de Mazovie.

Boleslas IV le Crépu (1146-1173) s'attira le mépris de son peuple par la lâcheté de sa politique. On vit l'héritier des grands Piasts, menacé par Frédéric Barberousse, venir faire dans son camp une cérémonie humiliante de soumission, payer plus de 3.000 marcs d'or, et s'engager à se rendre, pour se réconcilier avec Ladislas, à la diète des princes allemands. Les expéditions qu'il fit contre les Prussiens furent généralement malheureuses, et il ne sut pas conserver la Poméranie au-delà de l'Oder que son père avait conquise; il la laissa tomber aux mains des Allemands.

A sa mort, son frère Mieszko, duc de Posnanie, obtint à son tour le séniorat, d'après le testament de Bouche-Torse. Ce Mieszko, appelé *Mieszko III le Vieux*, était brutal, despotique, ennemi acharné de l'aristocratie. Mais c'est l'aristocratie qui eut le dessus. Profitant du mécontentement provoqué par ses abus, elle le chassa, et mit à sa place son plus jeune frère, *Casimir II le Juste* (1177).

Cette date est importante. Elle marque une étape décisive dans les progrès de l'aristocratie. Au *Synode de Lecz*, les grands élisent véritablement leur souverain, abolissant de fait le testament de Boleslas III, et détruisant ainsi l'unique obstacle qui s'opposait à leur arbitraire. Ils disposent de la couronne. Ils ne donneront le pouvoir, désormais, que moyennant des privilèges sans cesse élargis. A chaque règne nouveau, marché nouveau. Le roi est leur créature. Malheur à ceux — car il s'en trouve — qui tentent de s'émanciper. En la personne de Mieszko le Vieux, c'est l'ancienne monarchie qui est vaincue.

Trois ans après l'avènement de Casimir le Juste, nous assistons à un de ces marchandages donnant donnant. C'est la célèbre *Assemblée de Lenczyca* (1180). Les seigneurs laïques et ecclésiastiques s'y font octroyer de gros privilèges, et le clergé, en particulier, s'émancipe presque complètement. Ces concessions sont nuisibles à l'intérêt général, mais elles sont avantageuses à Casimir: les privilégiés lui accordent l'abrogation officielle du testament de Bouche-Torse, en conférant à sa lignée le droit exclusif

d'occuper le trône de Cracovie. C'était un pacte en forme; on eut soin de le faire confirmer par le Saint-Siège.

Bien entendu, cette usurpation, pour être légale, n'en était pas moins incapable d'assurer la paix. Mieszko essaya de déloger Casimir, échoua, revint après la mort de son rival, fut chassé encore par les seigneurs. Son fils le remplace malgré les conventions de Lenczyca. Ce *Ladislas III Laskonogi* ou Jambes-Grêles (1202–1206) bataille contre clergé et grands, est excommunié, chassé. La lignée de Casimir revient, avec son fils *Leszek II le Blanc* (1206–1227), qui prend soin de faire ratifier par le pape les dispositions qui assurent à sa lignée, jusqu'à extinction, l'héritage du trône. A sa mort, guerre civile. Il laisse un fils de six ans, *Boleslas IV le Pudique* (1227–1279), plus tard époux de Sainte Kinga. Un fils de Casimir le Juste, *Conrad*, duc de Mazovie, revendique des droits de tutelle. Ce même Conrad appela et dota l'ordre des chevaliers Teutoniques, qui devinrent le fléau de la Pologne et de la Lithuanie (1225). Les seigneurs lui opposent *Henri de Breslau*, dit le Barbu, à qui succède en 1238 son fils *Henri le Pieux*, lequel est remplacé par son fils, qui est chassé par le tenace Conrad, qui est à son tour chassé. Boleslas revient de Hongrie et se rétablit en Petite-Pologne, où son long règne est dépourvu d'éclat.

Leszek III le Noir (1279–1288), duc de Sieradz, lui succède. Il meurt sans enfants, mais il a un frère, Ladislas le Bref (Lokietek), qui pose sa candidature. La bourgeoisie veut *Henri Probus*, duc de Breslau, la noblesse Boleslas, duc de Plock. Probus l'emporte, mais règne peu. Luttes entre Ladislas le Bref toujours candidat, et un nouveau prétendant, Przemyslaw, de Grande-Pologne. On les accorde en donnant la couronne à un troisième, qui est *Venceslas*, roi de Bohême (1291). Tout n'est pas fini. Przemyslaw revient en Grande-Pologne, rattache la Poméranie à ses États et se couronne solennellement à Gniezno roi de toute la Pologne (1295). Il est assassiné. Démêlés entre ses héritiers. Lokietek, pendant plusieurs années, guerroie contre les autres Piasts. Les grands et les bourgeois, pour en

finir, donnent la couronne royale à Venceslas (1300). Lokietek arme des Hongrois, soulève une partie de la Petite-Pologne. La mort de Venceslas lui donne enfin, en 1305, le trône qu'il avait recherché avec une ténacité extraordinaire. La Pologne était sauvée.

Développement de la Noblesse et du Clergé

Le tableau qui précède, quoique passablement confus, est une réduction très simplifiée. Il reproduit seulement quelques-uns parmi les innombrables événements qui marquent l'histoire des luttes engagées autour du pouvoir par les représentants de la famille des Piasts.

Si ces deux siècles d'anarchie n'entraînèrent pas la ruine du pays comme puissance politique, il le faut attribuer, en dehors de la situation des voisins, à une double raison. En premier lieu, si l'on fait abstraction du wojewode Sieciech et du tchèque Venceslas, les luttes pour le pouvoir restèrent querelles de famille; autrement dit les droits exclusifs de la dynastie nationale des Piasts ne furent jamais en question. Ensuite, depuis le xie siècle, depuis Casimir le Rénovateur, la Pologne avait un centre, qui était Cracovie. L'existence d'une capitale, d'un foyer de vie politique et sociale incontestablement supérieur aux autres, était comme l'attestation concrète, le signe sensible de l'unité nationale en voie de formation. Tous les princes Piasts, à part peut-être Przemyslaw, ne s'estimeront en possession du pouvoir que lorsqu'ils auront reçu ce qu'on pourrait appeler l'investiture de Cracovie. En somme, malgré tous les accidents, la Pologne conserva, à travers cinq ou six générations, ces deux éléments essentiels de son existence politique et de sa perpétuité, une dynastie et une capitale. Par là s'explique qu'après avoir semblé perdue elle ait pu retrouver soudain, au xive siècle, entre les mains de souverains énergiques, une puissance et une vitalité dont on ne l'eût pas crue capable.

Ces souverains énergiques, en montant sur le trône, trouveront devant eux une situation sans rapports avec

celle qu'avaient connue leurs prédécesseurs du XIe siècle. Les troubles continuels, en ruinant le pays, avaient accru sans cesse un mécontentement dont les seigneurs avaient habilement profité pour étendre leur influence. En même temps cette influence s'était à la fois consacrée et affermie par les privilèges et immunités que les hautes classes arrachaient à chaque souverain nouveau, et qui creusaient un abîme de plus en plus profond entre les différentes catégories sociales. Les princes, ayant de mauvaises finances, payaient leurs féaux avec des terres, et leurs habitants. Ainsi se multiplièrent les nobles terriens, peu tendres généralement pour leurs paysans. Dès 1233 une bulle pontificale condamnait l'oppression du peuple de Pologne dans beaucoup de domaines.

A l'intérieur même de la noblesse apparaissent nettement, au XIIIe siècle, les deux éléments qui devaient la constituer jusqu'à la fin: ces propriétaires fonciers, établis sur les terres par les princes à titre de chevaliers, et qui formeront la *szlachta*; et les vieilles familles seigneuriales, très riches, qui ont depuis longtemps une sorte de monopole des charges d'État et d'Église. Ceux-là sont l'aristocratie des *magnats,* parmi lesquels se recrutent presque exclusivement les barons et prélats qui assistent le prince et composent son sénat.

A la noblesse, il faut ajouter le *clergé.* Lui aussi a merveilleusement profité des circonstances. Il est même, au XIIIe siècle, par sa richesse et son prestige, par ses privilèges et ses écoles, la plus grande puissance sociale de la Pologne. Beaucoup de gens voient en l'archevêque de Gniezno, primat du royaume, le symbole vivant de l'unité polonaise. Les effroyables calamités qui fondent sur la Pologne, et en particulier les invasions mongoles, exaltent le sentiment religieux, multiplient les cloîtres et les sectes pénitentes. Enfin les réformes grégoriennes, en séparant le clergé du reste de la nation, lui donnent, au milieu de l'anarchie laïque, une forte unité intérieure. Tout cela accroît considérablement son influence et son autorité politique. C'est lui qui, en 1253, obtient la canonisation de

l'évêque Stanislas Szczepanowski, la victime de Boleslas le Hardi. Il donne à cet acte le sens d'une expiation nationale propre à vaincre la colère divine et à rétablir la Pologne, condamnée au morcellement, dans son ancienne puissance.

Entre les paysans d'une part, la noblesse et le clergé de l'autre, apparut et se développa, au XIIe et au XIIIe siècle, un élément entièrement nouveau, la *bourgeoisie*. On ne peut en comprendre la formation qu'en étudiant l'ensemble de l'œuvre germanique, dont il sera question tout à l'heure. Au reste, son rôle demeura assez limité. Le fait essentiel est que les deux siècles d'anarchie qui paralysèrent les forces de l'État eurent en revanche pour résultat d'élaborer une société déjà nettement définie, avec prépondérance de la noblesse et du clergé. Ce fut sans doute le grand malheur de la Pologne que la société s'y soit constituée avant le pouvoir, hors de lui et contre lui. Quand ce pouvoir réussira enfin à s'établir solidement, dans la première moitié du XIVe siècle, il sera trop tard. La société aura pris sa forme et comme son pli. L'anarchie prolongée aura créé son état de choses contre lequel les souverains lutteront inutilement. Le roi et la noblesse seront face à face. Dès le XIIIe siècle, on peut prévoir que c'est la noblesse qui vaincra.

Ces conséquences ne devaient se produire au jour et montrer leur gravité que dans les siècles ultérieurs. Il en est d'autres qui se manifestèrent à l'époque même où les princes Piasts s'épuisaient en rivalités. La plus importante de toutes, comme on pouvait s'y attendre, fut la poussée plus active du germanisme.

Progrès du germanisme. — La Marche du Nord. — Les Teutoniques. Les colons allemands.

Après les vigoureuses campagnes du Xe siècle, où s'était distingué le margrave Géro, le germanisme avait subi un temps d'arrêt dans sa marche vers l'est. Au XIe siècle et pendant une partie du XIIe, la dynastie franconienne s'était

laissé égarer par ses ambitions de monarchie universelle. Mais le temps vint où les forces allemandes se portèrent à nouveau du côté de l'Oder et de la Baltique. Cette seconde phase de la lutte germano-slave s'ouvrait dans des conditions très fâcheuses pour la Pologne. C'est en 1134 que la *Marche du Nord* échoit à *Albert l'Ours*. C'est en 1139, avec l'avénement de Ladislas II, que s'ouvre en Pologne la période des morcellements. Albert l'Ours fait de la Marche du Nord le noyau d'une puissance qui, établie dans le voisinage immédiat du royaume des Piasts, finira par devenir un de ses pires ennemis, comme électorat de Brandebourg et royaume de Prusse. Tandis que les fils de Boleslas Bouche-Torse étaient absorbés par leurs contestations, Albert l'Ours et le duc de Saxe, *Henri le Lion*, entreprenaient avec une férocité méthodique la conquête des Slaves sur le cours inférieur de l'Oder et de l'Elbe. En 1181, Boguslas, duc de Stettin, entrait dans la Confédération germanique. En très peu de temps, les margraves de Brandebourg délogèrent les princes de Grande-Pologne de leurs possessions au-delà de l'Oder, puis franchirent ce fleuve, occupèrent la basse Warta. Ils avaient pied maintenant en terres polonaises. En 1272, ils fondaient là une *Nouvelle Marche*. C'est le commencement de l'invasion par les Allemands de l'antique domaine des Piasts.

Le recul de la Grande-Pologne était dû évidemment à la division de la Pologne, qui la laissait isolée devant l'ennemi commun. Il en fut de même en Kujavie et surtout en Mazovie. De ce côté, la Pologne avait à subir depuis des temps immémoriaux les incursions des Prussiens. Le premier Boleslas avait établi contre eux une espèce de marche, qui les tint longtemps en respect. Du jour où le royaume se disloqua, les païens redevinrent plus audacieux. La Mazovie, libre d'elle-même, voulut avoir sa politique propre. Au commencement du XIIIe siècle, le duc était *Conrad*, fils de Casimir le Juste. Il fonda, pour lutter contre les Prussiens, un nouvel ordre de chevaliers, les *Frères de Dobrzyn*. Les Prussiens les écrasèrent. Alors, en 1225, il appela les *Chevaliers de l'Ordre Teutonique*.

Le germanisme, sous une forme nouvelle, sur un théâtre nouveau, se trouvait ainsi encouragé, appelé par la Pologne elle-même. Cette menace au nord était autrement grave que la pression exercée de l'ouest par le Brandebourg. Elle tendait à l'étouffement de la Pologne en la coupant de la Baltique. L'anarchie du pays, en obligeant Conrad à se tirer d'affaire tout seul, venait de créer sur ce point un état de choses tel qu'une lutte à mort devenait inévitable entre le royaume des Piasts et la sinistre confrérie. Elle devait durer près de trois siècles.

Des ducs polonais de l'époque, Swientopelk seul discerna le danger. Le brave duc de Poméranie, au bout de douze ans de guerre, dut traiter. En cinquante ans, les Teutoniques avaient soumis et germanisé en grande partie toute la Prusse jusqu'au Niémen. En 1283, le dernier chef prussien, *Skurdo*, se transportait en Lithuanie avec les débris de sa race. La Pologne avait maintenant à ses portes un redoutable État de moines guerriers qui étaient comme les fourrageurs du germanisme.

Ce n'est pas tout. L'élément tudesque, en même temps, prit une troisième forme, l'infiltration lente par voie de *colonisation*. Le mouvement commence à être sensible dès le XIIe siècle. Après l'extinction des Hohenstaufen, les troubles intérieurs (c'est le temps du *Faustrecht*) chassèrent d'Allemagne une quantité de gens qui se rabattirent de préférence du côté de l'Est. La Pologne en attira un grand nombre par sa fertilité et la faible densité de sa population. Les couvents se peuplèrent de ces immigrés. A la fin du XIIe et au commencement du XIIIe, c'est-à-dire en pleine période d'anarchie polonaise, ils affluèrent en Silésie, où Henri le Barbu leur faisait le meilleur accueil. Dans la seconde moitié du XIIIe siècle, un deuxième flot de colonisation envahit la Petite-Pologne.

Les conséquences sociales de cet afflux d'Allemands furent considérables. Ils apportaient avec eux leurs coutumes, leur langue et leurs industries. Ils constituèrent des communes rurales pour l'exploitation des terres désertes, des communes urbaines pour l'organisation du commerce

et de l'industrie. La Pologne leur laissa, avec une généreuse imprudence, une entière autonomie intérieure, avec leurs bourgmestres, leurs conseils de ville, leurs échevins, leurs corporations, tous les principes d'administration connus sous le nom de « droit de Magdebourg ».

Ces colons donnèrent à la Pologne une classe qu'elle n'avait pas, une bourgeoisie. Si cette classe, dans la suite, n'a pas pris un développement normal, il faut l'attribuer principalement à ce fait qu'elle était d'origine étrangère et que dès sa naissance elle usa de ses privilèges dans l'intérêt exclusif de sa nationalité. Elle apportait à la Pologne de riches éléments de prospérité économique, mais les instincts de race devaient demeurer en elle au point qu'elle allait tenter, finalement, des coups de force contre les pouvoirs de sa patrie adoptive.

Les confins de l'Est. — Galicie. — Lithuanie. — Invasions tatares.

Telles étaient les formes diverses de la menace germanique, violentes avec le Brandebourg et les Teutoniques, pacifiques avec les colons qui accaparent complètement la Silésie et s'insinuent au cœur même de la Pologne. Sur tous les points des frontières où cette terrible pression ne s'exerçait pas, la Pologne, au temps de son anarchie, n'était pas plus à l'abri. L'âge héroïque des Boleslas est passé. Aux portes mêmes de la Pologne s'est créé, au XIIe siècle, en Ruthénie Rouge, un État nouveau qui est la *Galicie*, avec Halicz comme capitale. Casimir le Juste ne réussit que pour un temps à le subordonner à l'influence polonaise. En 1227, l'héritier de Hongrie, *André*, épouse la fille du duc de Galicie et devient maître d'Halicz. C'est pour longtemps la ruine, au profit des Hongrois, de l'influence polonaise sur les pays russiens du sud-ouest.

En même temps, sur un autre point des confins de la Pologne, naissait un nouvel État destiné à un grand avenir. Les tribus païennes des différentes branches lithuaniennes, contre lesquelles les Piasts avaient cent fois guerroyé, en-

trèrent dans l'histoire vers le milieu du XIIIe siècle. Menacées par les Teutoniques et les Porte-Glaive, elles commencèrent à former un corps de nation sous l'autorité du semi-mythique *Ryngold*. Son fils *Mindove*, profitant du morcellement inouï des pays russiens et de leur bouleversement par les invasions tatares, étendit son empire depuis le Niémen et le Bug presque jusqu'à la Duna et à la Berezina. En 1251, en vertu d'un traité avec les Teutoniques, il recevait le baptême, mais aussi la couronne royale. Des troubles ultérieurs, l'assassinat de Mindove, la division de son royaume n'empêchèrent pas la *Lithuanie* d'être désormais un facteur essentiel dans l'histoire de l'Europe Orientale. A la faveur des discordes qui paralysaient la Pologne et ne lui permettaient pas de poursuivre à l'est la politique des premiers Piasts, à la faveur aussi de l'anarchie des pays russiens, c'était elle qui maintenant aspirait à rassembler les terres des Ruthénies. Dès le commencement du XIVe siècle elle en entreprenait la conquête systématique. Menacée au nord d'être coupée de la Baltique par les Teutoniques, la Pologne avait à craindre d'être privée par les Lithuaniens de ses communications avec l'Orient et de se trouver bloquée, emmurée, étouffée entre les Germains d'une part et ce jeune empire de l'autre.

La grande barrière orientale que les Boleslas avaient rêvée semblait désormais impossible à établir. Le flanc de la Pologne restait exposé à toutes les attaques. Or, les appréhensions confuses des premiers Piasts devaient se réaliser de la façon la plus tragique. Tandis que leur royaume était lentement encerclé, une épouvantable invasion, venue précisément de l'Orient, le mit à deux doigts de sa perte. Au temps où Boleslas le Pieux dominait en Petite-Pologne, les *Tatars-Mongols*, sous le commandement de *Batu-Khan*, inondèrent les duchés russiens, anéantirent Kiev, ravagèrent la Galicie, les pays de Lublin et de Sandomir. La chevalerie polonaise se mit vainement en travers, et Boleslas le Pieux s'enfuit lâchement en Hongrie. Un autre Piast, duc silésien, Henri le Pieux, rallia les débris des forces polonaises et livra la *bataille de Lignica*

(1241). Le duc fut tué, et avec lui 10.000 chevaliers. Les Tatars étaient vainqueurs, mais l'Europe n'en était pas moins sauvée. L'élan des envahisseurs était brisé. Ils se rabattirent sur la Hongrie, la traversèrent et s'en retournèrent en Orient. Ils connaissaient le chemin de l'Occident. Établis dans les régions russiennes du sud, ils allaient être pendant des siècles une menace perpétuelle pour la sécurité de l'Europe. La bataille de Lignica inaugurait la mission héroïque de la Pologne contre les barbares asiatiques. Elle était destinée à subir le choc de quatre-vingt-onze invasions tatares. Aux premières, elle n'était pas prête. Il s'agira coûte que coûte d'élever un rempart pour tenir les hordes en respect, sous peine d'être noyé finalement sous leur flot. La Pologne sut comprendre qu'il y allait non seulement de son existence, mais de la civilisation de l'Occident.

Epuisement et encerclement de la Pologne

Tel est le bilan de la sinistre et longue période qui s'entend entre la mort de Boleslas III Bouche-Torse et l'avènement de Ladislas le Bref. Le principe du séniorat avait fait faillite. Le pays s'était disloqué en duchés indépendants et souvent rivaux. Tandis que le pouvoir central sombrait dans la tourmente, la situation, à l'intérieur et à l'extérieur, se modifiait profondément. A l'intérieur, malgré les désordres et même à cause d'eux, la société prenait une forme définie, avec la classe rurale, la bourgeoisie métèque, la noblesse des magnats et de la szlachta, cette dernière catégorie s'enrichissant de privilèges de plus en plus étendus, en même temps que le clergé. A l'extérieur, pendant que la Pologne désarmée subissait les violences des hordes asiatiques, elle voyait se former autour d'elle une ceinture de puissances rivales, Brandebourg, Teutoniques, Lithuanie, Galicie, qui l'encerclaient étroitement et menaçaient de l'étouffer en l'isolant. Ajoutez à cela les immenses ruines matérielles accumulées par les invasions, la germanisation de plus en plus complète de la Silésie, et les progrès

incessants de la colonisation allemande. Enfin avec le règne du Bohémien Venceslas, la Pologne, dans les premières années du XIVe siècle, se trouvait entièrement dominée par les Tchèques, régie par les starostes brutaux du prince et tenue en respect par ses fortes garnisons. Son indépendance, sa nationalité même semblaient près de lui être arrachées.

La question était de savoir si, dans son épuisement, elle trouverait assez d'énergie pour reconstituer son unité, rétablir un pouvoir capable de s'imposer à tous, et briser le cercle fatal qui se resserrait autour d'elle.

VI. — RÉORGANISATION DU ROYAUME (1305—1386)

Ladislas Lokietek libérateur national. — Les Teutoniques en Poméranie. Victoire de Plowce (1331). — Destruction de la bourgeoisie métèque. — Politique nouvelle de Casimir le Grand. — Traité de Wyszehrad (1335). — Rattachement de la Ruthénie Rouge (1340). — Les Polonais en pays russiens. — La Mazovie province vassale (1355). — Le «roi des paysans». — Statut de Wislica (1368). — L'Université de Cracovie (1364). — Fin de la dynastie des Piasts. Louis de Hongrie et le Privilège de Koszyce (1373-1374). — La dynastie des Jagellons (1386).

Ladislas IV Lokietek (1305—1333). — Les Teutoniques et la Poméranie

Deux règnes suffirent non seulement pour sauver la Pologne, mais pour en faire une puissance européenne importante. C'est dans l'excès même et dans la durée des maux qui l'accablaient qu'elle trouva la force de se redresser. En cela elle fit preuve d'une vitalité surprenante et dont l'histoire offre peu d'exemples.

Quand *Ladislas IV Lokietek* ou *le Bref* monta sur le trône, la nation était toute prête à seconder ses efforts. Les brigandages continuels, la variété des lois, les frontières

douanières multiples, en paralysant toutes les sortes d'activité sociale, donnaient à tous le besoin de l'ordre. En particulier, le clergé, ayant à souffrir beaucoup dans sa prospérité, enviait les États voisins, comme la Bohême et la Hongrie, et regrettait l'ancienne puissance de la monarchie. Tous sentaient qu'un souverain énergique pouvait seul arrêter l'envahissement du germanisme que Venceslas, en dernier lieu, faisait triompher avec l'appui de ses agents et de ses soldats. Quoique ce prince eût été appelé par les bourgeois et les seigneurs, quand il mourut Ladislas le Bref fut salué comme une sorte de libérateur et comme le champion de la nationalité polonaise.

Les espérances qu'il avait éveillées ne furent pas déçues. La première question dont il s'occupa fut le dégagement de la Pologne au nord par le *recouvrement de la Poméranie.* Cette province, on l'a vu, avait été conquise par Boleslas III qui ensuite, dans son testament, l'avait adjugée à son fils aîné. Un siècle après, un de ses ducs, Swientopelk, s'émancipait des princes de Cracovie en faisant assassiner Leszek le Blanc (1227). Il résistait aux Teutoniques et prenait Dantzig aux Danois. En peu de temps il affermissait son État, à coup de violence et de ruse. Mais cet État, pris entre le Brandebourg et les Teutoniques, avait peu de chances de durer. Mestwin, successeur de Swientopelk, le légua par traité à *Przemyslaw*, duc de Grande-Pologne, en 1295. Quelques mois après, le margrave de Brandebourg faisait poignarder Przemyslaw et occupait la Poméranie.

Les choses en étaient là quand le roi Ladislas IV tourna ses regards de ce côté. Il eut la malheureuse idée d'accepter les offres de service que lui firent les *Teutoniques.* Ils eurent tôt fait de refouler les Brandebourgeois. Pour mettre le pays à la raison ils égorgèrent pieusement 10.000 habitants de Dantzig (1309). La capitale de l'Ordre fut transportée à Malborg. La Poméranie était à lui. Cette fois, la Pologne était bien coupée de la Baltique.

Lokietek, empêché par d'autres affaires, dut renvoyer à plus tard la vengeance qu'il méditait. En 1319, il porta la question en cour de Rome. Le pape condamna les Teuto-

niques à restituer la province volée et à payer une indemnité considérable. Mais ils ne voulurent pas s'incliner et se cherchèrent des alliés, surtout dans le monde germanique: Empire, Brandebourg, Bohême, Silésie (ces deux derniers pays étaient à peu près complètement germanisés). Toutes les forces allemandes se dressaient simultanément contre la Pologne, sur la moitié de ses frontières. Le grand duel entrait dans une phase nouvelle.

Lokietek fit face au danger. La Pologne avait généralement entretenu avec la Hongrie des rapports de bon voisinage. Beaucoup de choses étaient communes entre les deux États tant au point de vue intérieur qu'au point de vue de leurs relations avec l'Empire. Lokietek en 1320 marie sa fille au roi de Hongrie et conclue alliance avec lui contre la Bohême. C'était un premier point d'appui trouvé par la Pologne. Il lui en fallait un autre. Lokietek se retourna du côté des païens de Lithuanie, sur lesquels régnait alors *Gédymin*. En 1325, il conclut une alliance avec eux, confirmée également par un mariage, celui de son fils Casimir avec Aldona, fille de Gédymin.

Le roi de Pologne venait de réaliser là deux idées pleines d'avenir. A l'une, le royaume, un demi-siècle plus tard, allait devoir Hedwige, et à l'autre Jagellon, c'est-à-dire les deux princes qui, par leur union, étaient destinés à jeter les fondements de la grande puissance polonaise. En particulier, le rapprochement avec la Lithuanie offrait un intérêt immense. Il faut dire que Lokietek n'avait pas eu l'initiative de cette conception, car à la fin du XIIIe siècle un prince mazovien, Boleslas de Plock, avait pour la première fois renoncé à la politique traditionnelle contre ses voisins lithuaniens et avait signé une entente avec eux. Mais à Lokietek revient le mérite d'avoir utilisé cette idée nouvelle en vue des intérêts généraux de la Pologne. Elle devenait avec lui un facteur de la politique nationale.

La guerre commença en 1327. Les chevaliers polonais et lithuaniens, réunis pour la première fois, ravagèrent le Brandebourg. Alors, c'est le signal de la ruée germanique. L'Empereur, d'un trait de plume, raye la Pologne de la

carte. Il l'attribue solennellement à son fils Louis de Brandebourg et déclare Lokietek rebelle. Un de ses clients, le roi de Bohême, Jean de Luxembourg, publie une croisade contre la Pologne et la Lithuanie, et occupe la Silésie. Les Teutoniques envahissent la Grande-Pologne et y font d'épouvantables dévastations. Après une trève et de nouveaux ravages ils s'en revenaient chargés de leur butin, quand Lokietek les surprit et leur infligea une terrible défaite à *Plowce* (1331). L'année suivante, ils recommençaient. Ils avaient mis la main sur la Kujavie quand Lokietek mourut. Il n'avait pas eu le temps de réparer la faute qu'il avait commise, comme jadis Conrad de Mazovie, en mêlant les Teutoniques aux affaires de son royaume. Un siècle et demi d'efforts allaient être encore nécessaires pour terrasser cet Ordre redoutable qui employait, pour arriver à ses fins, des moyens de ruse, d'hypocrisie religieuse et de férocité savante auxquels la Pologne ne sut et ne voulut jamais opposer que sa bravoure et sa franchise.

La bourgeoisie métèque écrasée

Lokietek pouvait d'autant moins aboutir à une solution sur ce point qu'il n'avait pas encore rallié entièrement et pris en main toutes les forces de la Pologne. En 1309, après la mort d'Henri de Glogau, il avait bien réuni la Grande-Pologne à la Petite-Pologne, mais cette réunion avait été le signal d'une guerre civile fomentée par l'élément germanique immigré, au moment même où les Teutoniques mettaient la main sur la Poméranie. Les Allemands établis en Grande-Pologne, craignant de perdre la prépondérance qu'ils y avaient acquise, prirent les armes pour s'opposer à la venue de Lokietek. A peine étaient-ils vaincus qu'un mouvement analogue, mais autrement grave, éclatait en Petite-Pologne. Menés par l'évêque *Muskata*, silésien d'origine, et par l'Allemand *Albert*, maire de Cracovie, la bourgeoisie et le clergé allemands prononcèrent la déchéance de Lokietek et appelèrent Boleslas, duc d'Oppeln (1311). La grande crise prévue et redoutée par les patriotes était enfin

venue. L'élément germanique, après une lente infiltration et d'habiles travaux d'approche, jetait le masque et tentait un coup de force. C'était dans la manière de la race. Les Teutoniques volaient les provinces qu'ils s'étaient offerts à reprendre, et les *bourgeois métèques* conspiraient contre les libertés d'un pays coupable de les avoir accueillis et de les avoir enrichis.

L'heure n'avait jamais été aussi grave. Tout ce qu'il y avait de force vive en Pologne se rallia autour du souverain national. Lokietek, soutenu par la szlachta et une partie notable du clergé, brisa la sédition. En 1312, il enlevait Cracovie, et tandis que Boleslas et Albert prenaient la fuite il exerçait sur la bourgeoisie de la capitale des représailles sanglantes. Quelques années plus tard, en 1320, il mettait solennellement sur sa tête la couronne royale, et cette cérémonie attestait à la fois le rétablissement de l'unité politique et la victoire définitive de la nationalité polonaise.

S'il était vrai que Lokietek venait de sauver l'autonomie de son royaume, son succès avait d'autres conséquences moins avantageuses. Le vainqueur était en somme la noblesse. Le roi la débarrassait du seul rival avec lequel elle eût à compter, il anéantissait le seul élément social qui pût lui faire contrepoids. La bourgeoisie cesse désormais d'être un facteur important de la vie publique. Décimée, en partie ruinée, elle renonce à tout rôle, se cantonnera dans ses affaires et se fondra progressivement dans la masse polonaise. Elle a reçu un coup si rude qu'elle ne s'en relèvera jamais. La Pologne n'aura pas de bourgeoisie. La noblesse est maîtresse de la situation.

Casimir III le Grand (1333—1370). — Dégagement des confins orientaux

Ladislas le Bref donna à la Pologne, en la personne de son fils *Casimir III le Grand*, un de ses plus glorieux souverains. L'objectif de Casimir, la pensée de son règne, visible en tout ordre de chose, dans sa politique étrangère

comme dans son œuvre intérieure, fut de donner à la Pologne sa stabilité définitive.

Il ne craignit pas d'inaugurer une politique hardie et toute nouvelle qui émut ses contemporains et n'a pas toujours reçu les éloges des historiens. Il jugea que la Pologne ne pouvait sans dommage s'attarder à certaines questions, fermer les yeux sur la réalité et refuser d'accepter ce qui n'était pas à son goût. Il crut qu'il convenait de se résigner aux concessions imposées par l'état de choses, et de porter son effort sur les points qui lui semblaient intéresser véritablement l'avenir du pays.

Avec une singulière promptitude d'intelligence et de volonté, et au risque de déconcerter son peuple, Casimir prit immédiatement son parti et fit exécuter à la politique polonaise, en utilisant les données de la situation, une sorte de vaste conversion. A peine sur le trône, il arrête les Teutoniques en concluant une trêve avec eux. Peu après, il profite des querelles entre l'Empereur et le roi de Bohême, alliés d'hier, pour régler ses rapports avec les Tchèques. Au *traité de Wyszehrad* (1335), la Bohême reçoit la Silésie et une partie de la Mazovie, en retour de quoi elle renonce définitivement à toute prétention sur la couronne de Pologne. L'opération, de la part de Casimir, était hardie, mais non pas malavisée. La Silésie, certes, était une riche province, une des terres primitives de la nationalité polonaise. Seulement elle s'était terriblement germanisée au cours des derniers siècles, et Casimir comprenait qu'il était inutile de s'obstiner à la partie. Au lieu de perdre ses forces en une lutte inégale et dont l'issue n'était pas douteuse, il trouvait plus avantageux de s'incliner en faisant payer la concession. Cette Silésie, que la Pologne traînait comme un poids mort, il la faisait servir à la consolidation de son trône et à l'indépendance de son État. Il ne désertait pas la mission de la Pologne contre les Germains, il en poursuivait l'œuvre sous une autre forme. Car il ne faut pas oublier que les rois de Bohême étaient alors les créatures dociles des empereurs et qu'obtenir la renonciation formelle de ces rois à la couronne des Piasts c'était

du même coup arracher aux souverains allemands un de leurs grands moyens de lutte contre la Pologne. Le traité de Wyszehrad complétait l'œuvre de Lokietek et sa victoire sur le germanisme. La bourgeoisie qui avait imposé Venceslas à la Pologne n'avait pas cessé de compter sur les Tchèques. Lokietek l'avait réduite. Casimir lui arrachait son dernier espoir.

Le même traité de Wyszehrad faisait une autre concession, mais celle-là provisoire. Les Teutoniques restituaient leur dernière conquête, la Kujavie, mais ils gardaient la Poméranie, les terres de Khulm et Michalow. Casimir, comprenant la force de cet ennemi, se réservait, à l'abri de ces conventions, de préparer des solutions meilleures et d'attendre le bon moment.

Ayant maintenant les mains libres à l'ouest, Casimir engagea immédiatement à l'Est une politique qui devait être féconde en résultats. Il pensait pouvoir retrouver de ce côté l'équivalent de ce qu'il avait dû abandonner.

En 1339, suivant le chemin tracé par son père, il resserra ses liens avec la Hongrie; le fils du roi, *Louis d'Anjou*, neveu de St-Louis, fut reconnu comme héritier futur de la couronne de Pologne. Cet acte assurait la transmission du pouvoir et mettait pour longtemps le pays à l'abri des crises dynastiques. Mais il avait aussi un autre avantage, qui apparut dès l'année suivante.

Il a été dit que l'État galicien, constitué au XIIe siècle, était tombé au XIIIe sous l'influence hongroise par le mariage de la fille d'un de ses ducs avec l'héritier de Hongrie. La Galicie, ravagée par les Tatars, soumise à leur suzeraineté, déchirée par des dissensions, ne s'était pas développée. Mais depuis le commencement du XIIIe siècle les rois de Hongrie portaient le titre de « rois de Galicie et Lodomérie ».

Casimir, conformément aux vues des anciens Piasts, regardait cette région, où l'influence polonaise avait longtemps dominé, comme une dépendance naturelle de son royaume. Au lieu d'être un boulevard de la Pologne, elle était comme une marche barbare établie sur son flanc

par les khans de Tatarie. En la possédant, non seulement il aurait un beau dédommagement des sacrifices consentis à l'ouest, mais il arracherait aux Asiatiques un de leurs points d'appui les plus menaçants.

En 1340 régnait en Galicie un certain Boleslas, fils du duc de Mazovie, et par conséquent parent de Casimir. Les boyards du pays l'ayant empoisonné, Casimir se présenta comme héritier. Le khan tatar, à titre de suzerain, intervint, mais fut battu. Le roi de Hongrie, à titre de roi de Galicie, pouvait se mettre en travers. Mais précisément quelques mois auparavant le fils de ce roi avait été choisi comme héritier de Pologne. L'accord était aisé: la Hongrie fit à Casimir la *cession complète et définitive de la Ruthénie Rouge.* Sans avoir à verser une goutte de sang et selon une méthode de conciliation qui était dans les traditions de la politique polonaise, Casimir sut obtenir du pays son rattachement volontaire à l'état des Piasts. Il devait demeurer dans son patrimoine jusqu'au démembrement de la Pologne.

Ce n'était là qu'une première étape dans la politique russienne de Casimir. Il voulait pousser plus loin, reprendre la pensée des Boleslas. Dans cette voie il se heurtait à ce jeune État lithuanien que nous avons vu entrer en scène au milieu du XIIIe siècle et qui, naguère, s'était associé à Lokietek pour lutter contre les Teutoniques. Fidèle à son rêve de domination sur les pays russiens, il était arrivé, au moment où Casimir s'établissait en Galicie, à être maître des duchés de Séverie, Czernichov, Kiev, c'est-à-dire de presque toutes les Ruthénies du Dniepr. Il visait maintenant la Volhynie et la Galicie. Sa déception fut grande quand la Pologne le devança dans cette dernière province.

Le choc était désormais inévitable. On sait les intérêts supérieurs qui étaient en jeu du côté de la Pologne. Laisserait-elle se constituer, sous forme d'empire lithuanien, une barrière qui l'isolerait de l'Orient? Serait-elle condamnée, après avoir dû reculer en Silésie et après avoir perdu contact avec la Baltique, à demeurer sur d'autres points dans les limites de ses anciennes frontières? Aurait-elle de l'air,

ou vivrait-elle confinée? Tout son avenir était engagé dans la question.

Il faut admirer la clairvoyance avec laquelle Casimir le Grand en comprit l'importance, et l'acharnement avec lequel il en poursuivit une solution conforme à ses desseins. Ici encore il sut tirer parti de l'alliance hongroise. Aidé par Louis de Hongrie, il entreprit la *lutte contre la Lithuanie* soutenue par les Tatars et différents princes ruthènes. Le duel dura dix-sept ans. Engagé en 1349, il se prolongea, avec des interruptions, jusqu'en 1366. Non seulement Casimir conserva la Galicie, mais il ajouta au domaine polonais la *Volhynie*.

Il ne paraît pas douteux que Casimir, avec un sens politique supérieur, ait eu pour objet, en poursuivant cette politique orientale, de frayer à la Pologne la route de la Mer Noire, qui avait pour elle un intérêt économique de premier ordre. Par là s'explique l'expédition, d'ailleurs malheureuse, qu'il entreprit contre la Valachie en 1359. Par là s'explique également le soin avec lequel il travailla à donner un caractère définitif à ses acquisitions en pays russiens. Il favorisa de tout son pouvoir l'*afflux des colons polonais* et l'influence de la civilisation polonaise qui, depuis, n'a pas cessé d'y être très forte. Il accorda des privilèges aux seigneurs, donna aux grandes villes le droit de Magdebourg, appuya le catholicisme, établit un évêché catholique. Pour rendre le pays indépendant au point de vue religieux de Moscou, où s'étaient transportés les métropolites de Kiev, il réussit à ériger le siège de Galicie en métropole. C'était la civilisation de l'Occident qui s'implantait dans les vastes régions ruthènes arrachées par la Pologne à la convoitise des païens de Lithuanie.

Si l'on songe qu'avec tout cela Casimir le Grand enleva au Brandebourg une partie de sa Nouvelle-Marche, qu'il compléta l'unification de la Pologne en obtenant de la Bohême sa renonciation à tout droit de suzeraineté sur la *Mazovie* et en faisant de ce duché une *province vassale* (1335), on reconnaîtra qu'il sut réaliser magnifiquement le programme qu'il s'était tracé. A sa mort, la Pologne était

un grand État européen s'étendant de la Posnanie au Pripet, solidement établi à l'ouest, ayant à l'Est de vastes débouchés et un immense champ d'action.

Œuvre intérieure de Casimir le Grand

Élevé en Hongrie, à la cour de l'angevin Charles Robert, Casimir était tout pénétré de culture occidentale. Aussi ses grandes opérations politiques ne l'empêchèrent-elles pas de veiller avec un soin extrême au développement social, économique et intellectuel de son peuple. Il fit ce que son père n'avait pas eu le temps de faire, il répara les ruines des siècles antérieurs; aussi hardi dans les réformes qu'il l'avait été dans l'orientation de sa politique étrangère.

Il réalisa l'unité de la législation et de la justice en 1347, en réunissant les prélats et seigneurs à *Wislica* et à *Piotrkow*. Il acheva cette unité en 1368 à l'assemblée de Wislica. Nulle résistance ne l'arrêta. Il brisa celle de la szlachta de Grande-Pologne, organisée par le wojewode *Macko Borkowicz*, et celle du clergé, en conflit avec lui au sujet de la dîme. Les deux forces sociales prépondérantes semblaient avoir trouvé leur maître. Casimir, avec rudesse et parfois même avec cruauté, essayait de détruire l'anomalie dangereuse que l'anarchie antérieure avait fait naître et développer. Impitoyable pour les hautes classes, il reportait toute sa sollicitude sur les petits. On l'appelait par dérision le *roi des paysans*. Le fait est qu'il prit à leur égard des mesures sans analogues à leur époque dans l'histoire des autres États européens. Il les déchargea de plusieurs impôts et contributions. Le *Statut de Wislica* les mit à l'abri des abus et violences de la part de leurs maîtres.

A côté de la terre, le commerce et l'industrie étaient une source de prospérité nationale. Casimir les favorisa avec le même zèle. Pour attirer les capitaux en Pologne, il accorda aux Juifs, chassés de partout, des privilèges étendus. Il conclut avec les pays voisins des traités de commerce avantageux, bâtit des greniers, traça des routes, munit les villes de fortifications.

En 1364, il fonda l'*Académie de Cracovie.* C'était, en date, la seconde université de l'Europe orientale, celle de Prague étant un peu antérieure.

Ainsi toutes les gloires furent données à ce règne. Casimir a été un des grands princes de l'Europe. Il laissait la Pologne rétablie sur de nouvelles et fortes bases. Mais il la laissait aussi en face de difficultés qui n'étaient pas résolues, et qu'il faudrait aborder un jour ou l'autre. L'aristocratie, il n'avait fait que la comprimer, il ne l'avait pas vaincue. La Lithuanie, refoulée, ne cessait pas d'être menaçante. Et quant aux Teutoniques, faudrait-il se résigner à laisser en leurs mains la Poméranie et les bouches de la Vistule?

Des Piasts aux Jagellons. — Louis de Hongrie (1370—1382)

Louis de Hongrie ne s'intéressa pas à ces dernières questions, et son règne, à cet égard, n'offre aucun intérêt. En revanche, la première prit avec lui un aspect nouveau et entra dans une phase importante.

Casimir mourait sans héritier direct. En 1339, pour assurer sa succession, il avait pris des dispositions, confirmées par une assemblée de dignitaires polonais, et en vertu desquelles la couronne devait échoir à Louis d'Anjou. Ainsi se présentait une situation entièrement nouvelle. Après quatre siècles, la dynastie des Piasts disparaissait. Chacun des souverains de cette dynastie avait, par solidarité naturelle, confirmé et respecté les engagements de ses prédécesseurs. Devant Louis d'Anjou, prince étranger, la nation se trouvait privée de ces garanties. Aussi eut-elle soin, dès 1339, d'imposer à son roi futur des conventions formelles; il dut faire serment de respecter les privilèges et immunités diverses, de ne créer aucun impôt nouveau, de ne nommer que des Polonais aux emplois publics, etc.

Jusque-là le pouvoir, quoique disputé et marchandé, quoique obtenu souvent par des concessions, avait été essentiellement un héritage, le résultat d'un droit dynas-

tique. Avec Louis d'Anjou, il devenait le résultat d'un contrat positif entre le prince et la nation.

Ce nouvel état de choses apparut plus nettement quand Louis songea à assurer sa succession. Il n'avait que des filles. Le droit et les usages polonais n'admettaient pas la succession en ligne féminine. Louis réussit à vaincre cet obstacle, mais au prix d'un contrat nouveau avec le pays. En 1373-1374, les dignitaires et les représentants de la szlachta furent réunis deux fois à *Koszyce*. Tous les droits, privilèges et immunités de la szlachta furent encore confirmés. Elle fut affranchie de tous les impôts et redevances, sauf le *poradlne* ou droit de deux gros par charrue. Elle fut reconnue astreinte, en fait de service public, uniquement à celui des armes, et dans des conditions déterminées.

Le *Privilège de Koszyce* était une date importante dans l'évolution intérieure de la Pologne. Débarrassée d'une dynastie nationale, la noblesse que Casimir le Grand avait tenue de court s'émancipait très rapidement en traitant de gré à gré avec un prince qu'elle avait librement choisi. Encore deux ou trois contrats de même sorte avec deux ou trois candidats étrangers uniquement soucieux de leurs intérêts propres, et la Pologne allait, semblait-il, retomber dans l'impuissance et l'anarchie des derniers siècles. Sauvée à grand'peine des morcellements qui avaient laissé intacte la dynastie, lui faudrait-il, à peine restaurée, être ruinée par un fléau nouveau, la destruction du pouvoir par les empiètements des privilèges? La souveraineté longtemps dispersée allait-elle s'évanouir juste au moment où elle venait enfin de passer aux mains d'un seul?

Si les choses avaient suivi ce cours, on ne sait ce qu'il serait advenu de la Pologne, et il est probable que son histoire eût été plus courte. Au temps même de Louis, puis dans les trois ou quatre années qui suivirent, les symptômes de décomposition se multiplièrent. Louis laissa son royaume en pleine guerre civile. La Mazovie avait refusé l'hommage. La Grande-Pologne s'était révoltée. Des partis en vinrent aux mains, et même, pendant quelque temps, l'union avec la Hongrie fut rompue. Les grands

profitèrent de l'interrègne prolongé pour se partager les charges d'Église et d'État et faire peser sur le pays un gouvernement qui excita un mécontentement général.

Tout cela, par bonheur, n'était que la dernière crise de formation de la Pologne. En octobre 1384, *Hedwige,* fille de Louis d'Anjou, arrivait à Cracovie. En mars 1386, elle épousait *Jagellon,* prince de Lithuanie. La Pologne retrouvait une dynastie et doublait son domaine.

Un âge nouveau commence pour elle. L'établissement de cette dynastie lui permettra d'enrayer sensiblement, pendant deux siècles, les progrès redoutables des privilégiés et d'en différer les conséquences en sauvegardant l'autorité de l'État. L'accroissement de son domaine lui donnera les moyens de résoudre à son avantage les grands problèmes qui se posaient à elle dans ses rapports avec les voisins. A l'abri des entreprises étrangères, jouissant d'un admirable régime de liberté, elle pourra cultiver les arts de la paix et reprendre la mission toute particulière que l'histoire lui avait confiée mais qu'elle ne lui avait pas toujours permis de remplir. Elle représentera magnifiquement, aux confins de l'Est, la civilisation de l'Occident.

DEUXIÈME PARTIE

LA PUISSANCE POLONAISE

(1386—1572)

I. — HEDWIGE ET JAGELLON (1386—1434)

Baptême de Jagellon. Son mariage avec Hedwige (mars 1386). — Assemblée de Radom (1401). — Alliance des Teutoniques et de Sigismond de Luxembourg. Bataille de Grünwald (10 juillet 1410). Traité de Thorn. — Jagellon refuse le trône de Bohême. — L'Union d'Horodlo (1413).

L'Union polono-lithuanienne

La Pologne, au temps de Casimir le Grand, avait reconnu la nécessité d'une alliance avec un pays voisin pour assurer l'exécution de ses desseins à l'extérieur, et particulièrement en pays russiens. Elle avait choisi le pays avec lequel, pour des raisons surtout géographiques, elle entretenait les meilleurs rapports et dont les intérêts étaient les moins en opposition avec les siens. Mais l'alliance hongroise n'avait pas donné tous les résultats escomptés. Louis d'Anjou s'était désintéressé de son nouveau royaume, et même en avait à peu près détaché la Ruthénie Rouge en la donnant en fief à l'un de ses partisans, Ladislas d'Oppeln. Mieux que cela, la jeune reine Hedwige, qui arrivait en Pologne, était fiancée depuis longtemps à un Allemand, le prince autrichien Wilhelm. L'alliance hongroise allait-elle avoir pour effet d'installer sur le trône un prince germa-

nique et de réveiller les vieilles luttes? La nation comprit manifestement le danger. Après avoir tâtonné un certain temps, elle se rendit compte qu'une seule alliance pouvait être avantageuse pour elle, celle de la Lithuanie.

La Lithuanie avait toutes les apparences de la prospérité. Elle était à elle seule plus étendue que les possessions des Teutoniques, la Bohême, la Pologne, et la Hongrie réunies. Mais elle était minée par des luttes entre les éléments russien et lithuanien, et par des rivalités dynastiques entre les successeurs de Gedymin, qui avaient eu pour résultat de la couper en deux duchés, l'un: celui de Wilno, appartenant à *Jagellon,* l'autre, celui de Troki, en la possession de son cousin *Vitold.* Les deux duchés se trouvaient maintenant sous la menace de la puissance moscovite naissante. Mais surtout les divisions du pays l'avaient désarmé en face des Teutoniques, qui y étaient devenus les maîtres, avaient des représentants à demeure auprès des ducs, des places avec de fortes garnisons, et d'innombrables agents à leur solde. Cette sujétion était même devenue si insupportable qu'en 1384 les deux duchés se concertèrent pour faire un massacre général des chevaliers de l'Ordre et de ses créatures. Un pareil moyen n'était que provisoire. La Lithuanie ne pouvait espérer échapper à l'emprise des Teutoniques qu'en se cherchant des alliés. Jagellon songea à la Pologne.

La Pologne, dans une situation analogue, avait eu la même pensée. Pour lutter contre les Teutoniques, Ladislas le Bref s'était déjà rapproché de la Lithuanie. L'alliance était tombée lorsque Casimir le Grand avait entrepris sa politique russienne qui le mettait en rivalité avec les ducs lithuaniens. Mais la Pologne n'oubliait pas qu'elle avait laissé la Poméranie aux mains des Teutoniques, et elle ne renonçait pas à l'espoir de la recouvrer. Pourquoi ne s'associerait-elle pas avec la Lithuanie contre l'ennemi commun?

Et puis, un rapprochement aurait un autre avantage. Pologne et Lithuanie étaient en guerres continuelles et stériles. Pendant le dernier interrègne, les Lithuaniens

avaient étendu leurs ravages jusqu'aux environs de Cracovie. La principale raison de ces luttes était leur rivalité en pays russiens, leurs prétentions égales à les dominer. Une alliance résoudrait l'insoluble question de Podolie et de Volhynie.

D'autres raisons, de second ordre, inclinaient des deux parts à la pensée d'une alliance. La chevalerie lithuanienne, qui redoutait l'élément russien, espérait que la Pologne l'aiderait à le maîtriser. En Pologne, le clergé comptait gagner beaucoup au rôle d'apôtre de la Lithuanie encore païenne, et les grandes familles étaient séduites par la perspective de vastes acquisitions dans les fertiles territoires de Podolie et d'Ukraine.

Ce concours d'intérêts et de circonstances diverses détermina un fait dont les conséquences devaient être incalculables. En 1385, Jagellon entreprit en Pologne des négociations en vue de son mariage avec Hedwige et de la réunion des deux couronnes. Le 11 janvier de l'année suivante, une ambassade polonaise lui apportait une réponse favorable. Wilhelm d'Autriche, époux d'Hedwige, était chassé de Cracovie, et le mariage annulé en cour de Rome. En mars, Jagellon arriva à Cracovie, reçut le baptême avec le nom de Ladislas, épousa Hedwige et fut solennellement couronné.

La noblesse, comme d'usage, profita de la circonstance pour confirmer et étendre ses privilèges. La szlachta se fit réserver comme monopole toutes les dignités et charges dans les terres, tandis que l'aristocratie, particulièrement celle de Petite-Pologne, qui avait fait le mariage de Jagellon, obtenait d'immenses domaines dans les pays nouvellement rattachés à la Pologne.

Les conséquences générales de l'union polono-lithuanienne apparurent immédiatement. Tandis que Jagellon convertissait sans trop de peine la Lithuanie, la Pologne profitait des désordres en Hongrie pour réoccuper la Ruthénie Rouge. En 1387, le wojewode de Moldavie prêtait hommage à Jagellon. En 1389, l'hospodar de Valachie en faisait autant. Puis, en 1396, ce fut le tour de la Bessara-

bie. Le rêve de Casimir le Grand était réalisé. La Pologne touchait à la Mer Noire. Et du coup son développement économique fit des progrès inouïs. L'État, de toutes les manières, favorisait les colons et les villes nouvelles. Lwów, Przemysl, Trembowla, quantité d'autres centres, atteignirent le faîte de leur prospérité. Les grands seigneurs de Pologne se constituèrent des fortunes royales.

L'union qui donnait des résultats si magnifiques faillit être brisée par les ambitions de Vitold qui ne renonçait pas à l'idée d'une hégémonie lithuanienne en pays russiens. Il en vint même à s'allier aux Teutoniques pour tenter un grand coup contre les Tatars. Son échec complet en 1399 ruina ses vastes projets. La Lithuanie ne pouvait rien sans le concours de la Pologne. Aussi Vitold se rapprocha-t-il de Jagellon qui, au *traité de Wilno* (1401), le reconnut comme grand-duc de Lithuanie mais se réserva sa succession. La même année, à l'*Assemblée de Radom*, les seigneurs polonais jurèrent de rester fidèles à l'entente lithuanienne et de ne choisir un souverain qu'en accord avec la Lithuanie. Ces deux traités apportaient la première consécration formelle à l'état de choses créé par le mariage d'Hedwige et de Jagellon. Désormais, avec des péripéties diverses et quelquefois dangereuses, l'Union restera indissoluble et sera la base de la nouvelle puissance polonaise.

Ecrasement des Teutoniques à Grünwald. — Pacte d'Horodlo

Deux voisins devaient voir de fort mauvais œil cet accroissement prodigieux, qui renversait l'équilibre oriental. C'étaient les Teutoniques et la Hongrie, c'est-à-dire encore et toujours les Allemands. Car le roi de Hongrie était alors *Sigismond de Luxembourg*, margrave de Brandebourg et fils de l'Empereur Charles IV. Il avait épousé la fille aînée de Louis d'Anjou et à ce titre il s'était présenté en 1382 comme candidat au trône de Pologne. La clairvoyance des patriotes avait réussi à l'écarter. Maître de la Hongrie en 1386, destiné à devenir empereur en 1410, il ne pouvait se résigner à voir se constituer, tout à côté

de ses États, une puissance aussi redoutable que la Pologne-Lithuanie.

Les sentiments des Teutoniques étaient pareils. Tout le fruit de leurs efforts obstinés menaçait de leur échapper. Non seulement ils perdaient pied en Lithuanie, où leur présence ne pouvait plus désormais se justifier par des prétextes d'apostolat, mais il était probable que la Pologne tenterait de leur arracher les territoires qu'ils lui avaient dérobés.

Le grand maître *Ulrich* s'allia au roi Sigismond. La guerre commença en 1409. Après plusieurs mois de trêve, 100.000 chevaliers polonais, lithuaniens et russiens marchèrent sur Malborg, capitale de l'Ordre. Entre *Grünwald* et Tannenberg, ils trouvèrent le chemin barré par les Teutoniques. Le choc fut épouvantable. Les Teutoniques perdirent tous leurs étendards et tous leurs bagages; ils laissèrent sur la place leur grand maître, presque tout le Chapitre, 18.000 chevaliers, sans compter les mercenaires, les contingents des villes et les prisonniers (10 juillet 1410).

Jamais, depuis son origine, l'Ordre célèbre n'avait essuyé pareil désastre. Jagellon venait de lui porter un coup si formidable qu'il ne devait jamais s'en relever. Si le roi de Pologne n'avait pas dû faire face à une diversion de Sigismond dans le sud, s'il n'avait pas été abandonné par Vitold inquiet de ce triomphe, il fût parvenu peut-être, en tendant la main aux Poméraniens soulevés, à abattre définitivement l'ennemi séculaire et à l'étouffer dans son repaire de Malborg. Il dut se contenter, par le *traité de Thorn* (1411), de lui arracher la terre de Dobrzyn et de lui faire rendre la Samogitie à Vitold. L'année suivante, Sigismond traitait à son tour.

La guerre devait reprendre en 1413. Jagellon porta vainement l'affaire teutonique devant le *Concile de Constance*, faisant hardiment le procès, lui païen d'hier, des méthodes barbares de ces apôtres, et démasquant les visées politiques qu'ils dissimulaient sous leur zèle chrétien. N'avait-on pas vu, peu de temps avant Grünwald, ces sinistres

moines appeler l'Europe, prècher une croisade, par dépit de l'alliance lithuano-polonaise qui leur enlevait une belle proie? Et l'Europe, dupée, avait envoyé à leurs côtés des chevaliers de France avec Boucicaut et la noblesse anglaise avec le duc de Lancastre.

Les efforts des prélats et légistes polonais devant le Concile de Constance, ceux même du pape Martin V, ne tranchèrent pas le débat. Les armes seules pouvaient avoir raison de cet adversaire, qui était une des plus formidables puissances d'intrigue, d'espionnage et de mensonge que le monde ait vues avant son héritier et successeur, le pangermanisme du xxe siècle. En 1422, incapables de vaincre Jagellon, les Teutoniques lui demandèrent la paix et restituèrent plusieurs villes frontières.

Pendant tout ce temps, Sigismond, devenu empereur, ne cessait d'intriguer contre la Pologne, encourageant les Teutoniques, exploitant les inquiétudes de la Lithuanie et ses divisions. Contre cette autre forme du péril germanique, sans cesse renaissant, Jagellon avait un excellent moyen de défense. En Bohême le mouvement hussite, d'abord purement religieux, avait rapidement pris un caractère social et national qui menaçait l'influence allemande et l'autorité de l'Empire. En 1420, une délégation de Hussites modérés vint offrir à Jagellon le *trône de Bohême.*

L'occasion était admirable de passer à l'offensive contre ce germanisme qui, tant de fois, précisément par l'intermédiaire de la Bohême, avait menacé l'autonomie de la Pologne et qui avait réussi, au siècle précédent, à retrancher la Silésie de son patrimoine. Malheureusement les circonstances étaient telles que Jagellon ne put pas en profiter. Si la noblesse polonaise était très favorable, par haine des Allemands, à l'union avec la Bohême, le clergé, par haine des doctrines hussites, en combattait l'idée farouchement. Or, le clergé avait acquis à cette date une influence prépondérante. D'autre part, Sigismond multiplia les démarches, offrant la Silésie à Jagellon, puis le menaçant d'une croisade et réussissant à le faire avertir sévèrement par le Saint-Siège. Au bout du compte, les Tchèques,

qui s'étaient tournés vers Vitold, furent abandonnés de tout le monde (1423). Jagellon et Vitold promirent même à Sigismond d'unir leurs efforts aux siens contre les Hussites.

La politique étroitement cléricale imposée par l'influence de l'Église polonaise n'était pas l'unique raison de cet échec. La vérité était que la Pologne n'avait pas encore en main tous les éléments indispensables pour réussir dans une grande opération d'offensive contre le germanisme. L'affaire de Bohême n'était que la préface d'une vaste lutte qui allait mettre aux prises, durant le xv[e] siècle, la dynastie des Habsbourg et celle des Jagellons. L'enjeu en devait être la Hongrie et la Bohême, que la Pologne d'ailleurs n'aspirait pas à s'approprier, mais qui tendaient les mains vers elle pour échapper à l'ascendant de l'Empire et se dérober à l'absolutisme de la maison d'Autriche. Celle-ci ne devait entrer en scène qu'après la mort de Sigismond, à l'avénement d'Albert (1437).

Pour l'instant l'épisode de Bohême n'était qu'un engagement préliminaire. La Pologne était là sur un terrain inconnu d'elle. Jagellon se vit offrir une fois la couronne de Hongrie, deux fois celle de Bohême; il les refusa l'une et l'autre. Il n'avait pas encore derrière lui une opinion nationale homogène; et ses efforts n'étaient pas encore en concordance complète avec ceux de la Lithuanie. Il se trouva même à plusieurs reprises en conflit formel avec Vitold. En 1413, la célèbre *Union d'Horodlo* avait resserré les liens des deux pays, mais n'avait pas créé entre eux une solidarité définitive. Le propre frère de Jagellon, *Swidrygiellon,* nommé grand duc après la mort de Vitold, prit même les armes contre la Pologne avec l'appui des Teutoniques et de l'Empire. Il n'était pas encore possible, dans ces conditions, d'amorcer un effort vigoureux et continu contre la puissance impériale. La partie devait être remise à plus tard[1].

[1] L'Acte d'Horodlo est un des témoignages les plus caractéristiques de la politique polonaise. Il est animé d'un esprit de

II. — LADISLAS VI ET CASIMIR IV (1434—1492)

L'oligarchie cléricale. Le cardinal Olesnicki. Union de Florence (1439). — Ladislas VI sur le trône de Hongrie. — Désastre de Varna (1444). — Réaction laïque. — La Prusse se donne à la Pologne (1454). — Les Teutoniques vassaux des Jagellons (1466). — Un fils de Casimir IV roi de Bohême (1470) et de Hongrie (1478). — La Moscovie apparaît. Ivan III.

Ladislas VI le Varnénien (1434—1444). — Diplomatie de l'Eglise polonaise

Outre les changements d'ordre social dont il sera question plus loin, le règne de Ladislas V Jagellon avait été marqué, à l'intérieur, par un accroissement considérable de l'influence du clergé. Cette influence, qui avait agi fâcheusement sur la politique étrangère du premier prince de la nouvelle dynastie, ne fit que se renforcer sous le règne de son fils et successeur, *Ladislas VI*, dit *le Varnénien*. Le prince, qui n'avait que dix ans, fut placé sous la tutelle du grand cardinal Zbigniew *Olesnicki*, en même temps conseiller de la reine-mère.

fraternité dont l'histoire n'avait encore nulle part donné l'exemple. Il réalise la fusion complète de deux peuples, l'amalgame de deux civilisations. La noblesse polonaise partage ses blasons avec la noblesse lithuanienne. L'une et l'autre jouissent des mêmes libertés et privilèges.

« C'est une vérité évidente, lit-on dans l'incomparable préambule de l'Acte, qu'on ne peut marcher au salut sans le secours de la charité. Cette vertu ne sait pas commettre le mal et elle brille de la bonté qui est son essence. C'est elle qui réconcilie les cœurs désunis, qui apaise les querelles, dissipe les haines, brise les rancunes, procure à tous les hommes la paix féconde... En conséquence, nous, prélats, barons, nobles et grands du royaume de Pologne, tous au nom de tous et chacun au nom de chacun, nous signifions à tous ceux à qui il appartient, présents et à venir, qu'ils aient connaissance du présent Acte. Afin que nous puissions trouver le repos à l'ombre des ailes de la charité, et vivre sous

Le clergé polonais s'était peu à peu créé une situation importante à l'époque des démembrements, grâce à sa discipline et grâce au rôle national qu'il avait en général assumé comme adversaire du germanisme. Un peu tenu à l'écart par Lokietek et Casimir le Grand, il avait trouvé en Hedwige et en Jagellon des princes dociles à ses suggestions. Hedwige vivait pour ses œuvres de piété, et Jagellon était plein d'un zèle de néophyte. En 1400, le clergé relevait l'*Université de Cracovie* et lui imprimait un caractère fortement théologique et scolastique; il en fit une pépinière très remarquable de canonistes et d'hommes d'État qui représentèrent avec éclat la Pologne dans les divers conciles de l'époque.

Tandis que les grandes familles étaient détournées des affaires publiques par leur souci de s'enrichir dans les terres orientales nouvellement ouvertes à leur activité, les dignitaires ecclésiastiques se rendaient maîtres progressivement de la chancellerie royale, c'est-à-dire de la politique générale. Or, c'était l'époque du grand schisme. Voyant la ruine de l'autorité pontificale et la décadence de l'Empire, ils conçurent l'idée d'en profiter pour élever la Pologne à la dignité de grande puissance chrétienne héritière

son empire selon les aspirations de nos religieux désirs, nous avons uni et confondu, nous unissons, joignons, confondons et conformons, par la teneur des présentes, nos maisons, nos généalogies, nos lignées, nos armes, avec les nobles et boyards des terres de Lithuanie, afin que dès ce jour et perpétuellement ils puissent les posséder, en user et en jouir de la même façon que nous les avons reçues de nos pères et de nos ancêtres, avec toute la puissance de la vraie charité et d'une union fraternelle, tout autant que s'ils les avaient reçues comme un patrimoine héréditaire. Que la charité unisse à nous et place sur le pied d'égalité ces frères que le culte d'une même religion et l'identité des droits et des grâces ont faits nos compagnons. Nous promettons de bonne foi, par notre parole ferme et loyale, sur l'honneur et sous le poids du serment, de ne les abandonner jamais dans toutes leurs adversités et nécessités, mais au contraire de leur prêter toujours nos conseils et notre secours contre les embûches et tous leurs ennemis. »

du Saint-Empire. Ils eurent un rôle de premier plan au Concile de Constance, et leurs suffrages intervinrent d'une façon décisive dans l'élection du pape Martin V. On a vu comment ils avaient réussi à faire dévier l'action de Jagellon dans l'affaire bohémienne où la doctrine de Huss était en jeu. L'arrivée de Zbigniew Olesnicki au pouvoir comme tuteur du jeune roi et conseiller de sa mère pouvait apparaître comme le triomphe définitif d'une *oligarchie cléricale.*

C'en était bien le triomphe, en effet, mais il fut de courte durée. Les seigneurs laïques, impatients de s'émanciper d'une tutelle qu'ils n'avaient pas su empêcher, refusèrent de reconnaître Ladislas comme roi. Olesnicki dut agir avec vigueur, et couronna le nouveau prince, sauvant ainsi la continuité dynastique.

L'énergie du cardinal ne donna pas à l'extérieur des résultats aussi précieux. Tandis qu'il restait fasciné par les rêves de grande politique religieuse, tandis que la Pologne, s'imposant au Concile de Bâle, y soutenait, par l'organe de ses théologiens de Cracovie, le principe de la supériorité des conciles, tandis qu'à *Florence*, en 1439, elle contribuait, plus que toute autre puissance, à réaliser l'union des Églises d'Orient et d'Occident, il se produisait par ailleurs des événements qui intéressaient immédiatement la sécurité et l'avenir du pays sans que ses dirigeants y prissent garde. On ne saurait méconnaître la hauteur de vues de l'Église polonaise, ni l'importance (généralement ignorée) du rôle qu'alors elle joua dans la chrétienté. Mais elle ne sut pas faire face à des devoirs nationaux un peu plus modestes et beaucoup plus impérieux.

La première affaire bohémienne avait échoué en 1423. En 1437, l'occasion s'offrit de la reprendre. A cette date, le dernier des Luxembourg, l'empereur Sigismond, mourait. La *Maison d'Autriche*, avec son gendre Albert, s'établissait définitivement. Albert reçut immédiatement la couronne impériale et celle de Hongrie. Restait la Bohême. Encore une

fois, elle se tourna vers la Pologne et lui demanda comme roi Casimir, frère de Ladislas VI.

Le moment était grave. Toute l'Allemagne, s'en rendant compte, se rangea aux côtés d'Albert. La Pologne, elle, ne fit rien. Occupée ailleurs, craignant les influences hussites, elle soutint si mollement Casimir que l'opinion se révolta. Les ennemis d'Olesnicki, menés par *Spytek de Melsztyn* et appuyés par les partisans de la doctrine hussite, prirent les armes et furent écrasés, tandis qu'*Albert d'Autriche* se proclamait roi de Bohême.

La mort d'Albert, peu de temps après, remit encore en question les deux héritages de Hongrie et de Bohême. Cette fois, le gouvernement polonais se décida à agir, mais sans abandonner ses projets politico-religieux. Il négligea complètement la Bohême, qui était un précieux terrain de lutte contre le germanisme, pour viser la seule Hongrie, qui était un beau champ de bataille pour se mesurer avec l'Infidèle. Avec une générosité magnifique, mais réellement dangereuse, la Pologne s'oubliait elle-même pour ne songer plus qu'à l'ennemi commun de la chrétienté. Sa destinée héroïque était de garder l'Europe et de verser pour elle un sang qui ne lui serait pas compté.

Les Turcs avaient frappé, à la fin du XIVe siècle, les deux grands coups de *Kossowo* et *Nicopolis*. La Moldavie et la Valachie, pour échapper aux Barbares, avaient invoqué la Pologne et accepté la suzeraineté de Jagellon. Le danger croissant, ce fut au tour de la Hongrie de trembler et de tendre les bras du côté de Cracovie. Elle offrit à Ladislas VI la couronne de Saint-Étienne. « Je ne la prends, dit-il, que pour mieux combattre les Turcs » (1440). De concert avec le grand hetman de Hongrie Jean Hunyade, il remporta une série de victoires, qui obligèrent les Turcs à demander la paix. Cette paix assurait la sécurité de la Pologne et de la Hongrie, mais pour Ladislas il s'agissait moins de cela que du service de la chrétienté. L'année suivante, il se laissait entraîner dans une guerre nouvelle par le Saint-Siège, et le légat pontifical, au nom de la

sainte cause, le déterminait à se parjurer. Le brave roi vint périr à *Varna* avec une foule de ses chevaliers (1444).

La catastrophe de Varna, qui effraya l'Europe et qui préludait à la chute de Constantinople, eut pour conséquence en Pologne de porter le coup de grâce à la politique cléricale, dont le caractère dangereusement utopique apparaissait maintenant à tous les yeux. Le trésor se vidait. La szlachta était décimée. Un mouvement général se produisit contre Olesnicki et le clergé.

Casimir IV Jagiellonczyk (1444—1492). — La Pologne suzeraine des Teutoniques

Le gouvernement de *Casimir IV Jagiellonczyk*, en se conformant à ces tendances, marqua une orientation nouvelle, toute laïque et positive, de la politique polonaise. Quand on lui offrit la couronne, il était grand-duc de Lithuanie. Il ne se pressa pas d'accepter, et ne vint à Cracovie qu'au bout de trois ans. Presque aussitôt, avec une extrême vigueur, il brisa l'oligarchie des grands fonctionnaires et se rendit maître du clergé en obtenant de Nicolas V certains droits relatifs à la nomination des évêques. Le règne de la szlachta commençait, car c'était pour elle en définitive que le souverain nouveau travaillait.

La question est de savoir s'il lui était possible d'agir autrement. La szlachta était en mesure d'imposer ses volontés. Plus d'une fois elle mit Casimir dans la nécessité de se soumettre. Et puis, si elle n'était pas l'élite cultivée, elle représentait du moins la force vive du pays et ses aspirations les plus nationales. Par là s'explique le frappant contraste qui apparaît entre la politique antérieure, flottante et stérile, et l'action déterminée de Casimir, féconde en résultats positifs. Il n'éluda, lui, ni la question teutonique, ni celle des Habsbourgs. Il régla la première d'une façon définitive, ou à peu près. Quant à la seconde, il s'y prit de telle manière que la maison d'Autriche perdit à la fois deux couronnes, et que celle des Jagellons en porta trois.

Les villes et seigneurs de Prusse, écrasés par la tyrannie des Teutoniques, avaient fini par former une confédération. En 1454, les États du pays refusèrent nettement obéissance, et une ambassade vint à Cracovie pour offrir à la Pologne l'annexion de la Prusse et de la Poméranie. C'est un des traits caractéristiques de l'histoire de Pologne qu'elle ait attiré les peuples voisins par l'unique ascendant de sa civilisation et le prestige de ses libertés. La Ruthénie Rouge s'était donnée à Casimir le Grand. La Moldavie et la Valachie avaient sollicité la suzeraineté de Jagellon. Pendant tout le xv[e] siècle la Hongrie et la Bohême demandèrent des rois à sa dynastie. Nous verrons plus tard la république de Novgorod et les Porte-Glaive de Livonie tenter d'échapper à la barbarie moscovite en se blottissant sous l'aile de l'aigle blanc.

Casimir accepta la requête de la Prusse. Par un acte en forme, il lui conféra l'autonomie complète, avec Diète, allégea les impôts et garantit tous les privilèges publics et privés.

La *guerre avec les Teutoniques,* qui fut engagée presque aussitôt, fut entravée par les revendications violentes de la szlachta, à laquelle le roi dut donner satisfaction, et par la turbulence du clergé qu'il réduisit avec énergie. Les Teutoniques avaient réussi à mettre encore le pape et l'Empereur dans leurs intérêts. Malgré tout, l'obstination indomptable de Casimir lui assura la victoire. Malborg capitula et l'Ordre signa le mémorable *traité de Thorn* (1466): le Grand-Maître se reconnaissait vassal de la Pologne; il lui restituait la Poméranie, les terres de Khulm et de Michalow. La moitié des chevaliers de l'Ordre, à l'avenir, seraient Polonais. Depuis Grünwald, la puissance teutonique n'avait pas subi de choc aussi terrible. Encore une poussée, quelques années plus tard, et elle allait enfin s'effondrer. En attendant, la Pologne déblayait pour la troisième fois le chemin de la Baltique. Après l'union avec la Lithuanie, qui lui avait ouvert l'accès de la mer Noire, elle se trouvait en possession de vastes débouchés au nord et au sud. Le temps n'était plus où elle avait failli périr d'étouffement.

Les Jagellons en Hongrie et en Bohême

L'acharnement de la lutte contre les oppresseurs des pays prussiens ne laissa pas toute liberté à Casimir pour agir contre les Habsbourgs, alliés fidèles des Teutoniques. Néanmoins sa politique a, de ce côté aussi, une toute autre allure que celle du règne précédent. Il commence, en 1452, par épouser *Élisabeth de Habsbourg*, pour se donner des droits éventuels sur la Hongrie et la Bohême. En 1457, Ladislas le Posthume, possesseur des deux couronnes, meurt sans héritier. Casimir, comme gendre d'Albert et beau-frère de ce Ladislas, formula ses prétentions, mais la guerre avec les Teutoniques ne lui permit pas de les soutenir. Les Hongrois se donnèrent à Mathias Corvin, et les Tchèques à Georges Podiebrad.

Le jour vint où les seigneurs de Bohême songèrent à détrôner Podiebrad pour offrir la couronne à Corvin. Casimir voyait tous ses projets ruinés si cette union se réalisait. Aussi intervint-il énergiquement, menaçant la Hongrie, s'alliant même hardiment à l'Empereur comme candidat à la couronne hongroise. Le résultat fut que Podiebrad reconnut les droits des Jagellons et qu'à sa mort le fils aîné de Casimir, *Ladislas Jagiellonczyk*, fut couronné roi de Bohême. (1470).

Casimir ne s'en tint pas là. Un peu plus tard, en 1478, Mathias Corvin mourait à son tour. Le roi de Pologne renouvela ses prétentions et envoya son autre fils, Jean-Albert, avec une armée polonaise. Les Hongrois préférèrent s'adresser à l'aîné, déjà roi de Bohême, et lui donnèrent la couronne de Saint-Étienne.

Ainsi, dans le même temps, trois Jagellons régnaient, en Pologne-Lithuanie, en Hongrie et en Bohême. C'était une belle revanche des insuccès qui avaient marqué la première phase du duel entre la maison d'Autriche et la maison de Pologne. Les Habsbourgs perdaient les deux plus beaux fleurons de leur couronne, les plus solides points d'appui de leur puissance.

Une idée leur vint, qui devait, par la suite, changer la face des choses. Ne pouvant plus compter ni sur la Lithuanie, chaque jour plus étroitement associée à la Pologne, ni sur les Teutoniques, que Casimir venait de terrasser, ils invoquèrent le secours d'une puissance qui commençait à devenir inquiétante et qui s'apprêtait à jouer un rôle, l'empire des tsars de Moscovie. En 1491, jaloux de l'hégémonie des Jagellons, l'empereur *Frédéric III* envoyait une ambassade à *Ivan III* et concluait une alliance avec lui contre la Pologne et la Hongrie.

Ivan III

Ce fait nouveau présentait une gravité incalculable. L'Est européen avait peu à peu changé de face et la Lithuanie n'était plus seule à rêver le rassemblement des terres russiennes. Elle avait une rivale en la personne des grands princes de Moscou qui, depuis le commencement du XIVe siècle, avaient réalisé des progrès rapides grâce à leur activité et à leur despotisme inspiré des méthodes tatares. L'intelligence des ducs lithuaniens, en particulier de Vitold, réussit longtemps encore à maintenir leur prépondérance sur les pays russiens. La situation changea après la chute de Constantinople et l'avénement d'Ivan III, le fameux « rassembleur de la terre russe » (1462–1505). Il voulait faire de Moscou l'héritière de Constantinople. Il épousa Sophie Paléologue, nièce du dernier empereur de Byzance, et prit le titre de tsar. De ce jour commençait la lutte décisive entre la Lithuanie et la Moscovie, c'est-à-dire, en définitive, le duel entre la Pologne et la Russie, duel qui devait être terrible et dans lequel les libertés polonaises étaient finalement, fatalement destinées à succomber.

L'objectif d'Ivan était de se frayer un chemin vers la Baltique du Nord. La route était barrée par deux républiques marchandes, riches et puissantes, celle de Pskov et celle de Novgorod... Pskov tomba aux mains d'Ivan. Novgorod, se voyant perdue, fit, devant le barbare moscovite, ce que la Moldavie et la Valachie avaient fait devant

le barbare ottoman; elle appela la Pologne et lui demanda sa suzeraineté. Malheureusement Casimir était alors absorbé par ses démêlés avec Mathias Corvin. Ivan, d'ailleurs, jeta sur la Pologne les Tatars de Crimée et, bousculant les faibles contingents de Lithuanie, mit la main sur Novgorod. En 1478, il en achevait la conquête. En 1480, il se dégageait complètement de la suprématie tatare. Après Pskow et Novgorod, c'était à la Lithuanie de subir le choc direct de la puissance nouvelle.

Les choses en étaient là quand l'empereur Frédéric III lia partie avec Ivan. Un problème redoutable surgissait devant la Pologne. Maintenant qu'elle venait, après des efforts obstinés, de vaincre le germanisme et de porter même chez lui l'offensive en disloquant l'empire des Habsbourgs, il ne lui était pas permis de se reposer et il lui fallait faire face à une difficulté nouvelle, les convoitises insatiables d'un État né d'hier, déjà terriblement vigoureux, et qui menaçait de faire crouler le rempart péniblement élevé à l'Est sous forme de conquêtes russiennes et d'union lithuano-polonaise.

La mort ne laissa pas à Casimir IV le temps de prendre ses dispositions. Du moins avait-il eu celui de trancher les questions que lui avaient léguées ses prédécesseurs.

III. — LA POLOGNE AU XVe SIÈCLE

Affaiblissement du rôle politique du clergé et des magnats. — Origine des diétines. — Privilège de Nieszawa (1454). — La szlachta se consacre à la culture. Asservissement des paysans.

Avènement au pouvoir de la szlachta. — Diétines et Diètes

Tandis que les données de la politique polonaise se modifiaient ainsi profondément, les conditions intérieures du royaume subissaient, elles aussi, une transformation radicale au cours du xve siècle.

Dans la première moitié de ce siècle, et depuis Louis d'Anjou, la puissance politique et sociale appartenait à l'aristocratie ecclésiastique et laïque. Elle avait réussi insensiblement à faire dépendre toutes les affaires d'État des assemblées de hauts dignitaires. Jagellon ne décidait jamais rien sans l'assentiment de ces conseils qui, en face des rois nouveaux d'origine étrangère, hongroise ou lithuanienne, représentaient la nation polonaise et sauvegardaient la continuité du pouvoir.

Mais deux ordres de faits vinrent ruiner la prépondérance de l'oligarchie. D'une part, le clergé fut discrédité par les échecs funestes de sa politique étrangère. D'autre part, les magnats, après l'Union polono-lithuanienne, se laissèrent entraîner vers l'Est par les perspectives de colonisation fructueuse dans les immenses domaines que la couronne mit à leur disposition.

Entre le clergé atteint dans son prestige et l'aristocratie laïque distraite par ses affaires, une classe extrêmement nombreuse prenait conscience d'elle-même et aspirait à prendre sa part de la vie publique. C'était la masse nobiliaire de la *szlachta*. Elle avait à supporter tout le poids des guerres. Tandis que le *szlachcic* s'en allait mourir dans les guerres contre le Turc ou le Tatar, sa famille restait livrée à l'arbitraire des fonctionnaires de l'aristocratie.

Le clergé, au temps de sa puissance, trouva bon d'exploiter, pour le profit de sa politique générale, ce mécontentement de la szlachta contre les grands. Afin de la rallier à ses desseins, il appuya ses revendications. C'est ainsi qu'elle obtint de Jagellon divers droits, dont le plus caractéristique fut consacré en 1433 par le *Privilège de Cracovie*. Ce privilège remarquable devançait de beaucoup les législations de l'Occident; il proclamait que, sauf en cas de flagrant délit, la personne du *szlachcic* était inviolable avant un jugement en forme. La Pologne recevait avant les temps modernes sa charte de liberté et de dignité civique.

En favorisant les aspirations de la szlachta, le clergé

commettait une imprudence qui lui fut fatale à lui-même. La nécessité de remplir le trésor vidé par les expéditions diverses l'obligeait à créer de nouveaux impôts. Or, le Privilège de Koszyce avait affranchi la szlachta de tout impôt sauf le «poradlne». Il fallait donc qu'elle acceptât volontairement les charges nouvelles, et elle prit ainsi l'habitude de se réunir en assemblées locales pour discuter ses intérêts. Ces assemblées locales, devenant peu à peu régulières, furent l'origine des *diétines* (sejmiki ziemskie). La masse nobiliaire venait de se créer l'instrument de sa puissance politique.

Si profonde était la transformation qui en résulta bientôt dans l'économie de la vie publique que le roi Casimir IV, dès son avènement, dut adopter une orientation entièrement nouvelle et se faire l'instrument d'une véritable révolution intérieure. Ne pouvant gouverner sans le concours de la szlachta, il se retourna délibérément de son côté, encore que de fort mauvaise grâce, et brisa dès son avènement l'oligarchie laïque et cléricale. Aucun moyen d'intimidation n'arrêta la masse nobiliaire. Au moment où Casimir partait en campagne contre les Teutoniques, en 1454, celle de Grande-Pologne refusa de marcher jusqu'au jour où le roi lui concéda le privilège de Cerekwica garantissant qu'à l'avenir rien ne serait décidé dans l'État sans qu'elle fût préalablement convoquée et consultée. A peine la levée générale était-elle faite que Casimir fut en présence d'une nouvelle sommation. Étant donné le caractère critique de la situation extérieure, il dut s'incliner encore. Le *Privilège de Nieszawa* (1454) dégageait la szlachta de la domination aristocratique en ce qu'il lui donnait le droit d'élire les juges et abolissait la juridiction des castellans. Surtout il mettait la puissance politique en ses mains: l'assentiment des diétines serait désormais indispensable pour la promulgation de toute loi nouvelle et la convocation générale de la chevalerie (pospolite ruszenie).

En fait, ce qui venait d'être créé là, c'était le statut d'une véritable monarchie constitutionnelle. La seconde moitié du XVe siècle vit le développement très rapide des principes

nouvellement établis. D'abord le roi, pour présenter et défendre les projets d'impôts et mesures diverses, faisait le tour des diétines. Quoiqu'il se fît souvent suppléer, cette procédure était trop longue. Alors les diétines locales en vinrent à désigner des délégués, avec mandat impératif, qui apportaient leurs décisions à de grandes *diétines provinciales* (sejmiki generalne) et s'y rencontraient avec le roi et ses ministres. Enfin, comme la szlachta n'était liée que par les lois acceptées par les diétines locales, et comme l'accord entre ces diétines était ainsi indispensable, on aboutit à substituer aux diétines générales une grande *Diète nationale* (Sejm Walny) où se réunissaient tous les députés du pays. Casimir IV ne vit pas cet aboutissement d'une évolution que sa politique, de gré ou de force, avait tant favorisée. La première diète générale eut lieu en 1493, à Piotrkow.

Noblesse terrienne et paysans

Les conquêtes politiques de la szlachta en eurent d'autres pour corollaires dans l'ordre social et économique. Elle avait été, jusqu'à ce jour, essentiellement militaire, et toutes les charges de guerre pesaient sur elle. Les rudes services qu'on lui avait demandés avaient fini par la lasser. Au cours de la guerre contre les Teutoniques, Casimir, irrité du mauvais vouloir du «pospolite,» dut le congédier et faire appel à des mercenaires. Moins fidèle que par le passé à sa mission chevaleresque, sur quoi se rabattit la szlachta? sur la terre. Les conditions étaient devenues très favorables à la culture. Le dégagement des bouches de la Vistule par Casimir IV donnait un essor magnifique au grand commerce des céréales, qui enrichit rapidement les propriétaires fonciers.

Dès lors, la question rurale fut posée. Le paysan, qui avait aux XIIe et XIIIe siècles subi comme tout le monde les conséquences terribles de l'anarchie nationale, avait acquis au XIVe, surtout avec Casimir le Grand, une situation très enviable et généralement très supérieure à celle que les

autres pays d'Europe lui avaient faite. La loi garantissait sa liberté individuelle. Ses charges étaient définies: impôt d'État, redevance au seigneur, dîme au clergé. Pas de service militaire. Du jour où la szlachta prit le goût d'exploiter la terre et d'y chercher une source de richesse, les libertés paysannes se trouvèrent menacées. Le phénomène est déjà apparent en 1423, où le *Statut de Warta* accorde à la szlachta le droit d'expulser des tribunaux ruraux *(sondy soltysowskie)* les juges ou soltysi qu'elle trouve indociles ou incapables, à charge de leur fournir une indemnité. Dans la suite cette méthode d'expropriation se généralisa si bien que le droit de vendre sa charge de soltys devint progressivement un devoir et que les gentilshommes campagnards accaparèrent tous les droits de *juridiction rurale.* D'un autre côté, ne pouvant élever les vieilles redevances rigoureusement fixées, ils songèrent à augmenter leurs revenus en obligeant les paysans à travailler gratuitement. La *corvée* commença à apparaître, provoquant de fréquentes révoltes. Enfin, comme les paysans, en cas d'oppression, avaient la ressource, dont ils usaient volontiers, de prendre le large et d'aller chercher fortune en terres russiennes, les seigneurs entreprirent de les fixer au sol en armant les starostes de droits rigoureux contre les fugitifs.

Tel était, en ses traits généraux, l'état de la société polonaise vers la fin du xve siècle. Tandis que la bourgeoisie des villes, décidément éloignée des affaires publiques, se contente de sa prospérité matérielle, tandis que le clergé et la haute aristocratie, pour des causes diverses, abdiquent et sont évincés, la szlachta s'impose au souverain, fonde un régime constitutionnel, élabore une charte, se crée par les diètes et diétines un instrument de contrôle et de législation, déserte les champs de bataille, et se fixe à la terre en élargissant ses prérogatives au détriment de ceux qui la cultivent.

A la date où meurt Casimir IV, en 1492, deux faits commandent la situation: à l'intérieur, l'avènement au pouvoir de la szlachta; à l'extérieur, l'entrée en scène de la Moscovie.

IV. — LE TRIOMPHE DE LA SZLACHTA (1492—1506)

Jean-Albert et Callimaque. — Diète de Piotrkow (1496). — Désastre de Moldavie (1497). — Retour offensif de l'oligarchie. Privilège de Mielnik. — La Diète de Radom et la Constitution Nihil Novi *(1505) consacrent le régime constitutionnel au bénéfice de la szlachta.*

Le régime qui s'était défini au cours du xve siècle avait donné au pouvoir souverain un caractère nettement électif qui complétait la forme constitutionnelle de la monarchie polonaise. Pour faire régner son fils Ladislas, Jagellon avait dû négocier avec la nation. Casimir IV avait été choisi, surtout à cause des intérêts lithuaniens. De même c'est en vertu d'une élection que le second de ses quatre fils, *Jean Ier Albert*, fut appelé sur le trône.

Jean Ier Albert (1492—1501)

La szlachta, durant ce règne, étendit encore ses prérogatives politiques et sociales aux deux diètes de 1493 et 1496. Jean-Albert, élève de l'Italien *Callimaque*, suivait l'exemple de son père et considérait le concours de la petite noblesse comme indispensable pour exercer le pouvoir et défendre la couronne contre les empiètements de l'oligarchie à nouveau menaçante. La *Diète de Piotrkow* (1496) arracha au souverain d'énormes concessions, à peu près toutes relatives à la propriété foncière et aux intérêts économiques de la masse nobiliaire. La szlachta est exemptée de tout droit de péage. Elle interdit aux bourgeois les hautes dignités ecclésiastiques qu'elle se réserve, et limite leur droit d'acquérir des terres. Surtout elle met définitivement la main sur les paysans, en les soumettant à la juridiction exclusive de ses tribunaux patrimoniaux, en aggravant les pénalités contre les fugitifs, et en décidant que dans chaque famille de cultivateur un seul fils aurait le droit, avec permission du seigneur, de quitter le village pour se livrer aux études ou entrer en apprentissage. Pour

être assurée de disposer d'une main-d'œuvre suffisante, la szlachta rivait les paysans à la glèbe.

Ce triomphe de la noblesse terrienne la rendit accommodante quand le roi lui demanda d'élever les impôts, et elle le suivit volontiers quand il l'engagea dans une lamentable aventure militaire.

Depuis 1456 régnait en Moldavie le palatin célèbre sous le nom d'*Étienne le Grand*. Après avoir longtemps et heureusement résisté aux Turcs et aux Tatars, il se crut assez fort pour être ingrat à bon marché et secoua le joug léger de la suzeraineté polonaise en s'alliant aux Ottomans. C'était un des boulevards de la Pologne qui s'effondrait. En 1497, Jean-Albert prit les armes. Ce fut un désastre. Près de la moitié de la chevalerie polonaise fut anéantie dans les forêts de *Bukovine*.

L'année suivante, les Tatars pouvaient ravager impunément toutes les provinces méridionales du royaume. Jean-Albert préparait une grande revanche, sous forme de croisade, contre les Turcs, quand il mourut subitement à Thorn.

Les catastrophes nationales qui venaient d'assombrir cette fin de règne et d'éclipser la gloire militaire de la Pologne eurent une répercussion considérable sur la situation intérieure du pays. Elles déterminèrent un *retour offensif de l'oligarchie* qui conclut un accord avec Alexandre, grand duc de Lithuanie, troisième fils de Casimir IV, et réussit à le faire élire.

Alexandre Ier (1501—1506)

En montant sur le trône, *Alexandre Ier*, conformément aux conventions qu'il avait acceptées, accorda aux grands le *Privilège de Mielnik*: tout le gouvernement passait aux mains du Sénat, dont les membres devaient occuper à tour de rôle les grandes charges d'État et ne seraient responsables que devant le Tribunal du Sénat.

En l'absence du roi, appelé en Lithuanie par les affaires moscovites, le Sénat prit le pouvoir. Ce nouvel essai de gouvernement aristocratique donna des résultats détestables. Les grandes familles ne songèrent qu'à s'enrichir

et à se disputer les charges. Vénalité, anarchie, ruine des finances et de la justice, incursions de Tatars, émancipation complète de la Moldavie. Le roi, par deux fois, dut revenir de Lithuanie. En dernier lieu, à la *Diète de Radom* (1505), il dut consentir à une réaction générale, et la *Constitution Nihil Novi* consacra d'une façon définitive le régime constitutionnel au bénéfice de la masse nobiliaire. Aucun impôt ne pourrait être établi, aucune mesure législative ou militaire ne pourrait être prise sans le consentement de la Diète générale composée des *trois états de la nation*, lesquels étaient le roi, comme représentant du principe souverain; le Sénat, comme représentant du pouvoir central; les députés ou *nonces* des diétines provinciales, comme mandataires de la société. La Diète de Radom consacrait également la situation privilégiée de la szlachta en lui interdisant le commerce et l'industrie, c'est-à-dire en lui attribuant le monopole de la vie civique et de la défense du pays.

Pendant que la Pologne s'affaiblissait dans l'anarchie et les conflits sociaux, de nouveaux nuages s'accumulaient à l'horizon. Comme la fin du règne de Jean-Albert, celui d'Alexandre vit une *invasion tatare* qui ravagea la Podolie, la Volhynie et la Lithuanie. Il semblait que depuis Casimir IV la Pologne eût renoncé à tout grand rôle et qu'elle fût même devenue incapable de venger les affronts qu'on lui faisait.

V. — SIGISMOND Ier LE VIEUX (1506—1548)

Le tsar Vassili III et l'empereur Maximilien. — Victoire d'Orsza (1514). — Les Jagellons vaincus par la politique matrimoniale de Maximilien de Habsbourg (1515). — La Pologne traite avec Soliman (1532). — Albert de Brandebourg vassal de la Pologne (1525). — La masse nobiliaire étend ses pouvoirs. — Le Statut de Mazovie (1540). — La « guerre des poules ».

Une fois passée la grande crise organique des deux règnes précédents, la Pologne se retrouva en face des diffi-

cultés extérieures, aggravées par le temps, que le grand roi Casimir n'avait pas eu les moyens de dénouer. Son fils cadet, *Sigismond*, arrivait à un moment où le trésor était vide, l'armée désorganisée, les Russiens de Lithuanie en effervescence, les Teutoniques insoumis, et les frontières menacées de toute part.

Les Jagellons vaincus par les Habsbourgs

La Moscovie, en contact avec la Lithuanie depuis la seconde moitié du xv[e] siècle et la chute de Novgorod, avait entrepris de la dissoudre en y soulevant les éléments russiens. La Pologne essaya de la désarmer par des moyens pacifiques, et Alexandre I[er], quand il n'était encore que grand-duc de Lithuanie, épousa la fille d'Ivan III. Ce fut peine perdue. Un heurt violent était inévitable. La Pologne devait être aux prises avec la Moscovie à peu près pendant tout le règne de Sigismond.

Les intrigues d'un aventurier russien, Glinski, déterminèrent en 1507 le nouveau tsar *Vassili III* à lancer contre la Lithuanie des forces importantes. Sigismond envoya de son côté l'élite de la chevalerie polonaise, sous les ordres de *Constantin Ostrogski*. L'ennemi fut refoulé, et la paix rétablie en 1508. En 1512, l'empereur *Maximilien*, suivant la politique inaugurée en 1491 par Frédéric III, remettait en branle la Moscovie; pour rendre ses services plus efficaces, il lui envoya des ingénieurs et fit fondre pour elle une artillerie de 300 pièces. Tout alla bien, et Vassili s'empara de Smolensk, longtemps convoitée. Alors Maximilien s'enhardit. En mai 1514, son agent Georges Pamer arriva à la cour du tsar et lui proposa tout simplement un plan de partage de la Pologne, aux termes duquel Maximilien mettrait la main sur les provinces prussiennes, tandis que Vassili s'approprierait la Lithuanie. On n'était pas encore au temps de Catherine II et de Marie-Thérèse. En octobre, tous ces beaux projets étaient anéantis par l'armée d'Ostrogski et le désastre qu'elle infligeait aux Moscovites sur les rives du haut Dniepr, à *Orsza*. L'ennemi

du nord, l'allié des Habsbourgs, était mis hors de cause pour longtemps.

C'est alors que la politique autrichienne opéra, avec une parfaite désinvolture, un revirement qui entraîna un changement complet dans l'attitude de la Pologne elle-même. Voyant que la Moscovie n'était pas un auxiliaire aussi précieux qu'ils l'avaient imaginé et que la diversion dont ils l'avaient chargée à l'Est ne produisait aucun effet, les Habsbourgs, incapables de vaincre la Pologne, se décidèrent à se rapprocher d'elle.

On sait qu'un Jagellon, *Ladislas*, fils de Casimir IV, régnait alors simultanément en Hongrie et en Bohême. Il avait une fille, Anne, et un fils, Louis, déjà reconnu roi de Bohême. Maximilien intrigua si bien qu'un accord fut conclu, cimenté par un double mariage. Louis devait épouser Marie, petite-fille de l'Empereur; Anne devait épouser Ferdinand, son petit-fils. En 1515, Sigismond vint à Vienne signer une entente définitive.

Cette politique matrimoniale, où Maximilien était passé maître, mettait fin au duel des Habsbourgs et des Jagellons. Les Jagellons étaient incontestablement vaincus. Les conventions auxquelles ils venaient de souscrire ne pouvaient manquer, dans un délai plus ou moins proche, de leur faire perdre cette Hongrie et cette Bohême où Casimir IV avait réussi à installer sa dynastie. Quand Ladislas mourut, en 1516, *Ferdinand*, fiancé de sa fille, devint roi de Bohême. En 1526, le jeune fils de Ladislas, devenu roi de Hongrie, mourait à son tour en combattant les Turcs à *Mohacz*, et Ferdinand hérita de sa couronne. A la mort de Charles-Quint, il allait de nouveau réunir sur sa tête les trois couronnes de l'Empire, de Hongrie et de Bohême, qu'aucun Habsbourg, depuis Albert d'Autriche, n'avait portées simultanément. La Pologne était pour toujours refoulée de l'Europe centrale.

Pourquoi se prêta-t-elle si bénévolement, avec Sigismond Ier, aux desseins de la maison d'Autriche? Il est bien certain que la diplomatie captieuse de cette dynastie

y fut pour quelque chose. Il paraît même que de grands personnages de la chancellerie polonaise, tels que Tomicki et Szydlowiecki, ne résistèrent pas aux moyens de corruption. Cependant on ne saurait songer à réduire les choses à ces détails. La faiblesse et l'indécision de Sigismond, qui ont été également mises en cause par les historiens, ne sauraient non plus fournir une explication satisfaisante. La vérité est que la Pologne succombait moins à l'habileté des Habsbourgs qu'à la fatalité des conjonctures.

Ce que faisait là Sigismond, un autre, et un souverain de premier ordre, avait dû le faire avant lui, c'était Casimir le Grand. L'un et l'autre ont été également critiqués pour avoir pratiqué, dans des circonstances analogues, une politique toute semblable. Pour se consolider à l'Est, où croissait la puissance lithuanienne, Casimir avait abandonné la Silésie et la Poméranie, où la partie était perdue. Et de même, pour faire face à la Moscovie, dont la menace devenait pressante, Sigismond dut abandonner la lutte avec l'Empire, qui avait en main toutes les chances de triompher.

Dans les deux cas, ce qui s'imposait aux deux souverains, c'était une logique issue des conditions profondes de la politique polonaise, et qui en domina toujours les démarches. La Pologne était condamnée, par le seul effet de sa position géographique, à mener simultanément deux politiques, l'une orientale, l'autre occidentale. Entre deux mondes, elle pouvait jouer, et elle joua, en effet, un grand rôle d'apostolat et de civilisation, mais rien n'était plus difficile que de conduire une politique stable et de sauvegarder l'équilibre, étant donné que la force et les combinaisons des éléments voisins, sur toutes les frontières, se modifiaient incessamment. Mener la lutte sur deux fronts à la fois, la Pologne n'en avait pas les moyens. Et quelle puissance eût été capable, même avec des ressources plus riches, de prolonger l'effort pendant des siècles? Les grandes oscillations de la politique polonaise, qui semblent au premier regard des fluctuations stériles, ne font qu'enregistrer les déplacements des forces diverses au milieu

desquelles elle avait à se débattre. N'est-ce pas, en définitive, cette situation périlleuse, radicalement fausse, qui a déterminé à la longue la ruine de la Pologne?

Or, notons bien que si le pays avait réussi, dès la fin du XIVe siècle, à stabiliser sa politique orientale par son union avec la Lithuanie, tout venait d'être remis en question par l'entrée en jeu de la Moscovie. Ce sont les Ivan et les Vassili qui obligèrent la Pologne à rendre ses armes aux Habsbourgs. Il fallait courir au plus pressé. Nul doute, d'ailleurs, que la maison d'Autriche ait tout fait pour exploiter ce danger nouveau. L'accord de 1514, quoique prématuré, n'en était pas moins une menace directe contre l'existence même de la Pologne. Une fois signées les conventions de mariage, Maximilien n'avait plus que faire du Moscovite. Il promit même à Sigismond de lui donner à l'occasion un coup de main contre son allié de la veille.

Ainsi la Pologne, en renonçant à ses ambitions occidentales, rompait l'alliance redoutable des tsars et des Habsbourg. Peut-être s'en était-elle alarmée un peu trop vite, mais on doit songer qu'à la date même où Sigismond vint à Vienne la Moscovie continuait à batailler et qu'on ne pouvait trop savoir, même après Orsza, jusqu'à quel point, aux mains de l'Autriche, elle pousserait l'intimidation. L'état de guerre, de ce côté, devait encore peser longtemps sur la Pologne comme une menace. En 1522, une trêve intervenait sans lui rendre Smolensk. En 1534, Sigismond allait essayer de profiter de l'anarchie qui suivit la mort de Vassili. Une nouvelle trêve, en 1537, devait laisser Smolensk aux mains des Moscovites.

L'ennemi du Nord n'était donc pas à négliger et demandait à être surveillé. D'autre part, la Hongrie et la Bohême, que la Pologne abandonnait pour enlever à cet ennemi l'appui de l'Empire, n'offraient plus pour elle le même intérêt qu'au XVe siècle. La force germanique n'était plus à redouter. L'attention de l'Empire était tournée du côté de l'Occident et du côté de la Turquie. S'il devait, au cours du XVIe siècle, entreprendre de dominer la Pologne, sans

d'ailleurs y réussir, ces tentatives eurent un caractère non plus ethnique, mais diplomatique. Autrement dit, il ne s'agissait plus pour lui — il y avait renoncé — d'absorber une race, mais de se subordonner une politique.

La force des choses, vers 1515, le portait à chercher dans la Pologne un auxiliaire contre les Osmanlis. Sur ce point, les intérêts des deux États concordaient. Tandis qu'elle pesait de plus en plus sur la Hongrie, la Turquie amorçait un vaste mouvement tournant vers le sud-est avec le concours précieux des Tatars, à qui elle avait imposé son influence. Elle mettait ainsi en péril toute la colonisation polonaise en pays russiens et la communication du pays avec la Mer Noire. Un intérêt économique primordial s'ajoutait pour lui aux raisons d'ordre moral et religieux. Depuis que la Moldavie et la Valachie étaient tombées sous la dépendance des Turcs, laissant désormais découvert le front méridional, depuis que les Tatars s'étaient mis au service des mêmes Turcs pour ravager périodiquement la Volhynie, la Podolie et l'Ukraine, la question ottomane, qui n'avait été jusque-là que religieuse, était devenue pour la Pologne une question hautement nationale. Il était nécessaire ou de vaincre l'infidèle ou de le désarmer par une entente.

Or, précisément, à la date où nous sommes, ce que la Pologne espérait, c'était de le vaincre. Au début de son règne, François Ier proposait à Sigismond une alliance contre la Turquie. Sigismond, en faisant de grandes concessions à Maximilien dans les affaires de Bohême et de Hongrie, pouvait compter que l'Empire, en face du danger commun de la chrétienté, se solidariserait avec lui. Si l'avenir ne répondit pas à son attente, il serait injuste de lui en faire grief. Les grandes affaires de l'Occident en sont responsables. Tandis que Soliman avançait, François Ier et Charles-Quint étaient aux prises. Sigismond, en 1524, rappelait vainement au roi de France ses projets d'hier contre l'infidèle. En 1526, l'Autriche laissait les Turcs écraser à *Mohacz* le Jagellon Louis de Hongrie. La Pologne ne traita avec Soliman, en 1532, que parce que l'Europe l'avait

déçue et l'abandonnait, lui laissant la charge de faire la police à la porte, tandis que les souverains de l'Occident se disputaient la suprématie.

Le pacte de Vienne intéressait enfin une dernière question. L'empereur Maximilien renonça à son alliance avec les Teutoniques. L'Ordre, que la paix de Thorn n'avait pas tué, avait profité des troubles intérieurs de la Pologne et de ses difficultés diverses pour relever la tête. Deux grands maîtres, Frédéric de Saxe, puis Albert de Brandebourg, avaient refusé l'hommage. Le dernier avait renoué des intrigues au Danemark, en Moscovie et en Autriche. Or, tout comme du côté des tsars, Sigismond gagna par son rapprochement avec Maximilien d'arracher un appui à son ennemi et d'obtenir sa liberté d'action pour le combattre. En 1520, la chevalerie polonaise, sous les ordres de Firlej, envahit la Prusse et l'occupa. Au cours d'une trêve, le grand maître Albert passa au luthéranisme avec la majorité de l'Ordre et du pays. L'État des Teutoniques, en se sécularisant, devint monarchie héréditaire aux mains d'*Albert de Brandebourg*. Sigismond accepta, à condition qu'Albert et ses successeurs reconnaîtraient la suzeraineté de la Pologne. En avril 1525, sur le *Rynek* de Cracovie, Albert de Brandebourg vint prêter solennellement serment de vassalité aux pieds du roi de Pologne.

Après trois cents ans de luttes implacables, la Pologne avait raison de l'Ordre Teutonique, une des plus terribles machines de guerre et d'oppression que l'histoire ait connues. Après avoir mis la main, par le traité de Thorn, sur la *Prusse* dite *Royale*, elle se constituait en fief le reste du pays, celui qui s'étendait à l'est de la Vistule et que l'on appela la *Prusse Ducale*. Sigismond eut le tort de ne pas remettre la Pologne en possession pure et simple de cette province. Le vassal un jour s'émancipera. Les fondements de la monarchie prussienne sont posés. A la fois par imprudence et par générosité, les Jagellons prenaient sous la protection de l'aigle blanc le nid des vautours qui devaient un jour le déchirer.

Les premières années du XVIe siècle, étant donné les faits précédents, introduisaient une révolution remarquable dans la politique de la Pologne. Son axe se déplaçait. Refoulée à l'Est, la Pologne voyait surgir deux puissances nouvelles, la Moscovie et la Prusse, sans compter la Turquie maintenant voisine. Dès ce moment étaient posés tous les éléments des problèmes modernes qu'elle devait rencontrer devant elle jusqu'à sa fin.

Nouvelles conquêtes de la szlachta

Il y eut pour elle une période à peu près heureuse, ce fut celle où la Moscovie n'était pas encore prête, où la Prusse vassale cherchait sa voie et où l'Autriche demeurait satisfaite des succès de Maximilien. La conjonction fatale des forces hostiles n'était pas faite. Alors, la Pologne, profitant de cet équilibre d'un instant, se reposa un peu. Elle eut ses artistes, ses poètes, ses orateurs, ses savants et ses juristes. Elle témoigna que son génie était assez riche pour briller dans les choses de la paix, à l'égal des plus grands pays de l'Occident, et qu'il ne lui avait manqué jusque-là que cette sécurité féconde qu'elle avait assurée à d'autres peuples par ses armes.

Dans cette floraison, la szlachta eut un rôle considérable, surtout en créant une littérature nationale. Mais son règne éclatant commençait déjà à révéler de graves défauts, dont beaucoup d'esprits s'alarmaient et que beaucoup d'écrits dénonçaient. La masse nobiliaire, au temps de Sigismond Ier, ne se contenta pas de ce qu'elle avait arraché à ses prédécesseurs. Elle acheva de réduire la bourgeoisie et la classe rurale. Elle expulsa des diètes et diétines les quelques représentants des villes qui y figuraient depuis le XVe siècle. Tous les produits de ses terres furent affranchis de droits sur les marchés. En 1507 elle exempta de droits de douane toutes les marchandises qu'elle exportait ou importait. Ces mesures ruinaient le commerce et l'industrie, déjà très compromis par l'établissement des Juifs dans les villes et par la chute de Constantinople, dont une conséquence avait été de faire passer aux villes maritimes de l'Occident le grand

commerce de transit qui enrichissait auparavant la bourgeoisie polonaise.

En 1540, le *Statut de Mazovie* soumettait les paysans à la juridiction des propriétaires terriens dans toutes les affaires civiles et criminelles. En 1520, la szlachta exigeait l'établissement de la corvée.

La prépondérance désormais assurée de la masse nobiliaire explique le succès relatif de la *Réforme* dans les premières années de sa diffusion. Le luthéranisme, qui apparut en Prusse en 1518, ne s'implanta guère que dans la bourgeoisie. En revanche, le calvinisme fut rapidement à la mode dans la szlachta, et cela parce qu'elle y voyait un moyen de s'affranchir de l'Église et de ruiner son autorité.

Déjà cette masse turbulente commençait à entraver le jeu normal de la vie publique, après avoir faussé l'organisme social. Elle fit échouer plusieurs projets importants de Sigismond, tels que la réglementation du régime fiscal et l'établissement d'une armée permanente. En 1537, le « pospolite » convoqué pour une guerre en Valachie se transforma en une assemblée politique qui présenta au souverain ses doléances. C'est la fameuse « *Guerre des Poules* ».

A la fin de son règne, Sigismond comprit que des réformes profondes étaient nécessaires. Les réformes, on en devait parler pendant deux siècles. Il était trop tard. Les faiblesses du dedans n'allaient pas tarder à conspirer contre la Pologne avec les ennemis du dehors.

VI. — SIGISMOND II AUGUSTE, OU AUGUSTE Ier (1548—1572)

Ivan le Terrible attaque la Livonie (1558). — La Livonie se donne à la Pologne par le Pacte de Wilno (1561). — Trêve avec la Moscovie (1571). — L'Union de Lublin entre la Couronne et la Lithuanie (1569). — Consécration du principe de l'électivité des rois. — Fin de la dynastie jagellonienne.

Le règne de Sigismond-Auguste, fils de Sigismond Ier, correspond à cette période d'équilibre relatif et comme de

neutralisation de forces dont il a été parlé plus haut. Aussi est-il surtout, pour la nation polonaise, une époque de développement intérieur, un âge magnifique de pensée et de liberté.

Ivan le Terrible, la Livonie et la Pologne

La Moscovie seule, pendant ce quart de siècle, inquiéta sérieusement la Pologne. L'Europe centrale et occidentale était absorbée par les querelles religieuses et par les grandes opérations politiques des Habsbourgs. Les tsars avaient toujours pour objectif essentiel de se frayer un chemin vers l'Occident, et particulièrement d'atteindre les rives de la Baltique. Depuis qu'ils avaient mis sous leur joug les républiques de Pskov et de Novgorod-la-Grande, leurs progrès avaient été médiocres. Les Polonais les avaient rudement frappés à Orsza (1514), et de toutes leurs incursions en Lithuanie ils n'avaient finalement retiré que la possession de Smolensk. Le règne de Vassili avait été suivi d'une longue et stérile minorité. Mais en 1547 *Ivan le Terrible* prenait le titre de tsar. Après avoir conquis Kazan et Astrakan, il se retourna vers l'Ouest et entreprit de poursuivre les grands desseins d'Ivan III.

Les rives de la Baltique, dans la partie qui lui était accessible, c'est-à-dire au nord de la Pologne-Lithuanie, étaient occupées de l'Esthonie à la Courlande par les possessions des *Chevaliers Porte-Glaive*. Cet ordre avait été très ébranlé par la chute des Teutoniques et il paraissait voué comme ceux-ci à une disparition prochaine. Quel serait l'héritier de ses domaines? La Pologne et la Lithuanie avaient grand intérêt à se rendre maîtresses des bouches de la Duna, dont presque tout le cours était dans leur territoire, et la question était analogue à celle de la Vistule qui avait mis Piasts et Jagellons aux prises avec les Teutoniques. D'autre part, le Danemark et la Suède avaient de hautes ambitions dans la Baltique, et des ports comme Narva, Revel ou Riga étaient l'objet de leurs convoitises. La *question de Livonie* engageait ainsi, de divers côtés, des

intérêts considérables, et le débat promettait d'être acharné entre la Moscovie, le Danemark, la Suède et la Pologne.

Ivan le Terrible brusqua les choses. En 1558, une immense armée moscovite fondit sur la Livonie et occupa d'emblée une série de villes et de places fortes. Voyant que la succession allait s'ouvrir, la Suède et le Danemark prirent leurs gages, la Suède en mettant la main sur l'Esthonie, le Danemark en accaparant l'île d'Œsel et une partie de la Courlande. Les Porte-Glaive appelèrent les voisins à leur secours : la Pologne seule répondit. Le Grand-Maître *Gothard Kettler* et la majorité des États du pays firent ce qu'un siècle avant avait fait la Prusse opprimée par les Teutoniques : ils se donnèrent de plein gré aux Jagellons (1559). L'Ordre des Porte-Glaive fut supprimé et la Livonie incorporée à la Pologne.

Suivant la constante pratique des Jagellons, inspirée d'admirables principes de fédéralisme, la province nouvelle gardait une autonomie complète dont l'organe principal était une diète. Kettler reçut la Courlande comme fief polonais, et il fut stipulé qu'après l'extinction de sa famille ce fief ferait retour à la couronne. L'acte définitif d'annexion de la Livonie fut signé à Wilno en 1561. Le *Pactum subjectionis*, entre autres choses, garantissait expressément la pleine liberté religieuse du pays.

Le traité de Wilno était, depuis trois siècles, le troisième exemple remarquable de la politique polonaise d'annexion. Elle subjuguait à l'amiable. Au XIVe siècle, Casimir le Grand avait donné ainsi à la Pologne la Ruthénie Rouge ; au XVe, Casimir IV la Prusse royale ; au XVIe, Sigismond-Auguste l'enrichissait pacifiquement de la Livonie. Ce qui valait au royaume des Piasts et des Jagellons de pareils succès, c'était son génie de douceur, son respect profond des nationalités, sa religion slave de la liberté, toutes choses qui contrastaient étrangement avec la terrible politique d'extermination et d'absorption pratiquée par ses voisins.

On a reproché à la Pologne de n'avoir pas su « assimiler ». Mais sait-on ce qu'il signifie, ce mot-là ? Sigismond

assimila la Bohême hussite, et les Ivans assimilèrent Novgorod, et les Turcs assimilèrent les Balkans, et la Saint-Barthélemy les huguenots de France, et les bandes du duc d'Albe les récalcitrants des Pays-Bas. La Pologne, certes, ne sut pas faire. Quand la Bohême et la Hongrie se donnèrent à elle pour se soustraire à la tyrannie dynastique des Habsbourgs, elle ne fit rien pour river ces pays-là à ses destinées. Quand la Moldavie, en 1450, lui demanda sa suzeraineté, elle la refusa. Jagellon se vit offrir plusieurs couronnes, qu'il n'accepta pas. Nous verrons les boyards de Moscovie proposer en vain le trône des tsars à un prince de Pologne.

Ce pays, terriblement brave et amoureux des armes, ne fut pas conquérant. Il ne se servit de son épée que pour se défendre et protéger les autres. Il ne se rendit maître de l'immense Lithuanie que par un mariage et, patiemment, à travers les péripéties orageuses de cette union, il attendit près de deux siècles que le temps fît son œuvre et élaborât une âme commune. Aucune nation ne peut se lever pour accuser la Pologne. Et c'est pour cela, sans doute, qu'elle n'a pas vécu. La rude manière eût été pour elle plus fructueuse. La Moscovie et la Prusse lui apprirent trop tard comment on se fabrique un empire, et comment les coups de la force étonnent mieux le monde que les œuvres de la justice.

L'annexion pacifique de la Livonie, tout en étant pour la Pologne un triomphe moral et une attestation magnifique de son ascendant, était aussi un succès de sa politique dans la question de la Baltique. Le Danemark et la Suède traitèrent. Une sœur de Sigismond-Auguste, Catherine, épousa même l'héritier présomptif de la couronne suédoise. Quant à la Moscovie, elle ne voulut pas déposer les armes, et la guerre traîna jusqu'en 1571, où une trêve de trois ans lui laissa provisoirement Polock avec une partie de la Livonie. Sigismond-Auguste mourut peu après, et la question de Livonie resta en suspens.

Les tentatives d'Ivan le Terrible, malgré les moyens de

terreur qu'il avait mis à leur service, n'aboutissaient pas à des résultats notables, et la Pologne le tenait en respect. Mais en transportant dans le Nord, sur les bords de la Baltique, la lutte avec la Pologne, il venait de mettre celle-ci en présence d'un ennemi nouveau, qui était la Suède. Pendant tout le xviie siècle, et jusqu'à Charles XII, cette puissance scandinave, jusque-là étrangère à l'histoire de Pologne, y sera mêlée étroitement, et les deux empires se disputeront l'hégémonie de la Baltique.

L'Union de Lublin. — Un trône à l'encan

La politique agressive d'Ivan eut une autre conséquence, mais celle-là immédiate, ce fut de souder définitivement la Lithuanie à la Pologne, en achevant de faire comprendre aux deux pays la solidarité naturelle de leurs intérêts. Au cours de la guerre moscovite, le 1er juillet 1569, fut jurée l'Union dans l'église des Dominicains de Lublin.

Cette *Union de Lublin* est un fait essentiel de l'histoire de Pologne. Elle régularisait et définissait l'état de choses inauguré en 1386 par le mariage d'Hedwige et de Jagellon. Ici encore, nul empiètement brutal de la part de la Pologne. La Lithuanie, à côté d'elle, gardait son entière autonomie administrative, ses organes propres de vie publique; tous ses droits et privilèges de classes, de villes, d'individus, lui étaient solennellement garantis. La Pologne ne réalisait qu'une fusion politique: les deux pays devaient à l'avenir, l'un sous le nom de *Couronne*, l'autre sous celui de *Grand-Duché*, constituer une seule République, avec une Diète unique et un roi élu en commun.

L'homogénéité ainsi établie eut pour conséquence de renforcer l'une par l'autre la szlachta lithuanienne et la szlachta polonaise, qui avaient été les instigatrices les plus actives du nouveau pacte. Et quoique l'Union confirmât dans leurs possessions immenses les princes et magnats de Lithuanie et de Ruthénie, elle contribua très fortement à faire prévaloir l'autorité du nombre et à démocratiser la société polonaise.

A un autre point de vue, plus grave, elle mettait les destinées du pays aux mains de cette masse nobiliaire. Jusque-là le pouvoir souverain n'avait été électif que d'une façon théorique et formelle. En fait, le principe d'électivité avait été régulièrement corrigé et limité par celui de la continuité dynastique. La nation se choisissait un souverain, mais dans une famille. Quand celle des Piasts disparut (sauf certaines lignes indirectes), Casimir le Grand, son dernier représentant, avait eu soin de prendre très tôt ses dispositions et la nation, en acceptant la maison d'Anjou, n'avait fait que ratifier son choix. Or, l'Union de 1569 pose sans restriction le *principe d'électivité*, et spécifie nettement que la Diète polono-lithuanienne a le droit absolu de pourvoir au choix du souverain.

Trois ans après, Sigismond-Auguste mourait sans héritier et sans avoir eu le temps de régler les questions relatives à sa succession. La *fin de la dynastie jagellonienne* mettait la Pologne, semblait-il, dans une situation analogue à celle qui avait suivi la mort de Casimir le Grand. En réalité, les conjonctures étaient infiniment plus graves. La nation qui venait en 1569 d'obtenir confirmation solennelle de sa liberté dans le choix de ses souverains trouvait quelques mois après une première occasion d'exercer ce droit, et de l'exercer dans sa plénitude, sans être liée ni par des considérations de dynastie, ni par le testament d'un prince, ni par ses propres engagements. Et cette nation, c'était avant tout la classe nobiliaire, riche, heureuse, puissante par sa masse et par ses privilèges, victorieuse des magnats, des bourgeois et des paysans. La Pologne était maintenant une république, et la nation une démocratie.

Au moment où les tsars de Moscovie organisaient une formidable machine de despotisme et de centralisation, les Polonais faisaient de leurs rois des fantômes et devenaient des citoyens. Leurs destins, dès lors, étaient fixés. En désarmant leurs souverains, ils armaient l'étranger. La succession des Jagellons allait être mise à l'encan. La Pologne aura bien des gloires encore, mais elle est condamnée à mourir.

VII. — LA POLOGNE AU XVIe SIÈCLE

Précocité funeste de la civilisation polonaise. — Les influences latines. — Autonomie et fédéralisme. — Tolérance religieuse. — Les « Dissidents » et le réformisme. — Les Jésuites en Pologne (1565). — Humanisme et Renaissance. — Le « Siècle d'Or » de la littérature polonaise.

Avant de nous engager dans ce drame de décadence, qui devait se prolonger deux cents ans, il convient de fixer dans notre mémoire la grande image de la Pologne épanouie. Ce n'est pas seulement un hommage à lui rendre, c'est aussi un moyen de comprendre mieux une raison capitale de son démembrement final. Par la supériorité même et la précocité de sa civilisation, elle était mal préparée à soutenir la lutte contre des voisins qui, précisément, comme la Prusse et la Moscovie, se développaient en dehors de l'Occident, sans passé, sans culture, ennemisnés de la liberté, parfaitement indifférents aux principes, et faisant bon marché des droits qui n'avaient pas la force à leur service.

La République nobiliaire

La Pologne du XVIe siècle eut le tort de se donner un régime infiniment périlleux pour un pays ouvert en quelque sorte à tous les vents. Elle se trompa de siècle. Elle commit un splendide et lamentable anachronisme. Dans une Europe de haine et de convoitises, tandis qu'on s'égorgeait partout pour des trônes et pour des versets d'Évangile, elle eut l'énorme naïveté de ne prétendre à rien d'autre chose qu'à la liberté et à la paix. Elle détourna ses yeux des Habsbourgs, des Guise, des Ivan le Terrible et des Philippe II, pour les reporter sur les républiques anciennes, le droit romain, la tribune du Forum et les odes d'Horace. Ces souvenirs classiques, qui ne servaient guère ailleurs qu'au divertissement des humanistes, elle les fit passer des

livres à la vie publique, elle les ressuscita en méthode de gouvernement et en constitution.

Aucune nation peut-être et aucune époque n'ont été plus complètement latinisées que la Pologne du XVIe siècle. La fascination exercée par Rome, fascination que la Pologne subit à un degré extraordinaire, s'explique par l'affinité qui existait entre son génie et celui qu'elle prêtait aux héros de Salluste et de Tite-Live. Même esprit d'indépendance, même souci ombrageux de la légalité, même fierté nationale, même religion de la vie civique, même amour de la solennité publique et de la parole.

On est frappé, en lisant les publicistes religieux ou laïques du temps, de les voir ordinairement considérer les fonctions du citoyen comme une sorte de rite sacré et redoutable. Si les Polonais tenaient à leurs droits, ils craignaient aussi leurs devoirs et les prenaient pour un sacerdoce. Il est superficiel de voir en cela l'effet des réminiscences classiques, un placage de l'ancien. De tels sentiments étaient la manifestation des plus profonds et des plus purs instincts slaves, d'une certaine notion de la liberté étrangère aux peuples de l'Occident. Quel que fût le prestige de la Rome républicaine, il est extrêmement rare de rencontrer chez des écrivains de l'époque une apologie ou une simple justification de l'esclavage. Et si la szlachta devint maîtresse incontestée du pouvoir, si elle restreignit de plus en plus les droits des bourgeois et des paysans, elle ne fit aucune loi attentatoire à leur liberté personnelle.

Le régime qu'elle réussit à établir au XVIe siècle était le triomphe du libéralisme, au détriment de la puissance d'État. Chaque province, chaque palatinat, chaque terre, chaque district constituaient une individualité distincte, jouissant non seulement de l'*autonomie locale*, mais des droits constitutifs de la souveraineté. Dans toutes ces parties les diétines favorisaient une extraordinaire activité de la vie publique, dont l'unité était réalisée par les Diètes. C'était le même *système fédéraliste* que la Pologne appliquait dans ses rapports avec le Grand-duché et avec ses provinces diverses, dont la dernière en date était la Livonie.

Par sa monarchie constitutionnelle et son système représentatif à l'intérieur, par sa méthode fédéraliste et son respect de l'autonomie à l'extérieur, la Pologne réalisait sous deux formes corrélatives son idéal de justice et de liberté. A ces deux points de vue, ce qu'on pourrait appeler sa moralité politique apparaissait sans commune mesure avec celle des pays voisins, et son œuvre devançait de plusieurs siècles les États de l'Europe occidentale.

Le mérite en revenait exclusivement à l'élément nobiliaire, et bien entendu aussi les bénéfices. La noblesse se donna des institutions conformes à la fois à ses intérêts et à ses goûts. Autrement dit, si elle se comporta, à certains égards, comme les classes privilégiées des autres pays, on ne saurait méconnaître qu'elle avait, à côté de son égoïsme, un idéal. Elle eut la force de le faire prévaloir, et elle puisa cette force dans sa *passion de la liberté.* Si d'autres noblesses, dans d'autres pays, avaient eu une passion égale, auraient-elles renoncé à s'imposer? Est-ce par désintéressement, par souci du bien public, pour sauvegarder le pouvoir souverain, que la noblesse française accepta définitivement le joug de la monarchie? Qu'aurait-elle fait sans Richelieu, et si la Fronde avait réussi? La szlachta de Pologne triompha parce qu'elle avait les moyens de triompher, parce qu'elle obéissait à un irrésistible instinct d'indépendance contre lequel ne devait prévaloir, dans la suite, aucune considération de salut public.

Et puis enfin cette szlachta n'était pas une caste, mais une masse. Dans les autres pays, le corps de la noblesse ne représentait pas plus de 1% de la population à la fin du XVIIIe siècle. Sous Sigismond-Auguste, la proportion en Pologne est de 2 à 3% et au XVIIIe siècle elle devait monter à 8 ou 10%. La Pologne s'est trouvée ainsi avoir une base très large de vie politique et il serait entièrement faux d'imaginer, quand on dit que la szlachta y était maîtresse, que le pouvoir y fût le monopole d'une coterie et l'instrument d'une poignée de privilégiés. Il faut associer, pour avoir une définition juste, deux mots qui dérangent par

leur alliance nos conceptions occidentales: la Pologne telle que la szlachta la fit était une *démocratie nobiliaire.*

La Réforme. — Les Dissidents. — La Compagnie de Jésus

Les mœurs de cette démocratie, malgré certains excès inévitables, étaient encore pures au XVIe siècle, et par là s'explique ce fait extrêmement remarquable que la Pologne ait traversé sans bouleversement la terrible période des guerres religieuses dont toute l'Europe fut ensanglantée. Très attachée au catholicisme, elle était en même temps très tolérante. Elle ne persécuta aucune religion nationale dans les pays qu'elle s'annexa. Elle réalisa sans heurt l'Union de l'Église d'Orient et de l'Église d'Occident. Elle envoya au Concile de Constance des évêques et des légistes pour flétrir, au nom de la tolérance religieuse, les méthodes employées par les Teutoniques pour réduire le paganisme. Et au nom du même principe un Polonais, *Venceslas Leszczynski,* vint prendre la défense de Jean Huss devant ses accusateurs.

La Pologne, depuis le XIIe siècle, était le paradis des Juifs, traqués dans tous les pays chrétiens. Elle fut, au XVe siècle, le refuge des Hussites. Au XVIe siècle, toutes les sectes y pullulèrent, Sociniens, Calvinistes, Zwingliens, Luthériens, Grecs, Frères Bohêmes, et même Musulmans. Rulhière, peu tendre pour la Pologne, écrira d'elle au XVIIIe siècle: « Ce pays que nous avons vu dévaster de nos jours sous le prétexte de la religion est le premier État en Europe qui ait donné l'exemple de la tolérance. Les mosquées s'y élevèrent entre les églises et les synagogues. » Toutes les confessions avaient leurs protecteurs publics et avérés; les *Ostroróg* soutenaient en Grande-Pologne les Frères Bohêmes, les *Radziwill* en Lithuanie le calvinisme, et les *Stadnicki* l'arianisme en pays ruthène. Le gouvernement faisait beaucoup moins de mal à ces églises qu'elles ne s'en faisaient elles-mêmes par leurs rivalités, et le pire ennemi des Ariens, par exemple, fut le calvinisme. Sigismond-Auguste disait du luthéranisme: « Si cette nouvelle

doctrine est fausse, elle disparaîtra, et nous n'en entendrons plus parler; mais si elle a un fond de vérité, elle s'étendra et s'affermira de génération en génération. » La Diète de 1550 promulgua contre les Dissidents des mesures très sévères, assimilant l'hérésie à un crime d'État. Ces mesures restèrent lettre morte, et la szlachta réduisit à l'impuissance les tribunaux d'inquisition. Un des chefs de la démocratie nobiliaire devait faire un peu plus tard cette généreuse déclaration: « Je donnerais la moitié de ma vie pour voir revenir au catholicisme ceux qui l'ont abandonné, mais je la donnerais tout entière plutôt que de les y voir contraints par la violence. »

La *tolérance* de la Pologne, comme toutes ses qualités, fut une faute, qu'elle expia terriblement par la suite. Si elle avait, à l'exemple des autres pays, foulé aux pieds la liberté de conscience et pratiqué une impitoyable politique d'unification religieuse, si elle avait eu le courage d'appliquer en toute rigueur la mesure qui érigeait en crime d'État l'hérésie, elle aurait sauvegardé l'homogénéité de la conscience nationale. Elle eut l'imprudence généreuse de devancer la civilisation de l'Europe en ne voulant pas faire de la foi une affaire d'État, et en dissociant ces deux sentiments, la religion et la patrie. Elle ne vit pas qu'à cette époque ils se soutenaient l'un l'autre, et que le temps n'était pas venu où il fût possible d'aimer son pays tout en se choisissant sa croyance. Le résultat fut qu'insensiblement les *Dissidents* devinrent des « antipatriotes », qui étaient destinés à jouer le rôle le plus néfaste dans la catastrophe finale de la République. Le mouvement de la Réforme déposa en Pologne des germes de division dans la masse nobiliaire au moment où cette masse s'assurait définitivement le pouvoir.

Beaucoup de magnats et de moyens gentilshommes, sympathiques aux nouvelles doctrines, ne séparaient pas les questions religieuses des questions politiques. Des polémistes, comme *Modrzewski* et *Przyluski*, formulaient même des revendications sociales analogues à celles du radicalisme hussite. Dans la première moitié du siècle, Dantzig

avait failli être la proie d'une sorte de démagogie évangélique, qu'il avait fallu étouffer. La force des choses fit ainsi que, peu à peu, le parti des réformes tendit à s'identifier avec le parti des libres-penseurs et dissidents de toute sorte. En 1550 déjà, un grand nombre de députés se groupèrent autour du maréchal de la Diète *Nicolas Sienicki* pour proposer une espèce de constitution civile du clergé, avec suppression de ses tribunaux et nationalisation de ses biens. Les dissidents parlaient même d'une rupture officielle avec Rome, et à leur *Synode de Sandomir* ils élaborèrent un plan d'Église nationale, qu'ils soumirent à Sigismond-Auguste.

Peu s'en fallut que le projet n'aboutît. Il échoua grâce à l'habileté du nonce *Commendoni* et à la vigueur d'action du grand évêque de Varsovie, *Hosius*. Hosius arriva juste à temps pour présenter au roi les décisions du Concile de Trente et le déterminer à les accepter. L'apparition des *Jésuites* en Pologne (1565) porta le dernier coup à ce qu'on pourrait appeler le gallicanisme polonais.

On voit les suites de ces événements. L'unité intérieure de la szlachta est rompue; deux partis se forment, parti dissident, parti catholique. Les dissidents composant la majorité des réformistes, les réformes sont par là même suspectes et leur réalisation rencontrera de grandes difficultés. La scission produite entraînera, surtout avec l'influence croissante des Jésuites, une réaction funeste au développement intellectuel du pays. Enfin, tandis que la majorité catholique constituera un parti nationaliste, la minorité dissidente, isolée et discréditée, tendra à devenir le parti de l'étranger et à chercher appui hors des frontières, fournissant ainsi aux ennemis de la Pologne d'admirables prétextes d'intervention.

Rupture de l'union nationale, retard des réformes, régression de la culture, naissance d'un parti disposé à tendre la main aux puissances voisines, voilà de quoi devait être payée la tolérance de la Pologne et comment elle devait expier le crime de n'avoir pas eu sa Saint-Barthélemy.

La Pologne et la culture occidentale. — Le « Siècle d'or »

L'introduction de la Réforme et la liberté qu'on lui laissa eurent du moins cet avantage de stimuler prodigieusement l'*activité intellectuelle* de la Pologne. Depuis les grands conciles du xve siècle, elle avait commencé à se pénétrer de l'esprit nouveau et avait pris contact avec l'Italie, mère de la Renaissance européenne. *Zbigniew Olesnicki,* le tuteur de Ladislas le Varnénien et le directeur de la diplomatie polonaise, avait été en correspondance littéraire avec Æneas Sylvius, le futur Pie II, qui l'admirait fort. Un archevêque de Lwów, *Grégoire de Sanok,* avait entrepris au temps de Casimir IV la lutte contre la scolastique et commenté Virgile à l'Université de Cracovie. La révélation de l'humanisme enthousiasma les Polonais. Le roi Jean-Albert avait eu pour maître l'Italien *Callimaque,* et le roi Sigismond Ier eut pour femme l'Italienne *Bona Sforza,* mère de Sigismond-Auguste.

Tandis qu'une foule d'artistes venaient de Ferrare, de Florence, de Milan, de Sienne et de Venise, bâtissant des églises, des palais, des maisons particulières à Cracovie, à Posen, à Lublin et ailleurs, la jeunesse polonaise affluait à Rome, à Padoue, à Bologne, pour y apprendre la théologie, le droit, la médecine et la philologie. En revenant dans leur pays, ces étudiants rapportaient avec eux les idées, les goûts, les modes mêmes de la péninsule. La plupart des grands hommes de Pologne, en tout ordre de talent, étaient allés puiser avidement à cette source de la Renaissance, tels que l'astronome *Kopernic,* le poète *Kochanowski,* l'homme d'état *Jean Zamoyski.*

L'influence combinée de la Renaissance et de la Réforme donna naissance à ce que les Polonais appellent, dans l'histoire de leur civilisation, le « *Siècle d'or* » (Wiek Zloty). La szlachta, désormais affranchie des soucis matériels, enrichie par ses terres, presque débarrassée par la paix de ses obligations militaires, se jeta avidement sur les livres, se nourrit de lettres anciennes et discuta en innombrables

ouvrages et opuscules sur les problèmes à l'ordre du jour, politiques, sociaux, moraux et religieux. Les réformateurs s'étant mis à employer la langue nationale pour rendre leur propagande plus efficace, les catholiques durent les suivre sur ce terrain, et le polonais atteignit rapidement sa perfection classique, avec des écrivains comme *Rej*, auteur du *Miroir de la Noblesse*, le grand poète *Kochanowski*, ami de Ronsard, ou le prosateur *Górnicki*, adaptateur original du *Cortegiano* de Castiglione. Des poètes latins comme *Krzycki* ou *Janicki*, couronné par un pape, des pamphlétaires comme *Modrzewski* ou *Orzechowski*, surnommé le Démosthène polonais, des historiens comme *Bielski*, *Stryjkowski* ou *Kromer*, dont l'œuvre eut une réputation universelle, des philologues comme *Gorski* et *Nidecki*, une des gloires de Padoue, ne représentent guère en France que des noms dénués d'intérêt, quoiqu'ils n'aient pas à redouter la comparaison, chacun en leur genre, avec les auteurs des autres pays.

La culture polonaise, dont ces œuvres sont l'attestation, était hautement estimée des contemporains éclairés. Les humanistes les plus considérables, tels qu'Érasme, Juste Lipse, les deux Manuce, lui rendirent d'éclatants hommages. Érasme fut l'ami de deux évêques de Cracovie. Muret fait quelque part une comparaison des deux nations qui lui paraissent les plus cultivées de l'Europe, savoir l'Italie et la Pologne, et il conclut en faveur de cette dernière. L'historien de Thou, parlant des gentilshommes polonais qui vinrent chercher à Paris le successeur de Sigismond-Auguste en 1573, trahit l'étonnement et la confusion des Français: « Ce qu'on remarqua le plus, écrit-il, ce fut leur facilité de s'énoncer en latin, en français, en allemand ou en italien; ces quatre langues leur étaient aussi familières que la langue de leur pays... Les Polonais parlaient notre langue avec tant de pureté qu'on les eût plutôt pris pour des hommes élevés sur les bords de la Seine et de la Loire que pour des habitants des contrées qu'arrosent la Vistule et le Dniepr, ce qui fit grande honte à nos courtisans qui ne savaient rien. »

Cela n'empêcha pas Henri de Valois d'être triste et plein d'effroi quand il monta dans son carrosse pour s'en aller vers la Sarmatie. Il n'imaginait guère, là-bas, que des ours, des bisons, de grands sabres et de grosses moustaches. A part les humanistes, les gens d'Église et quelques diplomates, personne ne se rendait compte que la Pologne, telle que l'avait laissée Sigismond-Auguste, était un grand État moderne de 850.000 kilomètres carrés, c'est-à-dire équivalant à la France et à l'Angleterre réunies; que cet État était peuplé de citoyens libres qui avaient réalisé en institutions les plus purs principes du civisme romain et de la morale chrétienne; et qu'enfin ces terribles hommes du Nord, chasseurs d'ours et de Tatars, pensionnaient des peintres d'Italie et traduisaient Anacréon.

L'ignorance où l'on était des choses de Pologne n'est pas une des moindres raisons auxquelles il faille songer pour expliquer la destruction de cette puissance que l'on vient de voir à son apogée, et que l'on va suivre maintenant sur la pente fatale où déjà elle est entraînée.

TROISIÈME PARTIE

LE DÉCLIN ET LA RUINE

(1572—1795)

I. — HENRI DE VALOIS (1573—1574)

La succession de Sigismond-Auguste. — La France et l'Autriche en compétition. — Les Pacta Conventa. *Ruine définitive du pouvoir souverain. — Fuite d'Henri de Valois.*

A la mort de Sigismond-Auguste, une bonne douzaine d'héritiers se présentaient d'un peu partout. On vit même dans la liste des candidats le tsar de Moscovie, Ivan le Terrible. Le roi de Suède, Jean, marié à la sœur de Sigismond-Auguste, fut sur les rangs. Mais surtout le débat fut entre la France et la maison d'Autriche. Depuis 1515, où ils avaient réussi à faire accepter de Sigismond Ier le pacte de Vienne, les Habsbourgs n'avaient pas renoncé à leurs ambitions et à leur méthode de politique matrimoniale. Ils avaient fait épouser à Sigismond-Auguste deux archiduchesses, filles de Ferdinand, et même au second mariage, en 1553, ils avaient essayé, mais vainement, de lui arracher la promesse qu'en cas de mort sans héritier, son successeur serait choisi dans la maison d'Autriche. En 1572, ils mirent en ligne l'*archiduc Ernest.*

Devant ces candidatures multiples l'opinion polonaise n'était pas unie. Immédiatement après l'ouverture de la

succession, les catholiques et les Dissidents se trouvèrent face à face, avec des programmes différents. Les catholiques étaient groupés autour de l'évêque primat *Uchanski*, les Dissidents autour de *Firlej*, maréchal de la dernière Diète. A la diète de convocation, la szlachta catholique l'emporta nettement sur les Dissidents réformistes. A la diète d'élection, en avril 1573, elle fit triompher *Henri de Valois*, qui ne ménagea point les promesses. Les Dissidents se retirèrent et se préparèrent à la guerre civile.

Tout s'arrangea après de longs pourparlers, et les Dissidents acceptèrent finalement le candidat français. Deux sortes de raisons déterminèrent le succès d'Henri de Valois. D'abord la szlachta, se rendant fort bien compte des visées de la maison d'Autriche, voulait à tout prix mettre en échec ses tentatives d'empiètement. Elle comprenait l'assistance que la France pouvait lui prêter sur ce point. En choisissant un prince de France, elle inaugurait entre les deux pays des relations qui, plus ou moins actives, plus ou moins fécondes, généralement mal utilisées par la chancellerie du Louvre et de Versailles, devaient se prolonger jusqu'à la fin de l'ancien régime.

Et puis, Henri de Valois, pratiquant la surenchère, signa des conventions qui couronnaient l'œuvre de la démocratie nobiliaire. Aux termes de ces *Pacta Conventa*, le roi ne pourra ni directement ni indirectement se choisir un successeur. Il ne pourra sans l'assentiment unanime des états réunis en Diète déclarer la guerre, lever l'arrière ban, augmenter les impôts. Un conseil de six sénateurs sera en permanence établi à ses côtés. Il ne pourra se marier ni divorcer sans le consentement du Sénat. S'il vient à violer les lois, libertés et privilèges, la nation sera de plein droit déliée de ses devoirs d'obéissance. A l'avenir toutes ces clauses, et d'autres encore, devaient être jurées solennellement par chaque roi nouveau. C'était bien la ruine définitive de tout pouvoir souverain.

Henri de Valois, ayant signé ce qu'on voulait, arriva en Pologne au commencement de l'année 1574. A peine su

le trône, il fit ce qu'allaient faire d'autres souverains après lui: il tenta de s'émanciper et de rétablir insensiblement cette autorité à laquelle il venait de renoncer. Pour cela, il s'appuya sur le clergé et sur une ambitieuse famille de magnats, les *Zborowski*. Il n'eut pas le temps d'arriver à ses fins. Déjà le mécontentement national grondait, et menaçait de tourner en révolte. Sur ces entrefaites, Charles IX de France mourait. Henri, qui était son frère, s'enfuit secrètement pour aller chercher dans son pays une vraie couronne. Il n'avait pas régné plus de cinq mois.

II. — ETIENNE BATORY (1575—1586)

La szlachta donne Étienne Batory comme époux à Anne Jagellon. — Réforme judiciaire de 1578. — Toute puissance de l'Église catholique. — Nouvelle offensive d'Ivan le Terrible. Paix de Kiwerowa Horka (1581). — La Pologne et le Saint-Siège.

La Pologne stupéfaite attendit, somma le fugitif de revenir, puis, n'ayant plus de ses nouvelles, proclama la vacance du trône.

Les Habsbourgs étaient ravis de l'aventure. La France, visiblement, n'avait encore aucune idée des services que pouvait lui rendre la Pologne comme auxiliaire, comme allié naturel de sa politique. Du jour où François Ier avait négocié avec Sigismond Ier un traité d'alliance contre la Turquie, la Pologne était devenue, plus encore qu'elle ne l'était auparavant, un facteur de l'équilibre européen. Mais François Ier et Catherine de Médicis n'en eurent guère que le sentiment confus et ne surent pas en tirer parti. Une politique polonaise était chose trop nouvelle pour être poussée avec décision et continuité. Abandonnée sans formes par Henri de Valois, la Pologne n'allait-elle pas enfin succomber à la tentation autrichienne?

S'il n'avait tenu qu'aux magnats et aux évêques, le malheur arrivait sans que la France fît le moindre effort pour

l'écarter. Le sentiment national, l'instinct patriotique de la szlachta sauva la situation. A la Diète de convocation, elle expulsa les sénateurs qui étaient favorables à l'empereur Maximilien et qui finirent par le proclamer roi. Revenant aux traditions jagelloniennes, elle proclama, elle, la sœur de Sigismond-Auguste, *Anne Jagellon*, en lui donnant comme époux *Étienne Batory*, palatin de Transylvanie.

La guerre civile commença. Batory dut conquérir sa couronne. Sans la mort de Maximilien (1576) les troupes impériales auraient foulé le sol de la Pologne. Les villes, surtout Dantzig, appuyèrent les grands, et il fallut les réduire par la force.

Batory et la catholicisme

Étienne Batory, arrivé au pouvoir grâce à la szlachta, ne pouvait pas gouverner sans elle. Le grand représentant de la démocratie nobiliaire et nationaliste, *Jean Zamoyski*, fut son bras droit. Le roi entreprit une vaste réorganisation intérieure, dont l'essentiel fut la *réforme judiciaire* réalisée par la Diète en 1578. Comme instance suprême, en matière civile, fut créé un *Tribunal* composé de députés de la szlachta choisis dans les diétines. Ce Tribunal devait siéger deux fois l'an, à Piotrkow pour la Grande-Pologne, à Lublin pour la Petite-Pologne. La réforme, toute à l'avantage de la szlachta, achevait l'organisation de la République nobiliaire.

Batory ne fut cependant pas le serviteur docile des intérêts d'une classe. Il avait une très haute idée du pouvoir souverain et ne voulait pas être ce qu'il appelait un « roi en peinture ». Il refusa obstinément à la szlachta l'élection des fonctionnaires par les diétines. En même temps il brisa l'orgueil et l'indiscipline des grands, dont il calma l'effervescence en faisant poursuivre et condamner au bannissement, pour haute trahison, l'aîné de la famille Zborowski.

En consolidant par une politique adroite et vigoureuse le large parti national, Batory fut nécessairement amené à

favoriser le catholicisme qui était un des signes de ralliement de ce parti. Ce règne marque la victoire définitive de l'Église en Pologne. Tandis que le clergé lutte énergiquement contre les Dissidents, guidé par *Hosius, Kromer,* le primat *Karnkowski,* le nonce *Commendoni,* tandis que le Synode de 1577 adhère complètement aux réformes du Concile de Trente et en assure l'application dans le royaume, les Jésuites sont protégés par Batory et conquièrent très rapidement une influence énorme. En devenant confesseurs des magnats, ils arrivent à rallier à l'Église presque tous les soutiens des Dissidents, comme les Radziwill, les Ostrogski, les Chodkiewicz. Ils prennent la direction des séminaires, couvrent le pays d'écoles qui font aussitôt une concurrence très redoutable à celles des Dissidents, s'imposent au peuple par leurs prédications, par leur dévouement et leur courage dans les épidémies. Pendant ce temps, les Dissidents, qui ont tenté vainement de s'unir, se dissolvent en sectes obscures et rivales.

La duperie de Kiwerowa Horka

La réaction catholique, triomphant en Pologne avec le concours de Batory, replaça le pays, au point de vue de la politique extérieure, dans une situation assez analogue à celle qu'il avait connue au xve siècle, au temps de l'oligarchie cléricale. A cette époque la Pologne avait perdu de vue ses intérêts immédiats et positifs pour se laisser entraîner dans une généreuse et stérile politique religieuse. Le résultat avait été le désastre de Varna. L'influence renforcée du catholicisme aboutit sous Étienne Batory à des conséquences semblables. La prédication active des Jésuites rendit très populaire dans les masses l'idée de combattre pour la foi menacée, et la lutte contre la Turquie devint la pensée dominante. Elle s'imposa au roi lui-même.

Il faut songer à cela pour expliquer l'insuccès relatif de la belle campagne engagée en 1579 par Batory contre la Moscovie. On a vu qu'en 1571 *Ivan le Terrible,* incapable d'arriver en Livonie à des résultats décisifs, avait conclu

une trêve avec la Pologne. L'année suivante, il s'était porté candidat à la succession des Jagellons. Son échec le détermina à revenir aux moyens de force, et il prit l'offensive en Courlande. Batory, avec une armée régulière admirablement organisée, et aidé du grand *hetman Zamoyski*, déblaya la Courlande, reprit Polock et entra en Moscovie. Ivan, se voyant perdu, eut une inspiration magnifique : il appela le pape à son secours, en promettant de devenir bon apôtre et d'amener tout son empire à l'Église de Rome. Le jésuite *Antoine Possevin* plaida pour lui, et gagna la cause. La paix fut conclue à *Kiwerowa Horka* (1581). Ivan, tiré du mauvais pas, oublia Possevin et le Saint-Père. La Pologne, en tout et pour tout, gardait la Courlande, qui lui appartenait, et la terre de Polock, qui lui avait été volée.

L'opération était maigre. La Pologne, tenant la Moscovie sous le genou, la relâchait naïvement sur parole. Ayant une précieuse occasion d'en finir, au moins pour longtemps, elle lui faisait grâce. Faute capitale. Et pourquoi cette faute ? Batory n'en a pas seul la responsabilité. En Pologne, on ne songeait pas à écraser la Moscovie, dont on connaissait la férocité, mais dont on n'avait pas deviné la puissance et l'avenir. En Lithuanie et dans le royaume, beaucoup de gentilshommes, grands et petits, étaient sympathiques à l'idée d'un rapprochement avec elle et même d'une étroite union politique. La candidature d'Ivan n'avait pas eu d'autre cause. Par là se manifestait encore cet esprit qui portait la Pologne à rechercher les moyens amiables pour la solution des problèmes. Il s'agissait en somme de rééditer le pacte polono-lithuanien, et de trancher encore une fois sans violence, par un libre concert de volontés, la question de l'Est européen, posée à nouveau par l'apparition de la Moscovie. Pouvait-on transformer en association cet antagonisme ? Beaucoup le pensaient, et beaucoup devaient s'obstiner longtemps à le penser, jusqu'à la fin, et même après. Le jour où Batory ouvrit la campagne de Moscovie, la guerre fut accueillie avec enthousiasme par la Pologne, mais elle songeait moins, en général, à briser l'adversaire qu'à lui tendre la main.

D'un autre côté, il est certain que la Cour romaine, surtout depuis la grande réforme catholique, s'obstinait au rêve de réduire le schisme orthodoxe. L'occasion lui parut bonne quand Ivan fut aux abois et sollicita sa médiation. Le pape fut dupe, mais aux frais de la Pologne.

Batory manqua de clairvoyance. Son erreur de Kiwerowa Horka, avec des airs de succès, était en réalité une catastrophe autrement grave que la bataille perdue à Varna. Tandis que la Moscovie restait orthodoxe et libre de son action, Batory, les regards maintenant tournés ailleurs, entrait dans une ligue des pays chrétiens contre l'Infidèle, avec l'espoir que l'empire des tsars se rangerait à ses côtés. Quand il mourut, en décembre 1586, il préparait contre la Turquie une de ces expéditions stériles qui devaient tant de fois détourner la Pologne de ses intérêts les plus pressants.

III. — SIGISMOND III WASA (1587—1632)

Un Philippe II polonais. — Dissidents et Uniates. Confédération de Wilno. — Le rokosz *de Zebrzydowski (1606). — Malentendu définitif entre le souverain et la nation. — Sigismond Wasa et le trône de Suède. Trêve d'Altmark (1629). — Réunion de la Prusse Ducale et de l'Électorat de Brandebourg (1618). — La Pologne et la Guerre de Trente Ans. — Avènement des Romanovs (1613).*

La situation où se trouva le pays au lendemain de la mort de Batory ressemblait beaucoup à celle qu'il avait connue après la fuite du Valois. Des faits analogues se produisirent, marqués seulement de péripéties plus violentes. Les magnats, toujours menés par les Zborowski, gardaient une rancune si profonde à Batory qu'ils demandèrent des poursuites contre son chancelier Zamoyski. La szlachta tenait plus fermement que jamais à son programme de démocratie nationale. A la Diète d'élection, les partis se présentèrent avec leurs armes.

Tandis que les magnats restaient attachés aux candidatures autrichiennes inévitables, la masse nobiliaire, encouragée par la reine mère et par Zamoyski, fit triompher un prétendant qui appartenait à la famille des Jagellons, et par conséquent représentait encore, en face des rivaux étrangers, l'idée nationale. C'était l'héritier de Suède, *Sigismond Wasa*, fils d'une sœur de Sigismond-Auguste, donc neveu d'Anne Jagellon, épouse de Batory. Les scènes déjà vues se renouvelèrent. Les magnats et une partie du Sénat proclamèrent un archiduc, lequel marcha sur Cracovie. Zamoyski écrasa le prétendant et son parti. Les Habsbourgs, une fois encore, étaient déçus. A trois reprises en moins de quinze ans, la démocratie nobiliaire avait fait preuve de grande clairvoyance et sauvé l'indépendance du pays.

Fanatisme absolutiste de Sigismond Wasa

Mais si elle avait obéi, en élisant Sigismond Wasa, à des mobiles hautement patriotiques, son inspiration n'en fut pas moins désastreuse. Sigismond, fanatique, absolutiste, n'était pas un Jagellon, mais un Wasa. Il engagea immédiatement une politique étroitement dynastique qui eut, à l'extérieur comme à l'intérieur, des conséquences extrêmement graves pour l'histoire ultérieure de la République.

Une de ses grandes idées était d'étouffer le protestantisme. Il s'entoura de Jésuites, qui le déterminèrent aisément à des mesures de rigueur contre les Dissidents et qui échauffèrent l'opinion publique jusque là tolérante. L'attitude franchement antipatriote des Dissidents dans les dernières élections, leurs sympathies avérées pour l'étranger, leur audace portée jusqu'à l'insurrection, justifiaient dans une large mesure la malveillance dont ils étaient l'objet. Mais les Jésuites abusèrent de cet état des esprits et provoquèrent des violences qui n'étaient pas dans les habitudes polonaises, sacs d'écoles et de temples, profanations de tombes. Les Dissidents furent écartés des fonctions publiques. Ils portèrent en vain leurs doléances à la Diète et au Sénat.

Le fanatisme impolitique des dirigeants envenimait ainsi terriblement une difficulté qui déjà apparaissait sans issue et qui n'était pas au bout de ses complications. L'occasion s'offrit bientôt aux Dissidents d'inaugurer la méthode néfaste qui devait leur devenir habituelle, et qui consistait à lier parti avec l'étranger et à le mettre dans leurs intérêts. Pour débuter, ils ne dépassèrent pas la frontière et se contentèrent d'intriguer dans les régions russiennes. Là, l'Église d'Orient avait beaucoup d'adeptes, mais elle était tombée, surtout depuis la fin du XVI[e] siècle, dans une décadence complète. L'établissement à Moscou d'un patriarcat dépendant du tsar, ce qui était une menace pour l'indépendance de l'Église russienne, et un grave conflit du métropolite de Kiev avec le patriarche de Constantinople furent l'occasion d'un mouvement de rénovation d'ailleurs guidé habilement par Possevin et le grand prédicateur polonais *Skarga*. Le métropolite de Kiev, *Rahoza*, convoqua un Synode à Brzesc, et y fit acclamer l'idée de renouveler avec Rome l'Union de Florence. L'acte d'*Union* fut conclu à Rome en 1595.

C'est ici que les Dissidents de Pologne intervinrent. Réunis à Thorn, ils menèrent contre l'Union une campagne très active, qui porta ses fruits. En 1596, à un nouveau Synode de Brzesc, une partie des évêques et des laïques protesta contre l'Union, et entraîna avec elle une partie du peuple et de la szlachta russienne. Une guerre acharnée commença entre les non-uniates et les Uniates, que la Pologne soutenait mal. En 1599, les non-uniates et les Dissidents s'associaient en concluant la *Confédération de Wilno*. Une fois lancés sur ce chemin, les Dissidents allaient être entraînés peu à peu du côté de l'Église moscovite, et les tsars allaient saisir avec empressement cette occasion d'étendre leur influence sur les pays russiens. La question religieuse, en s'aggravant, tendait promptement à se transformer en question d'ordre diplomatique et à devenir, avec l'élection des souverains, le principal moyen d'intrusion de l'étranger dans les affaires intérieures de la Pologne.

Le roi et la Charte

La seconde idée de Sigismond Wasa fut de détruire le gouvernement constitutionnel du royaume, au bénéfice de son pouvoir. Et cette idée ne fut pas moins funeste au pays que la première. Ne pouvant ni n'osant violer ouvertement les lois, le souverain déploya une extraordinaire habileté pour réussir à les tourner.

Ses ambitions absolutistes le portaient tout naturellement du côté des magnats, ennemis des Diètes. La szlachta, avec Zamoyski en tête, se défendit avec acharnement. L'autorité seule de son chef la retint d'en venir à l'insurrection. Quand Zamoyski mourut, en 1605, toutes les colères contenues éclatèrent. Les magnats dissidents, irrités de la politique catholique du roi, et la szlachta, indignée de sa politique absolutiste, formèrent une association très redoutable qui visait ouvertement à détrôner le « Suédois ». C'est le célèbre *Rokosz de Zebrzydowski*, du nom d'un des principaux chefs. Le « rokosz » était un mouvement d'insurrection *légale* en ce qu'il consistait à prendre les armes au nom même de la loi pour la défense de la constitution. Aux termes des Conventions ratifiées par Henri de Valois et ses successeurs *(De non proestanda oboedientia)*, la nation était en droit de refuser l'obéissance au souverain au cas où il violerait la charte. C'est ce que firent en 1606 les 100.000 gentilshommes qui se réunirent en armes près de Sandomir.

La révolution fut vaincue, et le Suédois garda son trône. Mais les événements, malgré les accords intervenus, n'en furent pas moins irrémédiables par leurs suites. La pression maladroite de Sigismond, étranger complètement à l'esprit polonais, venait de fausser pour toujours le régime établi et les mœurs publiques. Quand on fait de la szlachta le bouc émissaire de toutes les calamités nationales ultérieures, on oublie que cette szlachta, au temps de sa pleine puissance, ne s'en tint pas béatement à la constitution qu'elle venait de mettre au point. La théorie, qui lui était chère, ne lui fit pas oublier l'expérience, dont elle tira des

leçons. Elle était prête, après avoir durant quelques années éprouvé le régime nouveau, à le consolider en l'amendant. Zamoyski et son parti voulaient introduire des réformes relatives à l'élection des rois et perfectionner le système délibératif et législatif en substituant dans les Diètes le vote à la majorité au vote viritim qui avait prévalu au XVI[e] siècle. Cette observation est d'intérêt capital. On est fondé à penser que la noblesse polonaise, libre de son action, aurait su éliminer de bonne heure ces néfastes vices constitutionnels qui ont été mis à sa charge et qui ont fait une réputation malheureuse à la République polonaise. Qui donc entrava l'évolution du régime, son adaptation progressive aux besoins positifs du pays? Qui donc le condamna à demeurer pour ainsi dire abstrait, rigide, et à n'être qu'une belle machine fonctionnant à vide? Ce fut le Suédois Sigismond.

La fatalité de l'histoire, qui n'a guère manqué les occasions de desservir la Pologne, voulut que le trône fût occupé par un souverain absolutiste précisément à l'heure où la nation se disposait à introduire dans son système public des rectifications décisives qui en auraient pu faire une chose viable, mieux que cela, un magnifique instrument de prospérité et de civilisation. La bonne volonté de la Pologne se brisa contre le despotisme fuyant d'un souverain aussi parfaitement incapable que l'avait été Henri de Valois d'entrer dans le génie de sa patrie d'adoption. Sigismond, du vivant de Zamoyski, avait barré la route aux réformes. Ce fut bien pis quand le grand tribun disparut, et quand la szlachta, au moment du « rokosz », s'allia à toutes sortes d'éléments, même anarchiques. L'échec de la Confédération, c'était l'ajournement des réformes. Dans la suite, il devait être trop tard. Le malentendu fatal était créé, par la violation de la charte, entre le souverain et la nation.

Un règne de quarante-quatre ans, dépensé en intrigues, en roueries incessantes et en menus coups de force, éveilla dans le pays un esprit de défiance et de susceptibilité qui jamais ne devait s'éteindre. Cette tyrannie sournoise et comme impalpable, se dérobant sans cesse pendant près d'un demi-siècle, fit des Polonais, loyaux et francs, des

citoyens ombrageux, hantés comme les vieux Romains du spectre monarchique, et les habitua à voir dans le souverain, au lieu d'un collaborateur, l'ennemi qu'il fallait combattre. Dès lors, au fécond programme de réformes fut substitué un programme de pure et simple défensive, c'est-à-dire que l'on n'eut plus en vue que de limiter le plus possible l'autorité du roi et l'action des organes de gouvernement. Le crédit des lois tomba. La liberté civique ne fut plus conçue comme une paisible jouissance des droits acquis, mais comme une lutte perpétuelle contre ceux qui les semblaient menacer.

Cette sorte de révolution morale que la Pologne subit dans la première moitié du xviie siècle portait en elle le germe de tous les égarements ultérieurs.

Politique dynastique. — L'Electorat de Brandebourg. — Les Romanovs

A la politique toute personnelle de Sigismond sont également imputables plusieurs aventures fâcheuses de la Pologne dans ses rapports avec les pays voisins. Pas plus ici qu'en matière de gouvernement intérieur il ne se proposa de servir la cause nationale. Il dirigea la diplomatie dans le sens de ses intérêts propres.

Le trône de Pologne n'était pour lui qu'une position d'attente. Ce qu'il voulait, c'était le *trône de Suède*, l'héritage de Jean son père. Dès le début, il imagina et commença de réaliser une combinaison qui consistait à s'appuyer sur l'Autriche. Au mépris de la constitution, il épousa, sans en aviser le Sénat, une archiduchesse, et conclut avec les Habsbourgs un pacte secret aux termes duquel il cédait la couronne de Pologne à l'archiduc Ernest, en retour de quoi l'Empereur l'aiderait à prendre possession de la Suède. Tout le bénéfice de ces marchandages clandestins fut d'irriter profondément la szlachta, qui força le roi à les désavouer, et de lancer la Pologne dans une misérable politique suédoise sans rapport avec ses intérêts vitaux.

Après la mort de son père, Sigismond se couronna roi

de Suède (1594). La Suède protestante avait horreur de ce fanatique. Elle le chassa. Sigismond annexe l'Esthonie, les Suédois occupent la Livonie. La guerre traîna jusqu'en 1611, où une trêve laissa les choses en l'état. Nouvelles intrigues de Sigismond à la mort de Charles IX. Cette fois, c'est *Gustave-Adolphe* que la Pologne trouve devant elle. Encore une douzaine d'années d'hostilités, qui languissent faute d'entrain du côté des Polonais. La Diète refuse argent et soldats. Gustave-Adolphe en profite pour conquérir la Livonie et la Prusse. En 1629 enfin, la médiation de la France et de l'Angleterre aboutit à la *trêve d'Altmark,* qui laisse à la Suède la majorité de la Livonie et bon nombre de ports prussiens. Sigismond ne gagnait pas sa couronne de Suède, et la Pologne payait les frais.

En poursuivant sa politique dynastique, le roi de Pologne perdait naturellement de vue toutes les autres questions, toutes celles qui formaient pour ainsi dire la matière traditionnelle de la diplomatie nationale. Aux prises avec Gustave-Adolphe, il ne s'aperçut pas que la *Prusse Ducale* venait de se souder par héritage avec l'*Électorat de Brandebourg* (1618), et que le vassal s'émancipait au point de prêter appui aux Suédois contre son suzerain.

Uniquement soucieux de conquérir une couronne au-delà de la Baltique, il se lia délibérément les mains du côté de l'Autriche. Et l'Autriche, l'amusant par de vagues promesses de restituer la Silésie tandis qu'elle étouffait soigneusement dans cette province les tendances polonaises, s'assura son alliance en 1613 et sa neutralité favorable au cours de la *Guerre de Trente Ans.* Cette politique autrichienne de Sigismond était tout à fait dans le goût des magnats catholiques, mais il reste à savoir si elle ne fit pas perdre à la Pologne une occasion exceptionnelle de reprendre à l'ouest une offensive fructueuse en profitant du cataclysme de l'Europe centrale. En particulier, la Pologne eût pu aisément, semble-t-il, en pratiquant une politique française, ou même avec ses propres ressources, récupérer la précieuse Silésie. Son inaction ne lui valut des bénéfices ni du côté de l'Autriche ni du côté de ses vainqueurs.

Quand elle se retournera enfin vers la France, après Sigismond, il sera trop tard. Le grand règlement de comptes, la liquidation de l'ordre ancien se fera au traité de Westphalie sans elle, en dehors d'elle, et en définitive contre elle.

Si encore, en abdiquant complètement à l'Ouest, la Pologne avait su consolider sa force en Orient! Mais Sigismond fut pareillement incapable, sur ce point, de mener une franche politique nationale. Les circonstances, cependant, étaient merveilleusement avantageuses. C'était le temps où le faux Démétrius accaparait le trône des tsars. La Pologne entra en guerre avec la Moscovie en 1609. L'année suivante, *Zolkiewski*, remportait à *Kluszyn* une victoire éclatante. Pour la seconde fois, en moins de trente ans, la route de Moscou était ouverte aux Polonais, l'empire des Ivans à leur merci. Pour la seconde fois — et pour la dernière, — l'occasion fut perdue. Les boyards de Moscovie vinrent offrir la couronne des tsars au fils de Sigismond, à l'unique condition qu'il embrasserait l'orthodoxie. Sigismond, par scrupule religieux, atermoie, manœuvre, gâte tout. Les boyards, finalement, choisissent comme tsar *Michel Romanov* (1613). La Russie moderne est née.

C'est pitié de voir la quantité d'héroïsme que la Pologne, éloignée de ses voies naturelles, dépensa inutilement en des centaines de rencontres pendant près d'un demi-siècle. De grands généraux se couvrirent de gloire. *Cecora, Chocim, Kircholm, Kluszyn* sont des noms resplendissants dans les annales militaires du pays. Et pour quoi tout cela? La seule œuvre réellement nationale par son inspiration et ses résultats, ce furent les guerres contre les Cosaques et contre la Turquie, où toute la colonisation méridionale et les plus graves intérêts économiques du pays se trouvaient en jeu. Quant au reste, ce ne fut qu'un fastueux gaspillage d'énergies. Sigismond III Wasa trahit la Pologne. Il fit dévier le sens politique du pays et l'inclina vers la démagogie. Il jeta le grand royaume des Jagellons, celui-là même qui s'était mesuré avec les Habsbourgs, hors du système des États occidentaux, et il le laissa, ainsi isolé, entre les

Hohenzollern et les Romanovs. Dans la longue suite des princes polonais, aucun souverain, sans doute, ne porte de responsabilités aussi écrasantes que ce « maudit suédois. »

IV. — FIN DE LA DYNASTIE SUÉDOISE (1632—1668)

Traité de Polanów avec la Moscovie (1634). — Bohdan Chmielnicki et les Guerres de la Cosaquerie. — Le « Déluge »: invasions moscovites et suédoises. — Traité d'Oliwa (1660). Le Brandebourg est affranchi de la suzeraineté polonaise. La Suède obtient la Livonie. — Traité d'Andrussowo (1667): perte de la Ruthénie transdniéprienne. — Isolement de la Pologne. — Marie-Louise de Gonzague. — Candidature du duc d'Enghien (1662).

Il n'est pas étonnant que la Pologne, après la mort d'un tel souverain, soit entrée dans une des plus sombres périodes de son histoire. Toutes les fautes accumulées donnèrent leurs fruits en même temps, et ce furent les fils de Sigismond, Ladislas VII et Jean II Casimir, qui durent les recueillir.

Ladislas VII (1632—1648). — Guerres de la Cosaquerie

Ladislas, candidat unique, fut élu sans difficultés. A peine couronné, il dut faire face à une attaque des Moscovites qui avaient essayé de profiter de l'interrègne. La *paix de Polanów* (1634) était un succès pour la Pologne. Le tsar Michel renonçait à toute prétention sur la Livonie, l'Esthonie, la Courlande, les terres de Severie, Czernihow et Smolensk. Mais ce n'était qu'un temps d'arrêt.

Ladislas liquida également un conflit avec la Turquie, et le différend polono-suédois, concluant avec Gustave-Adolphe une nouvelle trêve de vingt-six ans. Visiblement, la Pologne était fatiguée. La szlachta, dès le début du règne,

avait obtenu du roi l'engagement de n'employer le « pospolite » qu'à la défense du pays. Elle devait faire échouer plus tard, en ordonnant le licenciement des troupes, une grande expédition que Ladislas organisait contre les Turcs et qui avait pour objectif la conquête des rives de la Mer Noire. Tant de forces avaient été perdues par Sigismond que la nation épuisée s'abandonnait à elle-même. Ce caractère passif de la politique polonaise est extrêmement frappant jusqu'à Sobieski, par son contraste avec les turbulentes initiatives des époques précédentes. La Pologne, par la faute surtout de Sigismond Wasa, n'a plus la maîtrise des événements, elle les subit. Elle va se débattre pendant une suite d'années contre l'inexorable logique des choses, et y user ses forces vives.

Les *guerres* dites *de la Cosaquerie* en sont un exemple significatif. Le roi Sigismond avait laissé se créer là-bas une situation qui eût demandé tous ses soins, mais qu'il n'avait traitée qu'à coups de sabres. Les vastes régions de l'Ukraine, paradis de la colonisation polonaise, avaient été abandonnées par lui sans contrôle à l'avidité des magnats et de la szlachta. La question cosaque avait pris ainsi un triple aspect politique, religieux et social. Politique, en ce que les Cosaques étaient des auxiliaires compromettants, se livrant sans cesse à des incursions en territoire turc, lesquelles provoquaient entre la République et la Porte des incidents continuels. Religieux, en ce que l'Ukraine était comme un champ clos de confessions rivales, instruments de puissances différentes. Social, en ce que les détenteurs du sol et la masse rurale étaient séparés par un fossé de plus en plus profond.

Sigismond Wasa n'avait rien vu de tout cela. La paix factice qu'il imposa par la force masquait les difficultés, elle ne les tranchait pas. Après des années d'effervescence, un homme parut à point pour soulever à la fois toutes les questions. Il s'appelait *Bohdan Chmielnicki*. C'était un szlachcic polonais, établi en Ukraine, homme d'une énergie sauvage, et jouissant d'un grand prestige parmi les Cosaques. En un clin d'œil, toute l'Ukraine fut

debout, en pleine révolution. Le roi, marchant contre elle, mourut en route.

Jean II Casimir (1648—1668). — La Pologne envahie

Tous les maux à la fois devaient fondre sur *Jean-Casimir*, frère du roi défunt. Il se trouva pris tout de suite entre deux partis, dont l'un voulait la répression énergique du soulèvement ukrainien, tandis que l'autre préconisait un accommodement. Au point où en étaient venues les choses, une solution pacifique était à peu près impossible, étant donné surtout l'ambition et l'orgueil de Chmielnicki. Plusieurs accords successifs ne contentèrent ni le chef des insurgés ni les propriétaires polonais. Des émissaires de Chmielnicki parcouraient la Pologne, essayant de soulever les masses. Leurs succès partiels affolèrent le pays, et provoquèrent toutes sortes de troubles dans les Diètes. C'est dans ces conjonctures qu'un certain *Sicinski*, député d'Upita, fit pour la première fois usage du *Liberum Veto*.

Avec la confusion générale, les desseins de Chmielnicki prenaient plus d'ampleur. Vrai souverain, il négocia et traita avec les pays voisins, obtint pour son fils la Moldavie. L'idée lui vint finalement de se retourner vers la Moscovie, toute disposée à l'accueillir. En 1654, le tsar *Alexis Mikailovitch* devenait *protecteur de l'Ukraine*. La décomposition de la Pologne commençait.

La même année, le flot moscovite, un instant arrêté par Ladislas VII, déferle de toutes parts. L'Ukraine est envahie, puis dégagée par *Étienne Czarniecki* et par le grand hetman *Stanislas Potocki*. La Lithuanie est inondée, et le tsar aspire au titre de Grand-duc. A tout cela vient s'ajouter bientôt le fléau sinistre de l'invasion suédoise.

Cette éternelle *affaire suédoise*, encore une plaie toujours à vif et jamais guérie. Lors de la trêve conclue en 1635 pour vingt-six ans, les droits des Wasa polonais sur la couronne de Suède n'avaient pas été réglés, non plus que la question des frontières en Livonie. Il fallait bien, un jour ou l'autre, en venir aux explications. Le malheu-

reux Jean-Casimir, fidèle aux rêves de son père, ne trouva rien de mieux que d'élever une protestation quand le prince palatin de Deux-Ponts, *Charles-Gustave*, occupa le trône de Suède. Le moment était mal choisi. La Suède, que la guerre de Trente ans avait portée au rang de grande puissance, avait peine à s'y maintenir. Pour défendre ses conquêtes, il lui fallait des armées nombreuses, dont l'entretien était onéreux. De nouvelles campagnes étaient un moyen de les faire vivre à bon compte. Et puis les longs efforts avaient ruiné le pays, affaibli l'agriculture et le commerce, provoqué des mécontentements allant parfois jusqu'à la révolte. Tout portait Charles-Gustave à se mettre en quête de nouvelles gloires et de profits nouveaux.

Or, à ce moment arriva en Suède un des pires ennemis de Jean-Casimir, nommé Jérôme *Radziejowski*, condamné naguère dans son pays à la peine de mort et à l'infamie. Quantité de gentilshommes polonais, de grande et petite noblesse, las des infortunes de la République et des méfaits de la dynastie des Wasa, se servirent de ce Radziejowski pour exciter Charles-Gustave à la guerre.

Peu s'en fallut que la Pologne ne fut démembrée un siècle avant l'heure marquée par le destin. En juillet 1655, le maréchal *Wittenberg* entre en Grande-Pologne. Charles-Gustave arrive à son tour, et fait son entrée à Varsovie, acclamé par le Sénat et la szlachta. Jean-Casimir s'enfuit en Silésie, tandis que l'électeur de Brandebourg étend la main sur la Prusse Royale, qu'une partie de la Lithuanie reconnaît la suzeraineté de la Suède, et que l'autre, avec la Volhynie, l'Ukraine et la Ruthénie Blanche, est au pouvoir du tsar Alexis. En novembre, les restes de l'armée polonaise passent aux Suédois.

Une chose, entre beaucoup, réveilla au bord de l'abîme la conscience nationale. Ce fut l'attitude des Dissidents. On les vit s'associer aux protestants de Suède pour venger leurs vieux griefs, persécuter les catholiques, profaner les églises. Et dès lors l'instinct patriotique retrouva son affinité traditionnelle avec la religion des aïeux. Le clergé souleva les masses, enflamma les cœurs par sa défense

du *cloître de Jasnagóra,* et le roi, revenant de Silésie, consacra solennellement son royaume à la Vierge.

La guerre de partisans fut terrible, et les ravages furent effrayants, mais la Pologne fut sauvée par la force de son héroïsme et l'habileté diplomatique de son roi. L'électeur de Brandebourg, bon à tout faire, marcha contre la Suède comme son ancêtre, en 1618, avait marché à ses côtés. Un des pires effets des guerres suédoises dues à la maison des Wasa fut de favoriser considérablement les ambitions des Hohenzollern. La Prusse Ducale, en 1618, avait été réunie au Brandebourg. En 1657, par le *traité de Wehlau,* elle s'affranchissait de la suzeraineté polonaise. Trois ans plus tard, cet avantage était ratifié par le *traité d'Oliwa* qui réglait les affaires du Nord. Non seulement le germanisme se rétablissait dans les provinces dont les Teutoniques avaient été expulsés, mais la Suède obtenait la *Livonie* jusqu'à la Duna et Jean-Casimir renonçait à toute prétention sur la couronne suédoise. L'aventure dynastique où les Wasa avaient entraîné la Pologne finissait en déroute. La Baltique était perdue.

Jean-Casimir n'était pas au bout de ses peines et de ses sacrifices. A peine libre du côté de la Suède, il se trouva aux prises avec la Moscovie. En 1658, pour arracher l'Ukraine aux tsars, il l'avait érigée en une sorte d'État cosaque indépendant, ayant mêmes droits que la Couronne et la Lithuanie. Les Cosaques avaient été mis au niveau de la szlachta. Pour apaiser les conflits religieux, l'Union avait été brisée, le catholicisme et l'orthodoxie avaient reçu des garanties égales. Ces concessions n'avaient que le défaut d'être tardives. Leur premier effet fut de provoquer une guerre nouvelle avec la Moscovie. Les Polonais eurent l'avantage, ce qui n'empêcha pas l'Ukraine, pour différentes raisons, de se retourner vers la Turquie. En 1667, la *paix d'Andrussowo* marqua un recul de la Pologne à l'Est comme celle d'Oliwa, sept ans plus tôt, avait marqué pour elle un recul au nord. La Moscovie réparait le traité de Polanów qui avait, au temps de Ladislas VII, suspendu un moment sa progression vers l'Occident. Si elle renonçait

8

à ses prétentions sur la Lithuanie et la Livonie, en revanche toute la Ruthénie au-delà du Dniepr, les duchés de Czernihov et Smolensk restaient en ses mains. Ainsi l'Ukraine se trouvait divisée, par la ligne du Dniepr, en deux fractions, l'une polonaise, l'autre moscovite.

Entre les Bourbons et les Habsbourgs

A quoi avait-il servi à la Pologne qu'un de ses héros, l'hetman Czarniecki, fît déposer aux pieds du roi, à la Diète de 1661, cent trente étendards enlevés aux Suédois et cent soixante-quinze enlevés aux Moscovites? Les prodiges de la valeur ne pouvaient pas remédier aux faiblesses de la politique. Les braves gens frappaient fort, mais à côté, parce que la Pologne avait été fourvoyée par les Wasa. Les bases et l'aplomb manquaient.

Durant les longues angoisses qu'elle vient de connaître, la Pologne est seule. Elle a bien çà et là quelque amitié de fortune, Danemark, Brandebourg, mais d'alliance, point. Elle fait ses affaires comme elle peut, au jour le jour, au hasard des circonstances, aveuglant tant bien que mal les voies d'eau, et jetant du lest par-dessus bord. Aucune solidarité de ses intérêts avec ceux d'autres pays. Elle est en dehors de tout système politique. A qui la faute? On l'a dit déjà, à Sigismond Wasa, qui était trop préoccupé de sa couronne suédoise pour poser devant l'Europe, pendant la Guerre de Trente Ans, la question polonaise.

Au XVIe siècle, la Pologne avait compris l'utilité et l'intérêt de *l'alliance française*, mais la cour du Louvre, un moment séduite par cette idée, s'en était bientôt détournée. Au XVIIe siècle, il semble que ce soit l'inverse. La diplomatie française est alors aux mains d'hommes supérieurs qui ont le sens profond de la situation. L'opinion polonaise, égarée par la politique officielle, moins éclairée aussi qu'au siècle précédent, n'est plus en état de comprendre que c'est à Paris peut-être qu'il faudrait chercher un point d'appui. Par là s'expliquent les continuelles et vaines oscillations de la Pologne, au cours du XVIIe siècle, entre ces deux

pôles qui l'attirent, les Bourbons de France et les Habsbourgs d'Autriche.

Incontestablement, son intérêt devait la porter vers les premiers. L'alliance de l'Autriche était pure duperie. Elle jouait admirablement, pour aguicher la Pologne, de l'affaire silésienne. Et pendant ce temps la Pologne, qui eût eu tous les moyens de lui être désagréable en Bohême, la laissait tranquille et tenait en respect les Turcs. Ladislas VII, après son père, avait épousé une archiduchesse et resserré ses liens avec les Habsbourgs. Ce fut tout le résultat des sollicitations très actives de la France, qui essayait de l'entraîner dans son système. Il fallut pour ouvrir les yeux à Ladislas des constatations qui lui firent comprendre enfin la nature véritable de l'amitié autrichienne. Ayant insisté au sujet de la Silésie, il vit qu'on était bien décidé à la garder. Ayant proposé sa médiation pour le règlement de la paix européenne, il vit que les Habsbourgs y étaient sourdement hostiles, et redoutaient pour leurs voisins un accroissement de prestige. Alors, mais trop tard, Ladislas se convertit, vers la fin de son règne. Après avoir perdu sa femme, l'archiduchesse Cecilia-Renée, il épousa *Marie-Louise de Gonzague.*

En arrivant sur le trône, Jean-Casimir épousa à son tour la princesse française, et ainsi semblait devoir se confirmer l'orientation nouvelle de la politique polonaise. Malheureusement, bien des causes empêchèrent que le rapprochement fût sérieux et fécond en résultats. Marie-Louise, par son esprit d'intrigue, se rendit rapidement suspecte. La France absolutiste et centralisée n'était guère sympathique à la démocratie nobiliaire. Ses partisans étaient surtout dans la catégorie réduite des magnats cultivés qui aspiraient au rétablissement d'un pouvoir fort. En revanche la szlachta, naguère hostile à l'Autriche, avait en général changé de dispositions à son égard. La cause en était dans le renforcement du catholicisme polonais et dans la communauté d'intérêts en face des Turcs, contre lesquels la guerre était devenue populaire.

Ce conflit d'influences détermina, à la fin du règne de Casimir, une grande crise, qui n'est pas un simple incident intérieur, car en somme toute la politique étrangère de la Pologne et tout son avenir y étaient en jeu. Le roi n'ayant pas d'héritier, le parti français prit ses dispositions et fixa son choix sur le *duc d'Enghien*, fils de Condé. L'Autriche, immédiatement, organisa un parti adverse, ayant pour mot d'ordre la liberté de la nation dans le choix de ses souverains.

Le terrain de lutte était habilement choisi. Les Habsbourgs devenaient les champions de la charte constitutionnelle, et ils étaient sûrs de rallier quantité de Polonais férus de leurs prérogatives civiques. La Diète de 1662, travailllée avec soin, fit échouer le plan français et écarta le duc d'Enghien. *Lubomirski*, d'abord attaché au parti de la reine, extrêmement populaire dans l'armée, souleva la szlachta et battit les troupes royales. Jean-Casimir, par la *Convention de Legonica* (1666), dut renoncer solennellement à désigner son successeur. Deux ans après, fatigué, découragé, vaincu, le pauvre roi abdiquait, et il vint mourir en France.

V. — RETOUR AUX PRINCES NATIONAUX (1669—1696)

Causes de l'échec essuyé par la politique française. — Caractères des menées autrichiennes. — Victoire de Chocim (1673). — Convention de Sobieski avec la France (1675). — Son alliance avec l'Autriche. — Il sauve la Chrétienté à Vienne (1683). — La Pologne devant l'inconnu.

L'abdication de Jean-Casimir était à la fois la victoire de la masse nobiliaire et celle de la maison d'Autriche. Incontestablement, la masse nobiliaire représentait les aspirations nationales et l'esprit constitutionnel. A la façon dont s'était comporté le parti français, les Habsbourgs étaient assurés de triompher. Grâce à leur habileté, grâce aussi à la maladresse de Jean-Casimir, la question de l'alliance

française s'était trouvée liée à la question des prérogatives constitutionnelles, sur lesquelles la nation souveraine n'était disposée à aucune sorte de transaction.

Jean-Casimir avait abouti par sa faiblesse aux mêmes résultats que l'absolutisme de son père. Il avait irrité et inquiété la nation. Il lui avait donné la hantise de la tyrannie et de l'illégalité. Il l'avait attachée plus farouchement à ses droits, aux lois qu'elle s'était données. Il l'avait fait vivre continuellement dans l'appréhension de je ne sais quelles machinations étrangères ayant pour objet de confisquer l'indépendance et les libertés de la Pologne.

Or — et c'est encore dans la malheureuse histoire de ce pays une coïncidence désastreuse, uniquement imputable au hasard — juste au moment où l'influence française allait triompher et sauver peut-être le pays en fournissant un axe à sa politique étrangère, la maison des Wasa de Pologne s'éteignait et la question de son héritage se posait. Autrement dit, à l'heure précise où la nation allait prendre son orientation définitive et où elle avait besoin de tout son sang-froid, elle se trouva en présence d'une situation intérieure qui réveilla toutes ses défiances et toutes ses colères. Cette dynastie des Wasa, qui lui avaient attiré tant de malheurs, elle voulut s'en défaire entièrement, retrouver sa pleine liberté, être à nouveau maîtresse de ses destinées. Et du même coup, toute la politique française tomba. La dernière chance de salut était perdue.

Michel Korybut (1669—1673). — La tutelle autrichienne

C'est donc bien une réaction à caractère nettement national qui ruina l'influence de la France. L'égoïsme nobiliaire, la superstition des droits républicains ne sont pas seuls en cause ici, et tant s'en faut. Les responsabilités principales retombent d'une part sur les Wasa et leurs pratiques anticonstitutionnelles, d'autre part sur les menées savantes de l'Autriche, avec laquelle ces Wasa avaient été partie pendant près d'un demi-siècle et qui réussit de telle sorte à consolider fortement son influence en Pologne.

On ne saurait exagérer le rôle des Habsbourgs à cette époque décisive pour les destinées du pays. C'étaient eux qui, en s'assurant l'alliance de Sigismond Wasa, avaient tenu la Pologne à l'écart de la politique européenne et l'avaient laissée entièrement isolée au moment où elle aurait pu profiter de l'inauguration d'une ère nouvelle. C'étaient eux encore, qui, en brisant les influences françaises, la privaient d'un appui précieux, du seul possible parce qu'il était le seul naturel, et la rejetaient définitivement dans son impuissance et sa détresse. Tandis que les voisins de l'Est et de l'Ouest croissaient en force, l'Autriche leur préparait une pâture. Lentement, sa politique perfide, souple, obstinée, travaillant au nom même des libertés de la République, rongeait la Pologne, la sapait, la dissolvait, éloignait d'elle tout ce qui eût pu lui rendre ses énergies. La Prusse et la Moscovie n'auront plus, après cela, qu'à donner le coup d'épaule, et les Habsbourgs, en pleurant, ramasseront les bons morceaux.

Le règne de *Michel Korybut Wisniowiecki* et celui d
Jean III Sobieski, tous deux Polonais de Pologne, ne sont e
définitive que celui de l'Autriche, qui exploite sa dernièr
victoire. Elle se couvre de ces princes authentiquemen
nationaux pour tenir le royaume en laisse et l'asservi
à ses desseins traditionnels.

Michel Korybut, candidat de la masse nobiliaire et vair
queur de ses concurrents étrangers, épousa immédiatemen
une archiduchesse et s'entoura de personnages en relation
suivies avec la cour de Vienne. Les nouveaux succès d
l'Autriche ne désarmèrent pas le parti français. Toutes ce
intrigues provoquèrent de tels désordres que la guerr
civile semblait inévitable. Et pendant ce temps la disloc
tion du patrimoine polonais continuait. L'Ukraine pren
les armes et appelle la Turquie. *Mahomet IV* ravage la P
dolie, la Ruthénie Rouge, et vient assiéger Léopol. Qu
fait la chevalerie? Elle discute, elle organise une Co
fédération contre le parti français. En 1672, la Pologn
signe l'humiliante *paix de Buczacz,* qui abandonne la P

dolie aux Turcs et l'Ukraine aux Cosaques. Elle va même jusqu'à consentir un tribut annuel à Mahomet IV. La Pologne tributaire de l'Infidèle!

Cette fois encore, un sursaut de patriotisme sauva tout. La Diète déchira le traité de Buczacz, Sobieski marcha contre les Turcs et les rencontra à *Chocim* (1673). Ils laissèrent en ses mains cent-vingt canons et un immense butin.

Jean III Sobieski (1674—1696)

La mort du roi, survenue la veille même de la bataille, arrêta l'élan de la nation. Dix-sept candidats surgirent. Nouvelle lutte entre influences françaises et autrichiennes. Les deux partis vinrent en armes au champ d'élection. *Sobieski,* couvert de gloire, triompha. Avec lui se renouait la tradition française. Aurait-elle, cette fois, le temps de donner ses fruits?

Au début, il le sembla. Sobieski signa en 1675 un traité aux termes duquel la France lui promettait son appui contre la Turquie à la condition que la Pologne se détacherait de l'Autriche. Il était grand temps. Une combinaison de cette sorte, adoptée franchement, avec toutes ses conséquences, eût pu rétablir, un demi-siècle avant, les affaires de la Pologne. Mais au moment où l'on s'y décidait, il était bien difficile qu'elle eût des résultats assez importants pour changer la face des choses. Néanmoins c'est grâce à elle que la République put réparer dans une certaine mesure, dès l'année 1676, le traité de Buczacz. Celui de *Zurawno* lui rendait les deux tiers de l'Ukraine et tous les prisonniers détenus en Turquie. En outre, le sultan concluait une alliance avec elle. Cinq ans plus tard la Porte, la Moscovie et la Pologne réglaient une fois pour toutes l'affaire d'Ukraine, la rive gauche du Dniepr restant aux tsars, la rive droite étant partagée entre la Turquie et la Pologne.

L'Autriche, qui avait perdu son influence sur les affaires de la République, guettait les occasions de la ressaisir.

Elle répandit le mécontentement, en réprésentant comme funeste et stérile cette alliance française qui n'avait pas même permis de recouvrer la Podolie ni de conserver l'Ukraine. Elle attisa la colère des magnats et de la szlachta qui ne pouvaient se résigner à la perte des riches provinces du sud. Elle réveilla dans les masses la haine de l'Infidèle et les passions de croisade. Elle fit tant et si bien qu'encore une fois elle réussit à briser les rapports de la France et de la Pologne, et qu'en 1683 la République conclut une *alliance* étroite *avec les Habsbourgs*.

La pensée constante de Vienne, en s'obstinant à disputer la Pologne aux influences françaises, était surtout de s'assurer un auxiliaire contre le danger turc. Quand elle attira Sobieski, ce fut uniquement pour lui imposer l'engagement de venir au secours de l'Empire menacé d'une agression prochaine.

Cette agression ne tarda pas. Une armée de 200.000 Turcs envahit l'Autriche, et tandis que l'Empereur prenait héroïquement la fuite ce fut à Sobieski que revinrent la charge et l'honneur de dégager *Vienne* assiégée par Kara Mustapha. Le 12 septembre 1683, il remportait une victoire mémorable, qui sauva l'Europe. Et la Pologne, qu'en tira-t-elle? Le 15 septembre, dans une entrevue de dix minutes, l'Empereur balbutia quelques mots de remerciements. Le roi écrivait à sa femme: « On ne nous donne ni fourrages ni vivres. Nos malades sont couchés sur du fumier... On refuse d'enterrer nos morts dans les cimetières, même ceux de grades supérieurs... Comme beaucoup des nôtres se pressent vers la ville pour y trouver quelque nourriture, le commandant de Vienne a donné l'ordre de ne pas les laisser entrer et de faire feu sur eux... »

Sobieski, cependant, dépassa Vienne, reprit la Hongrie et la rendit à l'Empereur. Pour engager la Moscovie contre les Turcs, il lui abandonna en 1686 d'une façon définitive tout ce que le traité d'Andrussowo lui avait cédé temporairement, et Kiev, le centre de la vie russienne, devenait possession des tsars. Mieux que cela, il entreprend en 1691,

à l'instigation de l'Autriche, une coûteuse expédition en Valachie, qui demeure sans résultats.

Quel était pour la Pologne, en définitive, le résultat de son alliance avec l'Autriche? Nul, à moins que l'on ne compte la gloire. L'Europe accueillit avec enthousiasme les victoires qui sauvaient la chrétienté, mais elle se contenta d'applaudir. Les beaux exploits ne changeaient rien aux choses. La Pologne, chargée de lauriers, était plus seule que jamais, traînée à la remorque de l'Autriche. Le vieux roi mourut, triste et oublié, dans son château de Wilanow, en l'an 1696. En quelles mains allait tomber cette couronne?

VI. — LA POLOGNE AU XVII[e] SIÈCLE

Accroissement de l'autorité des diétines au détriment de la Diète. — Abaissement du niveau intellectuel. — La « liberté dorée ». — La masse nobiliaire asservie aux magnats. — Égoïsme de l'aristocratie.

Il était maintenant difficile, quel que fût l'héritier, que la Pologne pût remonter à la fin du XVII[e] siècle la pente sur laquelle elle se trouvait engagée. Dans le désarroi de sa politique extérieure, elle ne pouvait être sauvée que par un esprit national homogène dirigé par une autorité énergique. Or, tout avait contribué, au cours du siècle finissant, à détruire cette homogénéité et à ruiner ce pouvoir.

De la démocratie à la démagogie

On a vu plus haut que les efforts mêmes tentés par Sigismond Wasa pour établir et faire prévaloir une politique d'autocratisme avaient eu pour résultat, par leur maladresse, de déséquilibrer complètement la vie politique du pays. La masse nobiliaire, sans cesse menacée, en vint à ne plus songer qu'à la défense contre l'État des droits et

privilèges qu'elle s'était assurés et qu'elle obligeait les princes à sanctionner solennellement. La démocratie vigoureuse et saine du xvie siècle se transforma ainsi, assez rapidement, en une démagogie farouche et ombrageuse. La szlachta qui, hier, était d'accès relativement facile, devint un élément jaloux de ses prérogatives. Elle interdit les titres et décorations. Elle acheva de dominer la bourgeoisie et les paysans. Surtout elle affaiblit le pouvoir central en limitant de plus en plus les droits de la Diète au bénéfice des diétines.

Ce déplacement d'autorité, dont l'importance est capitale, se produisit précisément à l'époque de Sigismond Wasa. Les diétines accentuèrent le caractère impératif des mandats imposés aux nonces. Elles en vinrent à conquérir, à certains égards, une pleine autonomie, contrôlant l'émission des monnaies, créant des armées spéciales de palatinats et de districts, levant des impôts locaux grâce auxquels elles se chargeaient d'alimenter le trésor public, etc. Toutes sortes d'empiètements de ce genre constituaient une vaste et lente décentralisation et transformaient l'État en une pure et simple fiction. La politique générale s'éparpillait en politiques de canton.

Un autre fait, également imputable en grande partie aux Wasa, contribua à l'abaissement de la vie publique. Autant la liberté républicaine du xvie siècle avait favorisé le développement intellectuel de la nation, autant le catholicisme d'État lui fut nuisible. Le contraste est extraordinaire entre la littérature nobiliaire du « Siècle d'or » et celle du temps des Wasa. La poésie tombe en versification. L'héraldique, la scolastique et le macaronisme fleurissent. Tous les rococos jésuites s'épanouissent. Les écoles ne forment plus que des bavards farcis de latin. La bigoterie triomphe, et aussi l'intolérance. Dans le milieu mesquin des diétines, dans leurs chamailleries stériles, les citoyens se trouvent au large. Ils y font des citations, déblatèrent contre les « hérétiques », exaltent les bienfaits de la « liberté dorée », et ne voient, par-delà les frontières, que l'Infidèle.

Les magnats. — Leur puissance et leur égoïsme

Cette masse souveraine était mûre pour la servitude. Le fait est qu'elle ne secoua l'autorité royale que pour tomber sous la tutelle des magnats. Voilà un autre fait essentiel de l'histoire de Pologne au XVIIe siècle. L'aristocratie, brisée et éliminée depuis longtemps, reparut en scène à cette époque et conquit rapidement, à la faveur des circonstances, une situation de nouveau prépondérante. Chaque lambeau de pouvoir que la szlachta arrachait au roi, elle le ramassa. Elle détenait de grandes richesses. Elle conservait les hautes charges d'État. Elle était maîtresse du Sénat. Enfin, dans la décadence intellectuelle générale, c'était elle qui représentait l'élément cultivé, elle seule qui, au-dessus des intérêts particuliers et locaux, avait le sentiment des intérêts publics et le souci des réformes.

Toutes ces raisons firent que les magnats, surtout à partir de la seconde moitié du siècle, prirent un ascendant considérable sur la masse nationale inorganique. La szlachta avait renforcé, dans son intérêt propre, les attributions des diétines. Mais aux diétines c'étaient les magnats qui dominaient, car ils possédaient de vastes domaines et entretenaient quantité de gueux gentilshommes. Ainsi, la szlachta elle-même leur donnait un organe d'action, un instrument de domination, et par les diétines ils ressaisissaient indirectement l'autorité dont ils étaient privés depuis longtemps.

Il faut comprendre ce phénomène social et politique pour avoir chance de distribuer les responsabilités à peu près équitablement. Si la szlachta se rendit coupable d'ignorance, de mesquinerie, de susceptibilité excessive dans l'attachement à ses droits, et de petit esprit égalitaire, à l'aristocratie revenait la charge de remettre dans le bon chemin cette démocratie fourvoyée. A vrai dire, elle le tenta plusieurs fois, mais elle ne soutint pas son effort. Elle n'avait ni l'énergie, ni l'esprit national, ni surtout le désintéressement que réclamait un rôle pareil. Impuissante à faire aboutir, à l'intérieur, les réformes dont elle com-

prenait l'urgence et qu'elle préconisa un moment, elle fut incapable aussi de donner au pays, en matière de politique extérieure, la fermeté et la continuité dont il avait besoin. En ceci comme en cela, les principes lui manquaient. Elle fit de la Pologne la victime de ses ambitions de familles et de ses rivalités de clans.

Quelle confiance la szlachta pouvait-elle avoir en des magnats comme les *Opalinski*, les *Potocki* ou les *Radziwill?* N'étaient-ce pas eux qui avaient attiré les calamités suédoises? N'était-ce pas elle qui avait sauvé le pays? Elle avait le sentiment qu'elle représentait, dans l'anarchie générale, l'âme nationale, et si elle avait porté Korybut sur le trône c'était en manière de protestation contre les intrigues désastreuses de ces magnats. On voit, à la fin du règne de Sobieski, l'effroyable gâchis où mènent ces intrigues. Les grandes familles, y compris celle du roi, bataillent entre elles, mènent leur diplomatie personnelle, traitent directement avec les cours étrangères, France, Autriche, Brandebourg. Les *Sapieha* et les *Lubomirski* font échouer les négociations que le roi avait engagées pour s'apparenter à certaines familles régnantes. De grands seigneurs, ayant à leur disposition de véritables armées, se font la guerre, tels que Sapieha et l'évêque de Wilno. Tous ces excès ne pouvaient que désorienter la conscience nationale au moment où elle avait si grand besoin d'être éclairée. En prenant l'habitude de lier parti, chacun pour leur compte, avec les cours étrangères, non seulement les magnats interdisaient toute unité à la politique polonaise, mais, ce qui est pis, ils fournissaient aux ennemis du pays, tout comme la question religieuse, d'excellents prétextes d'intervention et de précieux moyens de brouiller les cartes.

Voilà, en somme, le fait qui domine vers la fin du XVIIe siècle. La masse nobiliaire, que la désastreuse politique des Wasa a conduite à exagérer ses prérogatives et qui a ainsi réduit à rien l'autorité souveraine, cette masse, qui continue à représenter le véritable sentiment national et les forces vives du pays, est devenue un instrument inconscient aux mains d'une oligarchie égoïste et composée de familles

rivales. La Pologne, épuisée de gloire, asservie à ses fausses libertés, privée à l'extérieur de toute amitié solide, achève le siècle dans la tristesse et la solitude. Elle oublie jusqu'aux Turcs, qui s'avancent impunément sous les murs de Léopol en 1691, et jusqu'à son glorieux roi Sobieski, qui meurt au milieu de l'indifférence générale. Tout à l'heure, des traîtres, gagnés par l'or, vont donner sa couronne à l'étranger. Et cette fois, décidément, la fin sera proche.

VII. — AUGUSTE II ET STANISLAS Ier LESZCZYNSKI (1696—1733)

Candidature du prince de Conti. — La dynastie saxonne. — Frédéric-Auguste II contre Charles XII. — L'électeur de Brandebourg roi de Prusse (1701). — Couronnement de Stanislas Leszczynski et abdication d'Auguste II (1706). — Confédération de Sandomir. — Après Pultawa, Auguste II reprend sa couronne (1709). — Confédération de Tarnogrod. — La « Diète Muette ». — L'« Empire de toutes les Russies » (1721). — Pacte de Berlin (1732).

L'interrègne qui suivit la mort de Jean Sobieski est une des plus lamentables périodes de l'histoire de Pologne. Outre l'anarchie et les confédérations militaires, on vit à nouveau les intrigues traditionnelles des partis français et autrichiens. La France soutenait le *prince de Conti*, et l'Autriche le fils de Sobieski. On pouvait croire que tout allait se borner à cette rivalité et qu'il ne s'agissait que d'un nouvel épisode du vieux conflit entre les deux dynasties des Bourbons et des Habsbourgs. L'affaire tourna tout autrement. A force d'argent, un troisième concurrent eut le dessus. C'était *Frédéric-Auguste,* électeur de Saxe. A peine le primat eût-il proclamé roi le prince de Conti que l'évêque de Kujavie proclama de son côté le candidat saxon. Frédéric-Auguste entra aussitôt en Pologne avec une armée et prit la couronne à Cracovie. Conti arriva trop tard à Dantzig.

Ce coup de force et de corruption mit la Pologne à peu près dans la même situation qu'une centaine d'années plus tôt, quand Sigismond III Wasa était monté sur le trône. Tout comme Sigismond, Frédéric-Auguste était un roi étranger, profondément ignorant de l'âme polonaise, disposé non à sauver son peuple mais à l'utiliser, absolutiste, ambitieux, uniquement soucieux de ses intérêts dynastiques. Ce que le Wasa avait fait, le Saxon allait le refaire. Mais cette fois les circonstances étaient telles que le mal devait être irrémédiable.

Entre Charles XII et Pierre le Grand

Sigismond Wasa, pour réaliser ses ambitions, s'était appuyé sur l'Autriche. Frédéric-Auguste, lui, pareillement indifférent aux besoins réels du pays, s'appuya sur la Moscovie. Pour s'assurer le prestige militaire qu'il jugeait indispensable, il conclut une *alliance avec Pierre le Grand* et entreprit une action énergique contre la Turquie qui tenait toujours la Podolie. La *paix de Karlowitz*, en 1699, fut un succès pour la Pologne, qui recouvra cette province avec l'Ukraine.

L'objectif réel du Saxon n'était pas de ce côté. S'il tenait tant au concours de la Moscovie, c'était avant tout pour reprendre l'affaire suédoise, à laquelle le pays ne s'intéressait nullement. Il voulait profiter de l'affaiblissement de la Suède, alors aux mains du jeune aventurier *Charles XII*, pour remporter des victoires présumées faciles et rendre à la Pologne les côtes de la Baltique qu'elle avait perdues.

En 1700, les Moscovites assiègent Narva. La Diète de Pologne se prononce pour la neutralité. Peu importe aux Saxons, qui viennent assiéger Riga. Charles XII débarque à l'improviste, bat les Moscovites, bat les Saxons, et entre en Lithuanie. La Pologne se trouvait prise entre un allié dangereux et un adversaire terrible. Elle vit le péril. Pendant qu'elle était jetée encore une fois, malgré elle-même, dans une aventure stérile, l'*électeur de Brandebourg*, encore une fois, profitait de ses embarras pour arranger ses af-

faires et se couronner *roi* à Kœnigsberg (janvier 1701). La Diète de Varsovie demanda à Auguste II une protestation, d'ailleurs inutile, contre ce couronnement. Elle réclama l'arrêt de la guerre et le retrait des troupes saxonnes. A la tête de l'opposition patriotique était la famille des ***Leszczynski***.

Trop tard. Charles XII avançait irrésistiblement, occupait Varsovie, puis Cracovie. Pour la seconde fois en moins d'un demi-siècle, à cause d'une insensée politique suédoise menée par des souverains de sang étranger, la Pologne subissait l'outrage de l'invasion. Elle apprit un beau jour que son roi, peu soucieux de prolonger ses embarras, négociait tout simplement avec la Suède pour la démembrer. Alors, ce fut le désarroi. Tandis que le Sénat et la szlachta, réunis en Confédération à Varsovie, déposent Auguste II (1704), le « pospolite » se réunit de son côté à *Sandomir* et conclut une confédération pour le défendre. Charles XII présente la candidature du palatin de Posnanie, *Stanislas Leszczynski*, qui est couronné, tandis qu'Auguste va à Berlin où il mène d'actifs pourparlers en vue d'un partage de la Pologne entre la Saxe, le Danemark, la Prusse et la Moscovie. Saxons, Moscovites, Suédois, pillent et brûlent. Les magnats intriguent, la szlachta fait des confédérations. Cela dure jusqu'au moment où Charles XII entre en Saxe et force Auguste à renoncer à la couronne polonaise (1706).

Il était assez clair, en dépit de l'effroyable confusion, que le parti saxon était le parti de l'étranger, et que le suédois était celui de la nation. La Saxe trouvait son principal appui dans ce Pierre le Grand qui avait entraîné la Pologne, par l'intermédiaire d'Auguste II, à l'aider dans la conquête de la Baltique qu'elle lui avait si longtemps disputée. Tandis que le pays était maintenant plongé dans l'anarchie du fait de cette entreprise, Pierre I[er], enchanté de voir l'orage tourné d'un autre côté, s'était consolidé sur la Baltique et venait de transporter là, par la fondation de St-Petersbourg, le centre politique de son empire. Tout commandait à la Pologne de s'appuyer, elle, du moins pour

l'instant, sur le roi de Suède et d'accepter unanimement le candidat national qu'il avait mis en avant.

Or, Leszczynski fut vivement combattu, et quand Charles XII arracha sa couronne à Auguste, les aveugles confédérés de Sandomir se tournèrent vers Pierre le Grand et conclurent avec lui une alliance pour la défense du saxon (1707). Tout dépendait maintenant de l'issue de la lutte entre la Suède et la Moscovie. Le moment vint où, après avoir réglé ses affaires avec Auguste, Charles XII voulut en finir avec Pierre I[er]. S'il était vainqueur, la dynastie saxonne se trouvait définitivement évincée; la Pologne, rendue à un souverain national, alliée à une puissance voisine glorieuse, pouvait reprendre sa voie et se rétablir de ses désastres. S'il était vaincu, la Pologne tombait non seulement aux mains du roi infâme qui l'avait trahie, mais sous la domination autrement redoutable de la Moscovie désormais arbitre du Nord. Quand Charles XII descendit vers les plaines immenses de l'Ukraine, la Pologne qui le suivait des yeux comprenait-elle bien que ses destinées allaient se jouer là-bas?

Après Pultawa. — La tutelle moscovite

On sait où aboutit en 1709 l'équipée de l'héroïque aventurier. *Pultawa,* où j'ignore s'il y eut un sabre polonais, fut un désastre immense pour la Pologne, son arrêt de mort. On le vit immédiatement par les suites: Auguste II reprend sa couronne, Leszczynski abandonné quitte le pays, et l'inondation moscovite recommence. Auguste paie les services rendus en cédant à Pierre le Grand les droits de la Pologne sur la Livonie. Le tsar se proclame le protecteur de la population orthodoxe chez son voisin et ami.

Et maintenant la Pologne entre dans la torpeur. Après le tumulte des combats, le flux et le reflux des armées, la conquête et la perte des provinces, les gloires et les défaillances, enfin tous les mouvements de la vie et toutes les manifestations de la puissance, elle tombe dans l'atonie et meurt lentement de Pultawa. C'en est fini de lutter. La

fatalité la tient, c'est-à-dire la Moscovie. Elle va traîner ainsi un peu plus d'un demi-siècle, avec des soubresauts et des convulsions, à mesure qu'elle étouffe davantage. L'histoire extérieure du pays est achevée. Il ne s'agira plus désormais que de diètes, de partis, de confédérations, de dissidents et de *liberum veto*.

Drame à la fois mesquin et admirable, qui scandalise et qui passionne, parce qu'à travers beaucoup d'erreurs, beaucoup d'absurdités et beaucoup d'infamies on y sent toujours l'âme d'un grand peuple qui se débat contre un effroyable destin et qui s'obstine à le vouloir fléchir à force d'héroïsme.

Quand Auguste II fut rentré à Varsovie, il reprit sa politique d'oppression, aidé par les Moscovites. Ses troupes vinrent occuper les garnisons polonaises. Le parti de l'étranger eut toutes les faveurs. Les patriotes, indignés, se soulevèrent et conclurent une confédération à *Tarnogrod* (1715). Mais ils avaient, comme il arriva tant de fois, plus de courage que de clairvoyance. Pierre le Grand, désormais assuré d'arriver à ses fins, suivait avec calme et intérêt le développement de la situation. Au moment propice, il intervint, et se fit accepter comme médiateur.

Les deux confédérations, celle de Sandomir et celle de Tarnogrod, furent dissoutes. En abandonnant celle de Sandomir, qui avait partie liée avec lui, il obtenait le mérite d'une concession, mais cette concession ne lui coûtait rien, car les Confédérés de Sandomir lui avaient rendu tous les services qu'il en pouvait attendre. Par là il désarmait à bon compte ceux de Tarnogrod, dont il craignait beaucoup pour ses intérêts. Quand tout le monde fut ainsi d'accord, on élabora, sous la bienveillante protection du tsar, une constitution nouvelle, et il fut entendu, pour que l'harmonie ne fût pas rompue, que la Diète ratifierait sans débat.

Ainsi fut fait à la mémorable *Diète Muette* de 1717. La toute puissance des diétines y fut limitée au profit de la Diète. De nouveaux impôts furent établis. L'ordre fut remis dans les finances. Ce peu de bien ne servait qu'à masquer beaucoup de mal. La constitution nouvelle consommait la

ruine du pouvoir royal; elle conférait aux sénateurs qui assistaient le roi, et qui n'avaient jusque là que voix consultative, une autorité décisive dans les affaires de l'État. Elle arrachait aux mains du souverain la force armée, dont l'administration était désormais confiée aux tribunaux du trésor, et qui était réduite à 18.000 hommes pour la Couronne, à 6.000 pour la Lithuanie.

Ainsi le tsar, en dosant savamment les choses, se donnait l'air de protéger la nation tout en lui enlevant ses derniers moyens de résistance. Cette tactique-là, qui réussissait pleinement, devait être employée jusqu'au bout par la Russie. Il est impossible de se représenter la Pologne du xviiie siècle et d'apprécier au juste sa vie politique si l'on ne songe pas continuellement à l'action de l'étranger, laquelle, visible ou invisible, intervient toujours pour fausser, pour duper et pour corrompre. Et si l'on estime que la Pologne eût dû avoir l'énergie de se soustraire à ces influences, que l'on songe encore que ces influences s'appuyaient de baïonnettes et qu'à la moindre velléité d'indépendance les canons moscovites roulaient vers Varsovie.

Après la « Diète Muette », dix à vingt ans s'écoulèrent en pleine paix. Et la paix de la Pologne, sous la tutelle russe, on devine ce que cela pouvait être. Le calme sinistre qui précède l'agonie. Pendant que la Pologne se repose, l'héritier pense à l'héritage. En 1721, l'ancien tsarat de Moscovie devient « *l'Empire de toutes les Russies* ». A Varsovie, les Diètes succèdent aux Diètes. Les magnats s'enrichissent, font des plans de réformes, bataillent entre eux. La szlachta potine, se perd dans la politique de clocher, exploite ses terres et arrive à se persuader que tout est pour le mieux avec une Pologne anarchique. Elle se dit naïvement que plus le pays sera faible, moins il sera inquiétant pour les voisins. Elle estime que la Pologne est nécessaire à l'équilibre européen, et que personne, par égard pour cet équilibre, n'osera la menacer dans son indépendance. *Nierzondem stoi Polska*, la Pologne subsiste par l'anarchie, tel est l'aphorisme qui a cours, apaisant tous les remords, justifiant tous les égoïsmes. Les tsars

n'auraient garde d'y contredire, non plus que l'Autriche ou le Brandebourg.

Il est curieux de constater qu'Auguste II lui-même trouva finalement intolérable cette paix mortelle, et qu'il essaya à plusieurs reprises de secouer la tutelle russe à laquelle il devait toute sa fortune. Ayant appris que le roi de Pologne essayait de s'émanciper en négociant avec l'Autriche et l'Angleterre, Pierre le Grand usa d'intimidation. Il reprit pour son compte l'ancien protégé de son adversaire Charles XII, et il fut question du rétablissement de Leszczynski. A la *paix de Nystadt* (1721), la Pologne fut tenue à l'écart, et la Livonie passa définitivement aux mains des Russes. Enfin, le tsar se concerta avec la Prusse pour toutes les questions intéressant la Pologne.

Pacte de Berlin (1732)

Ainsi le moindre mouvement d'indépendance avait pour unique résultat d'accentuer la pression de l'étranger et de donner aux voisins une conscience plus claire de leurs intérêts solidaires. Dès que la Pologne remuait, l'étreinte se resserrait. En essayant de se libérer, Frédéric-Auguste venait de rapprocher la Prusse et la Russie. En essayant d'assurer sa succession à son fils, il rapprocha la Prusse, la Russie et l'Autriche.

Voici dans quelles circonstances. Le fils d'Auguste II, comme époux d'une archiduchesse d'Autriche, n'avait pas les sympathies de la France, qui reprit son ancienne politique en lui opposant la candidature de Stanislas Leszczynski, devenu beau-père de Louis XV. Auguste ne s'obstina pas. Il accepta la candidature de Leszczynski, et se rapprocha de la France, à condition qu'elle soutiendrait son fils dans ses prétentions aux domaines autrichiens, que la mort de Charles VI allait laisser sans héritier. C'est alors que l'Autriche, menacée directement, fut conduite à se solidariser avec les deux autres puissances qui déjà s'étaient concertées. N'ayant plus que ce moyen de faire pièce aux influences françaises contre lesquelles elle était

en lutte à Varsovie depuis tant d'années, elle conclut un pacte avec la Russie et la Prusse. La conjonction fatale des trois puissances s'accomplit à Berlin en l'an 1732.

Elles rédigèrent ensemble le testament de la Pologne. Elles s'engagèrent: 1° à agir solidairement dans toutes les affaires intéressant le pays; 2° à y entretenir la faiblesse par tous les moyens, surtout en y interdisant les réformes. Comme première mesure, il fut entendu qu'on ne laisserait pas tomber la succession d'Auguste II aux mains d'un homme capable d'être utile à la République, qu'ainsi on travaillerait à éliminer Leszczynski et Frédéric-Auguste, dangereux à différents titres, et que l'on donnerait la couronne à quelque magnat docile et bon à toute besogne.

Là-dessus, volte-face nouvelle du misérable Auguste II. Il proposa à l'Autriche et à la Prusse d'occuper une partie de la Pologne, tandis que le reste reviendrait à sa dynastie comme possession héréditaire. Il en était là de ses trafics quand la mort vint le surprendre, en février 1733.

VIII. — FRÉDÉRIC-AUGUSTE III (1733—1763)

Leszczynski et le comte de Plélo à Dantzig (1734). — Leszczynski renonce au trône (1736). — L'« auberge » polonaise. — Ruine du pays. — Abaissement de la moralité et de la culture. — Les Czartoryski et la « Famille ». — Catherine de Russie et Stanislas-Auguste Poniatowski.

Après la disparition de ce roi universellement exécré, il semblait que l'élection de Lesczynski ne dût point rencontrer de résistance. Il était assez populaire dans la szlachta, et soutenu par de grandes et puissantes familles comme les Potocki et les Czartoryski. La Diète d'élection prononça l'exclusion des candidats étrangers. Vain effort, maintes fois répété, pour soustraire le pays au joug des puissances voisines. Plus que jamais il devait être condamné à échouer.

Abandon de la Pologne. Frédéric-Auguste III créature de la Russie

Le fils d'Auguste II manœuvra très adroitement. La Prusse, gloutonne et pressée de réaliser, avait proposé à Vienne et à Pétrograd un plan de partage de la Pologne, et elle ne voulait ni d'un Leszczynski ni d'un Frédéric-Auguste: Celui-ci se retourna vers l'Autriche et la Russie, plus patientes, et qui n'étaient pas d'avis d'achever le malade. La Russie avait mis la main sur la Courlande en 1726: il lui abandonne la Courlande. Auguste II avait tenté d'assurer à son fils la succession autrichienne: il y renonce.

Et, dès lors, tout va bien. Quand Leszczynski arrive, la tsarine Anne envoie 70.000 hommes. Le beau-père de Louis XV est acclamé roi par 60.000 nobles, mais 6.000 autres, vendus ou imbéciles, se retirent derrière la Vistule et attendent l'arrivée des Moscovites. Frédéric-Auguste est proclamé sous le nom d'Auguste III avec le concours des baïonnettes russes et saxonnes. Leszczynski, accompagné du primat, des grands dignitaires et de quelques partisans, se retire à *Dantzig* pour y attendre les secours envoyés de France. Le *comte de Plélo* et Lamothe de la Peyrouse arrivent avec 2.000 hommes. Autant dire que Louis XV abandonnait la Pologne à ses destinées.

La prise de Dantzig par les Moscovites en 1734 fut un mallheur pour les deux pays. Elle marquait le dernier grand épisode des relations franco-polonaises sous l'ancien régime, relations qui, des deux parts, auraient pu être extrêmement profitables si elles avaient réussi à devenir à peu près stables et continues.

L'Autriche seule, dans ce long débat qui s'achevait, semble avoir eu quelque netteté de vue et quelque esprit de suite. Depuis le jour très lointain — c'était en 1491 — où l'empereur Frédéric III avait eu l'idée, pour maîtriser la Pologne, de se rapprocher d'Ivan III, les Habsbourgs avaient en main le moyen de peser sur les destinées de la République. La capitulation de Dantzig était le fruit de leur patiente politique, et c'étaient bien les Moscovites qui, en

prenant cette place, portaient le coup de grâce à l'indépendance de la Pologne et aux dangers de l'influence française. Au reste, jusqu'à cet épisode suprême, la diplomatie de Versailles avait singulièrement favorisé, par ses fluctuations, l'obstination de la politique autrichienne. Ces 2.000 hommes de renfort débarqués à Dantzig, c'est bien le couronnement, le dérisoire symbole de ce système de demi-mesures.

Après Dantzig, la France ne comprit pas que l'affaire était réglée. Elle engagea sa guerre de succession de Pologne, et cette guerre lui fut profitable, mais la Pologne resta avec son Saxon. Leszczynski, en 1736, renonça finalement à ses droits, et pour sa consolation, et pour celle de sa patrie, il garda en viager le titre de roi.

—

Atonie et délabrement de la Pologne

La Pologne, s'étant débattue en vain après la mort d'Auguste II, retomba de nouveau épuisée, et les voisins serrèrent plus fort. Entre l'avènement d'Auguste III et sa mort, de 1733 à 1763, trente années mornes s'écoulent. A peine quelques spasmes.

Pendant que la Guerre de la Succession d'Autriche remue l'Europe, la Pologne ne bouge pas. Sous ses yeux, les Habsbourg et les Hohenzollern se disputent quoi? La Silésie, cette vieille terre léchite, fleuron de la couronne des Piasts. La Pologne a l'air de ne plus se souvenir. Armées prussiennes, armées autrichiennes, traversent et retraversent à l'aise son territoire, lèvent des contributions, se fournissent de recrues. Frédéric II l'inonde de fausse monnaie. La tsarine Elisabeth ne songe pas à demander la permission quand l'idée lui vient de couper par la Lithuanie pour attaquer les provinces prussiennes, non plus que le roi de Prusse quand il prend au plus court pour les défendre. La Pologne, disent les contemporains, est « une auberge ». Dante avait trouvé pour l'Italie un mot plus dur.

L'atonie générale du pays, jusqu'aux approches de la grande catastrophe, offre un spectacle accablant. Aucune

pensée politique. Déjà Sobieski, à la fin du siècle précédent, avait dû renoncer à réaliser ses plans parce que la nation elle-même ne s'intéressait pas à leur succès. Auguste II, lui aussi, heurte ses ambitions à cet obstacle. Quant à Auguste III, il se contente de bien vivre et laisse la Pologne dormir.

L'esprit civique, dénaturé de plus en plus au xviie siècle, a maintenant presque disparu. Personne n'obéit aux lois, parce que personne n'est là pour en imposer le respect. On ne connait plus les devoirs du citoyen, mais seulement le *dogme de la « liberté dorée »*. Le régime est attardé à une législation surannée dont beaucoup d'éléments remontent au xvie ou même au xve siècle. Le recours continuel à la pratique du *Liberum Veto* inauguré au temps des guerres de la Cosaquerie paralyse toute l'activité parlementaire et fausse entièrement le jeu de la représentation nationale. Dans les trente années du règne d'Auguste III, une seule Diète, en 1736, réussit à atteindre le terme normal de la session. Le roi est un figurant. Le trésor est vide. La désorganisation du système fiscal est complète. L'armée est réduite à rien. Les forteresses sont démantelées et les frontières ouvertes. Toute la noblesse a fait sienne la maxime fameuse du castellan Sigismond Tarlo : « La Pologne doit imiter l'exemple de l'escargot et ne jamais sortir la tête en dehors de sa coquille. » Quand les troupes étrangères se présenteront pour la grande liquidation, aucune force nationale régulière ne sera là pour tenter de leur barrer la route.

L'ancienne démocratie nobiliaire, ruinée par toutes les guerres suédoises, moscovites, cosaques, turques, est tombée en grande partie dans la domesticité des aristocrates. Le commerce et l'industrie déclinent avec une régularité fatale. Les villes sont dépeuplées. Cracovie, qui comptait 80.000 habitants au xvie siècle, n'en a plus maintenant que 3.000. Bourgeois et paysans sont dans la détresse. Pour essayer de rétablir ses affaires, la petite noblesse alourdit le fardeau des corvées, qu'elle porte à trois jours, et même à six par semaine. Le temps est fini où tant de richesses

affluaient d'Ukraine et où la Vistule charriait vers Dantzig les innombrables convois de céréales.

La moralité et la culture sont à l'avenant. Les dernières convulsions ont développé des appétits de jouissance et des habitudes de désordre que vient encourager le régime corrompu et corrupteur des princes Saxons, sans compter les méthodes des agents étrangers, surtout ceux de Pétersbourg. La perversion à la fois grossière et raffinée qui s'étale à la cour du prince donne le ton aux magnats. Les magnats se piquent d'occidentalisme dans leurs mœurs, et volontiers aussi dans leurs idées. Ils tiennent boudoir. Ils achètent des estampes grivoises. Ils lisent les romanciers anglais et les philosophes français. Ceux qui s'en reviennent de Paris dédaignent quelque peu le « sarmatisme » et s'habillent aux modes nouvelles.

De là le discrédit de « l'esprit nouveau ». La nombreuse classe des petits gentilshommes terriens, qui est la moins contaminée, enveloppe dans la même réprobation les mœurs des grands et les idées qu'ils affichent. Elle s'effarouche du cosmopolitisme et de la libre-pensée qui s'associent généralement aux tendances réformistes, pour se rejeter dans son conservatisme et sa bigoterie, encouragée par l'exemple de la pieuse reine Joséphine. Elle affecte de demeurer fidèle au costume national, à son *Kontusz* et à son *Zupan*.

Au reste, le petit gentilhomme ne sait rien. Les pensionnats de la Compagnie de Jésus, plus fréquentés que jamais, lui ont appris seulement un peu de latin et l'ont renforcé dans le culte de la « liberté dorée ». Il croit à l'astrologie, aux revenants et aux sorcières, qu'il brûlera jusqu'en 1776. Les Universités végètent, sans élèves, enfoncées dans la scolastique. C'est seulement en 1740 que le piariste *Stanislas Konarski* entreprend une réaction contre la pédagogie en faveur. Il faudra attendre une génération pour voir les fruits de son effort. Çà et là, timidement, des hommes comme *Stanislas Poniatowski* ou le roi *Stanislas Leszczynski* (dans sa « *Voix Libre du Citoyen* ») dénoncent les vices du régime et appellent des réformes. La masse,

engourdie, ne les entend pas. Quand elle les comprendra, il sera trop tard.

La « Famille ». — Stanislas. — Auguste Poniatowski et la princesse Catherine

Telle était la situation du pays quand une famille de magnats, celle des *Czartoryski*, entra en scène, avec l'intention de conquérir le pouvoir en exploitant le courant d'idées réformistes. Les Czartoryski, au temps d'Auguste II, s'étaient occupés à s'enrichir, à consolider leurs influences, et à grouper autour d'eux un certain nombre de familles aristocrates.

Le parti nouveau, à la tête duquel fut d'abord *Stanislas Poniatowski*, puis *Michel Czartoryski*, était appelé couramment «*La Famille*». Peu aimé de la szlachta, combattu par beaucoup d'aristocrates comme les Potocki et les Radziwill, il ne trouva rien de mieux à faire que de demander leur appui aux cours étrangères, et particulièrement à Pétersbourg. Depuis longtemps existait cette détestable manie de mêler les voisins aux choses du pays. Il faut dire d'ailleurs qu'il entrait dans le programme d'action de ces voisins de solliciter les occasions et de suggérer les appels à leur honnête courtage. Bien des Polonais, avec ingénuité, étaient disposés à accepter ces offres de services. D'autres, et non des moindres, n'étaient que des scélérats à la solde, comme il s'en trouve en tout pays.

Les démarches de la « Famille », étant donné l'importance de ce parti, fournirent à la Russie un moyen d'immixtion extrêmement avantageux, qu'elle saisit avec empressement, comme elle l'avait attendu et préparé avec patience. Appuyés par Pétersbourg, les Czartoryski entreprirent méthodiquement la conquête du pouvoir, accaparant les hautes charges, envahissant la cour, tendant finalement à renverser Auguste III, pour établir une vigoureuse monarchie réformiste.

Ce programme, peut-être réalisable et certainement excellent à certains égards, avait contre lui de heurter les traditions qu'il eût fallu ménager et d'être soutenu par la cour de Russie. Ces deux causes déterminèrent l'apparition

d'un « Parti national » ou « Parti patriotique », mené par les adversaires des Czartoryski. La cour, également inquiète, se rapprocha de ce parti, et leur accord réussit enfin, en 1754, à ruiner l'influence de la « Famille ».

Le résultat de toutes ces intrigues ne fut pas tel qu'on l'escomptait. Elles déterminèrent la « Famille » à se lier plus étroitement avec la Russie, où précisément à cette époque se trouvait un neveu des Czartoryski, *Stanislas-Auguste Poniatowski*, amant de la princesse *Catherine* et confident de toutes les manœuvres par lesquelles elle essayait de s'assurer la couronne.

Elle y réussit en 1762. Tout de suite, elle mit en œuvre les moyens d'action dont elle disposait. Elle administrait bien ses affaires de cœur. Son redoutable génie féminin savait que par Poniatowski elle tenait toute la Pologne, qu'elle avait en gage mieux qu'une province. Pour complaire à son favori, elle offrit à la « Famille » les bons offices de ses armées, et l'encouragea fortement dans ses projets de coup d'État.

IX. — LE PREMIER PARTAGE (1763—1772)

Instructions de Catherine à Keyserling et à Repnin. — Les troupes russes à Varsovie. — Diète de convocation (mai 1764). — Candidature du prince de Conti et « Secret » du roi. — Élection de Stanislas-Auguste (septembre 1764). — Repnine et les Dissidents. — Confédération de Bar (1768). — Le plan de Choiseul. — Déposition de Stanislas-Auguste (1770). — La guerre de Turquie et la question danubienne. — Frédéric II propose à Pétersbourg le partage de la Pologne. — Convention du 5 août 1772. — Indifférence de l'Europe.

Le 5 octobre 1763, Auguste III mourait. Catherine était servie par le destin mieux et plus tôt qu'elle n'eût espéré. Maintenant le champ était libre. L'heure était venue. La tsarine médita l'article 4 du testament de Pierre le Grand: « Diviser la Pologne en y entretenant le trouble et les ja-

lousies continuelles. Gagner les puissants à prix d'or. Influencer les tièdes, les corrompre, afin d'avoir action sur les élections des rois. Y faire nommer ses partisans, les protéger. Y faire entrer les troupes russes, et y séjourner jusqu'à l'occasion d'y demeurer tout à fait. Si les puissances voisines opposent des difficultés, les apaiser momentanément jusqu'à ce que l'on puisse reprendre ce qui a été donné. »

Le plan du Catherine II. — Election de Stanislas-Auguste

L'héritière du tsar Pierre assura dignement l'exécution de ce grand programme. Pour avoir le temps de se retourner, elle n'eut pas de peine à trouver un primat complaisant qui fixa une date éloignée à la Diète d'élection. Il est éminemment édifiant de lire les instructions que reçurent d'elle, au cours de l'interrègne, ses agents de Pologne, le comte *Keyserling* et le prince *Repnin*. « Nous devons porter toute notre attention à ce que la forme actuelle du gouvernement polonais soit maintenue intégralement; qu'on ne change point la loi de l'unanimité dans les diètes; que la force armée ne soit jamais augmentée. Là-dessus repose la principale base des profits de notre empire. C'est par là que nous influerons directement sur la politique européenne. Après avoir donc approfondi tous les motifs, et sans avoir égard à toutes les éventualités possibles, il est indispensable que nous portions sur le trône de Pologne un Polonais de notre convenance, utile à nos intérêts réels, en un mot qui ne dût son élévation qu'à nous seuls. Nous trouvons dans la personne du comte Poniatowski toutes les conditions nécessaires à notre convenance, et en conséquence nous avons résolu de l'élever au trône de Pologne. »

Elle mandait à Keyserling: « Vous avez à exécuter ce qui suit: 1° quoique nous ayons ordonné tous les préparatifs de guerre, quoiqu'une grande partie de nos forces militaires portées sur les frontières soient prêtes à les franchir au premier avis, nous voudrions que l'élection de notre candidat se fît sans bruit, sans guerre civile. Mais,

si, contrairement à nos prévisions, les affaires prenaient une autre tournure, nous sommes décidée avec une persistance inébranlable à employer toutes les forces que la Providence nous a confiées et à terminer les affaires polonaises à notre avantage; 2° vous emploierez tout l'argent que vous avez en main et avec cela les 100.000 roubles que je vous envoie, afin d'augmenter le nombre des chefs et des adhérents de notre parti. Nous ne voulons pas vous prescrire à qui, quand et combien vous devez répandre cet argent, car nous savons que vous en ferez le meilleur usage. Nous nous reposons en cela, comte Keyserling, sur votre prudence et la connaissance que vous avez des affaires de ce pays-là. Néanmoins, nous devons tourner votre attention particulièrement sur les diétines, pour que les nonces élus soient tout à fait dans nos intérêts. Il est donc important d'y avoir des émissaires actifs et munis d'argent. Nous joignons, en conséquence, leur liste par chaque palatinat, telle que le comte Gurowski vient de la fournir à notre conseiller intime Panine.»

Elle ajoutait en terminant: «Si notre candidat n'est pas élu, alors sans aucune déclaration préalable nous ordonnerons à nos troupes d'envahir en même temps sur tous les points le territoire polonais, de regarder nos adversaires comme rebelles et de détruire par le fer et par le feu leurs biens et leurs propriétés. Dans ce cas, nous nous concerterons avec le roi de Prusse.»

La besogne fut bien faite. Le primat *Ladislas Lubienski* ayant prononcé le 12 novembre un courageux discours où il avertissait sa patrie des dangers qui la menaçaient, Catherine II, pour en atténuer l'effet, n'hésita pas à rédiger la déclaration suivante: «Si jamais l'esprit de mensonge a pu inventer une fausseté complète, c'est lorsqu'on a audacieusement répandu que, dans le dessein que nous avons de soutenir l'élection d'un Piast, nous n'avons pour but que de nous faciliter les moyens d'envahir par son secours quelque morceau du territoire de la Pologne pour le démembrer du royaume et le mettre sous notre domination par usurpation. Nous devrions passer sous silence et

entièrement mépriser de si fausses et basses imputations. Mais afin que la vérité paraisse et que la pureté de nos intentions soit manifestée à toute la Sérénissime République, nous déclarons de la façon la plus solennelle que nous sommes résolue de maintenir la République dans son état actuel, ses libertés et possessions. Et comme nous avons à cœur la conservation de l'intégrité du royaume de Pologne et de son grand-duché de Lithuanie, nous ne souffrirons jamais qu'elle éprouve aucun détriment de la part de qui que ce soit. »

Pour démontrer apparemment la sincérité de ses protestations, la tsarine envoya ses soldats aux Czartoryski, et un trésor de deux millions, destiné sans doute à assurer le respect des libertés polonaises, arriva publiquement à Varsovie sous bonne escorte de Cosaques.

Le 7 mai 1764, ouverture de la *Diète de convocation.* Tous les partis étaient en armes. L'armée russe, avec ses canons, était établie à Varsovie. La milice des Czartoryski occupait l'escalier qui conduisait à la salle de la Diète et les bancs réservés au public. Le maréchal de la diète, déclarant que « la liberté n'existe plus en présence des troupes étrangères », refusa d'ouvrir les débats, et quitta la salle, suivi d'un certain nombre de députés. Le parti russe choisit comme maréchal *Adam Czartoryski.* Les patriotes poursuivis se réfugièrent dans les Karpathes.

La Diète, sous le contrôle des voisins, opéra certaines réformes d'ordre politique et social. C'était toujours la même méthode : laisser réaliser certains changements anodins, pour se donner des airs de sollicitude désintéressée, mais interdire rigoureusement toute réforme réellement utile. La Prusse et la Russie ne permirent pas que l'on touchât au *Liberum Veto.*

Une question dominait, décisive, celle de l'élection d'un nouveau roi. Une seule puissance, la France, pouvait à ce moment tenter un effort pour mettre en échec le plan russo-prussien. Mais les idées directrices lui manquaient, et surtout l'esprit de suite.

Quel imbroglio plus navrant que la candidature du *prince*

de Conti, mise en avant par la France en prévision de la succession d'Auguste III! Une douzaine d'années avant la mort de ce prince, on travaillait à Varsovie pour le candidat français. Le résident français, Du Perron de Castera, s'y emploie, et son œuvre est poursuivie par le comte de Broglie. Les choses vont bien. Et voilà que soudain, au dernier moment, elles s'embrouillent.

Le fils de Louis XV a épousé la fille d'Auguste III, laquelle a un frère, qui se range au nombre des candidats, et qui obtient l'appui de Louis XV et de son « secret ». Abandonné par le roi de France, Conti est toujours soutenu par le ministre des Affaires étrangères. Les influences contraires se neutralisent, tandis que Catherine II, dès le lendemain de la mort d'Auguste III, entreprend Louis XV et finalement lui envoie un émissaire spécial chargé de lui proposer des arrangements au sujet de la succession de Pologne. La France, égarée dans ce dédale diplomatique, ne sait où se prendre, et *M. de Praslin,* ministre des Affaires étrangères, doit se borner à constater que les plans communs de Berlin et de Pétersbourg sont « une menace pour l'équilibre du Nord ».

Débarrassée de toute compétition diplomatique sérieuse, Catherine II poussa avec audace et vigueur l'affaire de la succession polonaise.

Le 7 septembre, *Stanislas-Auguste Poniatowski* fut élu roi. Au lieu de 100.000 gentilshommes, 5.000 seulement prirent part à l'élection. Sept provinces n'eurent pas de députés. Les troupes russes étaient allées jusqu'à couper les chemins pour empêcher les représentants de la nation de se rendre à la Diète.

Tout marchait à souhait. La Pologne venait de se donner un roi librement et sans guerre civile. Stanislas-Auguste, habile, cultivé, sympathique aux réformes, ne manquait que de caractère et de conscience. Il était incapable de se soustraire aux influences russes et à l'argent des ambassadeurs étrangers. Il paraissait bien cette fois que la Pologne était en de bonnes mains et que l'on allait pouvoir précipiter le dénouement.

Pourtant non, un obstacle surgit. La « Famille », qui ne manquait pas de bonnes intentions et surtout qui s'obstinait à ses desseins, avait été quelque peu gênée de la tutelle étrangère. Elle eût voulu porter sur le trône Adam Czartoryski. Déçue par le succès de Poniatowski, elle essaya de se soustraire à l'influence russe, et reprit ainsi peu à peu l'autorité qu'elle avait perdue. En même temps, les réformes récentes, quoique très incomplètes, commençaient à porter leurs fruits. Le pays, après de terribles agitations, se relevait lentement, et le roi lui-même prenait une part active à cette régénération.

La Russie garante des libertés polonaises

La Russie s'inquiéta. Déjà elle croyait avoir dans les mains un cadavre, et voilà que le cœur se remettait à battre. Il n'avait pas suffi d'installer sur le trône, par la force, un prince docile, ni d'avoir fait obstacle aux grandes réformes, ni d'avoir semé l'or. Il fallait trouver autre chose, et *Repnin* en fut chargé. Il trouva la question religieuse.

A la Diète de 1766, les Czartoryski décidèrent de présenter un projet de loi tendant à la suppression du *Liberum Veto*. Aussitôt Repnin fit savoir qu'il poserait à la même Diète la question de l'égalité des droits pour les Dissidents. Ces deux questions, mises simultanément à l'ordre du jour, arrachèrent la Pologne au court repos qu'elle venait d'avoir et la précipitèrent dans une épouvantable confusion. Le pays s'indigna tout à la fois du projet des Czartoryski et de celui de Repnin. Ce dernier surtout était bien choisi pour troubler la nation et réveiller en elle de vieilles passions. Le clergé, avec les évêques *Krasinski*, *Soltyk*, *Zaluski*, entreprit une violente campagne qui prit un double caractère national et religieux. La Diète ne conféra pas aux Dissidents l'égalité des droits, et l'étranger ne permit pas que l'on touchât au *Liberum Veto*.

Repnin ne se tint pas pour battu. Il détermina les Dissidents à se confédérer (1767) à *Thorn* et *Sluck*, et à donner une très large publicité à leurs revendications par des adresses à la Russie, à la Prusse, à la Suède, au Danemark

et à l'Angleterre. En même temps, il travaillait à rassurer l'opinion en lui faisant espérer une solution avantageuse de la question des Dissidents. Ce double jeu était fort périlleux. Il y fallait une belle impudence. Repnin n'en manquait point. Non seulement il apaisa les inquiétudes de la nation touchant les affaires religieuses, mais il sut exploiter, pour ruiner la « Famille », les tendances conservatrices de la masse, promettant par ses agents le rétablissement de l'ordre ancien et même le détrônement de Stanislas-Auguste. Le résultat fut que plus de 80.000 gentilshommes formèrent la *Confédération de Radom* (1767), et celle de Wilno. Ils demandèrent ingénument à Catherine II de protéger les libertés de la République, et convoquèrent une Diète à Varsovie.

Repnin redoubla d'efforts pour préparer une Diète à son goût, faisant arrêter les députés indépendants, envoyant des troupes pour ravager les terres des récalcitrants. Il faut admirer qu'en dépit de tout il ne réunit qu'une minorité de partisans. Cette minorité proposa de suspendre les délibérations de la Diète et de désigner une *Délégation* qui réglerait les questions pendantes. L'opposition fut brisée. Les troupes russes enlevèrent pendant la nuit les plus courageux patriotes, tels que l'hetman *Rzewuski*, les évêques Soltyk et Zaluski.

La Délégation se mit à l'œuvre, sous la direction de Repnin et la présidence de l'infâme primat *Podoski*. Elle abrogea à peu près toutes les réformes récentes, donna aux Dissidents l'égalité des droits, confirma solennellement le *Liberum Veto* et conclut une alliance avec la Russie. Pour lier complètement la Pologne et rendre impossible une de ces réactions heureuses que son instinct national avait plusieurs fois produites, ces mesures diverses reçurent la forme d'un *Pacte* avec Catherine II, qui fut proclamée garante et protectrice des lois et libertés de la République. Aucun changement n'y pouvait être fait sans son agrément. C'était la pure et simple vassalité de la Pologne.

Ainsi Repnin, après avoir leurré les uns et les autres, venait de jeter le masque. Conservateurs, catholiques, pa-

triotes, tous étaient victimes de la sinistre comédie qui livrait leur pays, pieds et poings liés, à la domination de l'étranger. La Diète, impuissante, avait dû ratifier en silence l'œuvre de la Délégation. Les protestations étaient inutiles.

Confédération de Bar. — Stanislas-Auguste déposé

Alors toute la Pologne se dressa. *Adam et Michel Krasinski, Joseph Pulaski* organisent la *Confédération de Bar* (1768). Le carme *Marc Iandolowicz* crée la société des Chevaliers de la Sainte-Croix. Un âge héroïque et fou commença. Héroïque, parce que toute l'antique bravoure de la race y parut. Fou, parce que le moment était passé et que les armes ne pouvaient rien maintenant contre l'implacable logique de la situation.

Tandis que Repnin et Stanislas-Auguste chassaient les Confédérés au-delà des frontières, la Russie créait sur les confins Sud-Est de la République une formidable diversion. En représentant les patriotes de Bar comme des oppresseurs des Dissidents, elle excitait en Ukraine, par l'intermédiaire des popes orthodoxes et des Zaporogues, les masses rurales soigneusement entretenues dans leur haine de la szlachta catholique. Le massacre fut général. 200.000 personnes furent égorgées.

Les Confédérés, dans leur terrible situation, firent appel à l'étranger. L'étranger se souciait fort peu des malheurs de la Pologne. Mais il s'inquiétait des progrès de la Russie.

Les circonstances témoignèrent encore une fois qu'il existait entre la France et la Pologne des affinités politiques naturelles. Tandis que la Prusse, liée à la Russie, ne bougeait pas, tandis que l'Autriche, intimidée par Frédéric II, se bornait à favoriser discrètement les insurgés, la France intervint d'une façon assez énergique, envoyant aux patriotes de l'argent et des officiers. En avril, le *duc de Choiseul* leur expédiait le chevalier de Taulès pour leur faire prendre patience en attendant le succès d'un large plan qu'il venait de mettre en œuvre.

Ce plan, on le connaît. Il était assez classique. Il consistait en une diversion turque. L'affaire était confiée à *M. de Vergennes*, notre ministre à Constantinople. Il manœuvra si bien que la Porte déclara la guerre à la Russie le 6 octobre. Vergennes lui fit même lancer un manifeste où elle se posait nettement devant l'Europe en champion de l'indépendance polonaise:

« La Russie a osé anéantir les libertés de la Pologne. Elle a forcé les Polonais à reconnaître pour roi un personnage qui n'était ni du sang royal, ni désigné par le vœu de la nation. Elle a fait massacrer ceux qui ne voulaient pas le reconnaître, piller ou dévaster leurs biens ou leurs terres ... »

Enhardi par ce succès, Choiseul poussa l'opération. En janvier 1769, il envoya aux Polonais le chevalier de Chateaufort, puis, en juin 1770, *Dumouriez* avec toute une mission militaire. Armes, argent, munitions, secours de toute nature affluaient de France en Pologne.

L'initiative de Choiseul était vigoureuse, mais elle tardait d'un bon demi-siècle. Elle ne pouvait réparer ni l'abandon de Stanislas Leszczynski en 1734 ni les effets du « secret » du roi lors de la succession de Pologne.

La Pologne, au surplus, ne sut pas coordonner ses efforts. La szlachta comptait avant tout sur la lutte armée. Les magnats fondaient de grands espoirs sur la diplomatie et visaient principalement à détrôner Stanislas-Auguste. Ils réussirent à prendre en main la direction du mouvement. Une de leurs fractions, en 1770, proclama la *destitution du roi*. Quelques mois après, une poignée de Confédérés enlevait Stanislas-Auguste pour le traduire devant un tribunal.

C'étaient là de grandes fautes. Elles donnaient au mouvement national l'aspect d'une pure et simple rébellion contre l'autorité légitime, et les puissances protestèrent. En même temps que les patriotes se déconsidéraient par leur maladresse, la situation dans les pays étrangers se modifiait à leur désavantage. Le ministère Choiseul tombait en décembre 1770, et le successeur du duc ne songea plus qu'à éviter les embarras. L'Autriche, voyant la tournure

que prenaient les choses, opérait une lente et sage conversion du côté de la Prusse. La Turquie, fatiguée de trois ans de guerre malheureuse, ne cherchait plus qu'à liquider. Le plus grave était que la Pologne perdait courage, et que les Confédérés mêmes n'avaient plus son appui moral. Tout était bien fini.

Frédéric II propose le partage

En 1770, l'Autriche et la Prusse considéraient avec inquiétude les victoires des Russes sur la Turquie, victoires qui leur avaient donné la Valachie, la Moldavie et la Crimée. L'Autriche ne pouvait se résigner à leur abandonner les provinces danubiennes, en étroits rapports commerciaux avec elle, et qu'elle considérait comme devant lui appartenir un jour. Ne serait-il pas possible, pour détourner la Russie, de reporter son appétit sur la Pologne? Frédéric II se chargea de l'affaire. En 1770, il envoyait son frère à Pétersbourg. La Russie se paierait largement en Pologne, et la Prusse et l'Autriche, dans l'intérêt de l'équilibre, occuperaient de leur côté certaines provinces.

La Russie avait pris l'habitude de considérer la Pologne comme sa chose à elle. Elle voulait tout. Elle déclina les offres de partage. L'année suivante, après l'attentat sur la personne de Stanislas-Auguste, Frédéric II revint à la charge. Cette fois, il mettait en avant une autre raison: il importait d'étouffer un foyer d'anarchie dangereux pour les États voisins. Entre temps, l'Autriche, voyant que la Russie persistait dans ses visées sur les provinces danubiennes, s'était rapprochée de la Turquie. Catherine II, pour détourner la menace de cette alliance, accepta enfin les offres qu'on lui faisait.

En février 1772, les trois puissances signaient une convention de partage. En août, leurs armées entraient en Pologne, sans résistance. Un manifeste fut publié pour justifier l'occupation; il en donnait pour raison l'anarchie de la Pologne, la nécessité de lui donner un régime conforme à l'intérêt des puissances, et de préserver les États voisins d'une contagion menaçante.

Aux termes de la *Convention secrète du 5 août*, la Prusse occupa une partie de la Grande Pologne jusqu'à la Nôtec, et toute la Prusse polonaise, à l'exception de Thorn et de Dantzig. Non seulement elle gagnait là 900 lieues carrées, mais elle réalisait enfin son rêve de raccorder ses domaines de Prusse Ducale à ceux du Brandebourg. L'Autriche prenait possession de toute la Galicie et d'une partie de la Podolie, soit 2.500 lieues carrées. La Russie se contentait de 3.200 lieues carrées en annexant la totalité de la Lithuanie au delà du Dniepr et de la Duna. Le tout « au nom de la Très Sainte Trinité », et « par crainte de la décomposition totale de l'État polonais ».

La République était amputée des deux cinquièmes de son territoire.

L'Europe regarda faire. En octobre, Stanislas-Auguste écrivait au roi d'Angleterre Georges III pour l'informer des malheurs de la Pologne et présager que l'Europe aurait à se repentir de son « apathique indifférence ». Le mois suivant, Georges III lui répondait en exprimant sa sincère désolation. « Je crains, ajoutait-il, que ces malheurs soient arrivés au point de ne pouvoir être redressés que par la main du Tout-Puissant, et je ne vois pas d'autre intervention qui puisse y remédier. »

A Versailles, il y eut bien quelque émoi, mais tout en resta là. En mai, le comte de Mercy, ambassadeur d'Autriche à Paris, écrivait à Marie-Thérèse : « Je vois clairement que les arrangements projetés en Pologne n'ont point personnellement affecté le roi, qu'il croit que Votre Majesté ne pouvait se dispenser de donner la main aux arrangements susdits, et qu'ils sont une suite incontestable des circonstances. »

Vergennes, un peu plus tard, devait définir la situation dans cette lettre à M. de Pons, notre résident à Dantzig :

« La France a cessé de s'occuper du salut de la Pologne. Elle a même cessé de donner des conseils aux patriotes, pour la raison qu'elle n'était pas en mesure de les soutenir ni par son influence ni par la force de ses armes. »

L'ancien régime français, en s'écroulant, entraînait la Pologne avec lui.

X. — FIN DE L'INDÉPENDANCE NATIONALE (1772–1795)

Constitution de 1775. — Redressement de la Pologne. — La Commission d'Éducation. — La « Diète de quatre ans » (1788–1792). — La Pologne et la Révolution française. — Constitution du 3 mai 1791. — Message du roi de Pologne à l'Assemblée Nationale française. — Confédération de Targowica (mai 1792). — Second partage de la Pologne (janvier 1793). — Diète de Grodno. — Insurrection nationale. Kosciuszko. — Troisième partage (octobre 1795).

Aucun danger d'intervention européenne n'étant à redouter, il ne s'agissait plus pour les copartageants que d'arracher au patient un simulacre de consentement. Rien de plus aisé. Une Diète de bonne volonté y suffirait. Les ambassadeurs des puissances alliées établirent une « caisse ministérielle » qui rendit de grands services. La Diète ne réunit que 102 députés, qui siégèrent entourés des troupes étrangères. Malgré tant d'or et tant de soldats, la vraie Pologne se leva encore dans cette Diète. Son opposition fut assez héroïque pour empêcher les débats. Alors, l'épuration n'étant pas suffisante, on en fit une autre et l'on nomma une *Délégation*.

Elle travailla près de deux ans, littéralement bloquée par les baïonnettes étrangères, résistant autant qu'il était possible avec une majorité vendue. Enfin, elle ratifia le partage et rédigea une *constitution nouvelle*, en 1775.

Cette constitution, mise elle aussi sous la protection de la Russie, réalisait, comme toujours, un peu de bien en consacrant beaucoup de mal. Elle améliorait notablement l'organisation de l'État en instituant un *Conseil Permanent* et en transformant l'éducation en service public, mais elle ne portait remède à aucune anomalie sociale. Le *Liberum*

Veto, « prunelle de la liberté », restait plus sacro-saint que jamais.

La Russie n'était pas pressée. Elle donnait ainsi à la Pologne, de temps en temps, une gorgée de cordial, mais elle laissait les poisons faire leur œuvre. Elle espérait bien que le pauvre pays s'en irait bientôt de sa belle mort, et qu'elle n'aurait plus de difficulté pour s'en assurer la succession. Encore une fois elle fut déçue par l'extraordinaire vitalité de la Pologne.

Redressement de la Pologne. — La « Diète de quatre ans »

L'histoire du pays entre 1775 et 1793, c'est-à-dire entre le premier partage et le second, offre un des plus magnifiques exemples de régénération nationale qu'aucun peuple ait jamais réalisés. Dans tous les domaines : économique, social, politique, intellectuel, c'est comme une fièvre de revivre, un immense effort pour échapper au cauchemar d'hier, à l'image obsédante de toutes ces ruines et de toutes ces humiliations. Le commerce, l'agriculture, l'industrie se relèvent. On exploite à nouveau les richesses du sol, on trace des routes, et des magnats emploient leurs capitaux à de vastes entreprises économiques.

Le Gouvernement institue une *Commission d'éducation* qui est, sous un titre modeste, le premier ministère de l'Instruction publique créé dans un État européen. La Commission reçoit l'héritage des Jésuites récemment supprimés. Elle laïcise et nationalise l'enseignement, refond les Universités de Wilno et Cracovie, élabore un programme d'études admirablement propre à former l'esprit civique.

Le résultat ne s'en fit pas attendre. L'étroit conservatisme qui avait été si nuisible au cours du siècle fit place peu à peu aux idées nouvelles. On vit des publicistes demander pour les paysans la dignité de citoyens. Des magnats substituèrent le fermage à la corvée. La torture fut supprimée dans les instructions judiciaires. La littérature stérile et factice commença à être pénétrée d'un souffle national.

La masse nobiliaire ne pouvait être du jour au lendemain transfigurée par ces courants nouveaux. Elle tenait encore fermement à ses privilèges. Mais deux choses la disposaient de plus en plus à modifier son attitude : d'abord, l'œuvre de la « Commission d'éducation », qui éclairait son esprit; ensuite, l'œuvre de la Confédération de Bar, qui avait réchauffé son âme en réveillant ses instincts d'héroïsme et de liberté.

Entre 1775 et 1788 se constitua ainsi un fort parti de noblesse moyenne qui représentait la réserve des meilleures forces du pays. Autour de lui se groupèrent un tout petit nombre de magnats généreux et éclairés, tels que *Stanislas Malachowski* et *Ignace Potocki*. C'est de là qu'allait sortir, après la régénération intellectuelle et économique, un magnifique effort de régénération politique.

La Diète qui s'ouvrit dans les premiers jours d'octobre 1788 porte dans l'histoire le nom de « *Diète de quatre ans* ». Elle fut la Constituante de la Pologne. Elle eût sauvé la patrie, si la patrie eût pu l'être, c'est-à-dire si l'étranger l'eût permis.

De bonne heure, au sein de l'assemblée, deux courants d'inégale force se dessinèrent. Le parti conservateur, le parti royal, et quelques individus soudoyés, penchaient du côté de la Russie. Les patriotes et réformistes, sentant que tout le mal venait de là, voulaient une alliance avec la Prusse, qui travaillait alors à créer une coalition contre la Russie et l'Autriche. Ce dernier parti triompha. En avril 1790, *l'alliance avec la Prusse* était conclue. Si peut-être ce pacte offrait peu d'intérêt au point de vue de la politique étrangère définitivement faussée, il avait du moins cet avantage de réaliser comme une émancipation morale de la Pologne par rapport à la Russie.

L'essentiel était la refonte de l'État. La Diète releva la bourgeoisie en restituant aux villes royales leur ancienne autonomie. Pour affaiblir l'influence des magnats, elle eut le courage d'arracher ses droits politiques à la « racaille nobiliaire » dont ils étaient les maîtres. Ces deux réformes

eussent suffi à modifier rapidement les caractères de la vie publique. Mais la Diète ne s'en tint pas là, elle voulut changer le mécanisme même de l'État.

Constitution du 3 mai 1791

Sur ce terrain, elle se heurtait à l'hostilité tenace et vigilante de la Russie. Un mois après sa réunion, la Diète recevait une note comminatoire de l'ambassadeur de Catherine, le *comte de Stackelberg*.

« L'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté l'Impératrice de toutes les Russies, disait la note (5 novembre), s'est imposé jusqu'ici le silence le plus absolu, et n'a fait aucune représentation à l'égard des déterminations des Illustres États assemblés, qui, quoiqu'elles aient enfreint la Constitution de 1775 concertée avec les trois cours, n'ont pas porté directement atteinte à l'acte de garantie de 1775. Les ordres de l'Impératrice ont toujours eu si parfaitement le caractère des sentiments d'affection de Sa Majesté Impériale pour la Nation polonaise que le soussigné eût désiré n'être jamais réduit à la nécessité fâcheuse de protester contre une infraction à la forme de gouvernement consacrée par l'acte de garantie solennel du traité de 1775. C'est cependant l'idée contenue dans différents projets ayant pour objet une Diète permanente et par conséquent une subversion totale du gouvernement, qui prescrit au soussigné de déclarer que Sa Majesté l'Impératrice, en renonçant avec regret à l'amitié qu'elle porte à Sa Majesté le roi et à la Sérénissime République, ne pourra regarder que comme une violation des traités le moindre changement fait à la Constitution de 1775. »

La Diète, qui fit une fière réponse, le 17 novembre, aux représentations du ministre russe, reçut par la suite une série de menaces semblables. Sans se laisser intimider, encouragée par l'attitude de la Prusse, elle poursuivit son œuvre. En 1791 était promulguée la célèbre *Constitution du 3 mai*.

Cette Constitution comprenait onze articles. A la mo

narchie élective était substituée la monarchie héréditaire, le trône étant attribué à l'électeur de Saxe Frédéric-Auguste et à sa postérité. Le souverain était assisté d'une *Garde des Lois* composée du primat et de cinq ministres nommés tous les deux ans par le roi et responsables devant les Chambres. Les députés étaient élus suivant le système majoritaire. Le *Liberum Veto* était aboli. Les Confédérations étaient supprimées. La bourgeoisie recevait des droits assez étendus. La liberté des cultes était confirmée. Les paysans étaient placés sous la protection de la loi. Tous les vingt-cinq ans une Diète spéciale devait réviser la Constitution.

Les fameux vices constitutionnels que l'étranger avait maintenus et cultivés étaient ainsi éliminés par la nation elle-même, sans violence, en pleine liberté. Le 3 mai, toutes les rues de Varsovie étaient illuminées. Dans la journée, aux acclamations d'une foule enthousiaste, le roi, le Sénat, les députés (sauf quelques-uns) s'étaient rendus à la cathédrale pour jurer fidélité à la Constitution nouvelle, la première que se soit donnée un peuple du continent.

La Pologne, en réalisant cette œuvre, s'inspirait de la Révolution Française. Le roi lui-même se plaisait à le proclamer dans un *Message* qu'il adressait dès le 5 mai *à l'Assemblée Nationale de Paris :*

« Monsieur le Président et Messieurs, y disait-il, vous avez donné au monde un grand exemple et déjà cet exemple est suivi. Déjà un peuple, de tout temps l'ami de la France, vient d'arborer l'étendard de la liberté et l'a consacré, sans trouble, sans effusion de sang, et au milieu de l'allégresse de toutes les classes de citoyens. Cette révolution, tout à la fois heureuse et paisible, la Pologne vous la doit. Et à peine proclamait-on en France vos maximes sacrées qu'elles retentissaient dans les forêts de la Lithuanie, et ma Patrie, éclairée par vos décrets, forte de votre expérience, s'est honorée du titre, sans connaître l'enfance de la liberté. Ainsi, en achevant votre bonheur, vous commenciez le nôtre, et désormais les Sarmates régénérés ne prononceront

les mots de Nation Française qu'avec l'accent de la reconnaissance. »

Que la Pologne, par sa charte nouvelle, représentât dans l'Est européen l'esprit de la Révolution, personne n'en pouvait douter. Et ce fut aux voisins une nouvelle raison de précipiter sa chute. La Pologne avait expié par de cruelles épreuves, dès le XVI[e] siècle, la précocité de sa civilisation. Elle allait payer maintenant de son existence même l'imprudence d'arborer trop tôt au bout de l'Europe « l'étendard de la liberté » et de jeter aux despotismes qui l'entouraient le défi des « maximes sacrées ».

Second partage de la Pologne

La Prusse, quoique alliée de la Pologne, n'en fut pas moins fort alarmée du geste qu'elle venait d'accomplir. Dès le 14 mai, le ministre prussien *Hertzberg* confessait ses appréhensions au représentant de Berlin à Varsovie. « Je crois, lui exposait-il, que la Prusse ne doit plus penser à l'acquisition de Dantzig depuis que, par la révolution, le Royaume de Pologne est devenu héréditaire et qu'il a reçu une constitution plus ferme et mieux organisée que celle d'Angleterre. Je crois que la Pologne deviendra par là aussi dangereuse à la Prusse et lui reprendra tôt ou tard la Prusse Occidentale et peut-être même l'Orientale. Comment défendre notre État, ouvert depuis Memel jusqu'à Geschen, contre une nation nombreuse et bien gouvernée ? »

Qu'allait faire la Russie? La Pologne lui échapperait-elle? Toutes les puissances acceptèrent la Constitution de mai. Elle refusa. Elle savait qu'elle pouvait compter dans la République sur un bon nombre de scélérats ou de naïfs, qui représentaient les législateurs patriotes comme des « conspirateurs Jacobins créatures de la populace. » Elle savait qu'à part une poignée de magnats la plupart des grandes familles demeuraient foncièrement hostiles à l'œuvre des réformes, et que derrière elles était cette « racaille nobiliaire » irritée d'avoir été privée de ses droits politiques.

Au printemps de 1792 arrivèrent à Pétersbourg les chefs du parti conservateur, *Félix Potocki* et l'hetman *Rzewuski*. Au bout de quelques semaines, ils revenaient avec de l'argent et une armée russe. Le 14 mai était créée la *Confédération de Targowica*. Le manifeste qu'elle publia représentait les auteurs de la Constitution de mai comme des Jacobins, et il appelait la Pologne à défendre ses libertés, sa foi, et l'intégrité de son territoire. Le 18 juillet, la Russie déclare la guerre, et 100.000 hommes envahissent l'Ukraine et la Lithuanie. Le roi, au premier appel de l'ambassadeur russe, abandonne les patriotes et entre dans la Confédération. *Kosciuszko* accomplit de beaux faits d'armes, on casse les vitres aux ambassades de Prusse et de Russie. A quoi bon? Les troupes russes entrent à Varsovie, et Félix Potocki devient dictateur de fait. En peu de temps, la Constitution de mai est ruinée par une série de lois réactionnaires.

Il importait évidemment d'infliger à la Pologne une seconde leçon. Les puissances, à ce moment-là, étaient en guerre avec la France et battues par elle. Pourquoi la République incorrigible n'offrirait-elle pas un dédommagement? C'est l'idée que la Prusse suggéra aux puissances, surtout à l'Autriche, dans les *entrevues de Verdun et de Luxembourg*. En automne 1792, elle engageait des pourparlers en ce sens avec la Russie. En janvier 1793, on était d'accord.

La Russie s'empara de toutes les provinces méridionales de la Pologne. La Prusse occupa la Grande-Pologne, ainsi que Dantzig et Thorn. La proclamation justificatrice disait qu'il avait fallu étouffer en Pologne « l'influence des horribles tendances de l'affreuse secte parisienne et de l'esprit des démagogues français qui ont étendu leur empire dans la République et menaçaient la paix de l'Europe. » Cette opération de salut public laissait le pays avec trois millions et demi d'habitants.

Une Diète fut convoquée à *Grodno* pour sanctionner le crime. Elle fut préparée par les procédés habituels, menaces, violences, arrestations, ravages de terres. Enfin, le

23 juillet, la Diète signa le traité de partage avec la Russie. Mais elle ne put se résoudre à abandonner à la Prusse des terres profondément polonaises. Il fallut faire de nouvelles arrestations, amener les troupes jusque dans la salle des séances. Rien n'y fit. La Diète décida de rester muette à toutes les questions des ambassadeurs. Toute la journée du 23 septembre et la nuit qui suivit, les troupes ne laissèrent pas sortir les députés de la salle. Finalement, *Ankwicz*, député de Cracovie, déclara que le silence était un signe de consentement. Alors le maréchal *Bielinski*, vendu aux Russes, signa. Peu de scènes, dans l'histoire, sont aussi tragiques.

Kosciuszko. — Le troisiéme partage

Une constitution, après tant d'autres, fut donnée à la Pologne. Elle était copiée sur celle de 1775. D'ailleurs, cela n'avait aucune importance. Tout était aux mains du résident russe, le brutal *Igelström*. Mais le pays ne voulait pas encore mourir. Les patriotes, le prêtre *Meyer*, le banquier *Kapostas*, le cordonnier *Kilinski*, le général *Dzialynski*, cent autres, s'entendirent avec les émigrés, groupés surtout à Dresde. En peu de temps toute la Pologne fut couverte d'un réseau de conjuration. *Kosciuszko* fut désigné comme chef du futur soulèvement.

Nous voici à la suprême convulsion, à l'heure fatale où, dans un dernier éclair d'héroïsme, devaient finir les libertés polonaises. Le 24 mars 1794, plus tôt que les conjurés ne l'eussent désiré, l'insurrection éclata. Varsovie et Wilno chassent leurs garnisons russes. Kosciuszko organise les forces, publie des manifestes pour soulever les masses paysannes, marche sur Varsovie, y résiste victorieusement à l'assaut des armées prussiennes pendant un mois et demi. Cependant, des flottements se produisent. Les réactions violentes de la masse, qui pend un certain nombre de Confédérés notoires de Targowica, intimident le *Conseil National* institué par Kosciuszko. La szlachta s'effraie des appels faits aux paysans, et elle redoute la révolution sociale. En

octobre, Kosciuszko est battu et fait prisonnier à *Maciejowice*. L'armée autrichienne inonde la Petite-Pologne. *Souvorov* marche sur Varsovie. Le 4 novembre, ses troupes enlèvent *Praga* et massacrent tout, femmes, vieillards, enfants. Varsovie tombe. Les insurgés se retirent au sud, puis se dispersent. Tout est fini.

Les chefs et les organisateurs du soulèvement national, ceux du moins qui n'avaient pas eu le temps de passer en France, furent déportés en Autriche, en Prusse, surtout en Russie.

Le 25 novembre 1795, Stanislas-Auguste déposait la couronne à Grodno. Après de longues discussions, les trois complices avaient fini par s'entendre pour consommer la ruine de la Pologne. La Russie s'incorporait la Lithuanie entière et la Courlande. La Prusse eut Varsovie avec la rive gauche du Bug et de la Vistule. A l'Autriche revint Cracovie avec la Pologne du sud jusqu'à la Pilica et au Bug. Catherine II s'appropria les archives nationales et l'immense bibliothèque Zaluski. Le roi de Prusse se contenta de mettre dans sa poche le trésor royal et les diamants de la couronne.

Il est inutile d'insister sur le caractère de ces opérations de partage au simple point de vue de la morale publique ou privée. Aucune ignominie historique n'est au niveau de celle-là. Elle résume et couronne toutes les turpitudes des mœurs politiques du XVIII[e] siècle. Quelles en furent les causes et quels en devaient être les effets?

Les causes, en dépit de leur apparente complexité, se réduisent à des éléments assez simples. La Pologne fut condamnée du jour où, s'étant donné une admirable constitution, elle en confia la garde à des princes d'origine étrangère qui ne surent ni la comprendre ni la respecter, et qui d'un autre côté furent incapables de créer un système de politique étrangère propre à assurer la paix et la sécurité dont le régime avait besoin pour évoluer en se perfectionnant. La dynastie des Wasa fit tout le mal. La Pologne, après eux, ne fut guère autre chose qu'une masse démagogique campée au milieu d'États où précisément le pouvoir

souverain avait une force exceptionnelle. Deux choses, dans cette situation infiniment périlleuse, pouvaient lui apporter le salut: une aristocratie et des alliances. Ces deux choses lui firent défaut. Dès lors, il arriva ceci: tandis qu'au XVII[e] siècle c'étaient les souverains d'origine étrangère qui avaient faussé le mécanisme de la puissance polonaise, ce furent au XVIII[e] les États voisins qui se chargèrent de cette besogne. Engrenée dans ces fatalités impitoyables, la Pologne avait beau se débattre, elle devait un jour être broyée.

Et quant aux effets de sa ruine, l'histoire ultérieure les manifeste assez clairement. L'équilibre du système européen se trouva immédiatement rompu. Il apparut mieux qu'on ne l'avait jamais vu que la Pologne, par le seul fait de son existence, rendait à la France un immense service. Détournés un moment par leurs opérations de dépeçage, les spoliateurs se retournèrent ensuite contre la Révolution. Liés désormais par la solidarité du forfait, ils devaient former une triple alliance qui fut l'ennemie acharnée de Napoléon, qui ensuite domina longtemps l'Europe, et qui, avec des alternatives diverses, se prolongea jusque vers la fin du siècle dernier. Si la France a perdu sur le continent sa situation prépondérante, si le germanisme a pu installer sa domination dans l'Europe centrale, c'est parce que la terre de Pologne a été déchirée et qu'il s'en est suivi une redistribution de forces dangereuse pour la paix des peuples.

Le crime perpétré dans l'indifférence générale devait engendrer une suite d'inextricables problèmes, d'autant plus redoutables qu'après avoir perdu l'autonomie de son territoire la Pologne, comme on va le voir, n'a pas voulu abandonner celle de son âme.

QUATRIÈME PARTIE

LA POLOGNE ET NAPOLÉON

(1795—1815)

I. — LES LÉGIONS

Les Polonais associent leurs destinées à celles de la Révolution. — Michel Oginski écrit à Bonaparte. — Mémoire de Dombrowski au Directoire (1796). — Formation des « Légions polonaises auxiliaires de la Lombardie » (janvier 1797). — Déception de Campo Formio (octobre 1797). — Héroïsme des Légions. — Kniaziewicz et Barras. — La Légion du Danube. — Les Polonais abandonnés par le traité de Lunéville (février 1801). — Saint-Domingue.

La Pologne, par sa Constitution du 3 mai 1791, avait proclamé avec éclat son adhésion aux principes de la Révolution Française. Cette audace avait hâté sa fin.

Elle se rendait compte, après la catastrophe, que l'unique moyen de salut était encore, coûte que coûte, de lier la cause nationale aux principes nouveaux et d'en associer les destinées à celle de la Révolution elle-même. Bientôt allait paraître un homme qui, par son génie, semblerait de taille à refaire l'Europe et à remettre la Pologne en possession de son héritage.

La Pologne asservie

Une fois maîtresses de la Pologne, les trois puissances copartageantes, malgré les soucis de la situation européenne, se hâtèrent d'y installer leur domination, chacune suivant son esprit particulier.

La Russie, en 1796, supprima en Lithuanie et dans les pays russiens tous les diocèses uniates, sauf un. Elle persécuta les juifs, força la population à accepter l'orthodoxie, soumit les paysans au primitif code moscovite.

La Prusse, elle, soutint le protestantisme, inonda ses domaines nouveaux de colons et de bureaucrates, et entreprit contre le polonisme une lutte sournoise et méthodique, essayant surtout de ruiner la szlachta, qui était le centre de la résistance nationale.

En Autriche, même système, colons et bureaucrates, germanisation complète des services administratifs et de l'école, efforts perfides pour mettre en conflit la masse rurale et les nobles possessionnés.

Une partie considérable de la population polonaise, bourgeois, paysans, szlachcics, semblaient maintenant indifférents aux malheurs publics et s'étourdissaient dans les plaisirs ou les affaires. Mais les meilleurs éléments s'organisaient et cherchaient à s'orienter, avec l'espérance de refaire à leur patrie un avenir plus heureux. Beaucoup de magnats se mirent à recueillir les souvenirs nationaux, à patronner la littérature, à fonder des bibliothèques. En Galicie, en Lithuanie, des sociétés secrètes préparèrent de nouvelles insurrections.

Les patriotes les plus énergiques avaient émigré, d'abord à Leipzig, puis à Venise, à Constantinople, à Paris. Ils se rendaient compte que la Pologne ne pourrait plus désormais se relever sans des concours étrangers, et les troubles de l'Europe leur paraissaient favorables à la mise en œuvre d'un vaste plan. Où chercher les appuis indispensables? Deux puissances étaient les antagonistes traditionnels de

la Russie, principale bénéficiaire des partages. Ces puissances étaient la Suède et la Turquie. La Suède, vaincue par la Russie, manquait de ressources. Du côté de la Turquie, on tenta quelque chose. Des émigrés vinrent en Valachie. Le général Jean-Xavier *Dombrowski* travailla à la formation d'un corps expéditionnaire qui devait aller tendre la main à la Pologne insurgée. Les Autrichiens barrèrent aisément la route aux volontaires. La Turquie ne s'intéressa pas à l'aventure.

Un moment aussi on songea à la Prusse, rapprochée de la France depuis la paix de Bâle. Mais Frédéric-Guillaume II s'effaroucha, et Dombrowski ne réussit pas à l'intéresser au projet d'une reconstitution de la Pologne.

Dombrowski et la formation des Légions

Restait la France. Elle seule, décidément, semblait pouvoir quelque chose. Elle seule représentait l'esprit nouveau qui menaçait les trônes des autocrates. .

Déjà, depuis le commencement des guerres de la Révolution, plus d'un officier polonais était venu mettre son épée au service de la France, c'est-à-dire de la liberté. Le 6 janvier 1796, un groupe de patriotes polonais, réunis à Cracovie dans le plus grand secret, avaient conclu un pacte par lequel ils s'engageaient à tout mettre au service de la nation française, si elle faisait appel à eux. L'un d'eux, *Michel Oginski*, prit l'initiative d'écrire au jeune *Bonaparte*, dont le monde commençait à connaître le nom, une lettre où il lui demandait avec une énergie éloquente de se faire le champion de la cause polonaise. La lettre fut présentée au général par *Sulkowski*. Bonaparte lui dit: «Écrivez à votre compatriote que j'aime les Polonais et que j'en fais grand cas; que le partage de la Pologne est un acte d'iniquité qui ne peut se soutenir; qu'après avoir terminé la guerre en Italie j'irai moi-même à la tête des Français pour forcer les puissances à restituer la Pologne.»

Le mirage napoléonien commençait. Pendant vingt ans, la Pologne allait le poursuivre.

Le 20 octobre 1796, Dombrowski adressa au Directoire un gros mémoire relatif à la création d'une armée polonaise qui serait adjointe à celles de la République. Le projet, rapidement examiné, reçut l'approbation du Directoire qui, huit jours après, écrivait à Bonaparte: «... Aux termes de la Constitution, le gouvernement français ne pouvant prendre à sa solde aucune troupe étrangère, la proposition devient inexécutable. Néanmoins, comme il pourrait n'être pas indifférent à l'intérêt de la République de faciliter aux Polonais qui sont aujourd'hui au service de l'Autriche les moyens de déserter, le Directoire vous engage à voir s'il ne serait pas possible de déterminer les gouvernements provisoires du Milanais, du Modénais, etc., de les prendre à leur solde.»

L'enthousiasme du Directoire, évidemment, était médiocre. Sa politique polonaise se ramenait à débaucher quelques soldats des Habsbourgs. Bonaparte voyait plus loin. Il accueillit les Polonais avec empressement. Dès le 9 janvier 1797, il signait avec *Henri Dombrowski*, héros de l'insurrection posnanienne en 1794, un des meilleurs adjudants de Kosciuszko, une convention aux termes de laquelle étaient constituées les «*Légions polonaises auxiliaires de la Lombardie*». Les Légionnaires portaient des costumes polonais. Les «marques militaires» et l'organisation des corps devaient se rapprocher «le plus possible des usages des Polonais». Sur les contre-épaulettes aux couleurs de Lombardie était inscrite la devise: «Gli uomini liberi sono fratelli» (Les hommes libres sont frères). Soldats et officiers, dotés des droits civiques italiens, recevaient la cocarde française et touchaient la solde des troupes de Bonaparte.

Celui-ci, le 3 février, faisait lancer une proclamation aux Polonais par l'administration générale de la Lombardie. Le document, dont la paternité est manifeste, célébrait avec emphase l'héroïsme des Polonais qui faisait l'admiration du monde. Et puis, discrètement, prudemment, il ouvrait une perspective:

« Accourez parmi nous, ô Polonais ! Nous vous recueillerons comme des frères. Vous aurez toujours avec nous une patrie commune, jusqu'à ce que par le sort, peut-être bientôt, vous sera accordée l'occasion de revoir vos foyers, de serrer sur votre poitrine avec joie vos familles et, victorieux, de réédifier votre République . . . »

Ces mots faisaient battre le cœur des Polonais. Ils eurent confiance. « Polonais, s'écriait Dombrowski dans une proclamation du 20 janvier, Polonais, l'espérance nous rallie. La France triomphe. Elle combat pour la cause des nations. Tâchons d'affaiblir ses ennemis. Elle nous accorde un asile. Attendons de meilleures destinées pour notre pays . . . Le triomphe de la République française, c'est notre unique espérance. C'est par elle, c'est par ses alliés que nous reverrons peut-être avec joie ces foyers chéris que nous avons abandonnés avec des larmes. »

De la Lombardie à Saint-Domingue

Alors commença le calvaire des déceptions. Généreux, crédules, prodigues de leur sang, les Polonais attendent toujours ce qui ne leur est jamais donné. Ils accumulent les exploits, ils s'épuisent en sacrifices : on les paye de bonnes paroles. On les utilise, mais ils gênent.

En quelques semaines, Dombrowski avait un corps de 6.000 hommes. Il proposa à Bonaparte un projet d'entrée en Autriche pour y soulever les Slaves et les Hongrois. Bonaparte accepta. Quelques jours après, il signait avec l'Autriche les *Préliminaires de Leoben* (14 avril 1797). Première déception pour les Polonais. Ils se consolèrent en espérant que la guerre reprendrait et qu'à la paix il serait question de leurs affaires. La paix fut signée. Ce fut à *Campo-Formio*, le 17 octobre. Il n'y fut pas question de la Pologne. Dombrowski vint au camp du vainqueur et eut le courage de protester. Bonaparte répondit que l'heure n'était pas venue, et qu'il convenait de patienter.

Plusieurs années de suite, les Légions prirent une part glorieuse aux opérations dans la péninsule. Elles luttèrent contre Rome, contre le Royaume des deux Siciles. Elles rétablirent l'ordre dans les républiques nouvelles. A la fin de 1797 elles prenaient Vérone d'assaut. Le 3 mai 1798, Dombrowski faisait son entrée dans la Ville Éternelle. Le consulat romain lui offrit l'étendard de Mahomet que Sobieski avait enlevé aux Turcs sous les murs de Vienne et qu'il avait déposé à Notre-Dame de Lorette avec son sabre. Le sabre fut envoyé à Kosciuszko. L'Étendard Vert accompagna désormais le quartier général des Légions.

En décembre de la même année, les Polonais furent immédiatement engagés dans la *guerre de Naples* qui venait d'éclater. Ils occupèrent Naples le 22 janvier 1799, après l'affaire de *Magliano* où 300 d'entre eux avaient repoussé 5.000 ennemis « avec infiniment de bravoure », selon les termes d'un ordre du jour signé du général Berthier.

La conduite des contingents polonais leur valut un honneur exceptionnel. Championnet, qui commandait en chef les troupes françaises et polonaises, remit à *Kniaziewicz*, le héros de Magliano, les drapeaux pris à l'ennemi et lui confia la mission de les remettre au gouvernement de la République. Kniaziewicz profita de cette occasion pour rappeler discrètement au Directoire, dans le discours qu'il prononça devant lui, ce que les Polonais attendaient de la France: « Mes compatriotes, pénétrés de reconnaissance et pleins d'espoir dans la bienveillance de la grande nation, ont juré dans leur âme que la cause de la République française leur sera toujours sacrée, car ils la considèrent comme commune et à jamais inséparable de la leur. »

La réponse de *Barras*, président du Directoire, était pleine de chaleur, mais fort circonspecte:

« Retournez, citoyen, vers les vainqueurs de Capoue et de Naples. Revoyez ces braves Polonais qui ont préféré l'exil à l'esclavage. La République les a adoptés, la France est leur patrie. Revoyez les rangs de ces héros républicains,

compagnons et témoins de vos exploits. Allez partager avec eux toute l'estime de la patrie et les félicitations du Directoire. Dites à vos Légions que leur courage a démontré qu'elles étaient dignes de la liberté et que l'histoire n'offre rien de comparable à leur triomphe. »

En 1799, les « braves Polonais » se mesurèrent dans l'Italie du Nord avec Souvorov, l'homme des massacres de Praga, qui commandait les Austro-Russes. Ils subirent des pertes terribles, dont le Directoire leur sut gré : « Braves Polonais ! Vous n'avez pu arracher votre patrie à l'asservissement, mais vous avez juré de défendre la liberté partout où elle portera ses étendards. C'est avec un courage digne d'elle que vous avez combattu le 6 germinal. Le Directoire exécutif, à qui le général en a rendu compte, vous en témoigne toute sa satisfaction. »

Certificats glorieux, sans plus. Sur 7.000 volontaires, 950 restaient vivants. Où étaient les promesses, les assurances fermes ? Ni Bonaparte, ni le Directoire ne disaient les mots décisifs. *Wybicki* renonça, mais Dombrowski l'indomptable ne perdit pas courage. Après la campagne d'Égypte, à laquelle ses volontaires prirent part, puis après Brumaire, il se tourna de nouveau du côté de Bonaparte et réorganisa ses Légions décimées.

Il réunit cette fois 15.000 hommes. Une Légion, sous son commandement, se distingua en 1800 dans la péninsule, où elle força Mantoue à capituler. Une autre formation, commandée par Kniaziewicz et dénommée *Légion du Danube*, se joignit à l'armée du Rhin. Elle se signala elle aussi dans différentes affaires, et en particulier elle eut un rôle décisif dans la victoire de *Hohenlinden*, le 3 décembre 1800, en dégageant une division française d'une situation désespérée.

L'espoir revenait avec les succès des armées françaises. Dombrowski présenta au Premier Consul un plan de soulèvement de la Galicie par une expédition de Légionnaires. Cette fois encore, la paix arrêta tout. En février 1801, par

le *traité de Lunéville,* la Russie et l'Autriche s'engageaient à ne pas soutenir les émigrés français, en retour de quoi la France promettait de ne pas aider les Polonais contre leurs maîtres. L'Autriche obtenait même de Bonaparte que le nom de « Légions polonaises » ne figurât plus dans les cadres des armées françaises.

Campo-Formio n'avait été qu'un abandon. Le traité de Lunéville était une trahison. Le désespoir, dans les Légions, fut immense. Quantité de soldats démissionnèrent. La Légion du Danube étant attachée au Royaume d'Étrurie, Kniaziewicz ne voulut pas être « mercenaire » et brisa son épée. Les contingents qui se refusaient à servir la reine d'Étrurie furent versés dans les armées de la République. A ce titre ils furent embarqués à Livourne, le 14 juin, pour aller à *Saint-Domingue,* avec le corps du général Leclerc, réprimer une révolte des nègres. En février de l'année suivante, une autre demi-brigade s'embarquait à Gênes, avec la même destination. La plupart des Polonais périrent là-bas de la fièvre jaune.

Ainsi finit l'aventure héroïque des Légions. Elles n'atteignirent pas le but qu'elles avaient en vue, et il semble bien qu'elles ne le pouvaient pas atteindre. Bonaparte, soucieux de faire sa fortune, n'avait pas les moyens de faire la leur. La question de Pologne était trop complexe pour qu'il osât s'en embarrasser au moment où il installait son pouvoir. Il ne la négligeait pas, certes, et il paraît en avoir mesuré de bonne heure l'intérêt, mais il devait, pour l'instant, la tenir hors de son jeu, quitte à y revenir quand sa situation à lui serait consolidée et quand les circonstances deviendraient favorables. Cela, il ne pouvait le dire aux Polonais sans risquer de se les aliéner. Aussi sa politique consistait-elle à tenir cette force en éveil et à se la réserver adroitement, dans la mesure du possible, pour la faire servir plus tard à ses desseins. Il avait fallu la pression de nécessités impérieuses et l'intérêt des plans qu'il méditait contre l'Angleterre pour le déterminer à infliger si tôt aux Polonais la désillusion terrible du traité de Lunéville.

II. — LE GRAND-DUCHÉ DE VARSOVIE

Politique libérale de la Russie. Paul Ier et Alexandre Ier. — Le plan de Czartoryski. — Pacte de Potsdam (novembre 1805). — Davout à Posen. Insurrection polonaise (novembre 1806). — Création du Duché de Varsovie (juillet 1807). — Campagne de 1809. Rattachement de la Galicie occidentale au Duché (octobre 1809). — Campagne de Russie. — Conventions austro-prusso-russes de Reichenbach et de Tœplitz (1813). — Poniatowski à Leipzig. — Traité de Paris (avril 1814).

Alexandre Ier et Adam Czartoryski

Le prestige immense dont la France jouissait depuis longtemps en Pologne était profondément atteint par les derniers événements. Plus d'un patriote, comme Michel Oginski, un des premiers conspirateurs francophiles de Cracovie, revint des Légions l'âme ulcérée et pleine de ressentiments.

Le pays avait suivi le drame des Légions avec un intérêt passionné. Leur œuvre n'avait pas été vaine. Elles avaient, en mêlant les classes dans le dévouement commun, développé le sentiment de la solidarité nationale, répandu les idées démocratiques et élargi l'horizon de la masse. Elles avaient aussi redonné leur lustre aux armes polonaises et formé une série de chefs qui devaient être plus tard à la tête des armées nationales. Elles avaient enfin, malgré le désastre final, arraché le pays à l'engourdissement qui commençait à le prendre après le dernier démembrement.

D'ailleurs, tandis que les Légions se battaient, des espérances nouvelles, peu à peu, surgissaient. Pendant que l'Autriche poussait la germanisation de ses terres polonaises, et que la Prusse, dans les siennes, s'engageait avec lenteur dans la voie d'un régime plus libéral, la Russie multipliait les amabilités à ses nouveaux sujets. Déjà *Paul Ier*, qui avait succédé en 1796 à Catherine II, s'était montré très indulgent pour les chefs de la dernière insurrection, tels que Kosciuszko, Kilinski et Kniaziewicz. La persécution des

Uniates avait pris fin en Lithuanie et en Ruthénie. Beaucoup de biens confisqués avaient été restitués.

Alexandre Ier, tsar en 1801, l'année même du traité de Lunéville, accentua encore cette orientation. Il fit de *Wilno* un grand centre intellectuel du polonisme. Wilno fut érigé en *Université* et reçut la direction de l'enseignement dans toute la Pologne russe. Le *prince Adam Czartoryski,* ami du souverain, fut nommé curateur de l'Université, tandis que *Thadée Czacki* créait en 1805 le lycée modèle de Krzemieniec. De nombreuses écoles furent fondées. Toute persécution nationale cessa.

Magnats et szlachcics de Lithuanie et de Ruthénie, conquis par ce régime, devinrent promptement russophiles. Le mouvement gagna les autres parties de la Pologne. Des hommes comme Michel Oginski, revenant des Légions, s'y rallièrent, oubliant maintenant Bonaparte, même après le couronnement de Napoléon. Autour de Thadée Czacki, de *Lubecki,* d'Adam Czartoryski, dont le tsar faisait en 1804 son ministre des Affaires étrangères, se constitua un nouveau et fort parti ayant pour programme la reconstitution de la Pologne en étroite alliance avec la Russie.

En 1805, le moment parut favorable au *parti russophile* pour réaliser ce programme. L'Angleterre formait contre la France une nouvelle coalition, avec la Russie, l'Autriche et la Suède. Constatant que la Prusse menait un jeu double entre Napoléon et les coalisés, Czartoryski, chef de la diplomatie russe, conçut le projet de briser le royaume des Hohenzollern de manière à pousser la frontière de Russie jusqu'à Dantzig et aux sources de la Vistule. Tandis que l'Autriche recevrait un dédommagement en Allemagne, la Pologne constituerait un royaume indépendant rattaché à la Russie par un lien d'union personnelle.

En juillet, Czartoryski communiquait en ce sens une note confidentielle à Vienne, où le plan ne déplut pas. En septembre, le tsar, après avoir signé une alliance avec l'Angleterre, l'Autriche et la Suède, vint à Pulawy, résidence des Czartoryski. Il y conféra avec les représentants de la Pologne prussienne et de la Pologne autrichienne. L'enthou-

siasme était grand. Beaucoup de nobles prirent du service dans les armées russes. Alexandre fut acclamé roi de Pologne. Ses troupes se massèrent aux abords de la frontière prussienne. Au delà, l'insurrection était prête. Joseph Poniatowski en devait prendre la direction. Jamais encore les Hohenzollern, mauvais génie de la Russie dans les affaires de Pologne, n'avaient vu leur complice du nord si près de leur fausser compagnie.

Soudain, le 3 novembre, tout s'écroula. Alexandre, manœuvré par les intrigues de la Prusse, obtenait son entrée dans la coalition et venait à *Potsdam* lui jurer amitié sur le tombeau de Frédéric II.

La Pologne était dupée par la Russie après avoir été trahie par la France. Le pacte de Potsdam, comme celui de Lunéville, et quatre ans plus tard, venait briser une illusion. Czartoryski offrit sa démission.

La paix de Tilsitt

Alors la Pologne reporta ses espérances du côté de la France. Napoléon, lui aussi, se reprit à penser à la Pologne. En septembre 1806, tandis qu'il faisait ses préparatifs de guerre contre la Prusse, il confiait aux généraux *Zajonczek* et Henri *Wolodkowicz* le soin de constituer deux « Légions septentrionales » polonaises. Il entamait aussi des pourparlers avec Kosciuszko, mais celui-ci, avant d'organiser un soulèvement, entendit recevoir des engagements positifs. Il demanda que la Pologne fût assurée de recouvrer ses frontières. Napoléon, prudent, refusa, et Kosciuszko rentra dans sa retraite. L'empereur trouva moins d'obstacles du côté de Wybicki et de Dombrowski, qu'il fit venir d'Italie à Berlin.

En octobre, c'était *Iéna*, l'écrasement de la Prusse. Le 3 novembre, Dombrowski et Wybicki, avec l'approbation de l'Empereur, lançaient à la nation polonaise une proclamation où ils l'appelaient aux armes. Le lendemain, *Davout* entrait à Posen. Un grand enthousiasme, de nouveau, souleva le pays. En peu de temps les Prussiens

furent délogés. Les dons en armes et en argent affluèrent. Les vieux Légionnaires, ceux qui n'avaient pas voulu aller mourir à Saint-Domingue, fournirent les cadres d'officiers et de sous-officiers. Dès le mois de décembre, Dombrowski avait une armée de 18.000 hommes, sans compter les partisans.

Le *succès de l'insurrection* était dû principalement à la masse, bourgeois, ruraux, petite noblesse. L'aristocratie se tint à l'écart. Le fait n'échappa point à Napoléon. A deux reprises, le 19 et le 28 novembre, dans des allocutions aux députations polonaises, il rappelait les conséquences fatales des divisions intestines: « Que le passé, disait-il le 19, vous serve d'exemple pour votre réunion. Que les magnats et la grande noblesse se mettent à la tête, que la noblesse, les bourgeois, le clergé se réunissent... » Et il déclarait le 28: « L'illustre nation polonaise avait rendu les plus grands services à l'Europe entière, mais ses malheurs avaient été le résultat de ses divisions intestines. Je ne puis promettre aux Polonais le rétablissement de leur indépendance parce qu'il ne dépend que d'eux... Si les prêtres, les nobles, les bourgeois veulent faire cause commune et prennent la ferme résolution de triompher ou de mourir, je leur présage qu'ils triompheront... »

Ces rudes admonestations furent sans effet. Napoléon se rendit parfaitement compte que la réserve de l'aristocratie dissimulait non seulement des préventions contre lui, mais de secrètes sympathies pour ses ennemis. Et, de fait, il subissait là, à cinq ans de distance, les conséquences de la paix de Lunéville. Malgré la volte-face de Potsdam, le parti russophile ne désarmait pas. Czartoryski publiait même un appel « Aux plus notables citoyens de Pologne » dans lequel il les conviait ouvertement à abandonner la France et à se mettre sous la protection de la Russie. Pendant ce temps, en Pologne prussienne, les magnats, *Antoine Radziwill* en tête, revenaient à l'idée, envisagée déjà à plusieurs reprises, de reconstituer la Pologne sous le sceptre des Hohenzollern. La noblesse, incorrigible dans sa passion de cabales, n'avait pas tiré les enseignements des partages.

Entre trois systèmes elle choisissait le pire, celui de n'en adopter aucun.

Exaspéré de la sourde résistance qu'il trouvait devant lui, Napoléon fut vite amené à traiter le pays sans égards et comme une simple conquête. Il était prêt, semble-t-il, à autre chose. Tout de suite, Wybicki avait été chargé d'organiser un gouvernement national. Le 14 janvier 1807, la Pologne reçut seulement une *Commission de Gouvernement* dont les prérogatives étaient illusoires et qui ne pouvait être que l'instrument passif des volontés de l'Empereur.

En juin, c'était *Friedland*. A ce moment, 30.000 Polonais servaient dans les armées impériales. Deux semaines plus tard, c'était *Tilsitt*. Les magnats, qui tant de fois dans le passé avaient fourvoyé la Pologne, n'avaient pas compris de quel côté étaient les chances. L'arbitre était Napoléon, et non pas le tsar ni le roi de Prusse.

Heureusement, il n'entrait pas dans ses desseins d'achever la ruine de la Pologne en donnant satisfaction à ses ressentiments. Maintenant qu'il s'était engagé à fond dans l'Europe centrale, il avait besoin de ce pays. La question de Pologne fut, à Tilsitt, l'objet principal de ses pensées et l'un des thèmes favoris de ses longs entretiens avec le tsar.

Son idée était qu'Alexandre Ier prît possession de toute la Pologne prussienne. Il y voyait une façon de fixer les ambitions russes et de rompre les liens entre Saint-Pétersbourg et Berlin. Le tsar prendrait la couronne de Pologne, tandis que le prince Jérôme serait établi en Silésie.

Alexandre se trouvait placé, à moins de deux ans d'intervalle, devant une combinaison toute semblable à celle que Czartoryski lui avait proposée. Encore une fois, la Prusse le retint. Il refusa de la sacrifier. Il mit tout en œuvre pour que l'ancien complice ne pérît point. Napoléon, de guerre lasse, accepta un compromis.

Le traité signé le 7 juillet 1807 entre la France et la Russie amputait sérieusement la Prusse, mais la laissait vivre. L'article VI en détachait Dantzig, qui était déclaré ville libre. L'article IX attribuait à la Russie le cercle de

Bialystok. L'article V instituait un *Duché de Varsovie*. Il était ainsi conçu :

« Les provinces qui, au 1er janvier 1772, faisaient partie de l'ancien royaume de Pologne, et qui ont passé depuis à diverses époques sous la domination prussienne, seront, à l'exception des pays qui sont nommés ou désignés au précédent article et de ceux qui seront spécifiés en l'article IX ci-après, possédées en toute propriété et souveraineté par Sa Majesté le Roi de Saxe, sous le titre de Duché de Varsovie, et régies par des constitutions qui, en assurant les libertés et les privilèges des peuples de ce Duché, se concilient avec la tranquillité des États voisins. »

Le traité signé le même jour entre la France et la Prusse reproduisait dans ses articles XIII à XX les mêmes dispositions.

Administration du Duché de Varsovie

Le nouveau Duché comptait 2.400.000 habitants. Ses dimensions ne dépassaient pas 100.000 kilomètres carrés. Il manquait totalement de débouchés.

Il était destiné, comme les autres États créés à la même époque et dans les mêmes conditions sur différents points du continent, à n'être qu'un instrument de la politique napoléonienne, une sorte de poste avancé. Napoléon, en donnant à ce nouvel État le nom de *Duché de Varsovie*, évitait de ressusciter le nom de Pologne et d'encourager par des réminiscences les aspirations nationales du pays. Il faisait un choix habile en appelant à Varsovie l'électeur de Saxe *Frédéric-Auguste*, qui appartenait à la dynastie choisie par la Constitution polonaise du 3 mai 1791, mais qui, élevé naguère à la dignité de roi, était entièrement dévoué à l'Empereur.

La constitution dont le Duché fut doté le 22 juillet 1807 portait la marque de cette emprise. Napoléon lui-même la dicta, à Dresde, à la députation polonaise qui avait à sa tête *Malachowski*, le président de la Commission de Gouvernement, tandis que le duc de Bassano, à côté de lui,

en prenait note sur le genou. Napoléon ne voulut pas écouter les Polonais qui lui demandaient simplement de mettre en vigueur, avec quelques changements, la constitution du 3 mai 1791.

Deux documents portant cette date du 22 juillet définissaient le *statut du Duché*. Le premier était une « Convention » en douze articles entre Napoléon et le Duc de Varsovie. Le second était un « Statut constitutionnel donné par l'Empereur Napoléon au Duché de Varsovie », en quatre-vingt-neuf articles.

Le système établi était dans le type français, c'est-à-dire sans rapport avec l'esprit de la nation intéressée. Le pouvoir législatif est aux mains du Duc et de la Diète, laquelle se compose d'un Sénat et d'une Chambre des députés. Les Sénateurs sont nommés par le Duc. La Chambre est élue par certaines catégories de citoyens. Le Duc a seul l'initiative des projets de loi, que la Chambre adopte ou rejette sans discussion.

Le pouvoir exécutif est représenté par six ministres qui, avec quatre référendaires, composent le Conseil d'État.

Au point de vue administratif, le pays est divisé en six *départements* (Varsovie, Posen, Kalisz, Lomza et Bydgoszcz). Ces départements se subdivisent en soixante districts. Un juge de paix siège par district, un tribunal civil par département, un tribunal criminel par groupe de deux départements. Une Cour d'appel est instituée à Varsovie. Le Conseil d'État fonctionne comme Cour de cassation.

Tous les citoyens sont égaux devant la loi. La liberté de conscience est garantie. Le servage est aboli. Les privilèges sont en partie supprimés. Le Code Napoléon a force de loi.

L'article V de la « Convention » et l'article LXXIX du « Statut Constitutionnel » imposent au souverain et au pays l'obligation d'entretenir une armée active de 30.000 hommes de toutes armes, « laquelle devra se joindre, en cas de guerre, aux armées de la Confédération du Rhin ».

Ce statut nouveau bouleversait brusquement toutes les traditions du pays dans l'ordre administratif, social et économique. Malgré son épuisement, le Duché travailla à s'y

adapter. Toutes les classes, comme après le premier partage, se redressèrent. En quelques mois une œuvre déjà considérable était réalisée. On répare les routes. On entreprend la régularisation de la Vistule. *Stanislas Staszyc* refond complètement les méthodes de l'industrie minière. Le commerce, les métiers, l'agriculture, reçoivent des encouragements. Les pouvoirs publics aident au relèvement de la noblesse rurale et règlent ses rapports avec les paysans. Un immense effort est accompli en faveur de l'instruction primaire: le nombre des écoles, qui était de 150 sous le régime prussien, est porté en quelques années à 1.100. Le ministre de l'Intérieur crée en 1807 une *Chambre d'Éducation*, que préside brillamment Stanislas Potocki. L'année suivante, Stanislas Lubienski, ministre de la justice, fonde une *École de droit* à Varsovie.

Mais le pays avait à supporter un lourd fardeau. Les impôts étaient écrasants. En dix mois, l'armée fut élevée à 50.000 hommes. Napoléon, là comme ailleurs, avait besoin d'hommes. Il se donna — aux frais du pays — un beau régiment de chevau-légers (commandé par *Vincent Krasinski*), qu'il fit venir à Paris pour lui servir de garde. Il fit don d'une « Légion de la Vistule » à son frère Jérôme, roi de Westphalie. Trois régiments d'élite furent expédiés en Espagne pour aider Joseph à conquérir un trône. Ils prirent part, avec le colonel *Chlopicki*, au siège de Saragosse. En novembre 1808, le 29, les chevau-légers de la Garde, par leur célèbre charge de *Somo Sierra*, ouvraient à Napoléon la route de Madrid.

Le drame des Légions recommençait. Le premier épisode avait fini à Lunéville. Le second devait finir à Leipzig.

Campagne de 1809. — Agrandissement du Duché

La Pologne, fatalement, se trouvait désormais enchaînée aux destinées de Napoléon. Il fallait qu'elle triomphât ou qu'elle tombât avec lui. Or, que pouvait Napoléon? Quelles chances avait-il de maintenir longtemps le paradoxe d'une politique polonaise à côté d'une alliance russe? Quels

moyens avait-il de briser définitivement la conjuration naturelle, logique, incoercible, des trois anciens copartageants? Ne savait-il pas, et les Polonais ne comprenaient-ils pas, que l'occasion décisive avait été manquée à Tilsitt, que c'était la Russie qui avait sauvé la Prusse, et que cette même Russie, depuis lors, suivait pas à pas, chaque jour plus défiante, les développements de la politique française et leurs répercussions sur la Vistule? A la vérité, il n'était pas besoin, dès 1808, d'une exceptionnelle perspicacité pour se rendre compte qu'un jour ou l'autre, et même dans un délai prochain, la coalition des copartageants devait se dresser à nouveau et que le sort définitif de la Pologne serait un des enjeus de son duel avec l'Empereur.

En 1808 et en 1809, tandis que la Prusse se reconstitue dans l'ombre, l'Autriche ourdit la *cinquième coalition*. A Berlin, son envoyé *Wessenberg* offre aux Hohenzollern la récupération du Duché de Varsovie. A Saint-Pétersbourg, le *comte de Stadion* négocie l'alliance russe.

La Prusse, qui n'était pas prête, n'osa pas bouger. La Russie, alliée de Napoléon, déclara la guerre pour la forme. Elle prenait même, le 20 avril 1809, l'engagement écrit de retarder le plus possible l'intervention de ses troupes et d'éviter « toute collision et tout acte d'hostilité » envers celles de l'Autriche. Le document qui porte cette date, et qu'Alexandre Ier avait soin de confirmer de sa propre main, témoigne que l'on était parfaitement d'accord, à Pétersbourg et à Vienne, pour estimer que « toutes les considérations militaires et politiques » commandaient l'occupation et la liquidation du Duché de Varsovie.

Le 9 avril, l'Autriche engageait la guerre contre la France. Une de ses armées marcha sur la Bavière, une autre sur l'Italie. Une troisième, forte de 30.000 hommes et commandée par l'*archiduc Ferdinand*, franchit le 14 avril, près de Nowe Miasto, la frontière du Duché de Varsovie. L'archiduc lançait ce jour-même aux habitants du pays une proclamation habile, où il leur demandait de choisir entre son amitié et les rigueurs de la guerre:

« Je vous le demande: jouissez-vous du bonheur que vous

a promis l'Empereur des Français? Votre sang qui a coulé sous les murs de Madrid a-t-il coulé pour vos intérêts? Répondez. Qu'ont de commun le Tage et la Vistule?...»

Le Grand-Duché, à ce moment, était fort dégarni de troupes. Beaucoup de ses soldats étaient en Espagne, à Dantzig, dans les forteresses de Prusse. Les effectifs présents ne dépassaient pas 16.000 hommes, commandés par *Joseph Poniatowski*. Le 16 avril, le gouvernement du Duché publiait une proclamation où il repoussait avec indignation les avances de l'archiduc et affirmait la volonté du pays de rester fidèle à la cause de Napoléon, « notre bienfaiteur », « notre régénérateur ». Le 19, à l'héroïque journée de *Raszyn*, Poniatowski tenta, avec 10.000 hommes, de barrer la route aux 30.000 Autrichiens de Ferdinand. Varsovie ne fut pas sauvé, mais Poniatowski se jeta sur la Galicie. En juillet, il s'emparait de Cracovie.

Les troupes russes, commandées par le général Galitzin, s'abstinrent d'aider les Polonais. Elles refusèrent même de porter secours à Sandomir bloqué par les Autrichiens. Le tsar était inquiet. Après Iéna et Friedland, ç'avait été le Duché de Varsovie. Après Wagram, qu'allait-on voir? A plusieurs reprises, Alexandre Ier fit savoir à la France qu'il renoncerait à l'alliance plutôt que de consentir à un agrandissement du Duché. En août, il déclarait qu'il renonçait à tout avantage à retirer de la guerre pourvu que la Pologne ne fût point restaurée.

Napoléon le rassura. Au *traité de Vienne* (14 octobre 1809), il dut composer avec lui comme il avait composé à Tilsitt. Il lui donna, quoiqu'il n'eût rien fait, un bout de la la Galicie Orientale, les circonscriptions de Tarnopol et de Zbaraz. Il enleva aux Polonais, dans cette même province, toutes les conquêtes faites par Poniatowski, et les restitua à l'Autriche. Mais il lui était tout à fait impossible, à moins de renoncer à sa politique polonaise, de refuser au Grand-Duché la récompense des services qu'il venait d'en recevoir. Le Grand-Duché fut augmentée de « toute la Galicie Occidentale ou Nouvelle-Galicie, un arrondissement autour de Cracovie, sur la rive droite de la Vistule,... et le cercle

de Zamosc, dans la Galicie Orientale» (article III). Ces territoires, d'une superficie d'environ 50.000 kilomètres carrés et peuplés d'un million et demi d'habitants, formèrent les nouveaux départements de Cracovie, Radom, Lublin et Siedlce.

Du Kremlin à Fontainebleau

L'œuvre créée par Napoléon sur la Vistule prenait des proportions alarmantes. Moins de trois semaines après le traité de Vienne, le 3 novembre, la chancellerie française recevait de *Roumiantzov*, ministre du tsar, une note réclamant un traité de garantie contre le rétablissement de la Pologne, un traité qui rassurât «une fois pour toutes, complètement» l'empire de Russie.

La question était posée. L'alternative se précisait: Pologne ou Russie. Le 4 janvier 1810, la Russie présenta, ratifiée d'avance par Alexandre, un projet de convention dont l'article premier était: «Le royaume de Pologne ne sera jamais rétabli.» Napoléon le repoussa. Il était prêt à garantir à la Russie la possession des anciens territoires polonais qu'elle avait acquis. Il était même prêt, et il présenta en ce sens, le 9 février, un projet de convention secrète, à ne pas favoriser les plans de reconstitution de la Pologne dans ses anciennes limites. Mais il considérait comme «déshonorant» d'aller plus loin.

Pendant des mois la controverse diplomatique traîna, s'envenimant. Il était évident, à la fin de l'année, que la situation n'offrait aucune issue.

Alors le tsar s'arrêta définitivement à une idée qui avait souvent hanté son cerveau. Cette Pologne que Napoléon ne voulait pas lui sacrifier, il la relèverait tout entière, et il l'appellerait aux armes pour la retourner contre la France.

Il avait sous la main un parti qui n'avait été ni abattu par le pacte de Potsdam, ni subjugué par les victoires de Napoléon. C'était celui des russophiles, groupé autour d'Adam Czartoryski. Le 25 décembre 1810, Alexandre adressa une longue lettre à Czartoryski. Il lui demandait la

coopération de la Pologne au renversement de Napoléon : « L'existence de votre patrie se trouvera fondée d'une manière inébranlable quand, conjointement avec la Russie et les puissances qui s'y joindront immanquablement, le pouvoir moral de la France se trouvera renversé et l'Europe délivrée de son joug. » Six jours après cette lettre, le 31 décembre, Alexandre rompait le blocus continental en ouvrant aux Anglais les ports de la Russie.

Napoléon, sûr désormais de l'hostilité du tsar, connaissait les intrigues qui se nouaient en Pologne. En 1806 et en 1807, après l'écrasement de la Prusse, en plein triomphe, il avait pu dédaigner ces intrigues et rudoyer sans danger les magnats rebelles de Pologne. Maintenant, les conjonctures étaient autres. Son empire immense fléchissait. Il fallait pousser à fond le jeu polonais, à tout risque.

En février 1811, le *baron Bignon*, résident français à Varsovie, recevait des instructions l'invitant à agir sur les Polonais pour les préparer à jouer le rôle qu'il leur destinait dans la guerre prochaine. Napoléon fit répandre le bruit de ses projets de restauration totale. Le pays s'arma fiévreusement. L'armée du Duché fut portée à 80.000 hommes.

Le 12 juin 1812, à Wilkowyski, Napoléon lançait une proclamation où il annonçait le commencement de « la seconde guerre de Pologne ». Le 28, la Diète du Duché, constituée en *Confédération générale de Pologne*, déclarait que « le royaume de Pologne et le corps de la nation polonaise sont rétablis ».

Plus de 100.000 soldats polonais participèrent à l'épopée de Russie. Combattant en partie sous le commandement de Poniatowski, en partie dans les unités françaises, ils déployèrent une bravoure de « lions », comme le disait l'empereur, à *Smolensk* et à *Borodino*. Ils protégèrent la retraite vers la Berezina. Ils sauvèrent l'artillerie de la Grande Armée. Sous la garde des lanciers polonais, Napoléon, par Wilno et Varsovie, rentra à Paris. En février 1813, toute la Pologne était aux mains des Russes.

Pendant que le gouvernement et les chefs de la *Confédération Générale* se transportaient à Cracovie, la Prusse e-

l'Autriche, alliées forcées de Napoléon, se rapprochaient de la Russie et négociaient avec elle au sujet de la question polonaise.

La Prusse s'arrangea avec elle à Breslau et à Kalisz, les 27 et 28 février, obtenant la promesse de recouvrer les territoires polonais perdus par elle en 1806. Le 17 mars, elle déclarait la guerre à Napoléon. Quant à l'Autriche, elle signait le 30 janvier une convention secrète d'armistice avec les Russes, et le 20 avril elle déterminait le roi de Saxe à abandonner le Duché de Varsovie. Toutes trois, Russie, Autriche, Prusse, elles signaient à *Reichenbach*, le 27 juin, puis à *Tœplitz* le 9 septembre, des accords où elles prenaient l'engagement de concerter leur politique polonaise et de régler en commun la liquidation du Duché. Les trois aigles noirs, séparés quelque temps par la bourrasque, se retrouvaient sur les ruines de la Pologne et de l'empire napoléonien.

Les russophiles, en Pologne, triomphaient. Ceux qui avaient boudé Napoléon après Tilsitt, ceux qui avaient regardé la Grande Armée franchir le Niémen sans la suivre vers Moscou, contemplaient la débâcle avec satisfaction. Alexandre, avant d'entrer à Varsovie, écrivait à Czartoryski que ses intentions étaient immuables et que les Polonais étaient des frères. La tendance dominante était en faveur des pourparlers avec le tsar. Poniatowski ne voulut pas tourner le dos à Napoléon. Dombrowski non plus, et beaucoup d'autres. En 1813, plus de 40.000 Polonais combattaient encore sous les aigles impériales. Ils furent à Bautzen, à Reichenbach, à Dresde. Ils furent à *Leipzig*, où Poniatowski, nommé maréchal de France sur le champ de bataille, et chargé de couvrir la retraite, périssait le 19 octobre en traversant l'Elster à la nage, « remettant à Dieu seul l'honneur des Polonais ».

Après cela, il restait quelques milliers de Polonais. Ils combattirent jusqu'au bout pour la cause sans espoir, à Brienne, à Champaubert, à Montmirail, à Laon, à Craonne, à Berry-au-Bac. Ils défendirent avec *Moncey* la barrière de Clichy. Ils vinrent dire adieu à l'Empereur, à Fontainebleau.

Un escadron polonais de 100 chevaux, commandé par *Jerzmanowski*, accompagna Napoléon à l'île d'Elbe.

L'article XIX du *traité de Paris* (11 avril 1814) accordait aux débris des troupes polonaises la liberté de retourner dans leur patrie avec leurs armes et leurs bagages, « comme un témoignage de leurs services honorables ».

Elles revinrent, sous les ordres du *grand-duc Constantin*, frère du tsar. Elles ramenaient la dépouille de Poniatowski. Ramenaient-elles l'espoir de la libération? Kosciuszko le demanda à Alexandre Ier. Le tsar lui répondit, le 3 mai: « Vos vœux les plus chers seront accomplis. Avec l'aide du Tout-Puissant, j'espère réaliser la régénération de la brave et respectable nation à laquelle vous appartenez. J'en ai pris l'engagement solennel . . . »

La Pologne attendit le Congrès de Vienne.

III. — LE CONGRES DE VIENNE

Importance capitale de la question polonaise au Congrès. — Rôle prépondérant d'Alexandre Ier. Il songe à incorporer la Pologne. — La Prusse demande la Saxe. — L'Angleterre et la France contre le plan prusso-russe. — Embarras de l'Autriche. — Convention du 3 mai 1815. — Royaume de Pologne. — Grand-Duché de Posen. — Royaume de Galicie et Lodomérie. — République de Cracovie. — Consécration des partages. — La Sainte-Alliance.

Importance de la question polonaise

La charte internationale de la Pologne a été établie en 1815 par les traités de Vienne, et aucun acte collectif des puissances, jusqu'à la guerre de 1914, n'en a abrogé ni modifié les dispositions fondamentales. Les décisions du Congrès de Vienne en cette matière dominent et commandent toute la question polonaise telle qu'elle se présentera à la diplomatie européenne au cours du xixe siècle et dans les formes diverses qu'elle a prises jusqu'à notre époque.

Il n'est pas exagéré de dire que la question polonaise fut la plus importante et la plus redoutable qui s'offrît aux délibérations des souverains et des plénipotentiaires rassemblés à Vienne pour y liquider l'aventure napoléonienne et pour y jeter les bases d'un ordre nouveau. « La question polonaise est un sujet immense » écrivait Pozzo di Borgo dans un mémoire qu'il présentait à Alexandre Ier en juillet 1814. C'était elle, en définitive, que Napoléon avait trouvée devant lui à chaque pas. En dépit de combinaisons éphémères et d'alliances sans lendemain, il s'était buté partout à la coalition tantôt avouée, tantôt pour ainsi dire latente, des puissances qui avaient effectué le démembrement de la Pologne au XVIIIe siècle et qui, depuis les guerres de la Révolution, n'avaient pas cessé de s'appuyer mutuellement pour conserver leurs gains respectifs. Napoléon s'était rendu compte que le problème de l'Europe central s'identifiait avec le problème polonais. Au Congrès de Vienne incombait maintenant la charge de le résoudre.

Après la tourmente des guerres de la Révolution et de l'Empire, qui n'avaient pas permis à la conscience des peuples de s'élever contre le forfait des démembrements ni à leur force de les empêcher ou de les réparer, allait-on enfin, au nom de la morale publique et au nom de l'équilibre européen, restituer la nation spoliée dans la plénitude de ses droits? Allait-on au contraire, par un monstrueux verdict collectif, sanctionner l'iniquité et ratifier un état de choses infiniment périlleux pour la paix future du continent?

Telle fut la question capitale qui domina les travaux du Congrès et qui devait recevoir une réponse définitive par l'Acte Final du 9 juin 1815.

Les partenaires

L'opinion publique se trompait en supposant que les « droits des peuples » allaient être sérieusement pris en considération. Il y avait à Vienne une foule de plénipotentiaires célèbres et de diplomates au petit pied, mais on n'y

trouvait point ceux du Grand-Duché de Varsovie, non plus que ceux de la Turquie. On ne les avait pas invités. Ceux de la Saxe, de Naples, de Gênes, qui n'avaient pas non plus reçu d'invitation, eurent la hardiesse de se présenter: on les exclut. La Pologne, dans cette vaste assemblée, n'avait pas un seul mandataire. Seuls quelques Polonais étaient venus, à titre privé, comme le pauvre Kosciuszko, pour essayer de servir leur pays. Le meilleur avocat de la cause nationale, le prince Adam Czartoryski, ancien ministre des Affaires étrangères d'Alexandre Ier, n'était là qu'en qualité de conseiller intime du tsar.

Alexandre Ier fit son entrée à Vienne, le 25 septembre 1814, dans l'appareil d'un triomphateur. A côté de lui galopait le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume. La Russie menait le jeu. Elle apparaissait comme la plus redoutable puissance du continent. Elle avait, par la campagne de 1812, porté le coup fatal à l'hégémonie de Napoléon. Ses armées occupaient tout le territoire de la Pologne. Des raisons générales et particulières lui donnaient ainsi voix prépondérante dans la question polonaise.

Quelles étaient ses vues? Les ambitions d'Alexandre, malgré ses velléités de libéralisme, demeuraient en leur fond conformes aux plans traditionnels de la Russie depuis Pierre le Grand. Il rêvait de s'assurer la totalité ou tout au moins la plus grande partie du territoire polonais. Il parlait souvent de « restaurer la Pologne », mais avec la pensée de l'incorporer au système de son empire.

Cette combinaison impliquait l'abandon définitif par la *Prusse* des territoires polonais que Napoléon lui avait arrachés à Tilsitt pour en constituer le Grand-Duché de Varsovie. La Prusse y consentait, à condition de recevoir la Saxe, dont le souverain avait servi Napoléon en recevant de lui le Grand-Duché de Varsovie. Préoccupés à cette heure de leurs intérêts allemands en face de l'Autriche, les Hohenzollern acceptaient provisoirement, et en partie, de se désintéresser des affaires de Pologne et entendaient compléter le succès de la politique inaugurée par Frédéric II en Silésie.

Un second groupe de puissances était représenté par l'*Angleterre* et par la *France*, qui, pour n'avoir pas bénéficié des partages, n'avaient point à défendre d'intérêts directs dans la question polonaise. Étant données la prépondérance de la Russie et les ambitions qu'elles lui connaissaient, elles étaient amenées à envisager cette question non pas en elle-même, mais au point de vue de la question russe. L'essentiel, pour elles, était d'enrayer le développement de la Russie et sa progression menaçante vers l'Occident. Autrement dit, par la force des choses, le principe des nationalités se trouvait avoir à leurs yeux beaucoup moins d'intérêt que celui de l'équilibre européen. Aussi étaient-elles résolument hostiles à la création d'une Pologne constitutionnelle sous le sceptre des tsars et, par corollaire, au rattachement de la Saxe à la Prusse.

Le plénipotentiaire anglais *Castlereagh*, se rendant au Congrès, s'arrêta à Paris pour y conférer avec *Talleyrand*. Il le vit le 27 et le 28 août, et obtint de Louis XVIII une audience de deux heures. Après ces entrevues, il mandait à Londres que les vues de la France concordaient avec celles de l'Angleterre, ce qui était à peu près exact.

Ces vues communes s'expriment dans les instructions rédigées par Louis XVIII pour les représentants de la France.

« La Russie, disaient-elles, ne veut pas le rétablissement de la Pologne pour perdre ce qu'elle a acquis ; elle le veut pour acquérir ce qu'elle ne possède pas. Or, ce serait là créer un danger si grand, si imminent, que, quoiqu'il faille tout faire pour la conservation de la paix, si l'exécution d'un tel plan ne pouvait être empêchée que par la force des armes, il faudrait les reprendre. »

On trouve dans le document un triste écho de la réputation que la Pologne s'était acquise au XVIIIe siècle. La Pologne, y lit-on, est incapable de se gouverner, et si elle était livrée à elle-même, elle retomberait dans l'anarchie. « Elle se trouve mieux de gouvernements étrangers. » Et puis, si elle était reconstituée, les intéressés réclameraient

des compensations. Lesquelles? Où les trouver? « Le mieux est de la laisser partagée. »

Restait l'*Autriche*, entre les deux groupes de puissances. Toute hypocrite qu'elle fût, il était certain qu'elle avait participé au démembrement de la Pologne moins par appétit d'agrandissement que pour maintenir l'équilibre de l'Europe centrale et surtout pour endiguer le débordement de la puissance russe. Elle ne pouvait permettre, maintenant, que la Prusse vînt menacer Vienne et Prague en s'établissant en Saxe. A ce titre il y avait quelque communauté d'intérêt entre elle et les puissances occidentales.

Mais enfin elle avait coopéré aux partages et elle se trouvait, de gré ou de force, solidaire de la Prusse et de la Russie, et l'année précédente, à Reichenbach et à Tœplitz, elle s'était secrètement concertée avec elles sur la question de Pologne. De là une situation ambiguë et des duplicités de politique. Si elle s'effrayait des convoitises russes, qui la menaçaient directement, elle ne se sentait pas de force à leur barrer la route, et elle n'avait confiance ni en la France ni en l'Angleterre.

Les négociations

Le 27 septembre, c'est-à-dire deux jours après l'arrivée d'Alexandre Ier à Vienne, Castlereagh conférait de nouveau avec Talleyrand sur la question polonaise. Immédiatement après, il entrait en rapports directs avec le tsar et prenait connaissance de ses projets en la matière.

Un échange de notes commença. Le 12 octobre, Castlereagh adressa à Alexandre un memorandum détaillé où il combattait avec énergie son projet de rattachement de la Pologne, en rappelant les conventions de 1813 qui liaient la Russie à l'Autriche et à la Prusse. Le tsar répondit le 30 en protestant de la pureté de ses intentions et en déclarant que les accords étaient inopérants quand les conditions venaient à se modifier.

Castlereagh ayant répliqué, Alexandre, agacé, chargea Capo d'Istria de la réponse, en faisant savoir que ses plans

ne tendaient qu'au bien de la Pologne et à l'équilibre du continent. Au reste, il exprimait l'espoir que les correspondances privées en resteraient là.

Le tsar ne s'attendait pas à tant de résistances. Il tenta de l'intimidation. Dès la première audience qu'il accorda à Talleyrand, il lui déclara tout net qu'il aimerait mieux la guerre que d'abandonner les territoires qu'il détenait. A la seconde, il découvrait hardiment son jeu: « Quel cas croyez-vous que je fasse de tous vos parchemins et de tous vos traités? Pour moi la parole avant tout. J'ai donné parole au roi de Prusse qu'il serait roi de Prusse et de Saxe, et moi empereur de Russie et roi de Pologne. »

Les mêmes procédés furent appliqués par Alexandre à l'égard de l'Autriche, ce qui provoqua des incidents violents entre lui et *Metternich*. Incapable d'ailleurs de résister longtemps, l'Autriche se rabattit bien vite sur le système des compromis. Dans une note du 2 novembre, Metternich suggérait l'idée de revenir aux frontières de 1791, ou celle d'un partage du Grand-Duché de Varsovie « en amis ». Ces propositions exaspérèrent Alexandre. Le 6 novembre il en exprimait son mécontentement à Metternich en termes de la plus grande acrimonie, et il donnait l'ordre au plénipotentiaire prussien *Hardenberg* de cesser tous rapports avec les plénipotentiaires d'Autriche et d'Angleterre.

Les négociations se trouvaient ainsi engagées dans une impasse. Réunis pour asseoir les fondements de la paix, les représentants des puissances songèrent à la guerre. Vers le milieu de décembre, l'Autriche concentre des troupes en Moravie, tandis que l'Angleterre rappelle ses officiers en congé. Alexandre ordonne à Varsovie de presser l'organisation de l'armée polonaise. Il fait rédiger dans son cabinet, pour la démentir d'ailleurs dans la suite, une proclamation en date du 11 décembre que son frère Constantin est chargé de lancer au Grand-Duché de Varsovie: « L'empereur, votre puissant protecteur, fait appel à vous. Réunissez-vous autour de vos drapeaux. Que votre bras s'arme pour la défense de votre patrie et la consécration de votre existence politique. »

La proclamation visait à mystifier à la fois les Polonais et l'Europe, les premiers en les fortifiant dans l'espérance que le tsar serait le champion de leurs libertés, l'autre en la persuadant que la Pologne était prête à se dresser contre l'Europe pour avoir le bonheur de rester sous le sceptre d'Alexandre. L'impression, effectivement, fut grande en Europe, et surtout au Congrès.

La manœuvre, pourtant, ne réussit pas. L'Angleterre, à la fin de décembre, concluait la paix avec les États-Unis. Ayant les mains libres, elle pouvait songer à défendre plus énergiquement la Saxe. Castlereagh inclina alors à l'idée, mise en avant par Talleyrand, d'entamer des négociations secrètes avec l'Autriche pour former une coalition contre la Russie et, le cas échéant, contre la Prusse.

Le projet fut réalisé le 3 janvier 1815. L'Angleterre, la France et l'Autriche conclurent un *traité d'alliance* offensive et défensive en quinze articles, dont un secret. Elles s'engageaient à mettre chacune sur pied, en cas de besoin, 150.000 hommes. Un article à part admettait la Bavière, la Hollande et le Hanovre. On décidait en même temps de demander à la Turquie une intervention éventuelle contre la Russie. « La coalition est dissoute, et elle l'est pour longtemps », écrivait Talleyrand à Louis XVIII.

Il s'en fallut de peu, en effet, que l'on ne revînt alors à une situation politique fort semblable à celle qu'avaient vue les dernières années du XVIII[e] siècle. La Pologne allait-elle avoir le bonheur d'être sauvée cette fois par un système politique qui n'avait guère été soutenu, au siècle précédent, que par des hommes comme Vergennes, et qui maintenant avait l'appui non seulement des États occidentaux, mais d'une des puissances copartageantes? La combinaison qui avait échoué naguère, devant l'indifférence et l'incompréhension générale allait-elle réussir à cette date où l'on se rendait compte partout de la nature et des dangers de la politique moscovite encouragée par la dynastie sans scrupule des Hohenzollern?

La fortune, à cette heure décisive, trahit encore la Po-

logne. Les historiens, les uns après les autres, ont prétendu que la responsabilité en revient à Napoléon, qui bouleversa soudain la situation par son débarquement à Fréjus. En réalité, au moment où il venait retenter la fortune, le sort de la Pologne était fixé.

Effrayées sans doute par les perspectives d'un nouveau cataclysme, aussi peu désireuses les unes que les autres d'en venir aux dernières extrêmités, les puissances, tout d'un coup, se ravisèrent. Dix jours après le traité secret, les monarques reprenaient les pourparlers. Ce jour-là, le 13 janvier, Castlereagh déposa une note sur la question polonaise. Il y disait que l'Angleterre n'avait pas renoncé à désirer que la Pologne fût indépendante, mais que, la Russie se montrant inébranlable, il fallait donc en venir à assurer le bonheur des Polonais par une administration libérale.

Talleyrand répondit le premier à la note du plénipotentiaire anglais, en y souscrivant « de tout cœur ». La Prusse approuva. Nesselrod et Razoumovsky, au nom du tsar, exprimèrent « le plus grand contentement ». Le 11 février, les questions de Saxe et de Pologne étaient définitivement réglées. Immédiatement après, Castlereagh et Talleyrand quittaient Vienne.

L'Autriche, circonspecte, peut-être désorientée, attendit jusqu'au 21 février pour souscrire aux notes précédentes. Metternich fit savoir que son souverain « sacrifiait avec peine » l'indépendance de la Pologne, mais que d'ailleurs il avait des « intentions paternelles » à l'égard de ses nouveaux sujets. La tradition de Marie-Thérèse n'était pas perdue. L'Autriche s'affligeait et prenait.

Après le règlement des affaires de Saxe et de Pologne, Alexandre se disposait à partir pour Berlin quand on apprit que le 1er mars Napoléon avait débarqué à Fréjus. A ce moment, il ne restait plus qu'à donner aux arrangements conclus leur rédaction définitive. Les chancelleries y travaillèrent fiévreusement en mars et en avril. Le 3 mai, la Russie et l'Autriche d'une part, la Prusse et la Russie

d'autre part signaient leurs conventions, qui devaient être enregistrées dans l'*Acte Final du 9 juin* et expressément incorporées à lui par l'article 118.

Clauses des traités

Les quatorze premiers articles de l'Acte général du Congrès de Vienne concernent la question polonaise. Ils sont complétés et précisés par le traité russo-autrichien en quarante-et-un articles qui porte les signatures de Razoumovsky et de Metternich, et par le traité russo-prussien en quarante-trois articles qui porte les signatures de Razoumovsky et de Hardenberg.

Les préambules de ces deux traités sont analogues. « Au nom de la Très Sainte et Indivisible Trinité, dit le premier, Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, Sa Majesté l'empereur d'Autriche et Sa Majesté le roi de Prusse, ayant également à cœur de s'entendre amicalement sur les mesures les plus propres à consolider le bien-être des Polonais dans les nouveaux rapports où ils se trouvent placés par les changements amenés dans le sort du Duché de Varsovie, et voulant en même temps étendre les effets de ces dispositions bienveillantes aux provinces et districts qui composaient l'ancien royaume de Pologne, moyennant des arrangements libéraux autant que les circonstances l'ont rendu possible, et par le développement des rapports les plus avantageux au commerce réciproque des habitants, sont convenus de rédiger deux traités séparés à conclure, l'un entre la Russie et l'Autriche, et l'autre entre cette première puissance et la Prusse, pour y comprendre aussi bien les obligations générales communes aux trois puissances que les stipulations qui leur sont particulières ... »

Un premier ordre de clauses concerne les *questions territoriales*. Le Grand-Duché de Varsovie, conformément aux visées du tsar, disparaît. La Russie en reçoit les quatre cinquièmes, sous le nom de *Royaume de Pologne*, et la Prusse le reste, sous le nom de *Grand-Duché de Posen*. La délimitation nouvelle entre les possessions russes et les possessions

prussiennes est fixée en termes identiques dans l'article II de l'Acte général et dans l'article Ier du traité russo-prussien. D'une façon générale, la Prusse, qui par ailleurs reçoit la Westphalie, la rive gauche du Rhin et une partie du royaume de Saxe, obtient toutes les terres polonaises à l'ouest de la Prosna, sauf Kalisz, c'est-à-dire les départements de Posen et de Bydgoszcz (Bromberg), soit 810.000 âmes.

L'Autriche récupère la plus grande partie de ce qu'elle a perdu en 1809. Son lot reçoit le nom officiel de *Royaume de Galicie et Lodomérie.* La ligne de démarcation entre ces régions et la Russie est fixée en termes identiques par les articles I, II, III, du traité austro-russe et par les articles III, IV, V, de l'Acte général.

Enfin Cracovie est proclamé ville libre, sous le nom de *République de Cracovie,* avec une petite portion de territoire sur la rive gauche de la Vistule. Ses limites sont fixées par l'article VII de l'Acte général, article reproduit à l'article II de l'Acte additionnel signé le 21 avril/3 mai par la Prusse, la Russie et l'Autriche.

Pour ce qui est du *régime* applicable aux différents tronçons, les stipulations sont extrêmement imprécises. Elles se résument en cette phrase que l'on trouve à la fois dans l'article Ier de l'Acte général, dans l'article V du traité austro-russe, et dans l'article III du traité russo-prussien :

« Les Polonais sujets respectifs de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse, obtiendront une représentation et des institutions nationales réglées d'après le mode d'existence politique que chacun des gouvernements auxquels ils appartiennent jugera utile et convenable de leur accorder. »

L'article VI de l'Acte général, reproduit dans les autres documents, portait : « La ville de Cracovie avec son territoire est déclarée à perpétuité cité libre, indépendante, et strictement neutre, sous la protection de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse. » Par l'article IX de l'Acte général, les trois cours s'engageaient « à respecter et à faire respecter en tout temps la neutralité de la ville libre de Cracovie et de son territoire ». Une constitution en vingt-deux articles, annexée à l'Acte additionnel et garantie par

l'article X de l'Acte général, prévoyait un Sénat de douze membres, et une assemblée de représentants exerçant les attributions du pouvoir législatif.

D'autres articles des actes de Vienne réglaient divers points, tels que l'amnistie, la situation des propriétaires mixtes, ou la liquidation des dettes. Les plus importants étaient relatifs au *régime économique* des parties de la Pologne. Les actes austro-russes et russo-prussiens contiennent à cet égard des dispositions formellement sanctionnées par l'article XIV de l'Acte général (articles XXIV à XXIX du traité austro-russe, articles XXII à XXX du traité russo-prussien). Il y est spécifié que la navigation sera libre sur tous les fleuves et canaux « de l'ancien royaume de Pologne tel qu'il existait avant l'année 1772 » et que le transit « dans toutes les parties de l'ancienne Pologne » jouira de « la liberté la plus illimitée ». L'article XXVIII du traité russo-prussien est particulièrement net :

« Afin d'activer autant que possible la culture dans toutes les parties de l'ancienne Pologne, d'exciter l'industrie des habitants, de consolider leur prospérité, les deux hautes parties contractantes, pour ne laisser aucun doute sur leurs vues bienveillantes et paternelles à cet égard, sont convenues de permettre à l'avenir et pour toujours, entre toutes les provinces polonaises (à dater de 1772), la circulation la plus illimitée de toutes les productions et produits du sol et de l'industrie de ces mêmes provinces. »

Ainsi, sans aucune équivoque dans les termes, les copartageants promettaient solennellement de restaurer l'unité économique de l'ancienne Pologne.

La Pologne et l'Europe en 1815

Les dispositions du Congrès de Vienne concernant la Pologne ont été garanties, comme celles qui intéressaient d'autres pays, par la signature de huit puissances : Russie, Autriche, Prusse, Angleterre, France, Suède, Portugal, Espagne. Non seulement elles ratifiaient la spoliation opérée par trois fois au XVIIIe siècle, mais elles consommaient un

quatrième partage en coupant la Pologne en quatre morceaux, Royaume de Pologne, Grand-Duché de Posen, Royaume de Galicie et Lodomérie, République de Cracovie.

Différentes clauses, d'autre part, comportaient des concessions aux *droits nationaux* des Polonais. Ils devaient recevoir des institutions particulières. La partie dévolue à la Russie devait constituer un État, dans tout le sens juridique du terme. Le territoire polonais était reconnu comme unité économique indivise. La jeunesse de toutes les Pologues avait le droit de fréquenter l'Université de Cracovie. Il était même permis aux Polonais de choisir la puissance dont ils acceptaient d'être ressortissants.

Par les deux points, consécration des partages et garanties de nationalité, les décisions de Vienne étaient contradictoires et également funestes. En sanctionnant le démembrement, les puissances établissaient une situation qui allait aggraver considérablement les luttes autour du principe des nationalités et des maximes libérales. En garantissant la nationalité polonaise, elles en restaient à des stipulations généralement si vagues que toutes les interprétations allaient être possibles sans que les signataires pussent efficacement intervenir. L'histoire de la Pologne au XIXe siècle sera à la fois une protestation contre le verdict de Vienne et une protestation contre l'application qu'en feront les puissances intéressées.

Ce verdict s'explique par un ensemble de causes variées. Le Congrès n'a pas été un débat libre entre égaux, mais une conférence de vainqueurs, une commission de liquidateurs. Ces liquidateurs, remontant par delà l'époque de l'Empire et de la Révolution, s'inspiraient exclusivement des maximes politiques du XVIIIe siècle, équilibre européen, compensations et indemnités. La question de Pologne fut réglée comme celles d'Allemagne et d'Italie. On trafiqua du Royaume et de la Posnanie comme de la Saxe ou de la Vénétie.

Le malheur a voulu que le crime des partages fût instruit en cassation à une époque pour ainsi dire mixte, où se heurtaient ces deux conceptions fondamentales, dans

une certaine mesure contradictoires, celle de l'équilibre européen, qui avait été pendant des siècles la base de la politique dynastique, et celle du principe des nationalités, qui devait apparaître bientôt comme la grande devise de la vie internationale, mais qui, à ce moment, manquait encore de force et de tradition.

L'application de ce principe eût demandé un remaniement total des faits accomplis. Impossible, dans l'état où étaient les mœurs politiques, d'opérer des restitutions sans consentir des compensations. C'était toute l'économie du système européen à refondre. Personne peut-être n'a eu le courage d'y songer devant l'égoïsme des spoliateurs, mais personne, à coup sûr, n'en avait les moyens, la France moins qu'aucune puissance après ses vingt-cinq années de luttes contre l'Europe.

Dans ces conditions, les traités de Vienne enregistrent simplement la victoire des adversaires de l'ordre français et du système napoléonien. La coalition s'arrange aux dépens des anciens alliés de la France et règle provisoirement à son désavantage la question d'Orient. La Turquie perd la Bessarabie. La Suède perd la Finlande et la Poméranie. La Pologne, elle, perd son existence politique, entraînée dans le mouvement de liquidation.

D'ailleurs ni la France, ni l'Angleterre, ni l'Autriche ne pouvaient opposer un front solide à la combinaison russo-prussienne.

On a vu que leur alliance du 3 janvier 1815 n'avait pas tenu deux semaines. Un seul intérêt les liait, en matière polonaise, c'était le souci de parer à la menace russe. Le « colosse du Nord » faisait peur. Il obsédait. En 1814, pour la première fois depuis que la Russie était russe, on avait vu les Cosaques galoper dans les rues de Paris. L'impression avait été profonde. On avait mis la chose en chansons, mais on tremblait. Que pouvaient être, à côté de cela, les intérêts de la nationalité polonaise?

Pour comble de malheur, les diplomates et l'opinion, mal informés, se figuraient assez volontiers que la cause polo-

naise se solidarisait avec la cause russe. N'y avait-il pas des Polonais partisans de « l'orientation russe »? Le principal conseiller du tsar n'était-il pas un Polonais, le prince Adam Czartoryski? Ne savait-on pas que le Grand-Duché de Varsovie, dès après la retraite de Russie, était entré en composition avec Alexandre? Les illusions des Polonais, incarnées en la personne de Czartoryski, et les manèges adroits du tsar, qui les compromettait ostensiblement en les prenant sous sa protection, n'étaient pas de nature à fixer la confiance et les sympathies de l'Occident hanté par le spectre du péril russe.

Il y avait, dans ces appréhensions et dans ces défiances, une méconnaissance profonde du véritable esprit des Polonais. Si beaucoup d'entre eux, effectivement, étaient à cette date disposés à chercher du côté de la Russie la solution du problème national, c'était en faisant fond sur le libéralisme du tsar, et non point sur l'autocratie, qui seule offrait un danger pour l'Europe. Ces erreurs de psychologie leur furent tragiquement préjudiciables. Que ce fût Castlereagh ou Pozzo di Borgo, Hardenberg ou Talleyrand, tous les considéraient comme naturellement voués à être la proie d'un pouvoir fort. On vivait sur Rulhière et les chroniques de la fin du dernier siècle. On ignorait l'immense effort que le pays avait fourni après le premier partage, aussi bien que l'œuvre intérieure du Grand-Duché de Varsovie. Toute l'épopée de sa fin s'était perdue et comme diluée dans la grande tourmente des convulsions européennes. Les diplomates qui figuraient au Congrès avaient tous été, plus ou moins, témoins directs de ses fautes et contemporains de sa chute lamentable. L'idée était fermement établie en eux que la Pologne était à perpétuité la terre classique de l'anarchie et que le mieux, en définitive, était de donner à cet enfant prodigue la tutelle d'un conseil de famille.

Le conseil de famille se choisit un nom. Moins de cinq mois après avoir scellé le tombeau de la Pologne, le 26 septembre 1815, la Russie, la Prusse et l'Autriche, se plaçant sous l'invocation de la Trinité, concluaient leur pacte de « *Sainte-Alliance* ».

L'Europe pouvait maintenant comprendre le sens de l'œuvre qui venait d'être accomplie à Vienne. Les nationalités et les démocraties, durant un demi-siècle, vont avoir à lutter précisément contre ceux qui se sont enrichis des dépouilles de la Pologne. Pologne et libéralisme d'une part, spoliateurs et réaction de l'autre, l'antithèse éclatera à tous les yeux. La Pologne ne renonce pas à attendre son droit. Ce que Napoléon n'a pu faire, elle espère que « les peuples » le feront. Elle pense que les traités de Vienne ne leur barreront pas la route, et que tôt ou tard, les unes après les autres, les nationalités se libéreront. Elle va se jeter en avant, pour l'Idée, comme jadis elle se précipitait aux frontières de l'Europe menacée. Elle va défendre la pensée révolutionnaire et « les peuples » comme autrefois elle avait défendu « la chrétienté ».

Cette croisade nouvelle, elle la poursuivra jusqu'à Napoléon III. Brisée en 1863, elle sera définitivement emmurée en 1870. Alors elle attendra, en travaillant, des temps meilleurs.

CINQUIEME PARTIE

LA POLOGNE ET LES PEUPLES

(1815—1870)

I. — LES POLONAIS D'AUTRICHE DE 1815 À 1830

La « Galicie et Lodomérie ». — L'Autriche ne s'intéresse pas à cette province. — Suppression de l'ancienne autonomie. — Le projet du comte Gœss. — Ordonnance constitutionnelle de 1817. — La Galicie incorporée au système économique autrichien. — L'Autriche envenime le problème rural.

Le système autrichien

Au premier partage de la Pologne, en 1772, les Habsbourgs avaient acquis le palatinat de Ruthénie, une partie des palatinats de Podolie, de Belz, de Lublin, la partie des palatinats de Cracovie et de Sandomir placée sur la rive droite de la Vistule, les duchés de Zator et d'Oświencim, et la moitié du comté de Zips. Tout ce lot fut administré comme un pays à part et reçut le nom de *Galicie et Lodomérie.*

Au troisième partage, l'Autriche s'attribua les restes des palatinats de Sandomir et de Lublin, ainsi que les régions voisines de Cracovie. Ce lot s'appela la *Galicie Occidentale.* L'Autriche le perdit en 1809, au profit du Grand-Duché de Varsovie.

Les traités de 1815 ne lui rendirent pas Cracovie, mais ils lui laissaient un beau domaine.

Ces traités lui imposaient certaines obligations à l'égard des Polonais. Elles ne prévalurent pas contre les habitudes d'un système déjà solidement établi.

Dès l'époque de Marie-Thérèse, des réformes avaient été entreprises en Autriche dans le sens de l'unification et de la germanisation. La Galicie avait été soumise à ce régime. Au temps de Joseph II (1780-1790), elle avait reçu un gouverneur, et avait été divisée en cercles administratifs. En 1782, la loi autrichienne remplaçait la loi polonaise. La langue polonaise était exclue et remplacée d'abord par le latin, puis par l'allemand. Aux fonctionnaires polonais furent substitués des fonctionnaires allemands. La colonisation allemande fut encouragée par l'État.

Léopold II (1790-1792) avait été plus favorable aux Polonais. Mais il avait régné trop peu de temps pour modifier l'état des choses. Quant à *François Ier* (1792-1839), il n'y avait rien à espérer de lui. Il craignait les tracas et redoutait les changements. C'est lui qui comparaît son empire à une vieille maison qui s'écroulerait si l'on essayait de la réparer.

Avant et après les traités de Vienne, les Polonais connurent en Autriche une situation plus dure que leurs frères de Posnanie et du Royaume. La cause principale en est dans le fait que les Habsbourgs ne considéraient pas la Galicie comme une acquisition définitive. Située au delà des Karpathes, sans défense naturelle, elle était dans une position excentrique par rapport au domaine autrichien. Dans la première moitié du XIXe siècle, tout comme dans la seconde moitié du XVIIIe, l'Autriche n'avait pas d'intérêts vitaux de ce côté. Sa politique polonaise était au jour le jour. Ses grandes affaires étaient en Allemagne et en Italie. Pendant une cinquantaine d'années, elle songea à troquer la Galicie contre une province plus avantageuse.

De là un système d'exploitation hâtive et féroce, sans

souci du lendemain. La seule préoccupation du fisc et de la bureaucratie fut de tirer du pays le plus possible d'argent et de recrues. Une censure rigoureuse et une innombrable police secrète surveillaient jalousement toutes les manifestations du polonisme.

La Diète des Etats galiciens (1817)

Le point principal des engagements souscrits par l'Autriche au Congrès de Vienne en ce qui concernait les Polonais était la promesse de leur octroyer une représentation et des institutions nationales.

Après le premier partage, elle avait entièrement supprimé dans ses nouveaux domaines l'ancienne autonomie polonaise. En 1775, des patentes avaient établi une *Diète d'États,* dont l'unique prérogative était de prendre connaissance des ordonnances gouvernementales et de présenter des pétitions. Suspendues en 1782 par Joseph II, rétablies par son successeur, ces assemblées ne furent plus convoquées après le troisième partage de la Pologne. C'est seulement en 1802 que l'on revint à cette fiction.

Au moment du Congrès de Vienne, la Galicie avait pour gouverneur un homme clairvoyant, le *comte Gœss.* Il estimait que la germanisation des Polonais était une entreprise vaine et dangereuse, et que la politique du gouvernement à l'égard de la Galicie manquait d'habileté. Tandis que les diplomates délibéraient à Vienne, il adressa à l'empereur François un mémorandum où il proposait d'instituer une commission chargée d'élaborer une charte libérale appropriée aux besoins des Polonais.

Les idées du comte Gœss effrayèrent. On discuta deux ans son projet, pour reconnaître finalement qu'il serait « dangereux » de donner à la Galicie une constitution. Pour se conformer aux engagements pris à Vienne, on se contenta de ressusciter, avec quelques changements insigni-

fiants, la *Diète des États* (Sejm Stanowy) créée par Joseph II. L'*Ordonnance constitutionnelle de 1817*, qui l'instituait, recommandait « d'éviter tout ce qui pourrait donner l'illusion que l'impôt dépend de son consentement ».

Cette Diète comprenait les représentants des magnats, du clergé, des nobles, et de la bourgeoisie. Les paysans n'y avaient point leurs délégués. Pour les nobles, les conditions de propriété et d'impôts étaient telles que seuls les grands propriétaires avaient leurs représentants. La bourgeoisie, pour une province de quatre millions d'habitants, n'avait que trois ou quatre députés. La Diète s'assemblait tous les ans, sous la présidence d'un commissaire du gouvernement. Elle élisait parmi ses membres un *Département des États* (Wydzial Stanowy), formé de deux représentants de chacun des trois premiers états, magnats, clergé, noblesse, et d'un représentant des villes. Ce Département, qui siégeait en permanence, sous la présidence du président du gouvernement de la province, expédiait au nom de l'État les affaires secondaires.

Régime économique de la Galicie

Aux termes des traités de Vienne, les territoires de l'ancienne République polonaise devaient constituer, au point de vue économique, un tout homogène. L'Autriche viola ses engagements comme la Prusse et comme la Russie, et la Galicie fut incorporée au système économique de la monarchie.

Or, tandis que son industrie était rudimentaire, celle des autres provinces, Bohême, Silésie, Moravie, Basse-Autriche, était hautement développée. Elle devint ainsi, sans pouvoir se défendre, un débouché, une sorte de colonie des provinces occidentales. Dès ce moment est appliqué le principe qui inspirera jusqu'à nos jours toute la politique viennoise: entraver le plus possible le développement économique de la Galicie pour ne pas créer une concurrence dangereuse aux autres provinces de la monarchie. Jusqu'à

1828, si l'on construit des routes, c'est dans un intérêt exclusivement stratégique. Après cette date, l'État n'en construira presque plus (531 kilomètres jusqu'à nos jours). Malgré les instances de la Diète des États, on négligera de corriger les cours d'eau. La noblesse essaye d'implanter les industries sucrières et textiles, mais elle est rebutée par tant de vexations fiscales et administratives qu'elle finit par y renoncer. Jusqu'à 1840, la Galicie devra se contenter exclusivement du crédit privé, fourni dans les conditions les plus onéreuses.

A cette époque, en Galicie comme ailleurs, le problème principal était celui de la terre. Le régime du servage et de la corvée était toujours en vigueur. A part quelques villes importantes, la Galicie était divisée en grands domaines ou *seigneuries*, comprenant une agglomération urbaine ainsi que des villages et fermes, et en petits domaines d'une ou deux fermes avec autant de villages. Sur la presque totalité de ces domaines, la population était attachée au sol. Le seigneur propriétaire disposait de l'autorité judiciaire, et, pour les affaires secondaires, de l'autorité administrative.

Diverses mesures, depuis Marie-Thérèse, avaient été prises pour modifier ce régime archaïque, mais elles étaient partielles, elles ne reçurent pas d'application, et il ne fut plus question de la réforme agraire après la mort de Joseph II. Le gouvernement de Vienne avait une politique, qu'il poussera un jour jusqu'au crime. Elle consistait, pour assurer sa domination en Galicie, à exploiter méthodiquement les contrariétés d'intérêts entre les nobles et les paysans. Dès l'annexion de la province, la question des corvées fut comme l'axe de cette politique, et Vienne tendit par là à extirper le polonisme en détruisant la noblesse. Les conflits entre nobles et paysans, déjà nombreux avant 1815, furent multipliés savamment par la bureaucratie. L'Autriche, au lieu de régler le problème rural, s'appliquait à l'envenimer. Il faudra qu'enfin, en 1843, la *Diète des États* prenne l'initiative d'en demander la solution. Mais son appel ne sera pas entendu.

II. — LES POLONAIS DE PRUSSE DE 1815 A 1830

La Prusse limite au « Duché de Posen » le bénéfice des garanties de Vienne. — Les engagements de la Prusse. Équivoque des documents interprétatifs. — Hésitations de Frédéric-Guillaume III. — Mémoire du général Grolmann. — Antoine Radziwill lieutenant-royal. Ses pouvoirs ne sont qu'apparents. — Le fonctionnarisme prussien à l'œuvre. — Le Duché privé de ses libertés économiques. — Les États provinciaux (1823). Leurs sessions de 1827 et 1829.

Le domaine polonais de la Prusse

Par les trois partages, la Prusse avait acquis la Grande-Pologne[1], la Warmie, la Pomérélie polonaise avec Dantzig, la Prusse Royale (ou Occidentale), la partie ouest de la Mazovie (avec Varsovie) et de la Lithuanie jusqu'à la Pilica et au Niémen, au total 160.000 kilomètres carrés avec 2.500.000 habitants. La Vistule et le Bug séparaient son lot des possessions autrichiennes, et le Niémen des possessions russes.

Après l'écrasement de la Prusse par Napoléon, la paix de Tilsitt, en 1807, avait constitué un Grand-Duché de Varsovie composé presque exclusivement avec les provinces antérieurement possédées par les Hohenzollern. Le cercle de Bialystok, occupé par eux en 1795, était passé à la Russie. La Prusse occidentale était restée à la Prusse, mais Dantzig, avec un rayon d'une centaine de kilomètres carrés, devenait Ville Libre sous la protection du roi de Prusse et du roi de Saxe qui était Duc de Varsovie.

[1] Dans un sens général, le terme de *Grande-Pologne* désignait l'ensemble des douze palatinats occidentaux de la Pologne : Posen, Kalisz, Sieradz, Lenczyca, Brzesc Kujawski, Inowroclaw, Mazovie, Plock, Rawa, Chelmno (Kulm), Malborg (Marienburg), Pomorze (Pomérélie). Dans un sens restreint, il désignait une province comprenant les palatinats de Posen, Kalisz, Lenczyca et Sieradz.

Les traités de 1815 réparaient en partie le préjudice causé à la Prusse par celui de Tilsitt. Le Duché de Varsovie fut partagé entre la Russie et la Prusse. La délimitation était fixée par l'article II de l'Acte Général, reproduit par l'article Ier du Traité russo-prussien. L'article XXII de l'Acte Général restituait Dantzig à la Prusse.

En définitive, sur les 763.940 kilomètres carrés de la Pologne de 1772, il restait à la Prusse, en 1815, 59.657 kilomètres carrés.

Les traités de Vienne portaient: « Les Polonais sujets respectifs de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse obtiendront une représentation et des institutions nationales . . . » Quels étaient les « Polonais sujets de la Prusse » ? Il y en avait en Prusse Orientale, en Prusse Occidentale (350.000 en 1815), en Posnanie, à Dantzig, en Haute- et Basse-Silésie. Les garanties stipulées par le Congrès devaient-elles être octroyées à tous ces éléments polonais ? Fallait-il, par une interprétation restreinte, en réserver le bénéfice aux seuls Polonais du Duché ? C'est à cette dernière interprétation que la Prusse se fixa, tout à fait arbitrairement. Elle crut pouvoir borner les droits nationaux aux territoires polonais qui lui avaient fait retour au Congrès de Vienne, c'est-à-dire au *Duché de Posen*, soit environ 780.000 sujets.

Elle fit mieux : elle amputa ce territoire. Elle devait constituer le Duché de Posen avec tout le territoire acquis en 1815 après la dislocation du Grand-Duché de Varsovie. Or, dès le 15 mai 1815, c'est-à-dire avant la signature de l'Acte Général du Congrès, la Prusse, par sa patente d'occupation, incorporait à la Prusse Occidentale les districts de Chelmno (Kulm) et de Michalow (Michelau), avec Thorn et la région, enlevant d'avance à ces territoires le bénéfice des libertés futures.

Ainsi, de même que la Russie, au Congrès de Vienne, ne mit en avant que la question des territoires du Grand-Duché de Varsovie, laissant dans l'ombre celle de la Lithuanie et des pays ruthènes, au sujet desquels elle se bornait à de

vagues promesses, de même la Prusse fit le silence sur les parties de la Pologne qu'elle avait absorbées au XVIIIe siècle et limita ses engagements précaires au territoire du Grand-Duché de Posen, lui-même préalablement amoindri.

Il va sans dire que, de part et d'autre, avec le temps, les éléments polonais ainsi négligés devaient rappeler leur existence et créer aux usurpateurs de graves difficultés. Pour apprécier au juste l'importance de la question polonaise au XIXe siècle et dans les premières années du XXe, on ne doit pas perdre de vue qu'elle a eu pour ainsi dire une superficie beaucoup plus vaste que celle qui avait été officiellement délimitée par le Congrès de Vienne. Non seulement ce Congrès est coupable d'avoir fait une condition incertaine à une partie de la Pologne, mais il s'est trop hâté, suivant les suggestions des intéressés, de passer condamnation sur des faits antérieurs et sur des réalités ethniques qu'il était dangereux et vain de nier. Le polonisme, mutilé, circulera sous les barrières artificielles établies par les diplomates. En particulier, pour ce qui est de la Prusse, on verra que si d'abord, après 1815, le Duché de Posen est seul en scène, la question polonaise s'enrichira, se compliquera progressivement, pèsera de plus en plus sur Berlin, par l'entrée en jeu des Polonais de Silésie et des Polonais de Prusse Occidentale et Orientale.

Statut du Duché de Posen

L'article Ier de l'Acte Final du Congrès de Vienne, comme il a été dit, stipulait que « les Polonais sujets respectifs de la Prusse, de la Russie et de l'Autriche recevront une représentation et des institutions nationales organisées selon le mode d'existence politique que chacun des gouvernements auxquels ils appartiennent jugera convenable et opportun de leur donner ».

Ces dispositions paraissent inconsistantes, et de peu de portée. Effectivement, dans la suite, le gouvernement de

Berlin en a fait bon marché, et il n'a pas manqué d'exégètes, jusqu'à nos jours, pour affirmer qu'elles étaient dépourvues de valeur juridique et qu'elles n'interdisaient pas de traiter les Polonais comme les gouvernements le jugent bon [1].

Aussi, dès l'origine, les actes publics où la Prusse a interprété les engagements consignés à l'article Ier révèlent-ils des ambiguïtés et des contradictions pleines de périls, L'Acte Final du Congrès de Vienne contient en appendice, et par conséquent enregistrées officiellement, une *note de Castlereagh* en date du 13 janvier 1815 et une *réponse du Prussien Hardenberg*, en date du 30. Castlereagh ayant demandé aux copartageants de traiter leurs sujets polonais comme Polonais, Hardenberg s'empresse de faire savoir que ces vues « concordent entièrement » avec celles du roi de Prusse.

« Assurer la paix de ces provinces par un mode d'administration approprié aux particularités et au génie de ses habitants signifie en fait l'appuyer sur la base du bien général. En procédant ainsi, nous montrerons aux peuples que leur existence nationale peut rester libre de toute atteinte, quel que soit le système politique auquel ils sont attachés. »

Et plus loin: « Partant de ce point de vue fondamental, Sa Majesté le Roi de Prusse se sentira toujours tenu de fournir à ses sujets de nationalité polonaise tous les avantages qui peuvent être objet de ses vœux légitimes et qui s'accorderont avec la situation de sa monarchie et avec le premier but de tout État, qui est de créer des différentes parties qui composent l'État un tout fort. »

Ces lignes ne pouvaient frapper un contemporain comme elles nous frappent aujourd'hui, où une expérience d'un siècle nous a instruits des directives générales de la politique prussienne et en particulier du système polonais des

[1] La thèse a été soutenue avec une vigueur particulière par Massov, un des patrons de l'hakatisme, dans son ouvrage: *Die Polennot im deutschen Osten* (Berlin, 1903, Ire édit., p. 119 et suiv.).

Hohenzollern. Hardenberg est équivoque. Les droits des Polonais devront dépendre des « vœux légitimes » du roi de Prusse, et ils s'accorderont « avec la situation de la monarchie ». L'existence nationale des Polonais sera « libre de toute atteinte », mais il faut que l'État soit « un tout fort ». Deux principes se juxtaposent ici maladroitement: respect de l'individualité nationale, étatisme centralisateur et assimilateur. Tout le drame des Polonais de Prusse au XIXe siècle est contenu en germe dans cet hypocrite document du 30 janvier 1815.

Il en est de même, ou à peu près, de différents autres textes qui indiquent les lignes générales de la politique polonaise que la Prusse entend suivre, par exemple un protocole du 7 avril 1815, les patentes d'occupation du 15 mai, ou la proclamation adressée aux habitants du Duché de Posen, à la même date, par Frédéric-Guillaume III. Le Duché y est « province séparée particulière » (besondere), mais il est aussi « partie intégrante de la monarchie prussienne ». Le roi de Prusse dit aux Polonais: « Vous aussi vous avez une patrie. » Mais il leur dit aussi: « Vous êtes incorporés à ma monarchie. » Les contradictions foncières éclatent à travers les effusions du manifeste.

Les documents interprétatifs des engagements de Vienne sont-ils hypocrites? Trahissent-ils simplement les embarras d'une politique qui ne sait encore où elle va? Il y a sans doute des deux. La Prusse n'osait pas violer expressément les traités de Vienne et par là mécontenter ses sujets polonais. Elle n'osait pas non plus, sans doute, faire moins pour eux que le tsar dans le « Royaume ». Tant bien que mal, elle accommodait son système aux principes nouveaux et incorporait à son étatisme rigide une politique de nationalité conforme au goût du moment. L'association de ces éléments était en soi une monstruosité aussi grande que le fait d'accoler un « Royaume » constitutionnel à la Russie autocratique. Un jour ou l'autre, après une période plus ou moins longue d'équivoques, le conflit devait éclater entre le polonisme et le système prussien.

Antoine Radziwill, *Zerboni* et Thümen

L'histoire des Polonais de Prusse, entre 1815 et 1830, n'est marquée par aucun événement très saillant, et elle est, en apparence, dépourvue d'intérêt. Cette période, généralement très mal connue, offre en réalité une importance considérable. C'est au cours de ces années un peu mornes que se définit et s'oriente la politique polonaise de la Prusse, et toute l'histoire ultérieure de cette politique ne sera que le développement des conceptions qui ont mûri à cette époque.

Si pendant un certain temps, fort court, la situation apparaît indécise à Posen, la raison en doit être cherchée à Berlin. Là *Frédéric-Guillaume III* est balloté entre des partis contraires, sans savoir d'abord où se fixer. La Prusse absolutiste et bureaucratique, bouleversée par les désastres de 1806, s'est mise aux réformes. L'œuvre suspendue par les guerres entre 1812 et 1815 est reprise après Waterloo, c'est-à-dire à l'époque où apparaît le Duché de Posen. Mais à ce moment le danger est passé. Aux Humboldt, aux Stein, aux Niebuhr, aux Gneisenau, qui préconisent une monarchie constitutionnelle, ou bien un régime fondé sur les droits historiques, un fort parti de cour oppose une résistance acharnée, remettant même en question les réformes déjà acquises. Entre les hobereaux et les réformistes, le roi hésite et atermoie.

L'incertitude générale de la politique prussienne s'accuse également, comme il est naturel, dans la question polonaise. Tout de suite se dressent, face à face, les doctrinaires de l'oppression et les partisans du libéralisme.

Les réactionnaires prussiens ne pardonnaient pas à la Posnanie de s'être levée, en 1806, à l'appel de Napoléon. Le général d'infanterie Karl *Grolmann* remit au roi, en 1816, un mémoire qui constituait comme une ébauche, déjà fort distinguée, des plans de l'hakatisme au temps de Bismarck et du prince de Bulow. Il y demandait l'expropriation totale de la noblesse polonaise, l'envoi des recrues à

l'intérieur de la Prusse, la germanisation du clergé et la colonisation des territoires polonais par les anciens soldats.

Le projet était prématuré. Il était aussi intempestif. Le tsar Alexandre venait d'octroyer aux Polonais du Royaume une constitution d'apparence fort libérale. Il convenait d'éviter un contraste fâcheux, sinon dangereux, Varsovie pouvant devenir un centre d'attraction pour le polonisme de Prusse. A travers tout le XIX siècle on observe cette sorte de loi de concordance qui veut que la politique de chacun des copartageants soit en fonction de celle des autres. Les anciens complices s'épient, se concurrencent, quitte à se retrouver en parfait accord le jour où leurs intérêts solidaires apparaissent en sérieux danger.

En Prusse, tout comme dans le Royaume, les choses vont passablement jusque vers 1819. Mais en 1819, c'est l'entrevue de Tœplitz. La Sainte-Alliance devient active. Frédéric-Guillaume III se jette dans l'extrême réaction en même temps qu'Alexandre Ier. L'agitation des étudiants, les fêtes de la Wartbourg, l'assassinat de Kotzebue, les révolutions de 1820–1821 en Espagne et en Italie, achèvent de le rallier au système de Metternich. Il repousse en 1821 le projet de constitution présenté par Hardenberg, qui meurt l'année suivante. Le régime prussien en Posnanie va s'appesantir. En 1825, le tsar Alexandre Ier sera remplacé par Nicolas Ier, gendre de Frédéric-Guillaume III. Les ménagements et les équivoques deviendront superflus, et le germanisme aura la voie libre.

L'administration prussienne, en 1815, commença sous d'assez heureux auspices. Les Polonais étaient affligés de se trouver séparés de leurs frères, mais pour l'instant ils se résignaient à leur sort, en ajournant la réalisation de leurs espérances. Ils ne demandaient pas mieux, d'ailleurs, que d'avoir confiance dans les promesses de leur nouveau souverain. Aucune résistance ne fut opposée par eux aux fonctionnaires et aux troupes qui se hâtèrent de prendre possession du pays. Quand les premières divisions de Frédéric-Guillaume entrèrent à Posen, sous le commande-

ment du général *Thümen,* elles furent accueillies correctement, sans plus. La ville offrit un banquet au général.

Les Polonais se faisaient-ils des illusions? Peut-être. Épuisés par quarante-trois ans de convulsions, ils ne pouvaient guère être insensibles à certaines mesures qui paraissaient inaugurer une administration libérale. La proclamation royale du 15 mai était conçue dans les termes les plus cordiaux. Les patentes d'occupation, à la même date, annonçaient que Frédéric-Guillaume III adoptait le titre de Grand-Duc de Posnanie et qu'il ajoutait au blason royal le blason de son nouveau Duché. D'après l'acte de prise de possession publié le 8 juin, les autorités publiques du Duché devaient employer un sceau particulier portant en écusson l'aigle prussien surmonté de l'aigle blanc. Alors que toutes les provinces prussiennes avaient à leur tête un *Président supérieur* (Oberpräsident), la Posnanie reçut, à côté de son Président supérieur, un *Lieutenant royal* ou Statthalter (en polonais *Namiestnik*) de nationalité polonaise.

Ce poste fut confié au *prince Antoine Radziwill.* Apparenté à la famille royale, car il avait épousé la princesse Louise de Hohenzollern, Radziwill avait de la bienveillance et de la courtoisie. Il chantait, composait, jouait du violoncelle, et ordonnait à merveille les réceptions. Gœthe devait dire de lui que c'était le premier troubadour qu'il eût vu.

Était-ce d'un troubadour que la Posnanie avait besoin? Radziwill croyait sincèrement qu'il était quelqu'un et quelque chose. Il était seulement un figurant, à la vérité fort décoratif. Son loyalisme prussien lui enlevait toute énergie. Le pouvoir effectif appartenait au Président supérieur, *Zerboni di Sposetti.* Il était autorisé, dans toutes les affaires importantes, à négliger l'intermédiaire de Radziwill et à s'adresser directement au roi ou à ses ministres. Il avait comme attributions « la haute main sur toute l'administration de la province, la décision sur les mesures à prendre dans les circonstances urgentes, la surveillance du clergé catholique pour que, dans l'exercice du culte, il respectât les droits de la famille royale ».

Zerboni, catholique d'origine italienne, était un libéral et ne représentait pas la vraie tradition prussienne. Il n'en était pas de même du général *Thümen*, qui commandait l'armée d'occupation. Pour lui, la Posnanie était une conquête et devait être traitée comme telle. Sans l'opposition de Zerboni, il eût organisé tout de suite une gendarmerie spéciale pour surveiller les seigneurs et établi dans toutes les places importantes des fonctionnaires militaires nouveaux, sous le nom de Commandants d'étapes.

L'œuvre de germanisation

En 1815, la Posnanie comptait, à peu près, un Allemand pour quatre Polonais. L'État prussien avait à résoudre un problème singulièrement redoutable. Il en confia le soin à ses agents civils et militaires, pleins de morgue et de pédantisme, qui arrivèrent dans la province, pour la plupart, avec la pensée arrêtée d'instituer l'ordre prussien. Ils n'avaient aucune notion de la psychologie polonaise. Avec les Français, les Polonais sont le peuple qui demeure le plus inintelligible à un Prussien.

Cette machine de fonctionnaires marchait toute seule. Elle n'était sensible ni aux oscillations du pouvoir central, ni même aux inspirations d'un Président supérieur à la manière de Zerboni. Dès le temps de Zerboni, la méthode prussienne est à l'œuvre, patiente, savante, tracassière. Sous les yeux de Radziwill commence un lent travail d'érosion. Radziwill finira par déserter Posen, et s'en ira passer dans son château de Silésie la plus grande partie de son temps. Zerboni lui-même sera remplacé en 1825 par *Baumann*, bon fonctionnaire, soucieux de sa carrière, et la germanisation sera accélérée.

Un an ou deux après la naissance du Duché de Posen, on entre dans un fouillis de paperasseries administratives, dans un dédale d'arrêtés et d'ordonnances. C'est la tactique des bureaux prussiens. Leur règne commence. Pendant un siècle, ils vont travailler à étouffer le polonisme sous les circulaires.

La Posnanie avait été dotée d'un sceau spécial. Une ordonnance du 31 mars 1817 en réserva l'emploi aux administrations supérieures, les autres devant se contenter de l'aigle prussien. Le Duché avait un régime sur le type français, avec préfets et sous-préfets : ce régime fut remplacé par celui des *régences* et des *districts*. Le code Napoléon céda la place à la loi prussienne. La Posnanie, aux termes du protocole d'avril 1815, devait avoir une petite armée nationale commandée par un Polonais : après plusieurs années de négociations, le projet fut abandonné en 1819. La censure, d'abord discrète, devint ombrageuse : un *édit du 18 octobre 1819* imposa l'autorisation préalable pour l'impression et la vente de toute publication. De là un ralentissement très net de la vie intellectuelle. Quelques traductions ou grammaires sont tout le bilan de la Posnanie à cette époque.

L'Église catholique était puissante en Posnanie. Ses biens étaient garantis par des dispositions insérées dans le traité de Varsovie du 18 juin 1773 et dans le traité de Grodno du 25 septembre 1793. La Prusse, violant ses engagements, confisqua et sécularisa les *biens catholiques*, et attribua aux écoles protestantes les fonds provenant des couvents les plus riches.

La grande difficulté était la question de la langue. Au cours du XIXe siècle, l'offensive du germanisme a visé deux objectifs principaux : la langue polonaise et la terre polonaise. La lutte pour la terre, en raison de circonstances diverses, ne s'engagera qu'ultérieurement. Les opérations contre la langue polonaise ont commencé dès la période où nous sommes. La Prusse ne se fit aucun scrupule de peupler les administrations de fonctionnaires qui connaissaient mal le polonais ou l'ignoraient totalement. En 1829, pas un seul des conseillers supérieurs des deux régences (Posen, Bydgoszcz) ne connaissait le polonais, et sur vingt conseillers dix-sept étaient Allemands, dont treize ne parlaient que leur langue. Une loi du 9 février 1817 mettait le polonais, dans les transactions judiciaires, sur le même pied que l'allemand, mais elle réservait la primauté à celui-ci

14

dans une série de cas, et elle l'admettait seul dans la rédaction des sentences criminelles. D'abord relativement accommodante, l'autorité centrale en arriva très vite à exclure complètement le polonais des actes et documents administratifs dans ses rapports avec les habitants du Duché.

La *germanisation par l'école* a été, au xix[e] siècle, la grande maxime de la Prusse. La méthode, avant 1830, se dessine déjà très nettement. Le ministre libéral Altenstein promulgua le 13 décembre 1822 une ordonnance qui établissait le régime bilingue dans l'enseignement. Elle n'eut guère d'action sur les pratiques administratives. Le gouvernement accorda des faveurs particulières aux écoles allemandes protestantes. Quoique l'élément protestant ne représentât qu'un tiers de la population, il y avait en Posnanie, dès 1821, 561 écoles allemandes contre 416 écoles catholiques. Tandis que l'on envoyait dans des régions purement polonaises, et jusqu'au gymnase de Posen, des professeurs qui ignoraient entièrement le polonais, une *ordonnance de 1827* exigea de tous les maîtres la connaissance de l'allemand. Il en résulta toute une série d'incidents irritants auxquels fut mêlé M[gr] *Wolicki,* archevêque de Posen.

Violation des libertés économiques du Duché

Les territoires de l'ancienne République polonaise devaient, aux termes des traités de 1815, continuer à représenter une unité économique distincte. La Prusse ne tint pas plus compte de ces dispositions que les autres copartageants, et l'Europe resta complètement indifférente à leur inobservation délibérée.

La Prusse ne songea pas un instant à séparer au point de vue douanier la Posnanie et la Prusse Occidentale du reste de ses États. Elle signa avec l'Autriche, dès le 23 mars 1817, puis avec la Russie le 19 décembre 1818, des *traités de commerce et de navigation* qui faisaient bon marché de l'unité économique de la Pologne. Dans une nouvelle convention avec la Russie, le 27 février 1825, il n'était même pas dit un mot du territoire de l'ancienne Pologne, dont

les droits économiques spéciaux avaient cependant reçu dix ans auparavant la consécration solennelle des puissances.

Les conséquences furent graves pour la Posnanie. Avant les partages, elle avait une activité industrielle assez intense, et certains de ses bourgs, aujourd'hui déchus, étendaient leur trafic jusqu'au fond de la Russie et jusqu'en Chine. Une fois dressées les barrières douanières, les débouchés furent fermés. L'industrie prussienne, mieux outillée, envahit de ses produits les territoires polonais. La Posnanie devint une sorte de colonie des provinces occidentales de la Prusse, comme la Galicie, dans la même période, devenait une colonie des provinces occidentales d'Autriche. Pendant ce temps, la Vistule étant coupée en trois tronçons, contrairement encore aux stipulations internationales, les villes riveraines périclitaient rapidement, et Dantzig était bientôt dépassé par les villes hanséatiques.

Perdant ses industries, la Posnanie se trouva réduite à ses ressources agricoles, qui étaient faibles. Elle fit un grand effort pour les développer. Sur ce point l'appui du gouvernement ne lui fit pas défaut. Les souverains prussiens, hommes d'affaires entendus et positifs, étaient soucieux, là comme ailleurs, de ne pas tarir les sources de leurs revenus. A côté d'une politique nationale destructive, ils pratiquaient une politique économique à certains égards féconde et créatrice. En important les méthodes allemandes, en améliorant les prairies par le drainage, en développant l'élevage, il est incontestable qu'entre 1815 et 1830 ils ont fait réaliser de grands progrès à l'agriculture de la Posnanie et préparé cette province à jouer, comme producteur, le rôle important qu'elle était appelée à remplir ultérieurement dans l'économie générale de la monarchie et de l'empire industrialisés à l'excès.

Les Etats Provinciaux

Les Polonais de Prusse, malgré toutes leurs désillusions, avaient un double motif d'attendre des institutions libérales. D'abord le roi avait pris à leur égard, dans des actes

internationaux, des engagements particuliers. Ensuite, à plusieurs reprises, il avait fait des promesses à tous ses sujets prussiens.

Après le Congrès de Vienne, huit années passèrent. Les dangers de l'ère napoléonienne avaient disparu. Les velléités libérales s'évaporaient. Une série de commissions travaillèrent sans hâte. Enfin la grande nouveauté fut réalisée. La *Loi du 5 juin 1823* instituait dans tout le domaine prussien des *États provinciaux*.

La Prusse, depuis les traités de 1815, comprenait huit provinces: Brandebourg, Poméranie, Prusse, Silésie, province du Rhin, Saxe, Posnanie. La Posnanie, en fait de « représentation et institutions nationales » promises par les traités de Vienne, reçut ni plus ni moins que les sept autres provinces du royaume sa Diète Provinciale.

La Diète était divisée en trois États, nobles, villes, paysans. La possession d'une propriété foncière était requise pour y siéger. Le roi décidait de la durée de la session. Elle délibérait à huis clos « sur les projets de loi qui ont rapport aux intérêts locaux » et avait le droit de pétition.

Après avoir attendu huit ans avant d'être dotée d'une Diète qui ne ressemblait que de fort loin à une « représentation nationale », la Posnanie dut attendre quatre nouvelles années avant de voir cette Diète convoquée par le gouvernement. Les Diètes de toutes les autres provinces avaient terminé leurs travaux quand enfin, en octobre 1827, les États Provinciaux de Posnanie reçurent l'autorisation de siéger. Douze ans s'étaient écoulés depuis que la Prusse avait fait le serment d'octroyer une représentation aux Polonais.

Et maintenant, après ces douze ans, que recevaient les Polonais? Un simulacre. L'assemblée réunie en octobre 1827, sous la présidence du prince *Sulkowski*, dut se borner à des doléances sur les abus de l'administration. A la séance de clôture, le 22 décembre, Sulkowski laissa entendre discrètement que le pays attendait des actes avec impatience. Les doléances et pétitions furent expédiées à Berlin. Le roi mit un an pour y répondre, en se bornant à des promesse

vagues dont il confia l'exécution précisément aux bureaucrates dont on lui dénonçait les abus.

Une nouvelle session des États Provinciaux eut lieu en 1829. Elle formula les mêmes doléances, avec plus de fermeté. Elle constata que le divorce était maintenant complet entre le pays et ceux qui l'administraient. A la fin de la session, Sulkowski fit entendre des avertissements pleins de modération : « Nous aimons le roi, parce qu'il est un souverain juste et sage. Il ne dépend que du gouvernement de nous faire aimer les autorités. »

Seuls, à cette date, les naïfs pouvaient ne pas comprendre que la Prusse avait dupé les Polonais et trahi sa parole. Bientôt, de l'autre côté de la frontière, les Polonais sujets de la Russie allaient prendre les armes. Un grand frisson national allait secouer la Posnanie désillusionnée. Désormais le gouvernement de Berlin pourrait jeter le masque et s'engager ouvertement dans la voie de la germanisation violente.

III. — LES POLONAIS DE RUSSIE DE 1815 A 1830

Charte de novembre 1815. Le Royaume est un « État ». — Le tsar roi de Pologne. — Vase de terre et cruche de fer. — La question des « confins ». Attitude évasive d'Alexandre Ier. — Le Grand-Duc Constantin maître du Royaume. — Violations de la Charte. — La Société Nationale Patriotique. — Russification des « confins ». Ruine de l'Université de Wilno. — Nicolas Ier. — Les patriotes devant le Tribunal de Diète (1828). — Wysocki et l'École des sous-enseignes. — Diète de 1830. — Développement du Royaume.

Constitution de novembre 1815

Le 30 avril 1815, trois jours avant la signature des accords qui consacraient le partage de la Pologne, Alexandre Ier expédiait de Vienne à Varsovie son aide de camp avec une lettre destinée au président du Sénat. La lettre arriva le

6 mai. Le lendemain, elle était publiée en polonais et en français :

« Avec un contentement particulier, disait-elle, je vous fais savoir que le sort de votre patrie a été enfin réglé par accord de toutes les puissances réunies au Congrès. En prenant le titre de roi de Pologne, j'ai voulu donner satisfaction aux vœux de la nation. Le Royaume de Pologne sera uni à l'Empire russe par le lien d'une constitution propre, sur laquelle je désire fonder le bonheur du pays... »

En octobre, Alexandre revint d'Occident et traversa le Royaume. De grandes fêtes célébrèrent sa venue. Il resta trois semaines à Varsovie. Quand le bourgmestre lui apporta les clefs de la ville, il lui dit : « Je ne les accepte pas, car je ne viens pas en vainqueur, mais en protecteur et en ami, désirant vous voir tous heureux. »

Soudain, dans la nuit du 2 décembre, sans prendre congé de personne, il partait pour Pétersbourg. Au dernier moment il avait signé la *Loi Constitutionnelle*, dont la rédaction avait été achevée le 27 novembre.

Ce statut comprenait 165 articles distribués en sept titres : conditions politiques du Royaume, garanties générales, gouvernement, représentation nationale, justice, force armée, dispositions générales.

Le Royaume est rattaché à perpétuité à la Russie par un lien d'union dynastique. Le tsar reçoit à part la couronne de Pologne. Il doit se faire couronner à Varsovie et y prêter serment à la constitution. Les deux États ont une politique extérieure commune, mais des forces armées distinctes. L'armée du Royaume, qui devra s'élever à 30.000 hommes, garde son uniforme national et toutes ses particularités d'organisation.

Tous les actes publics sont rédigés en polonais. Les fonctionnaires publics, tant civils que militaires, sont exclusivement indigènes. Le code Napoléon, introduit antérieurement, reste en vigueur. La constitution garantit la liberté de la presse, de la parole, le droit d'association et de réunion, l'inviolabilité de la personne des citoyens. La religion catholique est assurée de la protection particulière

du gouvernement. Le Royaume a ses douanes et sa monnaie.

Les organes de gouvernement sont le roi, le *Lieutenant-Royal* (Namiestnik), les ministres, et le Conseil d'État. Le roi, généralement absent du Royaume, se fait assister d'un *Ministre Secrétaire d'État* qui réside à Pétersbourg et qui sert d'intermédiaire entre lui et le gouvernement du Royaume. Son délégué permanent est le *Namiestnik,* chef effectif du pouvoir exécutif. Les *Ministres,* au nombre de cinq, sont respectivement présidents des *Commissions* suivantes: Justice, Cultes et instruction, Intérieur et police, Guerre, Trésor.

Le *Conseil d'État* gère les affaires du Royaume. Il est composé du Namiestnik et des cinq ministres, à qui s'ajoutent des conseillers d'État, des référendaires et d'autres personnes nommées par le roi. Avec une composition plus réduite, il fonctionne sous le nom de *Conseil Administratif* pour l'expédition des affaires courantes, auquel cas il a seulement voix consultative, la décision étant réservée au Namiestnik.

Le pouvoir législatif appartient à la *Diète,* composée d'un *Sénat* nommé par le roi et d'une *Chambre des députés,* où siègent 77 représentants de la noblesse élus par les diétines et de 51 représentants du tiers état. La Diète tient tous les deux ans une session de trente jours. Ses débats, qui sont publics, portent sur les projets de loi présentés par le roi, sur le budget, et sur toutes autres questions dont elle est saisie par le souverain. Après avoir liquidé ces sujets, elle peut présenter ses vœux et propositions. Les ministres sont responsables devant elle et contresignent toutes les ordonnances royales. Le Sénat, constitué en *Tribunal de Diète,* juge les affaires de haute trahison et les hauts fonctionnaires.

Cette charte était celle d'un *État,* dans le sens que le mot comportait en droit international. Par là était confirmé le caractère reconnu au Royaume par l'Acte Final du Congrès de Vienne, dont l'article Ier était ainsi conçu : « Le Duché

de Varsovie... est réuni à l'Empire de Russie... Sa Majesté Impériale se réserve de donner à cet État, jouissant d'une administration distincte, l'extension intérieure qu'Elle jugera convenable...» De même le mot d'*État* revenait dans différents articles de la Constitution de novembre; ainsi à l'article X: «Dans tous les cas d'introduction de troupes russes en Pologne, ou de troupes polonaises en Russie, ou dans le cas de passage de ces troupes par une province de ces deux États, leur entretien...»

En certaines de ses dispositions, la charte de novembre 1815 était fort libérale, surtout pour l'époque. Elle conservait, en les adaptant, plusieurs bonnes parties du régime dont Napoléon avait doté le Duché. Elle garantissait aux Polonais des droits qu'ils n'avaient pas connus sous ce régime. Ce petit État de quatre millions d'habitants avait 100.000 électeurs, quand la France n'en avait que 80.000, avec un mode de suffrage à deux degrés. Les dispositions concernant la langue, les fonctionnaires, l'armée, donnaient satisfaction au sentiment national.

Derrière tout cela se dissimulaient des imperfections, et des imperfections préméditées. L'armée échappait complètement à la compétence de la Diète, c'est-à-dire du pays. En paix comme en guerre, elle dépendait entièrement du tsar, qui nommait tous les officiers, et de son chef, qui était prince du sang. Le corps législatif ne jouissait que d'une autorité fictive. Le Sénat tout entier était nommé, et à vie. Le roi pouvait à son gré proroger, ajourner ou dissoudre la Diète. Celle-ci n'avait le droit de délibérer que sur les projets présentés par le souverain. En fait, simple organe consultatif, elle était appelée à rendre peu de services. Pas une fois elle n'eut à exercer son droit de voter le budget, parce que pas une fois on ne lui en présenta un. Enfin tous les corps et organes locaux, assemblées communales, diétines, conseils de wojewodies, étaient dépourvus de tous les attributs réels de l'autonomie.

Rien n'était plus facile, avec quelque perfidie, que de tirer d'un pareil statut, dont les dehors semblaient rassu-

rants, les instruments d'une tyrannie. Le danger était d'autant plus grand que la petite Pologne ainsi dotée devait partager les destinées d'un vaste empire où l'autorité du souverain ne connaissait aucune borne. Le manifeste lancé dans les premières semaines de l'insurrection de 1830 dira: « La réunion sur une seule tête des couronnes d'autocrate et de roi constitutionnel était une de ces monstruosités politiques qui ne peuvent exister longtemps. Chacun prévoyait que le Royaume de Pologne devait être pour la Russie un germe d'institutions libérales, ou succomber sous la main de fer de ses despotes. »

Telle était bien, en effet, l'alternative qui se posait. Le Royaume, infiniment plus avancé que toutes les autres parties de l'empire russe, allait-il exercer une force d'attraction, entraîner l'énorme machine dans la voie des idées nouvelles? La Russie allait-elle, au contraire, se refuser à devenir occidentale et engloutir le Royaume constitutionnel?

Au Congrès de Vienne, des hommes comme Stein, Hardenberg, Nesselrod, Pozzo di Borgo, répondaient d'avance. Ils étaient sûrs qu'à côté du colosse russe le petit Royaume et sa charte ne seraient pas viables. C'était, comme disait un contemporain, le vase de terre attaché à la grande cruche de fer. Plus optimistes, des Polonais faisaient confiance au libéralisme réputé d'Alexandre, et ils comptaient qu'il allait entreprendre de vastes réformes dans ses États. Leurs yeux n'allaient pas tarder à s'ouvrir. Le régime autocratique subsistant, il en devait résulter d'une part que la Pologne libérale allait exciter la haine croissante des réactionnaires de Pétersbourg, et d'autre part que les éléments avancés de Russie allaient être encouragés par l'exemple de la Pologne et même en certains cas collaborer avec elle pour le triomphe de leurs idées. La Pologne s'obstinera à vouloir convertir et affranchir la Russie. Elle s'usera à cet apostolat, exécrée par la bureaucratie germano-russe qui continuera à voir en elle, comme au temps de Catherine II et des « Jacobins », la détestable et pernicieuse incarnation des aspirations démocratiques. C'est en 1815, à Varsovie, que

commence devant l'Europe d'abord attentive, puis indifférente, le plus dramatique épisode de la lutte entre le droit des peuples et celui des trônes.

Le domaine polonais de la Russie. — Les « confins »

La Russie était, de beaucoup, le bénéficiaire principal des trois partages de la Pologne et des arrangements définitifs de Vienne. Sur les 763.940 kilomètres carrés de la Pologne de 1772, elle gardait 623.956 kilomètres carrés.

Là-dessus, le « Royaume de Pologne » ou « Royaume du Congrès » ne représentait pas plus de 127.000 kilomètres carrés, soit une superficie moindre que celle du Duché de Varsovie. Tout le reste, Duché de Courlande, Lithuanie, Ruthénie-Blanche, Ruthénie cisdniéprienne (Kijovie, Podolie, Volhynie), demeurait en dehors des garanties octroyées au Royaume par la Constitution du 27 novembre. Près de 500.000 kilomètres carrés de l'ancienne Pologne, négligés par les diplomates du Congrès de Vienne, étaient abandonnés à la discrétion du tsarisme.

Le fait, pour être passé inaperçu, n'en offrait pas moins une importance énorme et presque rien n'est intelligible, si on l'oublie, dans les rapports ultérieurs de la Pologne et de la Russie. La Lithuanie, la Ruthénie-Blanche, la Kijovie, la Podolie, la Volhynie, c'est-à-dire les vastes régions qui s'étendent entre le Dniepr, la Duna et le Niémen, jusqu'au Bug et à la Vistule, avaient été un des éléments essentiels de la prospérité polonaise. La szlachta, propriétaire de la plus grande partie du sol, en tirait le meilleur de ses revenus. Les magnats y possédaient d'immenses latifundia. Depuis des siècles, la Pologne y poursuivait une œuvre civilisatrice et avait pris l'habitude de se considérer comme y exerçant une mission.

Aucun Polonais ne pouvait se résigner à l'idée que toutes ces provinces dussent être absorbées définitivement par la Russie. Tous ceux qui, après les partages, et particulièrement à l'époque d'Alexandre Ier, s'étaient ralliés aux com-

binaisons d'une politique polono-russe, l'avaient fait dans la conviction qu'il n'y avait pas d'autre moyen d'empêcher cette absorption. Brisé par les déceptions, le pauvre Kosciuszko, né dans ces « confins », s'était repris lui-même à espérer, au moment du Congrès de Vienne, qu'Alexandre étendrait le Royaume jusqu'à la Duna et au Dniepr.

Alexandre s'était bien gardé de décourager ces espérances. Il les avait entretenues par des assurances évasives, sinon par des promesses. A Vienne, l'Europe ne s'intéressant pas à la question, il avait eu beau jeu, et s'était contenté d'équivoques qui pouvaient entretenir les illusions. L'article Ier de l'Acte Final (article V du traité russo-autrichien et article III du traité prusso-russe) disait du Royaume de Pologne:

« Sa Majesté se réserve de donner à cet État, qui doit jouir d'une administration à part, l'*extension intérieure* qu'il jugera convenable. »

C'était là une allusion manifeste à la Lithuanie et aux pays ruthènes. Le tsar laissait entendre qu'il pourrait, s'il lui plaisait, élargir vers l'Est les limites du Royaume. Il ouvrait des perspectives, en s'abstenant de s'engager[1].

Quelques Polonais comprirent, comme Kosciuszko qui, définitivement désillusionné, s'en alla finir ses jours en Suisse. Beaucoup d'autres, après le Congrès de Vienne, continuèrent à espérer. En novembre, quand le tsar était à Varsovie, les Polonais de Lithuanie et de Ruthénie lui envoyèrent une députation. Elle attendit longtemps. Avant de la recevoir, Alexandre accorda une audience privée à Michel Oginski: « Je tiendrai ce que j'ai promis, lui dit-il, mais cela ne peut se faire tout de suite ... j'ai besoin de con-

[1] Il est à noter que cet article des traités de Vienne n'a pas, en général, attiré l'attention, et que le sens n'en a pas été toujours compris. C'est ainsi que le savant russe Fr. Martens, dans son *Recueil des traités et conventions conclus par la Russie avec les puissances étrangères* (t. III, p. 237), traduit *extension intérieure* par *régime intérieur* (vnutrennieje ustrojstvo).

fiance... je ne changerai pas mes dispositions... Ne touchez pas à une corde trop sensible. Ne me compromettez pas devant les miens... Vous êtes mécontents, et vous avez raison tant que vous ne serez pas réunis à vos compatriotes et que vous n'aurez pas de constitution... Je vous le répète, encore une fois de la confiance, et ne me compromettez pas. »

Oginski, quand il présenta la députation, se conforma à ces consignes. Il fit des déclarations prudentes. Le tsar fut vague. Les délégués s'en allèrent dépités.

Quelques jours plus tard paraissait la Constitution de novembre. Elle ne mentionnait que huit wojewodies, dont les plus orientales étaient celles de Podlachie et d'Augustowo, avec Siedlce et Suwalki comme chefs-lieux. De Witebsk, de Mohylew, de Wilno, de Zytomierz, il n'était pas question. La Pologne constitutionnelle n'allait pas plus loin que le Bug.

Zajonczek, Constantin et Novosiltsov

Après la promulgation de la Charte, les Polonais étaient sûrs que les fonctions de *Namiestnik* ou Lieutenant-Royal allaient être confiées au prince Adam Czartoryski, ami et conseiller du tsar. Constantin, frère d'Alexandre, détestait Czartoryski. Il voulait un militaire. Il avait de la sympathie pour le vieux général *Joseph Zajonczek*, estropié, sourd, ignorant, servile, médiocre en tout. A la veille de son départ de Varsovie, le tsar fit venir Zajonczek. Il lui annonça qu'il le faisait prince et Namiestnik. Czartoryski dut se contenter d'être wojewode et sénateur, avec le droit de siéger au Conseil Administratif.

En outre, Alexandre, en partant pour Pétersbourg, laissait à deux Russes le soin de veiller aux affaires du Royaume: l'un était son frère, le *Grand-Duc Constantin*, l'autre son conseiller intime, le *sénateur Novosiltsov*.

Constantin, nommé général en chef de l'armée polonaise, avait un programme, qu'il avait formulé en 1813 en entrant dans le Grand-Duché de Varsovie avec les armées du tsar: « Le Grand-Duché doit exister tel qu'il est, et doit être gou-

verné à la russe par un Russe. » Il avait aussi une philosophie : « Je hais les civils, le clergé, et les gens de lettres. » Il haïssait, en outre, les chapeaux à larges bords, qu'il rognait lui-même quand il en trouvait dans la rue. Ce qu'il adorait, c'étaient les parades militaires et les beaux alignements d'uniformes. Marié à une demoiselle Jeannette Grudzinska, qu'il fit princesse de Lowicz, il ne détestait pas, paraît-il, les Polonais, mais il les voulait mater et il se flattait d'y arriver par ses brutalités fantasques. Obéi au doigt et à l'œil par Zajonczek, il fut le vrai maître du pays.

Le sénateur Nicolas Novosiltsov, son autre auxiliaire, était venu en Pologne derrière les armées russes, en 1813. Il exécrait les Polonais, mais n'en laissait rien paraître, ce qui lui valut d'abord une réputation de libéralisme. Sa férocité prenait des formes cauteleuses. Il était débauché. Il avait le goût de la délation. Sa maxime était : « Tout ce qui peut servir l'État devient licite. Un homme corrompu le servira mieux qu'un homme droit. » Alexandre, en quittant Varsovie, l'avait nommé « commissaire pour le Royaume ». L'acte de nomination spécifiait que cette fonction était destinée à assurer la mise en train du régime constitutionnel et qu'elle prendrait fin dans le délai d'un mois.

La Charte de novembre n'avait pas prévu cet office de « commissaire pour le Royaume ». Installé illégalement pour un mois, Novosiltsov resta. Six mois après, par une violation de la Charte, dont l'article 29 réservait aux Polonais les fonctions publiques, il était nommé membre du Conseil Administratif.

Fontionnement du régime constitutionnel. — Réaction et sociétés secrètes (1815—1825)

Les malentendus commencèrent dès les premiers jours du nouveau régime, dont Constantin se souciait peu. Au lieu de gardes nationaux, il créa une gendarmerie à lui. Il puisa à son gré dans le trésor. Il organisa une police secrète. La tyrannie qu'il fit peser sur l'armée provoqua une véritable épidémie de suicides. Des généraux distingués,

comme *Sulkowski, Wielhorski, Chlopicki, Uminski,* donnèrent leur démission. En 1819, le clergé se plaignant de la diffusion de l'athéisme, on en profita pour restreindre la liberté de la presse en instituant la censure.

Le pays patientait. Il voulait éviter le reproche d'ingratitude et aussi des malheurs plus grands. En 1818, la première Diète éleva quelques plaintes, mais elle vota les propositions du gouvernement. Le budget ne lui fut pas présenté.

Les choses commencèrent à se gâter en 1819. Épris du mysticisme à la mode, le tsar Alexandre était en rapports avec les éléments conservateurs polonais. Surtout il subissait de plus en plus l'influence des milieux réactionnaires russes, fort mal disposés pour la Pologne. L'historien officiel, le célèbre *Karamzine,* lui prouvait dans un mémoire que la restauration de la Pologne équivaudrait au démembrement de la Russie et que la Pologne, ayant été conquise par les tsars, devait leur appartenir entièrement.

Alexandre assista aux *Congrès de la Sainte-Alliance,* à Carlsbad (1819), à Opawa (1820), à Laybach (1821), à Vérone (1822). Il prit la phobie des complots révolutionnaires, s'habitua à considérer que la constitution octroyée aux Polonais était un don gratuit, et renonça complètement — si tant est qu'il l'ait jamais eue — à l'idée de rattacher au Royaume une partie quelconque de la Lithuanie ou de la Ruthénie.

La Diète se réunit pour la seconde fois en 1820. Le tsar ouvrit la session le 13 septembre. Il déclara que la constitution n'avait pour base que la confiance illimitée qui était dûe à sa personne, et que l'existence même du nom polonais dépendait de la morale chrétienne dont il était pénétré.

Cette fois, le mécontentement se manifesta et prit la forme d'une opposition résolue. A la tête de cette opposition se trouvaient les frères *Vincent et Bonaventure Niemojewski.* Ils groupèrent autour d'eux un parti dans lequel entraient surtout des députés du pays de Kalisz, d'où son nom de *Parti de Kalisz.* L'assemblée se plaignit de la mauvaise administration et rejeta les propositions tendant à réduire

encore les libertés constitutionnelles. Alexandre mit fin à la session sans dissimuler son mécontentement et en déclarant que la Diète avait retardé la restauration de la patrie. Il était décidé à publier un oukase abrogeant la Constitution de novembre. Il en fut empêché par l'intervention de l'ambassadeur d'Angleterre et de Pozzo di Borgo.

C'était la grande époque des sociétés occultes qui, en tous pays, conspiraient contre l'ordre institué par les traités de Vienne et confirmé par le pacte de la Sainte-Alliance. Dans le Royaume, dès le début, beaucoup de réfractaires rêvaient la reconstitution de la Pologne dans ses limites de 1772. Ils portaient des médaillons avec l'effigie de Poniatowski. C'étaient les *Napoléonistes*. Dombrowski et Kniaziewicz, anciens chefs des Légions, groupaient autour d'eux les irrédentistes.

Les organisations secrètes, généralement désapprouvées par le pays, se multiplièrent rapidement en Posnanie, dans le Royaume, en Lithuanie, en Volhynie, en Galicie. La plus importante fut la *Société Nationale Patriotique*, fondée à Varsovie, en 1821, par le major Valérien *Lukasinski*. L'organisation en était très perfectionnée. Toute la Pologne était divisée en six provinces, celles-ci en cercles, et les cercles en communes. Les membres ne connaissaient généralement que leurs chefs directs. En moins de deux ans, un vaste réseau était constitué.

Pendant ce temps, sous l'influence de la Sainte-Alliance, le régime continuait à se fausser. Conformément aux décisions du Congrès de Carlsbad, l'école et la presse furent soumises à la surveillance de la police. Le libéral *Stanislas Potocki*, ministre de l'Instruction Publique, dut démissionner. Novosiltsov mit à sa place le réactionnaire *Stanislas Grabowski*, tandis que la direction de l'enseignement était confiée à Joseph Kalasanty *Szaniawski*. Le niveau de l'Instruction baissa rapidement. Novosiltsov trouva des Polonais pour aider la besogne de sa police secrète, tels que *Lubowidzki*, vice-bourgmestre de Varsovie, le général *Rozniecki*, chef de la gendarmerie, et le général *Hauke*, ministre de la Guerre. Avec le concours de la police russe de Paris,

la police de Novosiltsov réussit à découvrir toute l'organisation de la Société Nationale Patriotique. Lukasinski fut arrêté, et d'autres chefs avec lui. Il fut condamné à la dégradation et à sept ans de travaux publics, les autres à des peines moindres (1824).

Par une nouvelle violation de la Charte, la Diète attendit cinq ans avant d'être convoquée pour la troisième fois. Elle se réunit enfin en 1825. L'opposition s'y manifesta de nouveau, plus forte, sous l'influence des deux Niemojewski. On trouva des prétextes pour leur refuser le droit de siéger. L'élection de Bonaventure fut invalidée. Vincent, accusé de délit criminel, se vit interdire le séjour de Varsovie.

Pour comble, Alexandre, à l'instigation de Novosiltsov, promulgua un *Acte Additionnel* supprimant la publicité des débats de la Diète. Il rentra ensuite à Pétersbourg. Il ne devait plus revoir la Pologne.

L'unification dans les « confins ». — Etouffement de l'Université de Wilno

Tandis que la Russie dépouillait progressivement le Royaume des libertés qu'elle lui avait octroyées en 1815, elle poursuivait une œuvre parallèle dans les anciens domaines polonais de Lithuanie et de Ruthénie qu'elle avait purement et simplement annexés.

Il a été dit plus haut qu'aux termes de l'article Ier de l'Acte Final du Congrès de Vienne, reproduit par les traités russo-prussien et russo-autrichien, la Russie se réservait de réaliser, si elle le jugeait convenable, une « extension intérieure » du Royaume dans les limites de l'empire. Alexandre Ier, malgré ses promesses verbales, mourut sans avoir déplacé d'un pouce les frontières du Royaume.

Il y avait dans les actes du Congrès de Vienne une autre stipulation qui, à défaut de l'extension du Royaume, intéressait directement les anciennes provinces polonaises. « Les Polonais sujets respectifs de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse, y était-il dit, obtiendront une représentation et des institutions nationales . . . » Beaucoup d'auteurs

ont inexactement interprété ces lignes. Ils ont pensé, en ce qui concerne la Russie, qu'il s'agissait seulement du Royaume. L'erreur est manifeste, et elle est grave. La phrase en question constitue le second paragraphe de l'article Ier de l'Acte Final, et elle est nettement séparée par un alinéa du premier paragraphe, où il est parlé du Grand-Duché de Varsovie, « État » auquel sont accordés un roi et un régime distinct. Après le premier paragraphe qui concerne expressément et exclusivement le Royaume et qui définit avec netteté ses garanties spéciales, on ne peut admettre qu'il s'agisse encore du Royaume au paragraphe suivant, où il est question à la fois des Polonais des trois empires, où il n'est pas parlé de citoyens, mais de « sujets », et où les contractants, au lieu de garantir une constitution, se bornent à promettre conditionnellement des institutions nationales.

Nul doute, par conséquent, que l'Acte Final n'ait fait une distinction entre les Polonais du Royaume et les Polonais des autres provinces rattachées à la Russie. En d'autres termes, les Polonais de Lithuanie et de Ruthénie étaient fondés à compter que la Russie, en vertu même de ses obligations internationales, leur octroierait « une représentation et des institutions nationales ».

La Russie ne s'en soucia pas plus que de réaliser « l'extension intérieure » du Royaume. Décidée à l'absorption totale des provinces qui avaient fait depuis Ivan le Terrible l'objet de ses convoitises, laissée parfaitement libre, dans ce domaine, par la diplomatie ignorante et imprévoyante de l'Occident, elle fit bon marché des traités et n'agit qu'au gré de ses convenances.

Depuis les partages, les provinces de Lithuanie et de Ruthénie étaient peu à peu noyées dans la « mer russe ». En 1815, il ne leur restait plus que des lambeaux de leurs anciennes libertés. A cette date, leur législation, quoique déjà modifiée par des oukases, demeurait distincte. Les tribunaux jugeaient d'après le *Statut Lithuanien* et les *Volumina Legum*, qui assuraient la publicité dans la procé-

dure civile et l'usage du polonais dans les affaires judiciaires. La population élisait ses juges et ses maréchaux (chefs de district). Elle avait encore une petite part dans l'élection des fonctionnaires administratifs. Le polonais était admis dans les écoles.

Loin d'accorder à ces provinces les institutions nationales promises à Vienne, la Russie, après 1815, s'appliqua à faire disparaître les derniers vestiges de l'autonomie. Elle commença par les provinces incorporées les premières, en 1772, celles de Witebsk et de Mohylew. Elle y abolit le Statut Lithuanien et introduisit la procédure civile moscovite. Les écoles furent soustraites à l'autorité de l'Université de Wilno et rattachées aux Universités de Saint-Pétersbourg et de Moscou.

La szlachta polonaise de Lithuanie, en 1819, demanda à l'immense majorité l'abolition du servage et de la corvée. Le gouvernement russe y opposa son veto.

L'*Université de Wilno*, qui avait été réorganisée en 1813, avait la direction et la surveillance de l'enseignement dans les huit « gouvernements » lithuaniens et ruthènes. Son éclat était considérable. Il s'y trouvait plusieurs associations, telles que celles des *Rayonnants*, des *Philomates*, des *Philarètes*, dont la plupart étaient au grand jour et avaient un caractère plus littéraire que politique. Elles s'inspiraient des associations d'étudiants allemands et cultivaient l'esprit national.

Novosiltsov persuada à Constantin que l'Université de Wilno était un foyer de révolution. Les tracasseries policières commencèrent en 1823. L'année suivante, le 3 mai, anniversaire de la Constitution de 1791, un enfant de quatorze ans, *Michel Plater*, écrivit à la craie, sur un tableau, quelques vers en l'honneur de cette Constitution. Le gouverneur militaire, *Korsakov*, avisa d'urgence Constantin, qui avait des attributions dans l'administration de Wilno. Le principal du gymnase et le recteur *Tarnowski* furent arrêtés. Plater fut enrégimenté de force, avec trois de ses camarades. On perquisitionna chez les étudiants. On trouva

une poésie où l'un d'eux félicitait un camarade d'avoir fait connaissance avec les Grecs et les Romains. Le Chef de la police pensa qu'il s'agissait de secrètes intelligences avec les Grecs révoltés et avec les Carbonari. Le recteur dut expliquer qu'un jeune philologue venait de traduire, en les accompagnant d'un bon commentaire, le « Traité du Sublime » de Longin et les « Métamorphoses » d'Ovide.

Huit couvents de Wilno furent remplis de prisonniers. On arrêta le Chef des Philarètes, *Thomas Zan*, *Czeczot*, *Malewski*, et le grand *Adam Mickiewicz*, qui devait immortaliser ces événements. Après des semaines de tortures, la plupart des inculpés furent déportés en Russie ou en Sibérie, ou bien incorporés dans l'armée russe, en châtiment, dit l'acte d'accusation, de leurs « rêveries criminelles touchant leur déraisonnable nationalité polonaise ». Toutefois Novosiltsov consentit à prix d'or — il en avait besoin pour ses débauches -- à libérer les enfants des familles riches.

Les persécutions s'étendirent à la plupart des autres centres universitaires des confins, avec toute une série d'épisodes poignants, dont un des plus retentissants eut lieu à Poniewiez, où l'on ne trouva pas des chaînes assez petites pour les pieds d'un garçon de onze ans coupable de « haute trahison ».

Le *14 août 1824* paraissait un *oukase* prononçant la destitution de plusieurs professeurs de l'Université, parmi lesquels *Lelewel*. Il décrétait l'organisation d'une « police universitaire » chargée de surveiller les élèves « en classe, à l'église, dans leurs logements, et partout ailleurs en ville ». Il ordonnait une revision « sévère et rigoureuse » de tous les livres élémentaires, et la destruction de tous les exemplaires de la grammaire polonaise de Kopczynski, où étaient cités des vers de Krasicki sur le « saint amour de la patrie ».

Un vil professeur, *Pelican*, fut nommé recteur de l'Université. Novosiltsov prit la place de Czartoryski comme curateur. De plus il reçut une gratification de 50.000 roubles et la starostie de Slonim.

Nicolas Ier et le Tribunal de Diète de 1828

L'affaire de Wilno eut un retentissement énorme dans toutes les parties de la Pologne, mais surtout dans le Royaume. On ne pouvait plus douter désormais des tendances de la politique russe. On ne pouvait plus nourrir le moindre espoir d'une « extension intérieure » du Royaume ou de l'octroi d'« institutions nationales » aux Polonais des confins.

Les dernières illusions, s'il en pouvait rester, disparurent avec la personne même d'Alexandre Ier, qui mourait prématurément, le 1er décembre 1825, sans laisser de fils. Mobile et chimérique, Alexandre avait des retours et des élans qui pouvaient guérir les déceptions et raviver la confiance. Son second frère et successeur, *Nicolas Ier* (Constantin avait renoncé au trône), était une personnalité moins complexe. Il exécrait notoirement les idées nouvelles, et il trouvait mauvais que les Polonais ne fussent pas au même régime que les autres sujets de son empire.

Tout de suite, en Russie comme en Pologne, il entreprit d'étouffer les complots. En Pologne, l'arrestation de Lukasinski n'avait pas ralenti l'action clandestine de la *Société Nationale Patriotique*. L'œuvre avait été continuée par trois de ses lieutenants, Albert *Grzymala*, André *Plichta*, et le colonel Séverin *Krzyzanowski*. La Société mit à sa tête le sénateur-castellan *Stanislas Soltyk*.

Elle essaya de prendre contact avec les *Décabristes* russes, qui organisaient alors une conspiration militaire, sous la direction d'officiers comme Bestoujev, Rylejev, Paul Pestel. Avant que l'accord fût définitif, le complot éclatait à Pétersbourg, au moment où Nicolas prenait le pouvoir. La tentative fut immédiatement brisée. Au cours des dépositions, on apprit l'organisation nouvelle de la Société Nationale Patriotique. D'innombrables arrestations eurent lieu dans toutes les parties de la Pologne, même en Posnanie.

Les inculpés furent traduits devant le *Tribunal de Diète*, c'est-à-dire devant le Sénat constitué en Haute-Cour. Des

Polonais avaient à juger des Polonais coupables d'avoir aimé leur patrie. Varsovie était en deuil, les églises pleines de suppliants. Pas un sénateur ne manqua. Czartoryski, à l'écart des affaires, revint d'Italie pour siéger. Tous les évêques furent autorisés par une bulle de Clément VIII à exercer leur fonction de juge.

Devant l'assemblée comparurent le sénateur-castellan comte Stanislas Soltyk, octogénaire, Krzyzanowski, martyrisé dans sa prison, Plichta, Grzymala, et d'autres. A l'unanimité moins deux voix, le tribunal déclara qu'il n'y avait pas crime d'État, mais simplement délit de société secrète. Les délinquants, disaient les considérants, ont voulu maintenir leur nationalité conformément aux dispositions du traité de Vienne ainsi qu'aux promesses publiques et réitérées du tsar Alexandre Ier. Le minimum des peines fut appliqué. Krzyzanowski fut condamné à six ans de prison, les autres à deux et trois ans (30 juin 1828).

Le gouvernement russe ordonna pendant neuf mois de suspendre la publication de la sentence. Puis il fit transférer les principaux inculpés dans les prisons de Pétersbourg. Krzyzanowski fut déporté en Sibérie, où il devait mourir fou onze ans plus tard.

C'était la fin de la Société Nationale Patriotique. Ce ne pouvait être celle de l'esprit national, ni celle des complots. Le duel était engagé entre la Pologne constitutionnelle et l'autocratie incarnée maintenant sans équivoque en la personne de Nicolas Ier.

Non loin du palais du Belvédère, qui était sa résidence, le Grand-Duc Constantin avait établi dans les bâtiments de Lazienki, ancien palais d'été de Stanislas-Auguste, une *École de sous-enseignes d'infanterie,* où était reçue l'élite des sous-officiers. A peine la Société Nationale Patriotique était-elle dissoute qu'un sous-lieutenant instructeur de cette École, *Pierre Wysocki,* entreprit de créer parmi ses élèves une nouvelle ligue. On devait, en y entrant, jurer de donner sa vie pour la défense de la Constitution (décembre 1828). Wysocki n'avait pas l'étoffe d'un chef d'insurrection, mais il avait de l'énergie et de l'audace. Il ne réussit pas à inté-

resser à ses projets les militaires de haut grade, non plus que les civils de marque. Ce fut surtout dans la jeunesse universitaire qu'il recruta ses adhérents.

Sur ces entrefaites, la Russie entrait en guerre avec la Turquie (1828). L'Europe s'inquiétait des desseins de Nicolas I[er]. L'Angleterre et l'Autriche préparaient contre lui une coalition. Le tsar avait intérêt, dans la circonstance, à ne pas surexciter la Pologne. Jusque là dédaigneux de la Charte de 1815, il avait négligé de se conformer à l'article qui lui imposait de venir recevoir à Varsovie la couronne de roi de Pologne. Il jugea opportun, après quatre ans, de s'y résigner. Le 24 mai 1829, il prêtait serment de fidélité à la Constitution dans la capitale du Royaume.

Les ligueurs de Wysocki songèrent d'abord à profiter de la cérémonie pour déclencher l'insurrection. Puis ils jugèrent qu'il valait mieux attendre la convocation de la Diète, qui devait se réunir à une date prochaine et qui donnerait au mouvement national la sanction d'une autorité légale.

Cette Diète, la quatrième, fut appelée en mai 1830. L'opposition, surtout celle du « Parti de Kalisz », s'y manifesta de nouveau avec véhémence. De vifs débats, en particulier, s'engagèrent autour d'une loi sur le divorce votée en 1825, et que la Diète rejeta, en prétendant s'inspirer du code français, que Nicolas I[er] qualifiait de diabolique. La résistance du Parlement exaspéra le tsar. Wysocki et ses amis espéraient que le tsar allait prononcer la dissolution de la Diète. Il ne se décida pas à cette mesure. Les conjurés attendirent. C'était de Paris, quelques semaines après, que la Révolution de juillet allait sonner le branle-bas.

Développement intellectuel et économique du Royaume

L'insurrection qui bouleversa le Royaume du Congrès en novembre 1830 arrêta une évolution remarquable qu'il est utile de connaître, avant d'aller plus avant, pour constater encore une fois que la Pologne, depuis le premier partage, a saisi avec empressement toutes les occasions de

réparer les fautes du passé et de reconstituer sa vie nationale. Ce qu'elle avait fait au temps de la Diète de quatre ans, puis dans les premières années du XIXe siècle et à l'époque du Grand-Duché de Varsovie, elle l'a refait dans le Royaume à l'abri de la Constitution de novembre, jusqu'au jour où le despotisme russe a tout brisé.

Dans cette période, tandis que la Galicie et la Posnanie végètent, le Royaume, foyer de la vie politique des Polonais, est aussi le foyer de leur vie intellectuelle et économique. Des hommes de haute valeur, la plupart instruits par le malheur et les voyages, sont à la tête des affaires, tels que *Stanislas Potocki*, ministre de l'Instruction publique et des cultes, puis président du Sénat; *Thadée Mostowski*, ministre de l'Intérieur; *Martin Badeni*, ministre de la Justice; le prince *Xavier Drucki-Lubecki*, ministre des Finances; *Adam Czartoryski*, l'ancien favori d'Alexandre; le sénateur-castellan Julien Ursyn *Niemcewicz*, membre de la Chambre d'Éducation; *Stanislas Staszyc*, directeur des Affaires industrielles et des Manufactures.

La Pologne a toujours considéré l'instruction, depuis les partages, comme son principal moyen de relèvement. Le Royaume du Congrès se hâte de reprendre l'œuvre entreprise en 1773 par la « Commission d'Éducation » et poursuivie sous des formes diverses dans la période napoléonienne. En tête du mouvement sont Czartoryski, curateur de l'Université de Wilno, et le ministre Potocki. Un puissant appui est fourni par la *Société des Amis des Sciences* de Varsovie, dont Thadée Czacki avait pris l'initiative en 1800, et par la *Chambre d'Éducation* créée au temps du Duché de Varsovie. On fonde diverses écoles de tous les degrés: à Varsovie l'Université Alexandrine (1816), l'École Polytechnique (1826), l'École Forestière, l'École Militaire d'Application; à Marymont un Institut Agronomique; à Kielce une École des Mines (1826). Pendant ce temps, du moins jusqu'en 1825, l'Université de Wilno, toute proche, brille de tout son éclat et attire des savants illustres. La littérature polonaise, dans tous les genres, se rajeunit d'inspiration nationale et de romantisme. La gloire de Mickie-

wicz monte et rayonne déjà de Lithuanie et de Russie sur toutes les Polognes.

Le pays était ruiné. Des hommes courageux, au premier rang desquels était Drucki-Lubecki, se vouèrent à la tâche de reconstituer la fortune publique. Malgré les gaspillages de Constantin et de Novosiltsov, malgré les dépenses exorbitantes pour l'armée (12.989.000 francs en 1829 sur un total de 26.223.000 francs), le Trésor avait, à la veille de l'insurrection, une encaisse de 60.467.000 francs contre un passif de 17.565.000, et il pouvait avancer à la Russie le montant d'une année d'impositions.

En matière économique, le gouvernement constitutionnel s'engagea hardiment dans la voie que lui avait tracée le Grand-Duché. La Prusse inondant le Royaume de ses articles fabriqués, Drucki-Lubecki orienta franchement le pays du côté des marchés russes et asiatiques. En 1823 et 1824, il réussit à conclure avec la Russie des conventions avantageuses, et le Royaume se fit, à des conditions rémunératrices, l'intermédiaire entre l'Occident et l'Orient. Le gouvernement attira le plus grand nombre possible d'ouvriers étrangers qualifiés, de contre-maîtres et de patrons, en les exemptant de certains impôts, en leur accordant des franchises douanières, et en leur fournissant gratuitement les matériaux de construction. Entre 1820 et 1830, les immigrants affluèrent. Environ 10.000 familles allemandes, surtout tisserands et filateurs, vinrent s'installer dans le Royaume. De France et de Belgique arrivèrent des industriels et techniciens éminents, tels que Fraget, Cockerill et *Philippe de Girard*. En 1828 était créée la *Banque de Pologne* qui devait rendre de précieux services à l'industrie et au commerce avant d'être supprimée par un oukase.

On peut dire que l'industrie du Royaume est née dans cette période. C'est l'âge, en particulier, de l'industrie drapière, qui commence en 1817, et qui en 1829 produit déjà pour 15.245.000 francs de marchandises, chiffre considérable pour l'époque, et occupe 35.000 ouvriers.

Pour mettre en valeur les ressources naturelles du pays, le gouvernement fit élaborer par la « Direction centrale des

Mines» un plan détaillé de réorganisation et d'extension de l'industrie extractive. Il procéda à une exploitation rationnelle du domaine forestier. Aidé par la Banque de Pologne, Drucki-Lubecki dressa un vaste programme de voies de communications. Une *Société de Crédit foncier*, qui a survécu jusqu'à nos jours, fut créée en 1825 pour favoriser les cultivateurs. La correction des cours d'eau fut entreprise. L'œuvre capitale, à cet égard, consistait à rendre la Vistule navigable. Les travaux étaient en cours sur le tronçon Varsovie-Thorn quand l'insurrection de 1830, soudain, vint les arrêter. Il en devait être ainsi de la plupart des œuvres entreprises par le Royaume, qui s'était cru, après les traités de Vienne, assuré au moins d'une longue paix, et qui allait être obligé, maintenant, de tout abandonner pour courir à la défense de ses libertés.

IV. — LA RÉVOLUTION DE NOVEMBRE
(Novembre 1830—septembre 1831)

Affaire de Belgique. — Nicolas Ier contre Louis-Philippe. — L'armée polonaise désignée comme avant-garde des troupes russes. — Les Polonais préfèrent l'insurrection. — Coup de main du 29 novembre. — Chlopicki dictateur. — L'insurrection proclamée nationale (20 décembre). — Déchéance de Nicolas Ier (25 janvier). — Gouvernement National. — Mesures de la Prusse et de l'Autriche. — Réserve de l'Angleterre. — Louis-Philippe et Sébastiani. — Batailles de Grochów, d'Iganie et d'Ostrolenka. — Retraite du Gouvernement National (17 août). — Les Russes à Varsovie (8 septembre).

L'insurrection et le Gouvernement Provisoire

La Diète qui avait été convoquée en mai 1830, à Varsovie, avait manifesté, comme on a vu, une opposition violente, et les conspirateurs avaient escompté vainement sa dissolution. Ils attendirent avec impatience l'occasion propice.

En juillet, la révolution éclatait en France. En août, la Belgique se révoltait contre la domination hollandaise.

L'*affaire de Belgique* fut la principale cause occasionnelle de l'insurrection polonaise, et elle fut aussi la cause principale de son échec. Le roi des Pays-Bas, Guillaume Ier, était beau-frère du roi de Prusse, et son fils aîné, le prince d'Orange, était beau-frère du tsar Nicolas. Il demanda aux puissances de le faire rentrer en possession des territoires garantis par les traités de Vienne. La Prusse massa des troupes à la frontière des Pays-Bas. Le tsar offrit 60.000 hommes.

La France, où dominait alors l'influence des libéraux ou « parti du mouvement », trouvait une occasion de ruiner les impopulaires traités de 1815. Elle donna aux Belges des encouragements. L'Angleterre, qui redoutait que l'embouchure de l'Escaut ne tombât au pouvoir de la France, s'appliquait de son mieux à calmer la surexcitation des Belges et réussit à faire convoquer une conférence à Londres.

Nicolas Ier se considérait comme appelé par la Providence à étouffer tous les mouvements révolutionnaires. Il se décida à déclarer la guerre à Louis-Philippe. Le 5 novembre, il publia un manifeste dans lequel il déclarait son intention de réprimer la révolution de juillet, qui, disait-il, bouleversait l'Europe. Il signa un *pacte secret*, selon les bonnes traditions, avec la Prusse et l'Autriche. L'armée polonaise reçut l'ordre de se préparer à combattre les Français à côté de l'armée russe, à laquelle elle devait servir d'avant-garde. Les approvisionnements de guerre furent réunis à la forteresse de Modlin. D'après les ordres du tsar, tous les préparatifs devaient être terminés le 22 décembre. La Russie escomptait un double profit : consolider la Sainte-Alliance, renforcer l'occupation de la Pologne en substituant des unités moscovites aux troupes polonaises mises en campagne.

Si Nicolas comprenait parfaitement que les révolutions de Belgique et de France constituaient le plus grave danger qui eût encore menacé l'ordre établi en Europe par les

traités de 1815, les Polonais s'en rendaient compte aussi parfaitement. Beaucoup d'entre eux ne pensaient pas que l'heure fût venue de renverser cet ordre, mais aucun ne pouvait admettre que les forces vives de la Pologne fussent employées à le maintenir. Le tsar, qui disait ne connaître que deux sortes de Polonais, ceux qu'il méprisait et ceux qu'il haïssait, plaçait les uns et les autres devant l'alternative monstrueuse d'être les gendarmes de l'autocratie ou de se mettre en état de rébellion. Ils ne voulurent pas trahir la cause de la liberté. Ils préférèrent se sacrifier. Ils choisirent l'insurrection, avec l'immensité de ses risques. L'Europe, d'ailleurs, ne comprendrait-elle pas? Ne viendrait-elle pas au secours des Polonais barrant la route, pour le salut de la démocratie, au plus puissant champion de l'absolutisme? La France, surtout, n'allait-elle pas tendre la main à ceux qui, par leur insurrection, tiendraient les Cosaques éloignés de ses frontières?

Le complot, sur le point d'être éventé, éclata le 29 novembre, vers sept heures du soir. L'affaire fut mal engagée. Constantin, dont on voulait s'emparer, réussit à s'enfuir du Belvédère et se retira au delà de la ville avec les troupes russes et les éléments polonais fidèles. Les unités polonaises, insuffisamment préparées, ne se rallièrent pas toutes au mouvement. Les troupes patriotes et la jeunesse universitaire, qui criaient: Mort aux tyrans! Nous couvrirons les Français de nos poitrines! croyaient que l'héroïsme pouvait remplacer la méthode et l'expérience. Les chefs manquaient. Bien des gens, à Varsovie, n'acceptaient l'insurrection que parce qu'ils croyaient que le pays, définitivement compromis, n'avait plus que la ressource d'aller de l'avant. Avec un peu de sang-froid, et s'il avait connu la situation exacte, Constantin pouvait aisément étouffer la révolte.

Les modérés, c'est-à-dire les éléments plus ou moins russophiles, désiraient endiguer le mouvement et assurer la continuité du pouvoir régulier. Par leurs soins, le *Conseil Administratif* se réunit dans la nuit du 29 au 30. Il décida de rester en fonctions, après s'être adjoint le prince Adam

Czartoryski, le prince *Michel Radziwill,* frère du Lieutenant-royal de Posnanie, le général comte *Louis Pac,* le sénateur Kochanowski, le poète Niemcewicz, très populaire, et enfin le général de division *Joseph Chlopicki,* vétéran des Légions, fort estimé pour ses talents militaires. Le *Conseil Administratif* lança immédiatement une proclamation appelant le pays à résipiscence: « Rentrez dans l'ordre, dans le repos, et puissent toutes les agitations cesser avec la nuit fatale qui les a aussi couvertes de son voile ... »

Le 1er décembre, les membres de la Diète présents à Varsovie se prononcèrent énergiquement contre la composition du Conseil Administratif. On élimina les ministres les plus impopulaires, et l'on choisit quatre nouveaux membres, le castellan *Dembowski,* les nonces (députés) *Joachim Lelewel, Ladislas Ostrowski* et *Gustave Malachowski.* Le Conseil Administratif ainsi transformé devint un *Département Exécutif.* La présidence en fut donnée à Czartoryski. Le pouvoir nouveau confia l'autorité militaire à Chlopicki, désigna un bourgmestre et un vice-bourgmestre de Varsovie, décida la création d'une « Garde de sûreté », et entra en négociations avec Constantin. Il lui demanda de garantir au pays l'amnistie et des concessions. Constantin promit.

Pendant ce temps, les éléments avancés, les *Rouges,* fondaient un club qui prit le nom de *Société Patriotique.* Il était mené par des emballés et des sectaires comme *Maurice Mochnacki,* ou des démagogues sans scrupule comme Adam Gurowski. La présidence en fut donnée au professeur Lelewel, membre du Département Exécutif. Dans une série de meetings, le club excita le peuple, réclama l'offensive, et protesta contre les pourparlers avec Constantin.

Cette pression violente détermina une nouvelle épuration du gouvernement. Le Département Exécutif, successeur du Conseil Administratif, fut à son tour remplacé par un *Gouvernement Provisoire,* où ne figurait aucun des anciens ministres et où entrèrent quatre membres de la Société Patriotique: Maurice Mochnacki, André Plichta, le major Machnicki, et Xavier Bronikowski.

Le général Chlopicki dictateur (5 décembre)

En quelques jours, le vieux général Chlopicki passa au premier plan. Il envoya à toutes les troupes polonaises l'ordre de se concentrer à Varsovie. Le Grand-Duc essaya de les retenir, puis consentit, à condition que son départ du Royaume fût assuré.

Le mouvement prenant de l'extension, le Gouvernement Provisoire décida de convoquer la Diète, comme unique autorité régulière, et d'investir Chlopicki d'une autorité militaire illimitée. Chlopicki ne s'en contenta pas. Le 5 décembre, il se proclama dictateur jusqu'à la réunion de la Diète. La grande majorité accepta avec enthousiasme.

On croyait avoir affaire à un beau coup de témérité. Ce n'était qu'un calcul timide encouragé par les opportunistes. Chlopicki s'emparait de la dictature « au nom du roi ». Sa pensée était de rétablir l'ordre et de sauver la constitution. Il n'avait pas foi en la force. Tout au plus songeait-il à livrer une bataille victorieuse après laquelle on s'entendrait tout de suite sur la base de l'inviolabilité de la Charte.

Chlopicki garda auprès de lui le Gouvernement Provisoire, sous le nom de *Conseil Suprême.* Il s'appliqua fermement à maintenir l'ordre, interdisant les réunions de la Société Patriotique, et allant même jusqu'à faire emprisonner son chef Lelewel. Le 10 décembre partaient pour Pétersbourg l'ancien ministre *Drucki-Lubecki* et le député comte *Jezierski,* chargés de demander au tsar une amnistie générale, la confirmation des garanties constitutionnelles, le retrait des garnisons russes, et le rattachement au Royaume des anciennes provinces polonaises. Les émissaires portaient à Nicolas une lettre où Chlopicki invoquait sa magnanimité et justifiait les actes des Polonais par « un concours inouï de circonstances ».

L'insurrection était mal servie. Elle méritait mieux que d'avoir des chefs qui la laissaient à mi-chemin, sans armes, et qui songeaient surtout à plaider les circonstances atténuantes. L'enthousiasme, maintenant, soulevait

le pays entier. Partout, les troupes russes étaient désarmées. Les volontaires affluaient, bourgeois, artisans, nobles, paysans, Juifs et Chrétiens. Les vieux soldats reprenaient du service. On offrait de l'argent, des bijoux pour la patrie. On fondait les cloches des églises. Des sénateurs levaient à leurs frais des compagnies ou des régiments. L'évêque de Cracovie lançait au clergé d'ardents appels.

On pouvait faire, avec cela, des miracles. Chlopicki ne fit rien. Il attendait. Il se borna, en fait d'armement, à prescrire l'augmentation du nombre des bataillons dans les régiments existants.

Manifeste de la Diète (20 décembre)

La Diète se réunit enfin le 18 décembre. Avec elle entrait en scène un facteur nouveau qui allait empêcher l'étouffement de l'insurrection.

Le premier acte de la Diète, présidée par Ladislas *Ostrowski*, fut de publier, le 20 décembre, un acte par lequel elle reconnaissait l'insurrection comme *nationale* et la justifiait devant l'Europe. Ce manifeste, un des plus beaux qui puissent émouvoir le cœur d'un homme libre, retraçait les infortunes de la Pologne depuis son démembrement, et il rappelait les garanties des traités de Vienne.

« Ces conditions, imposées arbitrairement, n'ont pas même été remplies. Les Polonais n'ont pas tardé à se convaincre que cette nationalité et ce titre de Pologne donné au Royaume par l'empereur de Russie n'étaient qu'une amorce jetée à leurs frères soumis à d'autres États, qu'une arme offensive contre ces mêmes États, et qu'une vaine chimère pour ceux auxquels ils avaient été garantis... Les États constitutionnels de l'Europe s'étonneront lorsqu'ils apprendront des circonstances qu'on leur a soigneusement cachées; lorsqu'ils verront, d'une part, l'usage modéré qu'ont fait les Polonais de leur liberté, la vénération qu'ils avaient pour leur souverain, sa religion, ses coutumes, toujours respectées dans leurs discours; et, de l'autre, la mauvaise foi d'une autorité qui, non contente de les dépouiller de

leurs droits, ose encore imputer l'horreur de cette violation à la liberté effrénée d'un peuple malheureux...»

Le document stigmatise le régime des Constantin et des Novosiltsov, et il ajoute:

«Les provinces anciennement incorporées à la Russie non seulement ne furent point réunies au Royaume, non seulement nos anciens frères n'ont point été admis à la jouissance des institutions libérales stipulées par le Congrès de Vienne, bien au contraire les souvenirs nationaux éveillés en eux d'abord par des promesses, par des encouragements, puis par une longue attente, devinrent un crime d'État, et le roi de Pologne fit poursuivre, dans les anciennes provinces de cet État, des Polonais qui avaient osé s'appeler Polonais...»

Après avoir énuméré en détail, avec l'évident souci d'éclairer la religion de l'Europe, les violations les plus flagrantes du pacte constitutionnel, le manifeste déclare que c'est l'autorité elle-même qui a rapproché le moment de l'explosion.

«A la suite des bruits qui se confirmaient de plus en plus au sujet d'une guerre contre la liberté des peuples, des ordres furent donnés pour mettre sur pied de guerre l'armée polonaise, destinée à une marche prochaine, et, à sa place, les armées russes devaient inonder le pays... Tous les moments étaient précieux. Il y allait de notre armée, de notre trésor, de nos ressources, de notre honneur national qui se refusait à porter aux autres peuples des fers dont il a lui-même horreur, et à combattre contre la liberté et ses anciens compagnons d'armes... La nation polonaise s'est relevée de son abaissement et de sa dégradation avec la ferme résolution de ne plus se courber sous le joug de fer qu'elle vient de briser, et de ne déposer les armes de ses ancêtres qu'après avoir reconquis son indépendance et sa puissance, seules garanties de ses libertés, qu'après s'être assuré la jouissance de ces mêmes libertés, qu'elle réclame comme un double droit, comme un héritage honorable de ses pères et comme un besoin pressant du siècle, enfin qu'après s'être réunie à ses frères soumis

au joug du cabinet de Pétersbourg, les avoir délivrés et les avoir fait participer à ses libertés et à son indépendance. Nous n'avons été influencés par aucune haine nationale contre les Russes, qui, comme nous, sont d'origine slave. Au contraire, dans les premiers moments, nous nous plaisions à nous consoler de la perte de notre indépendance en pensant que, bien que notre réunion sous un même sceptre fût nuisible à nos intérêts, elle pourrait néanmoins faire participer une population de quarante millions à la jouissance des libertés constitutionnelles qui, dans tout le monde civilisé, étaient également devenues un besoin pour les gouvernants comme pour les gouvernés. Convaincus que notre liberté et notre indépendance, loin d'avoir jamais été hostiles vis-à-vis des États limitrophes, ont au contraire servi, dans tous les temps, d'équilibre et de bouclier à l'Europe et peuvent lui être aujourd'hui plus utiles que jamais, nous comparaissons en présence des souverains et des nations avec la certitude que la voix de la politique et de l'humanité se feront également entendre en notre faveur . . . Si la Providence a destiné cette terre à un asservissement perpétuel, si, dans cette dernière lutte, la liberté de la Pologne doit succomber sous les ruines de ses villes et les cadavres de ses défenseurs, notre ennemi ne régnera que sur des déserts, et tout bon Polonais emportera en mourant cette consolation que, si le Ciel ne lui a pas permis de sauver sa propre patrie, il a du moins, par ce combat à mort, mis à couvert pour un moment les libertés de l'Europe menacée. »

Déposition du tsar. — Le Gouvernement National

Le manifeste retentissant de la Diète ne pouvait convenir à la politique de Chlopicki, car il rendait difficiles les négociations avec Pétersbourg. Il déposa la dictature. L'inquiétude de l'opinion détermina la Diète à le prier de reprendre le pouvoir. Une Garde lui fut adjointe pour veiller sur ses actes. Pressé d'organiser les préparatifs de la lutte, il refusa, et abdiqua de nouveau le 17 janvier 1831.

Enfin arriva un message de Pétersbourg. Nicolas, dans une sorte de manifeste, repoussait hautement toute transaction et exigeait la soumission pure et simple des Polonais. Il ne refuserait pas d'ailleurs, si les « amis de l'ordre » châtiaient eux-mêmes les instigateurs de la révolte, d'accorder son pardon à une nation qu'il estimait.

Le 19 janvier, la Diète fut réunie de nouveau, et désormais elle devait siéger sans interruption jusqu'à la fin du mouvement. Ce jour-là, son président, le comte Ostrowski, déclara que le moment était venu où les représentants de la nation devaient achever leur ouvrage : « Périr plutôt que de se soumettre, tel est le cri unanime du peuple. Il ne faut pas compter le nombre, il faut interroger les cœurs. Les nations constitutionnelles de l'Europe qui ont épousé notre cause à leur tribune ou dans leurs journaux n'attendent que la déclaration de notre indépendance, et des rives de la Seine comme de celles de la Tamise s'avancent des bataillons à notre secours. Le premier devoir de la Diète est donc de proclamer cette indépendance. »

Le 25, sous la pression de la Société Patriotique, et sur la motion du nonce *Roman Soltyk*, la Diète se décida à l'acte décisif, et elle vota le texte, rédigé par le vénérable Niemcewicz, d'une déclaration qui prononçait la *déchéance du tsar Nicolas* comme roi de Pologne. Tous les membres du Sénat et de la Chambre des nonces apposèrent leur signature sur l'acte de destitution.

Cinq jours après, la Diète, se réservant des fonctions de contrôle, constituait un *Gouvernement National* de cinq membres : Czartoryski (présidence et Affaires étrangères), Vincent Niemojewski (Intérieur), Théophile Morawski (Trésor), Lelewel (Instruction publique), Stanislas Barzykowski (Guerre).

Les ponts étaient coupés. Le 5 février, les troupes russes entraient sur le territoire du Royaume, dans le secteur Kowno-Brzesc. Elles étaient fortes de 160.000 hommes. Les Polonais avaient un peu plus de 70.000 soldats, dont les étendards portaient la devise : « Pour notre liberté et

pour la vôtre. » Ils étaient mal armés. Ils s'attendaient à un choc rude. Mais l'Europe « constitutionnelle » n'allait-elle pas leur envoyer des fusils et grossir leurs rangs?

Attitude des puissances

Dès novembre, les Polonais avaient expédié des agents en Occident. Leurs rapports donnaient confiance. Devant la Diète, le 19 janvier, le président Ostrowski n'hésitait pas, comme on a vu, à annoncer la prochaine arrivée des bataillons venant des bords de la Seine et de la Tamise.

Les Polonais commettaient deux erreurs. D'une part, absorbés tout entiers par leurs démêlés avec la Russie, ils ne prenaient pas garde à la Prusse et à l'Autriche, c'est-à-dire ne faisaient pas entrer en compte l'inexorable loi de solidarité entre les copartageants. D'autre part, vivant sur des souvenirs récents et sur une idéologie téméraire, ils confondaient les sympathies des peuples avec les intérêts et les besoins des gouvernements.

Avant la fin de 1830, 12.000 Polonais de *Prusse* avaient passé la frontière pour aller participer à la lutte contre la Russie. La population envoyait au Royaume tous les secours matériels possibles. Le gouvernement de Berlin se hâta de prendre des dispositions rigoureuses. Il mobilisa quatre corps, garnit de troupes toute la frontière, interdit les transports d'armes, et imposa à tous les voyageurs à destination du Royaume l'obligation d'être munis du visa russe. Aux termes d'un décret du 2 février 1831, toute personne allant dans le Royaume et ne revenant pas dans un délai fixé était passible d'un emprisonnement et de la confiscation de ses biens. Le Lieutenant-royal Antoine Radziwill, dont le frère Michel commandait les armées du Royaume, démissionna, et sa fonction même fut supprimée. La Posnanie était ainsi dépouillée des apparences mêmes de l'autonomie. Tout le pouvoir officiel passa aux mains du *Président suprême*, comme dans les autres provinces prussiennes. Cette charge, en décembre 1830, échut à *Henr*

Flottwell, qui inaugura une politique franchement anti-polonaise.

Les Polonais du Royaume, malgré tous ces indices, essayèrent d'intéresser la Prusse à leur cause, c'est-à-dire d'obtenir sa médiation bienveillante ou tout au moins sa neutralité favorable. En décembre, un aristocrate de Posen, le comte Édouard *Raczynski*, était chargé de montrer à Berlin que la révolution portait « la marque du désespoir et non du démagogisme » et de solliciter « la puissante médiation » du roi de Prusse pour éviter l'effusion de sang. En janvier, le comte *Mostowski*, ancien ministre du Royaume, était dépêché à Berlin, accompagné d'un auxiliaire, *Grzymala*. Dans une esquisse d'instructions à son usage, Czartoryski écrivait: « Sa Majesté le roi de Prusse, d'après les liens qui l'unissent à l'empereur, et d'après son caractère si vénéré de toute l'Europe, peut nous sauver de mille manières que la sagesse de son cabinet saura choisir, pourvu que l'intention s'y trouve. »

Mais l'intention ne s'y trouvait pas. Mostowski échoua. L'activité de Grzymala exaspéra l'ambassadeur russe, qui réclama sa livraison à la Russie. Grzymala eut grande peine à obtenir un passeport et à revenir dans le Royaume.

L'*Autriche*, elle aussi, ferma bien vite ses frontières. Le tout puissant *Metternich*, outre qu'il détestait l'esprit révolutionnaire, avait des raisons personnelles d'être docile aux suggestions de l'ambassadeur russe *Tatichtchev*, dont le crédit était grand à Vienne. Il avait épousé Mélanie Zichy-Ferraris, dont la famille, réduit à la gêne, avait reçu de la cour de Russie un don de 400.000 roubles. « C'est depuis ce temps, dit le baron Kübeck dans ses Mémoires publiés en 1909, que l'ambassadeur russe Tatichtchev joue le rôle d'un proconsul, selon les désirs et volontés de qui sont exclusivement rédigés les articles de journaux sur la Pologne et la Russie. »

Les Polonais ignoraient cet état de choses. On savait seulement à Varsovie que la guerre de Turquie avait éveillé des craintes sérieuses à Vienne, et que Nicolas haïssait

l'Autriche. La pensée était venue à quelques-uns d'en profiter et d'offrir à un archiduc la couronne de Pologne. En janvier 1831, Czartoryski fit en ce sens des ouvertures à Metternich. Les délégués, en cours de route, apprirent que l'Autriche refusait et qu'elle conseillait de s'en remettre à la magnanimité du tsar.

Les Polonais faisaient fond sur l'antagonisme de la politique anglaise et de la politique russe. Ils savaient d'autre part qu'en novembre 1830 le parti whig avait été porté au pouvoir avec un *ministère Grey*, dont plusieurs membres, *lord Brougham*, *lord Holland*, et Grey lui-même, étaient connus pour leurs dispositions favorables à la Pologne. Mais on ne se rendait pas compte à Varsovie du rôle que jouait alors l'affaire belge dans les préoccupations de la Grande-Bretagne. Se défiant de la monarchie de Louis-Philippe, l'Angleterre était plus inquiète du danger français que du danger russe, et *Liéven*, l'ambassadeur du tsar, en profitait adroitement pour desservir la cause polonaise.

Le jeune marquis *Alexandre Wielopolski*, envoyé à Londres par le gouvernement insurrectionnel, ne put avoir accès auprès de ceux qui lui avaient été indiqués comme amis de la Pologne. *Palmerston*, le chef du Foreign Office, ne consentit à le recevoir que comme voyageur, pour lui déclarer que les événements de Pologne étaient une question intérieure russe. « Dans les circonstances actuelles, dit Grey lui-même au prince *Léon Sapieha*, qui était à Londres, nous devons souhaiter que la Russie ait le plus tôt possible les mains libres et que votre insurrection soit étouffée dans le plus bref délai. »

C'était surtout du côté de la *France* qu'étaient tournées les espérances polonaises. Les souvenirs de l'époque napoléonienne était demeurés très vivants. La dynastie nouvelle était issue de la révolution. Tous savaient que l'insurrection avait trouvé là-bas un vif écho. Mais la bourgeoisie française était à peu près indifférente, et le gouvernement de Louis-Philippe était surtout préoccupé de se faire reconnaître. « Vous vous faites des illusions à

propos de nous, disait en janvier à l'envoyé polonais le *duc de Mortemar*, ambassadeur de France à Pétersbourg. Notre situation est fort critique. Le nouveau gouvernement n'est pas encore solidement établi... Nous ne pouvons pas faire la guerre pour vous... Votre heure n'a pas encore sonné Il faut vous réconcilier avec le tsar...»

Les uns après les autres, les délégués polonais à Paris, *Wolicki*, puis Théophile *Morawski*, puis le général *Kniaziewicz* et le comte *Louis Plater*, échouèrent dans leurs efforts. *Sébastiani*, ministre des Affaires étrangères dans le cabinet Laffitte, puis, après le 13 mars, dans le cabinet Casimir-Périer, se retranchait, comme son collègue anglais, derrière «les traités» et offrait tout au plus d'intercéder auprès du tsar en faveur des Polonais. Quand la déchéance de Nicolas fut prononcée, il refusa tout. La reconnaissance de Louis-Philippe par le tsar devait achever de ruiner à Paris la cause polonaise. Il restait aux Polonais l'opinion, les articles de journaux et les interpellations, le cœur des *La Fayette*, des *Lamarque*, des *Thouvenel*. Quelques officiers s'en allèrent combattre dans les rangs polonais.

En recourant aux armes, les Polonais avaient eu soin de prendre deux précautions: limiter le mouvement national au domaine russe, le justifier devant l'Occident. Sur ces deux points, l'échec de leur diplomatie était complet.

Dans leurs divers actes et manifestes, ils avaient passé sous silence leurs frères de Posnanie et de Galicie, et leurs délégués s'étaient empressés de multiplier à Berlin et à Vienne les engagements rassurants. Mais la force des choses entraînait les Hohenzollern et les Habsbourg à se faire de nouveau, en la circonstance, les complices des Romanov. Rien ne pouvait empêcher et rien n'empêcha l'encerclement de la Pologne par la conjuration classique des trois cours.

Sur le second point, le mécompte des Polonais était plus grave. Devant l'Europe «constitutionnelle» ils avaient dressé contre le tsarisme un acte d'accusation précis et minutieux. Dans le manifeste national du 20 décembre, dans

l'acte de déchéance du 25 janvier, dans toutes les instructions de leurs agents, ils se plaçaient sur le terrain des traités de 1815. Ils démontraient au monde, avec un grand détail de preuves, que ces traités avaient été violés par la Russie et que l'insurrection était par là même comme régularisée en droit public. « La violation tant de fois renouvelée des libertés qui nous avaient été garanties par le serment de deux monarques, disait l'acte de déchéance, délie aujourd'hui la nation polonaise du serment qu'elle a prêté à son souverain. » C'était pour donner à leur acte toute sa valeur non seulement morale, mais juridique, que les Polonais avaient pris soin de le faire sanctionner par la représentation légale du pays, c'est-à-dire par l'unanimité des deux Chambres. Ils comptaient que, saisies régulièrement d'une plainte solennelle et officielle de tout un peuple contre une infraction qualifiée aux clauses internationales des traités de Vienne, les puissances occidentales, signataires de ces traités, se considéreraient comme tenues d'intervenir pour en imposer le respect.

Or les puissances furent indifférentes. Que la Pologne, comme disait le manifeste de décembre, mît à couvert pour un moment les libertés de l'Europe menacée, cela les intéressait peu. Elles ne songèrent ni aux principes, ni même à leur signature. Elles eurent, pour couvrir leur défection et leur égoïsme, la cruauté quelque peu cynique d'invoquer les traités contre ceux-là même qui en dénonçaient la violation. Insurgés au nom des traités, les Polonais furent éconduits au nom des traités. On ne voulut pas ouvrir le dossier du débat entre la liberté et l'autocratie. L'Europe ne voulut être ni juge, ni même témoin : elle fit défaut.

Ainsi, en fin de compte, les Polonais avaient voulu tenir à l'écart la Prusse et l'Autriche : la Prusse et l'Autriche intervenaient. Ils avaient voulu intéresser à leur cause l'Angleterre et la France : elles se récusaient. Ils avaient plus d'ennemis qu'ils n'avaient cru et moins d'amis qu'ils n'avaient espéré. Avant le premier coup de feu, leurs destins étaient fixés.

La guerre polono-russe. — Dans l'attente d'une médiation

Les troupes polonaises avaient pour chef nominal Michel Radziwill, et pour chef effectif Chlopicki. Le feld-maréchal *Dybitch* marcha à leur rencontre à la tête des armées russes. La première rencontre eut lieu, le 14 février, à Stoczek, au sud-est de Varsovie, où *Dwernicki* battit complètement un corps russe. Tandis que les ailes s'engageaient, Dybitch, avec l'armée principale, approchait de Varsovie. Après une semaine de durs combats, les Russes l'emportèrent à *Grochów* (25 février), en laissant plus de 20.000 hommes sur le terrain. Les Polonais, qui en avaient perdu 10.000, et qui étaient mal commandés, se replièrent dans la direction de Varsovie.

Chlopicki étant blessé, Radziwill renonçant au commandement, on choisit un nouveau généralissime, *Skrzynecki*. Skrzynecki, bon soldat, n'était pas préparé à son rôle. Il appuya mal les plans de ses excellents lieutenants, dont l'un, *Prondzynski*, remporta le 10 avril une brillante victoire à *Iganie*, aux environs de Siedlce. La nouvelle d'une série de succès qui empéchèrent à Dybitch de franchir la Vistule provoqua l'*insurrection des confins*, Lithuanie, Samogitie, Volhynie, Podolie, qui furent debout en quelques jours.

Puis, soudain, la chance tourne. Dwernicki essaye de tendre la main à la Volhynie, échoue, et se réfugie en Galicie (27 avril). Skrzynecki, après beaucoup d'atermoiements, choisit mal son moment pour un grand coup et se fait écraser le 26 mai à *Ostrolenka*. Les généraux ne sont pas d'accord. Le pays, coupé du reste de l'Europe, n'a pas d'armes, pas de chevaux, pas de munitions. Les officiers manquent. Les rangs se vident. On appelle sous les armes les hommes de dix-sept à cinquante ans. Le choléra étend ses ravages. Les puissances se croisent les bras.

Pendant ce temps, dans les confins, mal soutenus, la résistance faiblit à son tour. Les épisodes héroïques se multiplient en Lithuanie avec *Charles Zaluski*, *Ézéchiel Staniewicz*, l'abbé *Gabriel Oginski*, *Émilie Plater*, en Vol-

hynie et Podolie avec *Charles Rozycki, Benoît Kolysko, Vincent Tyszkiewicz*. Mais les Russes amènent renforts sur renforts. En juin, *Chrzanowski* échoue en Volhynie et Podolie, *Gielgud, Dembinski* et *Chlapowski* en Lithuanie.

Les peuples suivaient ces péripéties avec une attention haletante. Même en Hongrie, en Autriche, çà et là en Allemagne, des manifestations se produisaient en faveur des Polonais. Les Belges, sachant que les gouvernements ne voulaient pas s'occuper de la Pologne avant le règlement de leur affaire, acceptaient, le 9 juillet, les conditions de la Conférence de Londres, en déclarant qu'ils le faisaient pour ne pas nuire à la cause polonaise. En France, la pression de l'opinion devenait de semaine en semaine plus énergique et mettait en péril l'existence du cabinet.

Le 7 juillet, Sébastiani se décida à faire auprès du Foreign Office une proposition ferme de médiation commune en faveur de la Pologne. « Peut-être trouverez-vous, mon Prince, notre démarche un peu vive, écrivait le même jour *Casimir-Périer* à Talleyrand, mais la situation des Polonais, notre correspondance de Saint-Pétersbourg, la disposition des esprits en France, toujours de plus en plus sympathique pour la cause polonaise, et enfin l'attitude prise vis-à-vis de la France par notre article du *Messager*, ainsi que l'approche de la session, ne permettaient pas de ne pas donner suite, dans tous les cas, aux premières démarches que nous avons faites... » Sébastiani communiqua immédiatement à la légation polonaise de Paris les démarches effectuées à Londres, en lui conseillant de demander à Varsovie de tenir encore deux mois, « car c'est le temps qu'il faut pour les négociations ».

En réalité, pas plus qu'au début, ni la France ni l'Angleterre n'avaient l'intention d'aller loin. L'Angleterre n'avait fait briller quelques vagues perspectives d'intervention que pour hâter la liquidation de l'affaire belge. Le gouvernement français songeait surtout à « l'approche de la session » et tenait à s'armer contre l'opposition polonophile par des documents de chancellerie.

On demandait deux mois encore aux Polonais. Ils acceptèrent. A la place de Dybitch, mort en juin, le feld-maréchal *Paskievitch* commandait maintenant les troupes russes, dont l'étreinte se resserrait, avec l'aide des Prussiens. Le 14 juillet, le gouvernement polonais publiait un manifeste protestant devant l'Europe contre le concours donné aux Russes par Berlin et par Vienne, mais ce fut peine perdue. Skrzynecki, après avoir accumulé les fautes, cède la place à *Dembinski*, à qui le gouvernement substitue Prondzynski. Prondzynski refuse, puis Thomas Lubienski, puis Malachowski. On revient à Dembinski (13 au 15 août). Pendant ce temps, les démagogues s'agitent. On parle de trahisons. La Société Patriotique, muette depuis quelques mois, rentre en scène. Des mécontents, comme le général *Krukowiecki*, mènent la lutte contre le gouvernement. Le 15 août, la populace se rue vers les prisons et massacre les détenus inculpés de trahison ou d'espionnage. Les émeutiers nomment Krukowiecki gouverneur de Varsovie. Le *Gouvernement National*, le 17, abdique aux mains de la Diète, laquelle remet ses pouvoirs à Krukowiecki.

Avant de disparaître, le Gouvernement National avait tenu à interpréter devant l'Europe les sentiments de la Pologne abandonnée. Les négociations annoncées par Sébastiani, et dans l'intérêt desquelles il avait demandé aux Polonais un peu plus de leur sang, n'avaient été qu'un mirage meurtrier. Le 22 juillet, Palmerston avait rejeté nettement à Paris tout projet de médiation en déclarant ce qu'il avait omis de dire plus tôt, à savoir que la Grande-Bretagne n'avait aucune raison d'être désagréable au « bon et fidèle allié » Nicolas Ier. La France, après cela, s'était tenue tranquille, sans désillusionner la Pologne.

Le 15 août, deux jours avant son abdication, le Gouvernement polonais adresse un *message* à ses agents d'Occident. « La vérité toute nue, y disait-il, a apparu à nos yeux. Nous ne comptons plus sur l'appui des puissances qui ont pu et qui n'ont pas voulu, qui peuvent encore et qui ne veulent pas nous sauver. Nous n'osons plus ajouter foi aux promesses qu'elles nous ont faites et qu'elles démentent

par leur conduite... L'Angleterre et la France ne nous auraient donc employés pour l'occasion que comme un instrument propre à servir le courant de leurs intérêts. L'Angleterre ne nous aurait bercés de quelques illusions que pour avoir un moyen de plus d'établir l'indépendance de la Belgique. Et la France ne nous aurait fait des promesses que pour gagner la majorité dans les Chambres. La foi serait-elle donc entièrement bannie des cabinets, et les paroles d'un ministre anglais et français ne seraient-elles que des sons dénués de toute valeur?... Si la France et l'Angleterre nous abandonnent aujourd'hui et ne réalisent en rien les espérances qu'elles nous ont données, ce ne sera point ici l'acharnement de la Russie, ni l'inimitié de la Prusse, ni l'indifférence de l'Autriche, ce sera la soi-disant sympathie que la France et l'Angleterre nous ont montrée qui aura causé notre ruine... Nous nous sommes reposés sur la noblesse et la sagesse des cabinets et, en nous y fiant, nous n'avons pas tiré parti de toutes les ressources qui s'offraient à nous intérieurement et extérieurement, pour gagner l'approbation des cabinets, pour mériter leur confiance. Pour nous assurer de leur appui, nous avons subordonné notre marche au désir de les satisfaire et nous ne nous sommes jamais écartés de la ligne de la plus stricte modération qui, peut-être, a paralysé bien des efforts qui nous auraient secondés... Si les cabinets n'ont pas eu le courage de nous secourir, qu'ils aient au moins celui d'avouer leur barbare indifférence pour notre cause. Et s'ils ont méconnu le devoir que leur imposaient la prudence, la morale et l'humanité, les Polonais sauront suivre celui que leur prescrivent la sainteté de leurs droits et l'amour de leur patrie. »

Fin de l'insurrection

Le général Krukowiecki, porté à la dictature par l'émeute, nomma le 17 août un conseil de six ministres. Il s'empressa de destituer le généralissime Dembicki pour mettre à sa place Casimir Malachowski, honnête homme et stratège

médiocre. Un conseil de guerre, réuni le 19, décida que l'on attendrait l'ennemi dans les retranchements de Varsovie, tandis que des diversions seraient opérées de différents côtés sur la rive droite de la Vistule.

Paskievitch tenta des négociations, qui furent repoussées. Il commença l'assaut le 6 septembre, en attaquant Wola, clef de la défense. Le brave général *Sowinski*, qui commandait la redoute, tomba, en luttant à la baïonnette.

A son tour, la deuxième ligne de défense fut attaquée. Krukowiecki, avant l'issue du combat, donna l'ordre à l'armée de se retirer sur Praga. En même temps il faisait remettre à Paskievitch, pour le tsar, une lettre où il annonçait qu'il se rendait « au nom de la nation polonaise ». La Diète, informée, enleva la présidence à Krukowiecki, et le remplaça par Bonaventure Niemojewski. Dans la nuit du 7 septembre, la capitulation était signée. Le 8 au matin, les Russes entraient à Varsovie.

Pendant deux ou trois semaines encore, malgré la reddition de la capitale, on essaya de lutter, sous le commandement d'un nouveau généralissime, *Mathieu Rybinski*. Le désordre était complet, les avis contradictoires. Finalement, pour ne pas se livrer sans conditions, on décida de remettre ses armes aux Prussiens. Le 5 octobre, l'armée polonaise — environ 20.000 hommes — passa la frontière de Prusse près de Szulcowo.

La veille, Rybinski avait adressé aux peuples une déclaration où il disait : « Avant de quitter la terre natale, cette terre chérie, arrosée du sang le plus pur et de nos larmes, l'armée de Pologne déclare, devant Dieu et devant l'univers, que chaque Polonais reste aujourd'hui et restera toujours aussi pénétré de la sainteté et de la justice de notre cause qu'il le fut jamais. Elle considère, en outre, comme un devoir sacré d'en appeler solennellement, par cet acte, à toutes les nations, à tous les cabinets du monde civilisé, et principalement à ceux qui, au Congrès de Vienne, ont témoigné le plus d'intérêt à la cause polonaise, et de

leur confier le sort futur et l'existence politique de cette nation toujours malheureuse et jamais vaincue ... »

En France, la prise de Varsovie fut un deuil national. A Paris, les affaires furent suspendues, les théâtres fermés. « Toute la France est polonaise », affirmait La Fayette à la tribune de la Chambre, le 11 septembre. Mais le 16, à la même tribune, le comte Sébastiani annonçait avec soulagement: « L'ordre règne à Varsovie. » Une vive agitation provoquée par la catastrophe polonaise fut promptement réprimée.

Les Polonais insurgés avaient commis des fautes. Ils avaient improvisé. Ils avaient manqué de chefs, c'est-à-dire de discipline. Mais leur échec final avait des causes beaucoup plus profondes. Avec cette honnêteté qui a si souvent fait tort à leur esprit politique, ils avaient compté sur les principes. Les cabinets, comme on disait alors, ne s'en embarrassaient point, et les peuples n'avaient pas les moyens d'en assurer le succès. Ce que l'Europe officielle avait affecté de ne pas voir, ce que « l'opinion » elle-même avait mal compris, c'était le fait que la Pologne succombait non point devant la Russie, mais devant une coalition, celle dont Metternich, le 20 septembre, exprimait en ces termes les sentiments dans une dépêche au comte de Ficquelmont, l'ambassadeur d'Autriche à Pétersbourg: « La fin de l'affaire polonaise, sous quelque point de vue qu'on l'envisage, et surtout la fin qu'elle a eue, est un événement de grande importance. » Il faut lire, en particulier, les manifestes du 27 juin et de 14 juillet 1831 où le Gouvernement National de Varsovie crie à l'Europe son désespoir, en montrant que c'est le concours actif de la Prusse et le complicité sournoise de l'Autriche qui permettent à Paskievitch les opérations téméraires devant lesquelles, dit-il, les miracles de notre courage sont inutiles:

« Que l'on sache que ce n'est pas avec la Russie seule que nous avons à combattre. Il fut un temps où, quand on voyait un combat, l'on aurait cru commettre un crime en n'allant pas au secours du plus faible. Le monde a qualifié

ce temps de barbare. Aujourd'hui, l'on voit deux puissances conjurées contre une nation malheureuse, et on l'a laissé assassiner de sang-froid. Et cette nation n'a même pas d'armes pour se défendre. Car la Prusse, non contente d'avoir arrêté nos capitaux, cerne depuis longtemps nos frontières par une quarantaine factice, arrête tous les transports d'objets qui sont indispensables à notre défense. Ce sont là les moyens dont on se sert pour nous réduire, c'est là le loyal combat que nous livre la Russie, aidée de la Prusse et de l'Autriche... Qui peut prévoir l'avenir? Les princes qui veulent nous détruire seront peut-être un jour poursuivis par le malheur et dans une position difficile. Qu'ils se rappellent alors leur conduite vis-à-vis de la Pologne...»

A maintes reprises, la Pologne avait présenté aux cabinets les réclamations les plus instantes au sujet de ces connivences. Elles étaient restées sans écho. Or, en fermant l'oreille à ces réclamations, les cabinets commettaient une faute encore plus grave, politiquement et moralement, qu'en s'abstenant d'intervenir à Pétersbourg pour une médiation. Ils livraient sciemment la Pologne à ses trois bourreaux. Ils fortifiaient, en la laissant s'affirmer dans les faits, l'alliance de la Russie et de la Prusse, qui devait, surtout au détriment de la France, peser d'un poids si lourd sur les destinées de l'Europe jusque vers la fin du siècle. Personne, à cette date, ne s'est avisé du rôle considérable autant que discret joué par la Prusse. En opérant du côté de la Pologne, c'est à ses frontières du Rhin qu'elle songe. Le commandant en chef des troupes prussiennes, le feld-maréchal *von Gneisenau*, présente à son roi, en avril 1831, un rapport où il demande une intervention armée contre les Polonais. Il la demande parce qu'il craint les républicains de France et redoute l'invasion des provinces rhénanes. « Ces mesures, écrit-il en proposant un plan d'action, seraient propres à faire des Russes des alliés fidèles de Votre Majesté au cas d'une guerre possible avec la France, et alors, ensemble avec eux, nous apparaîtrons sur la rive gauche du Rhin en forces prépondérantes. » Quarante ans

d'avance, par les bons offices rendus à la Russie dans l'écrasement de la Pologne insurgée, la Prusse préparait l'annexion de l'Alsace-Lorraine. La diplomatie européenne, en abandonnant la Pologne en 1830, a jeté les germes des malheurs annoncés par la victime. Non seulement elle a consolidé les trônes de la Sainte-Alliance, mais elle a, pour un avenir moins immédiat, créé l'état de choses d'où devaient sortir, par une suite naturelle, la guerre de 1870 et l'hégémonie de l'Empire allemand.

V. — METTERNICH, FLOTTWELL ET PASKIEVITCH

Engourdissement de la Galicie. — Suppression des fonctions de Lieutenant-royal dans le Grand-Duché de Posen. — Programme de Flottwell. — Frédéric-Guillaume IV. Adoucissement du régime prussien. — La Russie estime que les Polonais ont seuls violé les traités de Vienne. — Statut Organique du 26 février 1832. — Paskiévitch gouverneur du Royaume. — Rigueurs barbares de Nicolas Ier dans les confins.

Par l'écrasement de l'Insurrection de Novembre, la cause polonaise venait de subir un échec terrible. Cependant, au lieu de s'arrêter ou de se ralentir, le mouvement national prit une ampleur nouvelle. Limité presque exclusivement, jusqu'à 1830, aux classes cultivées et au Royaume du Congrès, il va s'étendre désormais en profondeur et en largeur. D'une part il va intéresser de plus en plus les masses populaires en les associant — d'ailleurs imparfaitement — aux destinées de la démocratie en lutte avec le conservatisme politique et social de la Sainte-Alliance. D'autre part et principalement sous l'influence des émigrés, les trois parties de la Pologne vont travailler à coordonner leurs efforts. A l'unité de l'oppression des trois cours rapprochées par l'alerte de 1830, les Polonais vont essayer d'opposer l'unité de la résistance nationale.

Avant de les suivre dans leurs tentatives, et pour avoir les moyens de comprendre les échecs nouveaux qui les attendaient, il est nécessaire de connaître les régimes appliqués à leurs sujets polonais, entre 1831 et 1850, par les gouvernements de Vienne, de Berlin et de Pétersbourg.

Le régime autrichien

Dès le 20 septembre 1831, *Metternich* s'était empressé de faire transmettre à Nicolas I[er] et à Paskievitch les félicitations enthousiastes et cordiales de l'Autriche, qui avait contribué sans éclat, et même avec des apparences de sympathie, selon sa manière, à l'étouffement de l'insurrection. A la demande du tsar, Metternich, pour liquider l'aventure, ordonna de traquer les insurgés réfugiés çà et là dans les résidences de la noblesse galicienne.

Puis c'est, en Galicie, pendant une quinzaine d'années, un engourdissement mortel. Les Habsbourg asphyxient lentement le polonisme. A côté de l'*archiduc Ferdinand*, mou et incapable, qui devient gouverneur du pays en 1832, le baron *Krieg*, vice-président, poursuit l'œuvre de germanisation. Les écrits des émigrés sont prohibés. La censure ligotte la presse. Quelques hommes d'action, comme *Smolka* et *Ziemialkowski*, comme les savants *Bielowski* et *Szajnocha*, comme les poètes *Goszczynski* et *Vincent Pol*, passent leur temps à ruser avec la police. L'enseignement public est méthodiquement avili. Les gens qui savent lire deviennent rares. A peine une école primaire pour huit paroisses. Les établissements secondaires, où l'allemand et le latin sont les langues usuelles, croupissent. L'enseignement supérieur est totalement germanisé. Les Polonais sont à peu près complètement exclus des fonctions administratives.

Même stagnation au point de vue économique. La Diète des États de Galicie, encore moins écoutée que dans la période précédente, fait de vains efforts pour obtenir les améliorations matérielles d'une nécessité criante. Il lui faut douze ans, de 1829 à 1841, pour faire accepter, avant

de rencontrer des difficultés nouvelles, les statuts d'une Société de Crédit. Alarmée par les succès de la méthode gouvernementale consistant à provoquer les difficultés entre les paysans et les propriétaires fonciers, elle demande en 1843 le règlement de la question des corvées: les commissions viennoises, pendant des années, délibèrent, et les solutions ne viennent pas.

Le régime prussien

Beaucoup d'Allemands, qui luttaient eux-mêmes pour un idéal démocratique, avaient été favorables aux Polonais insurgés. Quelques-uns leur avaient fourni un appui matériel. Des articles de presse, des chansons populaires, des poésies, comme celles de *Uhland*, de *Heine*, de *Platen*, de *Lenau*, de *Mosen*, avaient célébré leur héroïsme. En Prusse même, les milieux libéraux avaient été influencés par la propagande polonophile des Frédéric *Raumer* ou des *Vornhagen von Ense*. Les émigrés traversant l'Allemagne pour se rendre en France avaient été accueillis partout, surtout dans le sud, avec une cordialité extraordinaire.

Mais tout cela n'était pas à confondre avec la monarchie prussienne. Cette monarchie avait ses vues. Elle était plus stable que l'opinion de l'Allemagne romantique. Elle était plus forte même que la personne du souverain.

En décembre 1830, comme on a vu (p. 242), le prince *Antoine Radziwill*, Lieutenant-Gouverneur du Grand-Duché de Posen, avait résigné ses fonctions, son frère Michel étant compromis dans les événements du Royaume. Aucun successeur ne lui fut donné. Toute l'autorité se trouva aux mains du Président supérieur *Henri Flottwell*, polonophobe déterminé.

A partir de cette date jusqu'à 1840, où mourut Frédéric-Guillaume III, l'œuvre de germanisation entreprise avant l'insurrection de novembre fut accélérée. Flottwell s'autorisa de l'exemple de la Russie pour traduire librement dans les faits les stipulations des traités de Vienne. Un de ses meilleurs inspirateurs fut le *général Grolmann*.

Le programme de Flottwell est indiqué dans un mémoire qu'il adressait le 15 mars 1841 au nouveau roi *Frédéric-Guillaume IV*: « Renforcer l'étroite union du Duché avec l'État prussien en éliminant progressivement les tendances, usages et inclinations propres aux habitants polonais de la province; donner une place de plus en plus grande, dans le Duché, aux facteurs de la vie allemande, tant au point de vue matériel qu'au point de vue spirituel; enfin, comme terme de cette tâche, réaliser l'entière fusion des deux nationalités par l'hégémonie décisive de la culture allemande. »

La Prusse, qui avait puissamment aidé la Russie à réduire les insurgés du Royaume, s'entendit avec elle pour l'extradition des fugitifs et déserteurs. Les terres des Polonais qui étaient allé combattre aux côtés de leurs frères furent confisquées.

Une série de décrets limitèrent les droits nationaux des Polonais. En 1832, la langue allemande fut seule admise dans les rapports intérieurs de l'administration. Des ordonnances de 1832 et 1834 réduisirent l'usage du polonais dans les écoles. Le plus grave fut qu'en 1833 les Polonais perdirent leur droit d'élire les landrats, désormais choisis par les régences, et en 1836 leur droit d'élire les maires, que remplacèrent des « commissaires de districts ».

Flottwell, dans son plan d'action, mettait au premier rang la *lutte contre la szlachta*, en laquelle il voyait, comme tout le monde, le support principal de la nationalité polonaise. A cet effet, il appela de nombreux colons, accéléra la constitution des propriétés paysannes selon la législation adoptée antérieurement, et développa la bourgeoisie, de manière à diminuer l'influence de la noblesse sur les villes. Ses efforts tendirent surtout à l'expropriation du domaine foncier polonais. C'est dans cette période que commence, en cette matière, l'intervention du gouvernement prussien. Un arrêt ministériel du 13 mars 1833 autorisa le Ministre des Finances à acquérir de grandes pro-

priétés pour les rétrocéder à des Allemands. Un premier crédit d'un million de thalers fut mis à sa disposition. Après les sacrifices qu'ils avaient faits pour la dernière insurrection, beaucoup de propriétaires polonais étaient dans une situation précaire. Flottwell, pour les pousser à l'abîme, détermina les établissements de crédit à retirer brusquement leurs créances hypothécaires.

De nombreux instituteurs allemands furent appelés en Posnanie. Les écoles protestantes, multipliées, furent dotées avec les fonds d'Église et les biens confisqués aux insurgés. L'autorité, favorisant de tout son pouvoir les mariages mixtes, prétendit forcer les prêtres catholiques à les bénir dans certaines conditions. L'archevêque de Gniezno, Martin *Dunin*, refusant de s'incliner, fut déporté par Flottwell, en octobre 1839, à Kolobrzeg (Kolberg).

Les doléances multipliées de la Diète restèrent sans effet jusqu'au jour où *Frédéric-Guillaume IV* monta sur le trône. Le nouveau roi était personnellement favorable aux Polonais. Il entretenait d'étroites relations avec les Radziwill, les Raczynski, et d'autres grandes familles. Une détente sensible se produisit, sans modifier d'ailleurs le fond de la situation. Flottwell fut déplacé (1841). Son successeur fut le comte Arnim *Boitzenburg*, puis *Beurmann* (1842-1850). Les insurgés bénéficièrent d'une amnistie. Les victimes de la persécution russe ne furent plus expulsées. Des ordonnances dont les dispositions principales devaient rester en vigueur jusqu'en 1872 rétablirent les droits de la langue polonaise à l'école et dans les tribunaux.

Ces mesures eurent des effets immédiats. La masse polonaise, mieux instruite, éclairée par les persécutions religieuses de Flottwell, prit conscience de sa nationalité. La Posnanie devint un centre très actif de polonisme. Elle eut, pendant quelques années, l'âge d'or de sa littérature et de sa science, réunissant des poètes et romanciers comme *Berwinski*, F. *Morawski*, Stanislas *Kozmian*, des philosophes comme *Libelt*, *Trentowski*, Auguste *Cieszkowski*, des

historiens et des mécènes comme Édouard *Raczynski*, fondateur de la Bibliothèque qui porte son nom, ou le comte Titus *Dzialynski*, éditeur de nombreux recueils de sources historiques. Un des hommes les plus remarquables de cette génération par son esprit d'initiative, le médecin Charles *Marcinkowski*, créa en 1841 la *Société d'encouragement à la science* et fonda le *Bazar de Posen*, qui devait rester le foyer du commerce de cette ville.

Ce développement du Grand-Duché de Posen, tandis que le Royaume et la Galicie étaient étouffés, explique le rôle prépondérant qu'on lui verra tout à l'heure jouer dans les luttes nationales de cette période.

Le terrorisme moscovite

Metternich et Flottwell étaient peu de choses à côté du tsar Nicolas Ier. La Russie châtia les Polonais vaincus avec une férocité asiatique qui jette sur le XIXe siècle l'ombre des plus sinistres périodes de l'histoire.

Elle n'admettait pas que l'on pût mettre en doute les responsabilités écrasantes et exclusives des Polonais dans les derniers événements. « Le comte Nesselrode, mandait par exemple Heytesbury, le représentant britannique à Pétersbourg, dans une dépêche du 13 avril 1831, me fit observer que nous ne pouvions que rendre au gouvernement russe la justice d'admettre que la violation du traité de Vienne venait entièrement des insurgés. »

Partant de là, certains historiens et hommes politiques russes ont conclu que les Polonais, par leur rébellion, avaient eux-mêmes détruit leurs titres légaux à un régime particulier, autrement dit que la Russie était déliée à leur égard de ses obligations internationales de 1815. Nicolas Ier n'osa pas d'abord aller jusque là. A diverses reprises, les puissances lui avaient fait savoir qu'elles n'accepteraient pas une telle interprétation. Ainsi, le 22 mars, Palmerston avait chargé Heytesbury de déclarer que « tout changement

qui amènerait l'incorporation de la Pologne à l'empire russe et détruirait son administration séparée et sa constitution serait une infraction au traité de Vienne». *Mortemart*, l'ambassadeur français, avait fait valoir le même point de vue. Nesselrode avait dit au représentant anglais, qui en référait le 13 avril, que «l'empereur s'en tiendrait strictement à la lettre des engagements qu'il avait contractés avec les puissances étrangères par le traité de Vienne». Le 19 septembre, Sebastiani annonçait à la Chambre que Mortemart avait reçu sur le même point «les assurances les plus directes et les plus positives».

Une fois victorieuse, la Russie le prit de plus haut. Le 3 janvier 1832, Nesselrode envoyait à Liéven, l'ambassadeur de Russie à Londres, une longue dépêche où il déclarait que le tsar était «fermement décidé à ne point admettre d'intervention étrangère dans les questions qui sont exclusivement de son ressort», et que d'ailleurs les traités de 1815 ne garantissaient pas au Royaume une charte spéciale: «La Constitution que dans sa magnanimité l'empereur Alexandre, de glorieuse mémoire, accorda au Royaume, ne fut donc point une conséquence du traité de Vienne, mais un acte spontané de son pouvoir souverain. Postérieure par sa date aux transactions du Congrès, elle n'en fait point partie, et leur garantie ne s'étend pas à elle... Il serait difficile de prouver que l'empereur fût tenu envers le Royaume de Pologne à des concessions que n'ont pas obtenus la Galicie ni le Grand-Duché de Posen... La Constitution polonaise a été annulée par le fait de la rébellion.» Nesselrode concluait qu'il ne serait pas d'une saine politique «de laisser subsister des institutions qui ont si peu répondu aux vues bienfaisantes de leur auguste fondateur et dont il a été fait un si criminel abus»[1].

[1] On sait que ce brillant casuiste en droit public, dont le génie s'adaptait si bien au byzantinisme diplomatique de Pétersbourg, était Allemand par son père et juif français par sa mère. Il avait fait ses études à Berlin, parlait mal le russe, exécrait l'esprit nouveau, et professait l'anglicanisme.

Quelques semaines après cette note, le 26 février 1832, était promulgué, à la place de la Constitution de novembre 1815, un *Statut Organique*. Le Royaume est « à jamais réuni à l'empire russe et forme une partie inséparable de cet empire ». Le couronnement distinct du tsar comme roi de Pologne est supprimé (article 3). L'armée polonaise disparaît (article 20). L'administration du Royaume est confiée à un « Conseil d'Administration » gouvernant au nom du tsar, et à un « Conseil d'État », tous deux présidés par un *Gouverneur du Royaume* (articles 22 et 28). Il est créé à Pétersbourg une « Section des Affaires du Royaume de Pologne » (article 31), et un « Ministre secrétaire d'État du Royaume », établi également à Pétersbourg, contresigne, sous le contrôle du tsar, toutes les lois et ordonnances ayant trait au Royaume. A la Diète sont substituées des assemblées d'États provinciaux, des assemblées de la noblesse, des villes et des campagnes, etc.

Il ne restait à peu près plus rien de ce que l'historien Rambaud se permet d'appeler « l'œuvre d'Alexandre et celle de Constantin ». A la vérité, le *Statut Organique*, pour rassurer de loin l'Occident, accordait certaines garanties, telles que l'inviolabilité des personnes et des biens, la liberté de la presse, les droits de la langue polonaise, et l'autonomie de la législation. En fait, l'unique statut du Royaume fut une *ordonnance de 1833* établissant « l'état de guerre », ordonnance qui n'a jamais été formellement rapportée avant 1914, et l'unique loi fut la volonté de *Paskievitch*, le vainqueur de l'insurrection, nommé Gouverneur du Royaume et décoré du titre de « Prince de Varsovie ».

Le programme de Paskievitch tenait en deux mots : réprimer, russifier. L'amnistie, décrétée pour donner le change à l'Europe, n'est pas étendue aux organisateurs et aux chefs de l'insurrection. Dans tout le pays, emprisonnements, exécutions, séquestrations de biens. Les tribunaux confisquent, pour les distribuer aux Russes, 400.000 arpents, soit près de dix pour cent de la propriété privée polonaise. Un « Tribunal Militaire Suprême », institué en 1832, condamne à

mort les chefs capturés, puis les envoie finir leurs jours en Sibérie. Parmi les émigrés, 249 sont condamnés à la pendaison, 2590 au bannissement perpétuel, avec confiscation de leurs biens, que se partagent les auxiliaires les plus zélés de Paskievitch. La conscription — quinze ans de service — enlève au pays ses forces vives. Par ordre impérial du 24 mars 1832, on ramasse tous les enfants de sept à seize ans « vagabonds, orphelins et pauvres » pour les envoyer comme enfants de troupe dans les plus lointaines provinces de la Russie. Le Royaume est mis en demeure de verser une contribution de vingt-deux millions de roubles et d'entretenir 100.000 soldats russes. L'Université de Varsovie est fermée (9 novembre 1831). La « Société des Amis des Sciences » est dissoute (6 avril 1832). L'École des Cadets de Kalisz est transportée à Pétersbourg. La bibliothèque publique de Varsovie est dépouillée de 150.000 volumes, dont 12.000 manuscrits, et d'une grande quantité d'estampes et de médailles. Défense est faite, sous peine de bagne, de faire venir de l'étranger des livres traitant des questions sociales, d'imprimer les œuvres des Mickiewicz, des Krasinski, des Lelewel, des Slowacki. Un décret de 1838 substitue au costume national polonais le costume russe, en prescrivant d'ouvrir dans les bourgs et villages « des magasins d'habillement russes dans lesquels cette marchandise sera vendue aux indigents à prix réduit ». Un rouble de récompense pour les gens de bonne volonté. La bastonnade pour les « retardataires ».

Comme symbole du régime, on construisit à Varsovie une citadelle. Cette citadelle, pendant près d'un siècle, jusqu'à la guerre de 1914, jusqu'à l'effondrement des trois empires copartageants, a été comme la chambre des tortures de tout un peuple, l'ossuaire de son patriotisme. Nicolas Ier y vint en 1835. Et il dit aux Polonais : « Si vous vous obstinez à conserver vos rêves de nationalité distincte, de Pologne indépendante, et toutes ces chimères, vous attirerez sur vous de grands malheurs. J'ai fait élever une citadelle, et je vous déclare qu'à la moindre émeute je ferai foudroyer la ville. »

Par étapes, la Russie convertit les institutions du Royaume en simples départements des services centraux de Pétersbourg. Les « Commissions » substituées aux ministères furent réduites à trois, Intérieur et Instruction publique, Trésor, Justice, dépouillées elles-mêmes peu à peu de leurs attributions essentielles. En 1841, le « Conseil d'État » fut supprimé, puis, la même année, le Tribunal de Cassation et la Cour d'Appel. Les wojewodies polonaises furent remplacées, en 1837, par le système russe des *gouvernements*, au nombre de cinq, administrés par des gouverneurs locaux. Le code pénal russe, avec des modifications insignifiantes, remplaça en 1845 le code polonais. Le Royaume perdit sa monnaie (1841). Son autonomie douanière, gravement atteinte en 1842, disparut totalement en 1850.

Sous divers prétextes, les catholiques furent persécutés. Le gouvernement ferma beaucoup d'églises et de couvents. Il soumit les sermons à la censure préalable. Un premier évêché orthodoxe fut fondé en 1833. Un édit de 1836 imposa l'enregistrement d'office comme orthodoxe des enfants issus de mariages mixtes.

La direction de l'enseignement public — l'autre était prohibé — fut confiée en 1839 à un « Curateur » dépendant directement de Pétersbourg. Des généraux remplirent cet emploi. Les pédagogues furent choisis de préférence dans le corps des officiers. Le nombre des collèges fut réduit, les crédits d'instruction publics employés à bâtir des forteresses. Pour chaque élève de l'enseignement primaire, le Trésor déboursait quinze centimes. L'étude du russe fut introduite à l'école, et la connaissance de cette langue devint exigible, à partir de 1846, pour tous les employés nouveaux des administrations. Pour mettre les bienfaits de la culture russe à la portée des jeunes filles il fut créé un « Institut d'Éducation des demoiselles de l'Impératrice Marie ».

Au bout de quelques années de ce régime, la décadence du Royaume était complète. Son activité intellectuelle était nulle, son industrie, son commerce et son agriculture para-

lysées. Il se dépeupla rapidement. La misère devint générale.

La situation, dans le Royaume, n'était que terrible. Dans les « confins », elle fut atroce. Ici encore un point de droit public dominait la question. Comme on l'a vu plus haut (p. 224), les Polonais de Lithuanie et de Ruthénie étaient fondés à invoquer les garanties du traité de Vienne pour le maintien de leur nationalité, et Alexandre Ier avait manqué à toutes ses promesses à cet égard. L'affaire des confins avait joué un rôle considérable dans la genèse et les vicissitudes de l'insurrection de novembre. Après les perfidies d'Alexandre, Nicolas Ier, quand il était venu à Varsovie, en 1829, pour y recevoir la couronne de Pologne, avait déclaré brutalement que les Polonais devaient renoncer à toute espérance de ce côté. Ce propos avait contribué puissamment à surexciter les esprits, l'opinion estimant qu'aucune violation des traités ne pouvait porter un coup plus fatal au polonisme. Dès les premières semaines de l'insurrection, la Diète, par le Manifeste du 20 décembre, avait dénoncé avec l'énergie que l'on sait (p. 239) les manquements de la Russie en cette matière capitale. Le 5 mai 1831, elle avait voté une loi rétablissant solennellement l'union de la Pologne et des confins.

Les cabinets d'Occident reconnaissaient le bien fondé de la thèse polonaise. La France, au cours de l'insurrection, chargea M. de Mortemart d'appeler sur cet objet l'attention du gouvernement russe, et elle sollicita l'appui du représentant britannique. Dans une dépêche du 22 mars 1831, Palmerston rappelait à Heytesbury l'article 1er de l'Acte Final de Vienne concernant les institutions et la représentation nationales. Il le priait de toucher ce point, mais d'une manière qui évitât tout froissement. « Votre Seigneurie devra dire qu'autant qu'il en peut juger par ses informations il ne paraît pas au gouvernement de Sa Majesté que les dispositions du traité de Vienne applicables aux provinces polonaises de la Russie aient été jusqu'ici mises à exécution. »

Il va sans dire que les discrets rappels des cabinets d'Occident laissèrent la Russie parfaitement indifférente. Loin de songer à se conformer enfin au traité de Vienne, Nicolas Ier, poursuivant l'œuvre de Catherine II et d'Alexandre, usa sans scrupule des plus monstrueux moyens de russification. Des milliers et des milliers de malheureux, appartenant principalement à la szlachta, furent envoyés en Sibérie, la tête rasée, la chaîne au cou, par des « Commissions d'enquête » établies à Kiev et à Wilno. En vertu d'un ordre du 21 novembre 1831, 5.000 familles nobles de Podolie furent transportées au Caucase. Un ordre du 18 avril 1832 étendit la mesure aux autres gouvernements. Environ 45.000 familles furent ainsi déportées au Kouban, du côté de la mer Noire, et dans la région de la Volga. Des oukases de 1832 et 1837 prononcèrent en masse les confiscations de biens.

En 1832, la glorieuse *Université de Wilno* fut fermée. Ce fut, l'année suivante, le tour du célèbre Lycée de Krzemieniec. Le russe remplaça le polonais dans toutes les écoles et dans toutes les administrations. Les écoles tombèrent, en 1832, de 394 à 92. L'antique *Statut Lithuanien* fut abrogé en 1840.

La persécution religieuse, relativement discrète dans le Royaume, se déchaîna dans les confins avec une brutalité digne des premiers âges. Les biens de l'Église catholique furent confisqués, et Grégoire XVI éleva une protestation inutile (1842). L'orthodoxie, avec l'appui du renégat *Siemaszko*, évêque de Brzesc-Litewski (Brest-Litovsk), entreprit la guerre contre les Uniates, selon la politique de la grande Catherine. L'Union fut supprimée en 1839. Les biens des églises et couvents uniates furent distribués à l'Église orthodoxe. Le peuple fut soumis à une conversion forcée. Au nom de la Sainte Russie, des tortures néroniennes furent infligées notamment aux *Basiliennes de Minsk*. On leur creva les yeux. On les enterra vivantes. Elles se refusèrent à abjurer.

VI. — L'ÉMIGRATION ET LA « CHIMÈRE » DE L'AFFRANCHISSEMENT

Les réfugiés polonais en Europe et en Amérique. — Démocrates et aristocrates. — L'Hôtel Lambert. — La Société Démocratique Polonaise (1832). — Tentative de Zaliwski. — Conventions de Münchengrätz et de Berlin entre les copartageants (1833). — Occupation de Cracovie (1836). — « Confédération du Peuple polonais. » Simon Konarski. — Le « Comité Central » de Posen (1843). — Arrestation de Mieroslawski (1846). — Massacres de Galicie (1846). — La République de Cracovie incorporée à l'Autriche (avril 1846).

La grande Emigration

Tandis que pesaient sur les trois parties de la Pologne les régimes que l'on vient d'indiquer, un grand nombre de Polonais, réfugiés à l'étranger, s'efforçaient de libérer leur patrie en mettant à profit les circonstances de la politique européenne et en provoquant tantôt d'un côté, tantôt d'un autre, une série de tentatives également infructueuses.

Après l'insurrection de novembre, les uns devaient fuir la vengeance des oppresseurs victorieux, les autres pensèrent que la liberté leur permettrait de servir mieux leur pays. Députés, chefs politiques, officiers, poètes, quittèrent en foule la terre de Pologne et se dispersèrent à travers le monde. Ce fut la *Grande Émigration.*

Les réfugiés s'établirent en Allemagne, en Suisse, en Italie, en Belgique, en Espagne, en Algérie, aux États-Unis, en France surtout, où il en vint plus de 5.000. Le gouvernement et les associations privées leur fournirent des ressources. Une loi du 21 avril 1832, remaniée ultérieurement, leur fixa un régime et leur assigna certaines résidences. Les colonies les plus importantes furent à Paris, à Versailles, à Poitiers et à Montpellier.

Partout, ou presque partout, les émigrés se constituèrent en camps opposés, ce qui nuisit beaucoup à leur cause aux yeux de l'étranger. Leurs dissentiments, qu'ils eurent la faiblesse impolitique de laisser paraître, portaient sur les principes mêmes de l'action nationale. C'étaient les modérés, en définitive, qui avaient mené l'insurrection, et qui l'avaient réglée, canalisée, jusqu'aux dernières semaines, jusqu'aux émeutes du 15 août. Leur souci principal avait été que le mouvement n'eût pas un caractère démagogique. A plusieurs reprises, ils avaient rassuré sur ce point les cabinets d'Occident. On se rappelle ce passage de la déclaration formulée le 15 août, à l'heure de la débâcle, par le Gouvernement National (p. 250): « Nous n'avons pas tiré parti de toutes les ressources qui s'offraient à nous intérieurement et extérieurement, pour gagner l'approbation des cabinets, pour mériter leur confiance ... » En d'autres termes, préoccupés des intérêts diplomatiques, ils avaient nationalisé la révolution, ils ne l'avaient pas socialisée, popularisée, ils ne l'avaient pas fortifiée en donnant des satisfactions aux masses. La szlachta avait un esprit incomparablement plus national que social. Elle s'était montrée héroïque, elle avait fait des sacrifices inouïs, elle était l'élément le plus atteint par les persécutions des vainqueurs, mais elle n'avait rien fait pour émanciper le peuple et l'associer ainsi plus étroitement à ses efforts. A cette date, où l'industrie était encore peu développée, le peuple, c'étaient les paysans, et le problème social, dans les pays slaves, était avant tout un problème agraire. Ce que Kosciuszko avait tenté de faire en 1794 en affranchissant les paysans, la szlachta et le Gouvernement National de 1831, peut-être par un égoïsme mal entendu, mais certainement par crainte d'effaroucher les cabinets, n'avaient pas voulu le tenter à leur tour.

C'était ce que leur reprochaient les *démocrates*. D'après eux, la cause principale de l'échec de l'insurrection était là. Il fallait, pensaient-ils, que la Pologne, au lieu de compter sur le jeu décevant des chancelleries égoïstes, associât résolument sa cause à celle des peuples et cherchât son affran-

chissement dans la révolution générale de l'Europe contre la Sainte-Alliance des princes. Le premier geste à accomplir, dans le prochain mouvement, devait être de conférer aux paysans de Pologne la propriété du sol. Par là seulement l'insurrection aurait une base véritablement nationale, et la démocratie en armes, combattant pour son patrimoine, emporterait tous les obstacles.

Les modérés, appelés encore *Blancs* ou *Aristocrates*, se rallièrent autour du vénérable prince Adam Czartoryski, réfugié à Paris. Leur centre fut l'*Hôtel Lambert*. Là se rencontraient des personnalités célèbres, animées du plus pur civisme, telles que *Niemcewicz*, les généraux *Bem*, *Uminski*, *Kniaziewicz*. Leur programme était de reconstituer une Pologne monarchique, avec l'appui de l'étranger. La diplomatie était leur méthode. Czartoryski, fort connu des cabinets, entretint des rapports réguliers avec eux, et eut même des agents à demeure auprès de certains d'entre eux. On prit à tâche, à l'Hôtel Lambert, d'éclairer l'Occident par des informations, des brochures, et des articles de journaux.

Le parti démocratique, celui des *Rouges*, était composé surtout de jeunes gens, de publicistes et d'officiers. Ses leaders principaux étaient le grand historien *Lelewel*, Louis *Mieroslawski*, *Mochnacki*, *Worcell*, *Zaliwski*. Il entra en rapports avec les sociétés secrètes d'Occident, surtout avec celles d'Italie et avec Mazzini. A la *Jeune Europe* s'affilia la *Jeune Pologne*. Les démocrates nouèrent d'étroites relations avec les milieux libéraux français, principalement avec *La Fayette*, qui fonda dès 1831 le *Comité Franco-Polonais*. Le 13 décembre de la même année naquit le *Comité National Polonais*, dont Lelewel reçut la présidence. Mais deux semaines plus tard, le Comité fut dissout par le gouvernement français, ses membres exilés, et Lelewel expulsé sur la demande de Pozzo di Borgo. Le 17 mars 1832 apparut la *Société Démocratique Polonaise*, dont le comité directeur, appelé *Centralizacja*, fut établi à Versailles. Les principaux membres de la société furent à leur tour éloignés de Paris. La section de Poitiers prit la tête du mouve-

ment. Elle publia, le 27 septembre 1833, un manifeste qui eut un fâcheux retentissement, et où elle déclarait Czartoryski ennemi du pays et de l'émigration. Dans un autre manifeste, le 4 décembre 1836, elle définit son programme: affranchissement de la Pologne, émancipation du peuple des campagnes à qui doit revenir la souveraineté. Elle publia à partir de 1836 « *La Démocratie Polonaise* », rédigée à Poitiers et paraissant à Paris.

Les démocrates étaient aussi profondément dévoués que les modérés à la cause nationale, mais ils manquaient en général d'esprit politique. Beaucoup d'entre eux étaient exaltés, brouillons, sectaires et cabaleurs. Plusieurs n'étaient que des démagogues sans scrupule. L'un d'eux, Jean Ledochowski, s'écriait un jour en portant un toast à Dwernicki: « Mort et extermination de la szlachta sans exception ! » Une des physionomies saillantes du milieu était Louis *Mieroslawski*, polonais par son père, français par sa mère (il était né à Nemours en 1814), vif, léger, brave, plein d'imagination, poète ennuyeux, potinier jusqu'à la calomnie, stratège prétentieux, théâtral et mégalomane, « cabotin, dit son dernier biographe, qui jonglait avec le patriotisme et les saintes aspirations des hommes ».

Conventions de Münchengraetz et de Berlin. — Occupation de Cracovie

En 1833, les émigrés démocrates envoyèrent le colonel Joseph *Zaliwski* avec quelques autres pour entreprendre une guerre de partisans contre la Russie. Le peuple resta indifférent. L'échec fut complet. Zaliwski, arrêté en Galicie, fut enfermé par l'Autriche à la forteresse de Kufstein. Dans le Royaume, ses complices furent décapités ou déportés en Sibérie (août 1833).

Le résultat de cette tentative fut la *Convention de Münchengraetz* signée le 19 septembre 1833 entre l'Autriche et la Russie, en vue d'une action commune contre les mouvements séditieux polonais, et la *Convention de*

Berlin conclue dans le même sens, le 16 octobre, par la Russie et la Prusse. Les trois puissances, toujours les mêmes, se garantissaient réciproquement, à l'article 1er des deux accords, « la tranquille et paisible possession » de leurs domaines polonais respectifs. Elles s'engageaient « à se prêter mutuellement aide et assistance » contre les Polonais (art. 2). Elles convenaient d'entretenir à cet effet des corps de troupes spéciaux, de se communiquer tous les renseignements en leur possession, et d'interdire les sociétés patriotiques. Enfin elles prévoyaient l'occupation de la République de Cracovie[1].

Quelques mois auparavant, par un accord du 30 mai, elles avaient déjà modifié, au mépris des traités de 1815, la constitution de cette République de Cracovie, en y instituant une « Conférence des résidents des puissances protectrices », laquelle accapara bientôt l'autorité suprême. Le 14 octobre 1835, Nesselrode, Metternich, et le ministre d'État prussien *Ancillon* signèrent à Berlin un traité secret fixant certaines dispositions à prendre pour incorporer Cracovie à l'Autriche, « l'expérience ayant prouvé que l'existence de la République de Cracovie est aussi contraire aux intérêts matériels de ses habitants et à la prospérité du pays en général qu'à la sûreté des États voisins ». Pour trouver un prétexte permettant d'appliquer ces dispositions, les copartageants attirèrent perfidement à Cracovie — la preuve en fut faite — le plus grand nombre possible de réfugiés. Puis soudain, le 9 février 1836, ils sommèrent en-

[1] L'influence de l'historiographie russo-allemande a tellement habitué les historiens, en général, à considérer les choses polonaises comme épisodiques dans l'histoire de l'Europe que beaucoup d'auteurs dénaturent totalement le caractère de ces conventions et omettent de dire qu'elles concernent expressément et exclusivement la Pologne. Ainsi Seignobos (*Histoire polit. de l'Europe contemp.*, VIe édit., p. 732–33) les représente simplement comme une « manifestation contre la Révolution » à propos des troubles belges, espagnols, portugais, allemands, italiens, auxquels il ajoute, en passant, ceux de Pologne.

semble le Sénat d'expulser dans un délai de huit jours tous ces réfugiés. Plus de 600 Polonais partirent inmédiatement. Mais le 16 une note commune déclarait que les mesures prises étaient insuffisantes et que la force armée apparaissait indispensable pour « rétablir l'ordre ». Le lendemain, les troupes autrichiennes arrivèrent, puis les russes, puis les prussiennes. L'Europe s'émut. *Salverte* interpella le 9 mars à la Chambre française, appuyé par *Bignon* et *Mornay*. A Londres *Canning* intervint le 1er mars aux Communes, puis *lord Dudley Stuart* le 4. Palmerston reconnut que les traités étaient violés. La France et l'Angleterre, en termes modérés, firent des représentations, qui furent négligées. Russes et Prussiens, en avril, évacuèrent Cracovie, le laissant aux Autrichiens. Les agents de Metternich exercèrent la tyrannie, sans souci de la constitution. La France finit par menacer d'occuper Ancône si les Autrichiens ne se retiraient pas, ce qu'ils firent au bout de quatre ans, en février 1841.

Dans l'affaire Zaliwski et dans celle de Cracovie, les réactions populaires avaient été très faibles. Les démocrates de l'émigration, en liaison avec ceux du pays, travaillèrent à éclairer la masse. Des agents éducateurs furent envoyés en Pologne. Ils nouèrent des rapports avec la *Confédération du Peuple polonais*, organisation secrète fondée par le poète Séverin *Goszczynski*, et dont la direction fut d'abord à Cracovie, puis à Lwów. Son programme était la fraternité des peuples et l'égalité des droits pour les paysans. Ses ramifications s'étendirent dans tous les milieux, surtout en Galicie et dans les « confins ». Le gouvernement autrichien, informé par des traîtres, découvrit la société en 1838. Un grand procès fut engagé, qui dura jusqu'à 1845. Une série d'inculpés furent condamnés à mort, puis à la détention perpétuelle. Parmi eux étaient François *Smolka* et Albin *Dunajewski*, tous deux appelés à jouer dans la suite un rôle important. Le major *Simon Konarski*, délégué par les démocrates, entreprit dans les confins une propagande en faveur de la « Confédération du Peuple polonais ». La police russe l'arrêta en 1838 près

de Wilno. On lui enfonça des clous sous les ongles, on lui taillada les chairs, on fit couler dans les sillons de ses plaies de l'alcool enflammé et de la cire à cacheter. Il refusa de parler. Enfin on le fusilla (1839). Un grand nombre de ses complices furent envoyés aux mines de Sibérie.

Un peu plus tard, un prêtre du pays de Lublin, l'abbé *Sciegienny*, forma une ligue paysanne à caractère à la fois patriotique et socialiste. Condamné à mort, puis grâcié, il prit le chemin de la Sibérie avec de nombreux compagnons (1844).

L'affaire de 1846. — Mieroslawski

Quand le régime libéral inauguré par Frédéric-Guillaume IV produisit ses heureux effets dans le Grand-Duché de Posen, les partisans des coups de force choisirent cette province comme base d'une tentative nouvelle, plus aventureuse encore que les précédentes.

En rapports étroits avec la « Centralizacja » de Versailles fut constitué à Posen, en 1843, un *Comité Central* clandestin. Les conspirateurs élaborèrent le plan insensé d'une révolution générale en Pologne et d'une guerre sur trois fronts avec les copartageants. Le projet fut mis au point par Mieroslawski. Des détachements de partisans devaient assaillir à l'improviste toutes les garnisons, puis, renforcés par les masses du prolétariat conscient, former rapidement des divisions et des corps. De la Posnanie on se jetterait sur le Royaume. Un collège de dictateurs fut constitué d'avance, avec des hommes comme *Heltman*, Jean *Tyssowski*, le philosophe Charles *Libelt*. A Mieroslawski fut réservée la conduite des opérations militaires.

Le mouvement prit en 1845 une telle extension qu'il n'était plus possible d'en garder longtemps le secret. Il fut décidé que la révolution éclaterait le 21 février 1846. En décembre, Mieroslawski se rendit en Posnanie.

Les trois cours, dont la police était très active à Paris même, surtout celle du tsar (favorisée parfois d'étranges complaisances), furent informées d'avance de tous les détails. Une semaine avant la date, les Prussiens arrêtèrent Mieroslawski à Posen, avec Libelt et environ 700 conjurés, qui furent enfermés à Berlin à la prison de Moabit. L'année suivante, après un long procès, Mieroslawski, d'ailleurs très crâne, fut condamné à mort avec dix de ses compagnons (décembre 1847). Par crainte de l'opinion européenne, on n'osa pas les exécuter, et on les laissa dans l'incertitude de leur sort. Vingt-quatre conjurés furent condamnés à la détention perpétuelle, des dizaines d'autres à un long emprisonnement.

En Russie, où d'ailleurs peu de patriotes furent découverts, la répression fut immédiate et implacable. L'Autriche arrêta à Lwów 36 conjurés. Le 18 février 1846, ses troupes occupèrent Cracovie, qui avait été désigné comme siège du Gouvernement Insurrectionnel. Les chefs polonais révoquèrent l'ordre de soulèvement. Mais quelques exaltés ne voulurent pas reculer. Sous la conduite d'un jeune homme, Édouard *Dembowski,* ils proclamèrent un *Gouvernement National* à Cracovie, que les Autrichiens évacuèrent le 20. Tyssowski prit la dictature. On décréta le transfert de la propriété aux paysans, et d'autres mesures ultra-radicales.

Massacres de Galicie. — L'Autriche incorpore la République de Cracovie

Quoique la masse du peuple fût très peu agitée et qu'elle montrât peu d'empressement à combattre pour le renversement de l'ordre social, l'Autriche prit peur. Elle crut le moment venu d'utiliser l'arme qu'elle avait patiemment forgée, depuis un demi-siècle, en favorisant les conflits entre les paysans et les propriétaires. Elle ordonna ce que Villemain, à la Chambre des Pairs, devait appeler un peu plus tard la « Jacquerie officielle ». Des agents secrets furent envoyés à travers les campagnes de Galicie, avec mission

de persuader aux paysans que le « gouvernement paternel » de l'empereur voulait les émanciper, que les nobles et bourgeois polonais s'opposaient à la réalisation de cette œuvre, et que leurs complots ne visaient qu'à maintenir le peuple dans la servitude. Une prime de dix florins fut promise pour chaque « intellectuel » livré mort ou vif. On distribua des boissons. Le staroste de Tarnów, *Breinln,* organisa une bande à laquelle il donna pour chef un détenu du nom de *Jacob Szela,* élargi pour la circonstance. Le succès fut inespéré. Les massacres s'étendirent à toute la Galicie Occidentale. Des familles entières, avec les vieillards et les enfants, furent exterminées. Les prêtres qui faisaient des processions pour tenter de ramener les brutes à la raison étaient abattus par les soldats de Sa Majesté Apostolique. Le gouvernement réduisit la prime à cinq florins, puis à un. Seulement il fut permis aux assassins de vendre au marché les bijoux de leurs victimes, et même les orphelins, payés quarante kreutzers par tête, soit un franc cinquante.

L'Europe s'émut encore. *Saint-Marc Girardin* et *Victor Hugo* protestèrent au Parlement. Alexandre Wielopolski écrivit une retentissante « Lettre d'un gentilhomme polonais au prince de Metternich », où il évoquait, pour la honte des Habsbourg, le souvenir de la délivrance de Vienne par Sobieski. A quoi bon tout cela? Cracovie, entourée, se rendait le 3 mars. Le 15 avril, la Russie, l'Autriche et la Prusse signaient un pacte aux termes duquel la République de Cracovie, dernier lambeau de la Pologne indépendante, était incorporé au domaine de la monarchie autrichienne. Malgré les protestations élevées successivement, dans leurs discours du trône, par Louis-Philippe et par la reine *Victoria,* les dispositions du pacte furent définitivement confirmées par une convention du 6 novembre entre les trois cours. Palmerston fit des représentations, puis *Guizot.* Le 4 janvier 1847 Metternich répondit à l'un et à l'autre en regrettant « la différence d'opinion » et en invoquant « le véritable sens des traités ». Tout en resta là.

VII. — LE PRINTEMPS DES PEUPLES

Les Polonais attendent la guerre universelle. — Influence croissante des démocrates. — Karl Marx, Engels et Bakounine. — Lamartine pose officiellement la question polonaise (mars 1848). — L'Autriche louvoie. — Stadion et les Ruthènes. — « Comité National » polonais en Posnanie. — Avertissements du jeune Bismarck. — Rétablissement de « l'ordre » en Posnanie. — Les illusions françaises sur l'Allemagne. — Parlement de Francfort. — Constitution prussienne de janvier 1850. — Bem en Hongrie.

Les Polonais et la révolution universelle. — Messianisme et internationalisme

Toutes les tentatives d'affranchissement, depuis l'insurrection de novembre, avaient abouti à des insuccès tantôt dérisoires, tantôt sanglants, toujours lamentables. Ces insuccès, d'année en année, aigrissaient les Polonais, les exaltaient. La souffrance, portée au paroxysme, engendra des formes variées de mysticisme, qui correspondaient d'ailleurs à certaines tendances générales de l'époque. Les grands poètes du romantisme polonais, *Krasinski*, *Slowacki*, *Mickiewicz*, traduisirent avec puissance, chacun à leur manière, le drame de passions et d'idées qui tourmentait l'âme nationale.

Mickiewicz, ami de Michelet et de Quinet, professeur de littérature slave au Collège de France, où il fit sa leçon d'ouverture le 22 décembre 1840, égara son clair esprit, à force d'angoisses, dans l'idéologie du *Towianisme*, et s'en alla chercher le salut de la Pologne dans le perfectionnement moral et l'amour des hommes. D'autres, partis d'un point opposé de l'horizon, le rejoignaient dans des conclusions toutes voisines, en proclamant que seule la révolution générale, en libérant l'humanité, briserait les chaînes de la Pologne. De part et d'autre, c'était d'un immense effort collectif et d'un renversement total des valeurs que

l'on attendait maintenant la résurrection du pays. La « guerre générale pour l'affranchissement des peuples » était, en définitive, la commune devise de la religiosité messianique et de l'illuminisme politico-social.

Plus les déceptions s'accumulèrent, à partir de 1831, plus les tendances représentées par les « démocrates » gagnèrent du terrain. D'année en année, après 1841 surtout, le parti de Czartoryski fut combattu avec plus d'acharnement. Plusieurs des tentatives inspirées par les démocrates prirent, comme on a vu, un caractère de radicalisme social très prononcé. Les chefs du mouvement s'orientèrent dans les voies de l'internationalisme socialiste et ouvrier.

Le 29 novembre 1847, à Londres, un grand meeting révolutionnaire, présidé par un ouvrier anglais, commémora l'insurrection polonaise de 1830. *Karl Marx* et *Frédéric Engels* y participèrent. Engels en fit un compte-rendu détaillé dans *La Réforme* de Ledru-Rollin, à laquelle il collaborait. Marx, prenant la parole, affirma que la Pologne serait sauvée par le prolétariat industriel anglais, et Engels démontra que la démocratie allemande était intéressée à l'affranchissement de sa voisine slave.

Le même jour, à Paris, *Michel Bakounine* prononçait un grand discours dans une réunion commémorative polonaise présidée par le député *Vavin*. Il dit que le règne de Nicolas I[er] était celui de Louis XV, et qu'un orage terrible approchait. « Messieurs, s'écria-t-il en rappelant la mémoire des Décabristes, c'est sous l'invocation de leurs grands noms, c'est en m'appuyant de leur puissante autorité que je me présente à vous comme un frère, et vous ne me repousserez pas. Je n'ai pas de titre légal pour vous parler ainsi, mais, sans la moindre prétention vaniteuse, je sens que, dans ce moment solennel, c'est la nation russe elle-même qui vous parle par ma bouche. Je ne suis pas le seul en Russie qui aime la Pologne et qui éprouve pour elle cette admiration enthousiaste, cette ardeur passionnée, ce sentiment profond, mêlé de repentir et d'espoir, que je ne parviendrai jamais à vous rendre. Les amis connus ou inconnus qui partagent mes sympathies, mes opinions, sont

nombreux... C'est en leur nom, Messieurs, c'est au nom de tout ce qu'il y a de vivant, de noble dans mon pays, que je vous tends une main fraternelle...»

Trop disposés à une confiance généreuse, les Polonais pouvaient croire qu'après avoir été dupés tant de fois par les diplomaties bourgeoises ils allaient enfin obtenir justice des démocraties conjurées et triomphantes d'Allemagne, de Russie et d'Angleterre. Quant à la France, ils savaient que tous, catholiques et libre-penseurs, socialistes et modérés, de *Louis Blanc* à *Montalembert*, identifiaient la cause polonaise avec les plus hautes revendications de la conscience moderne.

Quand la révolution éclata à Paris en février 1848, puis en mars à Vienne et à Berlin, les Polonais pensèrent que l'heure suprême était venue, et que l'expérience manquée en 1830 par la Pologne et par l'Europe allait cette fois réussir.

Lamartine pose la question polonaise (mars 1848)

Le 10 mars, un arrêté du Gouvernement Provisoire français constituait une «Légion polonaise révolutionnaire». Le 15, des éléments extrêmistes provoquaient des troubles dans les rues de Paris, en réclamant une intervention armée en faveur de la Pologne. Les Polonais placardèrent le 24 une adresse «Au peuple français», où ils lui annonçaient qu'ils partaient délivrer leur patrie et lui demandaient des armes: «L'ordre règne aux bords de la Seine. Il faut qu'il règne aussi aux bords de la Vistule... L'heure de la résurrection des peuples a sonné». En avril, en mai, surtout le 15, la question polonaise servit de mot d'ordre, et partiellement aussi de prétexte, à une série de démonstrations violentes.

La France révolutionnaire, comprenant que l'existence de la Sainte-Alliance et l'asservissement de la Pologne étaient comme les deux aspects d'une même réalité, posa la question polonaise avec une généreuse audace. Il fallait, pour réussir où Napoléon avait échoué, que la France ne

fût pas isolée. Il fallait aussi qu'elle eût pour le moins un Talleyrand. Elle n'avait qu'un *Lamartine.*

Au nom du Gouvernement révolutionnaire français, Lamartine adressa, en mars, des *instructions* aux représentants du pays à Berlin, à Vienne, et à Pétersbourg. Ils devaient dire aux trois cours: « ...Nous désirons la paix avec vous, nous recherchons même l'alliance dans des conditions équitables pour tous, bienfaisantes pour les nations intermédiaires, mais la première condition de la solidité de cette paix, de l'intimité de ces alliances, c'est que la Pologne usurpée, opprimée, sans nationalité propre, sans indépendance civile, religieuse, ne s'élève pas entre vous et nous... ».

La Russie, que les tempêtes du continent n'agitaient point, et que la main terrible de Nicolas tenait toujours, resta brutalement indifférente à cette invitation. Les Hohenzollern et les Habsbourg, aux prises avec la révolution, louvoyèrent et jouèrent leur jeu, en attendant l'accalmie.

Les nationalités en Autriche. — Le comte Stadion et les Ruthènes

Le gouvernement de Vienne ne fit pas obstacle au mouvement du 13 mars. Il rendit leur liberté aux Polonais emprisonnés à la suite des dernières tentatives. Il laissa se constituer des comités nationaux en Galicie Occidentale et Orientale, et même un *Conseil National Central* à Lwów. Le 17 avril, il conféra aux paysans la propriété du sol. Au cours de l'été, l'empereur Ferdinand convoqua le premier Parlement autrichien. François *Smolka,* député de Lwów, élu vice-président, fut en fait le véritable directeur des travaux de l'assemblée.

Puis, en automne, tout rentra dans l'ordre. Partout, sauf en Hongrie, les mouvements des nationalités étaient réprimés. En octobre, les armées impériales reprenaient possession de Vienne. En novembre, Lwów était bombardé. L'odieux système absolutiste fut rétabli. Il devait durer jusqu'à 1860.

On doit signaler en passant l'entrée en jeu, au cours de cette période, d'un élément nouveau dans la politique polonaise de l'Autriche. En 1846, elle avait dressé contre les patriotes polonais les paysans. En 1848, elle dressa contre eux les *Ruthènes*. Dès l'époque de Joseph II, elle avait songé à ce moyen de paralyser la Galicie par des divisions. Le ruthénisme artificiel qu'elle avait créé ne lui avait pas rendu de services. Mais peu à peu, au cours du XIXe siècle, le sentiment national ruthène s'éveilla. Les Polonais l'encourageaient. L'Autriche essaya de le retourner contre eux. Avec une partie du clergé ruthène, dirigé par Grégoire *Jachimowicz*, évêque de Przemysl, le comte *Stadion*, nommé gouverneur de Galicie, constitua pendant la révolution de 1848 un *Conseil Ruthène*, qui demanda la division de la Galicie en deux parties, les Ruthènes devant avoir leur régime propre dans la partie orientale. Indifférents à la masse, odieux aux jeunes Ruthènes libéraux, les prêtres uniates du Conseil Ruthène, instrument de la bureaucratie absolutiste, échouèrent totalement. Mais la question polono-ruthène était désormais posée, et l'on devait trouver plus tard, à Berlin comme à Vienne, de meilleures occasions d'en tirer parti.

Manœuvres de la Prusse. — Elle rétablit « l'ordre »

C'est en Allemagne que se déroulèrent, dans la période du Printemps des peuples, les péripéties les plus intéressantes de la question polonaise, et cela pour deux raisons : parce que les Polonais de Prusse étaient les mieux préparés à l'action, et parce que la pensée de la diplomatie française était de rétablir la Pologne avec le concours de la démocratie d'Outre-Rhin.

A Berlin, dès le 18 mars, Frédéric-Guillaume IV accordait une amnistie générale. Les Polonais enfermés à la prison de Moabit depuis l'affaire de 1846 furent élargis. Le peuple de Berlin les conduisit en cortège triomphal devant le palais du roi, qui les salua. Le 22, les Allemands du Duché de Posen publiaient une proclamation rédigée

par Émile *Brachvogel*: «...L'heure de la libération des peuples a sonné... Polonais! pour vous aussi est arrivée l'heure de l'affranchissement, l'heure de réparer le grand crime historique dont on a permis que vous fussiez les victimes... Frères allemands du Grand-Duché de Posen, nous sommes appelés les premiers à accepter la fraternelle main de concorde que nous tendent nos frères polonais. Nous déclarons hautement à qui veut l'entendre que nous faisons ce geste...»

Le jour même où paraissait ce cordial manifeste, les Polonais du Duché constituèrent un *Comité National*. Le roi s'empressa de le reconnaître officiellement et lui confia la mission de procéder à une réorganisation nationale du Duché avec le concours de plusieurs fonctionnaires. Le Conseil entreprit, également avec l'approbation des autorités supérieures, la formation d'unités qui devaient être l'avant-garde d'une grande armée révolutionnaire européenne marchant contre la Russie autocratique.

Tout semblait aller à merveille. Ce n'étaient que des apparences. Trois choses demeuraient: l'absolutisme de Nicolas Ier, la tradition prussienne, les instincts profonds du germanisme.

La Prusse faisait miroiter aux yeux de la France la possibilité d'une guerre avec la Russie. Mais la Russie veillait. Quelques jours avant la révolution, Nicolas Ier revenait aux combinaisons envisagées en 1830, et il proposait à Berlin d'agir en commun contre la France et de concentrer des troupes sur le Rhin. Par une dépêche du 12 mars, remise au roi le jour même de la révolution, il l'encourageait à faire tête au mouvement. Plus avisée, la Prusse aima mieux donner de la voile, mais il était ou devait être de toute évidence qu'elle ne pouvait s'engager à fond dans une politique démocratique, polonophile et antirusse. Le représentant français à Berlin, *Circourt*, voyait juste. «Il y a pour le cabinet prussien, mandait-il le 12 avril, impossibilité morale de prendre au sujet de la Pologne une attitude menaçante vis-à-vis de la Russie.» Tout était là.

Circourt avait peut-être assisté quelques jours auparavant, le 5 avril, à la séance du Landtag prussien. S'il y fut, il avait vu se dresser à son banc un jeune hobereau de trente-trois ans, très grand, très assuré, à l'œil dur, dont le président avait fait connaître le nom : *Otto von Bismarck-Schönhausen*, et qui avait déclaré avec force : « Je suis absolument convaincu qu'une réorganisation de la nationalité polonaise ne saurait nous conduire qu'à l'une de ces deux alternatives également de triste augure pour l'avenir de la Prusse : la première est la reconstitution de l'État polonais dans les frontières de 1772. Or quiconque connaît la carte de ce temps... »

L'orateur fut interrompu. Il n'avait que le tort de vouloir dire tout haut ce que chacun taisait pour ne pas gêner le jeu du gouvernement. Il comprit et descendit de la tribune, ne voulant pas, dit-il, « créer des difficultés au ministère ». Il venait, en quelques mots, de rappeler les réalités fondamentales de la politique prussienne, comme il le faisait en écrivant, la même année, que l'abdication du germanisme dans les anciennes provinces polonaises équivaudrait à « couper les meilleurs tendons de la Prusse ». Sur ce point il interprétait les sentiments de tous les militaires, de toute la bureaucratie allemande du Grand-Duché, et de l'immense majorité des propriétaires et négociants immigrés. Cela encore, Circourt le voyait bien. Il annonçait à Paris le 26 avril : « Le peuple allemand revient rapidement à son ancienne nature. Il rétablit avec une énergie prévoyante l'action de l'autorité, la classification des masses. Il rougit comme d'une puérilité niaise de son enthousiasme du 20 mars pour les Polonais. Il éprouve pour la nature slave un mélange de pitié et d'aversion... »

Les « frères allemands » de Posnanie, en effet, avaient oublié en quinze jours leurs beaux serments. Subitement dégrisés, ils appelaient maintenant la Prusse au secours, adressant pétitions sur pétitions. « Donc, écrivaient ceux de Bydgoszcz (Bromberg), donc, pour réparer une prétendue iniquité, il fallait nous livrer en proie à l'arbitraire étranger, nous, habitants actuels de ces districts ! Une telle in-

famie est inouïe dans l'histoire, elle crierait vengeance jusque dans les siècles les plus éloignés. »

Après avoir planté des arbres de la Liberté et dansé en rond avec les Polonais, les Allemands s'employèrent au rétablissement de l'ordre. Des colonnes volantes déchirèrent les emblèmes polonais. Le général *Willisen*, envoyé pour négocier avec le « Comité National », était insulté dans la rue et dut revenir à Berlin. Tandis que le gouvernement faisait traîner les pourparlers en longueur et qu'il obtenait la réduction des troupes polonaises à un contingent de 2.800 hommes répartis en quatre camps, 30.000 Prussiens s'infiltraient peu à peu dans la province, puis, sous le commandement du général en chef *Colomb*, poussaient les unités polonaises vers la frontière russe, où plusieurs centaines de mille hommes étaient massés. Après une série d'engagements en avril, le principal détachement polonais, commandé par Mieroslawski, déposait les armes, le 2 mai, à Wrzesnia. Le 5 mai, le général *Pfuel*, nommé pacificateur de la Posnanie, vint proclamer l'état de siège. La citadelle de Posen fut remplie de prisonniers. Quant à la réorganisation du Duché, on continua à en parler, parce que la promesse avait été publique, mais une série d'ordonnances, dont la première datait du 14 avril, restreignirent progressivement l'étendue du territoire auquel devait être appliqué le nouveau régime, et ce régime lui-même ne fut jamais élaboré.

L'Assemblée Nationale française et l'Allemagne. — Le Parlement de Francfort

A Paris, on ne comprit rien de tout cela. Les cachots de Posen étaient pleins, que l'on continuait à placer à Berlin l'axe de la restauration polonaise. Le 23 mai, Lamartine, ministre des Affaires étrangères, prenait la parole devant l'Assemblée Nationale. Il rappelait les concessions de la première heure faites aux Polonais par la Prusse, « notre alliée naturelle ». Et il disait : « A peine ces événements étaient-ils accomplis, à peine le Grand-Duché

de Posen était-il reconstitué sur ses bases nouvelles, que se sont développés instantanément de ces dissentiments anarchiques de famille à famille, de race à race, de langue à langue, qui ont toujours été le fléau de la Pologne. Le roi de Prusse, alors, a envoyé des troupes dans le Grand-Duché, non pour revenir sur ses résolutions, sur ses actes, pour reprendre la liberté, la constitution qu'il avait donnée, non! mais pour intervenir entre les Polonais et les Allemands. » Lamartine confondait les querelles intestines des Polonais avec le débat séculaire entre le polonisme et le germanisme. Il prenait les chiffons de papier de la Prusse pour des actes et la victoire des junkers pour une médiation magnanime. « Agir de concert avec l'Allemagne, poursuivait-il, c'était le seul moyen d'arriver à une solution et de relever la Pologne, non plus par un acte insensé, mais la relever puissante par les mains de la France et de l'Allemagne unies dans ce but. Ce n'est qu'ainsi que nous pouvons arriver à reconstituer la nationalité polonaise. »

Napoléon avait tenté de rétablir la Pologne, au moins partiellement, avec le concours de la Russie. C'était une tâche formidable. Notre diplomatie lyrique de 48 tentait de la rétablir avec le concours de la Germanie. C'était une rêverie absurde. Si la politique bourgeoise de 1830 avait manqué de cœur, elle n'avait pas manqué d'esprit. Celle de 48, généreuse, ne savait pas l'histoire. L'une s'enchaînait trop à la tradition, l'autre en faisait trop bon marché. Après avoir été trahie par l'égoïsme, la Pologne était trahie par l'imagination.

A la suite du discours de Lamartine, *Marrast* fit adopter par l'Assemblée une « Adresse à nos frères d'Allemagne ». Cette adresse disait: « La Pologne tend vers nous ses bras ensanglantés... Le temps des vieilles haines est passé... L'Assemblée Nationale constituante charge la commission du pouvoir exécutif d'adresser au Parlement d'Allemagne l'expression solennelle de ses vœux résumés en ces deux mots: pacte fraternel avec l'Allemagne, reconstitution de la Pologne. »

Ce Parlement d'Allemagne était le fameux *Parlement de*

Francfort. Une assemblée préparatoire avait adopté le 3 avril une résolution proclamant que les partages de la Pologne avaient été une « infâme iniquité » et que « pour le peuple allemand c'est un devoir sacré de coopérer à la restauration de la Pologne ». La résolution avait été reprise par le Comité des Cinquante. Puis le Parlement s'était réuni le 18 avril. Le 22, il avait déclaré accepter dans la Confédération Germanique la partie du Duché de Posen considérée comme allemande, ce qui équivalait à un sous-partage de la Pologne, contre lequel d'inutiles protestations furent élevées par des hommes comme *Niegolewski* et *Libelt.* Après cela, les affaires de Pologne passèrent au second plan. Le 26 juillet, un petit groupe de députés libéraux du Sud déposèrent une motion demandant au gouvernement central allemand de prendre, en accord avec la France et l'Angleterre, l'initiative d'un congrès européen qui reconstituerait la Pologne. Une très forte majorité vota contre cette motion. Le plus déterminé des opposants fut Wilhelm *Jordan,* député « démocrate » de Berlin.

« Le sort de la Pologne, dit-il, est tragique, mais vouloir retenir la roue de l'histoire et la faire revenir en arrière serait s'exposer à être écrasé par elle. Le sentimentalisme poétique rêve d'une reconstitution de la Pologne. Mais cette reconstitution, la raison politique l'exige-t-elle ?... Le premier jour de l'indépendance de la Pologne serait le premier jour d'une lutte à mort entre elle et l'Allemagne. »

Et c'en fut fini du Printemps des peuples. La Prusse avait vu avec inquiétude, pour la première fois, remuer la nationalité polonaise à côté du Grand-Duché. Les Polonais de Haute-Silésie avaient envoyé un député, *Szafranek,* s'asseoir au Landtag prussien dans les rangs du club posnanien. Ceux de Poméranie, les Kachoubes, avaient revendiqué les droits de leur langue à l'école, à l'église, et dans les administrations. Une fois l'alerte passée, la Prusse reprit en main ses Polonais, sans souci de ses promesses d'autonomie. La *Constitution prussienne du 30 janvier 1850,* qui fut l'épilogue des troubles de 1848, et qui régit la

monarchie jusqu'à la grande guerre du xxe siècle, faisait du Grand-Duché, dans sa totalité, une partie intégrante du royaume de Prusse. Pas un de ses articles ne définissait des garanties nationales pour les Polonais. Le 5 février, les députés polonais des deux Chambres prussiennes refusèrent de prêter serment à cette Constitution, déposèrent une protestation, et résignèrent collectivement leur mandat.

Les Polonais dans les armées de la Liberté

Avant et après l'échec de leur cause en Allemagne, les Polonais, persuadés que la révolution avait un front unique, se portèrent indifféremment sur tous les points où était engagée la lutte contre l'absolutisme. Dès que la guerre commença contre l'Autriche en Lombardie, Mickiewicz forma une légion, en mars 1848, et le mois suivant il partait pour Milan. Ce fut *Bem,* en octobre, qui dirigea la défense de Vienne contre les armées impériales commandées pour Windischgraetz. Quand Charles-Albert de Sardaigne, en mars 1849, engagea les hostilités contre les Habsbourg, ce fut le général *Chrzanowski,* Polonais, qui prit le commandement en chef des troupes piémontaises. Un corps polonais s'organisa en Toscane, et en avril il se couvrait de gloire à Rome. En Sicile, Mieroslawski, infatigable, se mit à la tête des insurgés qui marchaient contre le roi de Naples. Puis il s'en alla commander l'armée révolutionnaire de Bade.

Ce fut en Hongrie, où Louis Kossuth avait pris la dictature, que les Polonais jouèrent le rôle le plus marquant. *Dembinski* fut pendant longtemps général en chef des Hongrois. Joseph *Wysocki* commanda une *Légion polonaise* spéciale. Bem rétablit la situation en Transylvanie par une campagne admirable, qui détermina l'entrée en jeu de la Russie. Nicolas Ier, en mai 1849, envoya de grandes forces, en déclarant qu'il prenait les armes contre l'esprit révolutionnaire polonais. Après les désastres hongrois, dans l'été, Dembinski, Bem, Wysocki et la Légion polonaise passèrent en Turquie avec Kossuth et d'autres chefs. L'Au-

triche victorieuse condamna à mort un grand nombre de Polonais.

Tous ces sacrifices furent vains. La révolution de 1848, comme celle de 1830, laissait les Polonais les mains vides, avec des chaînes plus lourdes, devant un horizon plus noir. La devise de Février avait menti, l'heure de la libération des peuples n'avait pas sonné.

VIII. — LA POLOGNE ET NAPOLÉON III (1852—1862)

Espoirs éveillés par l'avènement de Napoléon III. — Les Polonais en Crimée. — Réserve de la Prusse. Les idées de Bismarck. — Le veto du comte Orlov au Congrès de Paris. — Alexandre II approuve l'œuvre de Nicolas Ier. — Entrevue de Varsovie (1860). — Journée du 27 février 1861 à Varsovie. — Le marquis Alexandre Wielopolski. — Bismarck à Pétersbourg. — La tuerie du 8 avril 1861. — Wielopolski « Chef du gouvernement civil » (juin 1862). — L'insurrection éclate (22 janvier 1863).

La guerre de Crimée

Les mouvements de 1848, malgré leur échec final, avaient ébranlé gravement l'ordre établi par les traités de 1815. Ils avaient posé dans toute l'Europe centrale le problème des nationalités. Allemands, Italiens, Hongrois, Polonais, avaient paru un moment sur le point de réaliser leur indépendance. Une série de questions n'avaient pas été réglées et se trouvaient désormais à l'ordre du jour.

Les conjonctures générales n'étaient donc pas décourageantes pour les Polonais, même après l'affaire de Posnanie et les inutiles sacrifices à la cause des libertés européennes. Deux faits vinrent bientôt donner un nouvel élan à leurs espoirs, l'avènement de Napoléon III, le rapprochement franco-anglais contre la Russie.

Napoléon III portait un nom dont le prestige était demeuré immense en Pologne. Outre cela, ancien révolution-

naire italien, il avait la réputation d'un adversaire résolu des traités de 1815 et d'un partisan de la « politique des nationalités ».

Dans les premières années de son règne, il était tout à fait rallié aux tendances antirusses qui étaient devenues une tradition et que les événements récents venaient de fortifier. Après 1848, Nicolas Ier, qui avait épaulé la Prusse et sauvé l'Autriche, apparaissait plus que jamais comme le symbole de l'autocratie et l'arbitre de l'Europe. Ses visées sur la Turquie effrayèrent les cabinets soucieux de « l'équilibre européen ». A Londres, on se décida à une association active avec la France. En novembre 1853, le sultan déclarait la guerre à la Russie. En janvier 1854, la France et l'Angleterre intervenaient en commun dans la mer Noire. En mars, elles engageaient les opérations de guerre.

Les Polonais considéraient, avec raison, qu'une guerre plus ou moins généralisée, à laquelle ils prendraient part, pouvait seule libérer leur patrie. Or la *guerre de Crimée* était, depuis 1815, la première qui éclatât entre de grandes puissances européennes. Napoléon III, au surplus, prétendait lui donner une large signification. A l'ouverture de la session de 1854, il déclarait devant le Corps Législatif que la France tirait l'épée pour la défense du droit des nationalités. En septembre, précisant sa pensée au camp de Boulogne, devant le prince Albert, époux de la reine d'Angleterre Victoria, il disait qu'il se contenterait d'une restauration de la Pologne dans les limites du Grand-Duché créé par Napoléon.

Les Polonais, comme toujours, crurent utile de participer aux hostilités. Adam Czartoryski et le général comte *Ladislas Zamoyski,* son neveu, firent des démarches à la suite desquelles ce dernier fut autorisé à constituer, sous les ordres du généralissime anglais, une division comprenant de l'infanterie et de la cavalerie. L'Angleterre fournissait les soldes, la France les uniformes et les armes, la Turquie les vivres et les chevaux. Pendant ce temps,

un ancien agent diplomatique de Czartoryski, le romancier *Michel Czajkowski*, plus tard *Sadyk Pacha*, organisait sous le nom de « Cosaques du sultan » deux régiments de Cosaques ottomans qui se distinguèrent à la défense de Silistria. Des difficultés surgirent entre lui et Zamoyski, dont la division, en raison des retards créés par l'Angleterre, n'eut pas le temps d'être engagée. Le gouvernement français envoya Mickiewicz pour rétablir l'accord et hâter l'organisation des contingents polonais. Peu après son arrivée à Constantinople, Mickiewicz y mourait le 26 novembre 1855.

Ce fut tout. Engagé dans une politique antirusse et polonophile, Napoléon III devait, pour y réussir, ne pas rencontrer d'obstacles du côté de la Prusse et de l'Autriche, et surtout être assuré de la coopération britannique. Ni d'un côté ni de l'autre il n'avait mesuré les difficultés.

Pour rétablir l'équilibre européen que l'on jugeait menacé, on pouvait, selon la tradition, exercer une pesée soit au Nord, c'est-à-dire principalement en Pologne, soit en Turquie, soit enfin des deux côtés à la fois. Une action en Pologne, Napoléon III y songea à plusieurs reprises. Mais l'Orient seul intéressait l'Angleterre. Elle se souciait peu, avec ses instincts positifs, d'entrer à plein dans les complications de la question polonaise. Elle préférait la laisser à l'arrière-plan et ne s'en servir, avec beaucoup de précautions, que comme d'une vague menace. Elle était décidée à faire, de ce côté, le minimum de ce qu'exigeait l'alliance française, et elle s'appliqua, tout en affectant la bonne volonté, à réduire la coopération armée des Polonais à une démonstration à peu près platonique.

Quant à la Prusse, elle resta sur la réserve. Des tendances antirusses existaient dans les milieux libéraux et jusqu'au sein du cabinet de Berlin. L'ambassadeur de Prusse à Londres, *Bunsen*, rédigeait même, en mars 1854, un mémoire où il demandait que la Prusse prît l'initiative de rétablir la Pologne « à titre de frontière défensive contre la Moscovie », en se dédommageant, d'ailleurs, par la Si-

lésie autrichienne et la Moravie. Ces idées ne correspondaient aucunement à la tradition prussienne. Cette fois encore, comme en 1848, la tradition fut interprétée par le jeune Bismarck, qui n'était déjà plus un obscur député au Landtag, mais le plénipotentiaire de la Prusse à la Diète de la Confédération Germanique. Soutenu par le parti des hobereaux militaristes, notamment par le général *Gerlach*, Bismarck retint la Prusse de s'engager dans une politique polonaise qui lui paraissait équivaloir au suicide de son pays. Il comprit que l'avenir était perdu si Berlin venait à rompre, du côté de Pétersbourg, une amitié traditionnelle qui était la base de l'ordre oriental, c'est-à-dire du développement germanique en Europe centrale et occidentale.

Une Pologne indépendante, écrivait-il au ministre *Manteuffel* le 23 février 1854, devrait recevoir « des pays sans lesquels, à notre tour, nous ne saurions exister, tels que le bassin inférieur de la Vistule, toute la Posnanie et tous les territoires silésiens où l'on parle polonais ». Et même alors, ajoutait-il, nous ne serions jamais sûrs de rester en paix avec elle. Comme en 1848, Bismarck posait avec force le principe qui devait être un des grands axiomes de sa politique : antinomie absolue de la Prusse et de la Pologne.

Une autre pensée encore le guidait : le rétablissement de la Pologne serait un avantage pour les Habsbourg : « La Pologne, reconstituée avec l'aide de l'Autriche, écrit-il à Manteuffel le 25 juillet 1854, devient tout d'abord une alliée sûre pour l'Autriche », celle-ci n'ayant plus à craindre le danger du panslavisme, « qui disparaît s'il existe deux puissants États slaves de nationalité et de religion différentes ».

Ainsi, en 1854, Bismarck voyait deux raisons fondamentales de maintenir le statu quo en Pologne : les intérêts territoriaux de la Prusse, l'avenir de ses plans du côté de l'Autriche. En refusant de se ranger aux côtés de la France et de l'Angleterre contre Nicolas Ier, le cabinet de Berlin, conseillé par Bismarck, se plaçait avant tout au point de vue de la question polonaise.

Congrès de Paris

Prise entre deux feux, surveillée par la Prusse, l'Autriche observa également la neutralité. Napoléon III, désireux de causer sur les affaires de Pologne, n'avait pour interlocuteur que la Grande-Bretagne. Le 26 mars 1855, le ministre des Affaires étrangères *Drouyn de Lhuys* proposa à Londres de rétablir le « Royaume du Congrès » sur la base des traités de 1815, c'est-à-dire non plus d'insister platoniquement comme en 1831 pour que la Russie tînt en Pologne ses engagements internationaux, mais de le lui imposer catégoriquement comme l'une des conditions du traité de paix. Dès le 28, lord *Clarendon* faisait savoir que cette mesure lui paraissait « impolitique », étant de nature à provoquer les résistances de la Russie comme aussi les inquiétudes de l'Allemagne et de l'Autriche. Après la prise de Sébastopol (8 septembre 1855), la France fit une nouvelle tentative: « Le moment est venu, écrivait le 15 à notre ambassadeur à Londres le Ministre des Affaires étrangères *Walewski,* de se préparer à faire du rétablissement du Royaume de Pologne, dans les conditions stipulées par le Congrès de Vienne, un des objets essentiels des négociations de la paix ». La question, ajoutait-il, « excite à juste titre la sollicitude de l'empereur ».

Le cabinet anglais, cette fois, attendit plusieurs semaines pour répondre. Il déclarait, en octobre, que le moment ne lui paraissait pas opportun, et qu'il suffisait de convenir que l'on profiterait des événements, dans la mesure du possible, en faveur des Polonais.

Les choses en étaient là quand s'ouvrit le *Congrès de Paris* (25 février–16 avril 1856). Le Congrès était présidé par un Polonais, le comte *Colonna de Walewski,* ancien insurgé de 1830, ministre des Affaires étrangères de France depuis 1855.

Depuis la mort du tsar Nicolas Ier, remplacé l'année précédente par son fils *Alexandre II*, qui avait la réputation d'être libéral, Napoléon III tendait à se rappocher de la Russie. L'Angleterre voyait ce rapprochement d'un mau-

vais œil, et il lui paraissait utile, pour y faire obstacle et pour embarrasser la France, d'éveiller les défiances d'Alexandre II en mettant en avant la question polonaise. Le 5 mars, Palmerston prescrivait au plénipotentiaire anglais de déclarer à la France que la Grande-Bretagne était prête à exiger pour la Pologne le retour aux stipulations de 1815. La déclaration, n'ayant pas eu d'effet, fut renouvelée vers la fin du mois. Elle suffit à inquiéter le comte *Orlov*, le plénipotentiaire russe, qui s'opposa à ce que la question polonaise fût portée devant le Congrès, en déclarant d'ailleurs que le tsar Alexandre avait les meilleures intentions à l'égard des Polonais, mais qu'il ne pouvait les faire annoncer au Congrès sans paraître céder à une pression étrangère. « Dans l'intérêt même des Polonais, disait Orlov à Clarendon le 9 avril, ne posez pas la question polonaise au Congrès, car je ne puis rien vous dire du tout, ni même admettre votre droit de m'y interroger ».

La Russie, vaincue, refusait à ses vainqueurs le droit d'aborder officiellement devant elle non pas même la question polonaise, mais simplement celle de l'exécution des engagements internationaux souscrits en 1815 par le tsar. Et les plénipotentiaires français et anglais tombèrent d'accord, après cela, « qu'il serait prudent de ne pas porter cette question devant le Congrès ».

La première phase de la politique polonaise de Napoléon III se terminait ainsi par une capitulation complète, malgré l'avantage que représentait, dans son jeu, la défaite de la Russie. La cause principale de cet échec était que les trois anciens copartageants, soucieux de leurs intérêts connexes en Pologne, s'étaient abstenus d'entrer dans le conflit et de prendre les armes les uns contre les autres. Le malheur est que Napoléon III, en ne faisant pas les affaires de la Pologne, ne faisait pas non plus celles de la France. Entraîné par le courant polonophile et la tradition antimoscovite, il était allé rétablir à grands frais, au profit de l'Angleterre, l'équilibre européen menacé par le « péril panslave », qui était lointain, peut-être nul pour la France, et il n'avait pas vu, derrière l'abstention de la

Prusse, le péril germanique auquel l'Angleterre était indifférente, mais qui intéressait vitalement notre pays. Après s'être lancé dans l'affaire de Crimée, il se rapprochait de la Russie. En s'inclinant docilement devant son *non possumus* et en abandonnant les Polonais, il pensait conquérir le tsar. Il ne faisait que réjouir la chancellerie berlinoise et dégager les voies du pangermanisme.

Alexandre II. — Promesses et réalités

Le nouveau tsar *Alexandre II*, qui avait succédé en 1855 à son père Nicolas Ier, avait pris, au Congrès de Paris, des engagements à l'égard de ses sujets polonais. C'était même par ce moyen qu'il avait obtenu que la question polonaise ne fût pas mise à l'ordre du jour. Clarendon, le plénipotentiaire anglais, mandait le 15 avril 1856 à son gouvernement qu'il avait eu sur ce sujet, le 9, un entretien spécial avec Orlov: « J'ai dit que la situation de la Pologne avait été discutée, ainsi que son organisation future déterminée par le Congrès de Vienne, et que le présent Congrès ne saurait regarder la question avec indifférence; que toutefois, à ma croyance la meilleure, les Polonais se trouveraient passablement satisfaits si leurs institutions nationales leur étaient restituées, leur religion respectée, si l'usage de la langue polonaise leur était accordé, et si tous leurs enfants recevaient l'éducation dans des écoles polonaises au lieu de la recevoir, comme à présent, en nombre limité dans des écoles russes... Le comte Orlov répondit que l'empereur avait décidé de restituer à ses sujets polonais tout ce que je venais de proposer... » Le 14 avril, Orlov lui répétait « que l'empereur avait résolu d'exécuter tout ce qui avait été proposé, que son amnistie serait aussi très étendue ».

Pour secrètes qu'elles fussent (la Russie s'était âprement opposée à leur publicité), ces promesses étaient formelles. Or, un mois après, en mai, Alexandre II venait à Varsovie. Le 23, il dit aux Polonais: « Je vous porte dans mon cœur, comme les Finlandais et comme mes autres sujets russes,

mais j'entends que l'ordre établi par mon père soit maintenu. Ainsi, Messieurs, et avant tout, point de rêveries! Ceux qui voudraient continuer à en avoir, je saurai les contenir, je saurai empêcher que leurs rêves dépassent la sphère de leur imagination. Le bonheur de la Pologne dépend de son entière fusion avec les peuples de mon empire... Ce que mon père a fait est donc bien fait, je le maintiendrai... »

Abdication de la nationalité polonaise, russification totale, glorification du despotisme de Nicolas Ier, telle était la manière dont le nouveau tsar interprétait les promesses qu'il venait de faire à Paris. Quelques jours plus tard était promulgué en faveur des émigrés l'*oukase d'amnistie* annoncé antérieurement. Le bénéfice en était refusé à ceux « qui, par leur conduite, font preuve d'une haine constante contre le gouvernement » impérial. C'était confirmer le bannissement de l'immense majorité des émigrés. Le chef du Foreign Office était obligé de reconnaître devant la Chambre des Lords, le 11 juillet, que la France et l'Angleterre avaient été dupées au Congrès de Paris; qu'elles n'avaient renoncé à y poser la question polonaise que parce qu'elles avaient cru être fondées à espérer autre chose pour la Pologne; et qu'il partageait, quant à lui, «le sentiment pénible de déception que l'amnistie ainsi restreinte a généralement fait naître». Dans ces conditions, ajoutait-il, il est à prévoir que les Polonais «resteront pour le gouvernement russe un objet permanent d'embarras et de crainte ».

Ces graves paroles étaient comme la justification publique et anticipée du nouveau coup de désespoir auquel les Polonais allaient se trouver acculés. Ils avaient pris les armes en 1830 parce que la Russie avait trahi ses engagements du Congrès de Vienne. Ils allaient les reprendre parce que la Russie trahissait maintenant ses engagements du Congrès de Paris.

Le régime établi dans le Royaume par Nicolas Ier s'adoucit dans cette période, où Alexandre II réalisait en Russie une série de réformes. Après la mort de Paskievitch, le

poste de Namiestnik fut donné au prince *Gortchakov*, frère du vice-chancelier, honnête, mais vieux et faible. La censure fut moins rigoureuse. Il fut permis d'imprimer, mais terriblement expurgées, certaines œuvres de Mickiewicz. En 1857 furent créées une Académie de Médecine et de Chirurgie, une École des Beaux-Arts, et une *Société Agricole.*

Ces concessions étaient anodines. Elles suffirent, cependant, à encourager la patience et l'optimisme d'une partie du pays. Les modérés ou *Blancs* considéraient que l'on devait mettre à profit la détente du régime russe pour fortifier l'esprit national, développer l'activité économique, s'occuper en un mot de ce qu'ils appelaient une « œuvre organisatrice ». Ces tendances dominaient dans la catégorie la plus riche des propriétaires fonciers et dans les éléments bourgeois qui avaient tiré leur prospérité du récent essor de l'industrie. Le chef des modérés était le comte *André Zamoyski*, président de la Société Agricole fondée en 1857.

Intellectuels, étudiants, petits propriétaires, intendants et employés de domaines, moyen et bas clergé, constituaient un parti de patriotes intransigeants, celui des *Rouges*, que dirigeait la jeunesse, et dont les chefs les plus marquants étaient les frères *Frankowski*, le futur poète Adam *Asnyk*, Raphaël *Krajewski*, Stanislas *Szachowski*. Comme ceux d'avant 48, ils attendaient le salut de la libération générale des peuples par la force des principes et par celle des armes. Ils comptaient sur Napoléon III, qui aidait en 1859 à l'affranchissement de l'Italie. Ce qui était l'œuvre de Cavour, ils le prenaient pour le résultat de la propagande mazziniste, et ils oubliaient que la Pologne n'avait pas de Piémont. Ils entretenaient de secrètes intelligences avec les émigrés, dont le nombre s'était accru de plusieurs milliers entre 1846 et 1848. Ils voyaient avec confiance les chefs démocrates, les *Worcell*, les *Darasz*, les *Podolecki*, établis maintenant à Londres, collaborer au *Proscrit*, organe de la République Universelle, avec Ledru-Rollin, Delescluzes, Mazzini et Ribeyrolles, tandis que l'in-

fatigable et brouillon Mieroslawski poursuivait à Paris une action révolutionnaire encouragée par Herzen, Garibaldi et Bakounine. Les espoirs romantiques n'étaient pas éteints.

En octobre 1860, Alexandre II fit une seconde visite à Varsovie. C'était pour y saluer l'empereur d'Autriche François-Joseph et le prince Guillaume, régent de Prusse. Le tsar était venu une première fois dans la capitale du Royaume pour y faire l'apologie de Nicolas Ier et inviter les Polonais à abandonner leurs « rêveries ». Il y venait une seconde fois pour y mettre sous les yeux des Polonais l'image sensible de la conjuration absolutiste qui avait étouffé leur indépendance. L'opinion européenne pensa que cette entrevue, au lendemain de la guerre d'Italie, signifiait un renouvellement de la Sainte-Alliance contre les progrès des idées nationales. Les Polonais s'en indignèrent comme d'un défi. Des cortèges parcoururent les rues de Varsovie, chantant des hymnes patriotiques.

Dès lors, le mouvement était déclenché. Dans tout le pays se produisirent une série de démonstrations à caractère national et religieux. Les incidents auxquels elles donnèrent lieu furent d'abord sans gravité. Mais le 27 février 1861, une immense procession ayant été organisée pour l'anniversaire de la bataille de Grochów, le général *Zablotsky* donna l'ordre de la disperser par les armes. Cinq personnes furent tuées.

L'émotion fut immense et générale. Gortchakov, inquiet, voulut calmer les esprits. Il permit à la population de faire aux victimes des funérailles magnifiques. Il accepta la création d'une *Délégation Civique* qui, en fait, exerça le pouvoir pendant cinq ou six semaines. Il soumit à Pétersbourg un projet de réformes dans le sens de l'autonomie. Il élimina une série de fonctionnaires détestés, entre autres *Muchanov*, directeur de la « Commission des affaires intérieures et de l'instruction publique ». Il proposa de le remplacer par le marquis *Alexandre Wielopolski*, gentilhomme polonais. Wielopolski ne consentait à accepter ce poste que si un plan de large autonomie était

préalablement accepté. Le plan était agréé le 26 mars. Le 27, Wielopolski entrait en fonctions comme directeur de la « Commission de l'Instruction Publique et des Cultes ».

Le rapprochement franco-russe et Bismarck

Le 2 avril, le ministre des Affaires étrangères de Russie adressait à toutes les Légations russes une circulaire où il leur faisait savoir, à l'usage des cabinets, que les événements de Pologne ne suspendaient pas dans l'âme du tsar « le cours de ses intentions bienveillantes » et qu'il venait d'établir dans le Royaume un Conseil d'État où l'élément indigène était largement représenté, des conseils de gouvernement et de district élus, des conseils municipaux également élus, enfin une Commission administrative spéciale pour les affaires ecclésiastiques et l'instruction publique.

Cette circulaire avait en soi quelque chose d'insolite. Pourquoi la Russie, si dédaigneuse des justifications diplomatiques et qui naguère encore, après sa défaite de Crimée, refusait aux cabinets le droit de l'interroger sur les affaires de Pologne, rompait-elle soudain le silence qu'elle gardait depuis le Congrès de Paris?

La démarche avait pour motifs des circonstances internationales particulières. Les relations de la France et de l'Angleterre s'étaient modifiées depuis la guerre de Crimée. Dès avant la fin de cette guerre, comme on a vu, Napoléon III avait manifesté des tendances russophiles. Elles s'étaient rapidement fortifiées. Rebuté en août 1857 quand il avait parlé à Londres d'une révision des traités de 1815, il arrangeait, en octobre, une entrevue avec Alexandre II à Stuttgart. En 1858, la France et la Russie agissaient ensemble pour l'unité roumaine, et elles soutenaient ensemble les Obrenovitch en Serbie. Avant d'engager la guerre d'Italie, Napoléon III eut soin d'obtenir la neutralité de la Russie. Le comte *Kisielev*, ambassadeur du tsar à Paris, servait avec zèle cette politique d'accord franco-russe. Il obtint sans peine que l'on s'abstînt aux

Tuileries d'encourager les émigrés polonais et les campagnes d'une presse toujours favorable à leur cause. Le prince Napoléon déclarait au Sénat, le 13 mars 1861: « Soyez sûrs que l'empereur fera quelque chose pour la Pologne... » Un communiqué officiel publié dans le *Moniteur* après les premières démonstrations de Varsovie répondit indirectement à ces assurances imprudentes en faisant savoir que la Russie était disposée à des réformes en Pologne et que des manifestations impulsives ne pouvaient qu'y faire obstacle.

Malgré ces gages sérieux, la cour de Russie gardait un fond de défiance. Elle prenait la versatilité de Napoléon III pour du calcul. Elle ne pouvait croire qu'il eût effectivement renoncé à ses intelligences avec le mouvement polonais. En annonçant officiellement des réformes dans le Royaume, elle songeait surtout à enlever aux Polonais l'appui de la France. Celle-ci promit, après un échange de lettres entre le tsar et l'empereur, de ne pas empêcher par ses rapports avec les irrédentistes polonais le succès de l'œuvre entreprise par Wielopolski.

Un homme connaissait ce jeu et le suivait pas à pas. C'était Bismarck. Il était maintenant ambassadeur de Prusse à Pétersbourg. Pourquoi y était-il? Au chapître 15 de ses *Pensées et Souvenirs,* il écrit à propos des événements de cette époque: « Pour l'avenir allemand de la Prusse, l'attitude de la Russie était une question d'un grand poids. La politique polonophile de la Russie avait pour objet de ranimer les sympathies russo-françaises, ce à quoi l'on tendait depuis le Congrès de Paris, et même, à l'occasion, dans la période antérieure. Une alliance franco-russe favorable à la Pologne, qui était dans l'air avant la révolution de Juillet, eût mis la Prusse dans une situation difficile. C'était notre intérêt de combattre dans le cabinet russe les éléments qui avaient une orientation polonaise, fût-ce l'orientation d'Alexandre II lui-même ».

Autrement dit, Bismarck, qui comprenait mieux que personne la question polonaise dans ses données générales

et dans son rapport avec les destinées du germanisme, était venu continuer à Pétersbourg, avec une suite admirable, et sans qu'on y prît aucunement garde aux Tuileries, l'œuvre qu'il avait inaugurée en 1848 comme député au Landtag de Prusse: maintenir la Pologne sous le joug pour assurer l'avenir des Hohenzollern et la réussite de leurs desseins sur le Danube et sur le Rhin. Tout pouvait être perdu si la France venait à réaliser un rapprochement avec le tsar et si, à la faveur de ce rapprochement, des concessions venaient à fortifier la nationalité polonaise sur la Vistule.

Le danger était d'autant plus grand que l'Autriche venait à son tour de s'engager dans la voie des réformes constitutionnelles. Un Polonais, le comte *Agenor Goluchowski,* président du Conseil autrichien, avait été chargé par l'empereur François-Joseph d'élaborer le *Diplôme d'Octobre* (1860) qui conférait aux pays de l'empire une large autonomie. Les libertés octroyées à la Galicie étaient un « pernicieux exemple » pour les Polonais de Russie et de Prusse. Bismarck ne savait-il pas, au surplus, que certains milieux polonais, comme en 1831, travaillaient activement à la reconstitution d'une Pologne sous le sceptre des Habsbourg, et que la diplomatie de l'Hôtel Lambert, surtout depuis la guerre d'Italie, poussait énergiquement l'idée à Vienne, à Londres et à Paris?

Ayant ainsi plusieurs raisons fondamentales de redouter une politique russe de concessions à l'égard des Polonais, Bismarck fut alarmé quand il fut question des réformes après la tragique journée du 27 février 1861. Le 8 mars, il adressait au vice-chancelier Gortchakov une lettre où il représentait que toutes les concessions aux Polonais apparaîtraient au roi de Prusse comme « dangereuses au plus haut point». Quelques jours après, il communiquait à Gortchakov une dépêche de Schleinitz, Ministre des Affaires étrangères prussien, développant le même thème. Alexandre II fut rassurant. Tout en maintenant ses intentions, il écrivit au roi de Prusse qu'il s'était fixé des bornes et qu'il ne les dépasserait point.

L'œuvre de Wielopolski. — La « branka »

Le marquis Alexandre Wielopolski, choisi par le tsar pour réaliser les réformes, avait un fils dans l'armée russe. Il était connu comme un partisan de la Russie, et il avait fait connaître avec éclat ses sentiments dans sa fameuse « Lettre d'un gentilhomme polonais » adressée à Metternich, en 1846, après les massacres de Galicie. Il n'allait guère, dans ses plans politiques, au delà du « Statut Organique » de 1832, et songeait à une reconstitution partielle de la Pologne sous l'égide de la Russie. Honnête, énergique jusqu'à la brutalité, impérieux jusqu'à l'arrogance, dédaigneux de la popularité, sans contact avec la masse, trop aristocrate pour comprendre les grands courants populaires, il était décidé à imposer le bonheur à ses compatriotes.

Il s'appliqua à rétablir le polonais dans ses prérogatives de langue officielle, et à rendre l'administration du pays indépendante des services centraux de Pétersbourg. Ses maladresses lui aliénèrent presque aussitôt les esprits. Il retira ses pouvoirs à la « Délégation civique », reçut avec rudesse une délégation du clergé et prononça, le 6 avril, la dissolution de la « Société Agricole » qui venait d'adresser au tsar une pétition demandant l'octroi des terres aux paysans et dont le président, André Zamoyski, n'était pas en bons termes avec lui.

Wielopolski trouvait ainsi le moyen de mécontenter tout le monde, jusqu'aux modérés bourgeois et propriétaires. Le 8 avril, une foule sans armes se réunit pour protester contre la dissolution de la Société Agricole. Sur la place du Château (Zamek), la troupe tira. On ramassa 200 morts et plusieurs milliers de blessés.

Tandis que l'effervescence augmente, Wielopolski poursuit ses réformes. Il publie un projet de cens rural, organise une école préparatoire aux hautes études, décrète l'égalité des droits pour les Juifs. Mais Gortchakov, son principal soutien, meurt. Le poste de namiestnik est occupé par une série de généraux qui ne font que passer, mais qui lui

sont tous hostiles. L'agitation s'étend aux « confins ». En août, des massacres ont lieu à Wilno, où l'état de siège est proclamé. Le 10 octobre, les délégués de tous les confins se réunissent à Horodlo pour y célébrer l'anniversaire de la première union polono-lithuanienne. Le 14, le comte Lambert, namiestnik, établit l'état de siège dans le Royaume. Le lendemain, une foule immense commémorait dans les églises de Varsovie la mort de Kosciuszko. Les troupes, pendant dix-sept heures, firent le blocus des sanctuaires. Elles arrêtèrent les fidèles qui sortaient, puis, lasses d'attendre, enfoncèrent les portes et emmenèrent le reste. Les autorités ecclésiastiques firent fermer toutes les églises de la région. Leur exemple fut suivi par les pasteurs et les rabins.

En conflit avec le gouvernement militaire représenté par le général *Lüders,* namiestnik brutal, Wielopolski offrit sa démission et fut appelé à Pétersbourg, où il resta plus de six mois.

Là, il se retrouvait face à face avec Bismarck. L'ambassadeur prussien écrivait à Bernstorf le 25 novembre: « Tout succès du mouvement national polonais est un désastre pour la Prusse... Le polonisme dans toutes ses manifestations doit être apprécié par nous non pas d'un point de vue humanitaire et impartial, mais d'un point de vue d'ennemi... Entre nous et un essai quelconque de rétablissement de la Pologne la conciliation n'est pas possible ».

Les circonstances étaient favorables à l'application de cette théorie particulièrement chère à Bismarck. Il se remit à manœuvrer autour de Gortchakov et à éveiller les défiances contre Wielopolski. Il envoya au vice-chancelier russe la copie d'un rapport rédigé par le consul de Prusse à Varsovie, et où il était dit: « Il est évidemment désirable que les talents de Wielopolski trouvent un emploi. Mais, comme chef du gouvernement, il peut provoquer un danger manifeste. Il tend à l'autonomie, lui, candidat des Anglais qui travaillent à affaiblir la Russie et qui déjà célèbrent leur triomphe. »

Wielopolski, représenté comme un agent de Londres,

faillit perdre son crédit. Le tsar hésitait. Il s'irritait des difficultés que le Chef du Foreign Office avait publiquement prévues dès juillet 1856. L'idée lui vint même de céder à la Prusse la rive gauche de la Vistule, pour russifier plus vite le reste. Par égard pour la France, il y renonça. Des nouvelles inexactes sur une conjuration de la garnison russe de Varsovie le déterminèrent finalement à tenter un nouvel essai avec Wielopolski. Il accepta le programme que celui-ci lui présentait: autonomie nationale, gouvernement civil distinct et entièrement indépendant de l'autorité militaire russe. Alexandre II confia les fonctions de namiestnik à son propre frère, le *Grand-Duc Constantin*. Wielopolski devenait son adjoint, avec le titre de « Chef du gouvernement civil » (juin 1862).

La Russie était en retard de six ans. Elle finissait par où ses engagements et ses intérêts lui commandaient de commencer au lendemain du Congrès de Paris. Elle avait traîné, de mauvaise grâce, derrière les événements. Elle avait attendu les premiers massacres pour se résoudre à entreprendre, en mars 1861, un vague programme de réformes. Il avait fallu, après cela, tout une suite de péripéties sanglantes pour la déterminer à élargir ce programme. Au milieu de 1862, il était trop tard.

Ce fut un malheur pour la Pologne et pour l'Europe, mais non point pour la Prusse. Bismarck avait pris ses sûretés contre la nouvelle expérience de Wielopolski, et il avait paré le coup en consolidant la position de la Prusse. Au moment où Wielopolski était nommé « Chef du gouvernement civil » du Royaume, le comte Kisielev, ambassadeur du tsar à Paris, tout dévoué au rapprochement franco-russe, était remplacé par le baron *Budberg*, ambassadeur de Russie à Berlin, qui était un fanatique de la Sainte-Alliance et qui appelait la France une « nation de zouaves ». Le premier acte de Budberg était de réclamer — et d'obtenir — le rappel de M. de Ségur, consul général de France à Varsovie, accusé de connivences avec les agitateurs polonais. Le 24 septembre, Bismarck, après avoir fait lui-même un court stage à l'ambassade de Paris, était nommé

premier ministre de Prusse. Les événements pouvaient venir. L'affaire polonaise était en de bonnes mains.

Wielopolski rentra à Varsovie, plein de courage, et se remit à l'œuvre. Pour calmer le clergé, il fit nommer archevêque de Varsovie le patriote *Felinski*. Il rétablit l'Université de Varsovie sous le nom d'*École Supérieure* (novembre 1862). Il réforma les collèges, multiplia les écoles primaires, créa une École Polytechnique à Pulawy. Mais tout cela n'intéressait plus la masse. Pendant la longue absence de Wielopolski, le terrorisme militaire avait considérablement développé l'influence des *Rouges*. En juin 1862, ils créèrent un *Comité National Central* qui constitua, en très peu de temps, un vaste réseau si parfaitement organisé que jamais la police russe ne devait le découvrir tout entier. Plusieurs attentats furent commis contre Wielopolski, Constantin et le général Lüders. Les *Blancs* eux-mêmes furent entraînés par le courant d'opposition. En septembre, la szlachta, réunie en congrès, déclara qu'elle ne soutiendrait le gouvernement que s'il étendait les réformes à tous les anciens territoires polonais. En réponse, le gouvernement frappa d'exil André Zamoyski.

Totalement isolé, Wielopolski décida de briser les résistances et fit venir de nouvelles troupes de Russie. L'idée lui vint, à moins qu'elle ne lui fût suggérée, de réduire la jeunesse révolutionnaire en l'incorporant dans l'armée russe. Depuis la guerre de Crimée, c'est-à-dire depuis Alexandre II, le système appliqué pour la levée des contingents était celui de la conscription, c'est-à-dire du tirage au sort dans une région du pays. Wielopolski revint à la *branka*, c'est-à-dire au système consistant à désigner individuellement les recrues, dans l'ensemble du pays, sur une liste préparée par les autorités, système pratiqué au temps de Nicolas Ier et qui était odieux à la Pologne, lui ayant coûté des milliers de ses enfants.

La *branka* fut annoncée officiellement, mais la date en fut tenue secrète. Dans la nuit du 14 au 15 janvier 1863, les soldats russes entrèrent dans les maisons, à Varsovie, et enlevèrent les recrues. L'abcès devait être opéré, dit

Wielopolski. Les Russes ne mirent la main que sur un petit nombre de jeunes gens. Le Comité National Central avait réussi à se procurer les listes d'appel, et il avait avisé les intéressés, en leur conseillant de fuir à l'étranger ou de se réfugier dans les bois. Entre le 17 et le 20 janvier, la *branka* fut opérée sur tout le territoire du Royaume. Le Comité National, pressé par les événements, donna le signal de l'insurrection. Elle éclata dans la nuit du 22 au 23.

IX. — LA POLOGNE ET NAPOLÉON III (SUITE) L'INSURRECTION DE 1863

La « branka » était une déportation. — Différences entre l'insurrection de 1863 et celle de 1830. — Manifeste du Comité Central (22 janvier). La terre aux paysans. — Mieroslawski et Langiewicz. — Accord militaire russo-prussien. — Offres de Napoléon III et de l'impératrice Eugénie à Vienne. — L'Angleterre favorise Bismarck. — La « guerre sainte » contre les Polonais. — Gortchakov rompt la conversation avec les cabinets (septembre 1863). — Traugutt. — L'Angleterre se désintéresse officiellement (20 octobre).

Causes et caractère de l'insurrection

La nouvelle crise tragique qui éclatait en janvier 1863 avait des causes profondes et une cause immédiate.

Les premières étaient dans les fautes politiques de la Russie, qui avait manqué à ses promesses du Congrès de Paris et s'était engagée trop tard dans la voie de réformes d'ailleurs insuffisantes.

La seconde était la « branka ». Nul ne se méprit ni ne pouvait se méprendre sur le caractère de cette mesure. Outre qu'elle était illégale, elle constituait un acte d'ordre politique. Ce n'était pas d'une levée qu'il s'agissait, mais

d'une déportation en masse. *White*, consul général britannique à Varsovie, mandait à son gouvernement dès le 14 janvier: « La conscription doit commencer dans peu de jours... Aucun effort n'a été épargné pour y comprendre tous les hommes valides suspects de tendances révolutionnaires et désignés comme tels par la police durant les deux dernières années. » *Lord Napier*, ambassadeur anglais à Pétersbourg, fort peu polonophile, exposait au Foreign Office, dans une longue dépêche du 26 janvier, le caractère illégal du « barbare système » mis en œuvre pour briser la démocratie polonaise. « Le plan lui-même, ajoutait-il, a été exécuté avec partialité. On l'a appliqué dans les villes et non dans le reste du pays, le gouvernement ayant en vue un double but: d'un côté se concilier les propriétaires fonciers et les paysans, et de l'autre mettre la main sur les individus les plus compromis de la population des villes et les déporter comme soldats... C'était simplement un plan pour se débarrasser de l'opposition et la déporter en Sibérie ou dans le Caucase. »

Beaucoup de Russes honnêtes le comprenaient parfaitement, et s'en montraient émus. L'officiel *Journal de Saint-Pétersbourg* dut publier, le 4 février, une justification de la mesure. Il convenait qu'elle était « anormale », mais il reprenait un mot connu: « la légalité nous tue ». Lord Napier ne se laissa pas convaincre. *Lord Russell*, à qui il communiqua l'article, lui répondait le 21 février: « Aucun raisonnement ne peut donner le droit de changer la conscription en proscription et de condamner des hommes au service militaire parce qu'ils sont soupçonnés de projets révolutionnaires. »

Si la Russie avait recours à la « branka », c'était dans la conviction qu'elle était nécessaire et suffisante pour le rétablissement de l'ordre. Elle n'avait pas compris ou voulu comprendre le sens des troubles qui s'aggravaient depuis deux ans. On croyait, dans les hautes sphères de Pétersbourg — et les agents prussiens avaient intérêt à entretenir cette erreur — qu'il s'agissait de mouvements superficiels,

fomentés du dehors par les meneurs du socialisme international. Le 25 janvier, le tsar disait devant un régiment de la garde, en laissant d'ailleurs percer une inquiétude sur le loyalisme de ses troupes: « Je ne veux pas accuser toute la nation polonaise. Je vois dans tous ces pénibles événements le travail du parti révolutionnaire voué partout au renversement de l'ordre légal. » En cette circonstance comme en tant d'autres depuis le XVIIIe siècle, la Russie autocratique se montrait incapable de comprendre l'esprit national des Polonais et, dans sa phobie de la liberté, elle prenait les réactions profondes du patriotisme pour les menées d'une démagogie cosmopolite. Le débat se poursuivait, sous une forme à peine nouvelle, entre la Sainte-Alliance et les « Jacobins » de la Vistule.

Plus d'un étranger ne sut pas comprendre. Un agent britannique, le colonel *Stanton*, témoin direct, écrivait à Londres en février: « On peut difficilement regarder l'insurrection comme un mouvement national. » A la vérité les apparences semblaient donner raison à Stanton et à la Russie. Le soulèvement de janvier avait un tout autre caractère que celui de novembre 1830. En 1830, le Royaume avait une Diète et il avait une armée. Il n'a plus maintenant ni l'une ni l'autre. Le mouvement ne peut plus revêtir les formes légales. Il sera dirigé non plus par un gouvernement public, mais par un comité secret, dont la composition et le siège sont inconnus. Les opérations ne seront pas poursuivies par des unités militaires régulières, commandées par des chefs de métier, mais par des formations mouvantes de partisans, avec des cadres et un armement de fortune. De là une allure de carbonarisme beaucoup plus accusée qu'en 1830.

Le rôle principal étant aux civils, que sont ces civils? Un grand nombre de bourgeois, surtout de nobles, ralliés au programme de « l'œuvre organisatrice », c'est-à-dire à une sorte de positivisme conservateur, se défient des moyens violents. La masse paysanne est atone. Depuis le Congrès de Vienne, sa détresse n'a fait que croître, la

Russie s'opposant aux réformes. En 1846, un oukase a enfin supprimé les corvées extraordinaires et les contrats forcés et interdit l'expulsion des paysans. Ces réformes ont été insuffisantes. La « Société Agricole » fondée en 1857 s'est vue impuissante à enrayer la misère, et elle a vainement demandé l'impropriation des paysans. A la veille de l'insurrection, sur plus de trois millions de paysans, à peine 5.200 sont indépendants. Les autres, fermiers corvéables ou journaliers, vivent sur les terres des nobles, ayant pour eux une haine croissante.

Restait la population des villes. Deux éléments y dominaient maintenant: la jeunesse intellectuelle et les ouvriers.

L'influence de la *jeunesse* était due principalement au fait que les persécutions et l'émigration avaient beaucoup affaibli la classe cultivée, et que la génération nouvelle avait trouvé le champ libre devant elle. Or cette génération avait été mal instruite. Avilir l'enseignement public, depuis les Universités jusqu'à l'école de village, telle avait été depuis trente ans une des grandes maximes des russificateurs. Rien n'avait remplacé jusqu'à Alexandre II l'Université de Varsovie fermée en 1831. En 1850, il ne restait plus que 7 lycées dans tout le Royaume, et le droit d'admission à ces lycées avait été réservé l'année suivante aux enfants de la noblesse et à ceux des fonctionnaires du gouvernement. Le célèbre homme d'État russe Nicolas *Milutine* rappelait tout cela, en 1864, dans un rapport qu'il adressait au tsar, et il ajoutait: « Quant aux résultats de ce système qui dure depuis trente ans, ils ne sont pas ceux qu'on espérait. La génération élevée après 1830 est, d'après le témoignage de tous ceux qui connaissent le pays, beaucoup moins instruite que celle qui l'a précédée, mais en même temps elle est plus mauvaise au point de vue politique et elle nous est plus hostile. En rendant plus difficile aux Polonais l'accès à l'enseignement supérieur et en favorisant une éducation politique superficielle aux dépens de la science véritable, nous avons ouvert

la porte à une propagande révolutionnaire à laquelle les intelligences à moitié développées sont plus accessibles.»

A côté de cette jeunesse fortement influencée par les idées politiques et sociales des milieux démocratiques d'Occident, s'était constitué un *prolétariat urbain* déjà important, dont les origines étaient dues au développement de l'industrie et à l'exode rural. Ce prolétariat, en même temps que ceux d'Occident, souffrait, à la veille de l'insurrection, de la grande crise économique provoquée par l'introduction du machinisme. Beaucoup d'ouvriers se trouvaient condamnés au chômage par la surproduction et le manque de débouchés. Le malaise était aggravé par une cause propre au pays, le chiffre extrêmement élevé de la population juive (11%). Des lois diverses mettaient cette population dans la nécessité de se rabattre sur des métiers parasitaires et, par là, de nuire à la santé économique du Royaume. Wielopolski, en 1863, avait eu l'audace de rompre avec la tradition russe en conférant aux Juifs l'égalité des droits, mais la réforme n'avait pas eu le temps de porter ses fruits.

Direction clandestine du mouvement, guerre de partisans, réserve de la masse rurale et d'une grande partie de la noblesse, action dominante des éléments démocratiques urbains, tels étaient les caractères qui, à Pétersbourg et ailleurs, pouvaient conduire à méconnaître le sens national profond de l'insurrection qui commençait. L'Europe et la Russie elle-même n'allaient pas tarder à comprendre.

La Convention Alvensleben (8 février)

Le *Comité Central* n'avait pas en caisse plus de 400.000 florins polonais. Les insurgés, en fait d'armes, disposaient surtout de faux et de fusils de chasse. Aucun plan n'avait été concerté. La préparation diplomatique était nulle. Les grands chefs politiques de l'émigration, Lelewel, Adam Zamoyski, étaient morts depuis deux ans. On comptait, pour réussir, sur l'appui des peuples d'Occident et particulièrement de la France.

Le 22 janvier, le Comité Central publiait un *Manifeste*. Il y déclarait Wielopolski hors la loi. Ne voulant pas que la Pologne fût « déshonorée devant la postérité » en se conformant à l'ordre de déportation, il l'appelait aux armes en même temps que les Lithuaniens et les Ruthéniens. Il ajoutait à l'adresse des Russes: « Nous faisons appel à toi, nation moscovite, malheureuse et opprimée, triste et affligée comme nous-mêmes. Tes fils aussi ont été pendus aux gibets ou ont trouvé une mort cruelle, comme notre peuple, dans les neiges de la Sibérie. C'est pourquoi nous te pardonnons le meurtre de notre patrie... Mais malheur à toi si, dans cette heure solennelle, tu donnes assistance au tyran qui t'écrase en même temps qu'il nous tue... »

Le Manifeste proclamait « tous les fils de la Pologne libres et égaux, sans distinction de croyance et de condition ». Il annonçait que la terre devenait désormais la propriété des paysans, le trésor public devant fournir une indemnité aux expropriés. Le transfert du sol faisait d'ailleurs, le même jour, l'objet d'un décret spécial en six articles, aux termes duquel le Comité Central, « considérant que le gouvernement usurpateur a si longtemps différé de rendre les paysans francs tenanciers malgré le vœu général du pays », leur octroyait les terres des domaines privés, de la Couronne, des majorats et des biens d'Église.

Ces nobles décisions, inspirées de l'exemple de Kosciuszko, restèrent sans effet sur la masse rurale. Quand la lutte s'engagea, les Rouges étaient seuls. Leurs détachements improvisés attaquèrent les garnisons russes, avec des succès divers. Mieroslawski, arrivant de l'étranger, se proclama dictateur, fut battu, et passa en Posnanie. Un habile chef de bandes, Maryan *Langiewicz*, recevant des hommes et des armes de Galicie, forma dans le sud du Royaume un corps de 4.000 hommes, qui livra une suite d'engagements heureux. Les Blancs le déterminèrent à prendre la dictature, dans les premiers jours de mars. Encerclé, il dispersa ses troupes et passa par la Galicie pour

les rejoindre. Les Autrichiens, l'ayant reconnu, l'internèrent.

L'insurrection, dès ce moment, n'avait plus le même caractère qu'en janvier. Les Blancs s'y ralliaient et en prenaient même la direction. Ce changement était dû aux événements internationaux.

Napoléon III, soucieux de ses bonnes relations avec la Russie, s'était dès l'abord montré hostile au mouvement polonais, accusant les insurgés d'ingratitude envers le tsar. Il avait approuvé publiquement le langage très réservé tenu au Corps Législatif, le 5 février, par le ministre d'État *Billault*. A Pétersbourg, on n'en continuait pas moins à soupçonner la France de déloyauté, et la Prusse faisait de son mieux pour attiser les inquiétudes. Bismarck, ayant préparé la situation, n'eut pas de peine à exécuter ses plans. Moins de deux semaines après le commencement de l'insurrection, il dépêchait en Russie, avec une lettre autographe du roi au tsar, le général von *Alvensleben*. Le 8 février, une *convention* militaire était signée entre les deux États en vue de collaborer à l'étouffement de l'insurrection polonaise.

L'intérêt de la convention n'était pas militaire, mais politique. Bismarck venait de réussir un grand coup diplomatique. Démasquant soudain ses batteries, dont personne n'avait observé la patiente installation, il mettait l'Europe en face du fait accompli, réalisait l'accaparement de la Russie, et coupait la voie à toutes les suggestions conciliatrices éventuelles de l'Occident. Après avoir combattu de son mieux contre la politique des réformes en Pologne, il s'interposait maintenant entre le tsar et les chancelleries, ou plutôt entre le tsar et la France.

Car c'était la France que Bismarck visait, et ce fut elle qu'il atteignit. Il s'est expliqué là-dessus à plusieurs reprises, dans ses « Pensées et Souvenirs », dans un discours prononcé au Landtag le 28 janvier 1886, et dans une lettre qu'il écrivait à Bernstorf un mois après la convention Alvensleben, le 9 mars : « En concluant notre convention,

disait-il dans cette lettre, nous avons donné, autant qu'il dépendait de nous, la victoire au parti antipolonais et antifrançais dans le cabinet du tsar. Aussi les dispositions, jusqu'ici indécises, ont-elles penché du côté du programme consistant à briser l'insurrection.» «Il s'agissait, écrit-il dans ses «Pensées et Souvenirs», de savoir qui serait maître du cabinet russe: la tendance polonophile ou la tendance antipolonaise, le système d'une entente russo-polonaise panslaviste et antiallemande, ou le rapprochement de la politique russe et de la politique prussienne.»

Sous les formes modestes d'une convention militaire, le futur chancelier s'assurait deux résultats corrélatifs et d'immense intérêt: il ruinait à Pétersbourg les influences françaises, et il y obtenait l'arrêt de mort de l'insurrection en faisant triompher le parti antipolonais intransigeant.

Le plan autrichien des Tuileries

Le cabinet de Paris, n'ayant rien su, n'avait rien prévu. Le 17 février, le ministre des Affaires étrangères *Drouyn de Lhuys*, avec une ingénuité navrante, écrivait à Londres au baron Talleyrand: «J'étais loin de penser que j'aurais si tôt l'occasion d'examiner avec vous la situation du cabinet de Berlin dans une question où il ne paraissait point directement intéressé».

L'ambassadeur prussien à Paris et son collègue russe représentèrent la convention Alvensleben comme destinée simplement à maintenir la sûreté des relations commerciales et à empêcher le pillage des caisses de douane par les Polonais. Napoléon III, à qui Bismarck s'était hâté de faire connaître l'acte sans en avertir la chancellerie russe, l'interpréta comme un défi à la France. Après avoir protesté à Berlin dès le 17 février, le cabinet de Paris proposa à Londres, le 21, de faire auprès de la Prusse une démarche commune en y associant l'Autriche.

L'Angleterre se souciait peu de s'engager dans des diffi-

cultés avec Berlin. Entièrement indifférente, comme toujours, aux problèmes de moralité politique soulevés par la question polonaise, elle était simplement préoccupée de faire échec, dans sa crainte d'une hégémonie continentale de la France, à un rapprochement entre Paris et Pétersbourg. En cela, elle était complètement d'accord avec Berlin. Ses conceptions étaient traduites, le 18 mars, par ces lignes que lord Napier, ambassadeur à Pétersbourg, écrivait à lord Russell, et qu'il devait développer, trois semaines plus tard, dans un long mémoire communiqué à la reine Victoria: « Je désire cordialement l'établissement dans le Royaume d'institutions nationales et représentatives stipulées par le traité de Vienne, mais, en parlant pour moi et spéculativement, je ne vois pas, ni comme Anglais, ni comme protestant, ce que nous pouvons gagner par la création sur les derrières de l'Allemagne protestante d'une grande monarchie militaire ayant de fortes sympathies pour la France. »

La tactique britannique, dans ces conditions, consista à ménager la Prusse et à faire dévier sur la Russie l'action collective proposée par la France. En réponse à la note française du 21 février suggérant une démarche à Berlin, le gouvernement de Londres se déclara le 28 en faveur d'une action commune à Pétersbourg, étant donné, disait-il, qu'« il y a quelque raison d'espérer que la convention prusso-russe sera annulée ou, en tout cas, ne sera pas mise à exécution », et que, dès lors, il est « désirable de donner à la Prusse ce moyen de réparer l'erreur qu'elle a commise ». Lord Napier, le 5 mars, mandait au Foreign Office que, n'aimant pas à s'exposer aux refus, il n'avait pas demandé à *Gortchakov* le texte de la convention Alvensleben, et lord Russell écrivait le 11 au représentant britannique à Berlin que, cette convention paraissant lettre morte, il était inutile d'en réclamer une copie. Le roi de Prusse, le 10 mars, lui fit transmettre ses remerciements. Bismarck exposait à *Buchanan*, trois jour après, que, si les Polonais étaient indépendants, ils seraient « les alliés et les soldats de la France », dont la politique, disait-il,

justifiait les plus graves appréhensions. A l'instigation de Londres, une série d'États, Italie, Espagne, Suède, Hollande, Danemark, Turquie, Portugal, firent des représentations à Pétersbourg dans la seconde quinzaine de mars et en avril. Elles demeurèrent naturellement platoniques. La Prusse refusa, aussi naturellement, de s'y associer.

L'Autriche n'avait pas voulu se joindre à la convention Alvensleben. Il n'y avait là, de sa part, qu'un épisode classique de sa politique de circonspection. On le comprit autrement à Paris. Au dire de l'ambassadeur anglais *Cowley*, qui connaissait bien les affaires des Tuileries, Napoléon III avait hésité entre deux voies: entente directe et séparée avec la Russie, action commune contre elle avec les puissances et l'Autriche. Il finit par se décider pour la seconde alternative. Le premier motif de ce choix était la convention Alvensleben, qui compliquait infiniment la politique d'accord avec Pétersbourg. Il y en avait d'autres encore. En voyant l'Autriche refuser de souscrire à la convention, on pouvait croire qu'il ne serait pas malaisé de rompre définitivement sa solidarité avec les deux autres copartageants. La diplomatie polonaise de l'Hôtel Lambert travaillait depuis longtemps à faire accepter le plan d'une reconstitution de la Pologne sous le sceptre d'un Habsbourg. L'idée était assez répandue en France, comme en témoignent, par exemple, les articles que *Henri Martin* publia dans le *Siècle* au cours de cette période. Elle ne pouvait qu'être favorablement accueillie dans les milieux catholiques, dont l'influence grandissait, et qui pouvaient aisément obtenir, comme ils l'obtinrent en effet, une intervention du Saint-Siège à Vienne. Enfin le rétablissement total de l'État polonais n'apparaissait pas comme une chimère. Jamais encore l'opinion européenne ne s'était prononcée en ce sens avec autant d'énergie. Partout, à Rome, à Genève, à Lisbonne, à Stockholm, à Paris, à Londres, à Berlin même, des démonstrations populaires ou parlementaires se produisaient en faveur de cette cause, et la Suède offrait même 100.000 hommes pour en assurer le triomphe.

C'est dans ces conditions que fut conçu aux Tuileries un vaste plan dont les grandes lignes nous sont connues[1]. Le 22 février, le prince de *Metternich*, ambassadeur d'Autriche à Paris, mandait à son ministre des Affaires étrangères, le comte de *Rechberg*, que l'*impératrice Eugénie*, dans une conversation de trois heures, lui avait proposé une combinaison dont l'Autriche serait le pivot. La Pologne serait reconstituée comme royaume donné à un archiduc ou au roi de Saxe, la Prusse abandonnant la Posnanie, l'Autriche une partie de la Galicie, et la Russie étant refoulée en Orient moyennant des compensations en Turquie. La Prusse, outre qu'elle renoncerait à la Posnanie, céderait la Silésie à l'Autriche et la rive gauche du Rhin à la France, mais elle obtiendrait la Saxe, le Hanovre et les duchés au nord du Mein. L'Autriche, perdant la Galicie et donnant la Vénétie au Piémont, serait dédommagée par la Silésie et les territoires au sud du Mein.

Metternich, en communiquant ce plan, priait Rechberg de considérer que Napoléon III et l'impératrice étaient tout à fait sérieux. Peu après, il partait pour Vienne avec un projet de traité secret.

L'Angleterre était au courant. On l'informait de Paris et de Vienne. A Paris, Cowley était en mesure de fournir secrètement au Foreign Office, le 17 mars, les détails les plus précis sur les projets des Tuileries. Ces projets, il les qualifiait d'« absurdités », d'« hallucinations ». Il y dénoncait des tendances hostiles à la Prusse et les vues intéressées de la France qui veut, disait-il, être avec l'Autriche « maîtresse des destinées de l'Europe ».

A Vienne, l'Angleterre agit par l'intermédiaire de son

[1] Les indications que donnait déjà sur ce point Émile Ollivier dans *l'Empire Libéral* sont confirmées par les dépêches secrètes de l'ambassadeur britannique Cowley et par des documents des archives d'État de Vienne qu'a publiés la *Revue Historique* en 1921.

ambassadeur *Bloomfield*. Le ministre Rechberg n'eut bientôt plus rien à lui cacher. Il tomba d'accord avec lui que le programme de la France était « la confusion en Europe » et que la question polonaise lui servait de prétexte pour arriver à ses fins sur le Rhin.

Le 23 mars, Metternich revint à Paris. Il ne rapportait pas la ratification du projet de traité secret. Le plan des Tuileries s'écroulait. L'Angleterre, à la fin de cette première phase diplomatique, restait maîtresse du jeu. Elle avait étouffé l'affaire de la convention Alvensleben, dégagé Bismarck des embarras qui le menaçaient, immobilisé l'Autriche, et jeté à bas les projets français. En d'autres termes, elle avait empêché l'internationalisation de la question polonaise. Entre le 10 et le 12 avril, les représentants de la France, de l'Angleterre et de l'Autriche se bornaient, en conclusion, à présenter au gouvernement russe de modestes et prudentes notes demandant que les « conditions d'une paix durable » fussent assurées aux Polonais sujets du tsar.

Mouraviev-le-Pendeur

L'implacable égoïsme de la Grande-Bretagne condamnait les insurgés de Pologne au face à face avec la Russie. Il donnait à la Russie la possibilité de régler ses comptes à sa guise. La lutte, d'abord menée assez mollement par les troupes du tsar, s'exaspéra et devint féroce.

On avait cru, en Russie, avoir promptement raison de ce que l'on prenait pour une rébellion de réfractaires. Mais de semaine en semaine le mouvement s'était élargi. Les aristocrates et les industriels fournissaient maintenant des armes et des fonds. La noblesse de Galicie ravitaillait les colonnes de partisans. Le gouvernement insurrectionnel devenait *Gouvernement National*. Au témoignage du colonel anglais Stanton, qui l'écrivait le 4 mars, il se présentait plus de volontaires qu'on n'en pouvait armer. Stanton estimait, le 21 du même mois, que l'armée russe, quoique forte de 125.000 hommes pourvus de tous les

moyens d'une armée régulière, serait « à peine suffisante » si les Polonais avaient autre chose que des faux et de mauvais fusils. Enfin l'incendie gagnait la Lithuanie et une partie de la Ruthénie. Une certaine agitation commençait même à se manifester, dans les milieux libéraux russes, en faveur de la Pologne. *Herzen* prenait la défense des insurgés. Bakounine formait un corps de volontaires. A Pétersbourg, des étudiants assistaient à un service funèbre en l'honneur des victimes polonaises.

Le parti réactionnaire russe dont Bismarck avait fait prévaloir l'influence par la convention Alvensleben se décida aux grands moyens. Tandis que des bataillons de réserve étaient appelés, que les congés des officiers étaient partout suspendus, et que les forts de Cronstadt étaient armés pour parer à une intervention étrangère, un décret promulgué le 6 mars conférait aux paysans du Royaume l'autorité de police dans leurs communes et le droit d'arrêter les insurgés. Comme l'Autriche en 1846, la Russie appelait et patronnait la jacquerie. Tous les membres du Conseil d'État de Varsovie, pour protester, démissionnèrent.

La Russie était particulièrement inquiète des troubles qui se propageaient dans les « confins ». Le 5 avril, un oukase prononçait la confiscation des biens appartenant à tous les insurgés dans les « gouvernements de l'Ouest ». Une campagne artificielle, encouragée par la Prusse, fut organisée pour galvaniser les masses russes, nullement antipolonaises, et les entraîner à une « guerre sainte » à caractère national et religieux. L'« intégrité de l'empire russe », « l'unité de notre chère patrie » devinrent le thème d'adresses pathétiques et officielles. Le 15 avril, le *Journal de Saint-Pétersbourg* en publiait une de la municipalité de la capitale: « ...Des ennemis, envieux des progrès de la Russie, et ne voyant dans le réveil des forces sociales que la fermentation d'éléments subversifs, ont conçu le projet de porter atteinte à l'intégrité et à l'indivisibilité de l'empire russe. Ils songent à la possibilité

de détacher des provinces qui sont l'antique berceau de l'orthodoxie russe et qui ont été réintégrées dans l'ensemble de notre patrie au prix de torrents de sang russe... » Pendant ce temps, un conseiller d'État, l'historien et professeur *Pogodine* présentait au gouvernement un plan « d'extirpation de l'élément polonais » des confins. Un peu plus tard paraissait un « Appel de Moscou aux Blancs-Ruthènes orthodoxes » publié par les journaux réactionnaires. Il remerciait les Blancs-Ruthènes de ne pas se solidariser avec les Polonais: « Pour la première fois, disait-il, la Ruthénie-Blanche proclame qu'elle est une nation russe. »

La Russie officielle, qui s'était jusque là contentée de passer sous silence la question des confins et de manquer à ses engagements de Vienne, faisait maintenant un pas de plus: elle légitimait par l'histoire les rapts de Catherine II, et elle érigeait en dogme national et orthodoxe le caractère russe des provinces qu'elle avait conquises. Elle ne se rendait pas compte ou se souciait peu du démenti qu'infligeait à ce dogme le plan d'« extirpation » proposé par un Pogodine ou l'Appel de Moscou reconnaissant que la Ruthénie-Blanche avait attendu jusqu'en 1863 pour se proclamer russe.

Au reste, toute cette historiographie de circonstance n'eut point d'effet. La masse russe resta indifférente. Alors, ne pouvant entreprendre la guerre sainte, on entreprit celle des tortionnaires. Tandis que, pour faire illusion à l'Europe, un manifeste du 12 avril promettait l'amnistie aux insurgés qui déposeraient les armes avant le 13 mai, et tandis que Gortchakov, répondant aux notes diplomatiques d'avril, se bornait à demander aux cabinets de combattre « les éléments de la révolution cosmopolite », un Allemand de Livonie, le *comte Berg*, était envoyé dans le Royaume, le 17 avril, comme chef des troupes russes. En quelques semaines la dictature militaire de Berg réduisait à rien les pouvoirs de Wielopolski et même de Constantin, qui se retirèrent l'un après l'autre. Le 26 mai, le comte Michel *Mouraviev*, dégradé antérieurement comme

prévaricateur, était envoyé en Lithuanie en qualité de général-gouverneur avec une autorité illimitée.

Mouraviev, surnommé « Le Pendeur », martyrisa la noblesse et le clergé polonais avec une férocité de proconsul. Un de ses agents, le chef militaire Moller, publiait le 24 août une circulaire où on lisait: « J'attribue tous ces désordres au penchant avéré du clergé catholique au brigandage et à la rébellion, penchant commun à tout le clergé catholique, depuis le Saint-Père Pie IX et ses cardinaux à Rome jusqu'au dernier desservant de la plus pauvre église de Lithuanie. » Mouraviev fit pendre lui-même 128 personnes. Près de 10.000 autres furent déportées en Sibérie. Les Polonais, espérant toujours les secours de l'Occident, continuèrent la lutte sous la conduite de chefs héroïques comme *Narbut* et *Sierakowski* en Lithuanie, l'abbé *Mackiewicz* en Samogitie.

Fin de l'insurrection

Les secours de l'Occident ne venaient pas. En juin, le 17 et le 18, la France, l'Angleterre et l'Autriche firent à Pétersbourg une nouvelle démonstration diplomatique. Elles demandaient des mesures de pacification, proposaient six points et une conférence, mais en s'abstenant de parler des « confins ». L'ambassadeur qui représentait alors la Turquie à Pétersbourg a raconté au Polonais *Kozmian* que le vice-chancelier Gortchakov fut d'abord fort impressionné par ces communications, mais que lord Napier, étant venu le trouver, lui dit qu'il ne fallait pas les prendre trop au sérieux, l'Angleterre ayant seulement voulu donner satisfaction à l'opinion publique et à l'empereur des Français.

Gortchakov, ainsi rassuré, répondit aux cabinets, le 13 juillet, que les opérations militaires devaient être poursuivies et que seule était possible une conférence des trois puissances copartageantes. La France fit savoir, le 3 août, que dans ces conditions elle rendait la Russie responsable de la prolongation des troubles. L'Angleterre ne vit aucun inconvénient à en dire autant le 11, puis l'Autriche

le 12. Gortchakov attendit un mois pour notifier aux trois cabinets, le 7 septembre, qu'il ne poursuivrait pas la discussion.

Cette désinvolture de la Russie parut excessive. Soit qu'elle fût poussée par l'opinion, soit qu'elle eût des vues machiavéliques, l'Angleterre proposa à Paris et à Vienne, vers la fin de septembre, de déclarer à la Russie que le tsar avait perdu ses droits sur la Pologne. La France accepta. L'Autriche demanda des garanties militaires, puis refusa. Bismarck intervint. Ayant appris qu'une note approuvée par le cabinet anglais venait d'être expédiée en Russie, il déclara avec force que son envoi serait « un attentat contre l'intérêt de la Prusse », et il évoqua la question des Duchés. Lord Russell, chef du Foreign Office, se hâta de dépêcher un courrier pour arrêter la note en cours de route.

Pendant que se déroulaient ces vaines péripéties diplomatiques, la Russie, amenant sans cesse des troupes nouvelles, précipitait l'œuvre de répression. En juillet et en août, la lutte atteint son paroxysme. Les Polonais livrent 158 batailles ou engagements. Les « Zouaves de la Mort », avec le colonel *Rochebrune*, instituteur français engagé comme volontaire, déploient un héroïsme de légende. A mesure que faiblit l'espoir d'une intervention étrangère, les Rouges reprennent le dessus. En septembre, les extrémistes dominent. En octobre, la dictature est acceptée par *Romuald Traugutt*, chef de partisans dans le district de Pinsk, ancien colonel de l'État-major russe, homme énergique et généreux, esprit organisateur, la plus belle personnalité de l'insurrection. Traugutt essaye d'intéresser les paysans à la lutte, et de coordonner les efforts dispersés. Pendant plusieurs mois, installé à Varsovie même, connu seulement d'un petit nombre de collaborateurs immédiats, il dirige secrètement les opérations dans tout le pays. La confiance renaît. Mais l'hiver arrive.

Le 20 octobre, lord Russell fit savoir à la Russie que « le gouvernement de Sa Majesté n'a pas le désir de pro-

longer la correspondance au sujet de la Pologne pour le simple plaisir de la controverse ». Il se tient satisfait, ajoutait-il, de l'assurance « que l'Empereur de Russie continue à être animé d'intentions pleines de bienveillance vis-à-vis de la Pologne et de conciliation vis-à-vis des puissances étrangères ».

Et l'Angleterre en resta là. Quand Napoléon III, à l'ouverture du Corps Législatif, le 5 novembre, proposa la réunion d'un congrès européen pour examiner la question polonaise, elle repoussa très résolument cette suggestion. Bismarck put achever son œuvre. Le tsar ayant fait comprendre à la Prusse qu'il fermerait les yeux sur la guerre des Duchés, engagée récemment, si Berlin obtenait de l'Autriche qu'elle coopérât à l'étouffement de l'insurrection, Bismarck envoya *Manteuffel* à Vienne. Manteuffel fit savoir que Napoléon III allait peut-être, au printemps prochain, prêter la main à une attaque de l'Italie en Vénétie. L'Autriche parut le croire. Conformément à ses traditions, elle comprit que le moment était venu de sortir de sa réserve et de porter le coup de grâce avec les autres pour participer à la curée. Elle donna toute facilité aux agents russes pour traquer les Polonais en territoire autrichien. En février 1864, elle proclama l'*état de siège en Galicie*. Elle avait attendu de pouvoir jouer à coup sûr pour se rallier à la convention Alvensleben.

Les Polonais, totalement encerclés par la coalition des trois cours comme ils l'avaient été en 1831, se débattirent encore avec une énergie surhumaine. En avril 1864, le général Joseph *Hauke* (Bosak en pseudonyme) était obligé de passer à l'étranger. Le même mois, Traugutt, livré par des traîtres, tombait aux mains des Russes. Le 5 août, il était pendu sur les glacis de la citadelle de Varsovie avec quatre membres du Gouvernement National, Raphaël *Krajewski*, Jean *Jezioranski*, Roman *Zulinski* et Joseph *Toczyski*. C'était la fin. Seules, çà et là, les escarmouches continuèrent en Samogitie et en Polésie, où l'abbé Stanislas *Brzózka*, après avoir tenu encore un an, devait être capturé et pendu en mai 1865.

X. — L'ÉPILOGUE : LA GUERRE FRANCO-ALLEMANDE DE 1870

Ce que valait la politique polonaise de Napoléon III. Raisons de son échec. — L'écrasement des Polonais est un succès prussien. — Sadowa. — Le jeu de Bismarck. Antagonisme austro-russe et panslavisme. — Alexandre II à Paris. « Vive la Pologne, Monsieur ! » — La combinaison austro-polonaise en 1869. — Le général Fleury à Pétersbourg. — L'Europe neutre devant la guerre franco-allemande.

La diplomatie de Napoléon III et l'Angleterre

La France avait été, encore une fois, la seule puissance sérieusement préoccupée de régler la question polonaise. Napoléon Ier avait voulu la résoudre par la Russie, et la seconde République par la Prusse. Napoléon III, lui, avait songé à l'Autriche.

Sa conception, semble-t-il, était la moins aventureuse. Un règlement polonais, s'il était possible quelque part, c'était à Vienne. L'Autriche n'avait jamais eu d'intérêts vitaux en Pologne. Elle n'avait participé aux démembrements et aux répressions que pour maintenir l'équilibre. Si dénuée qu'elle fût d'ailleurs de scrupules et de moralité politique, elle n'avait fait que suivre, en toute circonstance, les initiatives venues de Berlin ou de Pétersbourg. D'autre part, dans la période du second Empire, elle se trouvait de plus en plus en antagonisme avec la Russie dans les Balkans et avec la Prusse en Allemagne. Il n'était donc pas chimérique de la prendre comme pivot d'une grande combinaison destinée à rompre la solidarité traditionnelle des copartageants et à libérer les territoires polonais.

Napoléon III voyait juste encore lorsqu'il plaçait la question polonaise sur le terrain d'une politique antiprussienne. Les clefs de la geôle polonaise étaient bien à Berlin. La Russie, maintes fois, s'était lassée des tracas polonais, au

point de se montrer disposée à abandonner à d'autres une partie du Royaume. La Prusse, jamais. Tenir la Pologne enchaînée, c'était sa vocation, son instinct, son besoin vital. Bismarck déclarait en 1863 à l'ambassadeur d'Angleterre que si la Russie renonçait à dompter les insurgés, la Prusse n'hésiterait pas à continuer la lutte pour son compte.

Les principes de la politique tentée par Napoléon III étaient donc bons, ou les meilleurs qui se pussent dans les conditions données. Mais l'empereur se buta à des obstacles invincibles. L'homme qui menait le jeu contre lui, Bismarck, était un des plus rudes lutteurs du siècle, merveilleusement lucide, instruit de tout, dédaigneux des obstacles parlementaires. L'Autriche, timorée, hybride, oscillait entre le germanisme et le slavisme, entre ses traditions de solidarité avec Berlin et Pétersbourg et ses intérêts nouveaux en Allemagne et dans les Balkans. En France même, la politique antiprussienne, mal comprise, n'était pas soutenue. L'opinion, vivant sur les traditions romantiques, n'entendait rien hors de la lutte contre le « panslavisme », comme au temps de Nicolas Ier et de la guerre de Crimée.

L'Angleterre fit le reste, et le fit bien. Elle avait la phobie de l'hégémonie continentale française. Elle redoutait un rapprochement franco-russe. Protestante, elle avait peu de sympathie pour la Pologne catholique et voyait d'un mauvais œil le projet de son union totale ou partielle avec la monarchie catholique des Habsbourg. Comme Cowley eut plusieurs fois l'occasion de le dire, l'Angleterre, en ne rebutant pas la France, désirait seulement être en position de surveiller son jeu de plus près. Toute la parade diplomatique à laquelle elle se livra au cours de l'année 1863 n'était destinée qu'à amuser le tapis des chancelleries et à donner le change à l'opinion européenne. Évoquant les souvenirs de cette époque, le célèbre publiciste russe Katkov devait écrire dans la « Gazette de Moscou », en juillet 1870: « Il est hors de doute que cette complication polonaise, arme constamment employée dans toutes les intrigues dirigées contre la Russie, fut suscitée par l'Angle-

terre, qui redoutait notre rapprochement avec la France. Celle-ci a été trompée tout comme nous. Une fois son but atteint, l'Angleterre a cessé le jeu.» Si l'on était tenté de trouver ce jugement excessif, il suffirait de se rappeler les remerciements que le roi de Prusse faisait transmettre, en mars 1863, à la reine Victoria, et aussi l'hommage de gratitude que Bismarck, vingt-trois ans, plus tard, présentait à la Grande-Bretagne du haut de la tribune du Landtag en rappelant les péripéties diplomatiques de l'insurrection polonaise: «Napoléon, disait-il le 28 janvier 1886, nous serra désagréablement, et ce n'est que grâce aux sympathies allemandes de Lord Russell que nous échappâmes à une pression plus forte.»

Le jeu de Bismarck après Sadowa

En contribuant plus qu'aucune autre puissance à étouffer l'insurrection polonaise et à ruiner les plans français, l'Angleterre sauva la Prusse et assura le triomphe de Bismarck. Bismarck était le vrai vainqueur. Sa Convention Alvensleben, dont il a marqué à plusieurs reprises le sens profond et dont la plupart des historiens, dans leur dédain de ce qui touche aux affaires polonaises, négligent d'indiquer le nom, allait dominer la situation européenne pendant une génération et plus.

C'est à Pétersbourg, en 1863, qu'a été remportée la première victoire de la guerre franco-allemande. Depuis que les traités de 1815 lui avaient donné les provinces de Westphalie et du Rhin, la Prusse avait l'idée fixe de les défendre par la Russie, ce qui signifiait s'accorder avec Pétersbourg pour supprimer la question polonaise. Pour mener à bien l'exécution de ses plans en Occident, il lui était indispensable d'avoir ses derrières assurés, c'est-à-dire d'être adossée à la Russie. Qu'elle visât le Slesvig, Vienne, ou Paris, il lui fallait d'abord que l'ordre régnât à Varsovie.

On comprit cela, en France, beaucoup trop tard. On ne sut pas, avant Napoléon III, discerner le rôle de la Prusse dans l'affaire polonaise. L'ogre du tsarisme attirait tous

les regards. Et cependant, à peine l'insurrection de Pologne écrasée, c'était la Prusse qui attaquait le Danemark au printemps de 1864. Deux ans après, c'était Sadowa.

La Russie pouvait prendre ombrage de ces progrès du germanisme et se prêter à la politique de rapprochement que Napoléon III tentait de nouveau. Bismarck, qui avait envoyé Manteuffel à Pétersbourg un mois après Sadowa, sut parer à ces dangers par un double moyen. D'un côté, il entretint et accrut les méfiances de la Russie à l'égard de l'Autriche, qui accélérait en 1867 son évolution dans le sens du régime constitutionnel. D'un autre côté, tout en fermant les yeux sur les actes de la Russie en Orient, il fit agiter par ses agents l'épouvantail du *panslavisme*. A Paris, la manie antislave persistait. Des publications de premier plan, comme la ***Revue des Deux Mondes***, où écrivait un brillant publiciste polonais, ***Klaczko***, y demeuraient fidèles. En juillet 1868, un jeune et hardi slavisant, soutenant une thèse en Sorbonne, s'y entendait reprocher par un professeur d'avoir mis en relief l'iniquité des Allemands à l'égard des Slaves. Un faux savant polonais, ***Duchinski***, se créait dans l'émigration une notoriété retentissante en prétendant démontrer que les Russes n'étaient pas des Ariens, mais des Touraniens, et des Français de bonne foi, comme Henri Martin, reprenaient la thèse à leur compte.

Le 1er juillet 1867, le tsar Alexandre II arrivait à Paris, à l'occasion de l'Exposition Universelle. Le 6, une grande revue ayant lieu à Longchamp, il s'y rendit dans un carrosse, le roi de Prusse à ses côtés. Un réfugié polonais, *Berezowski*, tira sur lui un coup de pistolet, sans l'atteindre. Ni Berezowski, ni aucun Français n'eût eu l'idée de s'en prendre à Guillaume Ier. Quelques jours après, comme le tsar montait les degrés du Palais de Justice, un cri partit d'un groupe d'avocats: « Vive la Pologne, Monsieur! »[1] Cette bravade maladroite, symbole fameux et

[1] *Floquet* s'est toujours défendu d'avoir poussé ce cri. Un de ses collègues, nommé Bocquet, a déclaré que Floquet avait bien

concis des naïvetés de l'opinion française, était un beau succès pour Bismarck. Le tsar s'en retourna en Russie avec la conviction renforcée que la France ne reniait pas «la faute du règne» et que le fossé polonais demeurait entre Paris et Pétersbourg. Le 5 janvier 1868, *Benedetti*, constatant l'impulsion nouvelle donnée à la propagande panslaviste, dont il lui semblait que Bismarck était l'instigateur, mandait à Paris que la solidarité russo-prussienne ne cessait de se consolider. Il ajoutait que son collègue l'ambassadeur britannique refusait d'ailleurs de s'en alarmer.

Le mirage de l'alliance russe

Si la diplomatie française avait tenu meilleur compte de ces informations clairvoyantes, si elle avait eu l'exacte notion de l'influence exercée à Pétersbourg par Bismarck, peut-être aurait-elle renoncé au mirage de l'entente franco-russe qui l'avait toujours attirée dans les fondrières. Le risque de perdre la vague bienveillance de la Russie était moins grave que celui de subir l'agression préparée par l'Allemagne. On ne pouvait à la fois ménager Pétersbourg et tenir Berlin en respect. C'était du côté de la Pologne, et non pas ailleurs, que la Prusse était vulnérable. Une politique polonaise s'imposait.

Laquelle? Bismarck faisait la sienne en exploitant l'antagonisme austro-russe. On pouvait, avec des chances sérieuses, le suivre sur ce terrain. Loin de disparaître, la vieille idée d'une combinaison austro-polonaise s'était enracinée en Galicie, surtout après l'établissement du régime constitutionnel en 1867. A la veille de la guerre franco-allemande, en 1869, elle était préconisée par deux personnalités appartenant à deux camps opposés, François Smolka et Agenor Goluchowski. Dans de très curieuses «*Lettres Politiques*» publiées en allemand et en français,

crié «Vive la Pologne!», mais que c'était lui qui avait ajouté «Monsieur!» pour accentuer la provocation. Floquet attacha Bocquet à ses bureaux quand il fut préfet de la Seine.

et qui firent grand bruit en Autriche comme à l'étranger, Smolka exposait que, les complications balkaniques croissantes rendant inévitable une guerre austro-russe, c'était une nécessité urgente pour la France et l'Autriche de concerter une politique polonaise commune. Goluchowski, dont la Russie avait obtenu la démission en 1868 pour l'empêcher d'orienter en ce sens la diplomatie des Habsbourg, développait la même conception, en 1869, dans une brochure qu'il publiait à Lwów sous le titre: «*In merito*», et qu'il signait: «Le dernier des Mohicans».

François-Joseph était loin de répugner à ce système. Après Sadowa, il était mieux préparé qu'en 1863 à accueillir les suggestions des Tuileries. Son ministre *Beust*, en 1869, envisageait très sérieusement la pensée de proclamer la Galicie royaume indépendant et de réaliser contre la Prusse une alliance franco-italo-autrichienne, une insurrection devant être provoquée dans le Royaume pour paralyser la Russie.

A aucune époque, depuis le Congrès de Vienne, les intérêts vitaux de la France n'avaient réclamé aussi impérieusement une active politique polonaise. A aucune époque non plus ne s'étaient offertes à cette politique des conjonctures internationales plus favorables. Or Napoléon III, qui s'était adressé à Vienne, six ans plus tôt, quand on n'était pas disposé à l'entendre, ne s'y adressa pas à cette heure suprême où l'on ne demandait qu'à l'accueillir. Ce fut à Pétersbourg qu'il alla combattre la Prusse.

En octobre 1869, le *général Fleury* partait en Russie comme ambassadeur. Il emportait une note du cabinet impérial où il était écrit: «Le général Fleury fera comprendre le danger que fait courir à l'Europe l'idée germanique qui, si elle continue à grandir, doit naturellement englober dans sa sphère d'action tous les pays qui parlent allemand, depuis la Courlande jusqu'à l'Alsace. L'Autriche conservant ses provinces allemandes et acquérant de nouveau une influence sur l'Allemagne du sud, c'est la question de Pologne enterrée. L'Autriche, au contraire, refoulée vers l'Orient et embrassant toutes les passions des Hongrois,

c'est la résurrection de l'idée polonaise. La Russie a donc intérêt à protéger la prépondérance de l'Autriche sur le sud de l'Allemagne... »

Ainsi, pour couvrir la France, Napoléon III voulait maintenant non plus poser la question polonaise, mais l'enterrer. Au lieu de prendre pour base de son projet les données réelles, c'est-à-dire l'entente prusso-russe et l'antagonisme austro-russe, il prétendait renverser les faits, mettre à leur place le divorce russo-prussien et l'accord entre Pétersbourg et Vienne. Napoléon Ier, lui aussi, avait couru après la chimère de l'alliance russe et lui avait sacrifié la Pologne.

L'Europe paralysée par Bismarck

Gortchakov amusa Fleury, faisant le jeu de bascule entre la Prusse et la France. Bismarck regardait. En juin 1870, du 1er au 4, Alexandre II, étant à Ems, y reçut le roi de Prusse. Bismarck l'accompagnait. On parla beaucoup de l'Autriche et de ses projets de « reconstituer l'autonomie de la Pologne en Galicie ».

Au commencement de juillet, tandis que l'armée russe, en présence du tsar, faisait des grandes manœuvres dans la région de Varsovie, des régiments de Cosaques se portaient aux abords de la frontière galicienne. « L'empereur Alexandre nous appuie chaleureusement », télégraphiait le 13 le *duc de Grammont*, ministre des Affaires étrangères de Napoléon III, à Benedetti occupé aux négociations d'Ems. Deux jours après, la Russie signifiait catégoriquement à l'Autriche qu'elle ne lui permettrait pas de faire cause commune avec la France.

Le 22 juillet, Fleury mande à Grammont : « L'empereur Alexandre se préoccupe très fort de tout ce qui peut se passer en Pologne et semble désirer des assurances de complète abstention de notre part ». Le 26, il télégraphie que les chances d'une alliance secrète prusso-russe ne lui paraissent pas sérieuses tant que l'Autriche ne bougera pas et que la France n'encouragera pas les Polonais. Le 28, Grammont l'autorise à « affirmer hautement » que la France

n'encouragera pas les Polonais. Le 30, Fleury annonce qu'il a fait au tsar la déclaration prescrite et que l'effet en a été excellent, le tsar lui ayant promis une stricte neutralité « en échange du statu quo observé en Autriche, notamment en Galicie, et de notre abstention complète en Pologne ». Mais le 4 août Fleury fait savoir que le tsar, inquiet des agissements d'un comité franco-polonais en Galicie, serait heureux « que, dans le *Journal Officiel*, une note de quelques lignes confirmât, une fois pour toutes, l'abstention complète de la France ». Grammont, le 6, représente les inconvénients de cette insertion, mais prescrit de nouvelles assurances formelles et offre d'agir à Vienne.

Ce rapide échange de télégrammes témoigne que la question polonaise était bien pour Pétersbourg, comme le disait Fleury, « le grand objectif ». Il fallait tout ignorer pour ne le pas savoir d'avance. « Le moindre symptôme de soulèvement viendrait renverser tout l'échafaudage de la neutralité. » Ce fut bien l'affaire polonaise qui nous priva d'une alliance, celle de l'Autriche, et qui en assura une à la Prusse, celle de la Russie. Là fut la raison principale, sinon unique, de l'immobilité du continent. Les historiens qui, traitant de l'isolement de la France en 1870, mettent en avant les responsabilités de *lord Granville*, promoteur d'une ligue des neutres, prennent l'effet pour la cause. La neutralité européenne fut, avant tout, le résultat de la situation créée, à l'aide de la question polonaise, par la diplomatie bismarckienne. La Prusse, ayant aidé la Russie en 1830 et en 1863, reçoit maintenant son salaire. Au cours des deux insurrections, il avait été parlé à Berlin et à Pétersbourg d'une alliance contre la France. Cette alliance, elle fonctionne en 1870. Avant même que les Prussiens entrent à Paris, la Russie s'en assure les bénéfices. Les victoires allemandes lui permettent, le 29 octobre, de déchirer les clauses du traité de Paris concernant le régime de la mer Noire.

Environ 2.000 Polonais s'engagèrent comme volontaires dans les armées françaises. Le général *Hauke-Bosak*, le chef insurgé de 1863, tomba à Dijon sous les balles de

l'envahisseur. Des Polonais luttèrent, à Paris, dans les rangs de la Commune. Faibles et inutiles échos des sacrifices consentis, au cours du siècle, à l'idéal de l'affranchissement par la défaite des oppresseurs ou par la révolution des peuples. Le 28 janvier 1871, Guillaume I[er], celui que Berezowski n'avait pas visé, était proclamé empereur d'Allemagne. De Versailles, il envoya au tsar de chaleureux télégrammes de remerciement. En juillet, Beust faisait aux Délégations autrichiennes des déclarations d'amitié à l'égard de l'Allemagne. En septembre, Guillaume I[er] et François-Joseph se rencontraient à Salzbourg. En décembre, recevant solennellement à Pétersbourg l'empereur d'Allemagne, Alexandre II célébrait dans un toast la fraternité des armées allemandes et russes. Quelques mois plus tard, en septembre 1872, les trois empereurs se rencontraient à Berlin.

Les trois aigles noirs qui avaient dépecé la Pologne se retrouvaient sur le corps de la France mutilée. La logique de l'histoire avait suivi son cours. Le nouvel ordre continental en puissance dans les partages de la Pologne avait été dégagé par Bismarck. La France amoindrie et humiliée, la Pologne définitivement brisée et scellée dans sa tombe, l'hégémonie allemande s'installait. Les Polonais comprirent que la lutte était finie et qu'un autre âge commençait. Beaucoup pleurèrent. « Sur les villes et sur les villages de Pologne, écrivait l'historien *Kalinka* après le traité de Francfort, s'est étendu un voile de tristesse tel que de mémoire d'homme il n'y en avait jamais eu de pareil. » Et un poète de Posnanie s'écriait: « Tu nous a pris, Seigneur, tout ce que tu pouvais nous prendre ».

Le 1[er] avril 1871, les députés polonais siégeant au premier Reichstag invoquèrent les dispositions du Congrès de Vienne pour protester contre l'incorporation des anciennnes provinces polonaises à l'empire allemand. Bismarck se leva et répondit: « Vous n'appartenez à aucun autre État et à aucun autre peuple qu'au peuple prussien auquel j'appartiens moi-même. Vous jouez là d'une de ces fictions qui troublent le regard et faussent le jugement. »

SIXIÈME PARTIE

LA POLOGNE CONTEMPORAINE

(1864—1914)

I. — LA TRIPLICE ET L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE

Les peuples oublient la Pologne. — Germanisme et slavisme. Les affaires balkaniques. — Congrès de Berlin (1878). — Alliance austro-allemande (octobre 1879). — Les préventions antislaves s'affaiblissent en France. — L'Autriche et l'hégémonie de Berlin. Les Polonais contre le centralisme allemand. Inertie de la France. — Bismarck tâte les Polonais. — Convention de Skierniewice entre les trois empires (septembre 1884). — Le vice de l'alliance franco-russe.

Après avoir été trahie par les gouvernements, il ne restait plus à la Pologne, pour aller jusqu'au bout de son épreuve, que d'être abandonnée par les peuples. Les peuples l'oublièrent.

L'échec de l'insurrection de 1863, bientôt suivi de l'écrasement de la France, fut considéré partout en Europe comme une liquidation définitive de la question polonaise en tant que problème international. On cessa de parler de la Pologne. On prit même goût, sous l'influence de l'historiographie allemande et russe, à la bafouer et à défigurer son passé. La France, meurtrie, se recueillit

et pansa ses blessures. En Angleterre, un *Carlyle* félicitait publiquement la Prusse d'avoir accompli la volonté de Dieu en démembrant la Pologne, et un homme d'État éminent, *lord Salisbury*, remerciait la Russie d'avoir réalisé une œuvre de sain conservatisme en étouffant la dernière insurrection. On ne se souvint plus de la Pologne, de temps en temps, que pour quelque louche diversion, comme en 1878, lors de la guerre turco-russe, quand fut organisée en Galicie la «confédération de Johnston» pour couper les communications sur les derrières de l'armée moscovite. Peu à peu, dans l'esprit des peuples, les Polonais devinrent quelque chose d'assez semblable aux Albanais ou aux comitadjis de Macédoine.

L'antagonisme germano-russe. — Congrès de Berlin

Cependant la situation européenne, telle que l'avait créée l'hégémonie allemande, évoluait. Un conflit latent depuis des années se précisait. Le *germanisme* et le *slavisme* tendaient à s'opposer, et cette opposition, à mesure quelle s'accentuait, ouvrait au polonisme vaincu des perspectives nouvelles et plus larges.

La Russie n'avait pas tiré la leçon de Sadowa. Il lui avait fallu celle de Sedan. Elle commença alors à comprendre qu'à la faveur des affaires polonaises, méthodiquement exploitées, la Prusse avait réalisé, avec le concours de Pétersbourg, ses grands desseins continentaux. La solidarité des deux États en face de la question polonaise n'avait jamais, au fond, que recouvert des incompatibilités. Est-ce que Frédéric II lui-même n'avait pas fortifié la Prusse Orientale en songeant avec effroi à l'accroissement de la puissance russe et en envisageant l'éventualité d'une coalition nécessaire contre le colosse du Nord? Est-ce que son neveu, Frédéric-Guillaume II, avant le second partage, ne s'était pas préparé à réaliser cette coalition, avec l'Angleterre en tête? Seulement, si la Prusse considérait le conflit comme inévitable, il lui avait toujours paru indispensable de le retarder autant que possible. Bismarck de-

vait écrire dans ses *Mémoires:* « Notre situation géographique et le mélange de deux nationalités dans nos provinces orientales, sans en exclure la Silésie, nous forcent à retarder autant que possible l'ouverture de la question polonaise ».

Pour cela, il n'y avait qu'un moyen: régler la politique polonaise de Berlin sur celle de Pétersbourg et aiguiller la Russie du côté des Balkans en attisant sa rivalité avec l'Autriche.

Telle fut bien, effectivement, la politique de Bismarck. Mais cette politique devenait de plus en plus malaisée à mesure que s'accusait la prépondérance du germanisme. Plus les affaires balkaniques s'aggravaient, plus il était difficile pour Berlin d'utiliser la question polonaise comme régulateur de ses rapports avec Pétersbourg. La Russie finit par se rendre compte du double jeu. Ses tendances antigermaniques se développèrent rapidement après la guerre franco-allemande. En 1875, quand Bismarck prit prétexte de la question des armements français pour faire à Paris des démarches menaçantes, ce fut l'intervention personnelle d'Alexandre II à Berlin qui écarta la guerre imminente.

Le *Congrès de Berlin*, en juillet 1878, ouvrit définitivement les yeux de la Russie. Cette fois, il n'en était plus de même qu'aux Congrès de Paris, après la guerre de Crimée: l'Allemagne se trouvait aux côtés de l'Angleterre contre la Russie. L'Autriche était autorisée à occuper et à administrer la Bosnie et l'Herzégovine. Elle établissait son protectorat sur le Monténégro. Elle s'avançait comme un coin entre lui et la Serbie. La route de Salonique était ouverte. C'était, pour Bismarck, la revanche de 1875. En Russie, l'animosité contre l'Allemagne prit des formes violentes.

L'Autriche, désormais, se trouvait définitivement engagée dans le système bismarckien. Condamnée à choisir entre l'empire allemand et la Russie panslaviste, elle liait ses destinées à Berlin. En octobre 1879, l'*alliance austro-*

allemande était signée. Après l'occupation de la Tunisie, en 1881, elle devait se transformer en *Triplice*.

En face de ces événements qui modifiaient si profondément la configuration politique de l'Europe, quelle était l'attitude de la France? L'opinion, après 1870, commence à s'orienter lentement. Les préventions contre le slavisme diminuent. Si des publications comme la « Revue des Deux Mondes » persistent dans leurs tendances antirusses, plusieurs journaux se décident à faire une place aux choses slaves. La « République Française » de Gambetta insstalle à Prague un correspondant attitré. Les savants tournent leur attention vers la Russie. En 1872, *Louis Léger* y est envoyé en mission par le Ministère de l'Instruction Publique. *Alfred Rambeau* et *Anatole Leroy-Beaulieu* y voyagent la même année. Dans le gros ouvrage qu'il en devait rapporter, ce dernier écrira quelques années plus tard: « Les patriotes doivent regretter qu'en 1815 la France ait fait repousser les propositions d'Alexandre Ier et livré la Posnanie à la Prusse et à la germanisation. » Ce jugement était excessif, sans doute, mais il marquait une époque. On sentait que l'on avait placé la question polonaise sur un mauvais terrain, que les dispositions antirusses de la France avaient fait le jeu de la Prusse, et que l'on avait eu tort d'être plus attentif à la politique polonaise de Pétersbourg qu'à celle de Berlin.

Les Habsbourgs et l'emprise allemande. — Rôle des Polonais

Il eût fallu comprendre autre chose encore, et tout de suite: l'immense importance des affaires d'Autriche dans l'élaboration du nouveau système continental. C'était à Vienne qu'il importait d'arrêter les conséquences de Sedan. La Prusse, depuis longtemps, et bien avant Sadowa, jouait de l'Autriche. Elle se servait d'elle comme d'un épouvantail devant la Russie. Elle lui prêtait des visées sournoises en Pologne. Elle la poussait vers les Balkans, en se frayant derrière elle la voie de Constantinople. Elle s'appliquait à faire croire partout, et surtout à Péters-

bourg, qu'il existait une incompatibilité naturelle et irrémédiable entre les intérêts de l'Autriche et ceux de la Russie.

Cette incompatibilité était-elle réelle? Était-il absurde de songer à enrayer, sinon à liquider, le conflit austro-russe dans les Balkans? L'Autriche ne visait pas Constantinople, mais la côte de la Mer Égée. Libre d'elle-même, dégagée de la tutelle allemande, elle pouvait être amenée, semble-t-il, à orienter sa politique de manière à ne point heurter de front les ambitions balkaniques de sa concurrente slave. Une conciliation des intérêts austro-russes était le plus sûr moyen de faire pièce à l'expansion allemande et aux plans de « Mitteleuropa ».

Que ce système ne fût pas insensé, on en a la meilleure preuve dans le fait qu'il devait être plus tard à l'ordre du jour, au temps d'Édouard VII. S'il n'était plus réalisable quand on l'envisagea sérieusement, il l'était après 1870, quand personne ne s'avisa d'y songer.

Jusqu'aux environs de 1880, l'Autriche nouvelle n'était pas cristallisée. De fortes tendances antiallemandes y subsistaient. La lutte était acharnée entre les *centralistes*, partisans du dualisme austro-hongrois et de l'hégémonie allemande, et les *fédéralistes*, qui voulaient faire de la monarchie un système d'États autonomes où les Polonais, les Tchèques, les Slaves du Sud auraient eu une large place. Nul ne sut, en Europe, comprendre que cette lutte n'était pas un simple épisode d'histoire intérieure, mais la péripétie diplomatique la plus décisive de notre temps. La victoire des centralistes, c'était la subordination définitive de Vienne à Berlin, c'est-à-dire l'inévitable aggravation du conflit avec la Russie dans les Balkans, jusqu'à la catastrophe finale. La victoire des fédéralistes, c'était l'endiguement du germanisme, le maintien de l'équilibre continental, la possibilité d'un accord fécond entre Vienne et Pétersbourg.

Des Polonais d'Autriche, comme *Grocholski*, *Ziemialkowski*, *Smolka*, *Dunajewski*, se rendaient très bien compte

de cette situation et travaillaient de toutes leurs forces à orienter la monarchie dans le sens du fédéralisme.

Bismarck, lui, suivait leur action avec une vigilance inquiète. « J'ai le sentiment, écrivait-il par exemple le 7 février 1872 au comte Eulenburg, que si le terrain, dans nos provinces polonaises, n'est pas visiblement chancelant, il est en tout cas si miné qu'il peut s'effondrer dès que surgira, à l'extérieur, une politique polono-catholico-autrichienne. Je considère comme indispensable de publier des mesures parant aux éventualités possibles au cours des prochaines années. »

Les précautions du Chancelier allemand étaient superflues. Les possibilités qui l'alarmaient, la France ne les aperçut même pas. Elle ne fit rien pour obliger la Prusse à se retourner vers l'Est et pour l'embarrasser du problème polonais. Ce problème, elle le considérait comme liquidé. Elle n'encouragea pas d'un geste l'effort des Polonais d'Autriche. Elle ignorait totalement leur rôle. Elle les laissa, et l'Autriche avec eux, se débattre seuls contre l'emprise germanique. La menace de la « politique polono-catholico-autrichienne » fut balayée sans peine par le triomphe du centralisme, bientôt suivi, en 1879, de la création de la Duplice, qui scellait l'asservissement de l'Europe centrale au germanisme.

Convention de Skierniewice (1884)

Mal servie par une diplomatie inerte et timorée que le *président Grévy*, en cette même année 1879, venait symboliser par sa politique d'isolement recueilli hostile à toute combinaison extérieure, la France ne pouvait plus attendre son salut que du jeu même des événements.

Bismarck, après avoir conclu l'alliance austro-allemande, fut tout à l'aise pour maintenir avec la Russie les liens naturels qu'établissait la question polonaise. Il appelait cela « le fil télégraphique ». En 1880, il fit accepter au tsar, pour une durée de dix ans, un *pacte russo-allemand* qui devait rester ignoré de l'Autriche.

Alexandre III, qui monta sur le trône l'année suivante, connaissait la convention austro-allemande. Il était marié à une princesse danoise. Les influences prussiennes à Pétersbourg s'affaiblirent notablement. Des mouvements de troupes se firent en Pologne. On bâtit les forts détachés de Varsovie. Des incidents antiallemands commencèrent à se produire dans les provinces baltes, que la presse chauvine de Berlin réclamait maintenant comme des «provinces perdues». A Varsovie, à Pétersbourg, à Paris, le général *Skobelev* parlait du conflit suprême entre Germains et Slaves, en dénonçant les Allemands comme les ennemis les plus dangereux de la Russie.

L'heure était-elle venue de la lutte que la Prusse prévoyait et redoutait depuis un siècle? A quels hasards allait être livrée toute l'œuvre accomplie du côté de la Pologne? Une Pologne nouvelle n'allait-elle pas naître, fatalement, de cette guerre? Que pensait-on et qu'allait-on faire à Posen et à Varsovie?

Ces préoccupations hantèrent l'esprit de Bismarck. On le sait par différents témoignages, et notamment par un curieux opuscule publié à Leipzig, en 1884, sous le titre: «*Bismarck, 12 Jahre deutscher Politik.*» En 1881, il écrivit en français à un conservateur polonais un billet où il le priait de venir à Varzin pour s'entretenir avec lui de «plusieurs questions intéressantes». Il lui fit savoir, dans une conversation tout à fait confidentielle, qu'il désirait, «en raison de certaines éventualités», connaître les dispositions des milieux polonais influents et modérés. Il lui demanda, en envisageant à titre de pure hypothèse une action de l'Allemagne contre la Russie, quel lien il voyait éventuellement entre cette action et la question polonaise, si un accord des Polonais avec la Russie était possible, et comment ils se comporteraient au cas où il leur serait fait des conditions d'existence meilleures. L'interlocuteur du Chancelier répondit en termes évasifs, mais en laissant nettement entendre que ses compatriotes, en tout état de cause, n'abandonneraient jamais leurs revendications nationales.

Étant donné cette réserve des Polonais, il apparut évident à Bismarck qu'une guerre avec la Russie comportait des risques trop redoutables et que le plus sage était d'en rester à la méthode traditionnelle: réserver la question polonaise comme une sorte de zone neutre où serait maintenu, pour le profit du Reich, le contact entre Berlin et Pétersbourg.

On assiste ainsi, après 1881, à l'étrange et paradoxal spectacle de deux empires dont les orientations divergent de plus en plus et qui pourtant, à leur frontière commune, de la Baltique à la Galicie, harmonisent parfaitement leur politique. De part et d'autre, la diplomatie et la presse évitent le problème polonais. De part et d'autre, la Pologne est un gage, une garantie. C'est l'Allemagne qui tire de là le plus grand profit. Elle intimide discrètement sa voisine, et elle la contrôle. Quand le vieux Gortchakov se retire, en 1882, le général *Ignatiev*, accusé de dispositions antiallemandes, est évincé, et c'est un germanophile, *M. de Giers*, qui est appelé au poste de Chancelier. M. de Giers multiplie les visites à Bismarck. En 1883 et 1884, c'est une série de démonstrations officielles d'amitié entre l'Allemagne et la Russie. Cette année-là, le 7 mars, le tsar accepte une convention avec l'Allemagne et l'Autriche, les trois puissances s'engageant à une neutralité bienveillante au cas où l'une d'elles serait en guerre avec une quatrième puissance.

Ce fut en Pologne, comme de juste, qu'eut lieu la ratification du nouveau pacte. Accompagnés de leurs chanceliers, Bismarck, Giers et Kalnoky, les trois empereurs se réunirent le 15 septembre au château de *Skierniewice* et signèrent la convention pour trois ans. Alexandre III, après cela, envoya son portrait à Bismarck. Un siècle après les partages, vingt ans après l'écrasement de la dernière insurrection, la question polonaise demeurait le lien le plus fort entre les monarchies du Nord, et c'était elle qui permettait de maintenir l'ordre nouveau d'où étaient sorties l'humiliation de la France et l'hégémonie de l'Allemagne. Après la création de la Triplice, la Convention

de Skierniewice consacrait le triomphe de la politique bismarckienne.

Quinze mois plus tard, le 28 janvier 1886, le Chancelier impérial, du haut de la tribune du Landtag, lançait un défi public à toute la Pologne en constatant son isolement total et en prenant acte de son abandon par la France: « Jamais nous ne consentirons au rétablissement de la Pologne. Quand les Polonais jettent leur question nationale dans la discussion, je réponds avec mon ancien et peut-être futur collègue anglais M. Gladstone: *Hands off!* (A bas les mains!) Aujourd'hui les choses ont changé. La France, qui jadis avait un intérêt prédominant au rétablissement de la Pologne, concentre ses pensées plutôt directement sur l'Allemagne, tandis qu'autrefois elle ne pensait à nous qu'indirectement. On n'entend plus parler d'efforts français en faveur de la Pologne comme sous Louis-Philippe et Napoléon III. De son côté la politique européenne a été trop absorbée par les événements de 1866 et de 1870 pour écouter les Polonais. Mais la lutte pour l'existence continue entre la Prusse et la Pologne... On l'a dit déjà: le ciel et la terre s'uniront plutôt que les Allemands et les Polonais... »

L'alliance franco-russe

Grisé par ses succès, le Chancelier allemand s'engagea à fond dans les périlleux paradoxes de son système. En 1887, il soutint en Bulgarie le candidat autrichien, Ferdinand de Saxe-Cobourg, tout en protestant à Pétersbourg de son désintéressement. *Flourens* fit connaître ce jeu à la Russie. Bismarck, voyant que tout s'écroulait, voulut précipiter la rupture avec la France avant l'expiration du pacte de Skierniewice. Le 20 avril, c'était l'incident Schnæbelé. Le tsar s'entremit en faveur de la France.

Les circonstances de 1887 étaient assez analogues à celles de 1875. Alexandre III s'interposait à Berlin comme l'avait fait Alexandre II. Mais, cette fois, la situation s'était précisée. Une vague plus puissante d'antigerma-

nisme souleva l'opinion en Russie. Comme en 1881, on commença des préparatifs militaires. A Berlin, les valeurs russes furent exclues du marché allemand. La mort de Guillaume Ier, en mars 1888, vint affaiblir les liens de famille entre les deux dynasties.

Instruite par les deux alertes de 1875 et de 1887, la France comprenait maintenant les dangers de son isolement. En face de l'Autriche et de l'Italie liées à l'Allemagne, de l'Angleterre rendue hostile par sa politique coloniale et par les affaires d'Égypte, il ne lui restait que la ressource d'exploiter le malaise russo-allemand. Elle prêta de l'argent à la Russie.

Après une série d'emprunts, entre la fin de 1887 et 1891, et après la disparition de Bismarck congédié par le nouveau Kaiser Guillaume II, l'*alliance franco-russe* fut réalisée. Le 21 juillet 1891, l'escadre de l'amiral Gervais arrivait à *Cronstadt*. Le 15 août était signé un accord diplomatique secret. L'année suivante un accord militaire fut mis à l'étude. L'élaboration en fut très pénible. Le général *Obroutchev* ne voulait pas d'une convention signée. Il estimait que la parole donnée était suffisante. A maintes reprises, il déclara au général *de Boisdeffre* que l'Autriche était « l'ennemi principal », et il insistait pour que la Russie ne fût point tenue de mobiliser si l'Allemagne seule mobilisait. L'accord fut enfin conclu le 13 décembre 1893.

Les difficultés auxquelles il donna lieu étaient hautement significatives. Les objectifs des deux contractants ne concordaient pas. La France cherchait avant tout une assurance contre l'Allemagne. La Russie visait principalement l'Autriche. On ne devait que trop s'en apercevoir le jour où l'alliance allait être appelée à jouer, en 1914. D'où provenait ce vice fondamental du pacte franco-russe? De la question polonaise.

Après le véhément discours antipolonais prononcé par Bismarck devant le Landtag, le 28 janvier 1886 (v. p. 337), un Français avait publié à Paris, sous le couvert de l'anonymat, une brochure ayant pour titre « *Graves aveux* », où

il marquait avec force la place que la question polonaise tenait dans les préoccupations du Chancelier. « Nous ne voulons pas, y disait-il, pousser la France à des entreprises hasardeuses, car ses malheurs lui imposent le devoir d'être prudente. Nous voulons simplement dire à nos compatriotes: méditez-les, ces aveux, ces cris de colère échappés à votre grand ennemi... Si vous ne devez pas vous engouer de la Pologne, vous n'en devez pas moins vous rappeler à quel degré extraordinaire cette nation vous a toujours été sympathique, et qu'il a fallu son anéantissement pour rendre possibles les invasions de 1814, de 1815 et de 1870... M. de Bismarck a soulevé la question polonaise, hâtez-vous de l'étudier; elle n'est plus une quantité négligeable. »

Or, cette voix, qui traduisait les sentiments de quelques Français éclairés, n'avait pas été entendue. On ne s'était point hâté d'étudier, au Quai d'Orsay, la question polonaise. On se garda bien d'y toucher quand on aborda les négociations avec la Russie. Soucieuse de leur réussite, la France ne songea qu'à elle-même.

Lui était-il réellement impossible de profiter des circonstances pour servir la cause du pays martyr qui n'avait jamais renoncé à mettre en elle sa confiance et ses espoirs? A aucune époque l'antagonisme entre la Pologne et la Russie n'avait été national. Les deux peuples ne se haïssaient point. Les tendances antipolonaises de la Russie, malgré tous les échauffements artificiels, étaient d'ordre gouvernemental et diplomatique. Cette politique, par essence, était germanique. Plus d'une fois, dans les hautes sphères, on avait été excédé des soucis polonais, et il était évident depuis longtemps qu'aucune perspective ne s'ouvrait au panslavisme de ce côté.

Qu'un rapprochement franco-russe dût avoir des conséquences graves dans le domaine de la question polonaise, Bismarck, si réaliste, en était convaincu d'avance et l'appréhendait fort. On pouvait effectivement, avec quelque diplomatie et un peu de générosité, déterminer la Russie,

qui avait grand besoin des capitaux français, à envisager autrement le problème polonais. On pouvait l'amener, tout au moins, et en attendant, à replacer ses sujets polonais sous la garantie des traités de 1815 dont les dispositions demeuraient entières. Non seulement la France eût par là donné aux Polonais un témoignage de sympathie que méritaient ses épreuves et son attachement, mais elle aurait, en même temps, placé l'alliance franco-russe sur un terrain solide et lui aurait donné toute son efficacité contre l'Allemagne.

La France n'osa pas. Loin de soulever l'ensemble du problème polonais, ce que la prudence pouvait lui commander d'éviter, elle abandonna les traités de Vienne, sur lesquels tous les gouvernements antérieurs avaient appuyé leur politique polonaise. Elle se rallia purement et simplement à la vieille et impudente thèse de la chancellerie russe d'après laquelle la question polonaise n'était qu'une « affaire intérieure ». Par là elle trahissait les Polonais, les traités internationaux, et ses intérêts propres.

Dans la préface d'un livre traduit du polonais, Anatole Leroy-Beaulieu écrivait plus tard, en 1909 : « Affirmer que la question polonaise n'est pour la Russie qu'une question qui regarde uniquement les Russes et ne concerne en rien l'étranger, c'est méconnaître toute l'histoire du dernier siècle, c'est oublier que la politique et la diplomatie russe ont été presque constamment dominées par cette question polonaise, que c'est elle qui a fait et maintenu si longtemps l'alliance de Pétersbourg et de Berlin, elle qui a permis à la Prusse de Bismarck d'élever le nouvel empire allemand, elle encore qui, aujourd'hui même, en dépit de l'alliance officielle de la Russie avec la France, donne à Berlin une prise sur la politique du tsar. »

En oubliant la Pologne à l'heure de l'alliance et en acceptant que la question polonaise ne fût plus qu'une affaire intérieure russe, la France affaiblissait la portée de son pacte avec le tsar et faussait à ses propres yeux toute la configuration politique de l'Europe contemporaine

L'alliance portait à faux. Elle reposait sur une équivoque fondamentale. Si les hommes d'État allemands disaient vrai, si la question polonaise était bien, comme l'affirmait Bismarck et comme devaient le proclamer ses successeurs, un problème d'intérêt vital pour le Reich, quelle pouvait être la valeur d'un pacte dont ce problème était éliminé? Que pouvait signifier une alliance avec un pays de l'Est européen sans un programme polonais? Pour éviter le risque d'inquiéter Pétersbourg, on comblait les vœux de Berlin. Bismarck n'avait-il pas voulu que la question polonaise demeurât le trait d'union entre l'Allemagne et la Russie? La France l'y aidait par sa pusillanime et égoïste discrétion. Elle croyait peut-être sacrifier les Polonais à la Russie: elle les sacrifiait d'abord à l'Allemagne.

Depuis un siècle, elle les avait soutenus et encouragés, alors qu'elle n'était pas menacée directement par le germanisme. Elle les rejette et les renie quand il triomphe. Au moment où se fait une nouvelle distribution des forces du continent, elle accepte que 25 millions de Polonais, plus attachés à elle qu'aucun peuple, soient omis dans le bilan européen. Elle condamne les Polonais de Prusse à l'alternative de mener seuls une lutte terrible ou de se soumettre au germanisme. Elle condamne ceux d'Autriche à se laisser capter, à la longue, par le système viennois et à s'enliser dans un loyalisme dangereux dont profiteront les États du centre. Elle condamne ceux de Russie à perdre jusqu'à l'illusion des garanties que leur conféraient les traités de Vienne et à être noyés à côté des Khirgizes et des Samojèdes dans la vaste cohue des allogènes de l'empire. Bismarck, avant de mourir, eut la satisfaction d'assister à ce spectacle inespéré: la consécration et le couronnement par la France républicaine, alliée à la Russie tsariste, de l'œuvre antipolonaise à laquelle il avait dévoué sa vie.

La lecture de la presse française, à coup sûr, adoucit les amertumes de sa fin. Ces Polonais que l'on accueillait naguère avec vénération, dont le nom flamboyait comme

un symbole d'héroïsme et de justice opprimée, on évitait maintenant de parler d'eux, pour n'offenser point la Russie, à moins qu'on ne les dénigrât pour lui complaire.

L'exilé hier sacré devint importun. On appela « Russes » ceux-là même qui avaient lutté contre Nicolas Ier et Muraviev-le-Pendeur. On en vint bientôt, jusque dans les milieux éclairés, à prendre les Polonais pour une variété de Moscovites. Un Français qui était au fait des choses slaves avait le courage d'écrire en 1897, malgré sa sympathie modérée pour les Polonais [1] : « Autrefois nous étions hypnotisés par la Pologne. Nous le sommes aujourd'hui par la Russie. Nous la mettons partout, même où elle n'a rien à voir. On a imprimé sérieusement que Bosak Hauke, l'ancien insurgé de 1863 tué pour nous devant Dijon en 1870, était un général russe. On traite d'artistes russes les Polonais du Conservatoire de Varsovie qui viennent se faire entendre à Paris. On n'a pas encore fait de Chopin un musicien russe, mais on y viendra. On s'arrache les récits des nouvellistes russes de troisième ordre, et on ignore systématiquement les comédies d'un Fredro, les romans d'Orzeszko ou de Sienkiewicz. Les Russes, qui traduisent dans leurs revues les productions les plus remarquables de la littérature polonaise, sont beaucoup plus éclectiques que nous. »

Bien des Polonais, après la signature de l'alliance franco-russe, désespérèrent de la France. Quelques-uns perdirent courage. D'autres se prirent à penser que la rupture officielle de la solidarité entre les copartageants et le jeu naturel de la Triplice et de la Duplice amèneraient vraisemblablement, un jour ou l'autre, la réapparition du problème polonais sur le terrain international. Tous tirèrent de l'événement une leçon de réalisme, qui confirmait les enseignements de la dernière insurrection. Isolée, abandonnée, il ne restait à la Pologne, pour se sauver de l'anéantissement, qu'à poursuivre le grand effort national qu'elle avait entrepris au lendemain du désastre de 1863.

[1] Louis Léger, *Le Monde Slave*, p. XXI.

II. — LE RÉGIME PRUSSIEN. DE BISMARCK A BETHMANN-HOLLWEG

La Prusse viole officiellement les traités de 1815. — Objectif antipolonais du Kulturkampf. — La Prusse entreprend le refoulement du polonisme. — L'ordonnance Puttkamer (1885). — Discours de Bismarck au Landtag (28 janvier 1886). — Loi de Colonisation. — Le Chancelier Caprivi (1890–1894). Échec de la politique de ralliement. — Les pèlerins de Varzin. — L'antipolonisme érigé en doctrine nationale. — L'affaire de Wrzesnia (1901). — Loi d'Expropriation (1908). — Organisation des Polonais. — Émancipation de la Haute-Silésie.

Incorporation définitive des provinces polonaises

Tout en faisant appuyer secrètement le mouvement insurrectionnel polonais de 1863, Bismarck avait pris ostensiblement des dispositions pour favoriser la répression russe. Quatre corps prussiens avaient été concentrés dans les provinces orientales. Une ordonnance de *Horn*, président de Posnanie, avait prévenu les Polonais que ceux qui participeraient à l'insurrection du Royaume seraient poursuivis pour haute trahison. Après l'échec du mouvement, tous les partisans qui avaient passé la frontière furent bannis, et leurs biens confisqués.

La victoire de la Russie était aussi une victoire de la Prusse. Il s'agissait d'en tirer profit. Les territoires polonais attribués aux Hohenzollern par les traités de 1815 tenaient de ces traités, comme on sait, un statut particulier garantissant leur caractère national. La constitution prussienne du 31 janvier 1850 avait fait bon marché de ce statut, et les députés polonais avaient protesté par une démission collective (v. p. 285). Ce que la Prusse avait fait après l'échec des mouvements révolutionnaires de 48, elle le poursuivit et l'acheva après ses victoires sur l'Autriche et sur la France.

En 1866, ayant battu l'Autriche et brisé la Confédération Germanique, elle rattacha à la «*Confédération de l'Allemagne du Nord*» la Prusse Occidentale et le Grand-Duché de Posnanie. Au milieu de l'indifférence totale des cabinets, les Polonais protestèrent au Landtag le 11 septembre 1866, à la Chambre des Seigneurs le 17, au Parlement de la Confédération le 18 mars 1867. Bismarck leur répondit par l'insulte et la raillerie: «Les aspirations polonaises ne tiennent pas debout devant l'Europe. Vous qui dites, Messieurs, représenter ici la nation polonaise, renoncez donc à inquiéter l'Europe, la Prusse, votre province elle-même, en poursuivant un but irréalisable.»

Après la guerre franco-allemande, le premier Reichstag ayant été réuni le 21 mars 1871 et saisi d'un projet gouvernemental de constitution de l'empire, le député *Zółtowski* déposa le 1er avril, au nom de tous ses collègues polonais, une motion rappelant les dispositions des traités de Vienne et demandant à l'assemblée de déclarer «qu'il n'appartient pas à la compétence du Reichstag d'incorporer dans l'empire les anciennes provinces polonaises se trouvant sous la domination prussienne». Bismarck, de nouveau, fut ironique. Il refusa aux Polonais le droit de se considérer comme tels et les invita dédaigneusement à renoncer à ces «fictions qui troublent le regard et faussent le jugement». Le Reichstag consacra par son vote la violation officielle et définitive des dispositions du Congrès de Vienne. Les puissances restèrent muettes.

Réduits à l'état de simples sujets de l'empire et dépouillés de toute espèce de garantie internationale, les Polonais allaient maintenant avoir à subir le grand assaut du germanisme triomphant.

Le système bismarckien. — Le Kulturkampf

Le 7 février 1872, Bismarck adressait au comte Frédéric *Eulenburg*, ministre de l'Intérieur de Prusse, une lettre brutale où il le menaçait de se retirer si l'action antipolonaise n'était pas engagée à fond. Invoquant la possi-

bilité de complications extérieures, et notamment le danger d'une «politique polono-catholico-autrichienne», il déclarait: «Il me faut des preuves positives que vous voulez agir avec moi contre les Polonais, qui sapent les bases de l'État prussien.»

Si Bismarck, avant 1870, avait dû plus d'une fois forcer la main au Landtag et lui imposer sa politique polonaise, il était maintenant assuré de son concours. Les anciens libéraux d'opposition, favorables aux Polonais, avaient cédé la place aux conservateurs et aux nationaux-libéraux, qui leur étaient hostiles. Depuis 1870, et surtout depuis 1886, une majorité antipolonaise très forte domina constamment au Landtag, où les Polonais, défavorisés par un système électoral rétrograde, n'avaient qu'un petit nombre de représentants (entre 19 et 13) et où ils ne pouvaient guère compter que sur l'appui de l'extrême-gauche et du centre catholique. Au Reichstag, où ils disposèrent, suivant les législatures, de 14 à 20 sièges, les tendances leur furent, en général, plus favorables, mais les compétences de l'assemblée étaient restreintes et le gouvernement prussien entendait rester maître de sa politique polonaise.

Rien n'est connu, à l'étranger, de l'action polonaise dans le domaine de la politique allemande et à l'intérieur des assemblées représentatives. Étouffée par l'Allemagne et sa presse, la voix des Polonais n'a jamais eu d'écho. Et pourtant, elle était éloquente et courageuse. Dans une lutte par trop inégale, à peu près totalement isolés, ils ne devaient pas cesser, jusqu'à 1914, jusqu'à l'armistice, de défendre non seulement les droits nationaux de leurs mandants, mais les principes de la démocratie moderne contre l'impérialisme militariste.

Bismarck était convaincu que le clergé catholique était, avec la noblesse, l'élément le plus dangereux du polonisme. Dès le mois de décembre 1864, il échangeait avec Gortchakov une correspondance sur la nécessité d'une politique anticatholique commune à l'égard des Polonais. Les préoccupations d'ordre confessionnel ne sauraient jamais être oubliées quand on étudie les affaires de Pologne.

« Quand j'ai engagé le *Kulturkampf*, déclarait un jour Bismarck, j'y ai été principalement déterminé par le côté polonais de la question. » Il inaugura cette lutte fameuse, le 8 juillet 1871, par la suppression du « Département catholique » au Ministère de l'Instruction publique et des Cultes. Ce Département, créé en 1840, était, d'après lui, aux mains des magnats polonais. « Aussi ai-je considéré comme nécessaire, expliquait-il au Landtag le 28 janvier 1886, d'en accepter la suppression, et c'est précisément la cause pour laquelle j'ai été entraîné au Kulturkampf. La personne qui m'a déterminé à cette lutte est M. *Krätzig*, chef du Département Catholique, de ce service que l'on avait créé pour la défense des lois royales et de celles de l'Église, mais qui travaillait exclusivement à défendre les droits de l'Église catholique et en particulier les aspirations polonaises hostiles à la couronne. »

Cette affirmation de 1886 était peut-être exagérée, mais il est certain, en tout cas, qu'une politique anticatholique concordait parfaitement avec les intérêts de la lutte contre les Polonais. Aussi les épisodes les plus mouvementés du Kulturkampf eurent-ils lieu dans les provinces de l'Est. En mai 1873, une loi spéciale limita les droits du clergé. Elle enlevait aux prêtres l'inspection de l'enseignement religieux dans les écoles, et imposait l'emploi de la langue allemande dans cet enseignement. Les sermons devaient être soumis au contrôle des agents gouvernementaux. D'impitoyables mesures de rigueur furent prises contre les récalcitrants. Les séminaires de Posen et de Gniezno furent fermés. L'archevêque de Posen, Monseigneur *Ledóchowski*, emprisonné en février 1884, puis frappé de bannissement, vint s'établir à Rome, où Pie IX lui donna le chapeau de cardinal. L'évêque suffragant de Posen, *Janiszewski*, fut à son tour arrêté et proscrit (juillet 1874), et après lui l'évêque de Gniezno, *Cybichowski*. En 1880, sur 40 doyens du diocèse de Gniezno-Posen, 35 étaient en prison, et 97 paroisses se trouvaient sans prêtre. Le gouvernement ferma 296 cloîtres. D'innombrables poursuites furent intentées aux fidèles. La plu-

part des familles polonaises eurent à souffrir des persécutions.

Bismarck, en dix années de lutte, infligea aux Polonais de grands dommages matériels, mais il ne réussit pas à les vaincre. Il avait commis une erreur psychologique profonde, dont il devait avoir le temps de mesurer les conséquences. En essayant de violenter la conscience des Polonais, il avait, mieux que Flottwell, réalisé l'union de toutes les classes, augmenté le prestige du clergé, et exalté dans les masses l'idée nationale. Plus encore qu'en Posnanie, ces résultats furent sensibles en Haute-Silésie, où le polonisme, associé au catholicisme, réalisa de grands progrès dans cette période. Le *Kulturkampf* a été la grande faute de la politique polonaise de Bismarck. Il demeure le témoignage le plus frappant de l'impuissance où est la Prusse de pénétrer l'esprit polonais. Il a contribué peut-être plus que toute autre cause à former ce sens démocratique, cette cohésion nationale et sociale qui caractérisent de nos jours l'ancienne Pologne prussienne.

A l'assaut du polonisme. — Loi de colonisation (1886)

En même temps que la persécution religieuse faisait rage, toutes les administrations prussiennes, centrales et locales, se lançaient à l'assaut du polonisme. Plus furieuse que les autres, une nouvelle rafale de lois, ordonnances et arrêtés s'abat sur les provinces de l'Est. A partir de 1872, les noms de communes et de localités sont germanisés en masse. Les Polonais employés dans les services publics sont expédiés dans les provinces occidentales du Reich. La Posnanie se voit refuser le bénéfice de la grande réforme administrative réalisée par les lois du 13 décembre 1872 et du 29 juin 1875. Entre 1872 et 1874, une série d'ordonnances germanisent totalement l'enseignement primaire et secondaire dans les provinces polonaises. L'emploi de l'allemand comme langue d'enseignement est imposé en Haute-Silésie par l'ordonnance du 20 septembre 1872, dans les deux Prusses par celle du 24 juillet 1873,

en Posnanie par celle du 27 octobre de la même année. La loi du 28 août 1876 abroge toutes les dispositions antérieures qui garantissaient en quelque mesure les droits du polonais dans l'administration et la justice.

En 1880, un recensement de la population fut effectué. Il attestait que les Polonais se développaient plus vite que les Allemands, malgré les conditions défavorables créées par la politique officielle. A Berlin, ce fut de la stupéfaction et de la colère. Lorsqu'après les alertes extérieures de cette période la Prusse fut rassurée par la Convention de Skierniewice (septembre 1884), elle décida d'intensifier la lutte contre les Polonais et d'entreprendre leur refoulement.

Le 26 mars 1885, une *ordonnance* du ministre de l'Intérieur *Puttkamer* prononça l'expulsion de tous les Polonais ressortissants d'un État étranger. L'exécution de la mesure fut impitoyable. Malgré la rigueur de la saison, plus de 30.000 personnes de tout âge, parmi lesquelles beaucoup d'Israélites russes, furent chassées hors des frontières. L'opinion européenne s'émut. Les Polonais d'Autriche élevèrent des protestations indignées au Reichsrat et aux Délégations. Le Reichstag lui-même adopta, le 26 janvier 1886, une motion du centriste *Windthorst* réprouvant l'acte du cabinet. Ces démonstrations n'eurent point d'effet. « Le refoulement de l'élément allemand dans certaines provinces orientales, déclarait le Kaiser à l'ouverture du Landtag, le 14 janvier 1886, impose au gouvernement le devoir d'aviser aux moyens propres à assurer la situation présente et le développement de la population allemande. »

Bismarck fut d'ailleurs exaspéré en voyant certains milieux parlementaires considérer sa politique polonaise comme contraire aux intérêts de l'Allemagne. Deux jours après le vote de la motion Windthorst, le 28 janvier 1886, il se livre à la tribune du Landtag à une furieuse diatribe où il sonne le rappel du germanisme. Il remonte à Napoléon et aux traités de 1815 pour dire que « les agissements séditieux » des Polonais ont annulé les engagements pris alors

par le roi de Prusse. Il évoque 1830, puis 1848, où les démocrates prussiens ont conclu un pacte insensé avec les Polonais « sur les barricades de Berlin » et où il se souvient d'avoir vu Mieroslawski passer sur un char, « pittoresquement costumé comme personnage principal du cortège », puis son ambassade à Pétersbourg, où il a suivi de près les affaires polonaises, puis enfin l'année 1863, où sa politique d'accord avec la Russie soulevait les récriminations aveugles du Landtag.

« Vingt-trois ans se sont écoulés depuis. Les passions se sont calmées. Nous espérons de nouvelles étapes de réconciliation et la reconnaissance de notre impartialité, mais jamais nous ne consentirons au rétablissement de la Pologne. La lutte pour l'existence continue entre la Prusse et la Pologne. Nous avons constaté que tous les efforts pour gagner à l'Allemagne la noblesse polonaise étaient stériles, et qu'il fallait changer de système, diminuer la population polonaise pour augmenter la population allemande. Nous avons assez de nos Polonais allemands. Il faut nous débarrasser des Polonais étrangers. C'est une mesure politique que nous maintiendrons énergiquement, et vingt votes du Reichstag n'y changeront rien. »

Bismarck constatait ensuite, avec une stupéfaction rageuse, les progrès du polonisme en Haute-Silésie : « Dans ma jeunesse, on ignorait de telles tendances dans cette province. » Puis il esquissait un programme de colonisation.

« Telle est, concluait-il, la situation, à la lumière du passé. Je ne crois pas que la paix soit en danger d'être troublée, mais la situation intérieure me préoccupe. Il est possible que la Providence veuille soumettre le patriotisme allemand à une nouvelle et purifiante épreuve. »

« Si nous avons la szlachta, disait Bismarck dans le même discours, nous avons les Polonais. » En présentant une loi de colonisation, il visait avant tout les nobles. L'idée première en appartenait à Christophe *Tiedemann*, président de la régence de Bydgoszcz. Comme il l'apprend dans son journal, publié en 1907, ce fut lui qui élabora le projet dans un mémoire adressé à Bismarck. Le Chan-

celier et lui ne songeaient pas à un crédit supérieur à 10 millions de marks. *Miquel,* chef des nationaux-libéraux, s'indigna du peu, et conseilla de demander au moins 100 millions.

Le projet fut présenté en janvier 1886. Le 26 avril, la *Loi de Colonisation* était votée. Le gouvernement obtenait du Landtag 100 millions de marks destinés à doter une commission spéciale *(Ansiedlungskommission)* dépendant directement du Conseil des Ministres et chargée de « fortifier l'élément allemand contre les empiètements de la polonisation dans les provinces de Posnanie et de Prusse Occidentale, en y établissant des paysans et des ouvriers allemands ». Les fonds furent bientôt portés à 550 millions, sans compter 360 autres pour subventionner la propriété allemande et 150 pour acheter des domaines et des forêts.

Un certain nombre de Polonais, honnis par leurs compatriotes, vendirent. Les plans de la commission étaient d'abord mal définis. Les colons manquaient. Mais à partir de 1889, la conquête foncière devint raisonnée et méthodique. Les Polonais, sous le premier choc, avaient perdu en 1890 près de 50.000 hectares. Ils n'allaient pas tarder, une fois ressaisis, à entreprendre une contre-offensive victorieuse.

La germanisàtion par l'enseignement ne donnant pas les résultats escomptés, la Prusse eut recours, dans la même période, à une nouvelle série de dispositions légales. Une ordonnance du 4 mai 1886 crée des écoles complémentaires dont les ouvriers au-dessous de 18 ans peuvent être obligés de suivre les cours. Une loi du 6 mai 1886 renforce le système des pénalités prévues pour non fréquentation scolaire. La loi du 15 juillet 1886 confère à l'État le droit exclusif de nommer les instituteurs et celui de les déplacer s'il le juge convenable. En six mois, 68 instituteurs polonais étaient envoyés dans les provinces occidentales. L'enseignement du polonais est supprimé totalement, par ordonnance du 7 septembre 1887, dans les écoles de Prusse Occidentale et de Posnanie. L'archevêque allemand *Dinder,* installé à Posen après le Kultur-

kampf, prescrit le 22 novembre 1887 l'emploi exclusif de l'allemand dans les écoles secondaires du Duché. En 1890, le polonais n'est plus admis dans les examens du baccalauréat. Le budget prussien de 1886 accorde un supplément de traitement aux instituteurs « aux convictions nationales éprouvées », des bourses aux étudiants qui s'engagent à servir l'État dans les provinces polonaises, des subventions aux bibliothèques allemandes.

L'énumération de toutes ces mesures, fût-elle complète, ne donnerait encore qu'une faible idée du régime effroyable de compression imposé aux Polonais par Bismarck. Aux élections, il contraignait les candidats polonais à faire leur campagne en allemand. Il baillonnait la presse. Il traquait jusqu'aux sociétés savantes. Les pratiques de sa police et de son administration étaient pires que les lois elles-mêmes.

Une saute de la politique prussienne: l'ère de Caprivi

Soudain, en pleine course, la machine prussienne grinça et ralentit. Guillaume Ier était mort en 1888. Après le court règne de Frédéric III, *Guillaume II* montait sur le trône. En mars 1890, le général comte *Caprivi* prenait la succession du Chancelier de Fer.

Les partis gouvernementaux, cette année-là, étaient mis en minorité dans les élections au Reichstag. Les Polonais pouvaient contribuer très efficacement à la reconstitution d'une majorité. En même temps, à l'extérieur, l'alliance franco-russe s'élaborait, et sa conclusion apparaissait désormais comme inévitable. L'Allemagne n'allait-elle pas se trouver dans la nécessité de faire face à une guerre avec la Russie? Le facteur polonais, dans cette éventualité, n'aurait-il pas une valeur capitale?

Ce que Bismarck avait tenté secrètement, en 1881, dans des circonstances analogues, mais moins pressantes, le gouvernement de Berlin fut ainsi amené à le reprendre en grand et d'une manière ostensible. On essaya de circonvenir les Polonais, et principalement leur aristocratie.

Guillaume II y employa, pour son compte, tous ses moyens de séduction. Des consignes nouvelles furent données à la bureaucratie. Les ouvriers saisonniers de Galicie et du Royaume, à qui le territoire prussien était fermé depuis 1885, furent autorisés à revenir, ce dont les agrariens allemands furent d'ailleurs les premiers à se féliciter. A la mort de Dinder, l'archevêque allemand de Posen, sa succession fut donnée au Polonais *Stablewski* (1891). L'emploi du polonais fut autorisé pour l'enseignement du catéchisme quand les enfants ne connaissaient pas bien l'allemand. Les instituteurs eurent la liberté de donner des leçons privées de polonais. Les écoles secondaires purent enseigner le polonais dans la mesure où il pouvait être utile à l'étude de la religion. Les Unions des sociétés coopératives, soumises jusque là au contrôle de l'État, furent admises à choisir leurs propres inspecteurs.

Les concessions n'allèrent pas plus loin. Quelques éléments aristocratiques, dont *Joseph Koscielski* fut le leader parlementaire, se laissèrent un moment séduire. Le club polonais du Landtag, en 1892, vota même les crédits pour la marine. Mais la masse démocratique polonaise se défiait de la « politique de cour ». L'effervescence devint inouïe à partir de 1893. Les gains apportés par les ralliés étaient insignifiants. La bureaucratie allemande n'avait fait que substituer aux méthodes brutales les méthodes sournoises. L'alliance franco-russe enfin, telle qu'elle venait d'être réalisée, ne troublait pas les bonnes relations entre Pétersbourg et Berlin ni l'harmonie de leur politique polonaise respective.

En mars 1894, la majorité du Club polonais du Reichstag désavouait Koscielski et revenait à l'opposition. Le 10, Koscielski démissionnait. En août, étant venu à Lwów où avait lieu une exposition, il y prononça un discours où il rappelait les liens existant entre les Polonais des trois empires. Le gouvernement prussien en prit occasion, lorsque le Chancelier Caprivi fut remplacé par *Hohenlohe* (1894–1900), pour renoncer à l'expérience du ralliement et revenir à la tradition bismarckienne.

Pangermanisme et Ostmarkverein. — La doctrine hakatiste

En septembre de cette année 1894, le 16, un pèlerinage de 2.000 Allemands de Posnanie se présentait à Varzin, résidence de Bismarck. Le 23, un autre flot arrivait de Prusse Occidentale. Ils venaient se plaindre des Polonais, crier leurs alarmes, appeler une croisade pour le salut des Marches de l'Est.

Bismarck les réconforta. Il avait renoncé au pouvoir, mais non pas à sa grande mission, veiller sur la Pologne comme Caton sur Carthage. Il trouva dans sa haine inexpiable la force d'être à quatre-vingts ans le Pierre l'Hermite de l'antipolonisme. Il prononça plusieurs harangues violentes où il dénonçait la szlachta polonaise, avec les socialistes, comme l'élément révolutionnaire le plus dangereux.

Ces excitations eurent un écho puissant et immédiat. Dès le 22 septembre, Guillaume II, prenant la parole à Thorn, invitait les Polonais à le soutenir contre la révolution et leur faisait savoir qu'ils devaient « se sentir absolument et entièrement sujets prussiens » pour pouvoir compter sur sa bienveillance. « Ce que j'ai dit aujourd'hui, déclarait-il en terminant, doit être pris sérieusement en considération, car je puis être fort désagréable. »

Une violente campagne de presse, aussitôt déchaînée, dressa toute la Germanie contre la Pologne. Ce qui avait été principalement, jusque là, une idée de l'État prussien apparut soudain comme la passion de tout un peuple. La « Société Pangermaniste », fondée en avril 1894, adoptait à un congrès de septembre un grand programme d'action antipolonaise. En même temps, le 28 septembre, était constituée à Posen une « Société pour le soutien du germanisme dans les provinces orientales », qui devait, à partir de 1899, porter le nom de *Société Allemande des Marches de l'Est* (Ostmarkverein). Les théories de cette organisation ont été désignées par les Polonais sous le nom d'*Hakatisme*, mot forgé avec les initiales des noms des trois fondateurs: *Hansemann*, *Kennemann* et *Tiedemann*.

L'hakatisme est autre chose qu'une hideuse hypertrophie des instincts chauvinistes, il est l'efflorescence naturelle de la pensée prussienne, la cristallisation définitive du bismarckisme. La doctrine est cohérente, raisonnée. Telle qu'elle est exposée dans les livres d'un *Massov*, d'un Ernest *Hasse*, d'un Henri *Treitschke*, elle embrasse et coordonne tous les grands problèmes intérieurs et extérieurs de l'État prussien. Conformément à la pensée et aux pratiques du Chancelier de Fer, elle place la question polonaise à la base même des combinaisons mondiales du Reich.

Un des leaders du parti national-libéral, le Dr *Sattler*, déclarait au Landtag de Prusse, le 17 janvier 1898: « Entre nous et vous l'hostilité, Messieurs les Polonais, est une nécessité naturelle. Elle n'est pas due à la malveillance individuelle, ni au désir de nuire à tel Polonais en particulier, mais à la situation géographique des deux peuples. Nous ne pouvons, nous autres Allemands, permettre qu'une nation étrangère soit établie à quelques heures de notre capitale... C'est notre devoir naturel de tendre à ce que les Prussiens de nationalité polonaise non seulement soient de bons Prussiens, ce qui est leur simple devoir, mais soient tout à fait Allemands. C'est notre devoir historique... »

Le Kaiser et ses ministres, après avoir dissimulé leurs relations avec les Hakatistes, en vinrent rapidement à faire, publiquement et en toute occasion, profession d'orthodoxie antipolonaise. « Un Allemand des Marches de l'Est qui vend son bien sans nécessité, proclamait Guillaume II à Gniezno le 9 août 1905, commet un péché contre sa patrie, quels que soient son âge et sa condition. Il n'est pas plus permis aux Allemands de quitter les provinces orientales qu'à un soldat d'abandonner son poste. » Et le 8 janvier 1907, dans son discours du trône: « Le renforcement du germanisme dans les provinces de l'Est est la mission historique de la Prusse. »

Le Chancelier *Bülow* (1900–1909), qui donna une vigueur nouvelle à la croisade antipolonaise, définissait en ces

termes la question dans un grand discours-programme du 13 janvier 1902 :

« Nous ne pouvons admettre que la racine de la puissance prussienne se dessèche et que notre nationalité, sur la Warta, sur la Vistule, sur l'Oder, soit noyée et refoulée par les flots d'une nationalité étrangère. Posen et Bromberg (Bydgoszcz), Dantzig et Thorn sont trop près du cœur de la monarchie prussienne, trop près du foyer de l'élément allemand... L'Allemagne ne peut demeurer une puissance mondiale que si notre cohésion nationale n'est pas détruite. La question des Marches de l'Est n'est pas seulement le problème le plus important de la politique prussienne, elle est tout bonnement celui dont le développement commande l'avenir immédiat de toute la patrie allemande. »

Affaire de Wrzésnia. — Loi d'Expropriation

Ces maximes, mille fois répétées en formes diverses, et que tout homme d'État européen devrait connaître par cœur avant de manier les problèmes germaniques, inspirèrent et inspirent encore la prodigieuse activité de la société hakatiste. Les adhérents, par dizaines de milliers, affluèrent de toutes les parties de l'Allemagne. D'innombrables brochures et feuilles volantes dénoncèrent avec la presse quotidienne le péril polonais, semant la haine dans tous les milieux, échauffant le zèle pangermaniste des parlements, de l'Église évangélique, du clergé catholique et des fonctionnaires. Ce fut de la frénésie, en 1895, quand les Polonais refusèrent de s'associer aux démonstrations officielles en l'honneur de Bismarck, et quand, au lieu de fêter l'anniversaire de Sedan, ils commémorèrent avec une digne tristesse le centenaire du dernier démembrement de leur patrie.

Alors on vit reparaître toutes les formes de l'oppression antérieure, enrichies de procédés nouveaux. Les représentations polonaises sont interdites. Les fonctionnaires polonais sont transférés du côté du Rhin. Par ordonnance

royale du 9 novembre 1896, les vieilles couleurs blanc-rouge du Duché de Posen sont remplacées par les couleurs prussiennes. Les instituteurs perdent le droit d'enseigner le polonais à titre privé. L'allemand est rétabli comme langue de l'enseignement religieux. En 1901, à *Wrzesnia* (Wreschen), les écoliers refusent de faire leur prière en allemand et de répondre en allemand pendant la leçon de religion. L'instituteur fouette jusqu'au sang les fillettes et les garçons. Les parents, ayant protesté, sont traînés en justice et frappés de lourdes peines. A l'appel de Sienkiewicz, et devant l'Europe qui commence à comprendre un peu, toute la Pologne vient en aide aux victimes des pédagogues prussiens. En 1906-1907, toujours à cause de l'enseignement religieux, éclate une grève scolaire qui dure huit mois et à laquelle prennent part 100.000 enfants. Le 15 mai 1908, le Reichstag profite d'une *Loi sur les Associations et Réunions publiques* pour prohiber l'emploi du polonais dans les districts où la statistique prussienne accuse moins de 60% de Polonais. Posen lui-même est frappé par cette disposition monstrueuse.

La lutte pour la terre fut plus âpre encore et plus brutale. Sous la pression des Hakatistes, le Landtag de Prusse vota le 30 juin 1904 la *Loi d'Établissement*, qui rendait très difficile, souvent impossible, la création des petites exploitations polonaises. Les Polonais ne purent bâtir sur les terres nouvellement loties. Une série de procès s'engagèrent. Un paysan, *Drzymala*, ne pouvant construire, s'installa dans une étable avec ses cinq enfants. Il en fut chassé. Il se réfugia dans une roulotte.

Les mesures de cette sorte apparaissant insuffisantes, l'Allemagne eut recours à un procédé révolutionnaire. Elle s'en prit au principe même de la propriété. Le 20 mars 1908, la *Loi d'Expropriation* autorisait l'État à ordonner la vente forcée des domaines polonais dont il jugerait utile l'acquisition. Dans l'esprit de ses auteurs, la loi, dont l'application devait être restreinte, était surtout destinée à intimider les Polonais. Ceux-ci, loin d'être intimidés, éle-

vèrent du haut de la tribune, à Berlin comme à Vienne, des protestations solennelles. Le gouvernement attendit quatre ans, jusqu'à 1912, pour frapper d'expropriation quelques domaines polonais.

Tous les budgets prussiens, dans les années qui précèdent la guerre, accusent un accroissement continu des crédits affectés à l'œuvre de germanisation sous ses formes variées. Les fonds destinés à l'achat des terres, réservés d'abord à la Posnanie, sont employés progressivement en Haute-Silésie, en Poméranie et en Prusse Occidentale. En 1914, un milliard et 55 millions de marks de crédits officiels avaient été engagés dans la lutte pour la conquête de la terre polonaise. Cinq mois avant la guerre, en février, le gouvernement de Bethmann-Hollweg demandait au Landtag une arme nouvelle. Les grands domaines polonais continuant à se morceler en petites propriétés qui constituaient une forte assise pour le polonisme, une *Loi de Lotissement* devait permettre au gouvernement de maintenir à son gré l'unité des domaines et lui conférer un droit de préemption dans les ventes. La guerre ne laissa pas aux représentants prussiens le temps de voter ce projet.

Résistance victorieuse du polonisme. — La Haute-Silésie

Les appels réitérés du Kaiser, les discours des Chanceliers et des chefs de partis, l'augmentation incessante des dépenses engagées, la complication chaque année plus grande de l'appareil législatif et administratif mis en œuvre, tout cela témoigne qu'en 1914 l'Allemagne était et se sentait encore fort éloignée du but qu'elle poursuivait. Un peu plus de quatre millions de Polonais avaient réalisé ce miracle: asservis depuis un siècle et demi, abandonnés à leurs destins par l'Europe, méconnus par elle au point de passer communément, avant la guerre et pendant la guerre, pour de très dociles sujets prussiens, ils ont défendu leur âme, leur langue et leur sol contre l'assaut méthodique d'un empire de 60 millions d'âmes, ivre de ses victoires et de ses rêves mondiaux, armé du plus

puissant outillage d'oppression savante que le monde eût jamais vu.

Les Polonais ne luttèrent point par des discours, mais par des actes, sur le terrain des réalités quotidiennes. Des hommes tels que Maximilien *Jackowski*, le prélat *Wawrzyniak*, Ignace *Sikorski*, s'attachèrent à l'organisation matérielle du polonisme en fondant des banques de lotissement, des sociétés de crédit, des mutuelles agricoles, des caisses d'épargne. L'*Association des grands propriétaires fonciers*, créée en 1902, les « Cercles Agricoles » de Jackowski, les « Mutualités » de Wawrzyniak, les banques de lotissements de Sikorski, brisèrent l'assaut des lois prussiennes. Par la perfection de son mécanisme, l'épargne polonaise l'emporta, et les établissements qu'elle alimentait réussirent à payer des intérêts plus élevés que les institutions allemandes concurrentes. Édifiées sou par sou, les sociétés mutuelles de lotissement disposaient déjà, en 1906, d'un capital de 15 millions. Près de 300 millions étaient en dépôt, en 1912, dans les coopératives de crédit de Posnanie et de Prusse Occidentale. C'est grâce à cette admirable organisation que les Polonais purent faire face à la nouvelle offensive allemande entamée en 1894. Dès 1905 ils avaient, au lieu de fléchir à nouveau, gagné 62.000 hectares de terre, c'est-à-dire réparé les pertes antérieures et commencé à entamer le domaine de leurs rivaux.

Un facteur de victoire, à côté de la discipline nationale, a été cette fécondité polonaise dont les statistiques de 1880 avaient apporté au gouvernement de Berlin le témoignage officiel et affolant. Depuis, malgré la colonisation et les autres moyens, le flot avait grossi. En 1867, il y avait en Posnanie 45% d'Allemands. En 1890, on en comptait 39,8; en 1905, 38,5. Tout le désespoir germanique est dans ces mots que le prince de Bülow, au cours d'une interview sensationnelle, disait à un correspondant du *Figaro* en mai 1902: « Si je lâche dans le parc qui est là devant nous dix lièvres et cinq lapins, dans un an j'aurai dix lièvres et cent lapins. Contre un tel phénomène de la

nature nous voulons dans les parties polonaises du pays défendre notre unité nationale et l'inviolabilité de notre territoire. »

En même temps qu'il se renforçait numériquement, le polonisme gagnait sans cesse en profondeur et en largeur. D'une part, en Prusse Occidentale et en Posnanie, la cohésion nationale et démocratique atteignait un degré remarquable. La presse populaire y était considérablement plus développpée que dans les autres territoires polonais. Le niveau d'instruction de la masse était relativement élevé, grâce aux efforts d'organisations variées telles que les sociétés de gymnastique (Sokols) ou la « Société des Bibliothèques populaires » qui, fondée en 1880, avait déjà, vingt ans après, environ 2.000 bibliothèques. D'autre part, et ce n'était pas le phénomène le moins inquiétant, une sourde fermentation du polonisme commençait à se produire dans des régions où il semblait que le germanisme l'eût étouffé depuis longtemps. Une classe intellectuelle polonaise se formait chez les Kachoubes. La conscience polonaise se réveillait chez les protestants mazoures de Prusse Orientale. Surtout, la *Haute-Silésie* presque tout entière, détachée de la Pologne depuis cinq siècles, se dégageait du prussianisme avec une énergie stupéfiante. Longtemps asservie à la tutelle du centre catholique allemand, elle avait enfin commencé à s'émanciper en 1903, en envoyant un Polonais, Adalbert *Korfanty*, siéger au Landtag de Berlin. En 1907, ils étaient cinq députés silésiens, qui vinrent s'asseoir à côté de leurs compatriotes de Posnanie, de Prusse Occidentale et de Warmie. Alors fut créée une organisation électorale unique, qui engloba jusqu'aux ilôts polonais de Berlin et de Westphalie. Le prince de Bülow en était réduit, le 23 janvier 1904, à appeler les cohortes de ses fidèles hakatistes du côté de la Haute-Silésie menacée par « l'agitation polonaise ». Il déclarait en termes pathétiques, à la tribune du Landtag :

« Il est de notre devoir de conserver à tout prix la Haute-Silésie comme pays prussien et allemand. La Haute-Silésie est le pays du fer, le pays du diamant noir, le

pays de la levée en masse... Un coups d'œil sur la carte démontre avec évidence qu'il n'y a pas de partie de la monarchie où le maintien des coutumes allemandes, de la langue allemande, de la mentalité prussienne et allemande, soit aussi important qu'en Haute-Silésie. »

Pendant une génération et plus, l'Allemagne avait dit et redit qu'il lui était indispensable, pour préparer les grandes luttes continentales prochaines, de briser ses Polonais et de dégager les voies de l'Est. Ce programme, en 1914, n'était pas réalisé. Le Chancelier *Bethmann-Hollweg* et le grand État-major allaient avoir à traîner, tout le long de la guerre, une question polonaise beaucoup plus lourde qu'elle ne l'avait jamais été aux épaules d'aucun homme d'État prussien.

III. — LES POLONAIS ET LA MONARCHIE AUSTRO-HONGROISE

Causes du loyalisme des Polonais à l'égard des Habsbourgs. Ses dangers. — Les Stanczyks. — Lutte des Polonais contre le germanisme. — Lois Fondamentales de 1867. — La « Résolution Galicienne ». — Le « Programme de Linz ». — Les Polonais et le jeu parlementaire. — Le statut galicien. — La diversion ruthène. Action de l'Ostmarkverein. — Recul du conservatisme loyaliste avant la guerre.

En face de l'État prussien et de l'empire allemand constitués sur la base de l'impérialisme militariste, les Polonais représentaient les principes modernes de la démocratie. Au sein de l'État autrichien en voie de transformation, ils ont représenté les principes du fédéralisme contre le centralisme traditionnel.

A Vienne comme à Berlin, c'était au germanisme qu'ils se heurtaient. Elle était allemande, cette odieuse bureaucratie viennoise qui s'accrochait à l'unitarisme et qui,

depuis le XVIIIe siècle, faisait peser sur la Galicie une oppression mortelle. En luttant pour délivrer leur province, les Polonais luttaient aussi pour affranchir tout l'empire des Habsbourgs d'un système néfaste qui le condamnait à tomber tôt ou tard dans la dépendance des Hohenzollern.

Le loyalisme galicien

Dans ce débat décisif, qui intéressait si directement les destinées de l'Europe, les Polonais d'Autriche n'ont pas été plus soutenus et plus encouragés du dehors que leurs compatriotes de Prusse. Ils eurent beau, pendant cinquante ans, tenir les plus grands rôles, être présidents du Parlement, ministres des Affaires étrangères, ministres des Finances, ambassadeurs, l'Europe ne voulut voir en eux que des « Autrichiens ». Elle finit par faire croire à quelques-uns d'entre eux qu'ils l'étaient effectivement.

Bien des raisons, au reste, favorisaient le développement d'un loyalisme galicien. La diplomatie sournoise de l'Autriche avait entretenu des illusions. La reconstitution de la Pologne par les Habsbourgs n'apparaissait pas à tous comme une chimère. On y pensait depuis longtemps. La monarchie danubienne, seule des trois puissances copartagantes, était catholique. Ses conflits avec la Russie dans les Balkans et avec la Prusse en Allemagne semblaient devoir l'amener, dans un délai plus ou moins prochain, à reprendre son indépendance complète en face de ses anciens associés.

La préoccupation des conjonctures internationales qui pouvaient sortir de là influa considérablement sur la tactique des Polonais d'Autriche. Les uns, monarchistes et conservateurs, pensèrent que les territoires polonais pourraient être un jour unifiés sous le sceptre des Habsbourgs. Les autres, à tendances démocratiques, Smolka en tête, se bornèrent à espérer que l'on pourrait faire de la Galicie le noyau du futur État polonais reconstitué.

De là, en politique intérieure, un système qui devait se

perfectionner d'année en année et dont l'article premier comportait une solidarité absolue avec la Couronne, laquelle ne devait être confondue ni avec les alliés qu'elle pouvait avoir au dehors ni avec les cabinets et les administrations qui la servaient au dedans. Il convenait de rompre définitivement avec les méthodes de violence romantique et de leur substituer, dans les limites d'une légalité stricte, un effort patient en vue de consolider les positions nationales en Galicie.

Ce programme était dangereux. Le réalisme menait à l'opportunisme. Le souci des gains immédiats pouvait affaiblir celui des conquêtes durables. Les satisfactions locales exposaient à perdre de vue les orientations extérieures de la monarchie. La pratique du jeu parlementaire parmi les éléments si hétéroclites de la Chambre viennoise risquait de rendre difficile, en face du germanisme, la constitution d'un bloc à peu près homogène avec les Slaves et notamment avec les Tchèques.

Un autre péril menaçait encore les dirigeants polonais, celui de prendre leurs intérêts personnels pour ceux de leurs compatriotes. Le système autrichien avait fait de la Galicie un pays terriblement arriéré. La vie économique y était, au milieu du siècle, presque nulle. La masse demeurait plongée dans l'ignorance. L'aristocratie et la noblesse dominaient à l'exclusion de toute autre classe. Il leur était aisé d'ajuster leur programme politique à leurs convenances propres, sans avoir à subir le contrôle d'une opinion organisée et consciente.

Ainsi se forma, après l'insurrection de 1863, un solide *parti conservateur* qui devait avoir longtemps en main la direction de la politique polonaise en Autriche. Le groupe le plus influent du parti fut appelé celui des *Stanczyks*, nom emprunté à un pamphlet politique *(Teka Stanczyka)* publié vers 1867 et qui condamnait en termes véhéments la méthode insurrectionnelle et conspiratrice. Au premier rang des chefs conservateurs se distinguaient *Kozmian*, *Szujski* et Stanislas *Tarnowski*.

Centralistes et autonomistes

Les Polonais d'Autriche ne s'enfermèrent que peu à peu dans les horizons restreints d'une politique locale. Longtemps ils menèrent la lutte, au nom des principes fédéralistes, contre les tenants du centralisme germanique.

Les Allemands, dans ce débat, avaient deux raisons de regarder les Polonais comme leurs principaux adversaires. Fédéralistes et constitutionnalistes, les Polonais tendaient par là à fortifier l'Autriche et à l'émanciper de Berlin. D'autre part l'accroissement de leurs influences ne pouvait que rendre plus difficile la politique radicale de la Prusse à l'égard de ses sujets polonais. C'est pourquoi Bismarck suivit les affaires d'Autriche avec une attention extrême, appuyant en sous-main la bureaucratie centraliste, intervenant même directement, à plusieurs reprises, contre la politique de concessions aux Polonais. On a vu comment, pour enrayer l'évolution de l'Autriche dans le sens qu'il redoutait, il excita savamment les défiances de la Russie, et comment il sut jouer en 1870 de la question galicienne pour s'assurer la neutralité du tsar et intimider les Habsbourgs. Nul mieux que lui ne comprit le lien étroit qui existait entre la question polonaise et le sort du fédéralisme.

Au lendemain de la révolution de 1848, l'Autriche était revenue à l'absolutisme. Après la guerre d'Italie, elle retourna au libéralisme. François-Joseph appela au pouvoir un Polonais, le comte Agenor *Goluchowski*. Goluchowski élabora en 1860 le « Diplôme d'octobre », qui donnait à l'État une constitution et aux pays une assez large autonomie.

Combattu par les Allemands, qui entendaient conserver leur prépondérance, et par les Hongrois, qui voulaient davantage que l'autonomie, Goluchowski tomba. Un vieux patriote allemand, Antoine *Schmerling*, le remplaça. La *Patente de février 1861* rétablit le système centraliste, tout en conservant les apparences de la constitution, et assura

la majorité parlementaire aux Allemands. Les Polonais se retirèrent du Reichsrat. Une violente agitation des nationalités sembla présager la dislocation prochaine de la monarchie.

Puis ce fut Sadowa. La Paix de Prague rejetait l'Autriche hors de la Confédération Germanique. François-Joseph revint au système Goluchowski. Les Polonais, jusque là persécutés presque sans interruption, affirmèrent cependant leur loyalisme avec éclat, dans l'espoir de précipiter l'évolution libérale et antiallemande du pays. « Nous sommes à vos côtés, Sire, et nous voulons y rester », déclarait le 10 décembre 1866 une adresse de la Diète de Galicie. Goluchowski fut nommé gouverneur de Galicie. En février 1867, un adversaire de Bismarck, Frédéric *Beust*, était placé à la tête du gouvernement.

Beust s'arrêta à mi-chemin. Au lieu de constituer un régime fédéraliste, il établit simplement un dualisme austro-hongrois. La Galicie fut comprise dans la « Cisleithanie », dont l'organisation fut fixée par les *Lois Fondamentales* du 21 décembre 1867.

Les Polonais considéraient le dualisme comme une étape. Ils s'entremirent à Vienne pour la conclusion du compromis avec la Hongrie. On leur accorda, en retour, la création d'un « Conseil Supérieur galicien de l'Instruction Publique » et l'introduction du polonais et du ruthène comme langues d'enseignement dans les écoles primaires de la province. C'étaient là de précieuses conquêtes dans le sens de la dégermanisation. Mais les Polonais n'entendaient pas en rester là. Sous l'inspiration des chefs conservateurs et démocrates, comme Casimir Grocholski, Ziemialkowski, Léon Sapieha, François Smolka, Adam Potocki, la Diète de Galicie vota le 28 septembre 1868 la *Résolution Galicienne*. Elle y demandait qu'à la tête de la province fût placé un Chancelier spécial, responsable devant la Diète et indépendant des ministères viennois.

Mais les Allemands, sur ces entrefaites, avaient repris le pouvoir, avec un cabinet *Auersperg*. Le cabinet repoussa

la Résolution Galicienne. Les Polonais la présentèrent de nouveau en 1869, puis en 1870, en 1871 et en 1872. En 1869, ils abandonnèrent le Reichsrat, avec tous les partis d'opposition. Il n'y resta plus que les Allemands.

L'attitude résolue des Polonais leur valut de nouvelles concessions. En juin 1869, le polonais fut introduit comme langue officielle dans les services intérieurs des autorités administratives et judiciaires. Les bureaucrates allemands installés en Galicie depuis près d'un siècle durent ainsi évacuer en masse le pays et céder la place aux Polonais. En avril 1870, François-Joseph désignait un Polonais, *Potocki*, comme premier ministre. En avril 1871, fut créé un « *Ministre pour la Galicie* », qui devait être toujours de nationalité polonaise et qui avait à connaître, au sein du cabinet de Vienne, de toutes les questions intéressant la Galicie. La même année, l'Université et l'École Polytechnique de Lwów étaient dégermanisées, et le polonais y devenait la langue d'enseignement.

Les Polonais, à ce moment, ne semblaient pas loin de leur but. Les tendances anticentralistes prenaient visiblement le dessus. Les victoires de la Prusse sur la France exaltaient les dispositions hostiles au germanisme. En février 1871, un cabinet fédéraliste *Hohenwart* prenait le pouvoir. Tandis que les Tchèques revendiquaient le même statut que la Hongrie, les Polonais s'obstinaient à présenter leur « Résolution galicienne ».

Ces circonstances se présentaient à un moment où la France, qui eût eu plus que toute autre puissance intérêt à les exploiter, ne songeait pas à autre chose qu'à relever ses ruines. Les Polonais, avec les autres éléments fédéralistes, se trouvèrent seuls devant une violente réaction allemande dirigée de Berlin par Bismarck. Dès octobre 1871, le ministère fédéraliste Hohenwart s'écroulait. Le Chancelier Beust, mal vu en Allemagne, tombait en disgrâce. Le Hongrois *Andrassy*, en qui Bismarck avait confiance, prenait la direction des Affaires étrangères de la monarchie. Les Allemands revenaient au pouvoir avec

un nouveau cabinet Auersperg. Quelques mois après, la *Loi Électorale de 1873* confirmait la prépondérance artificielle des Allemands, enlevait aux Diètes provinciales le droit de désigner les députés au Reichsrat et réduisait considérablement leurs prérogatives.

Le centralisme, cette fois, l'emportait. Appuyé de l'extérieur, il réussissait à arrêter l'Autriche dans son évolution libérale, à l'immobiliser dans le dualisme de 1867. Les Polonais, profondément déçus, combattirent le cabinet Auersperg avec acharnement. Il se maintint au pouvoir pendant sept ans, consolidant son œuvre, et ne se retira que devant les difficultés provoquées par les affaires balkaniques.

A la lumière de ces affaires, bien des gens avaient mieux compris les dangers de l'emprise allemande sur l'Autriche. Et de nouveau la réaction antigermanique qui s'ensuivit amena un regain du fédéralisme. Aux élections de 1879, les fédéralistes conquirent une petite majorité. Elle était insuffisante pour déterminer un changement sérieux d'orientation. Dans le nouveau cabinet présidé par *Taaffe* (1879-1893) les Polonais eurent un des leurs, Julien *Dunajewski*, ministre des Finances. La création de la Triplice n'ébranla pas leur confiance en la Couronne. Ils continuèrent la lutte contre le germanisme. Quand Bismarck, en 1885, fit expulser d'Allemagne tous les Polonais sujets étrangers, ils protestèrent avec éclat du haut de la tribune. L'idée vint aux Allemands, pour vaincre ces résistances et ruiner les influences polonaises sur les affaires de la monarchie, de chercher à obtenir une modification des Lois Fondamentales de 1867, la Galicie devant être détachée de la Cisleithanic. En 1882 notamment, leur « *Programme de Linz* » demandait qu'un tout homogène fût constitué avec les pays de la monarchie appartenant autrefois à l'Union l'Allemande. La Galicie serait rattachée à la Hongrie avec la Bukovine, ou bien elle serait dotée d'un statut analogue à celui de la Croatie par rappport à la Hongrie. A plusieurs reprises, ce projet devait être mis en

avant par les Allemands, par exemple au « Congrès de Pentecôte » de 1899, dont Stürgkh fut l'un des promoteurs. Il en fut beaucoup question, aussi, dans certaines périodes de la guerre mondiale.

Les Polonais sur la défensive

Cette menace constante qui pesa sur les Polonais depuis le moment où Bismarck réalisa la Triplice contribua certainement beaucoup à amollir leur action politique et à la faire dévier vers les compromis. A partir de 1890 surtout, on les voit perdre pied et se rabattre sur une sorte de défensive. Déçus par l'alliance franco-russe, perdant de plus en plus contact avec Prague à mesure que s'accuse davantage l'orientation russophile des Jeunes-Tchèques, intimidés dans leur propre pays, en Galicie même, par la menace croissante d'une diversion ruthène lancée par Vienne à l'instigation de Berlin, ils ne songent plus tant à faire de nouvelles conquêtes qu'à maintenir les anciennes. S'accrocher plus fort que jamais au dogme du loyalisme à tout prix, être bien en cour, cultiver les hautes relations, rehausser le polonisme par les titres et les décorations, pratiquer au Parlement les jeux de couloir et se balancer entre les partis, tels sont les principes auxquels un certain nombre de Polonais parmi les plus influents, gâtés par la pernicieuse ambiance viennoise et prenant leur égoïsme de classe pour une sagesse de « Realpolitiker », réduisirent peu à peu la vigoureuse et saine doctrine nationale élaborée au lendemain de la dernière insurrection.

En novembre 1893, quand fut constitué le ministère *Windischgraetz,* les Polonais le soutinrent en se coalisant avec les Allemands. En octobre 1895, quand un Polonais, Casimir *Badeni,* prit le pouvoir, il eut l'appui des Allemands. Badeni apportait un programme de compromis. Il voulait à la fois respecter « la position traditionnelle » des Allemands et donner satisfaction aux nationalités. Sa tentative, naturellement, échoua. Il eut tout juste le temps, en 1896, de réaliser une réforme électorale grâce à laquelle

le nombre des députés polonais était élevé de 63 à 78, puis, en 1897, il passa la main aux Allemands.

Depuis cette date jusqu'à la guerre, les yeux de beaucoup de Polonais se sont ouverts. Ils ont vu le comte Goluchowski jeune (v. p. 421) essayer vainement, comme ministre des Affaires étrangères, de restituer à l'Autriche l'indépendance de sa diplomatie. Ils ont vu toute une série de cabinets, entre autres ceux de *Koerber* et de *Gautsche*, protéger ostensiblement la bureaucratie allemande, attiser les querelles nationales, s'abstenir de convoquer les Diètes, saper leur autorité, ajourner systématiquement la ratification de leurs votes, fausser les élections, laisser les Allemands pratiquer au Reichsrat un obstructionnisme scandaleux, amener enfin l'Autriche asservie à n'être plus, devant l'Europe, que la caricature d'un État constitutionnel.

L'autonomie de la Galicie

La situation des Polonais en Autriche était incomparablement meilleure que celle de leurs compatriotes de Prusse et de Russie. Les plus hautes fonctions d'État leur étaient ouvertes. Après la réforme électorale de 1907, ils avaient 106 représentants au Reichsrat. Surtout ils bénéficiaient de libertés autonomiques précieuses.

L'organe principal du régime autonomique était la *Diète de Galicie*, élue selon le système des curies et présidée par un *Maréchal* que l'empereur choisissait parmi les députés. La Diète possédait des attributions législatives étendues en ce qui concernait les questions agricoles et forestières, l'administration communale, les écoles élémentaires, professionnelles et réales, l'hygiène, les communications, et d'autres domaines. Elle désignait un conseil exécutif de huit membres, présidé par le Maréchal, et qui fonctionnait en permanence sous le nom de *Département du Pays*. Les différents services d'État, coordonnés par un *gouverneur* (namiestnik) de nationalité polonaise, travaillaient en liaison avec les autorités autonomiques.

Il en était de même dans les 82 districts entre lesquels était réparti le territoire de la province. Dans chaque district, à côté du staroste qui administrait au nom de l'État, l'autorité locale était représentée par un *Conseil de District* et un *Maréchal de District*. Les communes urbaines et rurales jouissaient de libertés assez étendues.

Grâce aux concessions arrachées de très bonne heure au pouvoir central (le *Conseil Supérieur Galicien de l'Instruction Publique* remontait à 1867), le développement intellectuel de la Galicie fut extrêmement rapide et brillant. Une ancienne « Société des Amis des Sciences », fondée en 1816, devint en 1872 l'*Académie des Sciences de Cracovie*. La valeur des savants qu'elle réunit et les fonds dont elle disposait lui permirent d'exercer une sorte de patronage sur tout le mouvement scientifique polonais. Les deux Universités galiciennes, celle de Cracovie et celle de Lwów, rayonnèrent fort au delà des frontières. Fréquentées par 532 étudiants en 1859, elles en instruisaient plus de 8.000 quelques années avant la guerre. La jeunesse polonaise y venait d'Allemagne et de Russie, comme elle venait à l'École Polytechnique de Lwów, à l'École des Beaux-Arts de Cracovie, à l'Académie Agricole de Dublany, et à beaucoup d'autres écoles spéciales.

La Galicie comptait en 1850 14 établissements d'enseignement secondaire avec 4.600 élèves. En 1910 elle en comptait 100, en 1914 157 avec près de 50.000 élèves. Les progrès de l'enseignement primaire étaient encore plus remarquables. En 1858, 103.000 enfants fréquentaient les écoles. En 1912, quoique la population eût à peine doublé, près de 6000 écoles instruisaient 1.128.000 enfants. Une « *Société de l'École Populaire* », fondée en 1891, rendait d'immenses services et étendait son action jusqu'en Silésie de Teschen, en Moravie, en Bukovine et à Vienne.

Au point de vue économique, la Galicie avait tout à faire. La bureaucratie allemande qui l'exploitait n'avait rien fait pour son développement. Vers 1860, la misère y était générale. Les Polonais profitèrent du régime auto-

nomique pour accomplir, par leurs propres moyens, un vaste effort, dont les résultats furent particulièrement féconds à partir de la fin du XIXe siècle. On appliqua à l'agriculture les méthodes modernes d'exploitation. Une «*Société des Cercles agricoles*» les enseigna aux paysans, à qui de nombreuses «*Caisses Reiffeisen*», organisées notamment par François *Stefczyk,* fournirent des prêts à long terme. Les dépôts des caisses d'épargnes montaient déjà à 197 millions en 1901, pour atteindre 319 millions en 1910. De 1500 en 1907, les sociétés coopératives de crédit étaient passées à 2.974 en 1912. Le rendement des mines galiciennes qui, en 1902, représentait 11% de la production générale de l'Autriche, atteignait 16% en 1911.

Bien d'autres chiffres aussi éloquents pourraient attester que, dans les domaines où leur initiative propre pouvait suffire, les Polonais savaient magnifiquement tirer parti de leurs libertés autonomiques. Il n'en allait pas de même dans ceux où le concours de l'État était indispensable. Le pouvoir central, sous l'influence des Allemands, opposait des obstacles systématiques au développement du commerce et de l'industrie. Il continuait, comme au temps de Joseph II, à considérer la Galicie comme une simple colonie, qu'il abandonnait à l'exploitation des industriels germano-autrichiens et tchèques, et dont il tirait annuellement, pour son compte, un revenu dépassant ses dépenses de 100 à 120 millions de couronnes. Le pays, malgré tous les sacrifices qu'il consentait, se heurtait continuellement au mauvais vouloir de la haute administration. On refusait des concessions aux sociétés par actions. On racheta tous les gisements de houille. On ne permit pas la création d'un canal Vistule-Dniester, dont l'intérêt eût été immense pour la province. On multipliait les chicanes douanières. On faisait des difficultés pour l'utilisation des forces hydrauliques. On interdit même l'établissement d'une statistique commerciale. Quand la guerre éclata, on peut dire que l'Autriche allemande avait réussi à interdire à la riche Galicie de prendre la place qui lui revenait dans la vie économique de la monarchie.

La question ruthène

Les Allemands avaient imaginé et mis en œuvre un autre moyen de contrecarrer le développement de la Galicie et de diminuer les avantages de l'autonomie que les nécessités politiques avaient arrachés à la Couronne. Reprenant et réalisant cette fois une idée déjà ancienne, ils avaient dressé les Ruthènes contre les Polonais.

La politique orientale du germanisme, depuis le Moyen âge jusqu'à nos jours, doit se comprendre surtout en fonction du problème polonais. Il a toujours cherché à l'Est un point d'appui de son effort contre la Pologne. Suivant les circonstances, il l'a trouvé tantôt à Moscou, tantôt à Pétersbourg, tantôt à Kiev. Depuis le margrave Géro et les princes de Kiev, dans toutes les périodes où s'est exercée une forte poussée allemande vers l'Est, cette poussée, par un accord tacite ou formelle, s'est conjuguée avec une action des ennemis orientaux de la Pologne.

Après l'alliance franco-russe, l'Allemagne n'était plus sûre de trouver à Pétersbourg, malgré les influences dont elle y disposait, le concours dont elle pouvait avoir éventuellement besoin contre les Polonais. Ce fut vers l'Ukraine qu'elle tourna ses regards. Dès 1888, Bismarck songeait sérieusement à la création d'un État ukrainien. Favoriser discrètement le séparatisme de Kiev, aider au rapprochement de l'Ukraine russe et des Ruthènes galiciens, jeter ceux-ci contre les Polonais, tel fut le plan que le germanisme tenta de réaliser dans les vingt dernières années qui précédèrent la guerre. En soutenant les Ruthènes, il enfoncerait un coin dans le monde slave. Il affaiblirait la position des Polonais à Vienne en les obligeant à se retourner. Il détruirait ce foyer d'antigermanisme que devenait la Galicie orientale. Et puis enfin, en cas de guerre, l'Austro-Allemagne pourrait, par la Galicie, prendre contact avec la Russie méridionale, mettre la main sur le grenier de l'empire et disloquer peut-être l'immense organisme.

Comme trait d'union naturel entre l'Europe centrale et l'Ukraine, les *Ruthènes* galiciens étaient tout désignés pour jouer un rôle considérable dans les opérations destinées à préparer l'exécution éventuelle de ces plans. Constituant une masse importante (3.208.000 d'après la statistique autrichienne de 1910, contre 4.672.000 Polonais), ils étaient, par le niveau médiocre de leur culture et les instincts démagogiques de leurs chefs, préparés à recevoir les suggestions de Vienne et de Berlin.

Les Polonais, cependant, les avaient fait largement bénéficier des avantages de l'autonomie. La langue ruthène était seconde « langue locale ». Elle était officiellement employée dans les rapports extérieurs des administrations et des tribunaux avec les communes, les parties et le public. La moitié des juges étaient Ruthènes. Tous les avis officiels, formulaires administratifs et postaux, inscriptions publiques diverses, étaient rédigés en ruthène comme en polonais. A la Diète, les deux langues avaient des droits égaux. Le catholicisme de rite grec se développait en pleine liberté. La majorité de ses églises étaient bâties par des Polonais, la plupart de ses cures dotées par eux. Les écoles primaires ruthènes, qui instruisaient 65.000 enfants en 1865, en instruisaient 173.000 en 1890 et plus de 300.000 à la veille de la guerre, où elles étaient au nombre de 2.296 contre 2.564 polonaises. Gymnases et Universités recevaient un nombre chaque année plus élevé de jeunes Ruthènes. Une vingtaine de professeurs ruthènes enseignaient dans leur langue à l'Université de Lwów. Les crédits affectés par la Diète aux bourses ruthènes ou à l'achat des livres scolaires ruthènes étaient égaux ou supérieurs à ceux que recevaient les Polonais. Les publications scientifiques, les théâtres, les sociétés d'enseignement étaient largement subventionnés. Les Ruthènes enfin détenaient environ la moitié du sol, exactement 48,1 % (2.526.063 hectares en 1914 contre 2.727.720 aux Polonais, Hongrois, Arméniens, etc.).

Malgré ces conditions, les Allemands de Vienne et de

Berlin lancèrent la fable de l'oppression polonaise et du martyre ruthène en Galicie. En 1893, après la conclusion de l'alliance franco-russe et la chute du ministère Taaffe remplacé par le cabinet allemand de Windischgraetz, l'offensive fut déclenchée. Les chefs du nationalisme ruthène réclamèrent le *partage de la Galicie,* c'est-à-dire l'autonomie des Ruthènes à l'Est du San. A maintes reprises, dans les Chambres prussiennes, des voix s'élevèrent, parfois officielles, pour stigmatiser les abus des Polonais en Galicie. Au milieu de l'année 1913, le rédacteur d'un courageux journal polonais deBerlin, M. *Krysiak*, réussit à se procurer 147 lettres et documents appartenant aux archives du comité Central de l'*Ostmarkverein,* la fameuse ligue allemande antipolonaise. Il publia un certain nombre de ces pièces, dont les plus importantes en fac-similés, dans les principaux journaux polonais. Elles établissaient irréfutablement que, depuis le commencement de l'année 1903, l'Ostmarkverein était en relations régulières avec les Ruthènes et alimentait de ses fonds leur action antipolonaise.

Grace à l'appui de l'Allemagne, l'Autriche réussit à utiliser les Ruthènes mieux que le comte Stadion n'avait su le faire en d'autres temps (v. p. 279). Un consulat allemand installé à Lwów surveilla sur place les opérations. Une série de grèves agricoles furent organisées à partir de 1902 sous des prétextes de justice sociale, mais avec l'unique intention, comme en témoignent les documents Krysiak, de ruiner la propriété polonaise, conformément au système appliqué en Prusse et en Russie. Tandis que la masse ruthène, pacifique, demeurait généralement fidèle aux traditions séculaires de bon accord avec les Polonais, à qui les unissaient de très nombreux mariages mixtes, des demi-intellectuels fanatisés multiplièrent les attentats violents contre l'Université de Lwów, qu'ils prétendaient ruthéniser. En avril 1908, le comte André *Potocki,* gouverneur de la Galicie, fut assassiné par un étudiant ruthène, qui fut condamné à une peine légère et s'évada sans peine pour aller vivre en Amérique. Des scènes inouïes se produisirent cent fois à la Diète de Galicie, où les

Ruthènes pratiquèrent impunément l'obstructionnisme et où un nouveau système électoral, adopté en 1914, leur assura 62 sièges au lieu de 22, soit 27% du nombre total des mandats. En 1908, quand la loi prussienne d'expropriation souleva au Reichsrat de Vienne les protestations de tous les Slaves d'Autriche, les Ruthènes seuls restèrent à l'écart. Seuls de tous les Slaves, en mai 1913, ils adressèrent à Guillaume II un télégramme de félicitations à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de son avènement. A la veille de la guerre, — leurs journaux ne s'en cachaient point —, les chefs ruthènes étaient prêts à servir avec un absolu dévouement la cause du germanisme contre ses adversaires et en particulier contre les Polonais.

Les courants polonais avant la guerre

Dans les dix ou vingt dernières années qui précédèrent le conflit mondial, la pensée politique des Polonais d'Autriche n'avait plus du tout le même aspect qu'au commencement de l'ère autonomique. Les partis gouvernementaux à tendances conservatrices et opportunistes continuaient à dominer, mais leurs conceptions ne correspondaient plus à celles de la grande majorité du pays, et il leur avait fallu, aux *élections de 1911*, l'appui ostensible des agents de l'État et les falsifications classiques du régime pour n'être pas dépossédés de leur prépondérance traditionnelle.

La diffusion de l'enseignement et les progrès d'ordre matériel avaient donné au peuple conscience de lui-même. Il entendait maintenant jouer un rôle politique, défendre ses intérêts et s'occuper des problèmes nationaux. Un *parti social-démocrate,* bien organisé, faisait élire des députés dans les agglomérations urbaines. Un *parti populiste,* nombreux et actif, mais d'horizon un peu limité, mettait en ligne la classe moyenne des cultivateurs. Un *parti national-démocrate,* étroitement lié aux organisations similaires de Prusse et du Royaume, menait la lutte contre

toutes les formes de l'action germanique et dénonçait les dangers de l'«autrichianisme».

On se rendait compte, dans beaucoup de milieux, que l'Autriche, derrière la façade de l'autonomie, poursuivait avec une adresse perfide l'asservissement de la Galicie. On constatait que François-Joseph et ses ministres n'avaient jamais dit un mot et n'avaient jamais fait une déclaration où l'on pût sérieusement voir un encouragement pour les aspirations nationales de la Pologne. Les conservateurs avaient fait une double erreur, d'abord en se refusant à confondre la Couronne avec ses alliés, ensuite en se refusant à la confondre avec ses gouvernements et ses administrations. En fait, l'empereur était le vassal du Kaiser, et il était le prisonnier de sa bureaucratie militaire et civile. Les Polonais avaient de puissants ennemis, non seulement à Berlin, mais à Vienne, dans les milieux industriels et commerciaux, surtout dans les milieux militaires qui demeuraient la citadelle du germanisme. Était-ce pour cela que les chefs polonais s'étaient ralliés à la politique de loyalisme, et qu'ils avaient rompu la solidarité slave?

L'entrée en scène des Ruthènes précipita cette sorte d'émancipation des Polonais de Galicie. Elle devint très apparente à partir de 1901–1902, dates auxquelles des brochures retentissantes, dont l'une écrite par l'ancien ministre *Glombinski*, démontrèrent que le pays vivait dans une véritable sujétion économique et qu'il avait fait d'insignifiants progrès depuis une génération au point de vue de l'autonomie. La Galicie orientale, Lwów en tête, devint bien vite un des plus solides bastions du polonisme antigermanique. Les Polonais songèrent à leurs frères de la *Silésie de Teschen*, oubliés depuis longtemps. En 1908, au *Congrès slave de Prague*, ils reprirent publiquement contact avec les Tchèques. On comprenait si bien à Vienne la signification de tous ces symptômes que la Galicie devait, au commencement de la guerre, être mise en état de siège et recevoir, peu après, comme gouverneur, un général allemand.

IV. — LE RÉGIME RUSSE

« Comité d'Organisation » du Royaume. — Suppression des services autonomes. — Gouvernements et général-gouverneur. — Réforme agraire (oukase du 2 mars 1864). — Tcherkasky et le catholicisme. Persécution des Uniates. — Oukase du 10 décembre 1865 contre la propriété polonaise des confins. — Hurko et Apuchtine. — Espoirs éveillés par l'avènement de Nicolas II (1894). Maintien du système russe. — Oukase de tolérance et Manifeste du 30 octobre (1905). — L'état de siège dans le Royaume. — Les Polonais à la Douma. — Réaction de Stolypine. — Création du « gouvernement de Chelm ». — Polonisme et chauvins russes. — Les Allemands auxiliaires de la Russie.

Le « Pays de la Vistule »

Les sanglantes désillusions de 1863 déterminèrent dans le Royaume une très vive réaction à caractère positiviste. Tandis que la noblesse, en partie ruinée, acceptait les conditions modernes de l'existence, et que la bourgeoisie, s'enrichissant par l'industrie, exerçait une influence de plus en plus marquée sur la vie publique, toute une école d'écrivains nouveaux, au premier rang desquels figurait Alexandre *Swientochowski*, se retournait contre le passé, réprouvait le romantisme et installait la raison à la place de l'imagination poétique. On traduisit Spencer, Taine, Comte et Stuart Mill. On prôna les sciences physiques et naturelles. On s'en prit au cléricalisme, voire à la religion. On prétendit tourner le dos aux questions politiques, et l'on donna la primauté aux problèmes économiques. Le « *positivisme de Varsovie* », si éloigné qu'il fût, par son contenu, du réalisme conservateur de Cracovie, avait les mêmes origines psychologiques.

La Russie ne comprit absolument rien à ces dispositions nouvelles. Stimulée par la Prusse, elle poursuivit machinalement sa méthode insensée de persécutions, qui devait

atteindre des proportions monstrueuses après Sadowa et après la guerre franco-allemande.

On commença par la répression, comme en 1831. Par dizaines de milliers, chargés de chaînes, les Polonais prirent la route des mines et des toundras de Sibérie. D'innombrables confiscations furent prononcées, et les biens des insurgés distribués aux « tchinovniks » russes.

Les derniers insurgés n'étaient pas encore pendus que le tsar Alexandre II, dès le commencement de 1864, instituait à Pétersbourg un « Comité pour les affaires du Royaume de Pologne » chargé de remanier le régime du pays dans le sens d'« une étroite fusion avec l'empire russe ». La même année était établi à Varsovie, d'abord pour régler les questions rurales, puis pour réaliser sur place ce programme, un *Comité d'Organisation* formé exclusivement de Russes. Dirigé en fait par Nicolas *Milutine*, il administra le Royaume jusqu'en 1871 d'une façon dictatoriale, en ne laissant au lieutenant-général *Berg* lui-même que l'apparence du pouvoir.

Toutes les autorités autonomes furent successivement détruites. Le « Conseil Administratif » disparut en 1866, puis le « Conseil d'État » en 1867. Des services russes, locaux ou centraux, héritèrent des attributions de la Commission des Finances (1867) et de la Commission de l'Intérieur (1868). Un « Arrondissement scolaire de Varsovie », créé en 1868, fut chargé d'administrer et de surveiller tous les établissements d'instruction du Royaume. Environ 14.000 fonctionnaires polonais furent privés de leur gagne-pain et remplacés par des immigrés russes attirés en 1867 par des privilèges spéciaux. La langue russe fut déclarée officielle dans tous les services des gouvernements et des districts (1868), puis dans les tribunaux (1876). La Commission de Justice fut supprimée à son tour, et avec elle la magistrature polonaise; les tribunaux devinrent russes et adoptèrent la procédure civile et criminelle de l'empire, mais le jury fut refusé au Royaume (1876).

Le territoire du pays fut découpé en dix *gouvernements* (1866). Loin de lui octroyer, au point de vue administratif

local, les libertés que comportaient les projets de Wielopolski, on ne lui concéda même pas la faible autonomie que reçurent alors les territoires russes sous la forme des « zemstvos ». Quand le lieutenant-général Berg mourut en 1874, son successeur reçut le nom de *général-gouverneur*, avec pouvoirs exorbitants, jusqu'à celui de condamner à mort sur jugement sommaire. La même année, dans les actes officiels, le Royaume reçut la qualification de *Privislinja* ou *Privislinsky Kraj*, c'est-à-dire « Pays de la Vistule ». Après 1830, il avait perdu sa constitution. Après 1863, il perdait jusqu'à son nom.

Réforme agraire de Milutine

La « Société Agricole » fondée par les Polonais en 1858 avait travaillé, comme on sait, à généraliser le système des censives, dont elle avait dressé un plan complet de rachat par l'intermédiaire de la Société de Crédit Foncier, ce qui équivalait à assurer aux paysans la propriété de la terre qu'ils cultivaient. Les propriétaires polonais ayant accepté, le gouvernement russe s'était ému et avait dissout la Société Agricole en 1861. A son tour, en janvier 1863, le Gouvernement national insurrectionnel avait décrété le transfert de la terre aux paysans, mais les événements avaient rendu impossible l'application de la mesure.

La Russie avait voulu, comme jadis l'Autriche, se réserver l'initiative de la réforme agraire, pour pouvoir s'en attribuer le mérite aux yeux des paysans et en adapter l'économie à ses fins politiques. L'*oukase du 2 mars 1864* conféra aux paysans la propriété du sol qu'ils cultivaient. Il s'inspirait de deux préoccupations essentielles : ruiner la szlachta, creuser le fossé entre elle et la masse rurale. La petite noblesse des campagnes, extrêmement nombreuse, ne fut pas comprise dans les bénéfices de la loi. Les paysans reçurent en propriété tout ce qu'ils possédaient, non seulement les terres, mais jusqu'aux chambres des valets dans les bâtiments appartenant aux propriétaires. Au lieu de remédier au fléau du parcellement, on l'aggrava en leur

attribuant des enclaves dans les domaines, ce qui avait le double avantage de provoquer les contestations et d'interdire les progrès techniques. On leur conféra des droits volontairement imprécis touchant les bois et les pâturages. On s'abstint de liquider les servitudes, et l'on en remit d'anciennes en vigueur. « Nous avons pris nos précautions, me disait encore en juin 1880 un ministre du tsar, nous tenons les Polonais par ces servitudes. »[1]

Les difficultés qu'escomptait la Russie se produisirent. Pendant longtemps des conflits séparèrent propriétaires et paysans. Des « commissaires ruraux », chargés de régler les litiges, n'eurent souci que de les envenimer. La noblesse, en fait d'indemnités, ne reçut que des « lettres de liquidation », inférieures de moitié à leur valeur nominale. Épuisée en même temps par les contributions extraordinaires et par les confiscations, elle subit une crise profonde, qui détermina beaucoup de petits gentilshommes à abandonner la terre pour aller chercher leur vie dans l'industrie. En revanche, la réforme à la Metternich eut un effet que ses auteurs n'avaient pas su prévoir : les paysans, après quelques années de contestations avec les propriétaires, trouvèrent leur équilibre ; au lieu de s'égarer dans les haines sociales, ils constituèrent une large et puissante classe rurale qui devait former les assises de la Pologne contemporaine.

Russification de l'école et persécution religieuse

En 1866, les programmes russes furent imposés à tous les collèges du Royaume, et le russe devint langue d'enseignement pour toutes les matières, sauf la religion. L'« Arrondissement scolaire de Varsovie » créé en 1868 poussa la russification avec une énergie implacable. L'école Supérieure fut supprimée en 1869 et remplacée par une *Université* russe. Les enfants des écoles primaires furent

[1] A. Leroy-Beaulieu : *Un homme d'État russe, Nicolas Milutine*, p. 275.

dans l'obligation, à partir de 1871, d'apprendre à lire et à écrire en russe, et cette langue, en 1885, fut seule employée dans les classes. La grammaire polonaise elle-même fut enseignée en russe. Les russificateurs mirent aux mains de la jeunesse de détestables manuels. La décadence de l'instruction fit des progrès si rapides que la société créa, au prix de lourds sacrifices, un grand nombre d'écoles privées. Mais le gouvernement y imposa l'usage du russe et fit peser sur elles un contrôle intolérable, les fermant sous le moindre prétexte.

En décembre 1864, Bismarck et Gortchakov s'étaient formellement promis de concerter en Pologne une politique anticatholique commune. Dans le Royaume, le Kniaz *Tcherkasky*, président du « Comité d'Organisation », dirigea cette œuvre avec un zèle de sectaire. Dès 1864, le gouvernement confisca tous les biens ecclésiastiques et toutes les fondations pieuses, n'accordant au clergé que de maigres pensions. Un oukase de la même année sécularisait la plupart des ordres et supprimait plus de cent monastères d'hommes. De tels obstacles furent opposés au recrutement qu'il ne devait plus exister dans tout le Royaume, en 1905, que 8 monastères de femmes et 5 d'hommes. Il fut interdit de fonder de nouvelles confréries (1874). L'Académie Ecclésiastique de Varsovie fut supprimée (1868). L'autorité surveilla étroitement les séminaires et le clergé. Elle interdit aux évêques de quitter leur diocèse et aux curés leur paroisse sans une permission spéciale. Le clergé ne put correspondre directement avec Rome (1867). Les évêques perdirent le droit de déplacer les curés (1865). Ils furent persécutés, exilés au fond de la Russie, tandis que leurs sièges restaient vacants (de 1870 à 1872 le Royaume n'eut pas un seul évêque). Un oukase de 1867 soumit le clergé à l'autorité du « Collège Ecclésiastique catholique » de Pétersbourg, qui n'était pas reconnu canoniquement et qui n'avait plus de rapports avec Rome depuis l'année précédente. A partir de 1871, aucune fonction ecclésiastique ne put être exercée sans l'agrément préalable du général-gouverneur.

La grande pensée de Tcherkasky, ce fut la destruction de l'*Union*. Les Uniates se maintenaient encore dans les confins orientaux du Royaume, en Podlachie et dans le pays de Chelm. Chelm était le siège du dernier diocèse uniate qui eut subsisté aprés les persécutions de Nicolas Ier. Tcherkasky fit déporter l'évêque *Kalinski*. Il installa comme administrateur du diocèse un ennemi fanatique du polonisme, Marceli *Popiel*, prêtre uniate de Galicie. Cet apostat rapprocha progressivement le culte uniate du culte orthodoxe, qu'il finit par imposer complètement. Une foule de prêtres, ayant résisté, furent déportés. Le peuple chassa les curés nommés par Popiel. Les verges et le knout ne suffisant pas, on fit venir des troupes. Les villages furent livrés à la soldatesque. Beaucoup, comme ceux de Drelow et de Pratulin, virent des scènes de massacre. Des familles entières prirent le chemin de la Sibérie. Malgré l'écho de ces horreurs dans toute la Pologne et même à l'étranger, Popiel alla jusqu'au bout: en 1875, le clergé reçut l'ordre de passer à l'orthodoxie. Les conversions en masse furent opérées à coups de crosses et de nahajkas. Quelques malheureux, sous menace de mort, furent délégués à Pétersbourg pour y faire savoir que le pays de Chelm embrassait volontairement l'orthodoxie.

Dépolonisation des confins

Le moment sembla venu, après l'insurrection de 1863, d'achever l'œuvre que la Russie poursuivait avec un zèle particulier depuis le XVIIIer siècle, à savoir l'extirpation du polonisme dans les confins. Deux généraux-gouverneurs se distinguèrent particulièrement dans cette besogne: *Mouraviev-le-Pendeur*, puis l'Allemand *Kaufman*, protestant converti à l'orthodoxie.

Les Polonais des confins qui avaient pris part ou étaient suspects d'avoir pris part à l'insurrection furent frappés d'une façon plus impitoyable encore que ceux du Royaume, et ils prirent en plus grand nombre le chemin des mines sibériennes. D'innombrables domaines furent confisqués

et donnés aux Russes (de 1828 à 1870, environ 283.330 hectares de terres polonaises furent expropriés sans indemnités). Les Polonais suspects furent contraints à vendre. Mouraviev frappa toutes les propriétés polonaises d'une contribution permanente de 10% sur leur revenu. Cette taxe fut abaissée en 1869 à 5%, mais on en fit un tribut que devaient payer toutes les «personnes d'origine polonaise» jusqu'à ce que, disait le tsar en 1870, les deux tiers de la superficie des domaines ne fussent plus aux Polonais.

Un coup terrible fut porté aux Polonais par l'*oukase du 10 décembre 1865* leur interdisant d'acquérir des biens fonciers en Lithuanie et en Ruthénie, d'en donner ou d'en transmettre par testament, sauf par voie de succession directe. Tout Russe se portant acquéreur d'une terre polonaise fut exonéré des impôts et reçut des avances consenties sur des fonds spéciaux. Une «Banque gouvernementale des paysans» acheta les terres polonaises pour les lotir et y installer des paysans orthodoxes. Les Polonais ne purent prendre à ferme les terres domaniales ni les acquérir, non plus que les terres confisquées aux jésuites, ni celles qui avaient antérieurement passé aux mains des Russes ou des Allemands. La plupart des lois restrictives frappant les Polonais en matière de propriété foncière ont subsisté jusqu'à la chute du tsarisme. Seules quelques unes d'entre elles ont été modifiées à partir de 1905.

En vue de paralyser entièrement le polonisme et l'empêcher de jouer son rôle civilisateur naturel dans la vie locale, la Russie maintint un *régime d'exception* dans les neuf gouvernements constituant ce que l'on appelait officiellement le «Pays du Nord-Ouest et du Sud-Ouest». Lithuanie et Ruthénie furent privées de l'autonomie territoriale conférée en 1864 aux autres parties de l'empire. Les tsars avouaient par là que, près d'un siècle après les partages, et malgré l'emploi de tous les moyens d'extermination, ils redoutaient encore la vitalité du polonisme dans les confins.

Mouraviev expulsa les derniers fonctionnaires polonais. Une loi du 22 mai 1864 interdit l'emploi des Polonais dans

les services d'État. A partir de 1867, ils ne purent plus exercer les fonctions de maréchaux de la noblesse dans les gouvernements et districts. Un ordre de Kaufman, en date du 9 février 1866, ordre maintenu plus tard et aggravé de fortes pénalités, défendit l'emploi du polonais dans les réunions publiques, les églises, les cafés, les théâtres, les magasins, jusque dans la rue, jusque dans les affiches et les livres de commerce. Les instituteurs polonais furent remplacés par des Russes. L'autorité ferma toutes les écoles privées, toutes les bibliothèques et cabinets de lecture polonais. Pour abaisser le niveau de l'instruction, elle restreignit la fréquentation scolaire en fixant un chiffre maximum d'élèves à admettre dans les établissements secondaires et en exigeant des garanties politiques arbitraires.

Enfin elle travailla à consommer l'asservissement du catholicisme. L'évêque de Wilno, *Krasinski,* et beaucoup de curés avec lui, furent frappés de déportation. Les églises restèrent de longues années sans pasteurs. Il fallut l'autorisation préalable du gouverneur pour accepter les postulants dans les séminaires, nommer les prêtres, bâtir ou restaurer les églises, les chapelles, les calvaires. Les restaurations étaient régulièrement refusées. Les églises furent souvent transformées en sanctuaires orthodoxes. Les processions furent interdites. Les prêtres en chaire durent se borner à lire des sermons dans des recueils visés par la censure. Le russe fut même substitué au latin dans les services ecclésiastiques, mais la population résista avec une opiniâtreté si héroïque que le gouvernement dut renoncer à cette réforme.

Alexandre III. — Hurko et Apuchtine

Le système russe s'épanouit sous le règne d'*Alexandre III* (1881-1894), c'est-à-dire dans la période où s'élabora l'alliance franco-russe. Il est à croire que l'Allemagne essaya de faire obstacle à la conclusion de cette alliance en exaltant jusqu'au délire les passions antipolonaises de

la bureaucratie germano-moscovite, avec l'espoir de provoquer les protestations de l'opinion française.

La France, fascinée par le mirage russe, ne dit mot. Aucun obstacle n'arrêta la Russie dans la réaction violente provoquée par l'agitation nihiliste et l'assassinat d'Alexandre II. Le nouveau tsar subit l'influence de *Pobiedonostsev*, procureur du Saint-Synode, ennemi fanatique du progrès, du catholicisme et du polonisme. Le champ fut laissé libre aux fantaisies de ces satrapes qu'étaient en Lithuanie le général-gouverneur *Ojesky*, dans le Royaume le général-gouverneur *Hurko* (1883–1894) et le curateur scolaire *Apuchtine*.

Apuchtine, qui était en fonctions depuis 1873 et y devait rester jusqu'en 1896, prévoyait avec bonheur le temps où « les mères polonaises berceraient leurs enfants avec des chansons russes ». Il conçut sa tâche comme une opération de police. Maîtres et élèves, à tous les degrés, furent entourés d'espions. Des peines impitoyables frappèrent l'« enseignement secret ». Des autorisations spéciales furent exigées pour les leçons privées. La jeunesse catholique fut contrainte d'aller aux offices des églises orthodoxes. Une statistique de 1895 atteste que sur plusieurs milliers d'écoles primaires 134 seulement avaient alors un prêtre pour l'enseignement religieux. Dans les autres, ce service n'était assuré par personne, à moins qu'il ne le fût par des orthodoxes ou des protestants. Loin d'augmenter le nombre déjà scandaleusement insuffisant des écoles primaires, Apuchtine en supprima plusieurs centaines. Quant aux établissements secondaires, il en rendit l'accès de plus en plus difficile.

A partir de 1880 environ, les résultats apparaissaient nettement tels qu'on les cherchait: progression effrayant de la criminalité juvénile, et de l'ignorance. En 1862, la proportion des illettrés était de 64% dans le Royaume; elle devait s'élever régulièrement, pour atteindre 82% en 1910. Les gouvernements de Lublin et de Kalisz furent, de toute la Russie d'Europe, ceux qui donnèrent le plus fort contingent de recrues illettrées. A cet égard, le gou-

vernement de Varsovie, qui n'était plus, dès 1880, qu'au 14e rang, tombait au 49e vers 1909.

En 1882, un accord intervenu entre la Russie et le pape Léon XIII permit de pourvoir les évêchés vacants. Mais la politique anticatholique ne fut pas enrayée. La persécution des Uniates ne se relâcha pas. En Lithuanie, les violences orthodoxes se multiplièrent. A *Kroze*, l'autorité persistant à refuser la restauration de l'église qui croulait, les réclamations des paroissiens furent étouffées par la police et par la troupe, qui se livrèrent à un massacre. Les victimes qui survécurent furent torturées et traînées en justice. L'affaire de Kroze fit du bruit en Europe et en Amérique. Elle se produisit le 10 novembre 1893. Un mois plus tard, le 23 décembre, était signé l'accord militaire franco-russe. Si les circonstances et les dessous de l'incident venaient un jour à être connus, peut-être constaterait-on que certains milieux de Berlin et de Pétersbourg avaient quelque intérêt à le provoquer et à lui donner du retentissement.

Vers 1890, le général-gouverneur Hurko, se rendant à Berlin, remarqua que les gares de la Pologne prussienne portaient toutes des noms allemands. Dès son retour, il fit gratter les noms en lettres latines dans toutes les stations du Royaume. Dans les wagons, toutes les inscriptions polonaises furent effacées. Il fut permis d'y apposer des réclames dans toutes les langues de l'univers, sauf en polonais. Aux passages à niveau, les avis intéressant la sécurité ne furent plus rédigés qu'en russe. L'idéal de Hurko était qu'un étranger, en traversant le Royaume, fût convaincu de voyager en pleine Moscovie. Aussi russifia-t-il jusqu'aux menus des restaurants.

Il avait aussi, apparemment, ses raisons de n'être pas rassuré par « Robinson Crusoé », « La Case de l'Oncle Tom » et les « Voyages de Gulliver », car la censure proscrivit ces livres avec quelques milliers d'autres. Défense de vendre un guide de Cracovie, de Lwów, ou de Posen. Défense de mettre en scène un roi de Pologne. Il fut un temps où un roman historique, pour échapper à l'Index, devait

se rapporter à une époque antérieure au XIVe siècle. Il fallut, dans les journaux, remplacer l'adjectif « polonais » par l'épithète de « local ». Au reste, pour savoir ce qui se passait dans le Royaume, on devait lire la presse de Vienne, de Berlin, ou de Galicie, mais non pas celle de Varsovie.

Pour comprendre à quel point la vie quotidienne, dans ces conditions, pouvait être un cauchemar et une torture, il faut songer à la nuée des fonctionnaires, hauts et bas, militaires et civils, que le gouvernement avait à son service. Il les attirait dans le Royaume par l'appât d'un traitement double et d'une retraite après vingt ans. En général, ils étaient le rebut de la société russe. Brutaux, vénaux, voleurs, ils ne résistaient pas à l'argent de ceux qui leur en pouvaient donner, mais se montraient impitoyables pour les petits. Dans son rapport annuel adressé au tsar en 1897, le général-gouverneur Imérétinsky disait d'eux, en termes naturellement très mesurés, mais qui laissent transparaître l'énormité de leurs tares :

« Le fonctionnaire russe qui, en entrant en fonctions, n'est qu'insuffisamment instruit, assez peu intelligent, mal élevé, bon et simple de nature, mais paresseux et de manières grossières, apporte avec lui tout un arsenal d'idées préconçues, d'après lesquelles il entend se gouverner dans l'accomplissement de ses fonctions publiques. Le Pays de la Vistule lui semble être le foyer embrasé de la révolution. Dans chaque Polonais il voit avant tout un vaincu, mais aussi un ennemi acharné de l'État et de sa personne. Lui-même est, à ses propres yeux, un conquérant, et, selon le dicton qui veut que « l'on ne juge pas les vainqueurs », il se croit au-dessus du contrôle non seulement de l'opinion, mais de sa propre conscience. »

La russification à outrance pratiquée depuis l'avènement d'Alexandre III discrédita rapidement, dans certains milieux polonais, les idées qui avaient prévalu au lendemain de 1863. La théorie de la non-résistance et du positivisme leur parut avoir fait faillite. En même temps, le désordre moral provoqué par l'abaissement de l'instruction rendait la masse ouvrière, sans cesse croissante, plus

accessible aux théories sociales en faveur. Des forces nouvelles, après 1880, commencèrent à surgir. Les premiers linéaments de véritables partis politiques, jusque là inexistants, apparurent dans la jeune génération paysanne, ouvrière et intellectuelle. Les publications destinées au peuple devinrent rapidement nombreuses. La littérature, étendant ses horizons, fit au peuple une place de plus en plus large. La première organisation socialiste parut en 1882, sous le nom de « Prolétariat ». Ses chefs furent pendus en 1885. Sept ans plus tard, en 1892, était fondé le *Parti Socialiste Polonais,* désigné couramment par les initiales P.P.S. et qui a subsisté jusqu'à ce jour. En 1886 fut constitué une « Ligue Polonaise », appelée un peu plus tard *Ligue Nationale,* qui eut ses affiliés dans les trois tronçons, et qui mit le peuple en avant comme facteur principal de la vie politique. Par ses feuilles clandestines, imprimées surtout en Galicie, elle conquit rapidement une forte influence sur la masse rurale et la moyenne bourgeoisie. Cette Ligue Nationale secrète allait en 1897 apparaître au grand jour comme *Parti national-démocrate.*

Nicolas II et les rêves de conciliation

A côté de ces éléments jeunes et turbulents, les tendances conservatrices subsistaient dans certains milieux. Les uns étaient liés à la Russie par des intérêts économiques. D'autres se flattaient de l'espoir que le gouvernement russe pourrait être amené à renoncer aux méthodes brutales. Dans le *Kraj* fondé par lui à Pétersbourg, en 1882, Érasme *Piltz* défendait le programme de réconciliation qui devait être plus tard celui du « Parti réaliste ».

Le besoin d'une détente était si fort, après trente ans de terrorisme, que l'avènement de *Nicolas II,* en octobre 1894, éveilla l'espérance d'un régime nouveau. Des notables modérés vinrent remettre à Hurko une adresse de loyalisme. Une députation se rendit à Pétrograd et déposa une couronne sur le tombeau d'Alexandre III. Ceux qui agissaient ainsi pensaient que l'alliance franco-russe allait

modifier le cours des choses et qu'une politique de ralliement deviendrait possible à Pétersbourg comme à Vienne depuis longtemps et à Berlin depuis 1890. Ils ne comptaient ni avec les traditions de la bureaucratie russe ni avec la vigilance de l'Allemagne, qui avait l'œil ouvert sur les dangers d'un rapprochement russo-polonais après l'avènement du nouveau tsar, et qui prit ses dispositions en conséquence.

Hurko fut remplacé par le comte *Chouvalov* (1895–1896), germanophile, ancien ambassadeur à Berlin, à qui succéda le prince *Imérétinsky*. L'un et l'autre étaient des fonctionnaires courtois. L'odieux Apuchtine disparut. En mai 1897, Imérétinsky, visitant les provinces du Royaume, fut partout bien accueilli. Trois mois plus tard, en août, Nicolas II vint à Varsovie. On attendait beaucoup de sa visite. On se disait que, sous les inspirations de la France alliée, il allait peut-être promulguer un acte mémorable. On se rappelait l'accueil enthousiaste que le tsar avait reçu à Paris l'année précédente. Varsovie lui fit une réception splendide. Les fonctionnaires russes tremblèrent d'angoisse. Mais leurs craintes étaient inutiles. Nicolas II ne fit rien. Il resta froid et impassible. La population polonaise lui ayant offert un million de roubles en lui laissant le soin d'en fixer la destination, il employa cette somme à fonder une *École Polytechnique* russe à Varsovie. Une députation lui ayant présenté, le 30 août, une protestation de loyalisme, il se borna à répondre « qu'il croyait à la sincérité de l'attachement que la députation était venue lui exprimer au nom de la population polonaise ». La police, pendant les fêtes, veilla à ce qu'aucune inscription de bienvenue, sur la route du cortège, ne fût rédigée en polonais, et le lendemain même de l'arrivée du monarque une circulaire rappelait à tous les fonctionnaires qu'il leur était interdit d'employer le polonais dans leurs rapports avec le public.

A un grand moment avaient manqué un grand cœur et une grande pensée. Venu autocrate, Nicolas II s'en retourna autocrate. La bureaucratie respira. Imérétinsky était bien

intentionné. Il avait même profité de la visite du tsar pour lui soumettre un mémoire secret où il représentait la faillite du système de russification. Mais l'énergie lui manquait. En septembre 1899, une circulaire ordonna que les heures de polonais, dans les écoles, fussent consacrées à des leçons de russe. Le 26 mai 1900 fut étendue au Royaume une loi, appliquée déjà en Lithuanie, punissant de trois mois de prison et d'une amende de 300 roubles le délit d'enseignement clandestin. Le 24 septembre de la même année, le général-gouverneur de Varsovie reçut le droit d'édicter des « ordonnances obligatoires », ce qui équivalait à annuler le régime légal normal.

Quand Imérétinsky mourut, en novembre 1900, on lui donna comme successeur un russificateur de vieille marque, qui avait fait ses preuves comme gouverneur de Kiev, le général *Tchertkov* (1900-1905). Il fallait, disait-il, « traiter les Polonais sans aucune cérémonie, en ennemis de l'État ». La faillite de la politique de ralliement était complète. Il était définitivement prouvé que la Russie des tsars était incapable de comprendre, sans quelque commotion violente, la nécessité de réviser l'aveugle et barbare système qu'elle appliquait à la nation polonaise.

L'ère « constitutionnelle ». — La révolution de 1905

Au commencement de 1904, la guerre éclata entre la Russie et le Japon. En décembre de cette année, le corps expéditionnaire russe comptait 40% de Polonais, quoique la proportion de l'élément polonais ne fut pas supérieure à 10%. Après de longs mois d'agitation, l'*Oukase de tolérance* (avril 1905) autorisa à « tomber » de l'orthodoxie dans une autre confession chrétienne et reconnut théoriquement l'égalité des cultes. L'effervescence continuant, le tsar, par le *Manifeste du 30 octobre,* annonça la convocation d'un Parlement.

Les événements de Russie eurent dans le Royaume un immense retentissement. L'heure tant attendue était-elle venue? La nation russe, en brisant ses chaînes, allait-elle

libérer la Pologne? Tandis qu'en Podlachie et dans les pays de Chelm plus de 150.000 Uniates convertis par force à l'orthodoxie passaient au catholicisme latin en quelques jours, au milieu de scènes d'allégresse indescriptibles, tous les regards se tournaient vers Varsovie. Le mot d'ordre du soulèvement allait-il être donné?

Les «réalistes», ou conservateurs modérés, appréhendaient les désordres. Ils agirent avec prudence. Dans l'automne de 1904, 23 chefs du parti firent parvenir au tsar un mémoire exposant les méfaits du système russificateur. Le parti national-démocrate, plus hardi, voulut profiter des circonstances pour arracher au gouvernement, par voie légale, l'autonomie du Royaume. Son chef, Roman *Dmowski,* espérait obtenir des droits nationaux et politiques analogues à ceux dont jouissait la Galicie. Quant aux socialistes, fortement influencés par le Bund israélite et par les extrêmistes de Russie, ils se décidèrent pour les méthodes violentes. En même temps que l'Allemagne offrait au tsar de coopérer au maintien de l'ordre dans le Royaume et tenait des troupes prêtes à intervenir, les manufactures prussiennes et autrichiennes fournissaient secrètement des armes aux éléments révolutionnaires. C'était la tradition bismarckienne.

Les émeutes, les grèves innombrables, les cortèges avec drapeau rouge, déterminèrent une réaction des modérés autonomistes. Ils organisèrent des *manifestations nationales* qui rappelèrent par leur ampleur celles qui avaient précédé l'insurrection de 1863. Celle du 5 novembre 1905, notamment, réunit 200.000 personnes qui défilèrent avec ordre dans les rues de Varsovie, portant des drapeaux ornés de l'aigle blanc et chantant des hymnes nationaux. Il y avait moins de monde dans les rues de Berlin, disait le consul d'Allemagne, le jour où Bismarck revint de Versailles. Dans toutes les villes et dans beaucoup de villages eurent lieu en même temps des démonstrations analogues. Quelques semaines plus tard, les paysans tinrent à Varsovie un grand congrès où ils demandèrent avec fermeté

l'autonomie, tout en invitant la population rurale à maintenir strictement l'ordre social.

Les autorités russes, débordées, tolérèrent d'abord les manifestations et les meetings. Mais bientôt le général-gouverneur *Skallon* reprit son sang-froid et proclama l'état de siège. Le décret signé par le ministre *Witte* était accompagné d'un communiqué où le gouvernement, inspiré par Berlin, affirmait que les Polonais préparaient une sorte d'insurrection pour se détacher de l'empire. Son intention était de réveiller par là le chauvinisme russe. N'ayant pas réussi, il se vit obligé de rapporter le décret, mais le rétablit quinze jours après. Il est resté en vigueur jusqu'en 1908, pour être remplacé par un autre instituant « l'état de défense renforcée ».

Les violences répressives de Skallon exaspérèrent les partis extrêmes, qui intensifièrent la guerre de partisans, attaquant les patrouilles, les trains, les caisses publiques. Une fraction du P.P.S. (Parti Socialiste Polonais) réprouvait la méthode des coups de main. Elle voulait profiter de la guerre russo-japonaise pour reconquérir l'indépendance nationale par un effort militaire régulier. Le chef de cette fraction était un Polonais de Lithuanie, Joseph *Pilsudski*, homme d'une énergie indomptable, déporté quelques années auparavant en Sibérie. Le pays n'était pas préparé à une guerre nationale. Non soutenu par la masse socialiste, qui répugnait à la discipline d'une organisation militaire, combattu par les éléments modérés, qui réprouvaient toutes les formes d'action violente, Pilsudski et ses partisans, quand la réaction triompha en Russie, durent se réfugier en Galicie.

Les modérés obtinrent, pour un temps, des résultats plus appréciables. Witte, président du Conseil, refusa brutalement à Dmowski l'autonomie du Royaume, mais le parti national-démocrate mit en branle les forces qu'il s'était appliqué à organiser. Sur ses indications, les paysans introduisirent d'eux-mêmes le polonais dans les administrations et assemblées d'un grand nombre de communes. La jeunesse, en 1905, abandonna les écoles du gouvernement,

dont les parents demandèrent la polonisation. Les autorités, en attendant des temps meilleurs, firent des concessions. En juin, elles permirent de fonder des écoles privées. Aussitôt, ce fut une floraison extraordinaire d'écoles primaires, d'établissements secondaires et d'Universités populaires. En 1906, une grande association, la *Maternelle Scolaire* (Macierz Szkolna), présidée par Henri *Sienkiewicz*, centralisa tous les efforts du pays dans ce domaine.

Profitant de l'abolition de la censure et de la reconnaissance du droit d'association et de réunion, les Polonais multiplièrent en quelques mois les unions économiques, les cercles agricoles, les coopératives ouvrières de consommation. La *Société Agricole* revit le jour. Le 27 mai 1907, l'interdit fut levé en Lithuanie sur le polonais. A Wilno parurent aussitôt des journaux polonais, des associations polonaises, et même un théâtre polonais.

Les Polonais à la Douma d'empire

Pour la première fois en 1906 la Russie eut une représentation parlementaire. La Lithuanie et la Ruthénie envoyèrent à la première Douma 20 députés polonais. Le Royaume en envoya 36, tous appartenant au parti national-démocrate, bourgeois, grands propriétaires, aristocrates, ecclésiastiques, ouvriers et paysans. Les électeurs du Royaume votèrent en très grand nombre, dans un calme parfait, mais beaucoup d'entre eux furent passés à tabac par la police.

Le *club polonais* ne se mit pas en avant, attendant l'issue du conflit entre la nation russe et la bureaucratie. Il se rapprocha du parti des Cadets, qui se prononçait en faveur d'une certaine autonomie. Il revendiqua sans succès les droits consacrés par les traités de Vienne et interpella inutilement sur l'état de siège dans le Royaume.

La première Douma ayant été dissoute, les Polonais envoyèrent à la seconde à peu près les mêmes représentants, parmi lesquels se distinguait Roman Dmowski, député de Varsovie. Mais en Lithuanie et en Ruthénie, le

gouvernement réussit par sa pression à faire tomber le nombre des sièges polonais de 20 à 12. « Mieux vaut des socialistes que des Polonais », disait une instruction télégraphique du ministère à l'un des gouverneurs. Ces représentants formèrent un « Club des députés polonais de Lithuanie et des provinces ruthènes », qui s'engagea à observer une stricte solidarité avec le Club du Royaume, composé de 34 députés (2 Lithuaniens avaient été élus à Suwalki).

Les 46 représentants polonais, agissant avec discipline, pratiquèrent un jeu parlementaire dont ils espéraient tirer des avantages un peu comme leurs compatriotes de Galicie au Reichsrat de Vienne. Mais les conditions, à la Douma, étaient totalement différentes. Le gouvernement s'irrita d'être sauvé à plusieurs reprises par l'appoint des voix polonaises. Le réactionnaire *Stolypine,* qui prit le pouvoir en 1907, adopta une attitude intransigeante, en soulignant le caractère purement russe de l'État. Les Polonais, sortant de leur réserve, déposèrent alors une proposition de loi tendant à conférer l'autonomie au Royaume. Ils demandèrent que le polonais fût admis comme langue d'enseignement à tous les degrés.

Appuyé par une majorité antipolonaise, le gouvernement se tira de là par un coup de force. L'*oukase du 16 juin 1907*, qui prononçait la dissolution de la Douma, déclarait que les éléments non russes ne devaient pas se trouver au Parlement en nombre suffisant pour être maîtres des destinées de l'État russe. En conséquence était promulguée une nouvelle loi électorale qui, sous l'inspiration directe du Kaiser Guillaume II, portait un coup fatal aux Polonais. Le nombre des mandats polonais, dans le Royaume, fut ramené de 36 à 12, c'est-à-dire un pour un million d'habitants (un pour 300.000 habitants dans le reste du territoire russe). Sur ces 12 mandats, deux étaient réservés aux 130.000 Russes immigrés. A Varsovie, les 800.000 Polonais et Israélites eurent un député, et les 20.000 Russes en eurent également un. Quant aux confins, la nouvelle loi autorisait le Ministre de l'Intérieur à créer comme il l'en-

tendait des *curies de nationalités*, ce qui permit aisément de créer partout, sauf dans le gouvernement de Wilno, une majorité non polonaise.

Ainsi, au point de vue parlementaire même, les Polonais étaient placés sous un véritable régime d'exception. Les belles perspectives entrevues s'évanouissaient. Les électeurs, en grand nombre, désertèrent les urnes. A la troisième Douma, les 18 députés polonais (11 du Royaume, 7 des confins) furent sans influence. Il en fut de même à la quatrième Douma. La preuve fut faite que la politique antipolonaise du gouvernement était assurée de l'approbation d'une grande majorité des représentants du peuple russe.

Retour au système russificateur. — L'affaire de Chelm

Ne rencontrant aucun obstacle sérieux au Parlement, le gouvernement russe revint très vite aux traditions antérieures à l'ère dite constitutionnelle. Un grand nombre de sociétés économiques et cultuelles furent supprimées. Cette mesure atteignit, en décembre 1907, la « Maternelle Scolaire » qui, au bout de dix-huit mois d'existence, entretenait déjà 800 écoles primaires et secondaires fréquentées par 63.000 élèves, 400 asiles, 600 bibliothèques et cabinets de lecture. Les écoles privées qu'on laissa subsister furent obligées, en 1908, d'enseigner en russe l'histoire et la géographie. Le gouvernement racheta de force aux Polonais le réseau ferré Varsovie-Vienne, jetant ainsi sur le pavé des milliers d'employés polonais qui furent remplacés par des Russes. Un très modeste projet d'autonomie municipale fut élaboré en 1912, mais le Royaume en attendait encore la réalisation quand la guerre éclata.

En Lithuanie et en Ruthénie, l'ordre était donné, dès avril 1906, de n'employer que le russe dans les réunions publiques et les bureaux des sociétés. D'accord avec l'Allemagne, la Russie s'appliqua à orienter dans un sens antipolonais un *nationalisme lithuanien* qui avait pris naissance en Lithuanie prussienne vers la fin du XIXe siècle et dont

la révolution de 1905 avait favorisé le développement. Au commencement de l'ère constitutionnelle apparut à Wilno un premier quotidien lithuanien qui se plaça aussitôt, conformément aux intérêts germano-russes, sur le terrain de l'antipolonisme. Les sociétés et écoles polonaises créées après 1905 furent dissoutes. La nouvelle loi électorale de 1907 imposa une représentation obligatoire de l'élément russe dans les gouvernements de Wilno et de Kovno. On sait qu'en 1864 les « Pays du nord-ouest et du sud-ouest » avaient été privés de l'autonomie territoriale conférée aux autres gouvernements. Or en 1911, quand les bénéfices de cette autonomie furent étendus par la *Loi Stolypine* sur les zemstvos, les trois gouvernements de Wilno, Kovno et Grodno en furent exclus en fait, et des dispositions spéciales, dans les autres gouvernements, neutralisèrent l'influence de la curie polonaise. La Russie, par là, renouvelait l'aveu de la persistance du polonisme dans les confins.

L'œuvre la plus retentissante de la réaction russe, à la veille de la guerre, fut le *détachement du pays de Chelm*. Depuis vingt-cinq ans, sous des formes diverses, on avait songé à constituer en unité administrative distincte les districts orientaux des gouvernements de Lublin et de Siedlce, pour en hâter la russification. Ce projet, qui soulevait des difficultés considérables, le territoire intéressé ayant le calendrier latin, le Code civil, une organisation propre de la commune rurale, etc., avait toujours été combattu par les généraux-gouverneurs eux-mêmes, sauf par Chouvalov, l'ancien ambassadeur à Berlin. Il fut cependant repris et finalement réalisé, à la demande des cercles ultra-réactionnaires et du clergé orthodoxe, qui voulait se venger du passage des Uniates au catholicisme. Malgré toutes les protestations des députés polonais, la Douma décida le 23 juin 1912 que les territoires en question, peuplés d'environ un million d'habitants, formeraient désormais un *Gouvernement de Chelm*, placé sous l'administration directe du Ministre de l'Intérieur. C'était la dernière violation des traités de Vienne, qui avaient garanti l'intégrité du territoire du Royaume.

Caractères généraux de la domination russe

Dans l'affolement de 1905, la Russie officielle eut un accès de sincérité.

« Russifier et dénationaliser les Polonais, était-il dit dans un décret du 19 juin sanctionné par le tsar, russifier et dénationaliser un peuple qui, pendant de longs siècles, a vécu d'une vie indépendante, qui, depuis longtemps, s'est assimilé la civilisation européenne occidentale, qui s'est créé à l'aide de cette civilisation une individualité propre et a gardé intactes sa langue et sa littérature, est une tâche irréalisable. »

Et cependant, avant et après cet aveu, sans répit, la Russie s'est acharnée à une pareille tâche avec une méchanceté aveugle et brutale. L'état où elle a réduit le Royaume, à la veille de la guerre, est quelque chose de monstrueux. Le pays n'est sorti de l'état de siège, en 1908, que pour tomber dans le régime de l'« état de défense renforcée ». Il est soumis, au point de vue électoral, à une loi d'exception. Le nombre de ses députés est dérisoire. Aucune autonomie urbaine, ni de gouvernement, ni de district, mais seulement, en théorie, quelques libertés rurales dont font bon marché les agents russes locaux. Les Polonais, chez eux, ne trouvent pas d'emplois. Ils peuvent aller au Caucase, dans le Donetz, en Sibérie, à Moscou ou à Pétersbourg, y être avocats, commerçants, médecins, professeurs, ingénieurs, exploiter les mines de l'empire, construire le Transsibérien ou le Transmandchourien, mais les postes les plus modestes du Royaume ne sont pas pour eux. Ils sont pour la nuée de fonctionnaires russes corrompus et corrupteurs qui viennent là comme dans une colonie, et qui y sont, proportionnellement, quatre fois plus nombreux que dans le reste de l'empire. Le Royaume rapporte plus à la Russie qu'il ne lui coûte. Ses habitants payent un impôt du sang écrasant, depuis Nicolas Ier jusqu'à la guerre de Mandchourie. Les contributions qui pèsent sur eux sont de 15 roubles par tête, contre une moyenne de 6,4 en Russie. Leurs impôts fonciers sont

huit fois plus forts qu'en Russie. Ils ont 2 kilomètres 7 de routes pour 10.000 habitants, quand la Russie en a 3,2. A la Douma, en mai 1909, un député polonais constate que sur 22 millions de roubles de crédits affectés aux écoles primaires de Russie, le Royaume en reçoit moins de 500.000, dont un tiers pour les écoles orthodoxes. En 1828, Varsovie avait deux fois et demie plus d'écoles qu'en 1900. De là 82% d'illettrés, la démoralisation et le crime.

On voit l'abominable paradoxe: la Pologne, avec son grand passé, sa civilisation occidentale, ses traditions républicaines, non seulement rivée par la force et par les traités au plus arriéré des États européens, mais placée dans une condition inférieure à celle des autres parties de l'immense empire autocratique. Après le Congrès de Vienne, les Polonais s'étaient flattés de l'espérance qu'ils convertiraient la Russie à la liberté. Au bout d'un siècle, la Russie n'avait pas compris. « Guidée par son égoïsme national, écrivait M. Dmowski en 1908, l'immense majorité de la Douma témoigne une indifférence complète pour tout ce qui concerne la Pologne. Il faut dire que pour les neuf dixièmes de ses membres c'est un pays entièrement étranger. Ils ne le connaissent pas. Ils ne comprennent ni sa manière de vivre ni ses besoins. Ils n'ont pas la moindre idée de son caractère politique et social. Ils ignorent même quelle législation y est en vigueur... Ils traitent en définitive le Royaume comme s'il se trouvait hors des frontières de l'État. Toutes les fois qu'on le rappelle à leur mémoire, qu'on leur parle des réformes dont il a besoin, ils voient en cela comme l'importune manie de gens qui s'obstinent à leur parler de choses qui ne les regardent point. »

La masse russe, peuple et bourgeoisie, n'était qu'indifférente. Dans les milieux dirigeants et chez un grand nombre d'intellectuels, il y avait autre chose encore que l'incompréhension, une malveillance poussée parfois jusqu'à la haine. Le *chauvinisme orthodoxe*, lentement élaboré au cours du XIXe siècle, était implacablement hostile au polo-

nisme catholique. Un homme aussi représentatif que *Katkov*, « l'ennemi des Européens », exécrait dans les Polonais « les adversaires de la religion orthodoxe ». Le « Comité d'Organisation » qui gouverna le Royaume de 1864 à 1867 se proposait expressément de déraciner la « civilisation latine » pour lui substituer la « civilisation orthodoxe ». Ces maximes n'ont cessé d'inspirer les bourreaux du pays. La Pologne a subi la peine d'être le plus occidental de tous les peuples slaves de l'empire. La lutte qu'elle a soutenue contre la Russie a été, en son fond, la lutte de la latinité contre le byzantinisme. Aux yeux des Russes, les Polonais étaient de faux frères slaves. Seuls de tous les peuples slaves, ils avaient constitué pendant des siècles un grand État indépendant. Seuls ils représentaient, avec une grande force numérique, une haute individualité historique. A l'idée panslave russe, qui dominait aisément les Slaves de l'ouest, assimilés politiquement par l'Allemagne et ceux du sud, longtemps soumis au joug turc, s'opposait seule l'idée polonaise, essentiellement latine. De là l'acharnement de l'autocratisme orthodoxe à renverser cette obstacle. La Pologne subjuguée a continué d'être au XIXe siècle ce qu'elle avait toujours été au temps de son indépendance : le champ clos de l'Occident et de l'Orient.

Occidentaux, les Polonais concevaient les problèmes européens autrement qu'on ne les voyait à Pétersbourg. Ils étaient naturellement antigermaniques. Par leurs réactions les plus instinctives, par leur existence même, ils tendaient à rompre les liens entre l'Allemagne et la Russie. Or les Russes, à quelques exceptions près, n'apercevaient pas d'antinomie fondamentale entre le germanisme et la civilisation orthodoxe, et ils ne songeaient aucunement à utiliser le polonisme contre l'Allemagne. Vainement des slavophiles comme Roman Dmowski et Érasme Piltz essayaient de les effrayer en leur représentant que le système antipolonais faisait le jeu de Berlin. Loin de le croire, ils voyaient dans les Allemands leurs meilleurs auxiliaires contre le Royaume. Après l'insurrection, pendant vingt ans, ce sont des Allemands, Berg et Kotzebue, qui le gou-

vernent. En Lithuanie, c'est l'Allemand Kaufmann qui succède à Mouraviev. Sous Alexandre III, le programme de russification des pays polonais est calqué sur le programme de germanisation en Alsace-Lorraine. Les Allemands baltes pullulent dans les administrations du Royaume. Les russificateurs les plus implacables sont des fonctionnaires à fort accent germanique formés à la fameuse « Peterschule » de Pétersbourg. Une véritable *invasion allemande* est patronnée par la Russie, et elle s'accélère après 1904. Les Allemands trouvent des obstacles dans les provinces baltes, mais dans le Royaume ils ont le champ libre. Leurs colons, leurs ingénieurs, leurs capitaux æffluent. Ils sont déjà, avant la guerre, plus de 500.000. Lodz, où ils représentent 26% de la population, est leur base de pénétration, et les pangermanistes l'appellent ouvertement la « capitale du Neudeutschland ». Ils y ont un gymnase à eux, reconnu comme école d'État, faveur ignorée des Polonais, et qui, dit l'acte de fondation rédigé par les pangermanistes, est destiné à « répandre dans les marches occidentales de l'empire la culture véritablement russe ». Les Allemands, dans tout le Royaume, sont privilégiés par rapport aux Polonais. Ils organisent librement des sociétés de tir et de gymnastiques, des chorales, des écoles, des associations de tout genre, qui défilent avec des armes. L'une d'elle, sur son uniforme de parade, porte la croix des Chevaliers Teutoniques. Les autorités russes n'ont pas le droit de s'adresser aux Polonais en polonais, mais elles ont celui de s'adresser en allemand aux Allemands.

Au moment où s'annonçait le grand cataclysme européen, la Russie, alliée de la France, apparaissait plus éloignée peut-être de réviser sa politique polonaise qu'elle ne l'avait été au temps de Nicolas Ier ou d'Alexandre II. Impuissante à assimiler le Royaume, elle y appelait le pangermanisme. Si le cours des choses n'avait pas été rompu brusquement, tout indiquait en 1914 qu'elle eût trouvé là le moyen suprême de réduire enfin ce polonisme contre lequel la force brutale d'un vaste empire s'était vainement usée depuis un siècle.

V. — LES POLONAIS ET LE POLONISME EN 1914

Force numérique du polonisme. — Développement industriel et agricole du domaine polonais. — La classe paysanne. La classe ouvrière. Développement de la bourgeoisie. Clergé. Noblesse. — Origines de la question juive. Sa gravité. — Institutions scientifiques de Pologne. — Les savants polonais à l'étranger. — Fécondité de la littérature polonaise. — L'art national. — Unité morale de la Pologne. La commémoration de Grünwald.

En 1914, près d'un siècle et demi s'était écoulé depuis le premier partage de la Pologne. Trois puissants empires s'étaient acharnés à la désorganiser et à la détruire. Son nom même avait disparu. Il semblait ne rester d'elle qu'un souvenir.

En réalité, elle avait triplé sa population, organisé ses forces créatrices, maintenu et enrichi son individualité morale. Démembrée, privée d'un état-civil, elle vivait et elle était une nation.

Statistique de l'élément polonais

Théoriquement, la Pologne était découpée en trois tronçons. En fait, les frontières d'États n'étaient pas seules à séparer les Polonais. Il s'y ajoutait les frontières administratives. Les membres épars du même corps se trouvaient dans le Royaume, en Lithuanie, en Ruthénie, en Posnanie, en Prusse Occidentale et Orientale, en Haute-Silésie, en Galicie, en Silésie autrichienne, et aussi dans les colonies d'Europe et du nouveau monde.

Les statistiques d'avant-guerre, quoique en général très défectueuses, permettent de se représenter approximativement l'importance numérique de l'élément polonais.

1° *En Russie.* Le Royaume, peuplé en 1816 de 2.717.200 habitants, en comptait 12.467.300 le 1er janvier 1911, sur lesquels les trois quarts étaient Polonais. Dans les confins, l'élément polonais montait approximativement à 19%

en Lithuanie, à 8% en Ruthénie Blanche, à 7% en Ruthénie du Sud-Ouest, soit 2 millions 1/2. Il y possédait près de 22% de toute la propriété foncière, c'est-à-dire 7 millions 300.000 hectares, et près du tiers de tous les autres biens immeubles. Dans le reste de l'empire russe, surtout dans les villes, environ 500.000 Polonais se consacraient principalement à l'industrie, au commerce, et aux professions libérales.

2° *En Autriche-Hongrie.* D'après la statistique du 31 décembre 1910, les Polonais étaient au nombre de 4.672.000 en Galicie. En Silésie de Teschen, ancien duché polonais passé à l'Autriche, ils étaient 235.000, soit 54,9% de la population, contre 27% de Tchèques et 18% d'Allemands. En territoire hongrois, le long des Karpathes septentrionales, les régions de Zips et d'Orawa en comptaient environ 200.000. Enfin 36.000 Polonais habitaient la Bukovine, 12.000 la Bosnie, 24.000 diverses régions de l'empire austro-hongrois.

3° *En Allemagne.* Les statistiques prussiennes, systématiquement tendancieuses, accusaient au 1er décembre 1910 1.291.000 Polonais en Posnanie, 603.000 en Prusse Occidentale, 278.000 en Prusse Orientale (Prusse ducale et Varmie), 1.258.000 en Haute-Silésie. A ces chiffres s'ajoutaient 500 à 550.000 Polonais dispersés à travers l'Allemagne, et dont un grand nombre vivaient en masses compactes en Westphalie et dans les provinces rhénanes.

4° *Colonies d'Europe et du Nouveau-Monde.* Les différents pays d'Europe comptaient environ 100.000 Polonais. Dans les cinquante dernières années, les conditions politiques et économiques avaient déterminé un grand mouvement d'émigration dirigé principalement vers le Nouveau-Monde. Il avait commencé par la Pologne prussienne. La Galicie, puis le Royaume, avaient fourni à leur tour un énorme contingent d'expatriés appartenant pour la plupart aux classes pauvres de la population. Ainsi s'était formée en Amérique du Sud, surtout au Brésil, une colonie de 100.000 Polonais, et aux États-Unis une colonie dépassant 3 millions

d'individus (la seule ville de Chicago comptait plus de 300.000 Polonais).

Ces données approximatives se réfèrent aux années 1910 à 1911. En tenant compte du coefficient annuel moyen d'accroissement de la population polonaise, qui est de 1,57 (1,2 en Russie, 1,07 en Allemagne, 0,95 en Belgique, 0,09 en France), on peut estimer qu'en 1914 l'élément polonais était représenté par 24 à 26 millions d'individus, c'est-à-dire occupait en Europe la sixième place après la Russie, l'Allemagne, l'Angleterre, la France et l'Italie.

La plupart des Polonais étaient catholiques. Ils formaient une masse homogène dans le Royaume, en Galicie Occidentale, dans la plus grande partie de la Posnanie et de la Haute-Silésie. Ils étaient mêlés aux Lithuaniens, aux Russes, aux Blancs-Ruthènes et aux Ukrainiens dans les confins, aux Ruthènes en Galicie Orientale, aux Allemands dans une partie de la Posnanie, en Prusse Occidentale et Orientale, en Haute-Silésie. A l'exception de la Pologne prussienne, leur territoire fixait partout une très forte proportion d'Israélites, qui dépassait 14% dans le Royaume.

Développement économique

La politique économique des copartageants, au cours du XIXe siècle, avait été très nuisible à la prospérité matérielle des territoires polonais. Violant délibérément les dispositions des traités de Vienne qui maintenaient l'unité économique de ces territoires, ils isolèrent les tronçons et placèrent chacun d'eux dans des conditions d'infériorité par rapport aux autres parties de leurs empires respectifs. Non seulement le Royaume et la Galicie furent séparés de la mer, mais en 1914, sur une frontière de 400 kilomètres, pas une seule voie ferrée ne les reliait. Tout le système fluvial polonais fut paralysé. La Pologne prussienne, privée de ses débouchés naturels vers l'Est, devint un marché de l'industrie allemande. Dantzig tomba. La Galicie, placée dans une situation excentrique par rapport

à l'Autriche, fut exploitée par elle et inondée de produits germaniques. Quant au Royaume, il n'avait ni canaux, ni chemins de fer, ni chaussées, et la Russie, soucieuse avant tout de protéger sa production de matières premières et ses articles mi-manufacturés, entravait son essor par un régime de tarifs et une législation arriérée.

Malgré ces difficultés, la Pologne réalisa après 1863, et surtout depuis la fin du xixe siècle, d'énormes *progrès matériels*. Hommes politiques, publicistes, romanciers comprirent et firent comprendre au pays que, dans les conditions modernes de l'existence, le maintien de la nationalité n'était possible que sur la base d'une exploitation active des richesses naturelles de la Pologne. Les sciences exactes et d'application attirèrent une foule de jeunes gens. Ils affluèrent dans les écoles spéciales de Galicie et à l'École Polytechnique de Varsovie que le tsar avait fondée en 1897 avec l'argent polonais. Plus de mille étudiants polonais fréquentaient l'École Supérieure Technique de Pétersbourg. Un grand nombre d'autres suivaient les cours des divers instituts d'Europe occidentale.

Quelques chiffres doivent être donnés ici pour représenter en gros le rendement économique auquel atteignaient, avant la guerre, les différents pays polonais.

La *Pologne prussienne* a dû fléchir devant la formidable concurrence industrielle de l'Allemagne. Néanmoins, dans ce domaine, elle a opéré vers la fin du xixe siècle un redressement remarquable. Jusqu'en 1883, les industriels polonais étaient moins nombreux en Posnanie que les industriels allemands. En 1895, ils atteignaient la proportion de 56%, en 1907 celle de 58,5%. En 1913, on en comptait 25.000 contre 16.000 Allemands.

C'est surtout dans le domaine de l'agriculture que la Pologne prussienne a développé son rendement dans les quarante dernières années qui ont précédé la guerre, au point de devenir le grenier de l'Allemagne. Elle avait un système de sociétés agricoles très perfectionné et utilisait la technique la plus moderne, qui lui permit de doubler, entre 1885 et 1913, la production des céréales

par hectare. Elle donnait autant de seigle que toute la France. Quoique sa population ne dépassât pas 12,8% de celle de l'Allemagne, elle fournissait 26% des pommes de terre du Reich, 21% en blé, 20% en betteraves à sucre.

En Haute-Silésie, c'était avant tout la main d'œuvre polonaise qui faisait fructifier les capitaux des magnats agrariens et industriels de Prusse. Il s'y était organisé une puissante classe ouvrière polonaise, de moins en moins influencée par les organisations allemandes. Mais l'Allemagne, pour la maintenir dans la servitude, lui appliquait une législation du travail à beaucoup d'égards spéciale et lui refusait les écoles techniques indispensables.

La *Galicie*, mal outillée au point de vue technique et défavorisée par un morcellement excessif du sol, n'en a pas moins accru de 30% son rendement agricole entre 1899 et 1912. Vers la fin du XIXe siècle, elle a commencé à vaincre tous les obstacles opposés par le gouvernement central, et son essor, en quelques années, a été prodigieux. De 1902 à 1910 ont été fondés environ 40% des établissements industriels du pays. Le nombre des travailleurs, dans les différentes branches, a augmenté de 50 à 100%. Les *salines* galiciennes souffraient du monopole d'État, et le bassin houiller occidental, dont la richesse est évaluée à 25 milliards de tonnes, était à peine exploité, mais le pays s'était rapidement placé au troisième rang, après l'Amérique et le Caucase, pour la production du *pétrole.* Les fabuleux gisements du flanc nord des Karpathes, qui donnaient 650.000 quintaux en 1885, en donnaient 3.472.000 en 1900 et 20.863.415 en 1909. A côté de la Galicie, la Silésie de Teschen, où dominait la main-d'œuvre polonaise, était une des régions les plus productrices d'Autriche avec ses mines de houille, ses fabriques de textile et ses établissements métallurgiques.

Dans le *Royaume*, le gouvernement interdit jusqu'en 1897 la création de syndicats agricoles. Il attendit jusqu'en 1907 pour autoriser celle d'une « Société Centrale d'agriculture » qui, en 1914, groupait déjà 34 sociétés régionales

et un millier de cercles locaux. Beaucoup d'autres organisations virent le jour ou se perfectionnèrent dans la mesure où le gouvernement le permit. De 1895 à 1912, le rendement du sol fut relevé de 25%. Le Royaume devint un grand producteur de pommes de terre et de céréales. Il donnait, en 1912, 32 millions de quintaux de blé, c'est-à-dire, proportionnellement à son étendue, plus que la France.

C'est principalement dans l'industrie que les progrès du Royaume ont été remarquables. Ces progrès ont été favorisés par toute une série d'organisations, telles que la «Société pour l'encouragement de l'industrie et du commerce», fondée en 1886, et la «Société des industriels du Royaume», fondée en 1910. En 33 ans, de 1877 à 1910, la valeur de la production industrielle du pays s'est accrue de 732%, passant de 274 à 2.280 millions, et le nombre des ouvriers s'est élevé de 341%, passant de 90.000 à 400.000. L'industrie des métaux, qui produisait 7 millions en 1870, en produisait 292 en 1910. Celle du textile produisait près d'un milliard en 1910, avec 150.000 ouvriers. Le nombre de ses établissements a augmenté de 87% de 1901 à 1910, et leur rendement de 65%. *Lodz*, le «Manchester polonais», et *Zyrardów*, avec ses fabriques de toiles, étaient parmi les plus grands centres industriels du continent. L'industrie alimentaire a doublé sa production entre 1901 et 1910, année où le Royaume s'est placé au troisième rang des provinces de l'empire russe pour la production du sucre. Dans les quarante dernières années, l'exploitation houillère, concentrée dans le *bassin de Dombrowa*, avait augmenté 17 fois son rendement: de 1.286.000 tonnes en 1880 elle était passée à 6.315.430 en 1912. Le Royaume exportait en Russie 55% de plus qu'il n'en importait.

Dans les *confins*, les Polonais jouaient un rôle économique important. Possesseurs de millions d'hectares de terre, ils étaient un facteur essentiel de la prospérité agricole. C'était à leur initiative qu'était dûe la création du principal centre industriel de Ruthénie Blanche, celui de

Bialystok, avec ses fabriques de textile. Ils détenaient la grande majorité des capitaux dans les sociétés sucrières les plus importantes de Russie, celles d'Ukraine.

Ces indications sommaires suffisent pour permettre d'apprécier dans quelle mesure les Polonais, malgré leur assujettissement politique et les conditions anormales de leur activité, se sont employés à mettre en valeur les ressources de leur pays. A la base de leur effort était une organisation du crédit que le président de l'Union Internationale des Coopératistes, l'Anglais *Henri Wolff*, appréciait en ces termes en 1910: « Le brillant état des banques polonaises et des coopératives atteste l'étonnante rapidité du progrès réalisé... Ces banques ont fait des miracles »[1]. Un autre étranger, *Sidney Whitman*, jugeant l'ensemble de l'œuvre économique polonaise, écrivait en 1906 dans la « Deutsche Rundschau »: « Les Polonais s'affirment comme un peuple admirablement doué qui, grâce à l'impulsion donnée par l'industrie moderne, a fait en un petit nombre d'années d'énormes progrès matériels. »

Structure sociale

L'évolution économique, combinée avec d'autres causes complexes, a déterminé un changement profond de la société polonaise. En 1914, cette société ne ressemblait plus du tout à ce qu'elle était à l'époque des partages. Les transformations produites au cours du XIXe siècle, et dont l'étranger n'avait aucune idée, étaient dues principalement à trois ordres de faits: émancipation des paysans, formation d'une classe ouvrière, développement de la bourgeoisie.

La réforme agraire avait été réalisée, dans des conditions d'ailleurs fort différentes, d'abord par la Prusse (1823), puis par l'Autriche (1848), enfin par la Russie

[1] *People banks, a record of social and economic success* (Londres, 1910).

(1864). Préoccupés avant tout de ruiner la szlachta, qu'ils considéraient comme le support principal du polonisme, les États copartageants n'avaient abouti, en définitive, qu'à élargir et à renforcer les bases nationales de la Pologne, en hâtant la constitution d'une puissante *classe paysanne* qui était propriétaire, en 1914, de plus des deux tiers du sol cultivé. Ils avaient ainsi réalisé, peu à peu, ce qui avait été le rêve de Kosciuszko comme celui des révolutionnaires de 1830 et de 1863. Éduqués au point de vue technique par d'innombrables associations agricoles, éveillés à la conscience nationale par l'action obstinée des apôtres sociaux et politiques, les ruraux sont devenus, au XIXe siècle, l'élément le plus solide de la démocratie polonaise et la meilleure garantie de sa stabilité.

Le développement industriel a donné naissance à une autre force nationale inconnue antérieurement, la *classe ouvrière*, dont l'action commençait déjà à se faire sentir dans l'insurrection de 1863. En 1910, on comptait 400.000 ouvriers dans le Royaume, 100.000 en Galicie, 200.000 en Posnanie et en Haute-Silésie, 200.000 en Allemagne, soit 900.000 environ, c'est-à-dire, avec les familles, environ 4 millions de prolétaires de l'industrie. L'organisation sociale de cet élément nouveau avait commencé aux environs de 1890. Ses revendications économiques rencontrant leur principal obstacle dans le régime d'oppression étrangère, il avait été naturellement amené à associer son idéal de classe à l'idéal politique de l'indépendance. Aussi les idées internationalistes proprement dites ont-elles eu peu de prise sur la masse ouvrière polonaise. Beaucoup de travailleurs sont entrés dans les organisations de démocratie chrétienne. Ceux qui ont adhéré au socialisme n'ont cessé, à l'exception d'une petite minorité, de concevoir la révolution comme un moyen de secouer à la fois le joug de la bourgeoisie capitaliste et celui de l'étranger.

Un des caractères essentiels de l'ancienne Pologne avait été de manquer d'un *tiers état*. Cette anomalie a en partie disparu au cours du XIXe siècle. Des causes diverses en-

traînant vers les villes une partie de l'excédent de population campagnarde, l'énorme disproportion numérique entre l'élément rural et l'élément citadin a été réduite progressivement. Le phénomène a été d'abord sensible en Pologne prussienne, où l'on voit, à partir de 1867 environ, une immigration rurale remplacer dans les villes les Allemands et les Juifs. En Galicie, cette immigration a été beaucoup plus lente, en raison surtout du faible et tardif développement industriel. Il n'en a pas été de même dans le Royaume, où toute une série de villes, en un demi-siècle, ont vu augmenter considérablement le chiffre de leur population. L'accroissement le plus accusé a été celui de Varsovie, qui comptait 276.000 habitants en 1872 et 797.930 en 1911. Une partie notable des éléments nouveaux, parmi lesquels se trouvaient beaucoup de nobles abandonnant la campagne, a contribué à la formation d'une petite bourgeoisie. Quant à la grande bourgeoisie, qui commençait à s'organiser dans la première moitié du XIX[e] siècle, le développement économique, en l'enrichissant, lui a donné une importance sociale et politique de plus en plus grande.

Les États copartageants, en vue de détruire le polonisme, s'étaient spécialement acharnés après les deux ordres qui avaient été les plus influents sous l'ancien régime, le clergé et la noblesse.

Le *clergé* avait résisté aux persécutions avec courage, et souvent avec héroïsme. Nulle part, même dans la monarchie catholique des Habsbourgs, il n'avait pris d'initiatives dans le sens d'une politique de ralliement. Il avait tenu tête à Bismarck dans la période du Kulturkampf, comme à Tcherkasky et à Pobiedonostsev dans celle de l'offensive orthodoxe. On le vit en 1905, comme en 1863, marcher à la tête des manifestants de Varsovie, en habits sacerdotaux, et faire des sermons politiques dans les églises. Indépendant, volontiers très moderne, il avait organisé en Galicie le mouvement chrétien-social, à partir de 1896, et jouait un rôle de premier plan dans la lutte

économique de la Pologne prussienne contre le germanisme. Les conditions particulières dans lesquelles il se trouvait comme élément de résistance nationale avaient maintenu, aux yeux de la masse, le prestige traditionnel dont il jouissait et neutralisé sensiblement l'action des courants de libre-pensée et d'anticléricalisme que les influences occidentales avaient introduits en Pologne au XIXe siècle. Les chefs nationaux, même ceux qui, comme Roman Dmowski, étaient personnellement indifférents au point de vue religieux, estimaient que le polonisme et le catholicisme étaient naturellement solidaires dans la lutte pour l'existence nationale.

Quant à l'ancienne *noblesse*, autre objectif des oppresseurs, elle avait été profondément désorganisée. Les sacrifices énormes qu'elle avait faits dans les mouvements insurrectionnels, surtout en 1830, l'avaient épuisée. Les confiscations, puis les réformes agraires, lui avaient donné le coup de grâce. Un petit nombre d'aristocrates avaient sauvé une partie de leur patrimoine, mais une foule de moyens et petits gentilshommes avaient été contraints de venir gagner leur vie dans l'industrie ou le commerce des villes. Les grands propriétaires eux-mêmes, s'adaptant aux conditions nouvelles, avaient dû se transformer en producteurs modernes et s'armer d'une instruction technique.

Au total, un ensemble de causes naturelles favorisées par la politique malavisée des copartageants avaient déterminé une refonte complète de la société polonaise dans un sens démocratique. Elle s'était équilibrée et différenciée pour mieux résister à l'action destructrice de l'oppresseur.

Son évolution, d'ailleurs, n'était pas achevée en 1914. La nouvelle structure sociale offrait encore plus d'un point faible. Ainsi le prolétariat rural, surtout dans le Royaume, était trop abondant. La petite et moyenne bourgeoisie était insuffisamment développée. Cet état de choses était dû non pas seulement aux conditions politiques anormales, mais aussi à l'excès de population israélite.

La question juive

Les Juifs, nombreux dans l'ancienne Pologne, y avaient rendu impossible la formation d'une bourgeoisie. Élément citadin par excellence, ils avaient exercé une sorte de monopole de l'activité économique, que la plupart des nobles dédaignaient. Or, après les partages, cette anomalie sociale, loin de disparaître, s'était aggravée. Au commencement du XIXe siècle, les territoires anciennement polonais comptaient 8 à 900.000 Israélites. Ils en comptaient plus de 5 millions avant la guerre de 1914.

En Pologne prussienne, l'élément israélite fut en régression continue depuis le milieu du XIXe siècle, et la question juive ne s'y posait pas. Il n'en était pas de même en Galicie et dans le Royaume.

En Autriche, la moyenne de population juive, avant la guerre, était de 4,6%. Elle était de 10,9% en Galicie. Près des trois quarts de cette masse vivaient dans les villes, où environ 350 habitants sur 1000 étaient juifs. Au recensement de 1910, la plupart d'entre eux se rallièrent à la nationalité polonaise, mais le mouvement sioniste, qui avait apparu en Galicie vers la fin du dernier siècle, gagnait chaque jour en influence et luttait avec un succès croissant contre la tendance à l'assimilation.

Dans le Royaume, les Israélites constituaient 14,6% de la population, dont la presque totalité dans les villes (40,2%) et dans les bourgs (45%). Sur l'initiative de Wielopolski, l'égalité civile avait été accordée aux Juifs du Royaume en juin 1862. Cette mesure, puis la politique antisémite de la Russie, déterminèrent une très forte immigration juive. Les «*Lois de mai*» d'Ignatiev (15 mai 1882) contribuèrent à faire du Royaume le seul asile des Juifs de Russie. Le régime de la «*Zone d'établissement*» eut pour effet de concentrer dans les anciens territoires de la République polonaise plus des trois quarts des Juifs russes. Le Royaume et la Zone d'établissement, dont la superficie ne dépassait pas 4,3% du territoire russe, contenaient à

eux seuls 75% de la population juive de Russie. D'après un démographe israélité, M. Kaplun Kogan, l'immigration annuelle moyenne des Juifs de Russie dans le Royaume était de 16.600 individus avant la guerre. De 1898 à 1910, la population juive augmenta de 160.000 dans tout l'empire russe, tandis qu'elle augmentait du 439.000 dans le Royaume.

Il est certain que le gouvernement de Pétersbourg, depuis l'avènement d'Alexandre III, a fait du Royaume un déversoir. Ce système avait le double avantage de le débarrasser d'un élément gênant et de compliquer les difficultés des Polonais. Bon nombre des Juifs immigrés furent involontairement des agents de russification. Transportés en masse, et brusquement, dans une société bientôt saturée, près des deux tiers y demeurèrent un élément étranger, gardant leurs mœurs à part et leur parler *yeddisch*. Non seulement ils offraient un terrain favorable à la propagande des idées révolutionnaires et de la doctrine sioniste, mais ils déterminaient une perturbation profonde dans les conditions économiques et sociales au moment même où s'élaborait une petite bourgeoisie polonaise. Pendant ce temps, l'essor industriel et l'émancipation, par la réforme agraire, des paysans inexpérimentés permettaient à l'élément israélite indigène d'accroître sa richesse et d'élargir son rôle dans l'économie générale du pays.

Par instinct naturel de conservation, l'afflux des Juifs augmentant d'année en année, la société polonaise réagit. Cette réaction n'avait aucun caractère religieux, malgré les excitations perfides de la police russe. En octobre 1905, les pogroms se déchaînèrent dans les provinces occidentales et méridionales de Russie: aucun n'eut lieu dans le Royaume, non plus que dans les gouvernements de Grodno, de Wilno et de Kowno. Le clergé polonais, dans cette période, intervint publiquement pour la protection des Juifs, comme en témoignent les lettres écrites aux rabins par les évêques catholiques et publiées par le « Bulletin de l'alliance israélite » de 1905-1906. La Russie et l'Alle-

magne n'en cherchèrent pas moins à répandre par le monde la fable d'une agitation antisémite polonaise. Les campagnes auxquelles se laissèrent entraîner certains organes étrangers, notamment en Angleterre, appelèrent les protestations des écrivains et publicistes polonais les plus célèbres.

Il était évidemment dans les plans de Pétersbourg et de Berlin d'envenimer le plus possible la question juive et d'exploiter à fond tous les malentendus. Aucun moyen ne pouvait plus efficacement gêner l'évolution sociale et nationale de la Pologne. Les difficultés devinrent graves du jour où l'élément juif intervint comme tel sur la scène politique. En 1905, une fraction importante des Juifs, notamment le prolétariat groupé dans le « *Bund* », se rallia aux méthodes révolutionnaires violentes des extrémistes russes et tenta d'y entraîner le Royaume. Le malaise s'accentua ensuite d'année en année, jusqu'à 1912, où eurent lieu les élections à la quatrième Douma. Roman Dmowski, leader national-démocrate, chef du club polonais dans les trois premières Doumas, fut battu à Varsovie par l'Israélite *Versari*, qui passa grâce aux 340.000 suffrages juifs de la capitale, renforcés d'un certain nombre de suffrages socialistes polonais. L'événement plaçait ainsi en face les uns des autres les Israélites et les partis polonais d'action nationale. Alors fut organisée une lutte ouverte sur le terrain économique, avec des ligues d'acheteurs et des coopératives de consommation destinées à émanciper le pays de la domination commerciale des juifs. Les choses en étaient là quand la guerre survint.

En gênant l'élaboration d'une classe bourgeoise solide, en engendrant des anomalies économiques funestes, en donnant prise à des actions étrangères hostiles à la Pologne, en prenant enfin, dans les dernières années, les formes d'une lutte entre un élément non assimilé et la masse nationale, la question juive apparaissait en 1914 comme un problème d'une gravité exceptionnelle, dont il semblait que dépendît tout l'avenir du pays.

La vie intellectuelle et l'esprit national

Par son activité économique et par sa différenciation sociale orientée dans un sens démocratique, la Pologne s'est adaptée aux conditions modernes de la vie, augmentant ainsi sa capacité de résistance et ses forces créatrices. Il lui restait encore autre chose à faire pour demeurer une nation: maintenir et consolider son unité morale.

Dès le lendemain du premier partage, le pays avait compris que c'était par l'instruction, avant tout, qu'il pouvait se relever et subsister. Cette conviction, il la garda pendant tout le XIXe siècle. De là les immenses efforts qu'il fit dans ce domaine, en profitant de toutes les occasions favorables. En Posnanie, en Galicie, dans le Royaume surtout, qui était le plus menacé, il ne recula devant aucun sacrifice. On a vu l'extraordinaire efflorescence de la « Maternelle Scolaire » fermée par les Russes en 1907. Les Polonais du Royaume, sous le régime dit constitutionnel, réussirent à fonder neuf écoles supérieures, telles que l'Université libre, les Cours Scientifiques, l'École Supérieure d'Agriculture. En 1913, ils entretenaient 247 établissements privés d'enseignement secondaire avec 50.000 élèves, et 827 écoles primaires avec 58.000 élèves.

Pour une population de 25 millions d'âmes, les Polonais n'avaient en 1914 que deux *Universités*, celle de Cracovie et celle de Lwów. Toutes deux jetaient un vif éclat. A côté d'elles existaient, dans les trois parties du pays, une cinquantaine de sociétés savantes, qui participaient aux congrès internationaux de tout genre. Les plus actives étaient la *Société historique* et la *Société d'encouragement de la science polonaise*, à Lwów, la *Société des Amis des sciences*, à Posen, la *Caisse Mianowski* et la *Société Scientifique*, à Varsovie, mais surtout l'*Académie des Sciences* de Cracovie, dont les travaux faisaient autorité dans les domaines les plus divers, archéologie, histoire, philologie, ethnographie, droit, anthropologie, etc. D'inestimables richesses étaient accumulées dans des collections comme la

Bibliothèque de l'Université et la *Bibliothèque Krasinski* à Varsovie, l'*Institut Ossolinski* à Lwów, la Bibliothèque de l'Académie des Sciences et celle de l'Université à Cracovie, la *Bibliothèque Czartoryski* dans la même ville, comme aussi, à l'étranger, la *Bibliothèque* et le *Musée de Rapperswill* en Suisse, ou la *Bibliothèque Polonaise* et le *Musée Mickiewicz* à Paris.

Un grand nombre de savants avaient dû aller chercher hors de la Pologne des conditions de travail plus favorables. Cet exode avait commencé au lendemain de 1863, mais ce fut surtout vers la fin du XIX[e] siècle qu'il s'accentua. Avant 1914, on trouvait un ou plusieurs Polonais dans toutes les Universités de Russie, de Suisse et d'Allemagne. *Beaudouin de Courtenay*, le linguiste célèbre, était membre de l'Académie de Pétrograd. *Brückner*, philologue et historien de la littérature, professait à l'Université de Berlin. Le D[r] *Laskowski* était doyen de la Faculté de Médecine de Genève. *Kostanecki*, professeur à l'Université de Berne, obtenait le grand prix de la Société française de Chimie pour ses travaux sur les matières colorantes. *Madame Curie*, née Sklodowska, qui devait être, en 1922, la première femme élue à l'Académie de Médecine de Paris, le docteur Jean *Danysz*, bactériologiste de l'Institut Pasteur, M[lle] *Joteyko*, directrice du premier Institut Pédagogique créé en Europe, celui de Bruxelles, le célèbre neurologue *J. Babinski*, fils d'émigré, beaucoup d'autres encore, que l'on voudrait pouvoir nommer, apportaient leur éclatante contribution au savoir humain sans être soutenus par la pensée que cette gloire pût rejaillir sur leur patrie qui n'avait plus de nom.

Encore ces œuvres de science, à caractère international, pouvaient-elles donner à l'étranger, pour peu que l'on y prît garde, une idée de la civilisation polonaise et de sa vitalité. Mais tout un domaine, précisément le plus national, demeura fermé à l'Occident jusqu'au jour tardif où des traductions commencèrent à l'entr'ouvrir. C'était celui de la *littérature polonaise*, que rendaient mal accessible non seulement l'obstacle d'une langue difficile et presque

inconnue, mais l'obstacle plus redoutable encore du prestige dont jouissaient les écrivains russes. En 1897, des Français avertis (v. p. 342) constataient avec regret que les œuvres polonaises, accueillies avec faveur en Russie, n'attiraient point l'attention de l'Occident. On ne savait pas que, du Moyen Age à 1870, d'après le calcul du célèbre bibliographe Estreicher, il avait paru en Pologne trois fois plus d'ouvrages que dans tous les autres pays slaves réunis. On ne se doutait pas que cette sève puissante continuait à circuler et que la Pologne n'en était pas restée à ces deux ou trois grands romantiques qui avaient incarné les pensées d'une génération héroïque.

Après 1863, la littérature polonaise, en continuant à demeurer très européenne, accuse un caractère de plus en plus national. Si elle participe aux grands courants de réalisme et de symbolisme, si d'innombrables traductions, dont beaucoup sont elles-mêmes des chefs-d'œuvre, la mettent en contact fécond avec toutes les esthétiques modernes, c'est surtout dans son exacte adaptation aux nouvelles conditions du pays, morales, sociales, politiques, qu'elle trouve le principe de son merveilleux renouvellement. Par là elle devient, plus encore que dans l'âge précédent, la forteresse spirituelle de la Pologne. C'est dans le théâtre, la poésie, le roman que les persécutés, grands et petits, puisent les énergies vitales profondes contre lesquelles butent les vains assauts de l'étranger. Nul pays, en notre temps, où un grand écrivain ait exercé aussi véritablement un sacerdoce. Dépositaire de la langue, il était entouré d'un prestige qui allait parfois jusqu'à une sorte de vénération religieuse. Son œuvre de conservation nationale n'avait pas d'auxiliaire plus puissant que les femmes, à la fois si pratiques et si imaginatives, si entendues en administration domestique et si ouvertes aux choses de l'esprit, ces femmes polonaises dont Bismarck avouait un jour au Reichstag qu'il les redoutait plus que les Polonais [1].

[1] Quelles sectes religieuses ont mis en œuvre plus d'ingéniosité

Les écrivains polonais contemporains ont fait entrer dans leurs œuvres tous les éléments moraux et sociaux de la nouvelle Pologne. De là l'immense influence exercée par le théâtre de Stan. *Wyspianski*. De là l'âpre saveur du lyrisme d'un *Kasprowicz*, fils de paysan posnanien, interprète du peuple et de ses instincts poétiques. De là ce réalisme de vie paysanne et ouvrière qui anime les vers et la prose de Maria *Konopnicka*. De là surtout, avec les *Zeromski*, les *Orzeszko*, les *Weyssenhof*, les *Sieroszewski*, les *Prus*, les *Sienkiewicz*, les *Reymont*, cette galerie contemporaine du roman polonais dont les richesses peuvent soutenir toutes les comparaisons. « Les Paysans » de Reymont sont probablement, dans toute la production européenne du XIXe siècle et des premières années du XXe, l'œuvre qui offre l'image la plus large et en même temps la plus nuancée de l'âme villageoise. Rapsode des gloires et des infortunes du passé, Sienkiewicz a illuminé de ses évocations, d'un bout du monde à l'autre, toutes les demeures polonaises. Peinture d'histoire ou tableau de mœurs, psychologique ou lyrique, émancipée ou moulée dans les formes traditionnelles, la littérature polonaise, contrairement à la littérature russe et à d'autres, est demeurée profondément optimiste, c'est-à-dire stimulatrice d'énergie et de confiance en l'avenir.

Il en a été de même, quoique peut-être à un degré moindre, dans le domaine de l'*art*, où la seconde moitié

pour sauver leurs bibles que le peuple polonais pour défendre ses écrivains contre la censure? « La censure ne s'attaquait pas seulement aux publications modernes, elle faisait des coupures abondantes dans les œuvres des grands poètes polonais. Afin de permettre à la population de les lire dans leur intégrité, on imagina de publier ensemble toutes ces coupures qui formèrent un recueil tout prêt à compléter les œuvres censurées. En même temps, pour éviter les rigueurs de la censure, les écrivains, les publicistes établirent entre eux et le public un certain contact tacite qui leur permettait, par des métaphores et des allégories spéciales, de se faire deviner » (M. Noir et Z. L. Zaleski: *L'Effort Vital de la Pologne contemporaine*, 1917).

du XIXe a vu surgir une exubérante floraison de talents dont la formation a été favorisée notamment par le *Conservatoire de Varsovie* et l'*École des Beaux-Arts de Cracovie*. L'instinct qui portait la plupart des écrivains à élaborer des formes nouvelles adaptées aux réalités nationales entraînait aussi des hommes comme Cyprien *Norwid* à désirer que l'art polonais se dégageât des influences étrangères et s'alimentât aux sources populaires. C'est ce besoin de nationalisation esthétique qui relie des phénomènes aussi divers que la musique de *Moniuszko*, dont les thèmes s'inspirent en grande partie, comme ceux de Chopin, du fond polonais, l'enthousiasme provoqué par la « découverte » des Tatry et de Zakopane, chantés par *Tetmayer*, le développement de l'art populaire, les toiles historiques de *Grottger* ou de *Matejko*, les paysages d'un *Chelmonski* ou d'un *Stanislawski*.

Quand la dépouille de Mickiewicz, en 1890, fut transportée au Wawel, la Pologne entière lui fit une apothéose, et elle la plaça dans la crypte de ses rois. En 1907, toutes les cloches de Cracovie sonnèrent tandis qu'une foule immense, savants, lettrés, peuple, accompagnait Wyspianski à la Skalka, le Panthéon polonais. De Russie, d'Allemagne, d'Amérique, de France, de partout, les Polonais affluèrent, en juillet 1910, pour commémorer le cinq centième *anniversaire de la bataille de Grünwald* devant le mouvement que le grand artiste *Paderewski* offrait à toute la nation et où un puissant et fruste sculpteur avait représenté un Teutonique abattu aux pieds de Jagellon. C'était par ses écrivains et par ses artistes que la Pologne moderne restait liée à son passé et qu'elle maintenait son unité morale.

Il lui manquait, en 1914, des cuirassés, des canons, des bataillons, un gouvernement, tous les prestiges de la force matérielle, tout ce qui donne à un pays l'apparence d'être. Mais il lui manquait moins qu'au XVIIIe siècle, moins qu'avant un siècle et demi d'asservissement, ce qui constitue une nation : le respect d'un passé commun, le sentiment d'une dignité collective exaltée par les épreuves, l'indépendance d'une pensée et d'une langue embellies par

des artistes originaux, une foi inlassable en l'avenir. Les Polonais pouvaient lire sans rougir ce qu'un des leurs, Staszyc, avait écrit devant les ruines de l'ancienne République :

« Une grande nation peut tomber. Seule une nation avilie peut disparaître. »

VI. — LA QUESTION POLONAISE ET LES ORIGINES DE LA GUERRE

L'Allemagne contre la Pologne. — Une campagne internationale de diffamation. — La Pologne oubliée par les cabinets et les peuples. — Goluchowski essaie d'émanciper l'Autriche. L'Allemagne le renverse. — Édouard VII vient trop tard. — Néoslavisme et panpolonisme. — Les relations russo-allemandes. Faiblesse de l'alliance franco-russe. — Démarches du général Joffre et de M. Delcassé. — Le plan polonais de Berlin à la veille de la guerre. — Le Royaume condamné à l'invasion. — La Russie ne s'intéresse qu'à la Galicie orientale. — Un million 400.000 Polonais mobilisés. — Les « indépendantistes ». Joseph Pilsudski. — Les « ententophiles ». — Les « austrophiles ». — Incertitude de l'avenir international.

L'Europe et la Pologne

« La garde sur la Vistule et sur la Warta est aujourd'hui plus importante que la garde sur le Rhin. » C'est en ces termes que le Dr Honinger, en 1902, commentait avec beaucoup d'autres Allemands le discours antipolonais que le Chancelier Bülow venait de prononcer, le 13 janvier, devant le Landtag de Prusse. De tels jugements, corroborés par d'innombrables déclarations officielles, démontraient à l'évidence que l'Allemagne, dans les quinze ou vingt dernières années qui ont précédé la guerre, considérait le polonisme comme un des grands obstacles à la réalisation de ses desseins continentaux.

Bülow ne craignait pas de le proclamer à la tribune: « Nous luttons contre toute la nation polonaise. » Artisan principal des malheurs de la Pologne, la Prusse, jusqu'à 1870, était restée au second plan. Après la fondation de l'Empire, elle s'enhardit et jette le masque. Elle ne se contente pas d'accentuer sa pesée sur ses sujets polonais, elle défie publiquement les Polonais d'Autriche et de Russie, elle contrôle le régime auquel ils sont soumis, elle leur suscite partout des ennemis. A partir de 1905, étant pressée d'aboutir, elle organise une campagne internationale de diffamation. En Allemagne, et çà et là au dehors, des publicistes, des historiens, des professeurs, sont chargés d'alimenter cette campagne. L'un d'eux, le Dr Koethe *Schirmacher*, publie des libelles antipolonais à la fois dans des périodiques d'Allemagne, d'Autriche, de Scandinavie, et même de France. Des journaux et d'importantes revues anglo-saxonnes, dès 1905, flétrissent « l'antisémitisme » des Polonais. *Bjoernstierne Bjoernson*, touché lui aussi de la grâce germanophile, fonce violemment sur les Polonais passés et présents dans un article publié en même temps en Angleterre, en France, en Autriche, en Allemagne, et répandu à travers toute l'Europe. On sait par les documents secrets de l'« Ostmarkverein » qu'en cette même année 1907 les pangermanistes hakatistes s'inquiétaient de l'activité déployée à Paris par « l'Agence Polonaise de Presse » et par son directeur M. *Woznicki.* La vigilance de Berlin s'étendait jusqu'aux colonies polonaises des États-Unis et du Brésil.

Si la question polonaise tenait une telle place dans les préoccupations de l'Allemagne, il semblait qu'elle dût dans la même mesure s'imposer à l'attention des diplomaties et des peuples. Il n'en était rien. Les cabinets connaissaient une question intérieure polonaise en Russie, une autre question intérieure polonaise en Allemagne, une autre question intérieure polonaise en Autriche. L'unité du problème leur échappait entièrement, et ils étaient fort éloignés d'y voir un facteur international d'un intérêt appréciable. Un historien français publiera en 1917 tout un

gros livre sur la diplomatie de Guillaume II depuis son avènement jusqu'au 4 août 1914 sans y consacrer une ligne à la question polonaise.

Les traditions polonophiles avaient été abandonnées depuis longtemps par les milieux libéraux d'Europe. En 1863, c'était à l'occasion de l'insurrection polonaise que les délégués ouvriers français, anglais et belges, réunis à Londres, avaient jeté les bases de la première Internationale. Accaparé peu à peu par les Allemands, le socialisme européen avait abandonné à lui-même le prolétariat polonais privé en Russie des droits les plus élémentaires et soumis en Haute-Silésie à un régime d'esclavage unique en Europe par les magnats agrariens et industriels de Prusse. Quant à la bourgeoisie, à l'exception de quelques intellectuels, elle était devenue totalement indifférente à ce qui pouvait se passer à Varsovie, Cracovie ou Posen. Celle de France avait atteint en 1914 le degré d'ignorance que Louis Léger avait prévu en 1897 (v. p. 342). Elle avait oublié qu'il existait des Polonais en Prusse, en Autriche, dans le Nouveau-Monde. Elle était communément persuadée qu'un Polonais était un Russe. En octobre 1913, un grand illustré parisien présentait ainsi à ses lecteurs le monument qui commémorait à Leipzig la fin héroïque de Poniatowski: « Monument élevé à la mémoire du général russe prince Poniatowski. » L'année suivante, l'Académie des Beaux-Arts couronnait un ouvrage où Chopin figurait en queue des romantiques allemands et où Paderewski était présenté dans un lot de musiciens russes.

En 1910, paraissait à Paris, sous le titre: *La Pologne Vivante*, un livre peut-être hâtif, mal classé, mais puissant, extraordinairement compréhensif et divinatoire, le meilleur — et de beaucoup — qui ait tenté avant la catastrophe européenne de rendre à l'esprit et à l'imagination de la France le sens de la réalité polonaise. L'auteur, Marius-Ary *Leblond*, y disait: « Ce n'est point la question du Maroc qui se trouve à cette heure la clef de voûte de l'équilibre international, c'est la question de la Pologne. »

Si téméraire ou même absurde que cette affirmation pût

paraître à beaucoup de lecteurs, elle correspondait bien aux conditions internationales profondes dont la guerre n'allait pas tarder à sortir. Dans les deux directions où elle poussait son effort continental, l'Allemagne rencontrait le polonisme: du côté du sud, où elle travaillait à la domestication totale de l'Autriche, du côté de l'est, où elle visait à conquérir en pays slaves un immense domaine de colonisation. On ne peut ici exposer toutes les données de la politique contemporaine. Rappelons du moins celles dont la connaissance est nécessaire pour se représenter le rôle joué par le facteur polonais dans la suite des événements.

La diplomatie du comte Goluchowski

Bismarck a souvent dit que le premier principe de sa politique avait été d'éviter tout ce qui pouvait déterminer une coalition franco-austro-russe contre l'Allemagne. Guillaume II, après avoir d'abord erré dans d'autres voies, est revenu à ce système et s'y est tenu, en variant seulement les moyens. La question polonaise est restée sous son règne ce que le Chancelier en avait fait avant lui: le pivot de tout le système oriental allemand. C'est par elle que Berlin tient à la fois la Russie et l'Autriche, et qu'il les use l'une contre l'autre. Le double jeu bismarckien est poursuivi jusqu'aux approches du conflit mondial. L'Allemagne, en 1914, fait entrevoir à Vienne les perspectives de conquêtes aux dépens de la Russie affaiblie, tandis qu'elle entretient à Pétersbourg l'espérance d'un démembrement futur de l'Autriche. Pendant ce temps, elle pousse vers Constantinople et met la dernière main à ses plans de *Mitteleuropa*.

Aucun obstacle sérieux, depuis le Congrès de Berlin, ne s'était mis en travers de cette grande combinaison. L'Angleterre, par la bouche de lord Salisbury, avait salué en la Triple Alliance l'événement le plus bienfaisant qui pût arriver pour l'Europe. La France se reposait sur les sécurités de l'alliance russe. Un peu partout, les épisodes des

concurrences coloniales et économiques masquaient les cheminements continentaux de l'Allemagne.

Un Polonais, dans ces circonstances, mit en œuvre une politique qui, si elle avait été soutenue du dehors, et à temps, aurait apparemment modifié le cours des choses en enlevant à Berlin la pièce maîtresse de son jeu. En 1895, le comte Agenor *Goluchowski* fils, marié à une Française, née princesse Murat, succédait à Kalnoky comme ministre des Affaires étrangères de la monarchie austro-hongroise. Il fut à ce poste pendant onze ans, jusqu'à octobre 1906.

Goluchowski entreprit une tâche difficile; ramener l'Autriche hors des voies où Bismarck l'avait engagée, c'est-à-dire réduire l'antagonisme austro-russe exploité stystématiquement par l'Allemagne. Il s'orienta en ce sens dès le mois d'août 1896, à l'occasion de la visite à Vienne du tsar Nicolas II, visite rendue à Pétersbourg par François-Joseph en avril 1897. L'Autriche, en cette année 1897, élabora seule avec la Russie un programme commun pour le maintien du statu quo dans les Balkans. En 1902, Goluchowski s'entendit de nouveau sur les affaires balkaniques avec le comte *Lamsdorf*. En octobre 1903, par l'*accord de Murzsteg*, les cabinets de Pétersbourg et de Vienne délimitaient leurs sphères d'influence dans les Balkans et se concertaient sur les réformes à introduire en Macédoine.

Cette politique d'indépendance, au bout de laquelle était le salut de l'Europe, déplaisait à Londres. Elle déplaisait davantage encore à Berlin, dont tous les plans menaçaient d'être renversés. L'Allemagne essaya d'amener Goluchowski à profiter de la guerre russo-japonaise pour déchirer l'accord de Murzsteg. Il refusa. Dans l'*affaire marocaine*, il observa une attitude froide. Il ne craignit pas, après la manifestation de Tanger et au cours de la crise d'Algésiras, de s'exprimer en termes sévères sur la politique allemande et d'appuyer la politique pacifique de Visconti-Venosta. Il est reconnu aujourd'hui que, dans ces graves conjonctures, l'attitude du Polonais Goluchowski a été la principale raison qui a fait abandonner par l'Allemagne son dessein de mettre à profit les embarras de la

Russie pour provoquer une guerre européenne[1]. Pour masquer son dépit, le Kaiser lui adressa le télégramme fameux où il le félicitait d'avoir été un « brillant second ». Goluchowski en fut irrité et humilié. Combattu avec une énergie croissante par un parti de cour qui lui réclamait vainement l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, il succomba finalement aux intrigues allemandes en octobre 1906.

Les destins de l'Autriche — c'est-à-dire de l'Europe — étaient maintenant fixés. Les Polonais ont été, avec Goluchowski, les derniers champions de l'indépendance autrichienne. Ils ont combattu le germanisme d'abord en luttant pour un système fédéraliste, puis en essayant de maintenir en face de Berlin l'autonomie diplomatique de la monarchie. Sur ces deux terrains, ils ont été battus. Après Goluchowski, la route est libre. Le ministre qui lui succède au Ballplatz, c'est le baron d'*Aerenthal*, l'homme de la Bosnie-Herzégovine. Dès le printemps de 1897, on raconte à Vienne que le programme de Murzsteg va être abandonné. L'héritier du trône, l'archiduc *François-Ferdinand*, d'abord hostile au Kaiser, est entièrement conquis par lui. En juillet 1908 éclate la révolution jeune-turque. L'Europe est précipitée sur la pente.

Goluchowski n'était plus au pouvoir quand *Édouard VII*, qui avait eu plusieurs entrevues avec François-Joseph depuis 1903, entreprit résolument d'attirer l'Autriche dans une coalition contre l'Allemagne. L'Angleterre avait attendu que ses intérêts directs et immédiats fussent menacés par l'expansion germanique pour comprendre enfin la logique des affaires continentales. Cette expansion, elle l'avait favorisée en abandonnant les insurrections polonaises et en traversant les plans de la France à Vienne et à Pétersbourg. Après s'être appliquée, pendant un demi-siècle, à empêcher, selon les vœux de Bismarck, un rapprochement de la France et de l'Autriche ainsi qu'un rappro-

[1] « L'attitude des autres États, et surtout de l'Autriche, rendit vaine toute espérance d'amener la guerre » (Émile Laloy, *La Diplomatie de Guillaume II*, p. 170).

chement de l'Autriche et de la Russie, elle tentait, à la dernière heure, de réparer non pas le mal qu'elle avait fait à l'Europe, mais celui qu'elle s'était fait à elle-même par la myopie de son égoïsme.

Les initiatives d'Édouard VII venaient trop tard. Il se trouva cependant encore à Vienne, pour les encourager et les défendre dans les conseils du gouvernement, des Polonais tels que *Dzieduszycki* et le ministre des chemins de fer *Glombinski*. Mais l'Autriche n'était plus maîtresse d'elle-même. François-Joseph déclara, dit-on, à Édouard VII qu'il se sentait d'abord prince allemand. Guillaume II, en reconnaissance, organisa à Vienne un congrès des princes de la Confédération Germanique. Il ne devait plus rester au comte Goluchowski, en 1914, que la consolation de traduire les sentiments de la plupart de ses compatriotes d'Autriche en protestant contre la politique du comte Berchtold et en évitant que ses deux fils fussent contraints de porter les armes directement contre la France.

Allemagne et Russie. — Néoslavisme et panpolonisme

Les Polonais ont essayé d'émanciper la Russie du germanisme, comme ils ont essayé d'en émanciper l'Autriche. La tâche, de ce côté, était encore plus difficile. Privés de tout appui, ils ont échoué complètement.

Après la conclusion de l'alliance franco-russe et l'avènement de Nicolas II, un certain nombre de Polonais s'étaient pris à espérer que les nécessités internationales amèneraient la Russie à organiser défensivement toutes les forces slaves contre le danger pangermaniste, et par conséquent à abandonner sa politique d'extermination dans le Royaume et dans les confins. Ainsi s'était élaboré, vers la fin du XIXe siècle, un *panpolonisme* ayant pour base le *néoslavisme.*

Les doctrinaires du panpolonisme avaient une idée juste des réalités européennes. Ils ne se trompaient pas en considérant l'Allemagne comme l'ennemi principal de leur race et en voulant orienter de ce côté-là toutes les forces de résistance nationales. Mais ils commettaient une erreur

fondamentale en adoptant comme principe de leur système l'hypothèse d'un changement de la politique russe à l'égard de l'Allemagne.

Ni le Congrès de Berlin, ni l'alliance franco-russe n'avaient modifié en leur fond les relations de l'Allemagne et de la Russie. La raison en était donnée, en 1913, par une brochure publiée à Berlin et qui fit grand bruit *(Deutsche Politik und kein Krieg)*: « Il n'y a pas entre elles d'opposition d'intérêts vitaux. Il y a au contraire une communauté d'intérêts permanents: la question polonaise. » Ainsi, à la veille même de la guerre, l'aveu était fait encore une fois que la question polonaise, loin de prêter à des malentendus entre Berlin et Pétersbourg, demeurait le trait d'union traditionnel entre les deux cours.

De là l'extrême vigilance avec laquelle on suivait, en Allemagne, la politique polonaise de la Russie. Un rapprochement russo-polonais apparaissait comme une perspective redoutable. Les appréhensions furent grandes, notamment, après l'avènement de Nicolas II, et au temps de la guerre de Mandchourie. L'Allemagne, dans les deux cas, réagit avec vigueur. En 1895, elle détermina un retour à la politique d'oppression. En 1905, elle mobilisa des unités et les mit à la disposition du tsar contre les Polonais. L'extinction de toute insurrection polonaise, écrivait alors le « Berliner Tageblatt » en rappelant un mot de Bismarck, est pour la Prusse une question de vie ou de mort. En même temps, le Ministre de l'Intérieur prussien croyait découvrir à Chicago le noyau d'une armée révolutionnaire polonaise. Puis, la grande crise passée, la Russie affaiblie, un champ d'action plus large s'ouvrit devant le germanisme en Europe orientale. L'Allemagne, pour briser le néoslavisme en voie de développement, poussa à la réaction violente avec Stolypine. Elle intervint, en 1907, pour faire réduire des deux tiers les mandats polonais à la Douma. On a tout lieu de croire que la même année, à l'*entrevue de Swinemünde*, l'Allemagne et la Russie renouvelèrent expressément le pacte assurant la concordance de leur politique polonaise respective. Par ce moyen clas-

sique, l'Allemagne neutralisait la force polonaise, écartait le danger slave de ses frontières orientales, et affermissait sa domination sur la Russie, à laquelle elle pouvait adresser sans risque, en mars 1909, l'humiliant ultimatum qui la mettait en demeure de reconnaître l'annexion de la Bosnie-Herzégovine.

Le porte-à-faux de l'alliance franco-russe

La collusion germano-russe entretenue par la question polonaise ne rendait pas seulement illusoires les espérances des Polonais qui travaillaient à la formation d'un front slave contre le germanisme, elle diminuait considérablement la portée politique et militaire de l'alliance que le gouvernement français avait conclue avec Alexandre III.

Le vice de cette alliance, comme il a été dit (v. p. 341), était de laisser à l'écart la question polonaise. La France acceptait ainsi de négliger le seul point par où la Russie eût pu réellement avoir un rôle utile en face de l'Allemagne. L'alliance a joué à vide. De l'aveu même de Bülow, elle a moins embarrassé Berlin, dans les périodes critiques, que la simple entente franco-anglaise. Nicolas II n'a cessé de croire à l'amitié du Kaiser et d'entretenir avec lui une correspondance régulière. A Dantzig, à Reval, à Potsdam, à Kiel, à Wolfsgarten, en vingt autres entrevues, il a continué, en marge de l'alliance franco-russe, cette vieille politique, édifiée sur les ruines de la Pologne, qui avait si longtemps menacé l'Europe d'une hégémonie des « cours du Nord ». N'a-t-on pas dit que Witte, premier ministre en 1905, était partisan d'une alliance russo-allemande pour le partage du continent? N'était-ce pas l'esprit des conventions de Münchengraetz et d'Alvensleben qui réapparaissait, le 24 juillet 1905, lorsque la Russie et l'Allemagne, au moment où la Pologne s'agitait, signaient à *Bjorkoë* ce traité au sujet duquel M. Bompard, ancien ambassadeur de France à Pétersbourg, a dit que « la France avait été sur le point d'être mise dans l'alternative douloureuse de se placer sous la souveraineté des deux empires

dirigés par Guillaume II ou de rompre l'alliance franco-russe »?

On a dit que la guerre n'aurait probablement pas éclaté si l'Allemagne avait été sûre de l'intervention de l'Angleterre. On en doit dire autant au sujet de la Russie. Dans un discours qu'il faisait au Reichstag le 7 avril 1913, Bethmann-Hollweg insistait sur les « relations de franchise et de confiance » entretenues avec la Russie, et il trouvait dans « le cours de l'histoire » et la politique des hommes d'État de Pétersbourg des raisons d'écarter toute crainte de guerre entre les deux pays. Un mois plus tard, en mai, le Chef d'État-major, *de Moltke*, disait en parlant de la France: « Il faut prévenir notre principal adversaire dès qu'il y aura neuf chances sur dix d'avoir la guerre. » Ce que l'ambassadeur français, M. *Cambon*, commentait en ces termes (Livre jaune, 3): « Voilà exactement l'état d'âme des milieux militaires, qui répond à l'état d'âme des milieux politiques, ceux-ci ne considérant pas la Russie, au contraire de nous, comme un ennemi nécessaire. » Le baron *Beyens*, représentant de Belgique, écrit dans son ouvrage sur « L'Allemagne avant la guerre » (p. 19): « L'empereur m'a dit lui-même quelques mois avant la guerre qu'on se faisait des illusions en France sur la solidité de la Double Alliance. »

Jusqu'au dernier moment, l'Allemagne pensa que la Russie, s'il en fallait venir aux intimidations, ferait comme en 1909, où l'État-major russe, la veille de l'ultimatum de Berlin, avait décidé de ne pas combattre. « Pour peser sur l'Allemagne et pour éviter un conflit, mandait le 27 juillet 1914 le chargé d'affaires de France à Londres, il semble indispensable que celle-ci soit amenée à tenir pour certain qu'elle trouverait l'Angleterre *et la Russie* aux côtés de la France. » Quand M. *de Pourtalès*, le 1er août au soir, apporta à M. *Sazonov* le déclaration de guerre, il comptait si bien n'avoir pas à en venir là et renouveler le succès de 1909 qu'il laissa au ministre russe, dans son trouble, une note verbale où l'Allemagne remerciait la Russie d'avoir capitulé. Cette déclaration de guerre,

au reste, probablement concertée avec certains milieux russes, était une comédie destinée à donner le change. « Elle n'avait pour but que de fournir un prétexte pour mobiliser et engager la guerre [1]. »

Il est certain, en effet, que l'Allemagne n'envisageait pas la perspective d'opérations sérieuses du côté de l'Est. L'alliance franco-russe ne lui donnait pas plus d'inquiétudes au point de vue militaire qu'au point de vue politique. La doctrine de l'État-major allemand ne tenait compte que théoriquement du facteur russe. On a vu plus haut ce que disait de Moltke en 1913. *Von der Goltz* pensait de même. L'hypothèse d'une action russe n'alarmait point. « Si l'Allemagne avait à soutenir une double guerre contre la France et la Russie, écrivait *Bernhardi*, il serait désirable, au point de vue politique, de porter d'abord un coup aussi foudroyant que possible à la France, dont l'hostilité contre nous serait certainement plus acharnée que celle de la Russie... On peut considérer qu'une victoire rapide sur la France paralyserait aussitôt le commandement russe [2]. »

La Russie ne fit aucun préparatif sérieux pour remplir son devoir militaire d'alliée de la France. Après l'accord de Potsdam, en 1910, accord à la suite duquel M. Sazonov déclarait que l'on avait établi « la parfaite coïncidence des intérêts des deux pays combinés avec le maintien de la Triple Entente », les fortifications du Royaume avaient été démantelées et la ligne de défense russe reportée en arrière de la Vistule, la circonscription militaire de Kiev devenant base essentielle à la place de celle de Varsovie. Dans le Royaume et en Lithuanie, c'est-à-dire dans le voisinage immédiat de l'Allemagne, le réseau ferré, loin d'être aménagé en vue des nécessités stratégiques, fut laissé dans un état d'infériorité par rapport à celui des autres régions de l'empire. Les terres polonaises étaient abandonnées d'avance à l'invasion. Elles étaient destinées à être jusque

[1] E. Laloy, *La Diplomatie de Guillaume II*, p. 396.

[2] *La Guerre actuelle*, II, p. 74. Même doctrine dans son *Deutschland und der nächste Krieg* de 1912.

pendant la guerre ce qu'elles avaient toujours été pendant la paix: non pas un champ clos, mais un terrain d'accord.

En sacrifiant la Pologne, la Russie condamnait la France à recevoir le grand choc de l'Allemagne, qui était tout à son aise pour organiser en direction de Paris son dispositif de guerre. On finit par s'en rendre compte dans les milieux intéressés. Peu de temps avant les hostilités, le *général Joffre,* chef de l'État-major général français, demanda au général *Gilinsky,* alors chef de l'État-major russe avant d'être gouverneur de Varsovie, de modifier le plan de mobilisation russe et de le diriger contre l'Allemagne. On lui opposa un refus. Notre ennemi, lui répondit-on, c'est l'Autriche. Obroutchev avait dit la même chose, en 1893, au général de Boisdeffre.

Dans la même période, M. *Delcassé,* ambassadeur de France à Pétrograd, entreprenait des démarches pour obtenir une amélioration du sort des Polonais dans le Royaume. Il n'eut pas plus de succès que le général Joffre. Devant lui, paraît-il, le tsar, assisté du gouverneur Skallon, promit formellement, le 30 janvier 1914, que la langue polonaise recevrait des droits dans un futur régime d'autonomie municipale. Le mois suivant, puis en mai, le Conseil d'Empire s'éleva contre ces concessions. Il n'en fut plus question jusqu'en 1915.

Demander à la Russie de modifier son plan de guerre et de réformer sa politique polonaise, c'était lier deux questions dont on avait eu tort de ne pas voir plus tôt la connexité naturelle. La France tenta, à l'heure suprême, de redresser l'alliance en y réintégrant, d'ailleurs timidement, cette question polonaise qu'elle avait cru politique d'éliminer. Elle ouvrait les yeux trop tard. Les conséquences étaient devant elle.

La question polonaise et le Mitteleuropa

Le jeu politique comme le jeu militaire déclenchés dans l'Europe orientale par les événements continentaux était faussé d'avance. Par la question polonaise, l'effort russe

contre l'Allemagne était paralysé. Par la question polonaise, cet effort était orienté du côté de l'Autriche-Hongrie. Depuis un demi-siècle se développait le plan allemand consistant à utiliser l'Autriche et à l'asservir. Après la liquidation de 1863, dont l'alliance franco-russe avait laissé se développer les conséquences naturelles, l'heure était venue de réaliser enfin le *Mitteleuropa*. Si l'Allemagne touchait maintenant au but, elle le devait moins aux Habsbourgs ses alliés qu'aux Romanovs alliés de la France. L'Autriche, qui n'avait jamais été qu'un instrument, était destinée à payer les frais, d'abord en recevant le choc principal des armées russes, ensuite en contribuant par un sacrifice territorial, c'est-à-dire par l'abandon de la Galicie, à un règlement définitif germano-russe de la question polonaise. Par l'effet de cette question polonaise que l'Occident n'apercevait point, la carte des alliances et celle des intérêts politiques profonds ne coïncidaient pas. La Pologne, en août 1914, était encore l'axe des combinaisons politiques des trois anciens copartageants dans l'Est européen, et cela, comme toujours, dans un sens opposé aux intérêts les plus directs de la France. La France s'était trahie elle-même en croyant qu'il suffisait, pour que le problème polonais cessât d'exister, de lui tourner le dos.

On a dit que le 12 juin 1914, à l'*entrevue de Konopisht,* le Kaiser et l'archiduc *François-Ferdinand* se seraient mis d'accord sur un vaste plan comportant notamment la création d'un royaume polono-ruthéno-lithuanien. Si ce plan a été réellement élaboré, il n'était apparemment, de la part de Guillaume II, qu'un moyen d'affermir, au moment décisif, l'énergie du brillant second en grisant l'imagination d'un prince chimérique. Tout porte à croire que l'Allemagne préparait une solution plus positive du problème polonais, et cela en accord avec la Russie. La Prusse, en 1813, avait conçu un projet connu sous le nom de « Frontière Knesebeck ». Ce projet avait été repris par elle en 1831, puis en 1863. Il consistait en un partage du Royaume entre la Prusse et la Russie, selon la ligne Pilica-Vistule-Narew. La Russie ne répugnait pas à ce partage. Mais, depuis

Nicolas I[er], elle voulait en compensation la Galicie Orientale. Certaines données permettent de penser que l'Allemagne, en 1914, était disposée à résoudre en ce sens la question polonaise, sauf à se réserver le bassin houiller de Galicie et à obtenir de la Russie, outre un bon traité de commerce, une coopération active pour l'étouffement définitif du polonisme.

Quoi qu'il en soit, le 2 août 1914, les Allemands envahissaient le Luxembourg. Tandis qu'ils se précipitaient en avalanche sur la Belgique et sur la France, les Russes ramenaient vers l'Est les garnisons qu'ils avaient en Pologne. Le Royaume, pendant le premier mois, fut démuni de contingents sérieux. De faibles colonnes auraient pu, sans rencontrer d'obstacles, s'avancer jusqu'à Varsovie. Le tsar affirmait chaleureusement à M. *Paléologue*, ambassadeur de France, que Berlin était le grand objectif des armées russes, mais c'était sur Lwów que *Rusky* dirigeait le gros de leurs forces. Dans l'automne, un des chefs de l'État-major russe déclarait: « La conquête de la Pologne prussienne doit être considérée comme stratégiquement difficile à réaliser et politiquement non désirable », ce qui signifiait, évidemment, que la communauté des intérêts germano-russes en face de la question polonaise interdisait de rendre à la France le service d'une offensive directe contre le territoire du Reich. La Russie laissa donc le Kaiser engager à fond, et sans crainte, son offensive occidentale, jusqu'au jour où le *Grand-Duc Nicolas*, sous la pression de la France accablée, prit l'initiative d'improviser sans canons une incursion malheureuse en Prusse Orientale, dans la direction de Kœnigsberg. Encore cette opération bénigne scandalisa-t-elle le ministre de la guerre *Soukomlinov* et les milieux germanophiles de Pétrograd, qui crièrent à la trahison.

De fait, dans ces milieux, on était à peu près sûr qu'en octobre tout serait fini, que le Kaiser serait à Paris, et Rusky maître de la Galicie Orientale. Alors, la Russie interviendrait en faveur de la paix et de son alliée la France. Le plan favori de Bülow et de Kiderlen-Wächter

serait réalisé: une alliance franco-germano-russe serait formée contre l'Angleterre.

La résistance inattendue de la France et son prodigieux redressement devaient déconcerter ces prévisions. La Russie, qui avait vingt milliards de francs-or français, pouvait difficilement se dérober. Encore les Alliés durent-ils, pour l'engager sérieusement dans la guerre, lui promettre l'unique récompense qui l'intéressait, à savoir la Galicie Orientale. Le mal, d'ailleurs, était fait. Les Allemands avaient eu le temps de s'incruster en France. A bout de munitions sept mois après l'ouverture des hostilités, la Russie leur abandonnait, en 1915, la totalité des territoires polonais du Royaume et des confins, c'est-à-dire d'immenses ressources qui allaient augmenter dans des proportions considérables les facultés de résistance des empires centraux. L'effondrement du front oriental couronnait la politique polonaise de la Prusse.

Les orientations politiques polonaises

Quand l'Europe entra en guerre, un million 400.000 Polonais furent mobilisés: 800.000 dans l'armée russe, 300.000 dans l'armée allemands, 300.000 dans l'armée austro-hongroise. Ils étaient appelés à combattre les uns contre les autres, parents contre parents, pour défendre les intérêts respectifs des trois empires qui avaient consommé ensemble le partage et l'asservissement de leur patrie. Jamais l'histoire n'avait encore offert un spectacle d'une telle énormité morale.

Pour qui faire des vœux? Quel était le camp dont il fallait souhaiter la victoire? Ces questions, beaucoup de Polonais se les étaient posées et les avait discutées entre eux depuis les premières complications balkaniques. A part une infime minorité internationaliste, celle du parti social-démocrate du Royaume et de Lithuanie, tous avaient les yeux fixés sur l'idéal de l'État polonais reconstitué. Mais ils n'étaient pas d'accord sur les moyens d'en faire une réalité.

La pensée politique des Polonais était orientée dans trois directions principales.

Les *indépendantistes* se rattachaient par leurs origines morales au vieux romantisme politique et démocratique dédaigneux de la diplomatie et des cabinets. Posant hardiment comme objectif direct la libération totale et définitive de la Pologne, ils ne voulaient compter, pour atteindre ce but, que sur les forces de la masse nationale aidées par le jeu naturel des événements. Le pays, d'après eux, n'avait pas à prendre parti entre les belligérants. Ils avaient moins de haine pour le germanisme que pour l'ennemi classique, la Russie, dont ils auraient voulu secouer le joug dès 1905. Profondément patriotes, avec un certain goût atavique du *fara da se* auquel manquait parfois le contrôle d'une culture politique suffisante, les indépendantistes appartenaient pour la plupart au Royaume, pays des grandes insurrections, mais le foyer de cette sorte de « social-patriotisme », qui groupait des éléments populaires et des intellectuels radicaux, se trouvait en Galicie, où son chef moral *Joseph Pilsudski*, réfugié après les événements de 1905, avait organisé les cadres de formations volontaires prêtes à entrer en jeu contre la Russie. Une fraction de la colonie polonaise d'Amérique avait créé en 1912 un « Comité de défense nationale » qui soutenait ce mouvement.

Les *ententophiles* posaient en principe que le germanisme était l'ennemi principal de la Pologne, et ils en déduisaient que toutes les forces du pays devaient faire front de ce côté. « Après les changements qui ont eu lieu en Europe depuis la dernière insurrection, écrivait en 1908 leur principal théoricien, l'Est européen a cessé d'être redoutable. En revanche, c'est l'Europe centrale, l'Allemagne, qui est devenue la source principale du danger aussi bien pour les autres nations que pour la Pologne elle-même. »

Partant de là, les ententophiles jugeaient indispensable de prendre l'alliance franco-russe comme base de l'action politique polonaise et des combinaisons diplomatiques éventuelles. Ils développèrent cette thèse, notamment, dans

un long mémoire qu'ils présentèrent, vers la fin de 1912, à un congrès des trois Polognes réuni secrètement à Cracovie. « En présence d'un conflit éventuel austro-russe, y disaient-ils en conclusion, l'orientation antirusse ne peut être considérée, dans les conditions actuelles, comme une orientation nationale polonaise. »

Le camp des ententophiles comprenait les éléments sociaux les plus divers du Royaume, de Posnanie et de Galicie (surtout orientale): libéraux progressistes, radicaux, catholiques, petites bourgeoisies. On y trouvait la plupart des conservateurs du Royaume, dont les idées étaient représentées par le *Parti réaliste* créé en 1904. L'organisation la plus forte, embrassant les trois Polognes, était celle du *Parti National-démocrate*, dont le chef, *Roman Dmowski*, avait défini l'attitude devant les problèmes européens dans un ouvrage publié en 1908 sous le titre: « L'Allemagne, la Russie et la question polonaise. »

La troisième orientation était celle des *austrophiles*. Ils étaient très peu nombreux dans le Royaume. On n'en rencontrait point en Pologne prussienne. Mais ils constituaient en Galicie, surtout dans la partie occidentale de la province, une force active et intelligente, encouragée par le gouvernement de Vienne et appuyée sur une représentation parlementaire disciplinée. Les deux éléments principaux en étaient les « conservateurs cracoviens » et les « démocrates cracoviens », liés par une russophobie commune et une égale défiance à l'égard des diplomaties occidentales. Les conservateurs formaient le vieux parti catholique à traditions loyalistes. Médiocrement favorables à la France républicaine, laïque, et alliée du tsarisme, plus ou moins influencés par les conceptions politico-religieuses qui étaient en faveur dans l'entourage de l'archiduc François-Ferdinand, ils pensaient que l'heure était venue où pourrait enfin se réaliser, par le système d'un trialisme, le plan d'une reconstitution de la Pologne sous le sceptre des Habsbourgs. Ils laissaient de côté, dans leurs calculs, la Pologne prussienne, mais ils se persuadaient que le Royaume était profondément antirusse et qu'il n'attendait

que l'occasion de se libérer. Malgré les informations que leur avaient apportées sur ce point, en 1912, leurs compatriotes de Varsovie, ils croyaient et avaient fait croire à Vienne que la Pologne russe s'insurgerait dès l'ouverture des hostilités. Des conceptions analogues avaient cours chez les « démocrates cracoviens », formés d'éléments plus jeunes, bourgeois et intellectuels, fortement influencés par la culture germanique et les milieux de haute finance cosmopolite.

Il y avait tant d'inconnus dans la situation internationale telle qu'elle apparaissait au moment où se produisit la conflagration européenne que les circonstances seules pouvaient donner raison au calcul des uns contre celui des autres. Aucun Polonais, en août 1914, ne pensait que le drame dont il voyait le commencement allait aboutir, selon la prophétie des poètes visionnaires, à l'écroulement des trois empires copartageants.

APPENDICE

I. — La Pologne pendant la guerre

Août 1914 à novembre 1916. — Quand la guerre s'engagea, les territoires polonais furent à peu près l'unique terrain de la lutte entre les armées de la Russie et celles des empires centraux. Au milieu d'août 1914, une *Proclamation du Grand-Duc Nicolas*, conçue en termes vagues, et des manifestes aussi peu précis de l'Allemagne et de l'Autriche, posèrent la question polonaise.

En septembre, les Russes étaient maîtres de la Galicie orientale, où ils installaient leur domination brutalement. En même temps, les Allemands envahissaient le Royaume jusqu'à la Nida et à la Bzura.

Une grande offensive austro-allemande, déclenchée en mai 1915, contraignit les Russes à évacuer la Galicie et

le Royaume, qu'ils ravagèrent systématiquement. Varsovie était occupée en août, Wilno en septembre. Les Allemands et les Autrichiens partagèrent le Royaume en deux *zones d'occupation*.

Au milieu d'août 1914 avait été formé à Cracovie un *Comité National Suprême*, réunissant d'abord tous les partis, mais où ne restaient plus, le mois suivant, que les éléments austrophiles et indépendantistes. Sous son patronage s'organisèrent les *Légions* de volontaires antitsaristes, dont les premières formations étaient entrées dans le Royaume dès le 6 août, sous le commandement de Pilsudski. Suspectes à l'Autriche et à l'Allemagne, les Légions, qui ne dépassèrent pas l'effectif de trois brigades, eurent à combattre aux postes les plus dangereux.

Après les victoires austro-allemandes de 1915, les indépendantistes et les austrophiles attendirent vainement des actes de la part de Berlin et de Vienne. Les ententophiles, qui avaient créé à Varsovie un *Comité National* dès le commencement des hostilités, attendirent de même un geste des Alliés.

Novembre 1916 à novembre 1918. — L'entrée en jeu de la Roumanie, l'institution du service obligatoire en Angleterre, l'offensive de Brousilov dans l'été de 1916, mirent les États du centre dans une situation périlleuse. Pour augmenter leurs armées, Guillaume II et François-Joseph promulguèrent l'*Acte du 5 novembre 1916* qui créait une sorte d'État polonais dans les régions occupées. Cet État, sans frontières, sans représentation extérieure, sans indépendance de fait, n'était qu'une fiction. Un essai de recrutement, tenté aussitôt après, ne donna aucun résultat.

Un *Conseil d'État Provisoire*, prévu par l'Acte de novembre, fut nommé en janvier 1917. Il comprenait plusieurs « Départements ». Pilsudski fut directeur du « Département Militaire ». Toute l'autorité réelle était aux mains du général-gouverneur Beseler. La révolution russe étant survenue et les restes des Légions se montrant indociles, l'Allemagne inquiète interna Pilsudski à Magdebourg (juillet 1917). Peu après, le Conseil d'État démissionnait.

Les États du centre firent une nouvelle tentative avec les *Patentes du 12 septembre* (1917) qui instituaient un *Conseil de Régence* et un *Ministère,* dont les pouvoirs n'étaient pas plus effectifs. Les circonstances internationales les obligeaient à ne pas rompre avec les Polonais. Le *Comité National Polonais,* centre de l'action ententophile, s'était établi à Paris et faisait accréditer ses représentants auprès des Alliés. La chute du tsarisme avait ranimé les espérances d'affranchissement. Le *décret du 4 juin 1917,* promulgué par le gouvernement français, jetait les bases d'une *armée polonaise* régulière. En décembre, le président *Wilson,* formulant les 14 points de son programme, se prononçait pour « la création d'une Pologne indépendante avec accès à la mer ».

Dans l'automne de cette année, les Bolcheviks triomphaient en Russie. Par le *traité de Brest-Litovsk* (février 1918), les empires centraux donnaient à l'Ukraine les territoires polonais de Podlachie et de Chelm. La Pologne entière protesta. Les derniers éléments des Légions réussirent en partie à franchir le front autrichien, sous le commandement du brigadier *Haller,* qui vint se mettre à la tête des divisions polonaises de France. Pendant ce temps, l'Allemagne, aidée par les Bolcheviks, liquidait les formations polonaises constituées en Russie après la débâcle du front oriental.

Le 3 juin 1918, par la *Déclaration de Versailles,* la France, l'Angleterre et l'Italie proclamaient enfin que « la création d'un État polonais uni et indépendant avec libre accès à la mer est une des conditions d'une paix juste et durable et du règne de la justice en Europe. »

II. — L'Etat polonais indépendant

Au commencement d'octobre 1918, les empires centraux acceptèrent les 14 points de Wilson. Le 8, un *Manifeste du Conseil de Régence* proclama l'État polonais unifié et annonça la convocation prochaine d'une Diète. La République étant instituée en Allemagne, *Pilsudski,* libéré, arriva à

Varsovie le 10 novembre. Le Conseil de Régence, quatre jours après, se retirait en lui transmettant le pouvoir. Il forma un *Ministère Moraczewski*, à caractère socialiste, qui prépara les élections à la Diète dans des conditions très difficiles. En novembre les Ruthènes de Galicie, appuyés par les États du centre, avaient pris les armes pour constituer un État d'« Ukraine occidentale ». En décembre, la guerre s'engageait avec les Allemands en Posnanie et avec les Bolcheviks sur le front de Lithuanie et de Ruthénie Blanche. Enfin, en janvier 1919, les Tchèques envahissaient la Silésie de Teschen.

Un *cabinet Paderewski* prit le pouvoir le 17 janvier 1919. Les élections générales eurent lieu dans le plus grand ordre. La *Diète*, réunie le 20 février, confirma les pouvoirs de Pilsudski comme Chef de l'État. En juillet, elle vota une grande *réforme agraire.*

Après de longues discussions, où la France, et notamment son premier ministre *Clémenceau*, se fit l'avocat le plus généreux et le plus clairvoyant de la Pologne, le *Traité de Versailles* (28 juin) fixa en partie le statut territorial du nouvel État. Il recevait presque toute la Posnanie et la Prusse Occidentale. Dantzig était constitué en Ville Libre dépendant de la Pologne à certains égards. Un plébiscite devait régler la question de Prusse Orientale et celle de Haute-Silésie. Beaucoup d'amertume se mêla, en Pologne, à la joie d'avoir retrouvé l'indépendance. De gros problèmes restaient en suspens. La promesse d'« accès à la mer » n'avait pas été tenue. Les frontières orientales, sur aucun point, n'étaient établies.

Pendant le congrès de la paix, les conflits armés avec les Ruthènes, les Allemands et les Tchèques furent liquidés, mais la *guerre contre les Bolcheviks* s'aggrava. En avril 1919, les Polonais entraient à Wilno. Après une série de succès, ils engageaient en Ukraine, à la fin d'avril 1920, une offensive de grand style, et s'emparaient de Kiev le 7 mai. Puis ils durent reculer, et la situation devint rapidement très grave sur tout leur front. Le *cabinet Skulski*, formé en décembre 1919, cédait la place, en juin 1920,

à un *cabinet Grabski*, remplacé un mois plus tard par le *cabinet Witos*. L'armée rouge envahit la Pologne.

Au milieu de ces conjonctures, le *plébiscite de Prusse Orientale* (11 juillet) fut favorable à l'Allemagne, et la Conférence des Ambassadeurs réalisa le *partage de la Silésie de Teschen* (28 juillet). L'Allemagne prit une attitude menaçante. L'Angleterre conseilla à la Pologne de capituler. La Lithuanie signa avec les Bolcheviks, le 10 juillet, un traité par lequel elle se faisait octroyer le territoire de Wilno. Tous les voisins de la Pologne se retranchèrent dans la neutralité. Dantzig refusa le passage des armes. La France seule aida la Pologne. M. *Millerand* envoya à Varsovie le *général Weygand*. Le 15 août au soir, les patrouilles de l'armée rouge étaient dans les faubourgs de la capitale. Deux semaines plus tard, toute la Pologne était dégagée, et le 11 octobre les préliminaires de paix étaient signés à Riga.

En février 1921, le Maréchal Pilsudski, Chef de l'État, venait à Paris remercier la France d'avoir sauvé la Pologne. Pendant son séjour furent conclus des accords militaires et politiques entre les deux pays, et amorcées des négociations commerciales.

La Diète vota, le 17 mars 1921, la *Constitution de la République Polonaise*. La Charte garantit l'égalité absolue de tous les citoyens. Le gouvernement est responsable devant la Diète, qui est élue au suffrage universel, égal, direct, secret et proportionnel par tous les citoyens ayant 21 ans révolus, sans distinction de sexe. Un Sénat est élu dans les mêmes conditions, sauf celles qui concernent l'âge des électeurs et des candidats. Réunis en Congrès, la Diète et le Sénat choisissent le Président de la République.

Le 18 mars 1921, le *Traité de Riga* mit fin à la guerre polono-russe. La Pologne victorieuse obtint des conditions territoriales très modérées et la répudiation officielle des démembrements opérés par le tsarisme.

Deux jours après, le 20 mars, eut lieu le *plébiscite de Haute-Silésie*. Dans l'impossibilité de s'entendre sur l'inter-

prétation du résultat, les Alliés s'en rapportèrent à la Société des Nations, qui communiqua sa recommandation le 10 octobre. Les Alliés, par une décision du 20 octobre, partagèrent le territoire de Haute-Silésie entre la Pologne et l'Allemagne tout en maintenant l'unité économique de la province.

A la fin de 1921, deux questions restaient à résoudre: celle de Galicie Orientale et celle de *Wilno*. Le 8 janvier 1922, le territoire de Wilno, régulièrement consulté, s'est prononcé en faveur de son rattachement à la Pologne. Par une série d'accords politiques et économiques avec les États voisins, Roumanie, Tchéco-Slovaquie, pays baltes, la Pologne a consolidé sa position internationale en même temps qu'elle travaillait, par un grand effort industriel et agricole, à relever les ruines accumulées par l'oppression étrangère et par la guerre.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

Pages

DEUXIÈME PARTIE

LA PUISSANCE POLONAISE (1386—1572)

TROISIÈME PARTIE

LE DÉCLIN ET LA RUINE (1572—1795)

QUATRIÈME PARTIE

LA POLOGNE ET NAPOLÉON (1795—1815)

SIXIÈME PARTIE

LA POLOGNE CONTEMPORAINE (1864—1914)

Imprimerie Manz. — Vienne (Autriche)